

Carmel CAMILLERI

LES ATTITUDES ET REPRÉSENTATIONS FAMILIALES
DES JEUNES DANS UN PAYS DÉCOLONISÉ
EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

*Essai sur le changement socio-culturel
dans un pays du Tiers Monde [Tunisie]*

Thèse présentée
devant l'Université de Paris V
en 1971



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41543719_0014

Carmel CAMILLERI

LES ATTITUDES ET REPRÉSENTATIONS FAMILIALES
DES JEUNES DANS UN PAYS DÉCOLONISÉ
EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

*Essai sur le changement socio-culturel
dans un pays du Tiers Monde [Tunisie]*

Thèse présentée
devant l'Université de Paris V
en 1971

Centre CANALIER

LES ATTITUDES ET REPRÉSENTATIONS FAMILIALES

DES JEUNES DANS UN PAYS DÉVELOPPÉ

EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

Essai sur le changement socio-culturel

dans un pays du Tiers Monde (Tunisie)



Tout respect

Le Directeur de l'Institut de Recherche

en 1971

LES ATTITUDES ET REPRESENTATIONS FAMILIALES
DES JEUNES DANS UN PAYS DECOLONISE EN VOIE
DE DEVELOPPEMENT

Essai sur le changement socio-culturel
dans un pays du Tiers-Monde (Tunisie)

Thèse de Doctorat ès-Lettres
présentée devant la Faculté des Lettres
et Sciences Humaines
de Paris

Par Carmel CAMILLERI

Agrégé de l'Université,
Chargé d'Enseignement à la Faculté
des Lettres et Sciences Humaines
de Tours

Directeur:

Mr. le Professeur STOETZEL

1970

PREMIERE PARTIE

LES ELEMENTS DE LA CRISE

INTRODUCTION

Les sociétés dites du "Tiers-Monde", mises en présence des sociétés industrielles occidentales, sont confrontées au problème de l'acculturation. Nous avons voulu l'étudier sur l'une d'entre elles, la société tunisienne contemporaine, étroitement encadrée dans l'ensemble maghrébin.

Ce problème, quand on l'aborde globalement au niveau de groupes sociaux importants et complexes, ne donne et ne peut donner lieu, pour le moment, qu'à des considérations théoriques de type réflexif forcément aléatoires. Nous avons préféré pour notre part apporter une simple contribution à cette édification théorique, mais plus assurée si possible, en essayant de mettre en évidence des processus restreints et précis, à partir d'un matériel empirique élaboré selon ces techniques des sciences sociales qui s'efforcent d'être scientifiques.

Ce point de vue nous entraînait inévitablement à réduire notre objet à un secteur délimité de la réalité en cours de changement. Celui auquel on songe en priorité pour les actuels pays du Tiers-Monde est le secteur technique (avec ses implications économiques), parce qu'il est jugé premier dans la "culture industrielle" et qu'on extrapole spontanément la hiérarchie établie à l'intérieur de cette culture.

On a tôt fait cependant, en ce domaine, d'aboutir à une double constatation. D'une part l'accueil au changement technique, intensément encouragé sinon imposé par les équipes dirigeantes

II

assistées des "experts" occidentaux, paraît facile et empressé. D'autre part il aboutit bien peu aux résultats escomptés: la fin du "sous-développement", le "décollage", etc.. L'une des raisons, celle qui nous intéresse pour cette étude, est simple: l'adoption de ces objets, instruments, conduites étrangers est comme neutralisée par les attitudes et représentations profondes des agents, qui projettent sur eux les significations "dénaturantes" issues de la culture originelle. En termes techniques, sinon technocratiques, il a donc fallu intégrer le "facteur humain" dans l'équation du problème.

Si les sciences humaines veulent se donner une vue plus exacte des modalités du changement culturel dans ces sociétés, mieux vaut donc, d'emblée, renverser la perspective illusoire instaurée par le souci de l'efficacité immédiate, interprétée à la manière européenne. Il paraît préférable, et finalement plus efficient, d'appliquer la recherche à l'ensemble des attitudes profondes, sans se soucier du lien plus ou moins apparent avec les conduites techniques: celui-ci se dégagera après coup et plus justement.

Dans cet ensemble nous avons choisi un segment, celui qui se rapporte aux institutions familiales. Les sociologues admettent sans difficulté leur primauté dans les sociétés dites traditionnelles, étant donné l'étendue de leurs fonctions et la complexité de leurs significations. Nous en eûmes d'ailleurs, et à loisir, la confirmation pratique. Enseignant de 1953 à 1960 dans les classes terminales d'un établissement tunisien réputé être une pépinière de cadres, nous pûmes nous rendre compte de leur importance vécue pour les jeunes, en ces années d'ébullition qui précédèrent et suivirent de peu l'indépendance nationale.

Confrontés aux multiples problèmes du changement, ils éprouvaient celui de la famille comme les concernant du plus près,

III

en même temps comme nécessaire et particulièrement pénible, tandis que les transformations techniques ou politiques ne leur paraissaient alors soulever aucune difficulté. Une importante charge affective était liée à la perspective d'avoir à lutter contre ses proches, dans une communauté où l'entente et la solidarité totales passent traditionnellement pour les valeurs fondamentales. Constamment était évoquée aussi, et avec passion, la référence du problème à la religion. Derrière les discussions autour de l'orthodoxie des prises de position, apparaissait nettement (et c'était souvent évoqué explicitement) le sens premier de "religare", attaché à ce terme. Rapporter sans cesse les institutions domestiques au "religieux", c'était d'abord les rapporter au système culturel vécu comme lié et liant. Incontestablement elles étaient signifiées comme en étant une médiation privilégiée.

Ainsi l'intérêt semblait-il évident de tenter d'analyser l'accueil au changement en ce domaine. Nous fîmes donc, à partir de 1960, une série d'enquêtes auxquelles nous aurons souvent à nous référer. Aussi nous paraît-il indiqué de les présenter brièvement.

Enquête I. Enquête par questionnaires, menée sur 240 garçons de 17 à 24 ans, d'instruction française ou franco-arabe, tous pourvus de la 1ère partie du baccalauréat, choisis selon la méthodes des "grappes" dans les classes terminales des principaux établissements secondaires de Tunis et de la province. 12% seulement de leurs pères avaient bénéficié d'une instruction secondaire du même type et 2% d'une instruction supérieure; 85% des mères étaient analphabètes. Etant donné ce profond fossé entre ces adolescents instruits, fortement "occidentalisés", et leurs parents largement incultes, attachés aux modèles traditionnels, nous nous proposons d'analyser sur ce cas extrême ce

statistiquement représentatif, nous voulions faire apparaître les représentations sur l'éducation des enfants et adolescents dans des milieux de parents de la capitale, suffisamment jeunes pour avoir pu être sensibles aux nouvelles valeurs qui se proposent à la société tunisienne (1).

Enquête V. Enquête commandée par l'UNESCO au Centre d'Etudes et de Recherches Economiques et Sociales de Tunis, pour étudier les antécédents des travailleurs des entreprises industrielles de la région de Tunis, ainsi que les effets de cette industrialisation sur leurs représentations et attitudes en différents secteurs. Nous eûmes à nous occuper de ces effets sur leur vie familiale. L'enquête fut menée par interviews, sur la base d'un questionnaire, sur un échantillon statistiquement représentatif de 281 travailleurs (parmi lesquels 141 ouvriers non qualifiés et manoeuvres, 100 ouvriers qualifiés, 19 travailleurs du personnel de maîtrise). 67% des sujets avaient moins de 40 ans et 12,8% seulement avaient dépassé le niveau d'instruction primaire, 44,1% étant analphabètes (2).

Enquête VI. Enquête commandée par la Fédération Internationale des Ecoles de Parents et d'Educateurs sur la conception des rôles éducatifs, de l'autorité et de la liberté dans les relations parents-enfants en Tunisie. Nous nous sommes préoccupé de mettre en parallèle, sur ces points, les opinions de parents d'au-dessus de 40 ans et de jeunes de 16 à 18 ans. Nous avons voulu également étudier, dans chacune de ces catégories, l'influence des facteurs sexe et habitat (capitale-province). Nous avons donc distribué les 191 sujets de l'enquête, effectuée par interviews sur la base d'un questionnaire, selon un plan facto-

(1) C.Camilleri, 6, pp. 7-44

(2) P.Sebag, A.Bouhdiba, C.Camilleri, H.Ben Amor, 2, pp.113-181.

VI

riel distribuant également ces variables. Dans tous les groupes, en outre, nous nous sommes efforcé de mêler également les sujets de niveaux socio-culturels faible (jusqu'au CEP) et moyen (ayant au moins trois années de secondaire et, au plus, le baccalauréat(1)).

Ces enquêtes nous amenèrent, comme nous le montrerons plus amplement, à changer nos interprétations du type d'accueil fait au changement dans la société tunisienne. Pour mieux vérifier notre nouveau point de vue, nous entreprîmes les nouvelles recherches qui font l'objet de la présente étude. En attendant de les exposer en détail, indiquons brièvement leur économie générale.

Nous nous sommes d'abord attaché à réunir et analyser des documents variés permettant de saisir le vécu du changement dans les subjectivités, son retentissement sur les consciences: réactions, jugements de valeur, analyses faites par les sujets en situation, s'érigeant en observateurs plus ou moins spontanés; correspondance de jeunes sur leurs problèmes familiaux; documents sur deux aspects plus spectaculaires des transformations et de leurs effets: mariage mixte et divorce. Ainsi nous sommes-nous efforcé de mettre en évidence les aspects complexes de la crise d'acculturation, qui fait l'objet de notre première partie. Nous plaçant à un point de vue de psychologie sociale, notre étude, sans s'interdire chaque fois que possible le jugement sur les réalités objectives, a voulu porter d'abord et principalement sur les processus subjectifs saisis au niveau collectif.

Nous avons ensuite adopté une attitude prospective: dans quel sens la crise d'acculturation, en matière d'institutions domestiques, a-t-elle des chances d'évoluer? Une partie de la réponse, pour autant que celle-ci dépend de l'aspect subjectif du

(1) C. Camilleri, 7.

dynamisme social, doit se trouver dans l'analyse systématique des représentations des jeunes générations sur le type d'organisation familiale appelé de leurs vœux. Ce sera l'objet de notre seconde partie. Elle doit nous permettre de répondre aux questions pour lesquelles nous avons entrepris ce travail: quelles modalités de changement les jeunes souhaitent-ils imprimer à leur culture "réellement", c'est-à-dire au niveau collectif débordant la conscience de chacun? Quelles dispositions, réalisées dans leurs attitudes, leurs représentations, leurs façons de se comporter vis-à-vis des adultes et entre eux, peut-on mettre en relation avec cet objectif?

Ces questions, on le voit, intéressent directement la théorie du changement social, sous l'un de ses aspects. Cela nous permet de prévenir une objection qui vient naturellement à l'esprit: la situation évolue dans les pays du Tiers-Monde; toute enquête empirique en vue d'indiquer où en sont leurs institutions à tel ou tel moment a donc toute chance d'être périmée à l'instant même où elle paraît. Mais, précisément, notre objectif n'est pas celui d'un habituel sondage destiné à fournir les informations dont on a besoin en un point du temps, pour une intervention elle-même référée à d'étroites coordonnées temporelles. Quels que soient les aspects historiques de la transformation de ces sociétés, les processus qui la sous-tendent, saisis sous l'angle de la théorie du changement, deviennent relativement "intemporels". Plus exactement, ils se mettent à relever de la temporalité propre à la théorie, c'est-à-dire de ses cadres de référence explicatifs qui, bien évidemment, ne sont jamais indépendants de l'histoire. Et ce temps-là s'écoule, semble-t-il, plus lentement.

Reconnaissons enfin que, dans ce domaine d'intimité quasi-sacralisé de la famille en pays d'Islam, notre recherche eût été impossible sans la gentillesse de la population tunisienne, le dévouement de nos étudiants et de nos amis tunisiens,

VIII

l'amabilité des services officiels et des personnalités qui ont bien voulu mettre à notre disposition les documents nous intéressant (1). Qu'ils en soient ici remerciés.

(1) Nous remercierons, en particulier, Mr. Messaadi, alors Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale; Mr. Klibi, Secrétaire d'Etat à la Culture et à l'Information; Mrs. Aourir et Ismaïl, magistrats; Mr. Akrouit, chef de service à la Radio-Diffusion-Télévision Tunisiennes; Mr. G.Fellous, rédacteur au journal "La Presse de Tunisie"; Mr. A.Attia, président de l'Ecole des Parents et Educateurs.

CHAPITRE I

LA FAMILLE TUNISIENNE TRADITIONNELLE

Notre propos n'est pas d'entrer dans le détail historique de la genèse de la famille tunisienne. Nous plaçant délibérément dans une perspective de psychologie sociale, ce qui nous importe pour la suite de cette étude est de présenter sous un certain éclairage cet ensemble encore vigoureux de traits traditionnels auquel se confronte très ordinairement le jeune Tunisien d'aujourd'hui. Le point de vue habituel s'attache à l'analyse théorique du modèle proposé par l'ancienne culture. Ce qui nous intéresse d'avantage est de saisir comment il est vécu, dans le contexte traditionnel, par les membres du groupe de parenté : ainsi sont susceptibles d'apparaître les tensions ou possibilités de tension effectives, et aussi les possibilités de leur résolution. De cette façon nous pourrions mieux comprendre comment, à l'intérieur d'un certain environnement, ce type de vie familiale pouvait être tenable, sinon même attractif pour tous. Mais ainsi également commencerons-nous à deviner comment il peut en arriver à ne plus l'être.

LE MODELE TRADITIONNEL

Le modèle arabe, comme on s'accorde à le reconnaître, a régi depuis leur islamisation la structure de parenté des populations qui se sont amalgamées pour former la Tunisie d'aujourd'hui. La tribu à filiation patrilinéaire attachée au principe de consanguinité, avec ses divisions en fractions, sous-fractions et unités plus réduites, a été présente jusque dans les populations sédentaires (1). Mais,

(1) R. Jambu-Merlin, p. 59.

tout particulièrement dans les groupes urbains, elle fut un cadre de référence bien plus qu'une effective réalité. Les fractions réelles ou supposées tenaient certes fortement, même au prix d'une considérable mythification, à la représentation de leur affiliation à la tribu (1). Mais simultanément elles s'accordaient très souvent une autonomie de fait, limitée seulement par les obligations morales de la solidarité (2). Depuis longtemps donc, sauf pour ceux qui dans les steppes et le Sud parvenaient encore à demeurer nomades, le groupe domestique effectivement vécu est cette unité réduite, mais nettement plus étendue que la famille conjugale, à laquelle notre analyse va s'attacher. Emprasons-nous de l'ajouter : le système des valeurs et le code des relations qui la régissent sont homologues à ceux des unités plus larges où elle est censée se situer. Ce sont précisément ces valeurs et ce code que nous voudrions dégager.

Groupe familial et société

Ce groupe le plus réduit est habituellement appelé "famille patriarcale" et en possède effectivement les caractéristiques connues. Sous l'autorité du chef de famille, qui est l'homme le plus âgé, et autant que possible dans la même maison, vivent sans limitation théorique de générations les ménages fondés par ses descendants mâles ainsi que les garçons et filles célibataires; celles-ci se rendant à leur mariage dans la famille de l'époux.

Sur la base de la consanguinité et de la masculinité,

(1) J. Cuisenier, 1, p. 406.

(2) J. Berqué, 1, passim

l'âge décide de la distribution hiérarchisée des prérogatives et de l'autorité. La sagesse est en effet conçue comme le savoir adéquat des conduites à tenir d'après les normes formalisées de la culture, mais aussi des règles informelles que la société des morts a léguées à celle des vivants. Dans les sociétés traditionnelles où les situations typiques ne se transforment que lentement, ce savoir se constitue avec "l'expérience". De ce fait il est lié à l'âge dont l'autorité, quand on en demande la justification, est dite fondée sur la compétence.

Etant entendu que le garçon, dès qu'il est entré dans la société masculine, a toujours barre sur la fille, l'âge décide encore de la hiérarchie interne à la société féminine, mais sur un mode moins appuyé. Des cas difficiles se présentent : autorité du jeune garçon sur la mère, sur la soeur beaucoup plus âgée, voire mariée, veuve, divorcée. Le problème est résolu par des compromis informels selon les circonstances. Un point est cependant clair : le garçon, dès qu'il a accédé à la société masculine, doit veiller à l'"honneur" de la famille, donc à la conduite des femmes à l'extérieur.

Bien entendu, ce type de famille assume la plupart des fonctions, à commencer par l'économique. Le groupe tire sa subsistance d'une activité artisanale ou commerciale assurée familialement ou, plus généralement, exploite un domaine agricole qu'on s'efforce de maintenir indivis. Dans les tribus où la propriété privative n'est pas apparue, c'est chose facile.

Ailleurs on essaie d'éluder les lois successorales établies par l'Islam, soit par accord familial, soit par des procédés d'"immobilisation" du bien qui le font échapper au partage. D'autre part la famille "joue l'office d'une banque", "elle avance l'argent pour la constitution du capital, elle finance les fêtes, la dot, les frais de mariage ou de pèlerinage et

même les simples dépenses courantes de ravitaillement ou de vêtement" (1). De ce fait ce groupe domestique constitue l'unité sociale par excellence, pendant que la société globale n'existe, pour ainsi dire, qu'en pointillés. L'individu n'est socialement identifié qu'en tant que "fils de X". La sociabilité familiale fournit le modèle le plus prégnant de la sociabilité générale, l'autre étant (mais est-ce bien différent?) celui de la fraternité dans la communauté des croyants. L'Etat lui-même se confond avec une lignée. Le souverain se considère formellement comme chef dans la communauté religieuse et chef paternel de l'ensemble des familles.

Cependant, sous cette idéologie formelle harmonieuse, le dynamisme social est commandé par la compétition entre les groupes domestiques, les interactions serrées de leurs politiques d'alliance, de clientèle, de rivalité. Cette situation est sans doute, au moins pour une part, à l'origine d'une dichotomie particulièrement aigüe entre le "dedans" et le "dehors" de la famille.

Pour le dehors, il importe de composer une façade appropriée en vue de la conquête du statut le plus élevé possible dans la compétition inter-familiale. D'où une attitude d'ostentation, d'exhibition de ce qu'on croit propre à assurer cette ascension, depuis la puissance et la fortune jusqu'aux diverses valeurs morales. Il incombe à tout membre du groupe de se soumettre aux rigoureuses disciplines permettant de façonner cette image face aux étrangers et c'est une composante essentielle de l'"honneur". "Etre et paraître socialement, signale un observateur, sont en définitive plus importants pour lui qu'avoir; l'avoir lui-même est d'ailleurs beaucoup plus

(1) A. Bouhdiba, 1, p. 14.

reconnu comme un prolongement social de l'être que comme un moyen d'accroître le confort et les facilités de la vie"(1). Mais cela implique, comme le note justement A. Demeerseman, que le "voile soit étendu sur les réalités domestiques plus ou moins éloignées de cette image"(2). Les dictons qu'il rapporte sont significatifs : "Ma maison cache mon ignominie", "La maison, c'est le tombeau de la vie " (3). L'effort pour "cacher" double ainsi constamment celui pour "paraître", réclamé par les besoins de la stratégie domestique. On y découvre au moins l'une des raisons de l'intense fermeture de la maison musulmane, agencée de façon à tourner le dos à l'extérieur. Il est significatif que le musulman traditionnel n'ait en aucune façon le sentiment habituel à l'Européen que les quelques mètres entourant sa demeure continuent à le concerner : au delà des murs c'est le domaine totalement public, en deça c'est l'autre espace, celui de l'entière intimité.

Cette situation du groupe domestique relativement à son environnement permet de comprendre un autre caractère : L'Etat est perçu comme lointain. Ainsi que le note un observateur, "la fiscalité a longtemps constitué le seul lien entre le pouvoir central et populations"(4). La société, dont les prestations sont faibles ou nulles comparativement à celles du groupe domestique, est éprouvée comme regard extérieur et inquisiteur, champ de compétition, de

(1) M. Callens, 1, p. 405

(2) "Ce n'est pas par hasard que, dans la langue tunisienne, la maison soit synonyme de voile". A.Demeerseman, 1, p. 12 sq.

(3) A. Demeerseman, 1, p. 12 sq.

(4) H. de Montéty, p. 2.

déploiement d'images et de personnages plus ou moins composés. Dans ces conditions, non seulement l'individu éprouve un sentiment intense d'affiliation à une famille qui le revendique comme son entière et indéfinie propriété, mais il estime lui être redevable de la totalité de sa personnalité, de ses normes, de ses valeurs, même quand celles-ci sont d'origine extra-familiale. Si bien que l'adhésion personnelle à leur contenu peut cesser : l'attachement aux règles et valeurs demeure comme symbole d'identification au groupe domestique. Des déclarations du genre de celle-ci, faite il y a quelques années à un journaliste, sont chose courante : "Être musulman c'est héréditaire. C'est un lien avec la famille d'abord. Ce que je pratique on me l'a inculqué dans ma famille et je fais le Ramadhan beaucoup pour ne pas trahir ma famille, un peu par religion." (1) Corrélativement la société est considérée avec méfiance ("Une goutte de sang, selon le dicton, est préférable à un millier d'amis"), à tout le moins comme incapable d'apporter quoi que ce soit de positif à l'équipement du sujet. D'où cette tendance constante à mettre dans la famille, la "souche" (*âql*) le principe de régulation de toutes les conduites : "Celui qui mal se conduit est un homme sans lignage", "Fille de bonne souche, sa souche reparait toujours" (2), etc..

(1) Déclaration d'un homme de 26 ans, avocat à Tunis, rapportée par J. Ben Brahem.

(2) Rapporté par J. Magnin, 1, p. 436

Le mariage et ses implications

Dans ce système, on le sait, le mariage est plus que jamais l'instrument du groupe domestique, l'un des moyens privilégiés de conserver, raffermir les valeurs auxquelles il tient, ou de progresser dans leur acquisition. L'une d'entre elles, et non des moindres, est de fournir au groupe les enfants, particulièrement les garçons, qui, dans le contexte traditionnel, entretiennent et multiplient son être et son avoir. Aussi bien leur nombre influe-t-il directement sur le statut du père et la stérilité est-elle un motif indiscuté de dislocation du couple.

Etant donné ces fins du mariage, transcendantes aux individus, on comprend que cette institution n'entre pas dans le répertoire consacré des moyens d'acquérir le bonheur individuel. Celui-ci vient seulement de l'identification au groupe familial dans son ensemble, de la conscience de participer à sa politique globale. Le consentement des intéressés à leur union n'a donc pas de signification et n'est pas demandé. C'est ce qui se passe dans la société tunisienne traditionnelle, qui pratique majoritairement le rite malékite, lequel passe pour le rite musulman le moins "libéral". C'est donc le père qui décide pour la fille vierge, car elle n'a pas d'expérience et il sait à sa place ce qu'est le bien familial qui inclut le sien propre. Il est vrai que, le contrat une fois rédigé, elle peut refuser en se déclarant pour la circonstance de rite hanéfite, dans lequel le mariage est considéré comme nul s'il n'y a pas acquiescement de l'intéressée : possibilité purement théorique, puisqu'il lui faudrait de l'héroïsme pour braver les sanctions domestiques et sociales.

Quant au garçon, c'est bien lui qui prononcera son consentement, mais pour une union qui aura été décidée ou, à tout le moins, acceptée par la famille.

La logique du système rend inutile à la limite, sinon même nuisible, l'inter-connaissance préalable des futurs époux. La famille musulmane traditionnelle effectue ce passage à la limite en prononçant l'interdiction de cette connaissance réciproque, pour des raisons d'"honneur" sur lesquelles nous reviendrons.

Le mariage n'ayant pour fonction formelle ni d'établir le "couple", ni d'assurer cette variété de bonheur et d'amour qu'il est censé fonder dans le système conjugal, on comprend - sans prétendre que c'en soit la cause - que la famille tunisienne traditionnelle soit indifférente à la monogamie. L'union devant apporter des prestations au groupe patriarcal, c'est à dire à la lignée masculine, les hommes pourront prendre plusieurs épouses. Mais la conduite la plus générale, ne serait-ce que pour une question de moyens financiers, est celle dite de "polygamie successive". Quoique la répudiation de la femme soit considérée comme "la pire des choses licites" par une religion qui a tenté d'adoucir certains traits du système, sa pratique a été aussi largement répandue que facilitée par les institutions. L'épouse, en revanche, n'a droit au divorce que dans des cas très limités spécifiés par le droit coranique. Il en résulte une importante fluence des ménages, mais qui n'atteint en rien l'extrême stabilité de la famille, puisque celle-ci est indépendante de ceux-là. Comme on a pu le noter, "dans la famille patriarcale l'unité, la stabilité, se font autour du chef. L'élément féminin, secondaire, gravite autour de l'homme et donne une descendance à la famille, c'est à dire au maître sans que l'entrée de la femme dans le groupe ou son expulsion

soient des événements essentiels de nature à renforcer ou à affaiblir le groupe."(1)

Ce qui confirme cette "extériorité" de la femme c'est que, si elle est d'une famille étrangère, il ne lui sera jamais possible d'intégrer institutionnellement la lignée de son époux, quoiqu'elle quitte physiquement l'une pour rejoindre l'autre. Elle garde son identité de "fille de X" ainsi que la disposition de ses biens, qui lui viennent de sa propre famille. Ce n'est en rien l'effet d'un quelconque libéralisme, comme on le prétend communément, mais l'accentuation indépassable de l'institution patriarcale dans le système arabe, qui supprime toute possibilité de sortir de sa lignée, et corrélativement, de s'incorporer dans une autre. Si bien que l'absence de la notion de régime matrimonial dans le droit musulman et la séparation des biens sont "l'affirmation qu'il n'y a pas plus de rapports entre les patrimoines de deux conjoints qu'entre ceux de deux étrangers."(2)

On comprend, en même temps, que les enfants issus du mariage, appartenant à la famille de l'homme, ne sauraient appartenir simultanément à celle de la mère, ni donc à la mère elle-même puisqu'elle n'en est pas sortie. Les enfants que la femme a mis au monde sont donc la propriété de la famille de son mari et demeurent avec celui-ci en cas de séparation. La mère ou les parents maternels ont seulement un "droit de garde" tant qu'ils sont en bas âge; ce droit, en rite malékite, pouvant se prolonger pour les filles si l'époux le veut bien.

(1) R.Jambu-Merlin, p.236

(2) R.Jambu-Merlin, p.270

Ce "famili-centrisme" absolu, si l'on peut se permettre cette expression, issu de cette extrême valorisation de la lignée, permettrait aussi, peut-être, d'interpréter cette étonnante institution de la famille à modèle arabe qui passe pour presque exceptionnelle dans la littérature ethnologique : le mariage endogame, qui est le plus recommandé sous sa forme la plus stricte, c'est à dire entre enfants de deux frères (cousins "parallèles"). Cette union qui, comme on l'a dit, ne saurait être dépassée que par l'inceste (1), ne s'inscrit évidemment pas dans la théorie de l'échange social qu'on a bâtie autour de l'habituel mariage exogame. Dans cette perspective, le refus de l'exogamie n'a pas simplement la fonction économique que lui prêtent habituellement les intéressés (maintien de la dot à l'intérieur de la lignée, opposition au morcellement du bien familial) et ne signifie pas seulement que la femme est elle-même un "bien de famille" non échangeable. On peut peut-être aller plus loin. "Se marier avec la fille de son oncle, déclare J. Berque, c'est, en quelque sorte, s'unir à soi-même." (2) Voilà qui nous ramènerait au symbolisme dernier de cette étonnante conduite : la concentration sur lui-même du groupe domestique qui, dans les sociétés traditionnelles, s'éprouve comme source de toute valeur, atteindrait ici un degré indépassable. L'effort de la lignée pour se perpétuer par exclusion de tout élément étranger, pour se poser comme une espèce d'absolu, se traduit, dans le système arabe, par la quête de l'identité "simple", par expulsion totale de la différence sociale. Tout se passe donc comme si la consanguinité, signe de l'identité

(1) A. Zohar, 1, p. 96

(2) J. Berque, 2, p. 154

qui perdure, ne devait pas être un simple symbole permettant d'absorber la différence sociale dans l'idée fictive de l'identité biologique. On s'attache à ce que cette dernière soit réelle, et on mène effectivement l'entreprise jusqu'aux limites de l'inceste. Nous discernons ainsi un autre signe, s'ajoutant à ceux déjà analysés, de la tendance du groupe patriarcal de modèle arabe à s'affirmer de façon particulièrement énergique comme un "dedans" vis à vis du "dehors" social; et nous en rencontrerons d'autres.

Il n'en est que plus significatif de constater que cette tendance particulièrement accusée, certes, puisque la proportion des unions entre cousins parallèles était et demeure considérable, ne peut aller jusqu'au bout d'elle-même. Car il est impossible de se passer entièrement de l'échange social, de la fonction privilégiée du mariage dans la stratégie domestique, dans le jeu complexe de la compétition entre les familles. Aussi certains observateurs ont-ils réussi à mettre en évidence de véritables modèles de subtils dosages entre l'endogamie stricte (cousins parallèles), l'endogamie plus large (degrés divers de parenté) et l'exogamie (1). Écoutons ce que dit l'un d'eux : "L'allure générale des mariages dans les campagnes tunisiennes (le Sahel mis à part) semble respecter le modèle suivant : sur trois frères, un épouse une cousine parallèle, le deuxième une parente qui n'est pas une cousine parallèle et le troisième une femme étrangère au groupement familial. Ce modèle n'est pas une règle absolue. Certains groupements semi-nomades dans la Steppe, ou d'autres groupements plus ou moins isolés

(1) J.Cuisenier, 2 et I.A.Zghal, 1.

On trouvera également quelques notations dans Bessis, Marthelot, etc...

dans le Nord, semblent pratiquer avec plus de rigueur les normes du système de parenté arabe. Mais actuellement, avec la stabilisation de la paysannerie, les groupements de parenté donnent l'impression de rechercher un certain équilibre entre la nécessité de conserver l'autonomie de la lignée (par la pratique de l'endogamie) et la nécessité de s'intégrer dans la société globale par une certaine proportion de mariages avec des femmes étrangères au groupement familial". (1) Tout cela s'exprime par une significative opposition des dictons, les uns recommandant l'union endogame, les autres demandant de s'en méfier (2).

Quand le mariage a été décidé par les familles dans les conditions et pour les fins évoquées, il n'y a évidemment pas lieu d'instituer le temps des fiançailles, au sens qu'on lui attribue dans le système conjugal : c'est à dire ce test permettant aux jeunes de confronter leurs personnes pour juger si le couple est possible. Le contrat de mariage est donc établi immédiatement. Etant donné l'ensemble des représentations culturelles qui font de l'"honneur" de la jeune fille et des familles quelque chose d'infiniment plus vulnérable que dans le contexte moderne occidental, c'est d'ailleurs la plus indispensable des sécurités. La consommation n'en sera pas moins habituellement retardée par la nécessité de préparer matériellement la future vie en commun des époux, de procéder aux achats permettant leur établissement; par la nécessité aussi d'effectuer les échanges qu'on peut dire rituels entre les deux familles.

Sans entrer dans le détail disons que, parmi des dons plus secondaires ("cadeaux" selon l'expression actuelle) dont la nature et la chronologie sont codifiées, c'est la dot versée

(1) A Zghal, 1, p. 100 sq.

(2) P. Dornier et A. Louis, p. 254 sq.

par la famille de l'homme à celle de la femme qui constitue la pièce principale du cycle des échanges.

De la masse des commentaires il ressort que si elle est effectivement une compensation financière au groupe de la femme (qui cède une génitrice et une travailleuse), on ne saurait en aucune façon l'y réduire. La principale preuve est, sans doute, qu'on peut la ramener à une somme dérisoire (c'est même recommandé par le Prophète) mais jamais l'annuler : sa valeur financière peut être éliminée, mais non ses significations symboliques, condition de l'alliance. L'une d'elles apparaît bien de la vivante description qui a été faite du mariage bédouin, le plus aligné sur le modèle arabe, dans les campagnes du Nord de la Tunisie (1). La dot a été fixée d'avance, de façon équilibrée, grâce à un code auquel veille l'entourage tribal. Mais, après l'acceptation de la demande en mariage, une discussion publique ne s'en instaure pas moins où le père de la jeune fille demande une somme beaucoup plus élevée pour la "face", pour montrer que la future épouse a beaucoup de prix, en ce sens qu'elle appartient à une lignée de grande valeur, de beaucoup d'honneur, etc. Le père du prétendant, à son tour, déconsidérerait le mariage que va faire son fils et l'honneur de sa propre famille s'il discutait ce point de vue. Aussi les réductions seront-elles demandées encore au nom de l'honneur, mais de celui de tel et tel hôte de marque présents dans l'assemblée.

Il est bon de savoir que le substantif utilisé pour désigner cet honneur (qadr) dérive du verbe "pouvoir", et signifie également, dans la langue classique, "valeur" de quelqu'un aussi bien que "montant" et "quantité" de quelque chose. On devine par là les implications que les appréciations sur les aspects financiers de la dot en Islam doivent se garder de négliger.

(1) P. Dornier et A. Louis, p. 262 sq.

Ajoutons qu'il est aisé de découvrir à celle-ci des effets adventices susceptibles de s'ériger en fonctions : si l'époux répudie sa femme il ne pourra pas, sauf cas précis, récupérer la dot, qui est ainsi susceptible de freiner l'extrême facilité du comportement de répudiation. Et si cette dernière a lieu, la dot qui lui sera restée aidera la famille de l'épouse renvoyée à l'entretenir.

L'ensemble de ces considérations sur le mariage en milieu tunisien traditionnel aura mis suffisamment en évidence son importance éminente. Instrument essentiel du groupe domestique, il est considéré comme accomplissant l'individu en lui octroyant le statut d'époux et de parent. On comprendra donc qu'il soit tenu pour obligatoire et, dans une culture dont les normes sont consacrées religieusement, comme permettant au sujet d'acquérir "l'autre moitié de sa religion". Il est également logique qu'on le veuille précoc, si possible dès que l'individu est apte à procréer. Il n'est même pas rare de lier juridiquement des enfants en attendant que la puberté permette la consommation de l'union. La question de l'aptitude psychologique des jeunes époux à assumer leurs nouveaux rôles est jugée très secondaire. Car ces rôles, comme les charges et responsabilités, seront assurés par l'ensemble du groupe familial; le mariage n'étant pas destiné à constituer le "ménage" au sens du système conjugal.

LA CONFIGURATION FAMILIALE VECUE ET LA PRISE DES ROLES

Ce modèle théorique de la famille traditionnelle étant esquissé dans ses grandes lignes, il nous faut maintenant comprendre comment il est vécu, en analysant la manière dont se prennent les rôles au niveau de la vie

quotidienne. Suivons donc l'individu à partir de son enfance.

Les traits généraux de l'apprentissage

Nous avons signalé les raisons pour lesquelles l'enfant est objectivement désirable, sans limitation de nombre, dans ce type de groupe et de contexte social. Il est à peine utile d'ajouter que, si ces raisons sont parfois clairement exprimées, ordinairement elles sont impliquées dans cette signification globale que l'homme éprouve intensément : les enfants l'accomplissent aux yeux de sa famille, de l'opinion et donc de lui-même, déploient sa virilité et sa puissance au sens le plus global. L'ensemble se développe en une mythologie : ils sont signe de bénédiction divine, sont et provoquent l'abondance. On mesure la force de ce symbolisme vécu en songeant au cas, signalé par J. Cuisenier, de cet homme dont la maison s'entourait de vingt-cinq petites tombes d'enfants et qui ne cessait d'en avoir d'autres.....(1) Car, comme on pourrait l'avancer en schématisant, dans ce système où la qualité d'agent est si avarement distribuée, la plupart ne peuvent créer qu'en créant des enfants.

Aussi bien la grossesse est-elle, sauf circonstances corruptrices de l'équilibre traditionnel, un temps de valorisation importante de la femme. Entourée d'égards, elle vit l'antithèse de sa condition habituelle : car la norme veut qu'elle ne soit pas contrariée, que ses "envies" (en particulier alimentaires) soient immédiatement satisfaites de crainte que la frustration ne rejaillisse sur l'enfant. Elle peut, pour une fois et pour un temps, manifester une individualité obligatoirement rétractée

(1) J. Cuisenier, 2, p. 158

à l'ordinaire, renverser le rapport qu'elle entretient d'habitude avec le groupe, bref se livrer à des "caprices", puisqu'ils sont considérés comme l'expression normale de son état.

L'enfant est donc le bienvenu. Il est destiné à évoluer dans la grande famille rassemblée dans un même espace, choyé, dans les circonstances normales, par les divers membres de la parenté qui font plus ou moins fonction de substituts de ses père et mère. "On trouve naturel de se soumettre à ses exigences" (1). Pendant sa petite enfance il est la chose de sa mère et du gynécée qui l'entourent de tendresse inquiète, se montrent fort soucieux de le protéger du "mauvais oeil" et autres influences maléfiques de l'extérieur : ainsi commence-t-il à percevoir le "dehors" selon les normes de méfiance convenables. Dans la mesure où il ne fait que côtoyer un groupe masculin peu présent dans la maison, il n'est pas encore dressé au respect des strictes hiérarchies qu'il lui faudra connaître plus tard. Enfin, les disciplines sont libérales. Emmaillotté mais sans rigidité, il passe de bras en bras, est nourri au sein longtemps et ne subit aucune discipline alimentaire ni de sommeil (2). Sevrages et dressages sont tardifs. Si nous en croyons une enquête comparative que nous avons faite à ce sujet en 1962, il en résulte, d'abord, des effets sur sa personnalité significativement moins frustrateurs que sur l'enfant européen (3). D'autre part, sa fixation apparaît intense à une famille dont nous n'avons pas fini d'énumérer les conduites de captativité et sa dépendance à son égard est particulièrement

(1) S. Van den Heuven-Bouraqoui, p. 5

(2) C. Camilleri, 6, p. 18 sq.

(3) C. Camilleri 4, p. 17-18 et 38-39

importante (1).

Cette famille dépasse d'ailleurs amplement les limites de la maisonnée, où elle est cependant déjà étendue. On se livre en effet, jusqu'à un degré de parenté fort éloigné, à un échange de visites ininterrompu qui permet de se tenir au courant de la situation de chaque membre du groupe. Proximité dans la maison et circulation par les visites rendent constantes la présence de la grande famille à elle-même, créent une atmosphère de grande intimité. "Cette intimité, a-t-on noté, n'est pas la même que celle qui règne, par exemple, dans une famille européenne; les problèmes d'ordre sentimental ou psychologique ne sont jamais abordés dans cette communauté. La véritable intimité, celle qui permet les confidences, n'est possible que dans le cercle restreint des femmes entre elles et des hommes entre eux"(2). Ce voile jeté sur ce genre de considérations est apparemment paradoxal, puisque la culture islamique ne lie aucun sentiment de culpabilité à l'exercice de la sexualité. L'information au sujet des réalités physiologiques est d'ailleurs, de ce point de vue, beaucoup plus libre et naturelle en milieu tunisien qu'en milieu européen. Aussi bien les interdits portés sur la verbalisation des "problèmes d'ordre sentimental ou psychologique" traduisent-ils, à notre avis, l'interdiction de principe de l'émergence elle-même de ce type de problèmes. Ne signifient-ils pas la manifestation intempe-

(1) C.Camilleri, 4, p. 7 sq. Voici deux résultats statistiquement très significatifs :

Angoisse à la perspective de séparation d'avec les parents (enfants de 8 à 14 ans): Tunisiens: 39 % - Européens: 18 %
Indépendance relativement aux parents (enfants de 8 à 11 ans): Tunisiens: 28 % - Européens: 40 %.

(2) S.Van den Heuven-Bourauoi, p. 10

tive de l'individualité, avec ses préoccupations et exigences, dans un système qui la nie et, qui plus est, dans le secteur le plus sensible : celui de l'union des sexes où, plus encore qu'ailleurs, les questions doivent être réglées institutionnellement au niveau du groupe ?

L'"intimité" qui se noue s'enracine dans une expérience complexe : les conversations et débats des adultes qui se font devant les enfants, la présence morale et physique ininterrompue de tous les membres du groupe familial à chacun d'entre eux, l'intense sentiment d'être concernés les uns par les autres et solidaires. Si bien que chacun a légitimement le droit de se mêler des affaires des autres. Et que les querelles peuvent éclater d'autant plus librement qu'elles ne sauraient jamais mettre en cause les liens de base. Cette intimité est en somme le halo de l'identification particulièrement profonde au groupe.

Mais la famille ne se contente pas de capter l'affectivité de l'enfant. Elle s'approprie également son esprit. Elle "répond à sa curiosité par des formules catégoriques, rapides, qui expliquent la vie physique et doivent régir la vie morale" (1). Ces formules ne procèdent pas d'une réflexion personnelle, pas plus qu'elles n'y invitent. Elles monnayent une sagesse populaire intemporelle accordée aux situations typiques, s'exprimant de manière inchangée, car la phrase stéréotypée qui la manifeste a autant d'importance que le contenu. Ainsi se transmet à l'enfant le code qui commande les paroles, actes et raisonnements convenant à toutes les situations, évitant de les repenser personnellement, tout particulièrement dans le contact avec les représentants d'autres familles. C'est d'ailleurs un

(1) M.S.Mzali, p. 62

devoir de l'accepter; cela fait partie de la piété filiale.

A mesure que la petite enfance est dépassée, l'éducation change de qualité pour inclure une composante de répressivité que théoriquement rien ne limite, et se manifestant très volontiers par les châtements corporels. A la base, bien entendu, gît cette représentation que le jeune est forcément un mineur puisqu'il sait toujours moins, par principe, et se comporte toujours moins bien que celui qui est plus âgé. Il est d'ailleurs significatif que l'ancien droit ait entretenu la plus grande indétermination sur la cessation de la tutelle, puisqu'elle s'achevait "à la date imprécise où l'enfant pubère est reconnu apte à gérer sa fortune"(1). Mais cette raison est insuffisante car, après tout, il n'est pas obligatoire de réprimer celui qui sait moins. En fait la répression résulte de 'la logique' du système. Elle est destinée à donner au jeune une idée négative de lui-même qui décourage la contestation éventuelle d'un ensemble posé d'avance comme incontestable, ce qui s'exprime par la sacralisation de cet ensemble et des membres de la famille chargés d'en appliquer les normes.

Après ces quelques indications préliminaires, il n'est plus possible d'avancer dans cette analyse sans tenir compte de la différence des sexes.

La fille et la femme dans la configuration familiale

Si elle est née dans une famille où le nombre de garçons est jugé suffisant, la naissance de la fille, dans la société traditionnelle, n'aura pas été considérée com-

(1) R.Jambu-Merlin, p. 267

me un malheur. Devenue fillette, on l'enfermera plus hermétiquement et définitivement dans le groupe des femmes. D'ailleurs, à sa puberté et souvent avant chez les conservateurs les plus zélés, le port du voile cachant le visage lui sera imposé pour des déplacements à limiter au maximum.

Là va s'édifier la psychologie de la femme tunisienne traditionnelle. A la maison ou au bain maure, centre de réunion essentiel de la société féminine, le monde extérieur n'existera pour la jeune fille que comme un fond lointain. Ses significations filtreront à travers le commentaire des femmes sur les informations que les hommes auront bien voulu leur donner (sauf possession relativement récente d'un poste de radio). De toute façon elle se sent bien rarement concernée par ce "dehors". La conversation, autour d'elle, porte sur des thèmes constants : grossesses, naissances, mariages, scandales domestiques, commentaires sur le groupe familial et de proximité (1). La fille deviendra ainsi "l'être de l'intérieur", du "privé". Son intelligence, son affectivité, ses attitudes et aptitudes s'articuleront autour de cette situation, en dichotomie profonde, il faut le souligner, avec la personnalité de l'homme, seul concerné par l'extérieur, le "public".

On lui apprendra à considérer le mariage comme la raison d'être de sa vie, car "A la fille qui a grandi, ou un mari ou un tombeau" (2); à tenir ses rôles futurs d'épouse et de maîtresse de maison. Elle assimilera la stratégie qui lui permettra, si elle a de la chance, de s'imposer dans la famille de l'époux, de mettre celui-ci de son côté et d'avoir raison de sa belle-mère, d'acquérir informellement dans son ménage le pouvoir que les institutions lui déniaient. Une attitude ambiguë

(1) Cf. S. Van den Heuven-Bouraoui, p. 15

(2) Dicton bédouin

se développe ainsi vis-à-vis de l'homme. Il est ce par quoi sa vie prendra son sens social; il lui permettra d'acquérir les statuts d'épouse et de mère sans lesquels elle serait considérée et amoindrie. Mais aussi, inséré dans son groupe et solidaire de lui, il symbolise la puissance redoutable contre laquelle il lui faudra lutter pied à pied. Coopération et rivalité, ces deux dimensions sont introduites ensemble par une culture qui fait du ménage un simple face à face des familles des époux et, donc, des époux eux-mêmes. Les circonstances concrètes décideront pour la primauté de l'un ou de l'autre. Cette dimension conflictuelle peut être soulignée, dans certains milieux, par des rites pittoresques. Dans une tribu du Nord, un observateur note qu' "avant d'être exposé, le trousseau est placé cinq ou dix minutes sur la tête de la fiancée, au milieu d'un profond et religieux silence. Ensuite de quoi, et toujours dans le plus complet silence, la nouvelle mariée foule le paquet de ses pieds,"... pour qu'elle commande à son mari" (1). Plus symbolique est le rite parallèle, du côté de l'époux : "Avec elle, il partage une bolée de lait qui rendra leur cœur pur, quelques dattes, symbole de la douceur qu'ils se doivent mutuellement. Le mari frappe sept fois son épouse sur l'épaule avec le khebgha, petit bâton enjolivé de mouchoirs ficelés et qui se termine par une fleur d'étoffe, petit sceptre, emblème du législatif et surtout de l'exécutif au sein de la nouvelle communauté" (2).

Mais, en attendant, il est un autre souci qui ne quitte pas la jeune fille. En effet, s'il appartient à tous de maintenir et fortifier ce capital symbolique qu'est l'honneur de la

(1) P.Dornier, p. 116

(2) P.Dornier, p. 123

famille, c'est la femme, être le plus démunie, qui détient paradoxalement sur ce point la principale responsabilité : l'honneur du groupe est fondamentalement lié à sa vertu; soit, avant le mariage, à sa virginité. Chargée de cette responsabilité majeure, qui contraste fortement avec la faiblesse de sa condition, elle sait que tout lui sera imputé à faute. Aussi développera-t-elle, à l'unisson du groupe féminin, une forte charge d'anxiété, exprimée et entretenue par les histoires, allusions, pratiques des femmes "qui la mettent dans une atmosphère de réceptivité craintive à l'égard de toute sorte de dangers mystérieux qui la menacent.... On peut les définir comme une sorte de protection diffuse de la virginité de la fille" (1).

Enfin, la société féminine s'attachera à lui faire épouser les attitudes définies par le modèle culturel : grâce, modestie, douceur, discrétion et absence de manifestation publique de la personnalité. Devant une assistance, toute expression d'une opinion ou d'une conduite sortant de la "mesure" conformiste est mal venue. Devant l'homme, il lui est demandé de garder le silence. Bref, dans le cadre traditionnel, les normes convergent à réduire au maximum la permission d'expression, sinon même de constitution de la personnalité de la femme, particulièrement quand elle est jeune.

Le garçon et l'homme dans la configuration familiale

A mesure qu'il va vers "l'âge de raison" le garçon commence à se dégager du gynécée, tout en gardant avec sa mère des relations privilégiées. Les normes, consacrées religieusement, lui enjoignent de conserver pour elle le plus

(1) S. Van den Heuven-Bouraoui, p. 12

grand respect. En contre-partie elle le choiera, attirera ses confidences, facilitera la réalisation de ses désirs en cachant au père tout ce qu'elle pourra, en servant de médiateur et d'avocat défenseur chaque fois que nécessaire. Cette conduite, quoique ne relevant pas de normes formelles, est courante au point que le garçon y compte fermement et juge que sa mère n'a pas rempli son rôle si elle fait défaut. De fait, il est tentant de la considérer comme une institution informelle permettant de réduire les effets éventuellement fâcheux de l'attitude du père, dont nous verrons qu'elle est exactement à l'opposé. Le résultat est qu'un tissu affectif étroit lie la mère, dans les conditions normales, tout particulièrement à ses garçons, et plus généralement à ses enfants. Ce qui, nous aurons l'occasion de le vérifier, lui donne un pouvoir important sur eux :

"Les mères tunisiennes, nous a dit une jeune fille, sont terriblement captatives, ce sont des tyrans. Dévouées jusqu'à l'esclavage, n'ayant dans la vie que leurs enfants, elles sont très exigeantes.... Chaque fois qu'un garçon me plaisait, elle me disait : "Si tu veux me tuer, épouse-le !". Je ne peux pas imaginer me marier contre son gré; c'est impensable, tellement les mères ont de pouvoir sur nous avec "les sacrifices qu'elles ont faits!"(1). Nous aurons à nous interroger sur le sens de cette captation affective.

Mais la relation spéciale du garçon à sa mère n'empêchera pas qu'il intègre le groupe masculin de la famille et de la société. De ce point de vue, la fête de la circoncision équivaut à un rite de passage. A partir de là son éducation et son expérience vécue vont le partager entre deux attitudes antithétiques.

(1) Jeune fille, 25 ans, études supérieures, fonctionnaire, Tunis, 1965.

D'une part, il va prendre une conscience sans cesse renforcée avec l'âge de la valorisation que lui valent sa condition de garçon et son affiliation à la société masculine. Les indicateurs variés, quotidiens, de cette supériorité, il les éprouvera dans les différences que l'on fera entre lui et la fille. Il apprendra qu'il a droit à une part d'héritage contre une demie pour sa sœur, qu'il jouira bien plus qu'elle des libertés de toute sorte, qu'il bénéficiera en priorité, sinon exclusivement, de l'équipement scolaire et autres efforts de la famille pour la promotion de l'enfant. De plus, il aura des pouvoirs sur elle : elle ne devra pas le contredire, on pourra lui demander son consentement pour son mariage, il devra surveiller sa conduite et aura même un pouvoir de sanction.

Mais, pendant le temps même où il s'exaltera dans son statut de garçon par référence à la femme, il devra apprendre à se soumettre, précisément en tant qu'homme et dans la société masculine, aux droits et prérogatives que d'autres hommes auront sur lui. Et l'on ne peut s'empêcher de penser que cette configuration a un effet équilibrant : dans sa valorisation par rapport à la femme et aux membres de la famille plus jeunes que lui, il peut absorber le sentiment de ses servitudes à l'intérieur du groupe masculin. Corrélativement, en attendant d'examiner l'ensemble des compensations de la femme, on peut estimer que les servitudes de l'homme lui permettent en partie de transmuier le sens des siennes propres. Elle saisira de façon diffuse qu'il s'agit en fin de compte d'un seul système de disciplines imposées par le bien commun, par la soumission à la "transcendance" familiale.

Car, l'homme aussi, à moins qu'il ne soit le chef du groupe, ne dispose jamais entièrement de lui-même. Un code précis de la hiérarchie dans le degré de parenté et dans l'âge ouvre

pour lui à tout instant une double distribution : se soumettre à l'autorité d'un certain nombre, leur fournir les marques du "respect", qui va jusqu'à l'interdiction de fumer et de parler en leur présence ou de prendre avant eux telle initiative; simultanément avoir droit à ces mêmes conduites de la part de certains autres.

Bien entendu des prestations importantes iront au père à qui les normes traditionnelles recommandent de se conduire de manière autoritaire et volontiers répressive. Le châtiment physique est chose normale. Par ailleurs il entretient une distance psychologique importante entre lui et ses enfants : elle est censée nécessaire au respect, c'est à dire, entre autres sens, qu'elle symbolise et entretient la relation unilatérale qui descend le long des échelons de la hiérarchie. Comme la répression et avant elle, elle prévient la tentation du dialogue, qui pourrait déboucher sur la mise en question de l'incontestable.

La place du père est d'ailleurs dans le groupe masculin de la famille, par extension dans la société masculine du groupe de localité, et non dans celui constitué par l'épouse et les enfants. Il est pour ainsi dire le regard de la famille vers l'extérieur. Aussi plane-t-il habituellement au dessus de cette cellule, qui est l'affaire de la mère, des femmes en général. Il n'intervient qu'épisodiquement pour des actes d'autorité importants.

Sauf pour quelques décisions essentielles en ce qui la concerne, c'est rarement la fille qui attire ses interventions. Celle-ci, en effet, dans le contexte traditionnel, est de bout en bout maîtrisée par le groupe féminin qui forme sa personnalité de la manière que nous avons vue, qui lui administre un dressage sans ambiguïté de soumission à l'autorité et à ses diverses implications. De ce fait, dans la société tradi-

tionnelle, ce n'est pas elle, en général, qui créera des problèmes. L'attitude du garçon, par contre, sera volontiers conflictuelle puisque, nous l'avons vu, il doit être éduqué simultanément à la soumission et à la "virilité", à obéir à l'homme et à jouer l'homme. Les mécanismes compensatoires dont nous avons parlé n'éliminent pas toujours les tensions qui naissent sans cesse de cette contradiction de base (1). C'est donc lui qui dépassera le plus souvent ce qui est permis et attirera l'intervention paternelle.

Mais garçons et filles, ajoutons-le, n'ont pas affaire au père en dernier ressort, dans la mesure même où celui-ci ne jouit pas de l'entière disposition de ses enfants. Toutes les décisions importantes les concernant dépendent de l'assentiment du chef du groupe familial. Les exemples sont bien connus de parents "attendant" le décès de celui-ci pour pouvoir, par exemple, envoyer la fille à l'école ou lui ôter le voile. Le garçon perçoit ainsi que son père est, pour sa part et à son niveau, dans cette situation ambiguë qui est la sienne et celle de tous les membres mâles de la famille : quels que soient leurs droits et pouvoirs aucun, mis à part le chef du groupe, ne cesse entièrement d'être un mineur, ne détient entièrement les responsabilités. Mais aussi bien cette distribution hiérarchisée de la soumission, accompagnant sans discontinuer celle du pouvoir et saisie comme implication du système, est-elle de nature à amortir sérieusement les sentiments d'infé-

(1) L'enquête à laquelle nous nous sommes déjà référé (C. Camilleri, 4, p.21 sq.) nous a permis de constater que la peur du père et l'agressivité envers lui étaient significativement plus grandes chez le jeune garçon tunisien que chez l'européen, et qu'elles augmentaient avec l'âge. Il s'agit cependant d'une recherche récente faite dans le milieu fortement urbain de la capitale où le contexte traditionnel est perturbé.

riorisation ou d'exploitation.

Garçons et filles ont également affaire au frère aîné et aux oncles, ceux-ci portant deux appellations distinctes selon qu'ils sont paternels ou maternels, en conséquence de la séparation entre les lignées des parents. Le fils aîné et les oncles paternels ont des droits et pouvoirs proches de ceux du père. En son absence, ils deviennent ses substituts. Ils sont les représentants de la lignée agnatique où l'enfant est inclus, les parents de l'honneur, du devoir et de l'autorité. Par contre les oncles maternels, reproduisant envers les neveux l'attitude de la mère, seraient plutôt ceux de l'amour librement exprimé et de la gentillesse. De ce fait la configuration familiale place l'enfant dans deux groupes : l'un formel et sous-tendu par les normes bien définies de la culture; l'autre, informel, noué par la sympathie et l'affection libres. Ces distinctions, bien entendu, n'étant aussi tranchées qu'à titre de limites. Dans la mesure où le père, centre du premier, est "lointain" et la mère, centre du second, activement présente, l'un tendrait à être le groupe "de droit" de l'enfant, l'autre son groupe de fait. Ainsi tout se passe comme si la mère et sa famille parvenaient à "récupérer" d'une certaine façon cet enfant qui est censé ne pas leur appartenir et à brouiller cette césure qui sépare l'épouse du reste du "ménage". Les circonstances, est-il besoin de l'ajouter, décideront de l'application de ce schéma, qui pourra même ne pas se réaliser du tout. Ainsi un jeune Tunisien nous a-t-il fait part de son identification, jusqu'à son adolescence, au "clan" paternel; ce qui le rendait "jaloux" et agressif envers ses oncles maternels, parce qu'ils lui semblaient "enlever" sa mère à son père (1). Toujours est-il que, dans cette perspective,

(1) Homme, 30 ans, études supérieures, Tunis, 1966.

la débauche de prestations affectives de la mère à ses enfants, et tout particulièrement à ses garçons, prend un sens plus précis.

Le couple : formation et rôles

Garçon et fille, dont nous avons tenté de situer l'évolution par rapport à l'ensemble complexe des rôles familiaux, sont destinés à se marier le plus tôt possible. Nous avons vu par quelle logique le système rend théoriquement inutile l'implication des intéressés dans leur union, qu'il s'agisse de leur consentement, de leur connaissance réciproque ou même de l'amour conjugal. Simultanément, nous l'avons également constaté, une certaine économie de l'affectivité et des représentations doit faire en sorte qu'ils n'en soient pas malheureux, leur bonheur pouvant être assuré d'une autre façon.

En fait, si on ne recule généralement pas devant le mariage imposé, on veut faire en sorte qu'il soit au moins accepté par les intéressés. La mère du jeune homme ira "examiner" la jeune fille. Elle insistera auprès de lui sur ses qualités "fonctionnelles": bonne ménagère, cuisinière, maîtresse de maison. Elle dressera un portrait de sa personnalité conforme au modèle culturel : vertu, sagesse, pudeur, réserve, docilité, économie, et s'emploiera à le tranquilliser quant à ses désirs plus proprement individuels (car c'est à elle, et non au père, qu'il en aura fait part). En cela elle n'aura fait que confirmer son rôle de "liant" entre les normes du système et la personnalité de ses enfants. Car, si elle s'y emploie principalement avec le garçon, la fille n'est pas exclue de ce genre de services. Le groupe féminin de la famille tout entier, puisant ses informations à ses différents lieux de réunion, l'informe et la rassure. Et comme le garçon, de son

côté, essaie de compléter les informations de la mère par celles de sa société masculine, le groupe local, par ce biais comme par bien d'autres, se trouve mêlé tout entier à la future union.

Enfin deux éléments importants paraissent, dans le contexte traditionnel, faciliter singulièrement l'acceptation par les jeunes des décisions familiales. D'une part, la claustration des jeunes filles et le port du voile, sauf dans les tribus nomades, rendent fort difficile le choix personnel et empêchent les comparaisons; le ralliement au jugement des parents devient, dès lors, plus aisé. D'autre part on privilégie, nous l'avons vu, le mariage dans la parenté. De ce fait, les jeunes gens que l'on unit se sont vus, ont joué ensemble, se connaissent. Etant de la même lignée, ayant la même expérience et les mêmes intérêts familiaux, il y a des chances pour qu'ils s'acceptent et s'adaptent mieux l'un à l'autre. Il est d'ailleurs entendu que la cousine se pliera facilement aux disciplines qu'impose le bien du groupe : "Je compte aller en France, affirme un jeune homme à l'un de nos enquêteurs, et de là je pourrai envoyer de l'argent à ma famille. Je suis fiancé mais cela ne fait rien, car la fille est ma cousine et elle pourra et devra même attendre que je fasse fortune"(1).

Après les cérémonies longues, ostentatoires et dispendieuses du mariage, car il s'agit pour les familles de marquer un point dans la compétition pour l'honneur, le nouveau ménage est constitué. Nous avons vu comment, dès le départ, il se forme sous le signe de la séparation entre les époux avec l'ambivalence des attitudes qui s'ensuivent. Mais la césure continue au niveau de leurs rôles, qui

(1) Homme, 21 ans, analphabète, rural, 1963.

s'organisent autour de la dichotomie tranchée extérieur-intérieur, public-privé. L'épouse est obligatoirement et entièrement entretenue par le mari, qui doit lui permettre de "tenir son rang". Il ne lui est pas demandé d'être son associée pour l'aider dans l'affrontement de l'environnement social, auquel lui-même, d'ailleurs, ne participe que plus ou moins dans le cadre de l'action du groupe. L'idée ne lui en vient même pas puisque son éducation la conduit à ne pas se sentir concernée par ce qui sort des étroites limites du domestique. Et le voudrait-elle qu'elle ne le pourrait pas, sa personnalité n'ayant pas été équipée pour cela.

Aussi bien son mari ne la met-il pas au courant de ses affaires, de ses activités, de son travail. La séparation continue encore pour les loisirs et relations de chacun dans sa société masculine ou féminine, sans interférence aucune. Elle s'épanouit enfin au niveau des statuts et des attitudes qu'ils commandent : la même relation hiérarchique et unilatérale qui joint tous les membres de la famille s'établit entre le mari et les représentants de son groupe d'une part, sa femme ou ses femmes d'autre part.

La mère de l'époux est tout particulièrement investie d'un rôle spécial : veiller, à l'intérieur du gynécée, à ce que ses brus respectent les valeurs et normes du groupe agnatique, déploient les qualités fonctionnelles requises de l'épouse et de la mère, ne privent subrepticement le mari et ses enfants d'aucunes des prestations auxquelles ils ont droit. Qu'elle profite bien souvent de ce retournement de sa situation habituelle pour compenser les frustrations liées à sa condition féminine n'a rien d'étonnant : "Chez nous les belles-mères sont très méchantes" ou "Son mari sur une épau-
le, sa belle-mère sur l'autre", voilà des affirmations courantes en milieu féminin tunisien traditionnel.

Si on ajoute à cela que l'épouse, même âgée et plusieurs fois mère, peut très bien se voir répudiée et séparée de ses enfants sur le simple énoncé trois fois répété d'une formule rituelle, on mesure la précarité de sa situation et du "ménage" traditionnel en général. A-t-elle des moyens d'y parer?

Ils existent et, comme à l'ordinaire, sont informels. Nous avons déjà décrit la manière dont la femme compense par de solides liens de fait l'absence de ceux de droit avec ses garçons et filles; comment elle parvient à rendre "siens" des enfants qui appartiennent institutionnellement à son mari. Ainsi le moment venu, ceux-ci, les garçons surtout, pourront-ils exercer sur leur père les pressions nécessaires. C'est encore par des moyens informels de type "psychologique", sur la base du savoir enseigné dans la société féminine, qu'elle s'efforce de "capter" son mari. Elle jouera pour cela de l'ambivalence structurelle de sa situation : si la belle-mère et le groupe des agnats venaient à l'accuser de ne pas être "un homme" en se laissant influencer par son épouse, celle-ci, à son tour, lui reprocherait de manquer de virilité en témoignant d'une soumission inconditionnelle à sa parenté. Ainsi l'époux sera-t-il souvent amené au compromis et aux essais de conciliation.

Mais, ici encore et enfin, les choses seront bien facilitées si l'on a contracté le mariage endogame. Outre que, dans ce cas, les conditions psychologiques ont pu être réalisées de longue date pour prévenir ou atténuer les tensions typiques du ménage, la sécurité de l'épouse, sans être - et de loin - absolue, n'en est pas moins accrue. Comme l'a noté un observateur, "On divorce moins facilement lorsque l'on reste en famille". Et il rapporte le propos d'un vieux pêcheur à la suite d'une grave maladresse de son épouse: "J'avais fait venir sous mon toit la fille de mon oncle paternel : ce

n'est tout de même pas une étrangère, je ne pouvais la répudier". D'ailleurs, d'après le même auteur, dans le milieu où il a enquêté les mésententes entre la bru et la famille de l'homme sont systématiquement rapportées à l'introduction par celui-ci d'une "étrangère" dans la parenté (1).

L'ensemble de ces considérations est loin d'être exhaustif. Mais il suffira pour comprendre la suite de cette étude, compte-tenu des précisions qui y seront apportées. Cependant, pour juger du système et de la manière dont il peut être assumé, il nous faut encore examiner deux points importants : le problème de la femme et le statut du chef du groupe familial.

Le problème de la condition de la femme

L'analyse de la famille tunisienne traditionnelle ramène sans cesse, on l'a constaté, à cette caractéristique fortement perceptible dans tout le Maghreb : la vigoureuse dichotomie masculin-féminin, accompagnée d'une inégalité des sexes considérablement avantageuse pour l'homme. Si ce trait est répandu dans les systèmes patriarcaux, surtout sur les rives de la Méditerranée, il est particulièrement accentué, de façon générale, dans les sociétés islamiques. L'observateur étranger est porté à en voir le signe spectaculaire dans la claustration de la femme ou, du moins, le port du voile qui la coupe de la vie publique (2).

(1) Mme H. Robert, p. 137, note 6.

(2) Rappelons que cette conduite ne se manifeste que dans la population sédentaire. Dans les tribus non fixées on ne l'observe pas, ne serait-ce que parce que les femmes travaillent à l'extérieur.

Les hypothèses d'interprétation historique, dont aucune n'est tenue pour décisive, ne nous intéressent pas directement: notre dessein étant toujours de saisir comment le trait est justifié dans la culture vécue des milieux traditionnels actuels (1). Que ces justifications coïncident avec les raisons historiques ou qu'elles en aient pris seulement le relais, elles nous aideront de toute façon à comprendre l'équilibre du système tel qu'il est assumé par les intéressés.

Que la femme musulmane soit un point d'application de la volonté de puissance de l'homme ne saurait être sérieusement contesté. Que celui-ci soit fortement convaincu de sa supériorité et de l'infériorité de sa compagne, on n'a aucun mal à en recueillir les multiples indications. Nous en trouverons d'ailleurs une quantité dans la suite de cette étude.

Il serait cependant superficiel et abusif de ne lier au statut de la femme musulmane traditionnelle que ces significations perçues comme négatives par l'observateur étranger. Paradoxalement, c'est l'exigence culturelle de la claustration, tenue pour le symbole le plus criant de son aliénation, qui révèle en principe sa valeur éminente. A ce sujet les données linguistiques sont connues. Les termes désignant le foyer, le privé domestique (h'arâm, le fameux "harem") et le voile (m'h'arna), dérivent de celui qui signifie "le sacré" (h'arâm), catégorie essentielle entre toutes délimitant la zone interdite aux manipulations "profanes". Or, dans cette culture, la femme est proprement identifiée au foyer. Dans la conversation il est inconvenant de prononcer son nom: on l'appelle "la maison" (ed-dâr). Bien des musulmans traditionalistes, on le sait, ne parlent que des garçons quand ils

(1) Pour la plus récente de ces interprétations historiques, cf. G.Tillion.

s'entretiennent de leurs enfants. Si on leur demande leur nombre, ils omettent de compter les filles. Ce n'est pas nécessairement parce qu'ils les tiendraient pour quantité négligeable (car cette représentation existe aussi), mais parce que ce n'est pas "convenable" : entendons par là que le sacré est profané par la verbalisation.

Simultanément il n'est pas rare d'entendre cette opinion, recueillie auprès d'un chef religieux qui s'efforce d'accommoder au siècle l'antique tradition : la femme peut participer à la vie publique "mais ne pas être la secrétaire mêlée à des hommes qui lui ordonnent des choses.. Elle est un ciseau rare qu'il faut savoir chérir, garder pour soi-même. Elle ne doit pas être un objet, un instrument pour les autres.. Elle ne doit pas tomber dans la médiocrité de se mêler aux hommes. Son ambition, sa haute image d'elle-même, elle doit la transmettre à ses enfants. Comment garder cette image d'elle-même si elle se mêle aux hommes? L'homme doit contribuer à lui garder sa dignité, ce qu'elle a de précieux.." (1). Que ce discours soit en grande partie une rationalisation de l'égoïsme masculin est probable, étant donné l'ambiguïté fondamentale de l'image que, dans cette société, l'homme se forme de la femme. Mais il est significatif qu'elle s'effectue précisément par ce raisonnement, dont on aperçoit bien la liaison aux considérations linguistiques précédentes.

De cet ensemble ressortirait ceci : pour la conscience traditionnelle la femme doit être soutirée au tissu des relations et "traitements" sociaux parce qu'elle est éminemment précieuse. Plus exactement elle n'a pas de prix, car le prix, pour s'exprimer comme les phénoménologues, appartient au système "mondain". Pour le garder elle ne doit pas être mêlée à l'univers des objets, des activités qui traitent des objets, bref à la société. Et dans ce domaine il n'y a pas de milieu : si seulement un certain regard se porte sur elle, elle est

(1) Membre de l'aristocratie religieuse, Tunis, 1965.

souillée, car il n'y a pas de gradation entre le sacré et le profane (1). Elle ne peut donc demeurer sacrée qu'en étant parfaitement cachée. Aussi, dans le contexte traditionnel, le port du voile est-il recherché par les femmes elles-mêmes comme une promotion. Comme pour la femme orientale de l'Antiquité pour qui il était signe de noblesse (les esclaves n'y ayant pas droit) (2), il ne cache que ce qui a du prix, il est symbole de dignité, de bonne naissance. Ne constate-t-on pas actuellement que si certaines le quittent à la ville, d'autres se mettent à le porter à la campagne, en conséquence du sentiment de promotion de la rurale ?

Mais puisque la sacralisation de la femme est liée à celle du foyer, on rejoint cette opposition "dedans-dehors" déjà rencontrée par plusieurs voies. Ainsi, attitude envers le social, fermeture de la maison, imperméabilité de la lignée, endogamie et claustration de la femme seraient les expressions de plus en plus accentuées du groupe familial centré sur lui-même, retourné sur son principe, sur son identité jalousement protégée de l' "autre" (3). Le symbolisme de la virginité féminine devient alors plus clair. Et l'on comprend que l' "honneur" féminin constitue le support essentiel de celui du groupe : la pénétration illégitime de la femme ne serait pas autre chose que l'effraction du principe

(1) Ce sentiment peut se dégrader en une représentation réaliste de la souillure, comme il ressort de la déclaration de ce jeune refusant d'épouser toute jeune fille ayant "flirté" parce que "on s'est essuyé les mains après elle" (Homme, 20 ans, études secondaires, Tunis, 1966)

(2) M. Taalbi, communication inédite.

(3) On comprend par là-même que la claustration et le voile s'avèrent inutiles dans la tribu nomade, où la femme n'évolue que parmi les "siens". C'est pourquoi ils n'apparaissent qu'avec la sédentarisation et l'urbanisation.

sacré de la famille dans son intimité ombrageusement gardée. Cet extraordinaire réseau de surveillance de la conduite féminine, la dimension véritablement dramatique de cette "jalousie de principe"(1) manifestée par tout le groupe masculin, cette "obsession quasi-viscérale de la virginité"(2) cessent d'être un objet d'étonnement stupéfait dès qu'on entrevoit le contenu passionnel d'une telle signification.

Reste à savoir comment cette valeur accordée à la femme peut aller avec sa dépréciation, venant elle-même du prix plus éminent encore que l'homme s'accorde dans la lignée agnatique du groupe patriarcal.

Pour cela il faut tirer les conséquences de la situation qui vient d'être décrite. Coupée du monde des objets et du commerce social, la femme s'édifie comme sujet formel bien plus que réel. Sa personnalité demeure non affirmée : précisément les normes éducatives tendent vers ce but. On pourrait même ajouter : puisqu'il lui appartient de symboliser comme mystiquement l'essence de la communauté familiale, elle n'a pas besoin d'avoir une individualité. Sans prétendre poser une relation de cause à effet, nous remarquerons que son "indétermination" s'accorde à sa fonction.

Au contraire, ayant placé la femme dans "l'autre espace", objet de sa vénération de principe qui revient, il faut le remarquer, à celle de sa lignée et de lui-même, l'homme se réserve entièrement le monde des activités profanes. Ayant fait d'elle le sujet très précieux, encore une fois et en dernier ressort par référence à lui-même, mais formel, il s'édifie

(1) Expression employée par A.Michel

(2) H.Slim, p.186.

comme le sujet concret dont la volonté de puissance s'affirmera sans obstacle, y compris à l'égard de sa compagne : car celle-ci, quelles que soient ses significations, est tout de même insérée objectivement dans l'organisation domestique et sociale "profane" dont il est le régent.

Cette interprétation, nous le répétons, se situe au niveau phénoménologique : celui des significations actuellement projetées sur une situation par ceux qui la vivent, abstraction faite de sa genèse. Elle a l'avantage d'éclairer, dans la société maghrébine traditionnelle, l'ambivalence de la conduite masculine : celle-ci se concrétisant par ailleurs en des équilibres variés, depuis la "bonne" famille où la femme et la mère sont respectées, honorées, et la puissance de l'homme contenue, jusqu'à celle où toute la maisonnée subit la tyrannie du mâle.

C'est sur ce dernier point que nous achèverons ces considérations sur la condition de la femme en milieu tunisien traditionnel. Nous avons souligné au long de cette analyse les possibilités qu'elle y trouve, depuis sa grossesse jusqu'à son accession au statut de mère et de belle-mère, de compenser plus ou moins, par des conduites informelles, la précarité de sa situation. A ces atouts extrinsèques s'ajoute le prix qui lui est accordé par la culture étant donné ce qu'elle symbolise, et dont elle a conscience. C'est pourquoi, à côté des femmes "victimes" (mais qui ne vivent sans doute pas leur situation comme le pense l'observateur étranger), on ne s'étonnera pas de rencontrer d'incontestables réussites du système : ces dames à l'allure altière qui y ont très évidemment trouvé un statut légitimant l'estime des autres et la leur propre, ou ces mères de famille investies d'une réelle autorité et honorées par l'ensemble de la maisonnée.

Le chef du groupe familial

Si le statut de la femme frappe par sa précarité particulièrement accentuée, celui du chef de la famille est remarquable pour les raisons contraires. Il convient de l'examiner pour achever de dégager l'esprit de ces institutions.

Ce chef du groupe familial paraît, en effet, échapper à la condition des autres membres de la communauté, avec la double série de pouvoirs et de soumissions qui la caractérise. En principe, il n'a plus à se soumettre à personne et il lui est possible de se conduire en autocrate. Sur le plan formel les caractères déjà décrits aux échelons inférieurs culminent à son niveau sans contrepoids : autorité, prérogatives, unilatéralité des relations, respect, distance, etc.. Sa bénédiction est recherchée, sa malédiction redoutée, les droits à l'autorité de tous les intermédiaires sont garantis par la sienne.

Et pourtant les mécanismes compensateurs sont ici encore présents ou, du moins, susceptibles de l'être. D'abord, habituellement, il ne décide pour les choses importantes qu'après consultation des autres anciens : on connaît ce correctif fréquent aux structures d'autorité, qui se tempèrent d'une espèce d'oligarchie informelle.

D'autre part il est entendu, et ce n'est pas une clause de style, qu'il agit pour le bien de tous. S'il est vrai que chacun, dans cette organisation, doit être guidé par l'intérêt supérieur de la famille, ce devoir va culminer au niveau du chef. Le pouvoir indiscuté détenu sur tous est l'envers de sa soumission absolue au bien familial. Le plus vieux et le plus sage du groupe est en même temps le père au sens le plus entier. Dieu seul, en principe, qui consacre et soutient le système, est tenu pour plus sage que lui. Ainsi le paternalisme

sous-tend les valeurs et attitudes correspondant à ces institutions patriarcales. Et de par la consécration religieuse reçue par les uns et les autres, elles deviennent une sorte d'a-priori transcendant l'ordre humain.

D'après ces considérations, dans le contexte traditionnel équilibré, le système est sans aucun doute vécu comme moralement justifié : car si la norme est pour chacun de s'en remettre à qui le dépasse dans la hiérarchie, elle est aussi que les bénéficiaires de cette cascade d' "aliénations" la commentent en une distribution de services, de prestations dans l'intérêt de tout le monde. Voilà un principe solidement équilibrant, susceptible d'absorber les tensions et frustrations de tous, puisque tous subissent l'autorité en quelque mesure. Encore faut-il y croire.

Mais, précisément, c'est là une chose entendue. Si la redistribution des prérogatives en services ne paraît pas évidente à l'intéressé, c'est qu'il n'est pas capable de le discerner par lui-même, étant plus jeune et moins chargé d'expérience que celui dont il subit l'autorité. De même qu'elles entretenaient la "jalousie de principe", les institutions assurent une "confiance de principe" en la maxime de base du système, à la limite totalement imperméable aux faits : tout ce que nous appellerions "abus" ne pouvant être, a priori, qu'une impression sans rapport avec la réalité.

Cette confiance de principe est renforcée par deux autres traits.

D'une part le système, ses valeurs et ses normes sont consacrés religieusement. Il importe peu, de notre point de vue, de distinguer celles relevant effectivement de l'orthodoxie musulmane des autres. L'essentiel est que l'ensemble est en fait perçu comme indistinctement investi par le sacré. Certains observateurs, soucieux de transformations, s'en sont d'ailleurs plaints : " L'appel incessant au "permis" et au

"défendu" (1), que l'on retrouve à chaque instant sur les lèvres féminines, ne prépare pas précisément à aborder l'évolution avec fermeté et rectitude. Ces expressions, ou d'autres analogues, montrent combien, dans le domaine de la morale, le manque de perspective, la difficulté à hiérarchiser les différentes obligations, la tendance à en exagérer uniformément la force impérative, sont l'indice d'un formalisme qui finit par tout confondre sous prétexte de tout respecter"(2). Aussi bien est-il sacrilège, du moins le considère-t-on généralement ainsi, de se poser la question même du bien-fondé d'un aspect quelconque de l'ensemble. La fameuse "h'ichma", c'est à dire, en somme, cette attitude d'effacement de soi requise de tout membre de la famille devant son ancien et lui interdisant d'interroger, n'est-elle pas elle-même un élément de la foi?

D'autre part, cela est bien vrai, la norme recommande à ceux qui jouissent de droits et prérogatives de fournir des prestations pour le bien de tous. Mais nul ne juge que le désaisissement de sa volonté au profit du plus ancien, les disciplines et la soumission consenties donnent droit à ces prestations : la représentation du "contrat" n'existe aucunement en la matière. Car le système n'est le fait de personne, étant institué par la Divinité. Et puis on ne saurait contracter avec un mineur, dont le jugement n'égale pas celui de l'autre partie. De la sorte, la boucle est achevée : l'ensemble se pose comme un absolu échappant à la manipulation humaine, qu'elle soit question ou volonté de transformation. Et si l'ancien ouvre le dialogue, demande une participation quelconque du plus jeune (ce qui n'est nullement exclu), ce ne peut être

(1) Signalons que, dans ces circonstances, le mot "défendu" lui-même se dit "h'râm", c'est à dire "relevant du sacré".

(2) A.Demeerseman, 2, p.319.

qu'un octroi, jamais un droit.

Ce trait induit une attitude dominante dans le groupe familial. On ne s'interroge pas sur la validité de l'échange, sur ce qu'il devrait être; on ne songe pas à le surveiller. Cette conduite de vigilance, de calcul d'intérêt, amenant à revendiquer quand il ne semble pas satisfaisant, ne fait pas partie de l'univers traditionnel. On ne demande pas, mais on se fie à..., on se repose sur... Comme on compte par ailleurs sur la solidarité sans défaillance du groupe en cas de difficulté, on voit quel état d'esprit tend à se former autour de ce type d'institutions : ne se manifester à aucun point de vue comme "agent", en dehors de ce qui est strictement permis d'après les rôles assignés, faire corps avec le groupe quoiqu'il en soit, et obtenir d'autant mieux de lui la sécurité globale convoitée par dessus tout qu'il se maintiendra fort, grâce à cette "patience" fondamentale de ses membres.

Quant au chef du groupe, hormis les tempéraments à son autorité par lui-même institués (ce qui n'est pas rare), les critères même du système font qu'il ne se reconnaît formellement d'obligations et de soumission que vis à vis de la Divinité. En sorte que "la loi religieuse tempère par des restrictions et des limites ce que l'omnipotence du paterfamilias peut avoir d'absolu"(1). Ce qui revient à affirmer qu'il doit, en fin de compte, se confronter à sa conscience, étant poussé par le système à établir lui même ses régulations.

Cette dernière observation contribue à étayer le jugement d'ensemble susceptible d'être porté, d'après cette analyse, sur le groupement domestique tunisien traditionnel.

(1) A. Dupuy, p. 63.

nel. Dans la mesure où il est installé dans le contexte équilibré qui lui convient, nous avons vu par quel ensemble assez complexe de dispositions il se révèle "tenable", sinon même attractif, pour chacun de ses membres. Mais nous avons mesuré, en même temps, la part très importante tenue dans cet équilibre par les institutions et conduites informelles. Or si ces dispositions spontanées sont précieuses, elles sont particulièrement fragiles, car les plus aisément atteintes par le dérangement de l'environnement : d'où la possibilité de cruelles dénaturations dans le système, avec les graves tensions qui en résultent. Nous allons le constater en examinant la manière dont il est entré en crise.

CHAPITRE II

L'IMPACT EUROPEEN

A partir de la fin du 19ème siècle le système précédemment décrit subit l'impact de la colonisation française et, à travers elle, l'irruption massive des modèles européens contenus dans la "société industrielle". Comme la plupart des autres pays du Tiers-Monde, la Tunisie n'est pas allée vers eux de son propre mouvement. Elle les a subis comme le choc de l'étranger, et dans des circonstances particulièrement mauvaises. De ce fait, il est banal mais important de le rappeler, le changement a commencé et continué dans un contexte d'acculturation vécue sous forme de crise spécialement traumatisante.

LES PERIPETIES ECONOMIQUES

Les transformations de l'économie traditionnelle

Les péripéties économiques, à elles seules, font déjà largement comprendre ce traumatisme. Le pays vivait sur un équilibre précaire mais existant : une économie rurale de subsistance ignorant largement le signe monétaire, la terre appartenant collectivement à la tribu ou bien exploitée, sinon possédée, par une petite paysannerie sur le mode familial; un artisanat traditionnel autonome ou s'alimentant des petites industries domestiques, l'unité de production demeurant fondamentalement la grande famille; le tout suffisant à un système de besoins relativement simple et constant.

La colonisation a rompu cet équilibre en l'attaquant à ses racines (1). Pour attirer et fixer les

(1) Cf. en particulier P. Sebag, 1, J. Poncet, L. Valensi.

A. Nouschi analyse un processus analogue pour l'Algérie et A. Adam pour le Maroc.

Européens , l'administration française leur attribua longtemps d'immenses étendues de terres qui seront exploitées selon les techniques modernes, celles restant au "fellah" indigène demeurant cultivées à la façon traditionnelle. En même temps le flot des produits industriels étrangers ruine l'artisanat local. Une infra-structure économique, technologique et organisationnelle moderne est installée, mais incomplètement, la colonie conservant ainsi sa fonction traditionnelle de débouché pour la métropole. Cette modernisation profite surtout à ceux qui dirigent la production et sont les principaux consommateurs : les Européens. Dans son ensemble la population tunisienne demeure marginale, ne jouissant plus de son équilibre traditionnel sans être intégrée pour autant dans le nouveau segment d'économie.

Une situation "d'entre-deux" s'installe ainsi, d'où la société indigène n'est pas encore sortie. Un certain nombre de circonstances viennent compliquer les choses en provoquant la fameuse inflation démographique des pays sous-développés : de 1926 à 1956 la population tunisienne passe de 1.920.000 à 3.441.000 habitants (1). Le déséquilibre croissant entre subsistances et population entraîne la paupérisation de la masse. Le support du système domestique et social traditionnel, bien foncier ou entreprise artisanale, ou est aliéné au terme d'un endettement grandissant, ou ne suffit plus à la subsistance de l'unité familiale qui tend à se disloquer. Comme le remarque M.Callens : "La propriété est trop restreinte, la famille doit se diviser, l'employeur sur l'exploitation duquel la famille est installée ne peut embaucher les jeunes, la machine enfin a supprimé des emplois"(2).

(1) M.Seklani, 1.

(2) M.Callens, p.237.

Devant cet état de choses, certains demeurent à la campagne, où beaucoup, à travers divers statuts, évoluent vers la pure prolétarianisation. Un grand nombre, surtout parmi les jeunes, entreprennent l'exode vers la ville, soit momentanée et cyclique, soit définitive. La capitale et la zone environnante reçoivent la plus grande partie de cette migration : d'après le recensement de 1956 la région de Tunis et du Cap Bon a vu augmenter son peuplement de 69 %.

Selon l'enquête conduite en 1965 sur échantillon représentatif, 45,4 % des ouvriers des entreprises de l'agglomération tunisoise avaient afflué de la province (1). Une forte proportion de familles de collégiens, comme nous l'avons montré en 1960, en provenaient aussi (2). Car c'est dans la capitale qu'on espère s'employer le plus facilement dans l'entreprise de type moderne. Tunis devient un exemplaire de ces cités surpeuplées et hypertrophiées, alimentant les rapports sociaux opposés à ceux dits traditionnels. A la différence que les conditions y sont bien plus dégradées que dans la plupart des grandes villes européennes. Les travailleurs qui s'y établissent sont, en effet, largement demeurés en dehors de toute instruction ou formation professionnelle: ils fournissent ce sous-prolétariat si fréquemment décrit, entassé dans les ceintures de "bidonvilles" autour des grandes cités maghrébines. Plus souvent encore ils restent en chômage: le recensement de 1956 indique 530.000 chômeurs dans le pays, dont 300.000 anciens travailleurs de la terre, pour une population totale s'élevant alors à 3.441.000 habitants et une population active de 1.000.000 (3). C'est là,

(1) P.Sebag, in P.Sebag, A.Boudhiba, C.Camilleri, E.Ben Amor, 2, p. 32.

(2) C.Camilleri, 1, p.12

(3) M.Seklani, 1.

pour beaucoup, une réelle déchéance du point de vue du statut social : selon la même enquête de 1965 sur les travailleurs d'entreprises industrielles de la région de Tunis, 44 % des ouvriers nés à la campagne et 20,4 % de ceux nés à la ville . . . i avaient eu des parents propriétaires. D'autre part 45,2 % d'entre eux étaient fils d'agriculteurs, commerçants et artisans (1).

Cependant le taux élevé d'accroissement de l'urbanisation n'empêche pas la population rurale de demeurer, jusqu'à ce jour, la plus importante. On a estimé qu'en Janvier 1960 la population active agricole représentait encore 73,5 % de la population totale. Selon le même observateur, en 1964 " une écrasante majorité des exploitations agricoles est constituée d'exploitations familiales : ainsi plus de la moitié (52,5 %) des travailleurs agricoles sont des aides familiaux travaillant sans rémunération" (2). Donc le secteur économique et social traditionnel subsiste, demeure même le plus important, juxtaposé au secteur urbain à dominante industrielle qui va s'accroissant. Mais l'un et l'autre sont profondément dégradés par les circonstances qui viennent d'être présentées.

Leurs effets

Ces péripéties économiques ont tendu à exercer leurs effets propres. Il s'agit bien de tendances, il faut le souligner, car elles ne sont pas toujours parvenues à leur aboutissement. Elles ne sont d'ailleurs pas sensiblement différentes, en elles-mêmes, de celles développées par l'indus-

(1) P.Sebag, in P.Sebag et al , 2, pp.34-35

(2) A.Benyoussef.

trie dans les sociétés rurales européennes. Mais les effets ont été considérablement plus dé-structurants (1).

Essentiellement est apparue la mobilité, qui commence par être géographique. Elle atteint une valeur sacrée de la communauté traditionnelle. Pour celle-ci "quitter son milieu est en quelque sorte mettre en péril l'ordre social; c'est trop peu dire, une telle évasion compromet l'ordre naturel des choses"(2). Même dans les villes c'est vers 1935, estime J.Berque, qu'à propos de mariage "disparaissent peu à peu... les clauses curieuses que les familles faisaient porter sur le contrat. Ainsi la femme stipulant qu'elle n'aurait pas à quitter son quartier"(3). Car on se doute du trouble provoqué par ce passage hors du groupe dans l'image que l'individu se fait de lui-même. L'homme du clan, de l' "intérieur" (dâkhil), devient "extérieur" (âqil). En s'arrachant ainsi à ses groupes primaires, il n'est pas censé perdre seulement son statut, ses aides, ses régulations, mais même sa personnalité (4).

Cette conviction recouvre une réalité objective : par sa

(1) Le terme de "structure", dans la mesure où nous l'emploierons, sera pris dans son acception la plus simple, qui apparaît, selon les distinctions de R.Boudon, "dans le contexte d'une définition intentionnelle"(R.Boudon, p.35). Elle souligne le caractère "systématique" supposé dans l'objet étudié. Nous essayons d'étayer cette supposition en faisant apparaître une notable interdépendance entre, à tout le moins, des groupes de caractères de cet objet. Nous ne préjugeons donc nullement d'une systématité achevée de celui-ci quand nous employons le mot "système".

(2) A.Demeerseman, 1, p.18

(3) J.Berque, 2, p. 208

(4) A.Demeerseman, 1, p.19

mobilité même le sujet de la société industrielle se constitue en personnalité "déliée", c'est à dire rapportée à des situations et groupes seulement virtuels. Il peut donc, si l'on peut dire, "transporter" son identité n'importe où. Ce n'est évidemment pas le cas de l'homme "immobile" des sociétés dites traditionnelles, qui se fait par rapport à un nombre limité de groupes effectifs et de situations typiques.

Nous ne parlerons ici que de la distension de ses liens avec la famille. L'enquête sur les ouvriers de la région de Tunis apporte là-dessus des précisions intéressantes. Les départs de sujet isolés sont la majorité avant l'âge de 22 ans. Après, leur proportion marque un fléchissement : étant adultes, les individus ont tendance à entraîner leur famille dans l'exode. "Pour l'ensemble des effectifs, conclut P.Sebag, les départs en famille sont aussi nombreux que les départs seuls. Ainsi l'exode vers la capitale n'a signifié une dislocation du groupe familial qu'une fois sur deux"(1).

La proportion n'en est pas moins considérable. De toute manière la scission s'est toujours faite, la famille amenée dans la cité n'étant plus qu'une fraction du groupe familial originel. C'est ce qui apparaît de la distribution suivante, établie sur ce même échantillon représentatif de travailleurs (2) :

Sujets ne vivent pas en familles :	22 - 7,8 %
Sujets vivant en famille conjugale (mari, femme, enfants) :	160 - 56,9 %
Sujets vivant en famille étendue à des ascendants directs :	28 - 10 %
Sujets vivant en famille étendue à des collatéraux :	71 - 25,3 %

(1) P.Sebag, in P.Sebag et al., 2, p. 42.

(2) C.Camilleri, in P.Sebag et al., 2, pp.115-119

Si l'on veut distinguer entre les travailleurs originaires de la capitale et les ruraux qui y ont émigré on obtient la répartition suivante (1) :

Lieu de naissance des sujets :	Ménages conjugaux :	Ménages étendus :
Tunis et banlieue :	66 %	34 %
Villes de plus de 30.000h.:	50,5%	50 %
Villes de plus de 10.000h.:	68 %	32 %
Localités de moins de 10.000h.:	74 %	26 %

Ainsi la famille restreinte prédomine nettement, qu'il s'agisse de "vrais"citadins ou de ruraux venus dans la capitale. Cette constatation corrobore celle faite sur notre échantillon de collégiens de 1960 : 30 % seulement d'entre eux vivaient avec plusieurs familles sous le même toit (2). Quant aux familles étendues, une partie d'entre elles peuvent être assimilées à des familles conjugales élargies puisque, outre les époux et leurs enfants, elles comprennent seulement des ascendants directs.

C'est qu'en effet se pose le problème du logement et des moyens financiers. Même quand la fraction émigrée a conservé des droits sur un lopin de terre, cette aide est maigre et aléatoire : 19 % seulement des travailleurs de cet échantillon sont dans ce cas, et "il s'agit-en général de parcelles insignifiantes, moins de 2 hectares pour la moitié des propriétaires"(3). Les revenus sont désormais largement basés sur

(1) C.Camilleri, in P.Sebag et al., 2, pp.115-119

(2) C.Camilleri, 1, p.8

(3) P.Sebag, in P.Sebag et al., 2, p.66

les salaires, même en milieu rural où la prolétarianisation a atteint une masse de paysans.

Qui en dispose ? On a signalé le cas de "mise en commun des salaires perçus par chaque travailleur", sous la gestion incontestée du père (1). Malheureusement les données chiffrées manquent là-dessus. Sur notre échantillon de travailleurs industriels nous avons établi que 42 % des familles étendues vivaient de cette nouvelle forme d'association : nous l'avions qualifiée de "variante intéressante en milieu urbain et ouvrier du modèle régissant la vieille famille rurale et patriarcale" (2). Cependant 58 % de cette catégorie de familles élargies étaient une agglutination de gens sans moyens économiques autour du travailleur rapportant l'argent : ce qui nous avait fait distinguer les "familles-coopérative" des "familles-sauvetage". D'autre part 91 % des ménages conjugaux étaient eux-mêmes une unité économique s'appuyant sur le salaire d'une seule personne. Avec sans doute des proportions différentes, ces trois types d'organisation, dont deux s'éloignent du modèle patriarcal, sont certainement présents dans le milieu rural.

Enfin, toujours en cette même enquête, nous avons repéré une transformation essentielle quant aux rôles domestiques : dans les familles conjugales ou étendues c'est le travailleur d'abord, puis bien moins souvent sa femme ou les deux à la fois qui, dans une proportion allant de 90 à 96 %, assument les rôles principaux (3). C'est là une indication des plus importantes. Dans le milieu urbain soumis aux conditions de la nouvelle économie on note, en fin de compte, une large promotion du

(1) J.Magnin, 2, p. 34.

(2) C.Camilleri, in P.Sebag et al., 2, p.118.

(3) C.Camilleri, in P.Sebag et al., 2, pp. 127 à 145.

ménage au sens conjugal. Ou bien on a affaire, au moins "physiquement", avec la pure famille conjugale dans laquelle le couple est seul à affronter le milieu extérieur. Ou bien, dans un groupe plus large mais toujours moins important que l'ancien, ce couple, étant désormais la source des revenus familiaux, devient l'unité prévalente dont les rapports avec le reste de la parenté ne seront plus ceux de la société traditionnelle.

Evidemment, on ne saurait juger de la nouvelle réalité familiale uniquement d'après cette fraction émigrée vers la ville, ni même d'après le segment urbain de la population, puisque la société rurale demeure prédominante. On peut encore rencontrer en celle-ci la forme pure traditionnelle ou, plus souvent (car cette population a été durement touchée par les conditions nouvelles), des variantes plus ou moins dégradées. Cependant les abondantes récriminations des jeunes ruraux, qui seront rapportées par la suite, montreront à quel point les courants modernistes sont présents dans les campagnes. En fin de compte c'est une notable disparité des formes et représentations qui caractérisera cette situation d'entre-deux, selon l'expression déjà employée.

Dans ces conditions, on peut s'attendre à ce que les normes familiales traditionnelles commencent à être mises en question. La famille n'est plus le groupe autarcique qui fait à peu près tout et auquel on doit tout. Les obligations qu'elle impose ne correspondent plus aux prestations qu'elle dispensait. Nous avons, certes, décrit les dispositions du système traditionnel empêchant la perception "laïque" et "calculatrice" de la réalité familiale. Il devient pourtant possible de ne plus éprouver le groupe comme aussi incontestablement impératif, les disciplines anciennes comme aussi évidemment respectables. D'autre part la distribution des statuts traditionnels ne correspond plus, dans la majorité des cas, à celle des

rôles qui les accompagnaient : dans la même perspective, et à condition de s'y mettre, elle pourrait fournir matière à s'interroger. Or les plus jeunes, traditionnellement, subissent le plus d'obligations, jouissent du statut le moins élevé, tout en apportant maintenant des revenus de l'extérieur et en jouant des rôles importants, sinon les plus importants : donc ce sont eux qui devraient éprouver le plus vivement la contradiction et contester l'ancien système.

Mais nous avons pris soin de nous exprimer au conditionnel, car nous n'en sommes plus au schéma linéaire étroitement behavioriste de la causalité dans les sciences sociales. Les pressions exercées par les facteurs économiques énoncés s'intègrent dans un champ complexe. Et c'est en fonction d'une situation d'ensemble que se produit ou non ce qui, en dernier ressort, décide du maintien ou de la transformation du système : ce changement de perspective, cette mutation de la perception par lesquelles des sujets se mettent à voir ce que verra en somme l'observateur en rapportant les transformations une fois produites : des "contradictions", "abus", "injustices" rendant désormais insupportable ce qui, jusque là, passait pour normal.

Précisément, un fait a été unanimement remarqué : malgré une importante activité de mise en question sur le plan idéologique, les institutions domestiques tunisiennes traditionnelles sont demeurées en général très stables pendant la période coloniale; les facteurs économiques incriminés ayant largement eu le temps par ailleurs de produire leurs effets de dé-structuration. Les transformations familiales analysées plus haut se réfèrent à des observations postérieures à l'époque de la colonisation (l'autonomie interne ayant été accordée à la Tunisie en 1952 et l'indépendance nationale acquise en 1956).

Ce paradoxe est attribué à l'action d'un facteur psychologique qui bloquait les pressions en faveur du changement : la

crainte des Tunisiens de perdre leur identité face à l'assaut du système étranger. Les valeurs domestiques arabes, avec la religion, furent précisément les valeurs-refuge à l'intérieur desquelles la société tunisienne signifia sa spécificité culturelle comme forme principale de refus de la colonisation. Il y eut même tendance à une cristallisation sur les positions traditionnelles : "Il est vraisemblable.. que certains aspects valorisants ou symboliques de la famille, remarque J.Berque, se soient renforcés pendant la colonisation"(1). C'est en ces circonstances, en particulier, que l'on a pu vérifier le symbolisme culturel de la femme en Islam: "La femme, déclare ce même auteur, est l'une des cachettes où subsiste la personnalité maghrébine". Et il cite un propos de Slimân al-Jâdwi : "La nationalité est un secret abrité dans les femmes" qui demeurent "la dernière fondation de notre édifice social"(2).

Ainsi tout un ensemble d'attitudes et de représentations, paraissant pourtant devenu largement inapproprié, s'est trouvé capable de bloquer les effets des facteurs objectifs du changement : car il fut chargé par la collectivité d'une fonction symbolique d'identification. Il faudra attendre l'indépendance nationale pour que, dégagées de ces fonctions de défense, les représentations retrouvent leur fluidité : les séries objectives et subjectives se ré-articuleront alors plus spontanément. Pour poursuivre cette brève présentation des facteurs de transformation du système domestique traditionnel, il nous faut donc analyser l'attitude prise par les nationalistes. D'autant qu'elle se concrétisera, au moment de l'indépendance, par un ensemble d'importantes mesures.

(1) J.Berque, 3, p.125.

(2) J.Berque, 2, p.102.

LES PRISES DE POSITION NATIONALISTES

Le débat idéologique

L'occupation étrangère déclencha une crise de conscience qui est toujours en plein développement. On se demanda comment la communauté musulmane, au passé chargé de civilisation et de puissance, avait pu être à ce point défaite par des sociétés étrangères dont le dynamisme, dans les colonies, continuait à se manifester avec évidence. "Une question fut dès lors posée, comme l'affirme un Tunisien lui-même : faut-il perdre toute confiance en la culture traditionnelle et adopter purement et simplement la culture européenne?"(1) Il n'intéresse pas notre objet d'entrer dans le détail du débat. Nous indiquerons seulement le mouvement général de la réponse.

Le Tunisien comme, sans doute, le reste des Musulmans, se défendit avec acharnement contre l'image d'une infériorisation "substantielle". Même quand il adopta (et ce fut largement le cas) maints éléments du système européen, il refusa obstinément l'idée d'une supériorité intrinsèque et globale des valeurs étrangères sur les valeurs islamiques. Il le manifesta particulièrement par un attachement ombrageux à sa religion, vécue comme soutien et symbole des significations spécifiques de sa culture.

En revanche il reconnut volontiers un phénomène bien délimité, du moins le croyait-il : l'Européen détenait la puissance et l'efficacité dans ce qu'on pourrait appeler les affaires temporelles, ce qu'il attribua à la maîtrise des techniques. Il l'interpréta comme un avantage "extrinsèque", pour ainsi dire,

(1) Propos rapportés à Abd-el-Aziz ben Hassan, in M.Lelong, p.317

indépendant de l' "intérieur", du "spirituel", et accessible à quiconque si on lui fournit une certaine forme de savoir et les moyens matériels. Ce point de vue n'est pas exclusif certes, mais il paraît finalement émerger comme représentation typique au niveau de la masse. Nous le trouvons encore récemment développé dans un colloque de femmes des organisations officielles : "Pas d'occidentalisation systématique. Il me semble qu'au point de vue culturel nous n'avons pas à prendre à l'Occident tout son héritage et ses valeurs et renier notre personnalité. Mais ce que nous admirons dans l'Occident, c'est le progrès qu'il a atteint : par conséquent tout le côté technique et, là, nous pouvons faire le bond en quelques années pour rattraper les Occidentaux. Pour tout ce qui est technique, l'efficacité dans l'action, l'instruction, l'organisation et le rythme du travail, tout cela nous pouvons l'adopter très vite. Et puisque malheureusement de nos jours progrès, civilisation et technique sont synonymes, cela sera un enrichissement"(1).

Sans préjuger du fond de la question, cette représentation peut passer pour un type de défense collective. Mais, au moins pour un certain sous-groupe directeur, elle a du se compliquer à l'épreuve de la réalité. Les dirigeants, en effet , ont adopté les modèles économiques occidentaux à partir desquels, mesurant l'ensemble des "lacunes" locales, ils ont confirmé leur situation dans "l'enfer du sous-développement"(2). Ce choix leur a paru impliquer l'acceptation des attitudes techniques qui, en Europe, leur sont liées. Car l'idée-force s'était imposée d'adopter le type d'organisation des sociétés industrielles pour s'en libérer définitivement. Mais la préoccupation de les faire partager par la population les a amenés, si l'on juge par des

(1) Mme Hafsa Nazli.

(2) Expression de J.Berque, 4, p.9.

déclarations convergentes, à brouiller cette dissociation entre équipement technique extérieur et valeurs spirituelles internes.

Limitons-nous à ces deux affirmations cueillies dans l'organe officiel du parti au pouvoir : "La fonction de l'intelligence et de la raison a été trop longtemps escamotée au profit de l'âme et de l'esprit; il y a un équilibre fondamental à rétablir afin de permettre à l'homme de déployer un effort de conception qui est la source de tout progrès... Le but est de créer un type humain nouveau"(1). Plus énergiquement, dans un éditorial de ce même journal: "C'est que, pour nous, le sous-développement est par essence même un sous-développement des esprits, concrétisé par une façon anachronique et inadaptée de voir les choses et d'aborder les problèmes. L'impératif urgent et primordial est donc d'opérer la transformation totale des mentalités et d'élever tous les citoyens au niveau d'hommes parfaitement capables d'assimiler les idées de progrès et de s'y engager"(2). Dès lors se fera le repérage systématique des "vices de mentalité" diagnostiqués à partir de la parfaite efficacité, telle que la définirait le modèle occidental du "développement".

Les impératifs de la structuration "technologique" de la personnalité gagnent donc singulièrement en intériorité. Et pourtant le souci demeure aussi puissant et significatif de revendiquer l'héritage culturel auquel on identifie le fond de soi-même. La démarche la plus usitée est alors d'attribuer toutes ces "lacunes", devenues maintenant "internes", aux interprétations défectueuses de la religion, support de la culture traditionnelle. Les exégèses des textes sacrés se mul-

(1) M.Mamouri.

(2) Editorial de "L'Action", 16-4-64, Tunis.

tiplient en conséquence, à la poursuite d'un Coran authentique, conçu a priori comme ne pouvant s'opposer aux exigences du développement : "La religion est faite pour étayer la raison et décupler les moyens de l'homme, s'écrit le chef de l'Etat. Comment admettre qu'elle puisse s'opposer aux progrès des Musulmans et freiner leur élan vers le mieux-être?"(1).

Il serait léger de considérer comme relevant de la mystification cette casuistique qui absorberait les valeurs étrangères en les naturalisant musulmanes. Ce n'est pas non plus la simple conséquence d'un mouvement amenant à interioriser l'étranger pour parvenir à s'en débarrasser. En fait, la revendication de spécificité est sérieuse et la résistance d'un certain "être-au-monde" traditionnel effective. D'autre part on découvre au jour le jour que le type d'organisation des sociétés industrielles ne s'isole pas comme un objet : étant lui-même un fait culturel complexe, il appelle la totalité d'où on a prétendu l'extraire. Doit donc se produire ce que l'on avait cru éviter : la confrontation directe des deux cultures au niveau de ce qu'elles ont de plus intime, de plus "spirituel", selon l'expression consacrée.

C'est ce moment pénible que la société tunisienne commence, croyons-nous, à traverser. Et cette crise, qui atteint maintenant l'essentiel, puisqu'il s'agit pour le groupe de fixer sa nouvelle identité, n'est pas pour diminuer la confusion créée par l'impact étranger. Etant donné l'étroite articulation de la communauté tunisienne autour de son système domestique, elle devrait prendre dans la famille des proportions particulières. Le Tunisien ne voyait pas d'inconvénients à changer son outil-

(1) H. Bourguiba, 1. Cette conception "bourguibiste" est largement celle du groupe de double culture, qui tient actuellement les leviers de commande. Certains chefs religieux suivent avec hésitation. Quant à la masse elle semble partagée et conflictuelle.

lage ou l'organisation de ses rapports avec la nature physique, au moins tant qu'il les tenait pour des attributs indifférents aux significations de sa culture. Il en ira peut-être différemment quand sera concerné l'un des hauts-lieux où s'entretient le système traditionnel, dans le contexte émotionnel des valeurs d'intimité.

Nationalisme et politique familiale

Or les institutions domestiques vont être directement atteintes par ces démarches. Il s'en est suivi d'abord, nous l'avons vu, que les visées d'industrialisation, introduites abruptement par la colonisation, ont été reprises et assumées par le courant nationaliste. En conséquence, d'une part la situation disparate et contradictoire dont il a hérité est encore loin d'être assainie. Peut-être même, au moment où nous conduisions nos observations, était-elle exaspérée par l'impulsion donnée à la nouvelle économie, qui ne pouvait venir d'une administration étrangère. D'autre part, les tendances ainsi induites dans la société domestique traditionnelle acquièrent une particulière vigueur : d'abord du fait de cette nouvelle impulsion, mais surtout parce que celle-ci s'est qualitativement transformée. Car, n'étant plus liée au colonisateur étranger, elle ne provoque plus la rétraction décrite. Le dynamisme social ayant retrouvé sa spontanéité, le procès de la société traditionnelle sera librement repris, cette fois, de l'intérieur, et les tendances nouvelles auront des chances de produire plus facilement et largement leurs effets.

Au surplus, elles trouveront un puissant soutien dans les prises de position des dirigeants nationaux qui, en matière familiale, se montreront résolument "modernistes". A l'appui de leur attitude ils invoquent eux-mêmes les nécessités découlant de leur option économique. C'est ainsi qu'il achèvent de sup-

primer la base objective de la tribu : une loi du 12 Février 1965 met fin à l'indivision qui affectait encore deux millions d'hectares de terres collectives, car "une telle situation ne pouvait durer longtemps sans paralyser la mise en valeur des terres et leur exploitation rationnelle"(1). Les impératifs économiques justifieront aussi l'action énergique de l'Etat en faveur du contrôle des naissances. Ce même souci de planification démographique inspirera plusieurs dispositions de la nouvelle législation, sur lesquelles nous reviendrons.

Mais, au moins autant que les choix économiques, une autre dimension paraît expliquer l'attitude anti-traditionaliste des nouveaux dirigeants en matière familiale. Une solide conviction s'était, en effet, établie au cours de l'expérience coloniale : la collectivité tunisienne devait se constituer en une nation car, comme l'a affirmé le chef de l'Etat, "ce peuple n'était jamais entré encore dans l'équation politique des régimes précédents" (2). Cela implique la conversion des sujets enfermés dans les liens et normes familiaux en des citoyens directement rattachés, si l'on peut dire, à l'Etat. De ce fait même celui-ci est naturellement amené à lutter contre l'omnipotence des anciennes structures domestiques tendant à les soustraire à la société globale de type nouveau. Comme le dit un jeune, "le mot de citoyen se substitue au nom de la famille"(3).

Aussi bien, nombreuses sont les plaintes contre les "fanatismes familiaux ou tribaux", rendus responsables de l'absence "du sens civique développé", ou contre les "influences néfastes"

(1) Editorial du journal "L'Action", 9 Mai 1964.

(2) H.Bourguiba, 2.

(3) L.Daoud, p.8

des familles (1). Dans cette société où la conscience de classe paraît largement potentielle, entre autres parce qu'on se réfère encore de façon prévalente à la classification domestique, c'est aux valeurs et normes cultivées dans la famille que se heurtent, non pas la mystique nationale, mais les impératifs qui voudraient la concrétiser au jour le jour. L'action de l'Etat tend donc objectivement à ce renversement : réaliser une structuration articulée en priorité aux groupes secondaires de type moderne, selon les exigences d'une société globale qui s'affirme aux dépens des anciens groupes primaires et, d'abord, domestiques. La construction d'une société nationale aboutit donc aux mêmes exigences que les impératifs de l'économie industrielle.

En conséquence la nouvelle préoccupation sera de soutenir l'individu, objectivement et subjectivement, à l'organisation familiale traditionnelle, pour lui fournir les moyens de construire sa destinée hors de la tutelle des anciens. La femme doit en profiter indirectement, et plus encore que l'homme, puisque cette soustraction changera d'autant plus sa condition qu'elle était plus assujettie. Mais, en plus, des motivations directes vont désormais jouer en sa faveur. Elles furent annoncées de manière retentissante, dès 1930, par le réformiste El-Tâhir-el-H'addâd(2), dont les thèses ont été reprises par la fraction triomphante du mouvement nationaliste (3).

Le mouvement de pensée de ce précurseur est significatif. Pour convaincre ses compatriotes de la nécessité d'émanciper

(1) A.Razgallah et M.Sayah

(2) Dans la suite du texte, nous emploierons la transcription habituelle de son nom : Tahar-el-Haddad.

(3) Cf. Noureddine Sraïeb, p.131

la femme, il ne se réfère nullement à l'attirail des valeurs européennes, certainement connues de lui : principes démocratiques, égalité des sexes découlant de la "justice", etc.. Mais il manifeste avec force le souci "fonctionnel" inspiré par sa passion nationaliste, à savoir que la femme est "la moitié de la société en qualité et en nombre, une force de production dans les divers domaines"(1). Il retrouve ainsi l'argument de Mustapha Kemal : "Si dans une communauté sociale seul l'un des deux sexes se contentait de s'accommoder aux conditions modernes, cette communauté serait par sa moitié dans la faiblesse"(2). Mais il y a plus, car la femme n'est pas seulement la moitié de la nation, elle en est l'origine : "C'est la femme qui crée le peuple, c'est en elle qu'est l'espoir de sa préparation à la vie et au devoir"(3); elle est "la mère de l'homme" en même temps que "sa moitié"(4).

Autrement dit, pour Haddad, et là est son originalité, la nation moderne ne devient définitive que là où elle achève de se nouer : sur le plan psychologique, c'est à dire par une réorganisation des attitudes et de la personnalité des membres de la communauté. La femme aurait le pouvoir et la responsabilité d'installer dans l'homme et la société ce nouvel équipement qui les rendra nationaux : cette thèse lancée en milieu musulman est un événement de taille. En conséquence Haddad a perçu l'impossibilité de confier cette tâche à l'organisation éducative de la société traditionnelle. Il a également senti ceci : dans

(1) Tahar-el-Haddad, p.2. Le texte de l'ouvrage que nous citons est en arabe.

(2) Mustapha Kemal, rapporté par Mme P.Esenkova, p.258.

(3) Tahar-el-Haddad, p.113.

(4) Tahar-el-Haddad, p.2.

la configuration familiale en gestation, où le ménage devrait se confronter à l'environnement, la femme prendrait une importance fonctionnelle d'autant plus grande que cette nouvelle unité serait restreinte.

Par suite, l'élément le plus bas de la hiérarchie est promu à une dignité éminente. La subordonnée de l'homme devient ce qui l'engendre au sens supérieur du terme, l'être au foyer se mue en producteur social, le symbole passif de la culture en devient un agent privilégié : voilà tout au moins les implications de ce nouveau point de vue, qui peut être considéré comme révolutionnaire puisque, à la limite, il inverse les modèles traditionnels. Il n'est donc pas étonnant que Haddad ait eu à subir les pires avanies de la part de ses compatriotes conservateurs.

Il importe cependant de situer ce segment "féministe" révolutionnaire. Pour l'instituer, nous l'avons vu, les principes démocratiques et moralisants présentés dans leur enveloppe culturelle européenne n'ont pas été avancés et, de façon générale, le seront bien peu par la suite. Ils étaient invoqués pourtant par les nationalistes, et dès ce moment là, pour les luttes sociales qui étaient aussi inter-ethniques, pour les revendications de promotion des Tunisiens face aux Européens de la colonie, pour l'effort qui se développera en vue de chasser le colonisateur. Mais pour changer la condition de la femme, on passe par la médiation de la valeur traditionnelle fondamentale : l'homme. Etant la moitié de l'homme et la mère de l'homme, la transformation de l'une permettra l'accomplissement de l'autre. Le tout dans l'intérêt de la communauté tunisienne : cela l'aidera à devenir une nation capable de maintenir son indépendance et d'occuper sa place parmi les autres, donc une nation "moderne". Cet argument est aussi le plus volontiers présenté aux masses pour justifier les choix économiques, l'industrialisation, la politique familiale, l'organisation nouvelle de la cité, avec le cortège des traits culturels étrangers qui les accompagnent.

Ces considérations permettent, croyons-nous, d'avancer quelques conclusions. Au niveau individuel, particulièrement dans le groupe de double culture, on rencontrera souvent une réelle intériorisation de valeurs étrangères. Mais au niveau collectif on doit être très circonspect. Nos précédentes analyses, qui pourraient être approfondies et généralisées, feraient en somme apparaître ceci : la société tunisienne, dans son ensemble, adhère moins à ces valeurs qu'elle ne les manipule. Ou bien elle les utilise dans ses relations avec l'étranger, puisque, pense-t-on, il faut bien lui parler dans son code. Ou bien, dans ses rapports avec elle-même, elle les emploie à titre de recettes ayant prouvé ailleurs leur efficacité, pour atteindre le but qu'elle se propose : se poser dans son identité, mais de la seule façon écartant le danger de retomber dans une nouvelle dépendance, c'est-à-dire en se donnant l'organisation d'une nation moderne. Et quand elle désire, enfin, obtenir de réels changements sur des points décisifs, elle cherche à articuler la valeur nouvelle à une valeur traditionnelle, à faire "absorber" la première par la seconde : ce que nous avons vérifié à propos de la femme. Cette conception "instrumentale" spontanée des valeurs étrangères, confiant à celles-ci une fonction dans la communauté nationale sans les y intégrer effectivement, permet en quelque sorte de se servir de l'autre sans sortir de soi-même.

Que cette visée soit un pari, que le vêtement risque de devenir le corps de la communauté, que l'instrument puisse se muer en sujet, c'est ce que nous avons tenté de montrer plus haut. Et c'est peut-être chose faite au niveau d'individus ou même de certains sous-groupes. Mais, pour le moment, les choses sont en suspens. Grâce à cette forme spéciale de prise de distance, la masse prétend demeurer et demeure encore, nous semble-t-il, largement "indemne" malgré la puissance de l'impact eu-

ropéen. Les représentations courantes sur la "contamination" des sociétés colonisées par la culture européenne, leur "imprégnation" par celle-ci du fait de son "influence" ou de son "prestige", sont des clichés superficiels susceptibles de faire totalement disparaître le problème de l'acculturation en ces pays. Nous essaierons de le vérifier dans le secteur familial.

Le nouveau Code de Statut Personnel

A peine l'indépendance nationale acquise, la nouvelle législation familiale vit le jour : le nouveau Code fut promulgué par décret du 13 Août 1956 et mis en vigueur à dater du 1er Janvier 1957 (1). C'est assez dire que la nouvelle équipe dirigeante, expression du mouvement national, accordait la priorité absolue à la transformation des structures domestiques. Nous avons vu quelles raisons de principe l'animaient, liées à l'image de la société souhaitée pour le futur. Mais il faut y ajouter des raisons de fait. Tahar-el-Haddad faisait état du malaise de la famille tunisienne, des tensions qui y régnaient, de ce qu'il considérait déjà comme ses abus ou ses lacunes. L'ensemble de ces observations critiques montraient que le groupe domestique traditionnel était atteint dans ses fonctions. Sans quoi la longue analyse de ces comportements traditionnels des parents, des hommes et plus encore des femmes, comme d'une série de défauts, d'insuffisances engendrant toute sorte de maux, eût été impensable.

Si donc l'équipe gouvernementale, appuyée sur un important groupe d'opinion, s'est mise en devoir de favoriser le passage à des formes domestiques nouvelles, ce n'est pas seulement par

(1) Cf. Mohamed Tahar Es-Snoussi.

suite d'options théoriques sur le modèle national futur : la réalité familiale appelait ces changements et commençait même à les ébaucher dans la confusion. Il n'empêche que les mesures édictées par les dirigeants, les attitudes prises et les efforts déployés pour les faire accepter procèdent d'une interprétation de ce dynamisme spontané. Celui-ci peut donc très bien s'en dissocier ou même entrer en conflit avec elle. Car elle est un pari en même temps qu'une interprétation et, dans une certaine mesure, parce qu'elle en est une.

Ce nouveau code diffère de ceux des autres pays musulmans par un relâchement plus net de la référence au Coran et, plus encore, à la tradition religieuse. La seule limite à ne pas transgresser s'est trouvée dans les interdictions expresses du Livre sacré. On a par contre amplement usé de la faculté d'interdire ce qu'il avait déclaré seulement permis, greffant ainsi les valeurs "laïques" à l'ancien patrimoine sur une base de permissivité religieuse largement interprétée. Le Code tunisien se révèle ainsi beaucoup plus "moderniste" dans l'ensemble des autres législations islamiques, particulièrement en ce qui concerne la femme. On s'accorde à reconnaître sur ce point le rôle important des personnalités de l'équipe dirigeante et particulièrement de son chef, Habib Bourguiba.

Ces nouveaux textes donnent aux jeunes la possibilité d'échapper à la tutelle des anciens en supprimant le droit de contrainte que, dans des limites diverses selon les rites, les parents pouvaient exercer sur leur mariage. Ils leur permettent de fonder le couple en exigeant le consentement explicite des deux intéressés à leur union, prononcé devant le représentant de la loi. Ils abattent ainsi un pilier essentiel de la famille

(1) Cf. M. Borremans, 1 et 2.

patriarcale et, sur le plan formel du moins, rendent possible le ménage conjugal.

Mais celui-ci, pour réaliser son équilibre et se révéler fonctionnel, a besoin d'autres conditions. Puisque les époux eux-mêmes affronteront le milieu, prendront initiatives et responsabilités, il faut qu'ils aient une certaine maturité. On doit donc mettre fin aux unions de mineurs. D'où la nécessité de délier le mariage de sa référence traditionnelle à la simple puberté physiologique : car, dans le système conjugal, il exige beaucoup plus que l'aptitude à procréer. D'autre part il faut élever l'âge au mariage, cette disposition présentant aux yeux du législateur un autre avantage majeur : contribuer à la diminution des naissances. Elle doit permettre aussi aux jeunes, étant plus mûrs, de mieux résister aux pressions des parents. Mais la suite des mesures prises là-dessus témoigne clairement, comme il en fut pour d'autres dispositions, de la lutte de la loi contre les mœurs. L'âge au mariage, primitivement fixé à des minima de 15 ans pour la fille, 18 ans pour le garçon, dut être relevé respectivement à 17 et 20 ans. Car ces limites inférieures, exceptionnelles aux yeux du législateur, passèrent pour la normale dans la population : en 1960 on peut constater que 48,5 % des nouvelles épousées avaient entre 15 et 19 ans, 2,7 % d'entre elles ayant même pu se marier au-dessous de cet âge grâce à des dispenses. Il est également apparu que les unions précoces n'étaient pas seulement dues à la famille : elles pouvaient tout autant correspondre aux aspirations des jeunes. Aussi un dispositif fut-il mis en place, utilisant paradoxalement les parents eux-mêmes pour freiner cette hâte juvénile : pour le jeune homme et la jeune fille ayant respective-

(1) Bulletin de Statistiques et d'Etudes économiques de Tunisie, pp. 7-19.

ment moins de 20 et de 17 ans, l'autorisation du tuteur légal est exigée en plus de celle du juge; pour la jeune fille de 17 à 20 ans, la permission du tuteur demeure nécessaire. Ainsi l'autorité du chef de famille, supprimée en tant qu'il était l'instigateur de l'union, est maintenue dans la mesure où il peut l'empêcher jusqu'à la majorité légale de l'enfant. Celle-ci, fixée de façon précise, est définie à son tour par l'émancipation complète du jeune : comme on s'en souvient, dans le droit charaïque traditionnel cette notion était maintenue dans l'indétermination.

Une autre condition de la fonctionnalité du ménage conjugal est dans la réduction de l'inégalité des statuts des époux; la femme, en tant qu'épouse et mère (sans parler du citoyen), devant maintenant jouer des rôles majeurs. Haddad avait montré comment l'insécurité permanente de celle-ci, dans le contexte des polygamies "simultanée" (par la faculté d'avoir jusqu'à quatre femmes à la fois) et "successive" (par celle de les répudier à tout moment pour en épouser d'autres), l'empêchait d'assumer ces rôles : outre ce que ces pratiques ont "de pénible pour le coeur de la femme, ce coeur qui est la gloire ("mêjd") de la famille et la source de sa joie", on peut constater qu' "elles ne cessent pas de lui ouvrir les voies de la dépense, jusqu'à ce que se perde l'argent et que disparaisse avec lui sa peur de le voir employé à un autre mariage qui consumera sa vie"(1). Quand le groupe étendu a perdu son équilibre, ses possibilités de contrôle, cette constellation de sentiments ne peut avoir que de funestes effets. En outre cette libre nuptialité multiplie le nombre des enfants qui, dans le contexte économique décrit, deviendront pour la plupart "des bergers ou des

(1) T.el-Haddad, p.95

enfants des rues à l'âge de la scolarité"(1).

C'est pourquoi, pendant que les autres pays arabes se contentaient d'installer des dispositifs de freinage (2), la Tunisie est allée jusqu'à supprimer ces institutions. Aussi bien la lutte de la loi contre les moeurs s'avère-t-elle là-dessus particulièrement sévère. De 1958 à 1964 il a fallu deux modifications au Code pour venir à bout, pense-t-on, des extraordinaires subterfuges qu'avec l'aide d'hommes de la loi les candidats à la polygamie avaient inventés. Quant à la répudiation, faculté jusque là unilatéralement accordée à l'homme, elle fait place désormais à l'institution du divorce judiciaire établie dans des conditions de complète égalité pour les deux sexes. Il peut être demandé par l'homme, ou par la femme, ou par "consentement mutuel".

Cette dernière disposition facilite considérablement la séparation : cette permissivité semble avoir été voulue pour permettre de défaire, dès que les époux le jugent possible, la quantité d'unions imposées ou mal consenties. Le ménage de type conjugal ne pouvant être fonctionnel que s'il est accepté, on retrouve dans ces dispositions l'esprit de la nouvelle loi : liquider une "pathologie" familiale née de la conjonction de situations modernes et de certaines institutions traditionnelles, favoriser la constitution de nouvelles unités domestiques aptes à remplir leurs rôles correctement. Cette facilitation aura pourtant des conséquences ambiguës que nous analyserons.

De cette volonté de réduire l'inégalité entre époux, signalons encore deux manifestations. D'une part, en cas de divorce non justifié par des motifs légitimes, chacun des époux a droit

(1) T.el-Haddad, p.95.

(2) Cf. Borrmans, 1, pp.219-237.

désormais à des dommages et intérêts en réparation du préjudice subi (l'ancienne répudiation ne s'accompagnait pas d'une quelconque compensation envers l'épouse). D'autre part, la femme continue à demeurer propriétaire de ses biens propres (en vertu de ce trait déjà signalé de la famille patriarcale musulmane). Mais maintenant elle doit contribuer aux charges du ménage si elle a des biens, alors que l'ancienne loi faisait obligation de cet entretien au seul mari en toutes circonstances. Cette tendance à remplacer l'ancienne unilatéralité des droits ou devoirs par la réciprocité signale clairement l'inclination pour la famille conjugale.

Le législateur n'est cependant pas allé jusqu'au bout dans cette voie. L'homme garde des privilèges : comme dans maints pays européens, il n'est pas sanctionné pénalement pour adultère, contrairement à la femme. D'autre part des traits patriarcaux subsistent. Ainsi, en cas de divorce, la mère ou les parents maternels, comme dans le passé, n'ont qu'un droit de garde sur l'enfant en bas âge. Le nouveau Code le fait cesser à sept ans pour le garçon, à neuf ans pour la fille : après quoi le père, comme auparavant, a le droit de les réclamer. Mais il n'est plus absolu et le juge peut préférer leur maintien chez le titulaire de la garde.

Le privilège de la masculinité combiné à celui de la lignée agnatique demeure également en matière de succession. Les nouveaux textes maintiennent la distinction coranique entre les mâles de la famille, héritiers agnatiques ('aṣabāt) qui ont vocation générale à toute la succession, et les héritiers "fardh", pour la plupart femmes ou parents par les femmes, ayant droit à des parts fixes et indépassables. En particulier ils respectent le "principe de masculinité", selon lequel les descendants mâles reçoivent une part double de celle revenant aux femmes, lorsqu'ils sont en concurrence au même degré de parenté(1).

(1) Cf. R. Jambu-Merlin, p. 275.

Cependant des innovations sont introduites en cas d'absence d'héritiers agnats : la part qui devait aller à ceux-ci est redistribuée aux héritiers "fardh" comme avant; mais, désormais, l'épouse du défunt n'est plus exclue de ce partage. Mieux même: en cas de retour du surplus, les filles et petites filles du défunt l'emportent sur les oncles paternels et leurs descendants, qui sont pourtant des agnats.

C'est là une disposition des plus intéressantes car, " en introduisant l'idée que la classe des descendants prime celle des collatéraux, même si elle n'est représentée que par une femme, la loi nouvelle ébranle les fondements les plus sûrs du droit successoral musulman... Le bien du père, recueilli par la fille au détriment de ses oncles et grands-oncles, échappera à la famille agnatique pour passer aux mains des enfants des filles au décès de leur mère"(1). On voit la direction qui se profile : un certain effacement, pour une fois, de l'image de la primauté absolue du mâle et de la lignée agnatique indissociés, l'esquisse de la représentation de la famille multilinéaire où les droits de la femme et de l'homme tendront à se rejoindre.

Signalons enfin la persistance caractéristique de ces traits traditionnels qui achèveront de faire apparaître la complexité de la situation : le versement de la dot à la famille de la femme est toujours obligatoire ; le divorce peut être prononcé au profit de la femme si le mari est indigent et, corrélativement, il n'est pas stipulé que la maladie de l'épouse ne saurait être une cause de séparation(2). Aussi bien un juriste tunisien rapporte-t-il le cas d'un divorce "prononcé à la demande

(1) J.Roussier, p.140, cité par M.Borrmans, 1, p.248.

(2) N.Lâdhari

du mari qui voulait préserver "ses" enfants de la maladie de leur mère". Ces deux motifs de séparation sont en fait liés, car résultant de l'ancienne conception "où la femme, en échange de l'entretien que lui assure le mari, devait être capable de lui rendre des services de tout ordre". Dès lors, si l'un ou l'autre des époux ne fournit pas ce qui est spécifié dans la finalité de l'association, "l'équilibre des prestations est rompu" et chacun est en droit d'y mettre fin (1).

Que penser de cette nouvelle législation, d'après ce tableau de ses dispositions les plus caractéristiques? On est encore assez loin, on le voit, d'un système cohérent et univoque. La tendance vers le modèle conjugal est forte, mais n'agit pas sur l'ensemble de la structure patriarcale de type islamique. Les dispositions sont réunies pour promouvoir le ménage conjugal équilibré, soustrait à la stratégie des lignées, bâti sur le consentement réciproque des époux. Ceux-ci sont encouragés, dans une plus grande égalité, à manifester leur personnalité dans la conduite de leur foyer autant que pour sa création. Les moyens sont donnés aux individus de sortir de leur antique "minorisation" : celle des jeunes par rapport aux anciens (en plus des dispositions décrites, signalons celles régissant strictement la tutelle des biens des enfants et prévoyant la possible émancipation de ceux-ci à partir de 15 ans); celle des femmes par rapport aux hommes.

Mais ce mariage conçu comme oeuvre d'individus n'abandonne pas l'institution de la dot, qui se réfère à l'échange entre les groupes familiaux. Et cette représentation du lien conjugal comme union de personnes se juxtapose à celle du mariage comme contrat d'échange de services et prestations. D'autre part, en perdant la propriété de la sexualité de ses membres, selon la

(1) N.Ladhari.

forte expression d'un sociologue (1), et le contrôle des unions, la lignée patriarcale ne peut plus s'affirmer en tant qu'agent du dynamisme social. Ainsi est-elle vaincue d'avance dans sa concurrence avec l'Etat et les formes nouvelles de la société. Mais le régime de succession subsiste, tout en accueillant marginalement une disposition qui lui est contraire. Il révèle ainsi le maintien de cette lignée comme forme parmi ces formes : car elle entretient sans doute, à défaut de l'ancienne activité sociale, des significations et symboles auxquels la collectivité demeure attachée. L'institution du ménage autonome, certes, lui porte le coup le plus dur. Mais le législateur ne lui permet-il pas d'entraver à son tour le développement complet de la famille conjugale en maintenant l'appropriation juridique des enfants par le groupe de l'homme ?

On voit donc combien sont réelles les sinuosités et ambiguïtés de la nouvelle loi. Mais il y a plus : telle qu'elle est et avec toutes ses prudenances, elle ne constitue même pas la consécration d'un mouvement collectif qu'elle ne ferait que rattraper. Comme c'est le plus souvent le cas dans ces pays en état de crise spécialement aiguë, elle est en grande partie un modèle lancé dans la société par le sous-groupe au pouvoir, pour y aligner celle-ci selon des modalités plus ou moins autoritaires. Du point de vue de ce groupe cette législation "polémique" est un programme à réaliser autant, sinon d'avantage, que la tranquille consécration d'une réalité. Du point de vue de la société elle est une force supplémentaire, particulièrement puissante puisqu'elle dispose de l'instrument politique, jetée parmi les autres.

Les réactions, comme nous le verrons, sont variées. Dans

(1) Andrée Michel.

certain cas on a l'impression que cet ensemble de lois n'existe tout simplement pas : il est tellement étranger à l'univers des sujets qu'on n'en a pas entendu parler; ou bien, le connaissant, on l'exclut des normes et conventions du groupe. Dans d'autres, il tombe en plein milieu conflictuel, devenant un atout considérable pour les uns, modérant ou au contraire exaspérant les résistances des autres. De la sorte, l'oeuvre institutionnelle prend elle-même le caractère ambigu de la situation d'entre-deux dans laquelle elle est lancée : si elle absorbe des tensions et annule des déséquilibres, elle paraît impuissante à l'égard de certains autres et en fait surgir à son tour.

L'expression des tensions

Les tensions ainsi produites n'ont pas attendu, on s'en doute, l'intervention "armée" de l'enquêteur pour s'apparaître à elles-mêmes. Elles ont suscité un vaste mouvement d'expression spontanée atteignant différents niveaux: on se contente de les exhiler avec plus ou moins de passion, ou bien on essaie de réfléchir dessus, de les analyser, souvent même d'indiquer les moyens de les maîtriser. Cette expression, on la trouve dans les conversations quotidiennes, mais aussi dans des débats que d'aucuns ont organisés pour réfléchir ensemble sur tel ou tel aspect du déséquilibre : ainsi avons-nous pu participer à nombre de colloques animés par les étudiants, les organisations féminines, la presse, l'Ecole des Parents de Tunisie. On la recueille également dans les journaux ou les écrits de tels observateurs occasionnels.

Pour cerner l'ensemble du phénomène il nous a paru nécessaire de dégager, dans cette partie de notre étude, les thèmes repérables dans ce champ de réflexion spontanée accompagnant le changement, où se mêlent plaintes, contestations, auto-analyse

plus ou moins élaborée. Nous verrons par la suite en quoi ce n'est pas suffisant et ce qu'apporte à son tour l'enquête méthodique. Mais, en attendant, nous aurons pu répertorier et caractériser les types de tension tels qu'ils sont "retenus" par la collectivité elle-même, leurs points d'application et leurs causes.

Nous allons donc essayer de suivre, à travers cette expression de la société par elle-même, les avatars de la nouvelle famille qui tente de se constituer. Puis nous étudierons deux phénomènes tenus pour particulièrement significatifs de la crise : le mariage mixte et le divorce. Enfin nous analyserons une abondante correspondance de jeunes, invités par la radio à exprimer eux-mêmes leurs "problèmes" pour le public.

CHAPITRE III

LES TENSIONS DANS LA FAMILLE

Nous saisisrons les tensions familiales à trois niveaux : celles qui rendent malaisée la formation du couple; celles naissant du ménage une fois celui-ci fondé; celles, enfin, que provoquent les enfants. Chaque fois, nous le verrons, les sujets sont en butte à une double série de conflits plus ou moins entremêlés, venant d'eux-mêmes ou de l'environnement.

Comme nous l'avons annoncé, notre commentaire se réfèrera à une multitude éparse de déclarations. Souvent celles-ci sont écrites; souvent aussi seulement orales et extraites des conversations ou débats dont nous avons été le témoin pendant nos treize années d'observation. Nous y avons également inclus des passages des lettres adressées au quotidien "La Presse de Tunisie" au sujet des mariages mixtes, qui feront l'objet d'un chapitre ultérieur. Cet éparpillement des données s'explique, puisqu'il s'agit en ce premier temps de livrer les résultats de l'auto-analyse spontanée, donc désordonnée, d'une société en crise de réadaptation.

Puisqu'il était impossible de fournir cette matière en vrac, nous l'avons ramassée en un commentaire qui tente de l'ordonner. Le foisonnement de ces observations communes ne pouvait, évidemment, nous dicter cet ordre impérativement. Celui-ci, comme toujours dans ce cas, et malgré les efforts pour éviter les a-priori subjectifs, proviendra, autant que des données, du système interprétatif que l'auteur aura fini par se forger à leur contact. Nous essaierons cependant, le plus possible, de séparer la matière observée de l'interprétation. Par ailleurs les chapitres suivants, se référant à des documentations écrites autorisant un traitement plus scientifique, tenteront de

prouver plus rigoureusement les propositions ici avancées.

LES TENSIONS DANS LA FORMATION DU COUPLE

Les griefs réciproques des jeunes

Il est vrai que, particulièrement dans les villes, les filles tunisiennes sortent de plus en plus, se dévoilent et, dans différents lieux, côtoient les garçons. Bref, avec l'aide d'un Etat particulièrement vigilant sur ce point, elles lèvent ce qu'on pourrait appeler les dispositifs objectifs de leur claustration et ségrégation. Mais les dispositifs subjectifs n'ont pas été liquidés pour autant. Si bien que, pour le moment, la rencontre des jeunes des deux sexes (encore fort limitée d'ailleurs) est bien peu ouverture des uns aux autres et surtout affrontement multiple.

La permission physique de la communication a eu pour effet premier de révéler, au fil des situations, les divers aspects de l'incommunicabilité psychologique, du moins selon le nouveau modèle de référence. Le courrier adressé à l'émission radiophonique sur les "Problèmes des jeunes" nous en fera connaître le détail. En attendant, la lecture de la presse, celle de la polémique au sujet du mariage mixte, révèlent les principaux griefs de la catégorie la plus concernée : étudiants, cadres, fonctionnaires, employés, bref ce sous-groupe de plus en plus important (que d'aucuns assimilent à une classe) né et développé avec l'indépendance, principal bénéficiaire et soutien du nouveau régime.

Habituellement de double culture, il tient l'organisation nouvelle destinée à faire émerger la société "moderne" et tend à se constituer en une nouvelle bourgeoisie de type "technocratique" ou "bureaucratique", selon les expressions un peu

vite employées en la circonstance. Ce sont spécialement (mais non exclusivement) les individus de ce groupe qui vont rechercher les jeunes filles "sorties". Mais la plupart d'entre eux se trouvent être d'origine modeste, beaucoup même viennent de milieux très populaires (1) : leurs parents ont fait de gros sacrifices pour leurs études et ils ont bénéficié d'aides importantes de l'Etat. Aussi bien, quand ils voudront le mariage, ne trouveront-ils généralement pas ce qui leur convient dans leur propre milieu: car les familles de cette condition ne consentent pas les mêmes sacrifices pour la scolarisation poussée des filles, fort en retard de toute façon sur celle des garçons. Il leur faudrait donc se contenter, comme ils le disent souvent, d' "une cousine promise dès le berceau et incapable, vu son ignorance, d'être une compagne à part entière"(L.20 MM, Homme)(2). Ils se tourneront ainsi, pour la plupart, vers la jeune fille "émancipée", dotée d'éducation et d'une plus ou moins grande instruction, appartenant encore le plus souvent à l'ancienne et riche bourgeoisie. Mais c'est alors que les difficultés commencent.

D'abord, les filles instruites ne sont pas nombreuses. En particulier, dit-on, "pour quelques dizaines

(1) Cf. Abderrazak, p.3 et Mme L. Ben Salem, p.41.

Les niveaux socio-économiques des parents de notre échantillon de collégiens des classes terminales étaient faible, moyen, assez élevé, élevé, dans les proportions respectives de 25%, 53%, 15%, 7%.

(2) Nous indiquerons par les symboles L.MM (lettres-mariage-mixte) les lettres adressées au quotidien "La Presse de Tunisie" pendant la polémique sur les mariages mixtes, dont nous parlerons dans le chapitre suivant. Nous y joindrons les indications sur l'auteur que nous aurons pu y relever.

d'étudiants, il y a une étudiante. Et encore! Nous savons très bien que la plupart des étudiantes, quand elles accèdent à l'Université, sont déjà fiancées"(L.50 MM, Etudiant, Tunis). Ensuite c'est la méfiance qui, selon cet autre étudiant, serait "la pierre angulaire de tout le problème". Les jeunes gens, toujours d'après lui, "ont toujours tendance à considérer la jeune fille comme un être inabordable, à part dirions-nous, qu'on ne voit que de loin et que seul le mariage rendra accessible(1)."

"Nous saignerons les raisons, mais cela explique en partie l'absence de la période de prise de connaissance et d'apprentissage sentimental. On tiendrait là l'une des raisons de l'union avec l'étrangère qui, selon un groupe de collégiens, serait "beaucoup plus compréhensive que la Tunisienne". Et ils ajoutent: "Le jour où cette dernière substituera au regard hostile qu'elle jette à son concitoyen un regard compréhensif qui fera preuve de sa maturité d'esprit... la question du mariage mixte sera résolue"(L.8 MM. Groupe d'élèves de philosophie de la province). Ce que confirme, quelque peu lyriquement, un adulte: "On dit que la femme est un animal sociable. Sur ce point là il me paraît que l'Européenne est plus femme qu'une autre, c'est la femme par excellence"(L.5 MM. Cheminot, Sfax).

D'autre part, selon ces jeunes gens, l'instruction ne tournerait pas à l'avantage des jeunes Tunisiennes. Elles deviendraient de "nouvelles précieuses ridicules" qui "ont pris l'écorce de la civilisation et jeté le noyau"(L.11 MM, Lycéen, Tunis). Il faudrait les éclairer "sur leur statut qui ne consiste pas en danse, théâtre, cinéma et bien d'autres activités prétentieuses qui vont dans le sens de satisfaire seulement la fatuité de ces fausses intellectuelles..."(L.16 MM. Instituteur,

(1) Anonyme, p.4.

Tunis). Autrement dit ce peu de culture suffirait à renverser, mais sans qu'elle sache garder la mesure, le type de rapports que la femme entretient traditionnellement avec son entourage. D'où ces accusations de pédantisme, de prétention "qui n'a pas eu d'égale dans l'histoire humaine.." (L.11 MM).

Compte-tenu de l'exagération de ces critiques non tout à fait désintéressées, l'instruction n'est évidemment pas, pour un très grand nombre de jeunes Tunisiennes, le Sésame sur lequel on mise avec tant de foi. C'est que le nouveau savoir se dépouille largement des effets escomptés, étant infléchi par les attitudes traditionnelles sans cesse réactivées chez la jeune fille par la société féminine. Celle-ci la dresse à ne pas signifier l'instruction comme une ouverture sur le monde, un moyen de pénétrer le réel ou de transformer sa personnalité; c'est un contenu étranger, une valeur extérieure s'ajoutant aux valeurs traditionnelles pour mieux réussir, dans les temps nouveaux, son unique destinée: le mariage. Aussi bien sait-elle qu'elle sera le plus souvent interrompue (parfois en 4ème ou 3ème secondaires) si se présente le parti espéré. Ainsi les attitudes qui "manipulent" l'instruction et autres moyens d'accès au monde extérieur, mettant leurs effets entre parenthèses, prennent-elles le relais de la claustration. Dans ces conditions on ne saurait s'étonner de la suite du portrait de la jeune fille, tel qu'il est dressé par les garçons : "renfermée sur elle-même", affirment-ils, "superficielle", "ne lit pas le quotidien", "ignore les réalités sociales, politiques, économiques, nationales"(1).

Il ne s'ensuit certes pas que les jeunes gens aient toujours ni entièrement raison. D'abord ces traits

(1) Anonyme, p.4.

s'appliquent essentiellement aux "bourgeoises". Abritées des réalités de l'existence par l'aisance financière, choyées chez elles, imbuës des exigences du nom et du niveau d'aspiration qu'il conditionne, sensibilisées à la richesse, au confort, aux honneurs, elles s'identifient puissamment à la famille et interiorisent tout particulièrement ses normes. C'est moins vrai des jeunes filles d'origine modeste qui, potentiellement au moins, ont d'avantage de raisons de trouver une libération et une compensation dans l'accès au monde extérieur.

D'autre part, les filles accusent à leur tour les garçons de duplicité. Ils prétendent désirer en elles les représentations modernes, une personnalité active et exteriorisée. Mais en fait, toute contravention à l'ancien modèle de soumission et d'effacement, ils la ressentiraient, au moins inconsciemment, comme une menace contre leur statut d'autorité et de supériorité. Il suffit pour cela, affirment deux Tunisoises, que ces jeunes filles aient "un certain niveau, une certaine expérience dans la vie, de l'aplomb et surtout de la personnalité.. chose qui déplaît souverainement aux hommes tunisiens". Et elles ajoutent: "Parlez-leur de tout pour une femme sauf qu'elle puisse avoir une personnalité!!! C'est la pire des offenses ! Mon Dieu ! Comme on brûle souvent de leur souffler : Messieurs, de grâce, ayez-en un peu plus que nous et nous voilà dominées, donc satisfaites ! Car ces messieurs confondent souvent pédantisme et intellectualité avec le fait d'avoir du caractère ... Dès qu'une fille ne se montre pas bête, innocente, superficielle et banale, elle plaît moins..Qu'elle se hasarde à dire seulement ce qu'elle pense et à le maintenir si elle le croit juste: voilà . Monsieur qui la taxe de suite d'intellectuelle. Ils auront réussi au moins à nous faire prendre ce mot en horreur!" (L.2 MM. Deux jeunes filles, Tunis).

Par ailleurs, les filles quelque peu "émancipées" attendent dorénavant des garçons le mode d'approche lié à la nouvelle

image : qu'ils les courtisent, se mettent en compétition pour leur plaire et les conquérir. D'après diverses lettres ils semblent mal supporter ce moment de la relation sentimentale "moderne" où l'homme se soumet momentanément mais publiquement à la femme pour être accepté. Ce qui va les faire encore accuser de cette contradiction : souhaiter chez la Tunisienne une personnalité, mais avec le même statut et attitudes traditionnels d'humilité envers l'homme; revendiquer la femme-sujet, mais continuer, selon le mot d'une étudiante, à vouloir la prendre "comme un objet". Par contre, ajoute la même, "avec les étrangères ils se conduisent convenablement parce qu'ils ne les considèrent pas comme leur propriété". Ceux d'entre eux qui acceptent le flirt avec l'Européenne rétorqueraient aux Tunisiennes: "A vous, ça ne vous va pas!"(1).

Pourtant, lorsque ces jeunes gens instruits proclament leur impossibilité de communiquer avec la Tunisienne traditionnelle, en vertu de leur nouvelle culture de référence, ce n'est pas hypocrisie. Mais s'ils acceptent avec l'étrangère de respecter intégralement les normes de cette culture, ce ne leur est pas possible avec leur compatriote : le dernier propos ci-dessus rapporté est significatif à cet égard. On devine les raisons de cette paradoxale ambiguïté. Quand, ayant affaire à une Européenne, il obéit intégralement au modèle de la relation inter-sexes inscrit dans l'autre culture, le garçon tunisien sait que cette relation n'est pas signifiée comme humiliante pour l'homme, ni par l'Européenne, ni généralement par ses compatriotes (si bien qu'elle ne l'est pas non plus par lui-même). Car la plupart jugent spontanément, dans ce cas, selon les critères de la culture étrangère. Mais il lui semble que le contraire se produise

(1) Propos recueillis d'une jeune fille, 25 ans, étudiante, Tunis.

s'il a le même type de relation avec la Tunisienne: du fait que deux Tunisiens sont en cause, ses compatriotes appliquent spontanément les normes du groupe d'appartenance. Et l'image qu'ils se font de lui devient la sienne, car bien peu de jeunes sont aptes à se délivrer de ce jugement en miroir. On ne s'étonnera donc pas de la fréquente dénonciation féminine de cet "esprit de réaction de certains Tunisiens qui préfèrent admettre l'indépendance de la femme européenne plutôt que l'égalité avec la Tunisienne" (L.62.MM.Etudiante, Tunis).

La conclusion est simple : on passe bien difficilement d'une culture à une autre par ses seules forces individuelles ou même par celles d'un sous-groupe. Dans le cas présent, où un certain nombre de jeunes aspirent à réaliser le groupe de référence en se maintenant dans celui d'appartenance, il ne leur est pas possible de substituer décidément le code d'interprétation du premier à celui du second. Car, si l'on en juge par les observations précédentes, c'est le comportement de leur collectivité elle-même qui commande de façon non négligeable l'usage de l'un ou de l'autre, selon les situations. D'où cette labilité de leurs propres conduites, qui reçoivent diverses qualifications, techniques ou morales : ambiguïté, contradiction, conflit, duplicité, hypocrisie..

Les griefs contre les parents

En admettant que les jeunes aient surmonté les difficultés qui surgissent entre eux, ils vont, s'ils songent à se marier, avoir affaire aux parents. Ceux-ci tiennent tout particulièrement à leur prérogative essentielle et si intimement liée au système: disposer des unions de leurs enfants. Le nouveau Code, sur ce point, ne les a nullement fait changer d'avis. Simplement, il met un droit à la disposition des jeunes

qui veulent bien en user. Or, bien rares sont ceux d'entre eux qui osent s'en servir : car l'application de la loi en ferait des déviants. Si cette prise de position n'est pas impossible pour le garçon, elle est à peu près impensable pour la fille.

Simultanément, c'est sur cette question que la revendication moderniste est la plus énergique. L'interventionnisme parental paraît de plus en plus "anormal" à mesure qu'émerge, solidairement des changements de la situation, la nouvelle image de l'union conjugale : "Le mariage, disait déjà T.el-Haddad, est un lien sentimental dont le but est l'entr'aide dans les choses de la vie"(1). De ce fait, une des normes institutionnelles fondamentales du système traditionnel est de plus en plus tenue pour un abus.

Or, il semble qu'au moment même où la perception de l'institution change, celle-ci, par ailleurs, se dégrade intrinsèquement. Tahar-el-Haddad a été sans doute le premier à dénoncer publiquement ces parents qui s'érigent en commerçants de mariage, citant des exemples de ce genre : "Certaines familles ont besoin d'une femme pour s'occuper des affaires du ménage : elles choisissent alors pour leur jeune fils une femme âgée pour qu'elle puisse se charger de cette tâche"(2). Les jeunes nous fourniront d'autres exemples de cette corruption par laquelle l'autorité domestique sacrée, mise par les institutions au service de la transcendance familiale, est détournée de sa finalité collective pour servir des buts individuels.

Cette dénaturation, dont nous saisirons d'autres manifestations, est typique; le système tel qu'il est agencé étant prêt à y verser avec le plus de facilité. Car, nous l'avons vu,

(1) Tahar-el-Haddad, p.88.

(2) Tahar-el-Haddad, p.91.

il ne repose pas sur un échange de droits formellement reconnus entre les parties. En particulier, ce sont des pressions informelles qui amènent le chef de famille à convertir le capital d'autorité qu'on lui confie en un ensemble de prestations à but collectif. Mais le support de ces régulations - et c'est tout particulièrement vrai quand elles sont informelles - est la société traditionnelle dans son ensemble, vécue comme équilibrée, fonctionnelle, chargée de sens. Ce sont, plus immédiatement, les groupes primaires de localité, de vicinité, qui réfractent ces significations et alimentent l'opinion à laquelle la famille est spécialement sensible. Ces régulations s'affaiblissent avec la désorganisation que la "modernité" apporte dans ces groupes.

Aussi la tentation va-t-elle devenir particulièrement forte, et d'autant plus qu'on dispose de l'autorité, de traiter les autres comme des "objets" (au sens kantien du terme); alors que, dans la situation équilibrée, les plus dures disciplines sont manipulées de telle sorte qu'aucun ne cesse de se percevoir comme sujet. C'est à propos de la formation du couple que cette conduite est ressentie comme spécialement abusive : car on lui oppose maintenant une image tout à fait contraire. Si bien qu'on la cite comme l'une des causes de l'union mixte : "Si des étudiants tunisiens épousent des midinettes étrangères, cela tient moins au fait qu'ils ne veulent pas épouser une Tunisienne qu'à celui qu'ils ne veulent pas se voir imposer une femme choisie par leurs familles" (L.89 MM.Homme, Tunis, "au nom de tous ses jeunes amis musulmans").

Les autres doléances ont trait au coût du mariage, lui aussi imposé par les familles et disproportionné aux moyens dont dispose l'individu. Il est difficile de donner une idée du concert de protestations qui s'élève autour des dépenses de la dot, des cadeaux, des festivités de la cérémonie, du moins en ce

qui concerne les garçons (les filles étant bien plus réservées du fait que, cette fois, elles sont les bénéficiaires de l'institution). Elles ont suivi le même mouvement que la compétition ostentatoire, dont elles sont un élément principal, et dont nous verrons comme elle s'est exagérée dans l'époque moderne. Elles ne servent, affirme ce Tunisien, qu'à "satisfaire la vanité du père et faire sonner les pièces aux oreilles des parents et voisins, sans parler des centaines de dinars (1), de bagues, pendentifs, exigés à chaque fête, sinon c'est un mariage raté. Le voilà le vrai mariage raté, non celui conclu avec des étrangères!" (L.16 MM. Instituteur, Tunis). De plus, par ce même effet de désorganisation de la société traditionnelle analysé plus haut, la dot a eu tendance à ne retenir que ses seules significations financières.

Mais il y a plus : pour être agréé, l'époux doit jouir d'ores et déjà d'une situation assise et la totalité de l'équipement nécessaire à la vie du ménage doit être acquise avant le mariage; sans parler des considérations encore vivaces de la naissance, du rang de la famille du prétendant (le "nom") et même des critères d'habitat. L'ensemble de ces traits était accordé au contexte traditionnel. La mobilité sociale y était réduite à sa plus simple expression. Dans la mesure où elle existait elle ne pouvait être qu'une ascension du groupe familial dans son ensemble : l'individu, quant à lui, n'avait qu'à reprendre la situation de son père. Il n'était donc pas question de faire une place quelconque à la dimension temps, de miser sur l'ascension du jeune par le développement à venir de son équipement personnel. Seule la relative fluidité de la société moderne permet de prendre en considération les potentialités sub-

(1) Un dinar valait à l'époque 9,40 F.

jectives, le "capital humain". Mais dans les groupes saturés de déterminations fixant et limitant l'individu on ne mise que sur le "capital-objet". Il faut donc y faire un compte exact des biens effectivement possédés au moment de l'union.

Bien entendu cette image statique de la société va pénaliser tout particulièrement ceux qui profitent le plus de cette part de mobilité introduite par les nouvelles conditions : soit les membres de ce groupe "technocratique" déjà cité, qui possèdent peu au départ, mais espèrent obtenir beaucoup avec le temps(1). La presse a publié la lettre de l'un d'eux, "fonctionnaire assez bien placé" selon son expression, âgé de 25 ans, ayant fait des études en France, mais "de famille très pauvre". Décidé à l'union selon l'inclination individuelle, il a écarté le mariage avec la parente, mais n'a pas trouvé dans son milieu de femme ayant fait la même ascension que lui. Il s'est tourné vers cette ancienne bourgeoisie installée, dont les filles peuvent avoir un style moderne de comportement, à défaut d'instruction ("Je ne vous cache pas que toutes ces filles avaient le niveau du certificat d'études, si ce n'est moins"). Mais il a été éconduit quatre fois de suite, parce qu'il offrait son individualité, son "avenir", et l'on n'a voulu tenir compte que de son milieu social : "Une avalanche de malédictions, précise-t-il, s'amassait sur mes parents". De plus, on a réclamé dans l'immédiat les objets qu'il ne possédait pas. Il va donc, pense-t-il, "retourner à l'étrangère" qu'il a laissée en Europe (L.51 MM).

Ces jeunes issus de la société nouvelle résument le conflit d'une formule lapidaire : "Il faut supprimer le mariage-achat et généraliser le mariage-union!"(2). Ces expressions

(1) Sur cette nouvelle mobilité cf. Mme L. Ben Salem, pp. 37-47.

(2) Table-Ronde, organisée par la revue "Jeune Afrique", 1964.

sont significatives. Le mariage est perçu comme un acte commercial à partir du moment où il se conclut dans un univers d'objets. Terme qui s'impose quand les échanges ne traduisent plus les exigences complexes du dynamisme des groupes, ne véhiculent plus les significations vénérées dans lesquelles se fonde la communauté, mais seulement de profanes appétits monétaires. Terme qui convient aussi quand les futurs époux n'ont plus conscience d'une commune soumission au bien familial, mais se perçoivent comme instruments d'intérêts individuels.

Ils ont le sentiment de se heurter, en fin de compte, à une série de fermetures auxquelles s'ajoute l'endogamic, accusée par plusieurs de s'opposer également à la nouvelle mobilité sociale et de limiter la liberté du choix. Comme, par dessus le marché, leur salaire supporte souvent la charge d'ascendants, de membres de la parenté, le célibat masculin violemment contraire aux normes traditionnelles s'étend, spécialement dans les villes. Seuls, dans ce nouveau groupe, sont agréés et en mesure de faire face au coût du mariage les plus haut situés dans la hiérarchie. Aussi bien, par souci de sécurité ou parce qu'ils ne peuvent faire autrement, épousent-ils de jeunes mineures, ce qui ne manque pas de soulever la colère de leurs cadets : "Le Tunisien, proteste l'un d'eux, doit se résigner à ne plus épouser des tendrons happés au milieu de leurs études", tandis que les jeunes filles doivent comprendre "que la nation n'est pas formée que de hauts fonctionnaires" et cesser "de mépriser l'étudiant pauvre et mal apparenté" (L.20 MM.Homme, Tunis). Par contre "Ce qu'on appelle l'étrangère, choisie par le Tunisien, a reçu une bonne éducation. Elle est simple et raisonnable et le mariage se fait sans dot fabuleuse à fournir, sans meubles luxueux à acheter. On démarre avec le minimum de frais et beaucoup d'espoir pour, par la suite, obtenir mieux peu à peu" (L.50 MM."Un étudiant sérieux"). Voilà donc les nouveaux critères

d'évaluation que ces jeunes Tunisiens voudraient inculquer à leurs concitoyens.

LES TENSIONS DANS LE COUPLE CONSTITUE

Le mariage, nous l'avons vu, institue le plus souvent une unité familiale beaucoup plus petite que dans le temps, constituée par les parents directs et les enfants. En fait, cette unité réduite au maximum est loin d'être prépondérante. Même en ville elle agglutine autour d'elle une fraction plus ou moins importante de l'ancien groupe. D'une façon générale ce nouveau ménage n'apparaît aucunement comme une unité détachée, autonome, mais comme un "pôle d'accentuation", une figure qui, si nous osons dire, n'est séparée du fond familial traditionnel que par des pointillés. Aussi bien, nous allons le voir, ses servitudes à l'égard de cet entourage demeurent importantes et il se révèle fort sensible à ses pressions.

Le ménage face à l'entourage traditionnel

Le nouveau ménage se trouve confronté d'abord avec l'ancienne exigence fondamentale de la solidarité. Il l'accepte généralement sous une forme très étendue. Il ne se contente pas de prendre directement en charge telle fraction de parenté très proche mais, très souvent, il vient en aide à n'importe quel membre du groupe.

Dans l'ancien système cette obligation était supportable. Le bien collectif indivis permettait mieux de soutenir cette charge. Par ailleurs ceux à qui on venait en aide se trouvaient habituellement englobés dans la masse des producteurs de la richesse familiale. L'aide fournie éventuellement à tel d'entre eux n'était donc que justice. Et si le bien pouvait garder sa forme indivise, c'était précisément dans la mesure où chaque

membre du groupe se sentait en sécurité, comptant sur cette réciprocité des prestations. Aucune de ces caractéristiques ne subsiste à partir du moment où l'aide est perçue sur un salaire individuel, provenant d'une source extérieure au groupe, et destiné à rémunérer un service lui-même individuel. La norme transportée d'un système socio-économique à un autre qui ne lui est pas accordé se transforme en charité ruineuse.

D'autres obligations, qui demeurent malgré le changement dont nous venons de parler, relèvent des mêmes considérations. Le nouveau ménage, comme l'ancien groupe, doit respecter les lois exigeantes de l'hospitalité, accepter les visites éventuellement prolongées et onéreuses qui peuvent lui être imposées à tout instant du jour et de l'année; apporter son écot aux mariages, circoncisions et autres nombreuses festivités dans les groupes de parenté, de vicinité, voire de localité.

Ces accidents réguliers, si nous osons dire, bouleversent les prévisions et empêchent l'établissement d'une économie domestique. La petite unité alimentée par un salaire n'a plus, répétons-le, les moyens du groupe étendu. De plus, celui-ci jouissait d'un réseau complexe de formes d'entr'aide permettant d'équilibrer ces charges. Dans le contexte traditionnel "On en tient un compte minutieux, déclare un observateur, afin d'honorer le principe d'égale et parfaite réciprocité". Et l'en cite des cas, ajoute-t-il, "où un manquement fut sur le point de faire engager un procès en justice"(1) : admirable exemple d'institutions informelles si impérieuses qu'on finit par les confondre avec un état de droit.

Enfin on a pu montrer dans le détail, comme il a été fait

(1) J.Magnin, 2, p.35.

à propos d'une communauté du Sud tunisien (1), combien cette foule de charges, de services, n'est possible que par l'extraordinaire souplesse du système d'échanges traditionnel, où l'élément monétaire est absent, où les dettes se comptabilisent indéfiniment sous forme de prestations à fournir. La dislocation des groupes qui donnaient sa vigueur à ce réseau équilibré d'entr'aides, le transfert des charges et services dans un système financier où ils se traduisent inéluctablement par des dépenses, inversent le signe de ces institutions.

Mais il y a plus encore. Malgré ces handicaps inconnus de l'ancienne, la nouvelle unité familiale maintient la conduite de l'ostentation. Dans l'ancien contexte celle-ci, nous l'avons vu, alimentait l' "honneur", organe réel de la puissance, de la détermination des statuts, dans un système fondé sur la compétition entre groupes domestiques. Dans la nouvelle organisation les moteurs de la promotion deviennent, évidemment, sensiblement différents. Ce qui est piquant, c'est que les exigences de l'ostentation ancienne manière se concentrent tout spécialement sur les individus les plus engagés dans les nouvelles règles de la promotion familiale: encore une fois les membres de ce groupe dont nous avons parlé, dont les modalités de formation, recrutement, avancement, sont analogues à celles des pays européens.

Les dépenses ostentatoires, la lutte de prestige fondée sur l'étalage des objets ou l'éclat des festivités ne coïncident nullement avec la conduite moderne de compétition pour l'obtention des statuts supérieurs dans le groupe de profession. Mais comme ces sujets jouissent du rare avantage d'un traitement relativement élevé, de sécurité dans la rémunération, ce sont

(1) J.Duvignaud .

eux qui subissent le plus fortement les pressions de la parenté pour élever son honneur.

Or, pour celle-ci, tout gain dans le réseau moderne des prestations sociales n'a pas de réalité s'il n'est immédiatement traduit selon le code traditionnel. D'ailleurs la plupart des intéressés, à ce qu'il semble, sont eux-mêmes convaincus de la nécessité de ce continuuel "redoublement". Car, selon l'ancienne image qui est celle de leur parenté, ils ont tendance à assimiler la promotion technique (comme toute autre d'ailleurs) à un gain dans la puissance globale, dans le partage du pouvoir social : d'où l'exigence de "diffuser" cette promotion hors du secteur spécial où elle s'est faite, dans la société étendue et avec les signes qu'elle procure à cet effet. C'est pour cela (et pas seulement pour des raisons économiques) qu'ils sont le "point de mire de la parenté" au sens propre du terme (1). Ils mènent donc la compétition à l'intérieur des deux systèmes. Et les exigences de l'ostentation leur coûtent d'autant plus cher que les nouvelles circonstances, loin de la réduire, la mènent à un degré paroxystique.

D'une part, en effet, l'ancienne société était fortement stratifiée et relativement immobile. La compétition se déroulait de ce fait à l'intérieur de groupes assez fermés les uns aux autres, incluant des unités familiales ayant sensiblement les mêmes moyens. Le niveau d'aspiration se nouait au niveau de chaque strate en fonction de ses caractéristiques et, finalement, de ses possibilités économiques. La rivalité et les nécessités de l'ostentation lui étaient donc accordées. D'autre part, l'homogénéité du groupe favorisait l'établissement de ces règles d'échange, mais aussi de contrôle, qui permettaient leur régu-

(1) A.Demeerseman, 3, p.142.

lation. Par contre la mobilité spatiale et sociale est devenue une dimension importante de la société qui émerge, particulièrement à la ville : tous ces cloisonnements, limitations et régulations tendent donc à disparaître. De ce fait, comme le dit T.el Haddad, "les classes laborieuses et moyennes ont imité les familles plus riches qu'elles, ce qui causa la perte rapide d'un grand nombre d'entre elles"(1). On devine facilement, en effet, les conséquences de cette généralisation anarchique de la rivalité dans la parade et de l' "affolement" des niveaux d'aspiration.

Un second facteur d'exaspération de la conduite ostentatoire vient du remplacement de l'ancien système de production artisanale par l'économie industrielle et l'ouverture du marché aux produits étrangers: les objets deviennent infiniment plus variés, nombreux et abondamment exposés. Les produits de la société de consommation inondent ainsi une masse qui, dans son immense majorité, n'a pas les moyens de les payer. Mais elle essaiera tout de même de les acquérir, étant donné le caractère "anti-économique", au sens occidental du terme, de certaines de ses attitudes habituelles. On provoque donc la "duplication" des signes du prestige social: les indicateurs de la série moderne venant s'ajouter, dans cette fonction, à ceux consacrés par la tradition, sans les supplanter. Sur ce point comme sur d'autres on observe une addition de signes et de besoins issus de cultures différentes, au moment même où se désorganise le système des régulations qui permettait tout juste de satisfaire, dans des conditions très strictes, ceux de la culture autochtone.

Dans cette course à l'achat ostentatoire qui, dans le nouveau contexte, démolit les budgets et multiplie les endettements

(1) T. el-Haddad, p.88.

familiaux, les Tunisiens s'accordent à reconnaître le rôle privilégié de la femme, à la suite du cri de T.el-Haddad: "Qui ne connaît la femme chez nous? Elle est le désir en personne, l'esclave des traditions et l'âme du goût de la parade"(1). Car celle-ci a traditionnellement la haute main sur l'organisation des festivités, particulièrement celles des mariages. C'est elle qui s'occupe, en ces occasions, des expositions d'objets, parures, bijoux pour les invités. En dehors de ces moments paroxystiques, elle participe activement à la conduite permanente de l'ostentation dans les lieux de réunion féminins, apportant et recueillant inlassablement les signes et l'information relatifs au prestige. Car elle est seule à même de connaître le dedans des maisons hermétiquement fermées.

Ainsi chaque famille est-elle à tout moment au courant des péripéties de la compétition et les hommes subissent-ils les énergiques incitations du groupe féminin pour que l'honneur soit défendu également sous cet aspect. Ils y obéissent très généralement, quoique beaucoup en mesurent les conséquences fâcheuses dans le nouveau contexte : "Combien les gens sont conscients de l'énormité de ces traditions et de leurs conséquences désastreuses! Mais ils se résignent par amour de la parade et par affection pour leurs enfants, leurs femmes et leurs préoccupations"(2).

Nous saisissons là un premier effet d'une source importante de déséquilibre, qui se révélera de bien d'autres façons. L'homme jouit d'un statut qui lui réserve les évolutions dans le domaine public, l'affrontement des problèmes sociaux, l'acquisition de l'instruction. Paradoxalement, cet avantage accordé

(1) T.el-Haddad, p.90.

(2) T.el-Haddad, p.90.

par la culture traditionnelle le rend apte, dans des limites que nous reconnaitrons, à discerner plus vite les changements, donc, en principe du moins, à s'adapter plus aisément à la modernité. Il n'en est pas de même pour la femme, dont la condition est antithétique. De ce fait, du moins à partir d'un certain âge, elle a tendance à demeurer imperméable aux significations nouvelles d'une société dont elle a été tenue séparée et s'instaure comme le plus farouche défenseur de la tradition. Ne nous a-t-on pas rapporté, par exemple, que des belles-mères vont jusqu'à mépriser leur gendre "moderniste", parce qu'il ne se conduit pas avec leur fille "comme un homme"?

Le mâle, dès lors, va subir ce que d'aucuns interprètent comme une sorte de sanction : de par la femme, qu'il a maintenue à l'écart, il est victime des effets devenus meurtriers de nombre d'anciennes institutions. La dichotomie sexuelle énergiquement prononcée par la culture arabo-islamique, qui n'avait pas d'incidence dans le contexte traditionnel équilibré, ne cessera par contre de poser des problèmes centraux dans la nouvelle situation.

Le couple aux prises avec lui-même

Les considérations précédentes nous mènent des facteurs de tension d'origine relativement extérieure aux époux à ceux surgissant plus directement de l'équipement de leur personnalité. Devenu l'élément moteur d'un groupe familial qui est maintenant une charge plus qu'une aide, il incombe désormais au nouveau ménage d'assumer, face à l'environnement, cette fonction d'agent dont ce groupe, justement, le dispensait. Mais pour que celle-ci soit correctement remplie, une réordination des rôles et attitudes traditionnels s'impose. C'est précisément ce qui est difficile.

Quoique l'homme ait un rôle plus actif que la femme, nous avons vu comment il se réfugiait traditionnellement derrière le groupe qui, mené par son chef, décidait pour chacun. Il peut donc avoir du mal à sortir de cette condition de mineur pour affronter personnellement les problèmes, organiser la vie de famille, les achats, le budget. Il lui est malaisé de s'intégrer aux nouveaux groupes, qui n'ont pas pris le relais des anciens et ne lui sont d'aucune aide à ce sujet. Il se sent isolé, démuné, et la nécessité nouvelle de vivre en individu le déroute. Il fuit la maison et continue, comme auparavant, à ne pas s'occuper de ce qui s'y passe.

Mais cette absence de l'époux et du père, sans conséquence dans le système traditionnel, s'avère maintenant très fâcheuse. Il peut même, débarrassé de la surveillance du groupe, des régulations traditionnelles, laisser tomber ses anciennes obligations et pousser à fond ses avantages reconnus par l'ancienne culture, qui se dénaturent ainsi en de simples facilités, dont il profite sans contrainte. Tout se passe bien souvent comme si son ancienne éducation, face à cette situation désaccordée, le disposait à une sorte d'infantilisation de la conduite.

Ainsi l'affrontement d'une modernité dont il ne saisit pas les obligations, le dégagement des vieilles structures, l'amènent à une réinterprétation corruptrice du système traditionnel, de type étroitement égocentrique : on en saisit sans peine l'analogie avec cette manipulation elle-même corruptrice des anciens, examinée plus haut. D'où une dégradation de la situation, telle que la condition de la femme et des enfants peut devenir plus précaire dans le nouveau ménage.

Le désarroi de ce chef de famille improvisé sera encore plus grand, il va sans dire, lorsque, paysan venu de la campagne, il se retrouve chômeur ou presque. Il lui faudra accepter que son épouse aille travailler, c'est à dire, le plus souvent,

grossir l'armée des bonnes à tout faire qui dévale tous les jours des bidonvilles vers la cité. Mais, on s'en doute, la hiérarchie traditionnelle des statuts-rôles s'accommode encore plus mal qu'en Europe de ce renversement inattendu.

Cette épouse, quant à elle, est encore plus mal armée pour opérer la conversion. Ni sa claustration ni son éducation ne l'ont préparée aux rôles d'agent familial ou d'associée du mari. Encore une fois les hommes se trouvent victimes de la dualité des conditions dont ils bénéficient si bien dans le contexte traditionnel. Elle réactive des attitudes inculquées en fonction de l'ancienne organisation alors que, avec son mari et ses enfants, elle a été précipitée par les circonstances dans une situation familiale conjugale ou quasi-conjugale. Or, bien souvent, ni elle ni son époux ne l'ont voulue, ni ne sont préparés ou même disposés à l'accompagner du système subjectif qui en ferait une organisation fonctionnelle.

On lui reprochera donc d'être passive, de laisser à son mari la totalité des charges, des soucis venant de la nouvelle nécessité d'affronter directement le milieu, et un milieu singulièrement plus compliqué! T.el-Haddad avait noté comment elle n'est habituellement d'aucun secours, ne réagissant aux problèmes que par des décharges affectives sans efficacité: "Au lieu de penser à résoudre le problème, la naïveté et son éloignement de la vie la poussent vers l'inquiétude et l'émotion et elle pleure pour secourir ses proches"(1).

On lui reproche aussi de continuer à ignorer ou refuser subjectivement le couple pour demeurer entièrement absorbée dans sa société féminine et, surtout, sa famille. Comme s'en plaint ce jeune, "Madame ne peut vivre sans sa famille", et "à la moindre histoire, elle retourne à la maison de son père, ce qui représente pour elle la seule arme défensive et, dans certains cas, offensive"(L.64 MM. Jeune employé, Tunis).

(1) T.el-Haddad, p.81.

Il est intéressant de relever ce paradoxe: la femme musulmane, pense-t-on communément, est, dans le contexte traditionnel, entièrement dépendante de son époux. Mais en allant au-delà des apparences on s'aperçoit qu'elle ne lui appartient pas. Sa famille a si bien favorisé son identification, qui la rend docile à sa politique, qu'elle a beau la céder objectivement à l'homme et à son groupe : elle en garde indéfiniment la propriété "subjective". Si l'on nous permet ce langage, son extrême cossibilité objective, dans ce système, s'accompagne de son incessibilité subjective. L'épouse est peu portée à rompre ce lien ombilical, n'ayant pas été formée à identifier le mariage, proposé ou imposé de l'extérieur, à la communion qui crée le couple. On a même prétendu que "dans le régime nouveau, la femme déploie désormais toute son activité afin d'attirer son mari dans son propre milieu familial"(1). Peut-être cette transformation se fait-elle à partir du moment où l'époux, devenu économiquement autonome, se met à desserrer les liens avec sa propre lignée. Toujours est-il qu'on lui oppose la femme étrangère qui, prétend-on, "comprend que par le mariage elle appartient d'abord à son mari"(L.29 MM.Homme, Tunis). Ainsi se perpétue, dans ce cadre extérieur de ménage conjugal, le face-à-face traditionnel déjà décrit, à moins que ne s'instaure une oscillation du groupe de l'homme à celui de la femme.

Et s'il arrive que le nouveau ménage veuille se dégager de cette symbiose et habite une demeure à part, les familles nient à leur tour cette séparation. Elles continuent des deux côtés à le considérer comme entièrement ouvert : ce qu'elles manifestent par des visites ou séjours non soumis à une quelconque condition limitative. De la sorte, psychologiquement,

(1) A.Demeerseman, 4, p.122.

il continue ordinairement à être proprement fondu en elles. Toutes ces choses étaient parfaitement supportées dans l'ancien contexte. Mais si, maintenant, l'un des époux a rejeté ce modèle de vie commune, il ressent une intense frustration à se le voir imposer par l'autre. En fin de compte il est des jeunes pour prétendre que "Si les Tunisiens cultivés qui ont eu des contacts avec les étrangères épousent ces dernières de préférence aux Tunisiennes, c'est que celles-ci n'ont pas encore reçu une éducation qui leur permette d'être pour leur mari des compagnes au sens complet du mot" (L.17 MM. "Tunisien musulman et arabophone, 19 ans").

Le simple accès à la forme objective de la famille conjugale ne suffira pas non plus à dissiper mécaniquement la traditionnelle représentation de rivalité ou, tout au moins, de séparation entre les époux. La plupart du temps la femme continue à ne pas être mise au courant des gains et dépenses d'un mari méfiant. La représentation qu'elle pourrait se faire de ce budget mystérieux est forcément inadéquate, étant donné son absence d'information sur la société moderne. Elle demeure donc volontiers portée à considérer son époux non comme un associé à aider dans la gestion du ménage, mais comme celui à qui il faut soutirer de l'argent par tous les moyens, sans considération de limites impossibles pour elle à évaluer.

Par ailleurs, nous l'avons vue s'instituer en principale médiatrice des nécessités de l'ostentation. Mais une conduite typique est aussi de la combler de cadeaux, pendant qu'on l'exclut de la participation aux initiatives et responsabilités. Par une espèce de compensation, semble-t-il, le système traditionnel encourage d'autant plus à lui fournir des objets qu'il l'écarte des autres types de prestations. Or la nouvelle unité familiale n'est plus capable, si l'un des époux refuse sa participation subjective, de maintenir les disciplines de l'ancien

groupe en ce qui concerne la concentration des moyens et la réduction des dépenses. L'épouse peut devenir ainsi un élément, sinon l'élément dérégulant du ménage. C'est encore plus grave quand la publicité et l'exemple lui font contracter les besoins de l'européenne et adopter ses conduites somptuaires. Car elle n'assimile pas toujours pour autant l'organisation particulière qui les rend possibles : encore une fois il est plus aisé d'accueillir les satisfactions que de saisir et respecter les régulations corrélatives.

On en vient finalement à contester jusqu'à ses qualités de maîtresse de maison et de ménagère. Violent paradoxe si l'on songe que, traditionnellement, toute son éducation la destine exclusivement à cette fin. Mais on comprend maintenant le sens de la critique : la gestion du foyer traditionnel a peu de choses en commun avec l'organisation du ménage moderne et le dressage en vue de la première est à peu près une contre-adaptation vis-à-vis de la seconde. On ne s'étonnera donc plus de la voir accusée de ne pas connaître "son métier de femme", ni de lire ce passage qui résume l'ensemble des reproches qui lui sont faits : " Nous sommes "dopés" (sic) depuis notre enfance par notre famille qui nous impose "pour notre bien" une femme qui, non seulement ne prend pas une part active dans la vie du ménage, mais est une charge pour le mari. Ce que nous reprochons aux femmes tunisiennes c'est qu'au lieu de permettre à leur mari de mener une vie meilleure, elles se contentent de vivre en parasites, véritables boulets qu'il faut traîner; à l'inverse de la femme étrangère qui non seulement s'occupe de son ménage, d'instruire ses enfants..., mais a en plus sa propre situation. Ce qui permet au ménage de mener une vie bourgeoise (sic), à l'inverse de ce qui se passe avec la femme tunisienne dont on a souvent la famille en charge"(L.58 MM. Un groupe de jeunes célibataires fonctionnaires). Comme on le voit, une sensible

idéalisait de la femme étrangère, promue en image stéréotypée, accompagne cette dépréciation de la Tunisienne traditionnelle.

LES TENSIONS AVEC LES ENFANTS

Nous n'avons pu, bien entendu, traiter des problèmes précédents sans évoquer quelques uns de ceux qui surgissent entre parents et enfants. Il en reste cependant un certain nombre à considérer.

Le problème de la régulation des naissances

La difficulté se situe à un premier niveau : peut-on continuer à accueillir les enfants sans limitation? On sait comment le système traditionnel en faisait obligation, attachant à leur quantité, d'ailleurs objectivement favorable, de puissantes significations. D'où une masse de représentations de renforcement de la conduite de procréation illimitée. Mais dans les conditions nouvelles toutes les circonstances sont réunies pour créer un problème aigu.

D'une part les institutions traditionnelles demeurent, favorisant au plus haut point l'abondance des naissances. Le célibat est toujours condamné dans l'opinion et la religion. La période de fécondité des femmes atteint son maximum puisque, comme dans le passé, elles prennent époux "dès l'âge de 14 ans" assure un démographe, qui ajoute : " Presque les trois quarts des filles se marient avant l'âge de 21 à 22 ans" (1). Enfin les anciennes significations persistent.

Mais par ailleurs la forte mortalité infantile d'antan a

(1) M.Seklani, 2.

disparu. Si bien que la proportion d'enfants vivants atteinte dans la famille tunisienne dépasse tout ce que celle-ci avait connu, au moment même où les nouvelles conditions objectives le supportent le moins (1). Car, au nouveau ménage vivant sur un salaire, dans l'actuel contexte socio-économique, l'enfant n'apporte évidemment ni force de travail ni puissance. Les nouvelles circonstances en font au contraire une sorte de parasite prolongé exigeant un équipement long et coûteux sans contre-partie.

Tout concourt donc à faire de l'enfant une charge particulièrement lourde, au niveau de la famille comme de la collectivité nationale. Celle-ci s'effraie de la disproportion grandissante entre ses progressions démographique et économique. Aussi bien l'Etat, en Tunisie, déploie-t-il d'intenses efforts pour limiter les naissances.

Nous avons déjà signalé comment certaines dispositions du nouveau Code de Statut Personnel visaient indirectement ce but. D'autres, plus précises, s'y appliquent directement : limitation des allocations familiales à quatre enfants, loi sur l'avortement légal du 1er Juillet 1967. Celle-ci permet l'avortement thérapeutique, sans nécessité d'autorisation du mari, si la santé (et non plus la vie) de la mère risque d'être compromise. En outre elle inaugure la possibilité d'une sorte d'avortement "social", à partir du sixième enfant, lorsque, affirme le législateur, "les revenus de la famille sont estimés insuffisants pour assurer un niveau de vie décent à tous ses membres et l'établissement des enfants d'une manière qui leur garantisse un avenir acceptable". Enfin, non seulement les produits anti-conceptionnels sont vendus librement

(1) D'après un sondage sur les fiches de recensement de 1956, le nombre moyen était de 5,6 enfants vivants par famille et ne variait pas selon les catégories socio-professionnelles (M.Seklani, 3, p.35). Cf. également P.Sebag, 3, pp.5.7.

mais toute une organisation est en place, appuyée d'énergiques campagnes d'opinion, pour répondre dans tout le pays à la demande des éventuels usagers.

Toutes ces mesures et pressions, cependant, ne sont pas encore parvenues à renverser le mouvement. Les résultats obtenus sont très circonscrits : une enquête sur échantillon a établi que, de 1964 à 1966, "les femmes qui ont accepté la stérilisation provisoire étaient au plus 3 % par rapport à la population féminine mariée et en âge de reproduction"(1). D'autre part, on s'interroge sur leur stabilité. N'assure-t-on pas que tout un réseau de matrones s'emploient, dans les "hammams", à retirer les stérilets à des femmes qui les avaient demandés, mais dont beaucoup cèdent ensuite aux pressions de l'entourage(2).

Celles-ci se recrutent pourtant pour les deux tiers, si l'on en croit les responsables de ces expériences (3), parmi ces femmes de la condition la plus défavorisée qui constituent, selon l'expression de J.Berque, le "prolétariat génétique"(4) des pays sous-développés. Mais l'action étatique les atteint peu, pour des raisons significatives.

D'une part elle met essentiellement en avant, dans une perspective rationaliste abstraite, des arguments économiques dont la spécialisation est étrangère à l'esprit de la culture originelle. Et l'idéologie de renforcement traditionnelle tend justement à empêcher les individus de faire le lien entre la quantité d'enfants et la pauvreté, grâce à des affirmations typiques de ce genre : "Si Dieu veut que j'aie encore beaucoup

(1) M.Seklani, 3, p.59.

(2) F.Stambouli, p.76.

(3) M.Seklani, 3, p.64.

(4) J.Berque, Séminaire sur "Les mutations actuelles de la famille au Maghreb", Tunis, 5-10 Décembre 1966. Intervention orale.

d'enfants j'en aurai. Et s'il a créé les enfants, il créera aussi bien du pain pour les nourrir"(1). Ces stéréotypes, ayant pour effet sinon pour fonction d'empêcher la perception des faits et de leur liaison, tiennent à une conception de l'action sur la nature que les arguments officiels laissent évidemment inentamée.

D'autre part, si ces femmes parviennent à établir la relation, elles ne peuvent ignorer le symbolisme de l'enfant encore puissant autour d'elles: "Il n'en faudrait pas trop parce que nous aurions la famine, mais pas trop peu car nos voisins en auraient plus. Il faut, en moyenne, six ou sept enfants par famille"(2). A ce symbolisme l'époux, nous l'avons vu, est le plus sensible. Si bien que, selon un médecin, "l'homme ne fait rien. Il y a un fossé la plupart du temps entre les époux. La femme cache tout au mari, elle fait tout en secret"(3). Ce qui limite singulièrement ses moyens.

Autrement dit l'efficacité de l'Etat est réduite parce que son intervention est "ponctuelle". Elle vise le point précis de la quantité de la progéniture, faisant abstraction de l'ensemble des significations qui l'entourent, elles-mêmes encastées dans la totalité du système culturel traditionnel. La résistance de l'ensemble rend possible la large imperméabilité des "éléments" à toute tentative localisée de réduction. Le changement paraît ne pouvoir se faire que par transformation globale de l'ensemble ou, au moins, de sous-ensembles. Mais le sociologue, il est vrai, répondrait difficilement à cette question: comment faire changer une totalité en tant que telle?

(1) Enquête de "La Presse de Tunisie", 61.

(2) Enquête de "La Presse de Tunisie", 61.

(3) Dr. Seghaïr-el-Ayari, 62.

Peut-on, en attaquant plusieurs aspects délimités, espérer faire basculer le tout, comme on fait se muer brusquement une forme en une autre, et de manière généralement imprévisible, à partir de la transformation de tels éléments particuliers?

Les problèmes de l'éducation et des rapports entre parents et enfants

A un autre niveau, le changement des conditions socio-économiques et de l'organisation domestique, non accompagné de celui des représentations et attitudes, pose des problèmes d'éducation et de rapports entre parents et enfants. T.el-Haddad avait aperçu à quel point l'éducation traditionnelle était impropre à préparer le jeune à l'affrontement du nouveau milieu. Il lui reprochait de lui inculquer un savoir purement imaginatif, indifférent à la connaissance rationnelle aussi bien qu'à l'analyse des réalités. "Ce qui est pire, ajoutait-il, c'est qu'il y a des enfants de nature intelligente et curieux de connaître les objets de leur entourage.. et leurs familles, au lieu de renforcer leur intelligence.. voient d'un mauvais oeil leur originalité et croient que ce sont les jnân (1) qui parlent par leur bouche"(2).

On saisit parfaitement dans ce trait la finalité de cet ancien dressage : fondre le sujet dans le collectif, empêcher la différenciation individuelle. On ne pouvait donc lui demander de viser la formation de la personnalité de l'enfant. C'est précisément ce que lui reproche notre auteur. Il n'est qu'un élevage, remarque-t-il, portant sur des aspects exté-

(1) "Esprits" jouant un grand rôle dans les croyances populaires.

(2) T.el-Haddad, p.78.

rieurs : nourriture, vêtement, gâteries et dépenses circonstanciées inutiles. Bien loin de fournir l'équipement interne qui rende l'individu autonome, on le dresse à l'hétéronomie, à l'obéissance fondée sur la crainte: "Le principe de rendre les enfants conscients de leurs devoirs et de les préparer à les accomplir par la croyance en la vertu elle-même est loin de l'esprit des pères et mères. Ils mettent le fondement de l'éducation dans leur propre pouvoir sur l'enfant.." (1).

Tout cela était évidemment approprié dans l'ancien contexte où, au surplus, ne s'avérait pas nécessaire la formation de l'esprit du jeune dans le sens positif et rationnel. Muni du bagage des représentations conformes, c'est dans le groupe qu'il faisait son apprentissage des quelques rôles à assumer et de la façon adéquate de lire la réalité. Cet ensemble de traits se muera en autant de défauts à partir du moment où la nouvelle société le sommera de s'individualiser, pour affronter lui-même un environnement désormais singulier et imprévisible.

Mais qui dispensera la nouvelle éducation? Sur ce point encore les nouvelles conditions imposent des changements. Dans l'actuel type de famille il appartiendra désormais au père et à la mère de remplacer le groupe dans ce rôle. La conséquence mérite d'être notée: dorénavant leur personnalité, leur comportement, leur style personnels, auparavant presque indifférents, deviennent quelque chose de décisif. D'où une nouvelle série de difficultés.

Car que constate-t-on à présent? Encore une fois l'adaptation à la modernité ne s'est pas ou s'est mal faite, pendant que les avantages et régulations de l'ancien système ont dis-

(1) T.el-Haddad, p.79.

paru ou se sont eux-mêmes dégradés. Si bien que sur ce point aussi le changement peut se solder, dans l'ensemble, par une péjoration de la situation.

Le plus souvent, en effet, les parents ne soupçonnent aucunement le savoir personnel nécessaire à cette pédagogie, requise maintenant d'être ajustée à des situations singulières et fluentes. "Il ne sait que frapper!" ou "Elle ne sait que crier!" disent nos collégiens de 1960 de leurs père et mère. Ils mesurent bien l'inadéquation de ces décharges sommaires ou, d'autres fois, de répétitions stéréotypées: "Mon père m'a interdit tout ce que lui a interdit son père, en alléguant l'Enfer!"(1).

Les parents, bien souvent, n'ont pas d'avantage ajusté leurs attitudes à leurs nouveaux rôles et responsabilités. Le père reproduit le type de rapports dominateurs et unilatéraux liés à l'ancienne unité domestique. Autoritarisme d'abord: "Mon père est le tout", prétendent nos collégiens; "C'est le paterfamilias, maître absolu... personne ne peut parler devant lui"; "Toute la famille agit selon le tempérament de mon père: s'il est gai, il en est de même de toute la famille; s'il est furieux, on tremble"(2). Puis, distance avec l'enfant: "A quinze ans, on n'a pas le courage de parler au père!"; "A force de respect, nous ne pouvons nous aborder directement"(3). Voilà qui explique, sans doute, cette constatation faite dans notre enquête de 1962 sur une population d'écopliers de 8 à 14 ans: la peur du père, l'agressivité envers lui (comme envers tous les mâles de la famille) étaient nettement plus importantes pour

(1) C.Camilleri, 1, p.22.

(2) C.Camilleri, 1, pp.21 et 24.

(3) C.Camilleri, 1, p.24.

le jeune garçon tunisien que pour son camarade européen et augmentaient avec l'âge (1).

Mais il est un reproche encore plus véhément : le père est absent, moralement et même physiquement, considérant la maison "comme un hôtel-restaurant", selon un reproche fréquent. Cette attitude il l'avait, certes, dans l'ancien groupe familial. Mais, nous l'avons vu, elle n'avait pas d'incidence fâcheuse, du fait de la prise en charge du ménage et des enfants par l'ensemble de la collectivité domestique. D'autre part les jeunes avaient des rôles professionnels définis : ils étaient employés aux champs, à l'atelier et, de ce fait, surveillés par le groupe des hommes présents sur les mêmes lieux de travail.

Dans le nouveau contexte l'enfant n'a plus de rôle professionnel, le père travaille où on veut bien l'employer, il n'y a plus d'hommes pour le contrôler, cependant que la mère continue à ne pas sortir ou peu. Donc il peuple les rues, livré à lui-même, ce qui inaugure avec acuité le problème nouveau de son "troisième milieu", en dehors de la maison et de l'école. Cela se traduit par de singulières ignorances, signalées à l'Ecole des Parents de Tunisie : "On a vu des enfants s'abs tenir de l'école plusieurs jours et, priés de faire venir leur père, amener des gens de la rue qu'ils payent. Un enfant a été exclu de l'école pour un mois..mais les parents ne l'ont pas su!(2)". Aussi bien a-t-on signalé l'accroissement des bandes d'enfants et le fait significatif qu'au premier trimestre 1964 il a été présenté devant les tribunaux autant de mineurs qu'au

(1) C.Camilleri, 4, pp.21-22, 25, 43. Les différences étaient significatives pour des probabilités allant de 0,05 à 0,01.

(2) A.Attia,1.

cours de l'année 1963 (1).

Quant à la mère, ses lacunes dépassent celles de l'homme quoique, grâce à sa chaleur démonstrative, elle soit bien plus appréciée que le père (2). Elles vont même apparaître de façon particulièrement criante. Car, dans la nouvelle configuration familiale, étant donné sa proximité avec ses enfants, elle se trouvera promue au rang d'agent éducatif principal. T.el-Haddad l'avait encore bien aperçu, qui demandait que toute l'attention fût portée désormais sur l'équipement de la femme : "Notre éducation ne sera pas positive, disait-il, tant que nous considérerons la femme comme un être inférieur"(3).

Certes, on goûte particulièrement son attitude affectueuse, chaleureuse, antithétique de celle de son époux, et qui se trouve conforme aux exigences sentimentales de la famille conjugale. Mais, dans le ménage, son ignorance est la plus sensible. Aucun élément intellectuel ne vient guider, corriger ou affiner ses manifestations affectives spontanées. Aussi, si sympathique soit-elle, bien des enfants se rendent-ils compte que son action reste tout à fait extérieure à l'évolution de leur personnalité: "Ma mère étant inculte, s'écrit ce collégien, elle n'a rien à voir avec mon éducation. En ce domaine elle joue un rôle passif"(4).

D'autre part, quoique le type objectivement conjugal ou quasi-conjugal de la nouvelle unité domestique exige que son statut d'éducatrice soit au moins égal à celui de son époux,

(1) A. Attia, 1.

(2) C. Camilleri, 1, p.24.

(3) T.el-Haddad, p.133.

(4) C. Camilleri, 1, p.26.

elle continue à s'effacer complètement devant celui-ci, selon la hiérarchie patriarcale. Et comme dans l'ancienne organisation, encore, elle ne manifeste sa personnalité que sur un mode négatif : non point, comme l'exigeraient les nouvelles circonstances, en débattant des problèmes éducatifs avec le père, mais en se faisant complice de l'enfant pour le maintenir dans l'ignorance, trahissant une fois de plus le rôle d'agent auquel elle est appelée.

C'était indifférent, souvent même heureux, quand le jeune, inséré dans un système de rôles et de normes défini, pouvait être contrôlé dans l'ensemble de son activité par le groupe et la parenté masculine. Cela devient fâcheux quand, comme nous l'avons vu, cet état de choses disparaît. Beaucoup de chefs de familles aptes à saisir les nouvelles nécessités pédagogiques s'en plaignent amèrement: "La mère cache au père ce qui se passe dans la maison. C'est ce qui pousse l'homme à ne traiter de ses problèmes qu'avec les autres hommes, en dehors de la maison". Et plus précisément: "L'homme peut être disposé à exercer une autorité intelligente et compréhensive. Mais il n'est pas aidé par sa femme qui lui cache les choses, ne sait pas collaborer avec lui. Si bien qu'il se remet à exercer l'autorité durement comme ses pères"(1).

De claires conclusions se dégagent de ces critiques contre les parents. Même si elles pouvaient demeurer exactement les mêmes que dans l'ancien contexte, les attitudes traditionnelles envers les jeunes, transférées dans la nouvelle organisation, seraient mal accueillies par eux. Ces rapports patriarcaux étaient explicables et supportables dans un groupe familial représentant la seule unité fortement orga-

(1) Colloque avec l'Union des Femmes Fonctionnaires, 19 Nov. 1964.

nisée, absorbant les fonctions sociales fondamentales, et en dehors de laquelle l'individu n'avait que de faibles chances de survie. Dans ces conditions, les membres du groupe étaient disposés à l'oblativité totale et à l'entière soumission. Par ailleurs ce type de famille avait besoin d'être particulièrement solide: pour défendre ses possibilités d'existence, elle ne pouvait compter que sur elle même et sa stratégie face aux autres groupes de parenté. L'Etat, dans la mesure où il était individualisé, se manifestait sous un aspect essentiellement négatif, par ses exigences en prestations de divers ordres. D'où les institutions imposées et acceptées : cohésion intense autour du chef et des détenteurs de l'autorité, discipline rigoureuse, stricte hiérarchie, distribution précise des statuts et rôles, solidarité forte et étendue. Toutes proportions gardées, ce groupe n'était pas sans rappeler le type militaire, pour son organisation comme pour ses "vertus".

Il n'est pas besoin d'entrer dans le détail pour comprendre comme tout cela devient caduc dans la petite et faible unité conjugale des temps modernes, dépouillée de presque toutes ses fonctions par une société dorénavant dispensatrice de la quasi-totalité des services, assurant par ailleurs à l'individu son indépendance économique. De ce fait, comme on l'a souvent montré, cette famille ne peut retenir ses membres qu'en se muant en une communauté d'alimentation affective (1). Une évolution du même genre semble s'annoncer en Tunisie. Nous avons trouvé dans nos enquêtes une vigoureuse confirmation du désir des jeunes de réaliser, dans la famille ce groupe de communion affective impliquant une profonde transformation du type de rapports traditionnels.

(1) Cf., sur ces transformations des fonctions familiales, J.Stoetzel, pp. 343-369.

Mais cette impatience est avivée par un phénomène nouveau : selon un processus que nous connaissons bien maintenant, en passant dans le contexte moderne les attitudes anciennes ont bien des chances de se dégrader intrinsèquement. Car elles sont à présent marquées, si l'on peut dire, des lacunes ou excès d'un chacun, loin des corrections de groupes qui les alignaient sur les normes stables et impersonnelles reçues par tous. Les corruptions, les injustices, ont plus de chance de se produire. Et bien des observateurs ont noté des durcissements réactionnels, des rigidités obstinées de la part des parents, précisément parce qu'ils se sentent en position de déclin.

Les choses sont aggravées par un événement récent, si général qu'il équivaut à une transformation structurelle. Le taux de scolarisation des Tunisiens était avant extrêmement faible : même parmi les pères de nos collégiens des classes terminales de 1960, dont le niveau socio-culturel était tout de même plus élevé que la moyenne, 14 % seulement avaient bénéficié d'une instruction moderne de niveau au moins secondaire et 29 % de l'instruction primaire. Quant aux mères, elles étaient analphabètes dans la proportion de 85 %(1). Depuis l'Indépendance, par contre, les garçons ont été pratiquement tous scolarisés, ainsi qu'une bonne partie des filles. L'instruction secondaire et supérieure se répand de plus en plus.

Ainsi la cassure est infiniment plus nette et généralisée qu'elle ne peut l'être dans un quelconque pays d'Europe. Désormais, nombreux seront les parents exclus de l'univers de leurs enfants, puisque n'étant plus en mesure de le comprendre. Par exemple, selon une observation de l'ancien président de l'Ecole des Parents à propos d'orientation scolaire, "très souvent

(1) C.Camilleri, 1, p.10.

ce sont les enfants qui choisissent seuls et parfois signent le formulaire à la place de leurs parents" (1). D'autre part, instruits ou pas, les individus en Europe s'enracinent dans la même culture, partagent le même code de lecture de l'environnement. Au contraire la différence tend ici à être qualitative entre les sujets intégrés à la culture arabo-musulmane populaire et ceux qui, grâce à l'instruction moderne, sont munis des schèmes de la pensée dite occidentale.

Ce n'est évidemment pas de nature à rapprocher les générations, les différences, comme on l'a fait remarquer, étant encore "plus accentuées dans le milieu féminin"(2). D'après notre même enquête sur les garçons instruits, seuls 18 % d'entre eux se jugeaient en "accord réservé" avec leurs parents sous le rapport des lectures, émissions radiophoniques, musique, spectacles et loisirs préférés (3). En fait, dans le cas général, on s'ignore dans une tolérance faite de résignation ou d'indifférence réciproques : "Mes parents ne comprennent rien et ne s'occupent donc de rien"; "Nous sommes de deux civilisations différentes"; "Comment peut-on parler d'un film, d'une pièce, d'une danse quelconque à un père qui ne lit que le Coran ?"(4). Par contre les tensions s'avèrent sensibles sur le plan religieux, en ce qui concerne d'ailleurs la manière de croire plus que l'objet de la croyance. Au point que les enfants préfèrent cacher leurs sentiments : "Je ne suis pas d'accord, mais je respecte les apparences"; "Je suis contre la religion car je suis de culture occidentale : mais il serait très dangereux

(1) A.Attia, 3.

(2) A.Attia, 2.

(3) C.Camilleri, 1, p.63

(4) C.Camilleri, 1, p.68.

de l'exprimer devant le père"(1). La tolérance cesse visiblement à partir du moment où le nouveau savoir met en cause la base même de la culture et de la communauté islamiques.

Enfin pour achever ce tableau, le dernier reproche, mais non le moins répandu, fait à la famille, est d'avoir enfermé le jeune dans la "timidité". Ce concept se charge ici d'une dimension sociologique. C'est un réflexe de rétraction devant la vie sociale chez des sujets qui, même pourvus d'une culture scolaire, se sentent peu armés pour l'affronter avec ses significations modernes. Car, dans de telles conditions, cette instruction demeure bien souvent déracinée et abstraite, du fait qu'elle constitue une parenthèse dans le milieu vécu. Tout en les séparant de leurs aînés, elle ne les intègre donc pas automatiquement dans la nouvelle société.

A partir de toutes ces données, on le conçoit, les jeunes n'acceptent plus aussi facilement de juger inconvenante l'interrogation sur le bien fondé de la conduite des parents, de la hiérarchie familiale et de leur propre statut. L'observateur n'a pas de peine à saisir en cette affaire le phénomène décisif: au moins certains sous-groupes sont susceptibles d'atteindre un seuil qualitatif nouveau.

L'important, en effet, n'est pas la mise en cause de tel ou tel aspect du système. C'est plutôt qu'à partir de divers déséquilibres, d'ébranlements ressentis sous forme de tensions, l'individu accepte de franchir le pas : soit, dans ce cas, de juger examinables des traits auparavant protégés par un dispositif d'inhibition de l'examen, de la perception même, vécu à travers le sentiment du sacré et du respect. En ce qui concerne le changement social, que des sous-groupes ne perçoivent

(1) C. Camilleri, 1, p. 61

plus comme sacrilège la conduite d'interrogation de contenus traditionnels est plus important que leur contestation elle-même. Par cette révision de son rapport à sa culture, l'individu prend distance plus significativement que par le rejet de tels traits particuliers.

Mais le malaise, on s'en doute, n'épargne pas les parents ni les anciennes générations (1). Outre les facteurs objectifs signalés, ils sont d'autant moins portés à accepter le changement qu'ils sont parvenus à l'âge où le système traditionnel renverse en leur faveur le rapport des prestations aux obligations. Aussi bien oscillent-ils entre deux attitudes opposées. Ou bien ils se rétractent dans cette cristallisation réactionnelle, déjà évoquée, sur les anciennes positions pédagogiques. Ou bien c'est la démission, avec réclamation de la solution de tous ces problèmes à l'Etat, nommément désigné comme responsable de la situation. Car on voit en lui l'organe de cette société moderne incomprise et subie comme un malheur des temps. On attend donc de lui le salut, peut-être comme anciennement on l'aurait attendu du chef du groupe.

(1) A.Demeerseman, 5.

CHAPITRE IV

LE MARIAGE MIXTE

Il est en Tunisie, comme dans les autres pays décolonisés, un symptôme spectaculaire de la crise traversée par la culture traditionnelle : le mariage "mixte". Cette expression est juridiquement appliquée à toute union entre citoyen de nationalité tunisienne et conjoint de nationalité étrangère. En fait observateurs et intéressés ne songent, en l'employant, qu'à celles d'entre elles qui font problème et sont les plus nombreuses : entre Tunisiens de culture musulmane et conjoints européens, plus généralement de religion non musulmane et de culture "occidentale".

LES DONNEES GENERALES DU PROBLEME

Pareils mariages se sont faits en Tunisie depuis fort longtemps. Mais c'est vers 1925-30 que, selon J.Berque, "éclate le scandale d'épousailles : entre jeunes bourgeois et des Européennes", au moment où "d'une façon générale, peu ou prou, tout le monde s'eupéanise", ce qui "entraîne un décrochement général des moeurs"(1). C'est aussi à partir de cette date que les jeunes Tunisiens effectuent de fréquents voyages en Europe : depuis ce moment jusqu'à aujourd'hui c'est le déplacement à l'étranger qui fera l'union mixte. Elle est allée se multipliant, tout en ne constituant qu'une infime proportion du nombre total de mariages conclus en Tunisie. Dans une étude sur ce phénomène menée en 1963 et à laquelle nous

(1) J.Berque, 2, p.208,

allons souvent nous reporter, Bernard Jay a noté 61 unions de ce genre en 1959, après dépouillement de 20.621 fiches de mariage, soit 0,3 % de l'ensemble (1).

Les épouses françaises dominent nettement quoique, depuis l'indépendance nationale, leur proportion diminue au profit d'autres catégories d'Européennes. Voilà une caractéristique qui situe d'emblée le problème: "On peut constater, remarque une dirigeante tunisienne, que toujours nos jeunes gens épousent des jeunes filles de pays plus développés que les nôtres. Est-ce une coïncidence? Pourtant à l'occasion des voyages, des congrès, ils ont eu la possibilité également de rencontrer des jeunes filles de pays sous-développés"(2). Effectivement, même les unions avec des femmes d'autres pays musulmans sont beaucoup plus rares. La crise se développe indéniablement dans le cadre d'un mouvement d'acculturation à sens unique, au profit des sociétés occidentales industrialisées. Comme le remarque une sociologue tunisienne, "la distance ethnique et religieuse à assumer avec l'étrangère est plus facilement assumée que la distance culturelle avec la fille tunisienne"(3).

Par ailleurs la quasi-totalité de ces mariages sont conclus par des hommes : ils profitent d'une disposition coranique permettant au seul mâle l'union avec une épouse des deux autres "religions révélées". Le nouveau Code est extrêmement ambigu quant au mariage éventuel de la femme

(1) B.Jay, p.15 - Le dépouillement des statistiques officielles présente peu d'intérêt, étant donné qu'elles se basent sur la définition juridique du mariage mixte.

(2) Mme F.Mzali.

(3) Mme L.Ben Salem,1,p.46.

tunisienne avec un étranger non musulman. De toute façon l'opinion est contre, y compris les hommes qui approuvent la formule inverse. Car ils estiment que l'épouse et les enfants prendront la religion et la nationalité du mari, selon les critères patriarcaux maintenus sur ce point.

Mais le dernier caractère de ces unions est le plus important. Un certain nombre de ces mariages, certes, se font dans les milieux les plus modestes et, comme l'affirme B.Jay, "il est vraisemblable qu'ils avaient pris une certaine ampleur, si l'on en juge par les fortes réticences de l'Administration à laisser se contracter des mariages entre les fonctionnaires de la police et des Italiennes"(1). Mais la grande majorité sont conclus par des Tunisiens cultivés : cadres supérieurs et moyens de "double culture" (on en trouve parmi les plus hauts dirigeants) et, surtout, étudiants poursuivant leurs études en Europe. Comme leurs épouses sont elles-mêmes instruites et exercent une profession, ces ménages s'insèrent dans les groupes les plus élevés de la société et de la production.

Si bien que ces unions rattrapent leur insignifiance quantitative par une forte importance qualitative. On s'en persuade d'avantage si l'on mesure la diffusion sociale du phénomène. B.Jay, ayant interrogé 280 sujets divisés en une catégorie A (étudiants, élèves des classes terminales) et une catégorie B (fonctionnaires, professions libérales, cadres), constate que huit individus seulement n'ont jamais rencontré de "ménage mixte" dans la première et aucun dans la seconde. Mieux encore : 57 % des individus de la catégorie A et 72 % de ceux de la catégorie B fréquentent régu-

(1) B.Jay, p.30.

lièrement ce type de famille (1). D'autre part, la "potentialité" de ce genre d'union est très élevée. Dans notre échantillon de collégiens des classes terminales, 58 % y étaient favorables, sans distinction entre Tunisois et provinciaux, contre 35 % d'opposants et 7 % d'hésitants(2). Dans celui de B.Jay, 60 % des sujets de la catégorie A et 40 % de ceux de la catégorie B ont envisagé de conclure un tel mariage. 78 % de l'ensemble laisseraient leurs fils épouser une étrangère, 12 % seulement comptant s'y opposer(3).

L'impact sur l'opinion se mesure aussi à de considérables distorsions entre représentations et réalité. Parmi les individus interrogés, affirme le même auteur, "les uns s'imaginent que la moitié de leurs compatriotes se marient avec des étrangères, pendant que les autres croient n'avoir affaire qu'à des exceptions rarissimes"(4). Par ailleurs "pour les jeunes, le phénomène prend des proportions considérables et polarise constamment l'attention"(5). Une charge passionnelle intense y est donc indéniablement investie.

Aussi bien la question de l'union mixte va-t-elle alimenter une triple série de tensions.

D'abord, dans toutes les familles où le jeune fait des études elle occupe une place centrale : d'après notre enquête le problème a été abordé entre enfants et parents dans 94 % des cas (6). L'atmosphère ne pouvait y être que

(1) B.Jay, p.51.

(2) C.Camilleri, 1, p.42.

(3) B.Jay, p. 61.

(4) B.Jay, p. 28.

(5) B.Jay, p. 52.

(6) C.Camilleri, 1, p.46.

conflictuelle : 9 % seulement des parents se montraient favorables à ce type d'union, avec une différence assez sensible cependant entre parents tunisois et provinciaux, les premiers manifestant moins d'opposition résolue et plus d'hésitation que les seconds (1).

Les raisons alléguées du conflit étaient en fait les mêmes que nous trouverons dans la polémique dont nous allons nous occuper, avec une différence toutefois : les partisans de l'union mixte y argumentaient beaucoup moins. Peut-être en raison de leur âge, ils balayaient de façon pour ainsi dire magique les disparités objectives institutionnelles et culturelles, par l'affirmation de la prééminence absolue de l'amour et des valeurs d'intimité envisagées sous l'optique moderne.

En second lieu, le mariage avec l'étrangère rencontre une large opposition des femmes : "Nos jeunes filles se sentent lésées, affirme la même dirigeante de l'Union Nationale des Femmes Tunisiennes. Nombreuses sont celles qui attendent le fiancé que leur famille leur destine ou le cousin qui doit rentrer pour faire son choix et qui, à leur retour, apprennent qu'il s'est marié avec une étrangère"(2). Le phénomène s'étend d'ailleurs aux hommes demeurant dans le pays, si l'on en juge par l'apparition de petites annonces où de jeunes Tunisiens, fonctionnaires pour la plupart, manifestent leur désir d' "entrer en relation avec jeune Européenne vue mariage"(3). Or les Tunisiennes sont fort

(1) Une attitude plus libérale a été cependant notée chez de jeunes parents de la capitale et de haut niveau socio-culturel. Cf. Naïma Fenniche, pp. 45-56.

(2) Mme F.Mzali.

(3) Texte pris dans "La Dépêche Tunisienne" du 6.11.1960. Nous avons relevé une dizaine d'autres annonces du même genre.

mal armées contre cette contagion. Car, nous l'avons vu, le droit à la réciprocité se heurte à l'opposition farouche de l'opinion. Et quand bien même elles en disposeraient, cette possibilité demeurerait plutôt théorique : elles sont encore trop peu nombreuses à être suffisamment instruites pour épouser des étrangers dans les mêmes circonstances que leurs concitoyens. Quant à celles qui le sont, nous l'avons vu aussi, elles restent généralement tributaires des servitudes traditionnelles. Aussi bien cette affaire crée-t-elle une forte tension supplémentaire entre les jeunes des deux sexes.

Enfin, une dimension nationale s'est introduite dans le problème. Un certain nombre se sont demandés si l'insertion en nombre grandissant d'étrangères dans les cadres de la nation ne représentait pas un danger. Dans un climat exacerbé par une tentative de complot contre le chef de l'Etat, une motion fut présentée par l'Union Nationale des Femmes de Tunisie (U.N.F.T) en Décembre 1962. Cette organisation, y est-il dit notamment, "après étude de la question du mariage avec les étrangères et les préjudices flagrants qui en résultent pour notre société tunisienne, demande au gouvernement de prendre toutes les mesures utiles afin de pallier ce danger..."(1). Elle suggérait assez nettement l'interdiction du mariage mixte. C'est ce qui, en tout cas, fut compris.

LA POLEMIQUE AU SUJET DU MARIAGE MIXTE

A la suite de cette motion un quotidien local invita ses lecteurs à faire connaître leur opinion

(1) "La Presse de Tunisie", 9 Janvier 1963.

sur cette prise de position (1). Dans une atmosphère émotionnelle allant grandissant, 110 lettres parvinrent à la rédaction du journal, qui cessa de parler du problème au bout d'une semaine. Quelques unes furent publiées. Nous allons analyser ces documents qu'on a bien voulu nous communiquer dans leur intégralité.

Les groupes de polémistes et leur état d'esprit

Les correspondants qui prirent part à la polémique se répartissent ainsi :

<u>Hommes tunisiens</u> :	<u>67</u> (Dont 6 mariés à des étrangères)
Fonctionnaires :	21
Etudiants, lycéens :	16
Cadres, carrières libérales :	5
Autres professions :	4
Non identifiables :	21
<u>Hommes européens</u> :	<u>6</u>
<u>Femmes tunisiennes</u> :	<u>21</u>
Etudiantes, lycéennes :	15
Autres professions :	3
Non identifiables :	3
<u>Femmes européennes épouses de Tunisiens</u> :	<u>16</u>
Professeurs, fonctionnaires :	2
Autres professions :	2
Non identifiables :	12
<u>Total</u> :	<u>110</u>

(1) "La Presse de Tunisie", 10 Janvier 1963 et numéros suivants.

73 hommes et 37 femmes ont ainsi envoyé leur avis. Ils proviennent dans leur très grosse majorité du groupe intéressé par ce genre d'union : cadres, fonctionnaires, étudiants et intellectuels. Soit le sous-groupe pilote de l'actuelle société tunisienne, représentant son secteur modernisant, aligné sur la forme de savoir, le type d'organisation et la technique européens.

Les attitudes manifestées se répartissent comme suit :

Pour le mariage mixte : (1)

Hommes tunisiens :	45 - 67%
Hommes européens :	4 - 67%
Femmes tunisiennes :	8 - 38%
Européennes épouses de Tunisiens :	16 - 100%

Avis mélangé (mais contre l'interdiction du mariage mixte) :

Hommes tunisiens :	17 - 25,5%
Hommes européens :	2 - 33%
Femmes tunisiennes :	7 - 33,5%

Contre le mariage mixte (et pour son interdiction) :

Hommes tunisiens :	5 - 7,5%
Femmes tunisiennes :	6 - 28,5%

Total 110

Les Européens étant laissés de côté, une nette majorité se dégage en faveur de l'union mixte chez les hommes.

(1) Les pourcentages sont calculés sur le total des sujets de la catégorie en regard.

Ce n'est pas le cas pour les femmes tunisiennes, dont la plupart sont hésitantes ou opposées. De toute façon, seule une minorité de correspondants est favorable à son interdiction.

Bien entendu, ces chiffres ne représentent pas les proportions nationales : la majorité unilingue d'arabe y est soit opposée, soit indifférente. Mais compte-tenu des indications dont nous avons déjà fait état ils expriment bien, sans doute, les attitudes de la fraction bilingue de la population, qui lisait largement ce quotidien de langue française (1). Acceptant une acculturation commencée sur les bancs de l'école, elle ne voit pas d'inconvénient à prendre époux dans ce qui constitue son groupe de référence.

Avant d'analyser le détail des arguments, disons qu'ils relèvent, dans leur majorité, de ce thème général : l'union mixte est la conséquence directe de la condition actuelle de la famille et, tout particulièrement, de la femme tunisiennes. Comme le montrent sans exception les reproches avancés, pour juger de l'une et de l'autre les correspondants adoptent un système de référence moderniste présenté sans discussion comme étant le bon. Pour le grand nombre ce type d'union disparaîtra avec le "progrès" du pays, l'élimination des "conditions défavorables" actuelles, l' "évolution" de la femme tunisienne. Mais c'est pour eux un axiome que ce progrès se fera dans le sens de la modernité, que les conditions défavorables sont celles maintenant les "préjugés" et le "sous-développement".

-1) Ce journal avait à ce moment là le tirage le plus important en Tunisie. Bien entendu, notre conviction de la représentativité de cet "échantillon" ne s'appuie sur aucune considération technique. C'est l'ensemble de nos observations, conversations et lectures de documents qui nous le fait penser, selon des critères simplement "communs". Ajoutons seulement que, pour prendre la plume, ces sujets devaient être plus motivés que les autres.

Par suite, à les en croire, ce phénomène social prendra fin quand on aura "éduqué" la Tunisienne à assimiler les "qualités" de l'Européenne. Selon une conviction largement partagée, il accélèrera même cette transformation, parce qu'il agirait comme un stimulant : "Les mariages mixtes, en continuant à exister... poussent les filles tunisiennes à être aussi civilisées que les étrangères" (L.11 MM Lycéen, Tunis); "Le spectre redoutable de voir nos jeunes fuir vers les étrangères, auprès desquelles ils trouvent compréhension et facilité, a joué et joue encore dans la transformation de la mentalité des familles tunisiennes" (L.36 MM. Groupe de fonctionnaires, Tunis). Enfin, le reproche le plus véhément adressé à la motion incriminée est d'être "raciste", "xénophobe", de "renforcer la frontière qui existait déjà entre pays sous-développés et pays développés" (L.83 MM. Deux étudiantes). Le mariage mixte, pense-t-on, enrichira le patrimoine national par des apports culturels et même physiologiques, car "depuis des générations que les Tunisiens se marient entre cousins, le même sang circule dans leurs veines". Et l'on va jusqu'à conclure : "Allons, greffage et greffage! Encore du greffage et la patrie sera sauvée !" (L.74 MM. Fonctionnaire, Tunis).

Il s'agit donc, en ce qui concerne les défenseurs de ce type d'union, d'un groupe "bi-culturé", à l'état d'esprit "libéral", selon l'expression consacrée. Il opte résolument pour les valeurs et attitudes attachées à la famille conjugale moderne et tient à ce que le pays demeure inséré dans le réseau d'influences étrangères lui permettant de les assimiler. Mais que répond-il aux objections des adversaires sur les difficultés culturelles suscitées par ce mariage ? A peu près rien. A partir de sa foi dans les attitudes familiales modernes, il s'est borné à analyser les problèmes posés par l'union traditionnelle. Inversement, les quelques adversaires du mariage

avec l'étrangère ont traité des questions qu'il soulève sans souffler mot des critiques faites au mariage autochtone. Cette façon de faire commune est significative. Elle indique une coupure, non seulement entre les deux groupes, mais à l'intérieur des individus. Ils ne discutent pas réellement entre eux ni avec eux-mêmes de l'ensemble du problème : chacun a une nette conscience des difficultés suscitées par la position adverse et met entre parenthèses celles provoquées par la sienne propre. Nous retrouverons de bout en bout ce genre d'ambiguïté, signe le plus général de l'approche difficile et conflictuelle du problème.

Analyse des thèmes avancés

Voici d'abord la liste des thèmes avancés au cours de cette polémique, accompagnée du nombre d'apparitions de chacun :

1ère catégorie : le mariage mixte est bénéfique.

I. Il est un facteur d'évolution de la société tunisienne :

- | | |
|---|----|
| 1. Il provoque l'ouverture de la Tunisie aux pays modernes, au progrès : | 12 |
| 2. Les étrangères deviennent des modèles pour les foyers tunisiens : | 4 |
| 3. Il oblige les parents à changer de mentalité, provoque l'émulation des Tunisiennes : | 3 |

Total	19
-------	----

II. Il revigore la race :

	3
--	---

III. Les étrangères rendent service au pays :

	1
--	---

2ème catégorie : le mariage mixte doit être admis.

I. Il est la conséquence des traits actuels de la famille et de la femme tunisiennes :

1. Le mariage national est affaire d'argent: trop coûteux; la Tunisienne est trop exigeante et le considère comme un placement; elle épouse des hommes âgés et riches : 26
2. Le mariage national est arrangé par des parents fermés et incompréhensifs; il est trop souvent imposition d'une ccusine : 25
3. La Tunisienne manque des qualités de l'Européenne; elle n'est pas communicative, compréhensive, ne sait pas mener le foyer comme elle: 21
4. Les Tunisiennes instruites deviennent prétentieuses, sont trop peu nombreuses : 12
5. La Tunisienne reste trop attachée à sa famille, n'est pas une compagne, un appui pour le mari : 8
6. La Tunisienne est victime de l'abaissement de sa condition; le mariage mixte disparaîtra par l'évolution de la Tunisienne : 8
7. La Tunisienne est enfermée dans les préjugés et traditions : 7
8. La Tunisienne est dépensière, ne rapporte pas d'argent au ménage : 4

Total : 111

II. Le mariage est une affaire de liberté :

1. Le mariage est affaire d'amour, affaire privée: 26
2. La Tunisienne n'a pas à être imposée : 13
3. Supprimer le mariage mixte serait une atteinte à la liberté : 8

4. C'est aux hommes à s'occuper de leurs affaires :
- 7

Total : 54

III. Le mariage mixte ne pose pas de problèmes graves :

1. Il n'est pas voué à l'échec: on peut s'arranger au sujet des enfants, de la religion, de la langue : 23
2. Les étrangères ne sont pas dangereuses pour la nation : 21
3. Les ménages mixtes ne s'isolent pas du reste de la société : 4

Total : 48

IV. Le mariage mixte vient de caractéristiques actuelles de la société tunisienne et disparaîtra avec elles :

1. Manque de connaissance réciproque des jeunes : 9
2. Dépendance culturelle et économique du pays. Etudiants obligés d'aller à l'étranger : 7
3. Inégalité de classe entre étudiants et étudiantes : 2

Total 18

V. Interdire le mariage mixte serait xénophobie et fermerait la société sur elle-même : 14

3ème catégorie : contre le mariage mixte.

- I. Il est intenable à cause des différences culturelles. Pour le mariage mixte uniquement entre Arabes :
- 8

II. Il est contraire à l'intérêt national :

- | | |
|--|---|
| 1. Il est anti-patriotique; le mariage est une affaire civique qui relève du gouvernement: | 4 |
| 2. C'est une dérobade devant les problèmes nationaux et sociaux tunisiens : | 2 |
| 3. Les étrangères sont des arrivistes sans valeur : | 1 |

<u>Total :</u>	7
----------------	---

4ème catégorie : doléances des femmes (indépendamment de l'avis sur le mariage mixte).

- | | |
|--|---|
| I. <u>Les Tunisiennes devraient pouvoir épouser des étrangers non-musulmans :</u> | 5 |
| II. <u>Les Tunisiens craignent la personnalité chez la Tunisienne; leurs attitudes contredisent leurs principes libéraux :</u> | 5 |
| III. <u>Il est injuste que la Tunisienne soit frustrée de l'élite du pays :</u> | 3 |

Nous laisserons de côté les arguments circonstanciels quant aux incidences de ce type d'union sur le "nationalisme" des Tunisiens. Mais il faut noter avec quelle insistance on revendique le mariage en général comme une affaire privée, une relation inter-personnelle d'affection. Cette association féminine qui "se pose en syndicat pour défendre le "droit" de la Tunisienne sur son compatriote" ne fait, dit-on, que reproduire sur le plan national l'attitude traditionnelle "de la grand-mère qui impose une consanguine à son descendant" (L.42 MM. Haut fonctionnaire, Tunis). Or, dorénavant, déclare-t-on, "la femme, compagne et amie de l'homme, n'a plus à être un objet possédé, encore moins imposé" (L.38 MM Groupe de Lycéennes

de classe terminale, Tunis). Nombre de lecteurs, d'ailleurs, se sont sentis atteints dans leur statut masculin prééminent: "Au nom de quoi cette organisation parle au nom des hommes..? Les jeunes gens refuseront de se soumettre à la loi dictée par des femmes irresponsables"(L.72 MM Homme, Tunis). Ils déplorent "l'esprit de revanche" dont les femmes feraient preuve "depuis la promulgation du nouveau Code de Statut Personnel"(ibid.).

Pour le reste, l'essentiel des arguments procèdent de l'analyse critique déjà présentée, en nous appuyant en partie sur ces documents mêmes, des institutions familiales dans le nouveau contexte. Nous n'entrons donc pas dans leur détail, mais avancerons quelques remarques d'ensemble.

Contrairement à ce qu'auraient fait attendre les propos habituels sur le problème, la responsabilité essentielle de cette union n'est pas attribuée principalement à la pénurie de filles instruites. Car nous connaissons la position conflictuelle des garçons là-dessus. Et l'on trouve plus de doléances quant aux effets jugés nocifs de l'instruction sur leur personnalité que sur leur rareté.

En fait, les récriminations les plus fréquentes portent sur deux thèmes apparemment indépendants. D'une part le coût du mariage, de l'établissement du foyer tunisien traditionnel. Puis le fait que, dans leur effort pour se rejoindre, les jeunes se heurtent inéluctablement aux parents, qui font les unions selon des critères extérieurs à leur individualité. Les deux thèmes se réunissent dans une déclaration d'une dirigeante nationale: "Il se trouve que nos jeunes gens qui font leurs études à l'étranger ont l'occasion de vivre dans un milieu de jeunes qui s'estiment pour eux-mêmes, indépendamment de toute considération de hiérarchie sociale et de situation financière. Ils arrivent qu'ils y rencontrent une jeune fille étrangère avec qui ils soient en parfaite entente réciproque, qui accepte de vivre dans la sim-

plicité en sachant qu'ils auront tout à construire...; qui travaillera s'il le faut pour compléter le salaire du mari car, au début, on aura rarement une situation importante. On comprend qu'un garçon tunisien songe à fonder un foyer dans l'amour et l'estime réciproques, qu'il épouse la jeune fille qui correspond à ce qu'il cherche - même si elle est étrangère - et qui l'accepte, lui, tel qu'il est"(1).

On aura reconnu dans ce commentaire la situation opposée à celle traditionnellement rencontrée. Il permet de comprendre cette affirmation où se livre, croyons-nous, une motivation profonde du jeune candidat à l'union mixte: "Le mariage tout court lui permet de s'émanciper légalement, mais le mariage mixte lui permet d'être authentique"(2). En clair, l'union avec l'étrangère permet d'exister par soi, sinon pour soi, ce qui est l'antithèse de la façon d'être dans l'ancien système. Prestations financières, objets et autres déterminations à fournir traditionnellement par le jeune, tout cela secrète la même signification que les manipulations familiales auxquelles il doit se prêter : il est perçu, traité comme un objet dans une constellation d'objets qui le font agréer ou refuser. Dans cet ensemble qui le qualifie du dehors, il ne se sent ni engagé ni actif. Le mariage avec l'étrangère où, forcément, son milieu n'intervient aucunement, lui permet d'inverser le sens de son rapport à l'environnement et à sa destinée. Ainsi "au mariage-placement il oppose sa conception du mariage-rencontre...Car il y a effectivement rencontre avec l'étrangère pour une vie commune non pas faite, structurée, mais à faire, à structurer dans le consentement mutuel"(3).

(1) Mme S.Sassi

(2) B.Chabbi, p.4.

(3) B.Chabbi, p.4.

Bien entendu, il faut s'entendre sur ces accusations contre l'ancien système: c'est à partir des transformations précédemment décrites que l'individu perçoit le champ traditionnel comme s'opacifiant, pour ainsi dire, en déterminations externes contraignantes, l'amenant à chercher la qualité de sujet de façon totalement différente. De toute manière ces considérations font apparaître un point habituellement méconnu: en contractant l'union hors de sa société, le jeune Tunisien ne vise pas seulement un conjoint dont les qualités lui permettront la constitution d'un foyer moderne; mais il ambitionne de re-définir ses relations avec son monde, son entourage et lui-même.

Et cependant l'auteur de ces affirmations ajoute : "Si psychologiquement le mariage mixte est une rencontre, il est socialement un divorce". Il rejoint ainsi exactement la position de la minorité des correspondants défavorables. Si on laisse de côté l'aspect nationaliste de leur argumentation, celle-ci se centre sur la réaction de rejet du corps social où veut s'insérer la nouvelle épouse : "Combien de mères ont-elles pleuré en apprenant que leur fils... a épousé une étrangère? Combien de pères ont-ils fermé la porte au nez de leurs enfants qui leur ont ramené des femmes de l'étranger?" (L.46 MM.Lycéen,Tunis). On prétend même que la famille tunisienne, dans ce cas, "oeuvre le plus souvent à creuser un fossé entre les deux époux"(L.89 MM.Homme, Tunis). De fait, affirme telle Européenne épouse d'un "Tunisien cultivé", "Je n'ai pas mis longtemps à découvrir les complots tramés à mon égard pour me faire remplacer par quelque cousine orgueilleuse et exigeante"(L.43 MM).

Les obstacles signalés sont toujours les mêmes. Voici comment les raconte un correspondant hostile : " On le voit (le mari tunisien) astreint à ne pas aller voir des parents, car ma-

dame ne le veut pas. On le voit, aussi, obligé d'être indifférent à toutes les fêtes nationales et surtout religieuses, car madame ne veut ni s'occuper de politique ni voir immoler le mouton (1): madame est évoluée et ne peut souffrir les atrocités et les actes de barbarie! Que monsieur lui réponde et il sera traité d'arriéré et d'ignorant. Le mari peut se soumettre, au début par amour pour sa femme et après par complexe, puis il devient une quelconque baguette entre les mains de son épouse. Ou bien il se révolte et c'est le drame... Pour les enfants qui vivent dans de pareilles familles, dans cette atmosphère de mécontentements réciproques, cela est intenable. Souvent ils sont l'objet de certaines pressions de la part de leurs parents. Deux clans prennent alors naissance dans ces foyers incertains : l'un est formé par la maman et ceux de ses enfants qui ne reconnaissent que ses coutumes et sa religion; l'autre est constitué par le père et le reste des enfants qui renient leur mère" (L.46 MM.Lycéen, Tunis).

Ainsi les adversaires du mariage mixte -c'est une constante remarque - ne s'attaquent ni à la personnalité de l'Européenne ni aux valeurs et normes de la famille occidentale. Ils avancent des arguments pour ainsi dire externes : l'impossibilité pour cette étrangère de s'intégrer au milieu tunisien et à sa culture, tels qu'ils se trouvent être. Leur démarche est donc l'inverse de celle des partisans de cette union, qui procèdent à une critique interne du système autochtone. Quoi qu'il en soit, leur thèse reprend pour l'essentiel celle des dirigeantes signataires de la motion. Aussi bien celles-ci, pour confirmer qu'elles sont inassimilables, reprochent-elles à ces épouses étrangères de former "de véritables franc-maçonneries

(1) Sacrifice rituel pour la fête religieuse de l'Aïd.

en s'éloignant des autres, en se concentrant en noyaux, en sortant ensemble, en habitant dans les mêmes immeubles ou dans les mêmes endroits"(1). Et de retourner le compliment : "Cela est dû au fait qu'elles sont complexées!".

Comme nous l'avons déjà signalé, les correspondants tunisiens favorables à l'union mixte sont restés muets sur ce problème, se bornant à traiter longuement de celui du mariage autochtone qui pousse précisément vers l'étrangère. Quelques-uns, seulement, ont cru apporter une réponse en le niant. Puisque, d'après eux, la société nationale tend vers le modèle familial européen, on s'installe dans la bonne norme en épousant l'étrangère : "Le bonheur au foyer et l'art et la manière de se comporter sont dictées aux Tunisiennes par leurs consœurs européennes... Alors pourquoi ne pas se marier à une d'origine...? Car tout est là : payer cher une imitation alors qu'on pourrait acquérir l'original sans frais!" (L.82 MM.Fonctionnaire, Tunis).

Par là-même ils tombent sous cette critique de fond : "Du point de vue du jeune homme tunisien qui choisit une jeune fille étrangère pour épouse, il y a une question de hasard dans son choix, c'est certain, mais aussi peut-être inconsciemment pense-t-il que cette jeune fille qui appartient à une société plus moderne va l'aider à faire un bond en avant, à le débarrasser une fois pour toutes de tout le poids des coutumes, des traditions de la famille. Ainsi, il n'aura plus de problème à se poser concernant ces coutumes. Il sent cela comme une victoire, une conquête. Et c'est le reproche que nous lui faisons, de ne pas assumer la phase transitoire de ce monde en révolution qu'est son pays, de la lutte contre le sous-développement que nous menons... L'aventure qui consisterait à évoluer avec les

(1) Mme R.Haddad.

femmes de son pays, dans le cadre du mariage ou de la famille, serait plus louable"(1). On retrouve, en somme, le mouvement dialectique hégélien: ce n'est pas le moyen d'amener la culture nationale à atteindre effectivement le modèle auquel elle tend que de s'installer d'emblée dans celui-ci, en évitant le processus qui y mène.

Par contre, les correspondantes européennes épousées de Tunisiens ont tenté, elles, de répondre aux objections contre l'expérience concrète de l'union mixte et, par là-même, à cette affirmation péremptoire: "Bien qu'on ne veuille pas le dire franchement, les mariages avec les étrangères sont toujours ratés"(2).

Le sens général de leurs interventions est celui-ci : l'effet des différences culturelles sur les relations inter-individuelles n'est pas mécanique. Il dépend de l'aptitude des personnalités à monter les structures d'équilibre. Encore faut-il que ces individualités veuillent bien se manifester, et cela dépend de la solidité de l'union: "Lorsque les deux époux s'entendent et que le mari a de la personnalité, il n'y a pas d'obstacles insurmontables"(L.38 MM.Européenne,Tunis). Si bien qu'on retourne la thèse: à l'argument de la disparité culturelle conditionnant la relation inter-individuelle, on répond que la relation inter-personnelle privilégiée résoud le problème de la différence culturelle. En ce sens le mariage mixte, parce qu'il est "un mariage fondé sur un amour réciproque, a beaucoup plus de chances d'être heureux et durable qu'un mariage basé sur des ententes familiales et des marchandages où l'on fait fi des sentiments"(L.69 MM.Européenne,Tunis).

(1) Mme F.Mzali.

(2) Mme R.Haddad.

Ce qui rejoindrait cette déclaration que nous a faite un jeune fonctionnaire tunisien cultivé: "Pour se marier avec une Européenne le jeune Tunisien se bat avec sa famille et impose son point de vue, parce qu'il est en parfaite communion avec cette Européenne. Pour se marier avec une Tunisienne, il manifeste de l'indifférence, car il ne trouve pas cette communion : dès lors il se laisse imposer le mariage traditionnel" (1).

Par ailleurs, à travers les indications de ce groupe de correspondantes témoignant d'une union mixte réussie, on repère une norme à laquelle elles se sont astreintes, qui paraît bien être une condition nécessaire sinon suffisante de la tolérance de la société nationale : les enfants sont au moins formellement soumis à ses institutions fondamentales de nationalité, langue, religion. Par devers eux, cependant, ils ont assimilé la culture maternelle. Si bien que leur attitude envers ces institutions est inévitablement différente de celle de leurs concitoyens unilingues arabophones. Mais jusqu'à quel point l'est-elle de celle des Tunisiens bilingues et "bi-culturés"? Là, nous paraît-il, est le point essentiel: si les ménages mixtes ne sont pas brutalement rejetés malgré les tensions et souffrances qu'ils infligent, n'est-ce-pas parce qu'ils se profilent sur cette masse de Tunisiens de double culture dont ils ne constituent, en fin de compte, qu'un sous-groupe plus particulier vivant leurs problèmes avec seulement plus d'acuité? Les époux "mixtes" seraient, en somme, le miroir grossissant de la condition du groupe "bi-culturé", c'est-à-dire du groupe-pilote du pays.

Comparaison avec l'étude de B.Jay

Il reste que ces considérations viennent

(1) Fonctionnaire, licencié, 30 ans. Déclaration orale.

d'un sous-groupe spécial: celui des époux d'unions mixtes qui ont écrit pour les défendre et dont le ménage, par conséquent, comme ils le déclarent eux-mêmes, a triomphé des difficultés. Il est donc précieux de le comparer à celui sur lequel a travaillé B.Jay et qui n'a pas subi cette sélection au départ. Il s'agissait de 45 "familles mixtes" dont chacune reçut un double questionnaire, l'un devant être rempli par l'épouse, l'autre par l'époux. 61 questionnaires ont été effectivement remplis: 24 par les hommes, 37 par les femmes. Dans tous ces cas, sauf un, le mari était Tunisien, l'épouse Européenne.

Si l'on fait se rejoindre les remarques tirées de cette analyse, il ressort que le phénomène est conflictuel dans toutes ses dimensions.

Le conflit est d'abord dans le milieu où ces ménages se nouent et évoluent: "Le milieu a plus de goût pour la recherche intellectuelle; il est naturellement plus ouvert au dialogue et à l'échange entre Europe et Afrique du Nord. Il est officiellement bilingue, l'acculturation y est à l'ordre du jour. Mais, d'un autre côté, il est sans doute plus nationaliste, plus jaloux et plus politisé, en tout cas plus critique des institutions européennes"(1). Par ailleurs l'épouse européenne "sait que des deux côtés on a les yeux fixés sur elle et cela l'empêche souvent de s'intégrer à un quelconque groupe de façon valable"(2). Selon l'auteur, 64 % de celles qui ont répondu à son questionnaire estiment qu'elles n'ont pas intégré le milieu de leur mari. C'est pourquoi, sans doute, 77 % d'entre elles fréquentent de préférence les autres ménages mixtes. Cette proportion se ramène à 65 % pour les hommes (qui, par ailleurs, pencheraient fortement pour les relations avec des couples

(1) B.Jay, p.43.

(2) B.Jay, p.44.

européens). La tendance serait donc assez forte à la constitution d'un isolat culturel.

Et pourtant, "presque toujours" ces Européennes" ont remarqué, après une forte méfiance initiale de la part de la communauté musulmane, une nette tendance à les imiter, à chercher conseil presque à tout propos, mais essentiellement sur la manière de cuisiner et de nourrir les petits enfants..."(1). L'expression "presque à tout propos" est à retenir. Elle dénote, au delà des résistances, une attraction globale du système culturel européen moderne, débordant le sous-système familial, et dont cette femme deviendrait la médiatrice. Paradoxalement aussi ce milieu rétif (71 % des familles des époux tunisiens ont désapprouvé ce mariage) est simultanément traversé par un puissant phénomène de contagion: "Sur 45 hommes..interrogés, 31 se connaissent des parents, frères ou cousins ayant comme eux épousé des étrangères.. Plusieurs ont d'ailleurs indiqué qu'ils n'avaient pas un, mais deux ou trois parents dans ce cas. On a pu faire la connaissance d'une famille dans laquelle les quatre frères ont épousé une femme de nationalité différente, une seule étant musulmane et les trois autres Européennes"(2).

Mais l'ambiguïté et le conflit se retrouvent aussi au sein du ménage. Si 5 femmes seulement sur 37 dissuaderaient à tout prix une tierce personne de "faire cette bêtise", les hommes, eux, "pensent presque tous que leur cas constitue une exception uniquement"(3). Ils ajouteraient: "Les familles mixtes ne sont pas des familles viables, excepté dans mon cas"(4). Cette réac-

(1) B.Jay, p.36

(2) B.Jay, p.34.

(3) B.Jay, p.40

(4) B.Jay, in B.Jay, C.Camilleri, R.Haddad, p. 876.

tion nous paraît puissamment intéressante, quelque réserve que l'on puisse faire sur son étendue (nous ne l'avons pas rencontrée, pour notre part, dans la dizaine de ménages mixtes que nous connaissons bien). En somme, si nous interprétons comme il le faut, l'union mixte n'aurait pas réellement résolu le conflit de l'époux tunisien de double culture: il demeurerait en lui un sentiment de culpabilité tel qu'il voudrait arrêter à sa personne la propagation de ce phénomène de déviance (car il continuerait à le percevoir ainsi). Ce qui ne l'empêchera pas d'être imité, comme il a lui-même imité les autres.

L'ambiguïté se confirme par cette autre remarque: Sur les 37 femmes, " 25 déclarent que leur mari est différent suivant le lieu où il se trouve, 40 % d'entre elles affirmant qu'il "montre un beaucoup plus grand souci de sa réputation quand il est chez lui. Il a peur du qu'en dira-t-on". Autrement dit, dans son groupe d'origine, il est de nouveau sensibilisé à ses normes et change de code. En revanche "20 % des femmes interrogées trouvent leur mari beaucoup plus libre et expansif quand il se trouve en Europe. Beaucoup mentionnent que leur mari... veut revenir dans son ancienne ville universitaire"(1). Si bien que 11 hommes sur 24 "sont parfaitement disposés à prendre leur retraite dans le pays d'origine de leur femme"(2). L'attitude inverse existe d'ailleurs aussi: certains époux de Françaises "ne vivent plus" quand il retournent en France. Ces oscillations abruptes des attitudes, ces conditions restrictives de l'équilibre personnel signalent évidemment le conflit.

Celui-ci se manifeste également dans les normes du couple. Sur quantité de points prédominent les images modernes: travail

(1) B.Jay, p.35.

(2) B.Jay, p.42.

des épouses, libre disposition de leur traitement, liberté de sorties, rejet de la dot, décisions prises en commun, information réciproque sur le travail et activités de chacun, contrôle des naissances. Mais par ailleurs, même sur les choses domestiques, il y a des divergences: "Dans 40 % des cas considérés, les familles mixtes vivent en commun avec un ou plusieurs membres de la famille de l'époux et environ la moitié de ceux qui sont dans ce cas mentionnent que cela ne va pas sans créer régulièrement des problèmes, surtout à propos de la vie sociale (les visites, les fêtes, les "incursions" des voisins, etc.), à propos de l'éducation des enfants, de la cuisine, des "gaspillages d'argent"(1). En somme, comme l'affirment ces femmes, "le mari a d'autres idées sur la famille".

Autres reproches : il n'a pas les mêmes conceptions du rôle de père; il va au café avec ses amis et ne sort pas son épouse. Cette participation à la société masculine indépendante est, comme nous avons pu le constater de notre côté, un trait particulièrement résistant. Il s'accroît au Ramadhan, mois pendant lequel la communauté musulmane se retrouve et se ré-identifie intensément dans ses significations traditionnelles.

Assez curieusement, ces femmes citent peu les divergences religieuses: il est vrai que 62 % de celles interrogées par B.Jay sont indifférentes à ces questions et que, selon lui, "à part quelques rarissimes exceptions, ces familles ne sont jamais des lieux d'échange de quelque idée religieuse que ce soit.."(2). Or, d'après une autre de ses remarques, 40 % des maris désignent la religion comme sujet de conflit (3). L'origine

(1) B.Jay, in B.Jay et al. p.875.

(2) B.Jay, p.46

(3) B.Jay, p.41.

de cette apparente contradiction nous paraît assez claire : l'époux tunisien subsume sous ce vocable, et c'est significatif, la quasi-totalité de sa culture, tandis que son épouse européenne le spécifie très étroitement. Cette proportion s'applique donc très vraisemblablement à l'ensemble des désaccords d'origine culturelle. D'ailleurs 8 % seulement des hommes et 8 % des femmes déclaront n'avoir jamais eu de grosses divergences sur des problèmes précis tenant à des différences de conception. Enfin, selon l'auteur, en ce qui concerne les enfants, "environ la moitié s'exprime indifféremment en français ou en arabe et l'autre moitié en français seulement"(1). D'autre part 78 % d'entre eux fréquenteraient des écoles privées, séparés de la masse de leurs petits compatriotes élèves de l'école publique. Mais, aussi bien, en est-il largement ainsi des enfants de nombre de cadres tunisiens. Ce qui confirme encore notre conviction : les conduites des ménages mixtes ne font fréquemment que reprendre, de façon plus spectaculaire, celles de ce "groupe-pilote" de Tunisiens qui nous a souvent occupé, parce que leurs problèmes ne diffèrent pas en nature.

Ce tableau, on en conviendra, ne respire pas l'optimisme des correspondantes européennes, épouses de Tunisiens, qui ont participé à la polémique sur l'union mixte. Elles n'ont d'ailleurs pas caché les difficultés : mais elles les ont dites solubles, nous avons vu comment.

Il reste de tout cela une impression aigüe de paradoxe. Dans les conditions actuelles d'une disparité prononcée des cultures, l'union mixte en Tunisie est, à n'en pas douter, une formation de "haute tension", selon la formule de P. Janet. Elle est saturée de conflits de caractère sociologique, qui ne peuvent

(1) B. Jay, p.47.

être réduits ou seulement mis entre parenthèses que par de difficiles performances au niveau des relations inter-individuelles.

Or, par ailleurs, cette formation "anormale" se propage de façon sensible. Mieux encore : selon les notations précédentes, les premiers à être gagnés par cette contagion sont les Tunisiens qui peuvent observer du plus près les difficultés du ménage mixte, puisqu'il est présent dans leur propre groupe familial. Comment l'expliquer ?

D'une part les changements récents de l'environnement sollicitent du groupe des attitudes, des normes non inscrites dans la culture traditionnelle. La communauté nationale donne ainsi à beaucoup de ses membres, spécialement dans les jeunes générations, le sentiment d'une carence. Ils se mettent donc à chercher la solution du problème par des moyens personnels. Mais ce comportement de sauve-qui-peut individuel signifie, lorsqu'il s'agit d'aussi importants problèmes structurels, qu'on s'est déjà dégaré de sa société.

Le point essentiel est donc là. En ne résolvant pas au niveau collectif les problèmes de fond nouvellement surgis, c'est la communauté nationale elle-même qui instaure en son sein cette "aire d'évasion" où nombre de ses membres s'installent, devenant ainsi des étrangers en puissance. A partir de là, il dépend seulement des circonstances que cette "étrangéité" prenne des formes plus perceptibles. L'une d'entre elles - elle fait également problème pour tous les pays du Tiers-Monde - est de s'installer effectivement dans le groupe de référence. C'est-à-dire de partir dans un pays de culture "moderne" et, en s'abritant ou non derrière diverses rationalisations, de ne plus revenir ou de s'y attarder de très longues années : une importante colonie tunisienne, on le sait, est dans ce cas. Le mariage mixte est une autre forme visible de ce phénomène dit de "déracinement des élites", parce qu'il

atteint les sujets les plus disposés à l'acculturation: les cadres ou futurs cadres au sens le plus général du terme. Il faut simplement voir qu'il a eu lieu avant d'être concrétisé ou même sans se concrétiser du tout, puisque, au départ, il est simplement dans une certaine attitude vis-à-vis de sa communauté.

Mais ce déracinement peut rarement aller jusqu'au bout de lui-même, au point de dépasser le conflit. C'est ce qui se passe pour l'union mixte. Celle-ci se noue ordinairement à l'étranger au prix d'une certaine mystification, involontaire d'ailleurs. Car elle est le résultat d'une acculturation unilatérale et habituellement partielle du jeune Tunisien. Celui-ci aspirant à certains modèles de la culture moderne, spécialement dans le sous-système des valeurs d'intimité, c'est lui qui va vers l'Européenne. Mais en dehors du secteur diversement découpé de la rencontre, les arrières-plans culturels demeurent, quoique momentanément mis entre parenthèses. Au retour dans la société de l'époux, la "segmentation" est difficile à tenir, car les cultures sont des totalités qui font pression pour se rétablir comme telles; et le milieu réactive quotidiennement ce qui a été mis à part. Chaque ménage devra élaborer une stratégie pour maintenir l'union inter-individuelle sur la base étroite de cette segmentation, en dépit de l'action de la culture de chacun des époux pour s'instaurer dans sa plénitude. Les formations sont diverses, mais difficiles à tenir, dans la mesure où elles demeurent des constructions individuelles à l'écart des solutions collectives. La conduite des ménages mixtes, se recherchant entre eux plus qu'ils ne recherchent les autres, manifeste cette tendance bien compréhensible à assurer la solidité de ces formations individuelles en créant une micro-culture appuyée sur un groupe.

Mais ce qui assure vraiment leur possibilité d'existence,

c'est que ces produits conflictuels s'insèrent dans une société qui l'est elle-même, où ils sont pour ainsi dire inscrits en pointillés. Si l'on peut ainsi s'exprimer, dans une communauté souffrant de la même forme d'anormalité, cette formation anormale retrouve une espèce de normalité. La "chance" du ménage mixte c'est qu'en même temps qu'elle le repousse, l'actuelle société tunisienne s'y reconnaît. Voilà qui explique sans doute le mieux cette étrange conduite de jeunes qui s'y rallient d'autant qu'ils en voient de plus près les difficultés: dans cette forme impossible d'évasion, sans cesse accomplie et toujours remise en question, ils retrouvent leur vérité et celle de leur société, telle qu'ils l'éprouvent en ce moment de crise.

CHAPITRE V

LE DIVORCE

Un autre symptôme de la crise des institutions familiales est le divorce. Peu de temps après la promulgation du nouveau Code de Statut Personnel, l'alarme a été jetée sur le nombre et la progression inquiétants des ruptures dans le couple. Les statistiques officielles invitent pourtant à plus de modération. Relativement au nombre des mariages (précaution généralement oubliée par ceux qui en appellent à l'opinion), les taux de divorces accusent de curieuses variations, avec des chutes et des remontées importantes. Ce qui nous fait nous rappeler que ces comptages se basent sur les actes d'état civil déclarés et les renseignements transmis aux services des statistiques. Or, en ces années qui suivirent la nouvelle législation et inaugurèrent de toutes nouvelles pratiques, les choses n'ont pas du se passer très correctement de ce point de vue, comme l'ont reconnu les services intéressés: "La loi 71 du 4 Juillet 1958 concernant le divorce fut en quelque sorte difficile à être respectée par les citoyens à ses débuts. On peut estimer que l'année 1960 fut un démarrage pour l'application de cette loi dans sa généralisation"(1). C'est encore plus vrai pour les mariages.

C'est pourquoi nous nous référerons peu aux chiffres officiels qui, au surplus, ne distinguent pas le cas des Juifs tunisiens de celui de leurs concitoyens musulmans. Retenons seulement, d'après leurs indications, la proportion moyenne

(1) Secrétariat d'Etat au Plan et aux Finances, 1960

Le Pr. B.Zahra, Président de Chambre auprès de la Cour d'Appel de Tunis, reconnaît que les statistiques du Secrétariat d'Etat à la Justice" ne semblent pas recouvrir toute la réalité" (B.Zahra. in M.Borrmans. 3. p.263).

des divorces par rapport aux mariages pour les années 1958 à 1963, afin d'obtenir un ordre de grandeur: 14,5%, soit un peu plus d'une rupture pour sept mariages.

Le taux est évidemment important. Mais, il convient de ne pas l'oublier, l'instabilité du ménage musulman traditionnel, en Tunisie, à toujours été très forte (ce que l'on omet également de rappeler). La pratique courante de la répudiation entraînait une quantité considérable de ruptures, mais on n'avait pas la moindre idée de leur nombre (1). Les divorces dont on fait état absorbent maintenant cette masse d'instabilité traditionnelle.

En fin de compte, une bonne part de l'émotion suscitée autour du phénomène du divorce peut être attribuée aux contempteurs de la récente législation: ils ne lui pardonnent pas d'avoir octroyé ses nouveaux droits à la femme, et tout particulièrement celui de la rupture. Même chez l'homme "moderniste", nous avons pu souvent constater qu'il était particulièrement mal supporté. Selon un observateur de l'Ecole Nationale de Service Social, dont nous citerons souvent l'étude, "la décision prise par sa femme le blesse toujours, son amour-propre est atteint. Le fait de n'avoir pu la satisfaire et de se voir rejeté par elle est souvent une humiliation que le Tunisien n'accepte pas facilement. Elle le met hors de lui". Il ajoute que "la violence avec laquelle il réclame alors les enfants" est comme une revanche qu'il veut prendre devant l'opinion et son entourage (2).

(1) H.Bou Laaba, Président du Tribunal de première instance de Gabès, avance que dans sa circonscription les séparations représentaient 34,8 % des mariages de 1947 à 1956 (date de la promulgation du nouveau Code) et seulement 21 % depuis cette date (H.Bou Laaba, in M. Borrmans, 3, p. 285).

(2) M.Ben Ali, p.26.

Il est pourtant juste de considérer l'importance toute nouvelle revêtue par la dissociation du ménage, dans la mesure où celui-ci tend à devenir conjugal, alors qu'elle était insignifiante quand il se noyait dans le groupe. L'ancienne instabilité domestique ne devient préoccupante que dans la nouvelle configuration familiale et sociale. D'autre part des sources modernes sont certainement venues l'alimenter à leur tour.

La méthode

Pour repérer les causes du divorce nous ne pouvions nous contenter des renseignements officiels: outre leur défaut de certitude, il y manque un grand nombre des indications dont nous avons besoin. Nous avons donc constitué un échantillon, composé de 663 procès-verbaux de jugements de divorce prononcés au cours des années 1962, 1963 et 1964, que les services du Secrétariat d'Etat à la Justice ont bien voulu mettre à notre disposition. Le principe de notre choix a été de prendre les actes effectués au cours d'un trimestre de chacune de ces années pour l'ensemble des gouvernorats de la Tunisie(1). D'autre part un certain nombre d'informations nous ont été fournies par des magistrats du Tribunal de Tunis, concernant les affaires de divorce dont il a eu à traiter.

Comme ces procès-verbaux devaient être adressés des différents gouvernorats à l'organisme centralisateur de la capitale, nous n'avons peut-être pas eu en mains la totalité des jugements relatifs aux périodes examinées. Mais nous en avons eu sûrement la plus grande partie. Toute nouvelle addition n'aurait donc rien changé, pensons-nous, aux proportions que nous avons

(1) Pour des raisons circonstanciées, ce trimestre n'a pas pu être le même pour toutes les années.

calculées, c'est-à-dire: répartition des âges des candidats au divorce et des durées des mariages au moment de la rupture; répartition des différences d'âge entre époux demandant le divorce; proportions des séparations avant et après consommation du mariage; proportions des demandes de divorce déposées respectivement par les hommes et par les femmes; répartition des motifs de divorce allégués par les uns et les autres et proportion, pour chaque groupe de sexe, des motifs "délictuels" par rapport aux autres.

Par ailleurs, nous avons croisé chacune de ces analyses avec une variable supplémentaire: distinction entre la zone géographique relativement riche, urbanisée, peuplée, où les courants modernistes sont les plus vivaces, et la zone pauvre, très peu urbanisée, de faible densité, où les structures traditionnelles demeurent vigoureuses. Dans la première, que nous appellerons par commodité "Zone urbanisée", nous avons groupé les gouvernorats de Tunis, Bêja, Bizerte, Grombalia, Kairouan, Mahdia, Sfax, Sousse. Dans la seconde, que nous appellerons très schématiquement "Zone rurale", nous avons rassemblé les gouvernorats de Gabès, Gafsa, Kasserine, Le Kef, Souk-el-Arba. Pour l'une et l'autre zones nous avons dénombré respectivement 395 et 268 documents.

Cette étude directe des jugements, nous le verrons, nous permettra de dégager des tendances intéressantes, mais ne nous fournira que des indications relativement abstraites. La majorité des séparations s'étant faites par consentement mutuel, selon une disposition prévue par la nouvelle législation et largement exploitée, la plus grande partie des documents porte la simple mention: "Vie conjugale impossible". Les autres motifs sont eux-mêmes assez stéréotypés. Il nous faudra donc interpréter ces données par des observations provenant de sources diverses et à partir des tendances dégagées de l'échantillon.

Les causes de divorce : La rémanence des anciennes attitudes

On accuse souvent le nouveau Code, nous l'avons vu, d'être à l'origine de l'augmentation des séparations, à cause du droit de divorce accordé aux femmes. En fait, pour le moment, près des trois quarts des séparations sont demandées par les hommes, comme il apparaît des données fournies par notre échantillon :

<u>Années</u>	<u>Divorce à la demande de l'homme</u>	<u>Divorce à la demande de la femme</u>
1962	127 - 71,8 %	50 - 28,2 %
1963	183 - 69,7 %	76 - 29,3 %
1964	163 - 71,8 %	64 - 28,2 %
Total:	473 - 71,4 %	190 - 28,6 %

Le mâle qui, sauf cas très délimités, avait le bénéfice exclusif de la rupture, continue à en être l'agent largement prépondérant. Autre fait remarquable : pour ces trois années éloignées de la date de promulgation de la nouvelle législation (1957), la proportion minoritaire des femmes demandant formellement la séparation demeure constante. Ainsi, tout au moins pour l'ensemble du pays, il n'est pas prouvé que l'augmentation d'une année à l'autre des dissociations familiales soit due à la population féminine.

La rupture du ménage demeurant une conduite essentiellement masculine, elle continue sans doute à venir en grande partie, du moins est-il raisonnable de le penser, des causes de la répudiation: mentalité égocentrique de l'homme qui disposait du ménage selon ses intérêts et ceux de sa lignée; cette attitude procédant d'une autre plus profonde : importance toute secondaire accordée au couple inessentiel, dont la progéniture demeurerait de toute façon acquise au groupe paternel. Cette inter-

prétation nous paraît d'autant plus vraisemblable que la proportion des divorces demandés par l'époux monte de 64,7 % à 80,7 % en passant de la zone urbanisée à la zone rurale, plus traditionaliste (nous trouverons d'ailleurs d'autres raisons à cette différence) (1). Dans certains cas, d'ailleurs, le motif traditionnel ne fait guère de doute : les divorces demandés le lendemain de la consommation du mariage, par exemple, sont dus à la constatation d'absence de virginité de l'épouse. Lorsque cette raison est explicitement fournie, la séparation, comme nous avons pu nous en rendre compte, est toujours accordée. C'est ce qui nous amène à considérer l'attitude des juges.

Une nouvelle disposition, en effet, est susceptible de faire échec à l'ancienne mentalité de facile répudiation : l'obligation de payer désormais des dommages et intérêts substantiels en cas de divorce non justifié par des motifs légitimes. Mais comme l'a fait remarquer avec insistance un homme de loi tunisien (2), les raisons alléguées pour l'ancienne répudiation continuent précisément à être tenues pour légitimes par nombre de magistrats, dont une forte proportion est issue de l'enseignement traditionnel de l'Université Ez-Zitouna (3). Ainsi cet observateur bien placé cite-t-il des cas où la séparation a été accordée, sans obligation de paiement de dommages, à des hommes qui invoquaient la mauvaise santé de leur épouse et le mauvais entretien du ménage en résultant, voire même les risques de contamination de "leurs" enfants. A propos de ces derniers, ajoute-t-il, "il conviendrait aussi de stipuler qu'en cas de divorce la garde des enfants doit être dévolue à celui des époux

(1) Différence significative pour $P = 0,001$

(2) Me. Noë Ladhari.

(3) Institution dispensant un enseignement traditionnel multi-séculaire en langue arabe. Elle a été profondément remaniée depuis l'indépendance nationale.

au profit duquel le divorce a été prononcé. Ce peut être très souvent la femme. L'autre époux devra payer une pension alimentaire pour la femme et également pour les enfants" (1). Toutes ces observations indiquent bien une sorte de connivence spontanée entre le groupe masculin et une partie des magistrats pour dévier l'esprit de la nouvelle loi, en faire un instrument de la forme traditionnelle typique de dissociation du ménage, manipulée par l'homme sans inconvénient pour lui.

Les divorces dus aux changements sociaux

Il est aussi une bonne série de séparations dont la nouvelle législation ne saurait, non plus, être tenue pour responsable. Elle est due, cette fois, aux nouvelles conditions, c'est-à-dire aux dégradations et conflits venant des changements sociaux que nous avons analysés.

Un certain nombre reflètent l'instabilité familiale provoquée par l'aggravation des conditions économiques. Ils correspondent aux anciens abandons de la famille par l'époux qui ne pouvait plus l'entretenir. Ici, comme pour la répudiation, la nouvelle loi, en exigeant la procédure du divorce, fait apparaître spectaculairement au niveau juridique une situation de fait qui passait presque inaperçue, puisqu'on n'en trouvait trace dans les procédures judiciaires ni dans les statistiques. Il a été déclaré que "proportionnellement parlant, ce sont les plus pauvres qui divorcent le plus" (2). C'est tout au moins le

(1) Me. N.Ladhari.

(2) S.Boukordagha, Vice-Président chargé de la Chambre du Statut Personnel de Tunis, in L.Ben Salem, S.Boukordagha, C. Comelli, M.Loussaïef, M.Mabrouk, A. Malki.

cas, nous a-t-on assuré, pour la capitale, où en 1962 la majorité des demandes provenait "des milieux pauvres de Djebel Lohmar et Dubosville, pour cause de misère, de la part de ménages ayant beaucoup d'enfants"(1).

C'est certainement aussi l'une des raisons d'un phénomène observé dans notre échantillon: dans la zone urbanisée le taux des ruptures survenues entre la signature du contrat et la consommation du mariage est très supérieur à ce qu'il est dans la zone rurale.

	<u>Zone urbanisée</u>	<u>Zone rurale</u>	<u>Total</u>
Rupture après consommation du mariage :	326 - 82,7%	258 - 96,1%	584
Rupture avant consommation du mariage :	69 - 17,3%	10 - 3,9%	79

Khi-carré: S. pour P = 0,001

C'est en effet dans la cité que, comme nous l'avions expliqué, d'une part existe le type de dégradation économique le moins supportable, d'autre part se manifestent les exigences les plus élevées quant aux frais de mariage et d'établissement des époux: un certain nombre de jeunes gens s'aperçoivent au dernier moment qu'ils ne sont pas en mesure de les affronter.

Nous laisserons maintenant de côté une catégorie de séparations dues à l'extériorisation de la femme et à la facilitation des contacts entre groupes de sexe: celles demandées par les séducteurs de mineures, qui se marient pour éviter la prison, puis divorcent immédiatement après (2). Ce ne peut être en fin

(1) Information de A.Valensi, ancien magistrat au Tribunal de Tunis.

(2) Me N.Ladhari.

au profit duquel le divorce a été prononcé. Ce peut être très souvent la femme. L'autre époux devra payer une pension alimentaire pour la femme et également pour les enfants" (1). Toutes ces observations indiquent bien une sorte de connivence spontanée entre le groupe masculin et une partie des magistrats pour dévier l'esprit de la nouvelle loi, en faire un instrument de la forme traditionnelle typique de dissociation du ménage, manipulée par l'homme sans inconvénient pour lui.

Les divorces dus aux changements sociaux

Il est aussi une bonne série de séparations dont la nouvelle législation ne saurait, non plus, être tenue pour responsable. Elle est due, cette fois, aux nouvelles conditions, c'est-à-dire aux dégradations et conflits venant des changements sociaux que nous avons analysés.

Un certain nombre reflètent l'instabilité familiale provoquée par l'aggravation des conditions économiques. Ils correspondent aux anciens abandons de la famille par l'époux qui ne pouvait plus l'entretenir. Ici, comme pour la répudiation, la nouvelle loi, en exigeant la procédure du divorce, fait apparaître spectaculairement au niveau juridique une situation de fait qui passait presque inaperçue, puisqu'on n'en trouvait trace dans les procédures judiciaires ni dans les statistiques. Il a été déclaré que "proportionnellement parlant, ce sont les plus pauvres qui divorcent le plus" (2). C'est tout au moins le

(1) Me. N.Ladhari.

(2) S.Boukordagha, Vice-Président chargé de la Chambre du Statut Personnel de Tunis, in L.Ben Salem, S.Boukordagha, C. Gammari, M.Loussaïef, M.Mabrouk, A. Malki.

cas, nous a-t-on assuré, pour la capitale, où en 1962 la majorité des demandes provenait "des milieux pauvres de Djebel Lehm et Dubosville, pour cause de misère, de la part de ménages ayant beaucoup d'enfants"(1).

C'est certainement aussi l'une des raisons d'un phénomène observé dans notre échantillon: dans la zone urbanisée le taux des ruptures survenues entre la signature du contrat et la consommation du mariage est très supérieur à ce qu'il est dans la zone rurale.

	<u>Zone urbanisée</u>	<u>Zone rurale</u>	<u>Total</u>
Rupture après consommation du mariage :	326 - 82,7%	258 - 96,1%	584
Rupture avant consommation du mariage :	69 - 17,3%	10 - 3,9%	79

Khi-carré: S. pour P = 0,001

C'est en effet dans la cité que, comme nous l'avions expliqué, d'une part existe le type de dégradation économique le moins supportable, d'autre part se manifestent les exigences les plus élevées quant aux frais de mariage et d'établissement des époux: un certain nombre de jeunes gens s'aperçoivent au dernier moment qu'ils ne sont pas en mesure de les affronter.

Nous laisserons maintenant de côté une catégorie de séparations dues à l'extériorisation de la femme et à la facilitation des contacts entre groupes de sexe: celles demandées par les séducteurs de mineures, qui se marient pour éviter la prison, puis divorcent immédiatement après (2). Ce ne peut être en fin

(1) Information de A.Valensi, ancien magistrat au Tribunal de Tunis.

(2) Me N.Ladhari.

de compte qu'une minorité, dont l'intérêt est de confirmer l'existence d'un problème sur lequel nous reviendrons.

Très nombreuses, par contre, sont les ruptures venant des situations et représentations conflictuelles modernes décrites au chapitre III. La majorité des divorces, en effet, surviennent chez des sujets jeunes, au bout d'un temps réduit de mariage. C'est ce qu'affirment les statisticiens et ce que confirme notre échantillon:

<u>Age au divorce</u> <u>des hommes</u>	<u>Zone urbanisée</u>	<u>Zone rurale</u>	<u>Total</u>
Jusqu'à 20 ans:	14 - 4,1%	5 - 1,9%	19
20-25 ans:	43 - 12,6%	53 - 20,6%	96
25-30 ans:	101 - 29,7%	73 - 28,4%	174
30-35 ans:	70 - 20,6%	53 - 20,6%	123
<u>Total</u> :	228 - 67%	184 - 71,6%	412 -69%
35-40 ans:	38 - 11,2%	31 - 12,1%	69
40-50 ans:	38 - 11,2%	19 - 7,4%	57
Plus de 50 ans:	36 - 10,6%	23 - 8,9%	59
<u>Total</u> :	112 - 33%	73 - 28,4%	185 -31%
<u>Total général:</u>	340 - 100%	257 - 100%	597 (1)

<u>Age au divorce</u> <u>des femmes</u>	<u>Zone urbanisée</u>	<u>Zone rurale</u>	<u>Total</u>
Jusqu'à 20 ans:	76 - 22,4%	76 - 30%	152
20-25 ans:	100 - 29,5%	80 - 31,6%	180
25-30 ans:	71 - 20,9%	43 - 17%	114
<u>Total</u>	247 - 72,8%	199 - 78,6%	446 -75,3%

(1) Le nombre total de 663 n'est pas atteint, du fait que la date de naissance des époux n'est pas toujours indiquée, sur les documents: un certain nombre de sujets l'ignorent.

30-35 ans:	45 - 13,4%	20 - 7,9%	65
35-40 ans:	20 - 5,9%	17 - 6,7	37
40-50 ans:	19 - 5,6%	9 - 3,6	28
Plus de 50 ans:	8 - 2,3%	8 - 3,2	16
<u>Total:</u>	92 - 27,2%	54 - 21,4%	146 - 24,7%
<u>Total général:</u>	339 - 100%	253 - 100%	592

Ainsi, 69 % des hommes impliqués dans les affaires de divorce ont au maximum 35 ans; 75,3 % des femmes ont au plus 30 ans. Or, d'après les statistiques d'Etat Civil portant sur les années 1958 à 1963, 85,7 % des premiers se marient entre 20 et 34 ans et 84,2 % des secondes prennent époux entre 15 et 24 ans.

De façon plus précise, nos calculs sur échantillon établissent que 67,7 % des séparations sont prononcées entre 0 et 5 ans de mariage :

<u>Durée de mariage</u>	<u>Zone urbanisée</u>	<u>Zone rurale</u>	<u>Total</u>
Avant consommation:	69 - 18,1%	10 - 4%	79
0 - 2 ans:	100 - 26,3%	74 - 29,4%	174
2 - 5 ans:	99 - 26,1%	76 - 30,1%	175
<u>Total:</u>	268 - 70,5%	160 - 63,5%	428 - 67,7%
5 - 10 ans:	63 - 16,6%	66 - 26,2%	129
Plus de 10 ans:	49 - 12,9%	26 - 10,3%	75
<u>Total:</u>	112 - 29,5%	92 - 36,5%	204 - 32,3%
<u>Total général:</u>	380 - 100%	252 - 100%	632 (1)

Comme il ressort des motifs dans la mesure où ils sont explicitement fournis, ainsi que des témoignages d'observateurs,

(1) Nous n'avons pu déterminer la durée du mariage pour 31 cas.

une partie de ces divorces, demandés par l'homme, est due aux unions imposées par l'entourage, ou "acceptées" sous une forte pression: un époux de notre échantillon ne se plaint-il pas d'avoir été marié par son employeur sans qu'on lui ait demandé son avis? Dans une enquête faite sur 50 couples divorcés, M. Ben Ali a noté, dans cette perspective, que 71 % des époux concernés ont été unis par leurs parents: parmi eux 17 % se sont vu imposer le mariage (1). "Ne voulant pas vexer leurs parents, soit par respect, soit par attachement, ces jeunes acceptent leurs propositions; malheureusement, frustrés au départ, ils continuent à supporter le poids d'un mariage qu'ils n'ont pas souhaité. Beaucoup de ces mariages se terminent par le divorce" (2). Il nous a même été rapporté que, pour préserver l' "honneur" de parents qui ont pris des engagements sans leur demander leur avis, certains jeunes gens se marient et demandent le divorce immédiatement après. Le cas est encore plus caractéristique pour ceux d'entre eux qui ont été unis pendant leur minorité: "Ces couples continuent à être sous la tutelle de leurs parents. Ces derniers prennent pour eux toutes les décisions, gèrent leur budget, si budget il y a, puisque ce sont les parents qui subviennent à leurs besoins. Une fois adultes, ces ménages.. essaient d'avoir leur autonomie. C'est à ce moment que les conflits naissent, se compliquant d'éléments secondaires. Le couple n'a pas assez d'expérience pour pouvoir lutter" (3). Et souvent la séparation s'ensuit. Ce point de vue est confirmé par

(1) M. Ben Ali, p.21.

Il s'agit de 50 couples dont a eu à s'occuper l'Ecole Nationale de Service Social. L'auteur ne dit pas avoir fait un choix de nature quelconque.

(2) M. Ben Ali, p.21.

(3) M. Ben Ali, P.12.

un magistrat spécialisé dans ce genre d'affaires: "C'est le mariage traditionnel, c'est à dire arrangé par les parents, qui conduit au plus grand nombre de divorces"(1). Ces observations concordantes font apparaître un phénomène important: beaucoup de jeunes gens encore (et il en est de même, à plus forte raison, pour les jeunes filles) acceptent l'union dans ses formes traditionnelles au départ, mais ne peuvent plus la supporter jusqu'au bout. Ces séparations précoces sont, en somme, le fait d'individus rendus conflictuels par les nouvelles situations et représentations.

Il est intéressant de l'observer, cette forme de séparation moderne, dont l'étiologie est distincte du divorce-répudiation, ne survient pas aux mêmes moments dans les deux zones, si nous en croyons les proportions apparues dans notre échantillon. Dans la région urbanisée, comme nous l'avons vu, la proportion des ruptures avant consommation est de beaucoup supérieure à ce qu'elle est en zone rurale. Dans celle-ci, par contre, elles surviennent un peu plus fréquemment dans les premières années du mariage (ce n'est d'ailleurs qu'une tendance, la différence n'étant pas statistiquement significative).

A l'explication déjà avancée de cette différence (exaspération dans les villes de la traditionnelle compétition ostentatoire autour des festivités de noces) s'en ajoute une autre: la conception de l' "honneur" féminin et familial étant demeurée aussi ombrageuse, l'institution des fiançailles n'existe pas et toute relation sentimentale entre les jeunes est immédiatement sanctionnée par le contrat de mariage. Mais la période qui s'écoule entre la signature de cet acte et la consommation de l'union se met maintenant à tenir lieu de fiançailles, prin-

(1) S.Boukordagha, in L. Ben Salem et al.

cipalement dans les villes où les "époux" ont alors une certaine latitude de fréquentation: "La conclusion de l'acte de mariage est utilisée comme un moyen légal de connaître le conjoint et d'étudier son comportement. C'est un contrat à l'essai à l'issue duquel chacun des époux peut reprendre sa liberté en diverçant. La facilité avec laquelle il peut obtenir le divorce a permis jusqu'ici cette confusion entre fiançailles et mariage"(1). Dans son enquête sur des sujets divorcés, M. Ben Ali a constaté que 75 % d'entre eux n'avaient pu se fréquenter qu'après la signature du contrat.

Ainsi, comme par un effet de "surdétermination", pour parler le langage des psychanalystes, les jeunes ont-ils réussi à loger une institution liée à la famille conjugale dans cet intervalle chargé par ailleurs d'une fonction traditionnelle. C'est évidemment un facteur d'accroissement des divorces tenant au conflit entre situations et représentations anciennes d'une part, modernes de l'autre. Aussi bien, dans notre échantillon, le motif explicite "refus du mariage" par l'homme (entendons par là de la célébration des noces) est-il significativement plus fréquent dans la zone urbanisée (2). Il en est de même du motif: "Vie conjugale jugée impossible avant mariage" (3). Le tableau complet des motifs s'établit comme suit:

	<u>Zone urbanisée</u>	<u>Zone rurale</u>
1. Vie conjugale impossible:	242 - 61,3%	226 - 84,3%

(1) N. Ladhari.

(2) S. au Khi-carré pour P compris entre 0,01 et 0,001.

(3) S. au Khi-carré pour P compris entre 0,01 et 0,001.

2.Abandon du domicile conjugal par l'homme:	25 - 6%	11 - 4%
3.Brutalité du mari:	8 - 2,4%	5 - 2%
4.L'homme ne remplit pas le devoir conjugal:	4 - 1%	1 - 0,3%
5.Epoux en prison:	0 - 0	1 - 0,3%
6.Refus du mariage par l'homme :	20 - 5%	3 - 1%
7.Conduite de la "fiancée":	6 - 2,2%	0 - 0
8.Femme non vierge:	4 - 1%	0 - 0
9.Conduite de la femme:	12 - 3%	1 - 0,3%
10.Abandon du domicile conjugal par la femme:	31 - 8%	13 - 4,9%
11.Refus du mariage par la femme:	17 - 4%	3 - 1%
12.Vie conjugale jugée impossible avant mariage:	26 - 6,1%	4 - 1,9%
<u>Total</u>	395 - 100%	268 - 100%

Une dernière catégorie de ce type de ruptures, selon les observateurs ayant effectivement affaire aux sujets divorcés, vient de ces ménages qui font l'apprentissage brutal des situations et rôles familiaux modernes. Nombre d'entre eux, disent-ils, "voulant rompre avec le passé et adopter un nouveau mode de vie, font preuve de bonne volonté, mais la bonne volonté ne suffit pas", car les époux "n'ont pas la maturité et l'expérience nécessaires"(1). En Tunisie, comme dans d'autres parties du Maghreb, on avance parfois que "certains mariages modernes sont trop hâtifs"(2), que le mariage "à l'européenne" en est.. à son premier balbutiement"(3). L'une des raisons de l'échec réside

(1) M.Ben Ali, p.17.

(2) Haarem Ch.

(3) Dr. M.Loussaïef, in L.Ben Salem et al.

précisément dans cette intense préoccupation de l'honneur familial entretenant un obsédant souci de sécurité: même quand l'union est désirée par les jeunes, dans des milieux relativement "émancipés", la connaissance réciproque est insuffisante car une pression au moins diffuse les pousse à se marier rapidement. Or, affirme-t-on, dans les temps présents, "lorsqu'un mariage est raté, les jeunes hésitent moins à y mettre fin que les vieux"(1).

Le rôle de la femme dans les divorces

La nouvelle législation a certainement contribué à augmenter le nombre des dissociations familiales, en accordant le droit de séparation à cette catégorie de citoyens qui ne l'avait pas: les femmes. Comment l'utilisent-elles?

Quantitativement, nous l'avons vu, elles sont une minorité à s'en servir et, si nous en croyons notre échantillon, leur proportion varie peu. Mais si cela est vrai pour l'ensemble du pays, l'analyse différentielle selon les régions révèle des phénomènes intéressants.

Tout d'abord la proportion des épouses qui demandent formellement le divorce se monte, dans la zone urbanisée, à près du double de ce qu'elle est dans la zone rurale et pauvre: 35,9 % contre 18,5 %. Inversement le taux des demandes de séparation par l'homme est bien moins élevé dans la première que dans la seconde: 64,1 % contre 81,5 %. Mieux encore: dans la zone urbanisée la proportion des épouses prenant l'initiative formelle du divorce s'accroît d'une année

(1) Dr. M.Loussaïef, in L.Ben Salem et al.

à l'autre. Tandis que, pour cette même zone, celle des hommes diminue. L'urbanisation agit donc nettement sur la conduite de la femme, dans le sens d'une plus grande disposition à profiter de ses nouveaux droits, comme on le voit aux données suivantes:

<u>Demandes de divorce</u>	<u>Par Hommes</u>	<u>Par Femmes</u>	<u>Total</u>
<u>Zone urbanisée</u>			
1962 :	81 - 67%	40 - 33%	121 - 100%
1963 :	89 - 64,5%	49 - 35,5%	138 - 100%
1964 :	78 - 60,9%	50 - 39,1%	128 - 100%
<u>Total</u> :	248 - 64,1%	139 - 35,9%	387 - 100%
<u>Zone rurale</u>			
1962 :	46 - 82,2%	10 - 17,8%	56 - 100%
1963 :	94 - 77,7%	27 - 22,3%	121 - 100%
1964 :	85 - 85,9%	14 - 14,1%	99 - 100%
<u>Total</u> :	225 - 81,5%	51 - 18,5%	276 - 100%

Différence entre les deux zones: S. au Khi-carré pour $P = 0,001$

Cependant ces chiffres ne nous donnent pas l'exacte mesure de la part féminine dans la rupture du couple. En effet, nombre de séparations voulues par l'épouse sont certainement demandées par l'époux, afin d'éviter l'humiliation pour le second et la réprobation publique pour la première. Cela explique en partie que la masse des divorces par "consentement mutuel" soit très supérieure dans la zone rurale traditionnelle: la radicalisation de la conduite y est moindre, le camouflage des motifs plus fréquent.

Celui-ci est pratiquement de règle quand (et c'est le cas le plus général dans les campagnes) les époux appartiennent au même groupe de parenté. Tout est alors arrangé en

famille, y compris les dispositions matérielles à respecter après la séparation. La règle de l' "intérieur" qui doit être jalousement préservé du regard extérieur joue à fond, jusque dans l'attitude à prendre devant les juges. Écoutez plutôt ce que nous dit l'un de ceux-ci, pour la région du Sud: "Les époux s'entêtent, ensemble, à demander le divorce parce qu'ils se sont mis d'accord et y consentent mutuellement... Chacun déclare vouloir disculper l'autre et n'en rien réclamer: nul entretien pendant la période de continence, nulle indemnité, nul "don de consolation". Ils excipent généralement du fait qu'ils ont entre eux des liens de parenté, qu'ils appartiennent à une même famille... Outre donc la séparation à l'amiable, ils entendent garder entre eux cette amitié familiale : cette sérénité transparaît clairement dans leur langage, la paix de leur être et l'aménité de leurs propos au cours de la séance en tentative de conciliation"(1). Ce que montrent donc, à coup sûr, les chiffres cités plus haut, c'est que dans les villes les femmes ont d'avantage la possibilité d'exiger publiquement la séparation.

À quoi donc attribuer ces divorces à l'origine desquels se trouve maintenant la femme? D'après un fort courant d'opinion, elles abuseraient de leurs nouveaux droits. On rencontre cette interprétation chez des observateurs masculins: "La femme brûle les étapes, elle ne se contente pas de peu, elle veut tout en même temps"(2). Il y aurait " un manque de maturité et de prise de conscience de la part des femmes, qui ne sont pas en mesure d'utiliser comme il faut

(1) H.Bou Laaba, in M.Borrmans, 3, p.281.

(2) M.Ben Ali, p.16.

les droits qu'elles ont acquis"(1). Aux observations qui leur sont faites elles opposeraient ce slogan: "Bourguiba nous a donné notre liberté"! Au cours d'un entretien, il nous a été rapporté par un groupe d'étudiants que des jeunes filles accepteraient le mariage sans inclination "parce que cela leur permet de sortir de chez elles". Puis elles divorceraient peu de temps après, ayant acquis le statut plus avantageux et moins minorisant de la femme mariée. Une fois de plus, la disparition d'une institution (ici l'interdiction pour la femme de rompre le ménage) dans un sous-système culturel, pendant que les autres demeurent inchangées, peut rendre la situation pire qu'auparavant. Ce ne serait d'ailleurs possible qu'en ville et dans certaines circonstances, puisqu'à la campagne l'épouse qui a osé demander formellement la séparation est montrée du doigt.

Les censeurs féminins sont d'ailleurs capables d'être aussi sévères pour les personnes de leur sexe : "Beaucoup de femmes ont mal interprété le sens des libertés que leur donnait le Statut Personnel du 1er Janvier 1957. Pour elles liberté est devenu synonyme de licence. Des femmes, instruites peut-être, mais au minimum et pas en profondeur, ont cru que tout était permis. Les plus sages étaient devenues méconnaissables. Les "esclaves" étaient les plus déchaînées"(2). Ce jugement vient d'une représentante de l'officielle Union Nationale des Femmes de Tunisie.

Que penser de ces allégations? Surtout quand elles proviennent des hommes il faut, bien entendu, faire la part de leurs frustrations et des actuelles tensions entre groupes de sexe. Celles-ci nous valent, même de la part d'un

(1) M.Ben Ali, p.32

(2) Mme Mabrouk, in L.Ben Salem et al.

observateur averti, cette caractéristique déclaration qui inverse l'ordre des choses: "L'homme, s'il a toujours méprisé la femme, c'est parce qu'elle n'a jamais rien fait pour se soulever de l'état trop bas où elle se trouvait"(1). Mais très évidemment la nouvelle législation, multipliant l'impact des nouvelles situations, a provoqué une "activation" certaine de la femme. Il n'étonnera pas le sociologue que cet éveil de la personnalité féminine, ce début d'insertion de la femme tunisienne dans le dynamisme social, se traduisent par des conduites "négatives" autant que "positives".

D'un côté, par exemple, la scolarisation des filles a fait un bond énorme. Les demandes d'emploi féminines dans les bureaux de placement sont passées, entre 1957 et 1962, de 260 à 2.323 (2). De l'autre, la délinquance féminine progresse régulièrement depuis 1948, doublant chaque année à partir de 1958, c'est-à-dire presque immédiatement après l'avènement de l'indépendance nationale (3). Dans le divorce, autre manifestation de la ré-orientation de la femme, cet aspect négatif est certainement présent. De ce point de vue, il est intéressant de l'apprendre, la citadine intervient dans tous les délits trois fois plus que la rurale(3). Notre échantillon, à son tour, confirme ces résultats : les divorces imputables à une conduite féminine "délictueuse" (par rapport aux normes traditionnelles) sont également très supérieurs en nombre (mais aussi, sans doute, d'avantage déclarés) dans la zone urbanisée. Si l'on réunit

(1) M. Ben Ali, p. 32.

(2) S. Djedidi.

(3) A. Bouhdiba, 2, ainsi que 3, pp. 69-73.

en effet, dans le tableau des motifs du divorce (p.155), les motifs n° 7,8,9,10, le total obtenu y représente 14,2 % de l'ensemble des raisons de rupture, contre 5,2 % pour la zone rurale (1). Or, pour les hommes, ces proportions de motifs délictueux (N° 2,3,5) ne sont respectivement que de 8,4 % contre 6,3 %. Effectivement donc, chez les femmes la dichotomie des conduites dans la ville et à la campagne est nettement plus accusée que pour le groupe masculin.

Cependant, l'examen des jugements de divorce et les remarques des observateurs font apparaître un aspect qui n'a rien de délictuel: leurs nouvelles représentations et la nouvelle loi amènent les femmes à ne plus endurer les abus anciennement commis à leurs dépens. Les types de cas sont variés.

Ainsi avons-nous relevé des divorces sur demande d'épouses très âgées. Il s'agirait de femmes abandonnées depuis longtemps par leur mari et vivant chez leurs enfants. Ces derniers inciteraient leur mère à exiger la séparation légale afin d'obtenir une pension et des dommages. La nouvelle loi permet ici de régulariser une situation traditionnelle et de corriger son aspect abusif.

D'autres fois, la séparation est demandée par l'épouse qui travaille d'avec "le mari chômeur qui profite des revenus de sa femme pour ne plus travailler"(2). Ce cas serait particulièrement fréquent dans les ex-bidonvilles ceinturant la capitale. Dans d'autres cas, selon une observatrice, "le mari a une famille à charge qui absorbe tout son salaire alors que la femme travaille pour nourrir le jeune couple"(3). Elle ne supporte plus toujours

(1) Différence significative pour $P=0,001$.

(2) Information de A.Valensi, concernant Tunis, pour l'année 1962.

(3) L.Ben Salem, in L.Ben Salem et al.

cette situation. L'insertion de la femme dans l'activité professionnelle peut donc contribuer à l'accroissement des ruptures, du moins dans certaines circonstances. Car la même observatrice, au cours d'une enquête sur les cadres tunisiens, n'a "rien découvert de concluant, dans un sens ou dans l'autre", que les épouses soient travailleuses ou demeurent au foyer (1).

Comme les hommes aussi, les femmes ne supportent plus toujours avec la même patience le mariage imposé. Nous en avons trouvé la preuve dans nos documents judiciaires. Telle jeune fille déclare ne pas vouloir épouser un homme vieux et alcoolique; deux autres affirment avoir été mariées contre leur gré et demandent le divorce après deux et quatre mois de mariage; une autre encore, pour la même raison, a quitté le domicile conjugal au bout de dix sept jours, etc.. Comme les hommes donc, elles ont laissé se faire le contrat, parfois même les noces, mais n'ont pas pu en supporter d'avantage. C'est toujours dans la zone urbanisée que le phénomène est le plus perceptible. Le refus de consommation du mariage par la femme, ses conduites non traditionnelles (motifs n° 11 et 4) y sont significativement plus fréquents: 5 % de l'ensemble des motifs officiels de divorce, contre 1,3% dans la zone rurale (2). Voilà qui contribue encore à expliquer le taux nettement supérieur de ruptures précoces dans la zone urbanisée.

Les femmes n'acceptent pas non plus aussi imperturbablement qu'auparavant les différences d'âge considérables avec leurs époux. Nous avons relevé, dans nos documents, bien des cas où celles-ci excèdent quarante et même cinquante ans. On aura d'ailleurs pu le remarquer : les proportions d'hommes et de

(1) L.Ben Salem, in L.Ben Salem et al.

(2) Différence significative pour $P = 0,01$.

femmes demandant le divorce respectivement après l'âge de 35 et 30 ans sont plus élevées dans la zone urbanisée (1). Car l'âge au mariage y est lui-même en moyenne plus tardif. Mais, pour l'effectif féminin, cette disparité entre zones est plus accentuée. Il s'agit d'épouses d'hommes âgés qui ont accepté la différence il y a un certain nombre d'années, au moment de l'union: mais, en ville plus qu'à la campagne, elles ne la supportent plus maintenant.

Il faut enfin évoquer le cas, devenu fréquent, de la séparation provoquée par l'opposition des attitudes entre les femmes et leurs époux. Les éventualités sont de deux sortes.

Le plus souvent, le conflit est entre l'homme dont les représentations sur la femme sont demeurées traditionalistes et l'épouse qui a acquis d'autres idées. Dans l'enquête de M. Ben Ali sur ses 50 couples divorcés, 81 % des maris étaient pour la soumission complète de la femme. Mais 23 % seulement des épouses accepteraient cette soumission "avec respect de la femme", tandis que 77 % réclamaient l'égalité des droits (2). Il évoque le "désarroi de l'homme devant la personnalité plus affirmée de la femme" et il ajoute: "Cette nouvelle situation se traduit par des conflits; chacun veut s'imposer, l'homme parce qu'il a l'habitude de le faire, la femme parce qu'elle pense qu'elle a les mêmes droits; elle n'accepte plus les situations qu'elle trouvait normales autrefois"(3).

On retrouve une opposition de même type à propos des aspi-

(1) Différences avec la zone rurale significatives : en ce qui concerne les hommes pour P compris entre 0,10 et 0,05; en ce qui concerne les femmes pour $P = 0,05$.

(2) M. Ben Ali, p.38.

(3) M. Ben Ali, p.16.

ractions féminines au travail professionnel, quoiqu'il y ait des chances pour qu'elle soit moins fréquente. Dans ce même échantillon, en effet, 58 % des maris y sont opposés, tandis que 58 % seulement des épouses y sont favorables. Le nombre serait cependant considérable des Tunisiens qui, selon le même observateur, "sont contrariés et se sentent humiliés devant le travail de la femme; ils le ressentent comme une atteinte à leur autorité, soutenus, bien sûr, dans leur point de vue par les grands-parents". L'affaire se complique tout particulièrement quand l'épouse "a un salaire plus élevé et plus de responsabilités que son mari, ce que celui-ci a beaucoup de difficulté à accepter"(1).

Mais, de l'avis unanime, la cause la plus importante de conflits et ruptures dans la catégorie explorée en ce moment est dans la cohabitation du couple avec les parents de l'homme. Comme l'affirme un magistrat bien au fait de ces questions, au départ "le jeune couple n'ose pas habiter ailleurs: ce serait une injure aux parents que de les fuir, ce serait les renier"(2). Sans compter que, bien souvent, on n'a pas les moyens financiers de le faire. Mais les ingérences des anciens dans le ménage et l'éducation des enfants, les comportements autoritaires de la belle-mère qui trouve juste d'imposer à son tour les traitements qu'elle avait subis, ne sont plus accueillis par la bru avec l'antique déférence.

Aussi bien, dans l'enquête de M. Ben Ali, 13 % seulement d'épouses divorcées de son échantillon accepteraient cette cohabitation, si toutefois les beaux-parents "sont gentils", contre

(1) M. Ben Ali, p. 20.

(2) A. Malki, Vice-Président du Tribunal de 1ère instance de Tunis, in L. Ben Salem et al.

38 % des maris (1). Or le problème se pose fréquemment, car, dit-on, il "arrive souvent que de jeunes couples qui se sont connus librement et se sont mariés "à l'européenne" soient obligés de vivre avec les parents du mari, donc dans un cadre traditionnel"(2). La bru peut finir par sommer son époux de quitter le domicile paternel. Mais il n'est pas rare qu'il se solidarise avec ses parents, comme il lui est enjoint par le modèle traditionnel, ou du moins n'ose pas faire croire le contraire aux yeux de l'opinion: sa femme prend alors l'initiative de la rupture. Aussi bien, dans notre échantillon, le motif d'abandon du domicile conjugal par l'épouse est-il près de deux fois plus fréquent en zone urbanisée. Souvent aussi dans ce type de conflit l'époux lui-même, poussé par ses parents, précède la demande de séparation de sa femme. Car la famille fait diverger les enfants avec autant d'autorité qu'elle les marie. Ainsi donc, pour apprécier le taux des ruptures dues à l'épouse dans la nouvelle configuration, faut-il faire entrer en ligne de compte celles venant de la réaction de l'homme aux récentes attitudes d'un certain nombre de femmes.

Le second type de rupture envisageable dans cette rubrique ne provient pas d'une disparité de représentations entre les deux époux, mais d'une modification d'attitude chez le même sujet au cours du temps, ce qui entraîne d'ailleurs le même effet. S'il peut arriver qu'une épouse traditionaliste devienne "moderniste", le cas inverse se produit chez l'homme et paraît plus typique: "Il arrive, note un sociologue, qu'un jeune homme accorde à sa fiancée des libertés qu'il refuse plus tard à son épouse.

(1) M.Ben Ali, p. 37.

(2) L.Ben Salem, in L.Ben Salem et al.

Fiancé, il emmenait sa femme au cinéma; mari, il la laisse à la maison pour aller seul au café. Ce n'est alors ni le système européen ni le système traditionnel qui conduit à la mésentente, mais le frottement ou la contradiction entre les deux"(1). C'est, pour les femmes, une pièce de plus à verser au dossier de ce qu'elles considèrent comme le machiavélisme masculin. Là sans doute réside l'explication d'une étonnante information qui nous a été transmise: en 1962, devant le Tribunal de Tunis, 30 cas de divorce ont eu pour origine le réveillon de Noël (2). Il s'agissait, semble-t-il, d'époux mariés sous des auspices "modernistes". Dès lors la femme, fidèle à ces nouvelles représentations, s'est rendue à un réveillon, mais le mari n'a pas voulu la suivre; ou bien, plus souvent, il est allé participer à cette festivité moderne mais n'a pas voulu emmener son épouse avec lui. Nous retombons sur le cas où le sujet saisit certains avantages du nouveau système, les intégrant même dans une ancienne institution (ici, par exemple, l'indépendance de la société masculine), sans assumer les obligations corrélatives.

En fin de compte, on le voit, cette multiplication de la dissociation familiale recouvre des choses complexes. A la masse traditionnelle d'instabilité des ménages qu'elle draine (et qui n'a pas encore de raisons de se tarir), s'ajoutent de nouvelles sources et de nouveaux types de séparations. A ces derniers s'attache une ambiguïté de signification analogue à celle affectant les mariages mixtes. D'une part ils sont évidemment signe de déséquilibre et de tension, puisqu'ils sont rupture des liens conjugaux, et cela à cause des situations modernes non assumées correctement et

(1) L.Ben Salem, in L.Ben Salem et al.

(2) A.Valensi.

provoquant tous les types de conflit analysés dans les précédents chapitres. Mais, d'autre part, bon nombre de ces ruptures mettent fin à des formes traditionnelles d'union qui, précisément du fait de ce nouveau contexte, tendent à devenir insupportables pour beaucoup. Par là même ce phénomène négatif est, en un sens, un processus d'assainissement, de liquidation d'une certaine pathologie familiale, tout en indiquant et provoquant à son tour un nouvel ensemble de tensions et dégradations.

CHAPITRE VI

L'EMISSION RADIOPHONIQUE "PROBLEMES DE JEUNES"

En Octobre 1958 une émission radiophonique fut consacrée aux jeunes sous le titre: "Vos problèmes et leur solution" et se poursuivit jusqu'en Avril 1960. Des lettres étaient adressées par les jeunes à un conseiller (1) qui les analysait pour les auditeurs, puis donnait son avis sur la façon de résoudre le cas. Les services de la Radiodiffusion-Télévision Tunisienne ont bien voulu nous remettre ces documents datés du 19 Octobre 1958 au 30 avril 1960.

PROBLEMES ET DONNEES PRELIMINAIRES

Intérêt des documents et considérations méthodologiques

L'émission eut un grand succès, comme le montre sa durée. La Tunisie entraît dans l'ère de l'indépendance nationale et c'était la première fois qu'on y accordait une tribune aux jeunes. Les documents reçus, nombreux et variés, présentaient pour nous un premier intérêt: à part une petite dizaine, ils étaient rédigés en arabe, dans un style et un graphisme le plus souvent élémentaires, sauf lorsqu'il s'agissait de collégiens. Certains même, analphabètes, faisaient écrire par un intermédiaire. Dans l'ensemble donc, et comme nous le confirmaient d'autres indications, nous avions affaire au petit peuple arabophone, qui représente la masse de la jeunesse tunisienne. Les textes que nous présenterons donneront une idée de la spontanéité avec laquelle il s'est exprimé, dans un con-

(1) Mr. Bou Chemâa.

texte particulièrement pitoyable puisqu'en lui promettait de l'aider dans ses difficultés.

Au surplus, les discussions suscitées dans les familles par ces émissions ont montré à ces jeunes le parti qu'ils pouvaient en tirer: agir sur l'opinion des groupes auxquels ils se heurtaient et plus précisément sur les personnes mêmes dont ils avaient à se plaindre, comme le montre ce genre de demande: "Donnez des conseils à mon père pour le remettre dans le droit chemin"(L.469 PJ), ou "J'attends de vous que vous fassiez un cours (dors) à ma mère" (L.363 PJ) (1). Souvent ils adjurent le conseiller de leur rapporter ce qu'ils n'osent pas leur dire eux-mêmes. De façon inattendue, on utilise le circuit radiophonique moderne et public pour opérer le détour traditionnel: il n'est pas décent d'entrer en discussion directe avec les parents, on "leur fait parler par...". Aussi bien, ce conseiller, à peu près tous l'appellent "mon père", alors qu'ils lui écrivent précisément pour se plaindre de pères et de parents. On voit ainsi deux choses: d'abord on se conforme à la norme classique en prenant pour intermédiaire un homme mûr, dont le statut d'adulte et la sagesse seront pris en considération par ses pairs; d'autre part on signifie spontanément qu'au sein même de la contestation de tel ou tel parent on reconnaît la prééminence de l'autorité du cadre général de parenté.

Cette première pondération nous permet d'énoncer ce que nous attendions de l'analyse de ces documents. Le tableau dressé dans les chapitres précédents des tensions et déséquilibres de la famille tunisienne provient d'une multitude de sources ayant un caractère commun: ce sont les remarques et commentaires d'observateurs instruits ou d'étudiants appartenant tous à

(1) Le symbole L. PJ signifie: lettre pour l'émission "Problèmes des jeunes".

l'intelligentsia tunisienne, ou vivant en Tunisie. Ils ont écrit ou se sont réunis pour exprimer leurs idées sur la situation: leurs observations sont intégrées dans une élaboration intellectuelle. Par contre, dans le cas présent, nous avons affaire aux représentants des strates populaires (y compris ces collégiens peu avancés qui en proviennent), qui présentent leurs problèmes comme ils les vivent. Nous pourrions ainsi comparer leurs observations au tableau précédemment rapporté, l'enrichir, le nuancer ou le corriger éventuellement.

Dans notre interprétation, cependant, nous aurons à tenir compte de deux caractéristiques importantes. D'abord ces jeunes, n'ayant pas été interrogés systématiquement, ont présenté ce qu'ils considéraient spontanément comme étant leurs problèmes. Le titre et la nature de l'émission ne les invitant à aucune limitation, ils ont extrait eux-mêmes de leur situation ce qu'ils tenaient pour motif de tension et de plainte. Or l'écrasante majorité se trouve avoir fait état de difficultés familiales et sentimentales entrant dans le cadre de notre étude. Cette tribune mise à leur disposition, ils l'ont transformée essentiellement en un courrier du coeur.

C'est là une première limitation, dont l'interprétation ne saurait être qu'ambigüe. D'une part cette conduite montre à l'évidence l'importance pour eux de ce type de problèmes, supérieure encore à ce qu'elle est habituellement pour les jeunes Européens de leur âge, étant donné les implications sociales où ils se trouvent pris. Mais, d'autre part, les difficultés dont ils n'ont pas parlé ne sauraient être considérées comme n'existant pas. Car, on peut raisonnablement le supposer, ils ont fait seulement état de celles pour lesquelles les observations, l'aide du conseiller, pouvaient leur paraître utiles et éventuellement efficaces. Peut-être aussi, progressivement, se sont-ils laissé influencer par le genre imprimé à cette émission et

n'ont-ils plus songé à l'élargir.

Il est une seconde limitation, aussi ambiguë. Le groupe des correspondants ayant écrit pour cette émission n'est évidemment pas représentatif de l'ensemble de la jeunesse tunisienne, puisque nous avons affaire à des sujets qui, non seulement ont à se plaindre, mais ont osé porter leurs difficultés à une tribune publique. Il n'était certes pas fait état de leur identité mais, particulièrement dans les petits centres, la crainte était vive (comme il apparaît par nombre de recommandations) d'être reconnu à partir du problème exposé. Dans l'ensemble il s'est donc agi des plus audacieux, d'où résulte une double conséquence: quand ils se montrent violents et récriminateurs sur tel point, on ne saurait extrapoler au reste de la jeunesse tunisienne. En revanche, quand ils apparaissent soumis à des normes ou inhibitions traditionnelles, on pourra raisonnablement attribuer à celles-ci une force toute particulière, puisqu'elles ont eu un effet même sur les moins timorés, les moins conformistes.

De ces considérations on peut tirer cette conclusion: si nous désirons une analyse tout à fait correcte de la situation nous ne saurions nous limiter à cette population, à qui toute liberté fut laissée pour sa constitution comme pour la perception et la formulation de ses problèmes. En attendant de pollier ces lacunes de la spontanéité, il nous faut saisir les avantages incontestables habituellement reconnus à la libre formulation de ses difficultés par un groupe.

Composition et caractères de l'effectif

Les lettres que nous avons analysées, après qu'elles aient été commentées pour les auditeurs, sont au nombre de 630, dont 502 écrites par des célibataires et 128 par des gens mariés, soit respectivement 80 % et 20 % de l'effectif. D'autre part 462 lettres ont été adressées par des hommes (73%)

et 168 par des femmes (27%). Ainsi le groupe des plaignants et protestataires est-il essentiellement masculin. Les femmes s'accommoient-elles d'avantage de leur situation ou osent-elles moins affronter le public? Certainement les deux à la fois, sans compter qu'elles sont beaucoup plus nombreuses à ne pas savoir écrire.

Le fait est, en tout cas, significatif. L'homme, pilier du système traditionnel dont il retire valeur et avantages, est apparemment le plus porté à protester contre les défauts qu'il y perçoit. Car, de par cette valorisation même, il a été le plus largement pourvu des moyens de le faire: c'est à dire qu'il est beaucoup mieux équipé pour en prendre conscience et pour les exprimer. Dans l'ensemble c'est l'inverse pour les femmes, dont l'éducation et le statut leur rend l'un et l'autre particulièrement difficiles. Mais il faudra nuancer cette affirmation, qui demeure globalement vraie.

A partir du moment où nous voulons dépasser les critères d'état civil et de sexe, l'identification des correspondants devient plus aléatoire, leurs lettres ne contenant pas toujours les renseignements nécessaires. Il nous faudra donc tenir compte de lots de documents non identifiables sous le rapport des variables concernées.

Le tableau 1 indique la répartition des documents selon l'habitat combiné avec les variables de sexe et d'état-civil. On y voit que 95 lettres sur 630, soit 14,8 %, ne sont pas identifiables quant au lieu. Les 537 documents restants se répartissent ainsi :

Tunis :	202 lettres - 37,5 %
Autres villes importantes (1) :	113 lettres - 21,5 %

(1) Nous avons retenu Sfax, Sousse, Bizerte, Kairouan, Gabès. Dans la suite du chapitre nous les appellerons simplement "Autres villes".

Petits centres et villages (1) :	222 lettres - 41 %
Total :	537 lettres - 100 %

Ainsi la capitale, dont la population représentait à l'époque près du septième de la population totale, fournit plus du tiers des correspondants identifiables. L'ensemble Tunis et villes importantes, atteignant à peu près le sixième du nombre total d'habitants, est à l'origine de plus de la moitié des doléances reçues. L'influence du facteur urbain est donc considérable, même si l'on suppose que, dans les lettres non identifiables, prédominent celles venant des petits centres. D'après le tableau 1, elle l'est encore d'avantage en ce qui concerne les femmes. La proportion des lettres féminines adressées de la capitale l'emporte de loin sur celle des documents masculins. C'est l'inverse pour les villages et il y a presque égalité pour les centres urbains importants (2). Le phénomène est particulièrement accusé pour les jeunes filles. Il est également bien plus net pour les célibataires de l'un et l'autre sexe (en moyenne les plus jeunes), que pour les sujets mariés.

Les problèmes ne sont pourtant pas différents ni objectivement plus aigus chez les jeunes de la capitale, ni plus particulièrement les jeunes filles. Peut-être même serait-ce le contraire. Mais la ville, par ses disparités et ses moyens d'information, facilite leur perception aussi bien que leur expression. Vent donc profiter tout spécialement de cette situation ceux dont le statut traditionnel réduit habituellement ces deux possibilités. C'est le cas des plus jeunes, plus encore des

(1) Dans la suite du chapitre nous les appellerons simplement "Villages".

(2) Si l'on groupe les effectifs urbains en regard de ceux des petits centres et villages, la différence de distribution entre hommes et femmes est significative au Khi-carré pour $P=0,01$. La différence entre célibataires et mariés est significative pour P compris entre 0,10 et 0,05.

femmes et particulièrement des jeunes filles. Voilà, croyons-nous, qui explique les différences relevées et leur ordre.

Ces indications sont à rapporter à l'affirmation énoncée plus haut. Les hommes, avons-nous vu, étaient plus portés à protester contre un système qui les y rend plus aptes, précisément parce qu'il les favorise. Ce point est évidemment important dans la mesure où le changement social dépend en partie de la manifestation publique des aspirations au changement. Mais si c'est vrai dans l'ensemble, par ailleurs, nous le voyons aussi, les femmes et d'une façon générale les moins favorisés se rattrapent en s'avérant plus actifs et récriminateurs que les autres, lorsque les circonstances (telle l'urbanisation) permettent de faire échec à ce déterminisme global du statut, médiateur de la participation à la culture.

Nous ne nous attarderons pas sur l'âge des correspondants. La quasi-totalité des mariés, 69 % des jeunes filles et 59 % des jeunes gens célibataires ne l'on pas indiqué. Pour les autres, et en laissant de côté les mariés, peu de sujets ont moins de 16 ans : 5 % pour les garçons, 6 % pour les jeunes filles. L'âge dominant des premiers est de plus de 20 ans; chez les secondes il va de 16 à 20 ans. Ce sont les périodes où, pour chaque groupe de sexe, les problèmes familiaux et sentimentaux paraissent se poser avec le plus d'acuité.

Ces âges moyens sont toujours plus élevés dans la capitale: peu sensible pour les filles, la tendance est nettement plus accusée chez les jeunes gens. En particulier, le nombre des célibataires masculins de plus de 20 ans représente 30 % des sujets identifiés à Tunis, contre 12 % dans les autres villes et 20 % dans les villages. Nous rejoignons ainsi les constatations faites par ailleurs, spécialement à propos des ouvriers célibataires d'au dessus de 20 ans, dont la proportion dans le gouvernement de Tunis nous était apparue importante et augmentait

régulièrement de moins de 20 ans à 29 ans (1). Nous en avons vu la raison : les problèmes matériels et moraux du mariage sont plus aigus dans la capitale. Ajoutons qu'on y est aussi plus attentif. Enfin, pour revenir à nos correspondants, les quelques jeunes filles ayant indiqué un âge supérieur à 20 ans sont également des citadines et, surtout, des Tunisoises.

TABLEAU 1. Répartition des lettres par habitat, sexe et état civil (2) .

	<u>Tunis</u>	<u>Autres Villes</u>	<u>Villages</u>	<u>Habitat non identifié</u>	<u>Total</u>
Jeunes Gens	104-33,5%	70-23%	134-43,5%	68	376-81%
Hommes mariés	25-31%	15-18,5%	41-50,5%	5	86-19%
 Total Hommes	 129-33%	 85-22%	 175-45%	 73	 462-73%
 Jeunes filles	 57-50,5%	 25-22%	 31-27,5%	 13	 126-75%
Femmes mariées	16-46%	3-8%	16-46%	7	42-25%
 Total Femmes	 73-49,5%	 28-19%	 47-31,5%	 20	 168-27%

(1) C.Camilleri, in P.Sebag et al., p.114.

(2) Les pourcentages ont été calculés sur le total des lettres identifiées: sauf, évidemment pour le total général.

Le contenu des documents : caractéristiques générales

L'analyse du contenu des lettres laissera de côté les sujets mariés, leur cas offrant peu d'intérêt pour la psycho-sociologie. Car il ne font appel au conseiller, à l'opinion en général, que pour exposer des drames de la misère, occasionnant la plupart du temps des abandons de famille. Quant aux difficultés sentimentales susceptibles de surgir dans un ménage, ni le groupe familial, ni les groupes primaires, ni même peut-être la société musulmane n'accepteraient qu'elles soient livrées au public. Au contraire, chez les célibataires, d'abord les problèmes étrangers à la famille constituent seulement une petite minorité. Ensuite, dans ces problèmes familiaux eux-mêmes, les cas sentimentaux dominent de loin, car leur existence et leur expression sont socialement admissibles. Ces caractéristiques s'exagèrent encore chez les jeunes filles, plus enfermées dans leur univers domestique que les garçons (1):

	<u>Garçons</u>	<u>Filles</u>	<u>Total</u>
Problèmes étrangers à la famille :	48 - 13%	8 - 6%	56 - 11,1%
Problèmes familiaux non sentimentaux :	38 - 10,5%	11 - 9%	49 - 9,8%
Problèmes sentimentaux :	290 - 76,5%	107 - 85%	397 - 79,1%
Total :	376 - 100%	126 - 100%	502 - 100%

Voici, d'autre part, la répartition des types de problèmes selon l'habitat croisé à la variable sexe:

(1) En comparant l'ensemble des cas familiaux (y compris les cas sentimentaux) pour les jeunes gens et jeunes filles, la différence de distribution est significative pour $P = 0,05$

<u>Types de problèmes:</u>	<u>Autres que</u> <u>familiaux</u>		<u>Familiaux</u> <u>non sentimentaux</u>		<u>Familiaux</u> <u>sentimentaux</u>	
	<u>Garçons</u>	<u>Filles</u>	<u>Garçons</u>	<u>Filles</u>	<u>Garçons</u>	<u>Filles</u>
Tunis:	7-7%	3-5%	11-10,5%	3-5%	86-83%	51-90%
Autres Villes :	9-13%	3-12%	4- 6%	1-4%	57-81%	21-84%
Villages:	11-8,5%	2- 6%	15-11,5%	7-23%	108-80%	22-71%

Une tendance se dessine : les cas sentimentaux sont les plus fréquents dans la capitale et régressent en même temps que l'importance de l'habitat des correspondants. A peine sensible (et non statistiquement significatif) chez les garçons, le phénomène devient net et significatif pour les jeunes filles(1). Cette accentuation des problèmes de cœur dans la capitale, chez les citadins en général, révèle le passage à un type de soucis lié à l'apparition de nouvelles réalités : émergence de l'individualité, facilitation des communications entre sujets, mise entre parenthèses (sinon allègement) des anciennes tensions situées en deçà de cette affirmation de personnalité. Corrélativement les problèmes familiaux non sentimentaux sont le fait des villageois et surtout, ici encore, des villageoises.

La différence entre groupes de sexe peut être confirmée par d'autres données. Dans les lettres des garçons nous avons recensé en tout 84 thèmes et 815 occurrences de thèmes (2). Rapportées au nombre de sujets, cela fait une moyenne de 2,17 occurrences par document. Pour les filles, ces chiffres s'élèvent respectivement à 47,289 et 2,30. Celles-ci paraissent donc plus récri-

(1) La différence entre Tunisoises et autres citadines n'est que faiblement significative. En revanche la différence entre l'ensemble des citadines et les villageoises est significative pour P compris entre 0,05 et 0,02.

(2) Pour chaque thème nous comptons une seule occurrence par document (ou une unité de contenu), quel que soit le nombre d'apparitions de ce thème dans le même document.

minatrices, mais à l'intérieur d'un champ situationnel plus étroit et moins varié.

Avant d'entrer dans l'analyse du contenu des lettres, précisons qu'outre les correspondants mariés nous avons exclu de nos données une autre catégorie de sujets(1): les personnes essayant de reprendre contact par la radio avec tels frère, soeur, père, enfant ou proche parent dont la trace est perdue. Nous avons relevé avec étonnement, non pas l'existence, mais l'ampleur du phénomène: le conseiller a dû renoncer à donner lecture de ces appels et, devant l'importance de la demande, une émission spéciale consacrée à ce sujet fut créée en 1964.

D'après les indications que nous avons pu recueillir (car les lettres n'en fournissent pas), il s'agit la plupart du temps, mais non exclusivement, de familles du plus faible niveau économique. Certains de leurs membres essaient de trouver ailleurs de quoi vivre, puis répugnent à rappeler leur existence, sans doute pour éviter les charges de la solidarité. Souvent aussi ils en profitent pour échapper à des tutelles, à des engagements matrimoniaux qui ne leur agréent que fort médiocrement, pour se marier selon leur goût.

Il existe ainsi, parmi d'autres, une tendance à instaurer la famille conjugale de façon déviante, sinon "délinquante". Elle n'a plus de raison d'être en Europe: le parent établi au loin n'éprouverait aucune répugnance à garder le contact avec les siens, puisqu'il se sentirait libre de ses conduites et dégagé des devoirs de solidarité ou d'obéissance. Ainsi est-ce l'emprise même demeurée particulièrement puissante de la famille patriarcale qui provoque cette manière spéciale d'y échapper: ses normes étant intensément ressenties jusque par ceux de ses membres qui la fuient. Ainsi l'institution monolithique, durement impérative, peut, quand il n'est plus possible d'assurer son fonctionnement normal, favoriser un type de réactions pré-

(1) Exclusion faite avant les dénombrements ici rapportés. L'analyse qui suit portera donc sur 502 documents.

sentant les mêmes caractères d'"extrémisme"; ce qui ne facilite évidemment pas l'ajustement de la dite institution. Mais ce n'est là qu'une des possibilités offertes. Et quelle que soit son ampleur, elle n'est évidemment pas la plus fréquemment réalisée.

Nous pouvons entreprendre maintenant l'analyse du contenu, dont nous avons groupé les thèmes sous cinq grandes catégories.

THEMES NON SENTIMENTAUX RELATIFS AUX PARENTS DES SUJETS.

Analyse des thèmes

Le thème le plus abondant dans cette catégorie est celui de l'exercice juré abusif de la puissance du père. Donnons-en un exemple entre bien d'autres :

L. 369 PJ - Ce jeune de 24 ans travaille depuis l'âge de 14 ans.

Son père lui refusait le mariage avant que la mère ne soit morte. Elle est décédée depuis 11 mois, laissant beaucoup de fortune. Le père s'est remarié quarante jours après. Il touche un vrai traitement grâce aux allocations familiales et au salaire de ce fils, que celui-ci lui envoie régulièrement. Mais il refuse toujours son mariage. Que faire? (Village).

Comme on peut le remarquer - et c'est loin d'être le seul cas du genre - ce jeune homme est majeur, il a l'indépendance économique et la possibilité légale de se marier. Mais il n'en fait rien et se dépouille de son salaire pour ce père abusif. Si l'on s'étonne de cette docilité, on en trouvera peut-être l'explication dans cette autre déclaration:

L.469 PJ - "Je vivais dans une famille qui me détestait..J'étais

écarté par mes camarades parce que je n'avais pas de famille qui aimait son fils, de père qui s'occupe de moi, bien qu'il existe, ni de mère pour me faire des reproches"(Garçon,village).

Une catégorie de frustrations est particulièrement ressentie: le refus parental de permettre aux enfants la poursuite des études, quoique la famille ne manque pas de moyens. Pour cette raison certaines jeunes filles songent au suicide.

Une abondante source d'abus provient du très grand nombre de ménages dissociés par suite de la désinvolture du père :

L.126 PJ - Ils sont six garçons. Le père a abandonné mère et enfants pour une autre femme. C'est la grand-mère qui les fait vivre. (Garçon, Tunis).

L.276 PJ - Le père s'est remarié et a disparu, laissant trois fils. L'aîné travaille pour payer les études des deux autres (Garçon, village).

L.352 PJ - Elle a 17 ans. Elle avait 4 mois quand le père l'a abandonnée avec sa mère. Il s'est remarié, n'a jamais rien donné pour sa première famille et vient de distribuer ses biens entre ses enfants du deuxième lit.

On voit bien par ces quelques exemples comment la puissance paternelle, présentée par la norme comme fonctionnelle, est confisquée par le père comme un attribut personnel et finit par être considérée comme une propriété intrinsèquement liée au statut masculin.

Un autre thème apparaît également avec une certaine insistance: la prise en charge de la famille par le jeune. Car non seulement celui-ci a des chances de voir le père se remarier et se désintéresser plus ou moins, parfois totalement, de son premier ménage, mais aussi de le voir décéder. Car, étant donné l'écart d'âge très souvent important entre les époux, l'homme ordinairement meurt bien avant sa femme, laissant de nombreux jeunes enfants. Dans notre enquête sur les collégiens, dont l'âge moyen était de 21,3 ans, l'écart avec l'âge moyen des pères était de 35 ans. Il n'était pas rare de relever des écarts de 46, 48 et jusqu'à 57 ans. Pour toutes ces raisons réunies un

jeune sur sept n'avait plus de père (1). Celui-ci peut également cesser de travailler alors qu'il est encore en âge de le faire, s'appuyant abusivement sur la norme traditionnelle selon laquelle les prestations des parents aux enfants leur donnent droit, quand ils sont vieux, à l'échange inverse. Plus simplement encore, le père devient chômeur.

C'est donc au fils, en principe l'aîné, d'entretenir la famille dans tous ces cas. Dans l'ancien contexte il avait pris la suite professionnelle du père après avoir longtemps travaillé avec lui; il était resté dans la famille d'origine. La prise en charge était la continuation d'une situation familiale. Ici, par contre, elle est accompagnée d'une brutale rupture. La situation du fils est devenue très différente de celle du père: il est étudiant ou ouvrier à la ville quand ce dernier était paysan. Il est obligé d'abandonner ses études, son travail, de retourner au village ou d'amener la famille à la ville, quand il la prend en charge. Comme il a quitté tôt son groupe pour vivre par ses seuls moyens, on comprend que le sentiment de réciprocité des services, de dette à acquitter, ait du mal à se former. D'où l'expression publique, avec fort sentiment de culpabilité, de plaintes ou de conflits douloureux :

L.2 PJ - "J'ai 33 ans, je voudrais me marier. J'ai une seule chambre que je partage avec mon père. Je suis ouvrier journalier et tout ce que je gagne en une journée, je le dépense pour mes parents. Il ne me reste rien pour me permettre de me marier. Parfois je songe à laisser tomber mes parents, puis je retourne à la raison et je trouve que c'est un grand crime qui entraîne la colère de Dieu, que Dieu nous en préserve! Ma conscience me gronde, je me sens malheureux et je sens aussi ma

(1) C.Camilleri, 1, p.8

patience toucher à sa fin. Je ne trouve rien que de demander à Dieu de me trouver une solution. Et Dieu sait que je voudrais me marier pour fonder une famille utile à la nation et à la société."(Garçon, village).

Mais les anciens sont peu portés à mesurer l'inadéquation des institutions traditionnelles au moment même où ils sont en situation d'en bénéficier, après en avoir subi les charges et obligations quand leur statut le commandait: ils demeurent donc fermement persuadés de la légitimité du cycle habituel et n'entendent surtout pas être frustrés de sa seconde moitié, qu'ils ont "méritée".

Données quantitatives

Comme il ressort du tableau 2, la fréquence des thèmes ci-dessus présentés est la même pour les deux sexes. Les indications de dissociation familiale, accompagnées ou non de plaintes, sont aussi nombreuses. Les doléances l'emportent partout, chez les jeunes gens comme chez les jeunes filles. Mais les premiers sont seuls à se plaindre des charges familiales, tandis que les secondes font d'avantage allusion aux empêchements d'études et aux idées périmées des parents.

Pour chaque habitat, la fréquence des récriminations des filles l'emportent sur celle des garçons. Si, malgré cela, la proportion globale est équivalente, la raison s'en trouve dans un phénomène intéressant : beaucoup plus que les jeunes filles, les jeunes gens expriment leurs reproches à leurs parents dans des lettres sans indication du lieu d'origine (ils occupent 23,4 % de leurs documents non identifiables contre 7,6 % pour les filles). Comme il apparaîtra de nos indications ultérieures, ce n'est pas accidentel: les garçons qui se plaignent de leurs parents directs prennent plus de précautions pour ne pas être reconnus.

Par ailleurs, pour les deux sexes, la fréquence des reproches contre la famille est inversement proportionnelle à l'importance de la localité. Le phénomène est plus accusé pour les jeunes filles, si bien que l'écart grandit entre elles et les garçons en descendant l'échelle de l'habitat: autre signe que ces derniers, du moins en s'élignant de la capitale, ménagent d'avantage leurs parents (1).

TABLÉAU 2. Thèmes non sentimentaux relatifs aux parents du sujet (2).

	<u>Tunis</u>		<u>Villes</u>		<u>Villages</u>		<u>Non identifiés</u>		<u>Total</u>	
	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>
<u>Références neutres</u>										
-Parents perdus (pour mémoire):										
1.Prise en charge	0 - 0		0 - 0		3 - 0		0 - 0		3 - 0	
de famille :	0 - 0		0 - 0		0,02- 0		0 - 0		0,009- 0	
2.Dissociations										
familiales,aban-	11 - 6		6 - 1		9 - 5		2 - 1		28 - 13	
dons:	0,11-0,11		0,10-0,04		0,07-0,17		0,04-0,08		0,08-0,10	
<u>Total:</u>	11 - 6		6 - 1		12 - 5		2 - 1		31 - 1	
	0,11-0,11		0,10-0,04		0,10-0,17		0,04-0,08		0,09-0,10	

(1) La significativité des différences n'a pu être calculée, du fait de la faiblesse de certains effectifs de référence.

(2) Les symboles G et F signifient garçons et filles. Dans la sous-colonne relative à chaque sexe, un premier nombre est celui des occurrences du thème indiqué en regard. Le nombre placé en dessous est le rapport de ce nombre d'occurrences au nombre de lettres ayant fait état d'un cas familial.

En ce qui concerne les garçons nous avons dénombré 97 lettres de ce genre pour Tunis, 61 pour les autres villes, 123 pour les villages et 47 sans origine identifiable. Pour les filles, ces nombres s'élèvent respectivement à 54, 22, 29 et 13 lettres.

	<u>Tunis</u>		<u>Villes</u>		<u>Villages</u>		<u>Non identifiés</u>		<u>Total</u>	
	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>
<u>Doléances</u>										
3. Doléances contre parents dans fa- milles normales:	5 - 3 0,05-0,05		5 - 1 0,08-0,04		8 - 2 0,06-0,07		4 - 1 0,08-0,08		22 - 7 0,07-0,06	
4. Doléances contre parents dans fa- milles dissociées:	3 - 0 0,03- 0		1 - 1 0,02-0,04		4 - 1 0,03-0,03		3 - 0 0,06- 0		11 - 2 0,03-0,02	
5. Conflits pour étu- des, idées péri- mées des parents:	4 - 0 0,04-0,11		4 - 3 0,06-0,13		7 - 5 0,06-0,17		2 - 0 0,04- 0		17 - 14 0,05-0,11	
6. Doléances contre prise en charge des parents:	2 - 0 0,02- 0		2 - 0 0,03- 0		6 - 1 0,05-0,03		2 - 0 0,04- 0		12 - 1 0,04-0,008	
<u>Total:</u>	14 - 3 0,14-0,16		12 - 5 0,19-0,22		25 - 9 0,20-0,31		11 - 1 0,23-0,08		62 - 24 0,19-0,19	
<u>Total thèmes catégorie 1</u>	25 - 15 0,25-0,27		18 - 6 0,29-0,26		37 - 14 0,30-0,48		13 - 2 0,27-0,16		93 - 37 0,28-0,29	

CONFLITS AVEC LES PARENTS DIRECTS A PROPOS DE LA VIE SENTIMENTALE.

Types de liens sentimentaux et attitudes des jeunes

Nous nous sommes d'abord préoccupé d'iden-
tifier les rapports qui unissent chaque correspondant à son par-
tenaire. On a pu ainsi distinguer le lien autonome, dont le jeu-
ne a pris l'initiative, de celui, hétéronome, qui présente lui-
même différentes modalités: lien voulu par quelqu'un d'autre
mais auquel le sujet donne son accord; celui qu'il a fini par
entériner et qu'il subit passivement; enfin le lien hétéronome
contre lequel il se révolte. Le tableau 3 indique la répartition

de leurs fréquences en fonction de l'habitat et du sexe.

Les choix sentimentaux autonomes sont la très grosse majorité pour les garçons (83%) et un peu plus de la moitié pour les filles (56%). Bien entendu on ne saurait en tirer qu'ils jouissent de ce point de vue d'une large permissivité puisque, s'ils écrivent, c'est précisément à cause des obstacles de toute sorte suscités par ces choix. Pourtant, cela reste vrai, ils ont osé braver la norme traditionnelle centrale et il s'agit là d'un phénomène réel et important, même si l'on ne peut préciser son étendue. Il est aussi évident que cette conduite destructrice de la logique patriarcale est risquée et malaisée.

Les liens hétéronomes sont donc les moins nombreux et, cette fois, les jeunes filles l'emportent sur les jeunes gens: respectivement 4% et 1% pour les choix subis passivement, 18% et 6% pour ceux acceptés. En conséquence les filles fournissent le plus gros contingent de révoltés contre l'interventionnisme des parents: 22% contre 10% chez les garçons (1).

Pour le reste, apparaissent les indications attendues. Chez les jeunes gens, les initiatives diminuent et les choix hétéronomes, subis ou dénoncés, tendent à augmenter à mesure que décroît l'importance des localités. Il en serait de même pour les filles si ne nous attendait une surprise: dans les villages elles prendraient apparemment autant d'initiatives que dans la capitale. On ne peut en tirer de conclusion, vu les importantes proportions de lettres non identifiables quant à l'habitat.

Cet ensemble confirme ce qui est su par ailleurs: c'est

(1) En ce qui concerne les liens autonomes, le groupe des liens hétéronomes acceptés et subis réunis, enfin les liens hétéronomes dénoncés, toutes les différences de distributions entre garçons et filles sont significatives pour $P = 0,001$.

sur le choix autonome du conjoint que les jeunes se battent le plus vigoureusement en Tunisie. La nouvelle image du mariage et du couple atteint fortement les ruraux eux-mêmes quoique, pour nombre d'entre eux, elle ne corresponde pas à la nouvelle situation objective observée dans les villes. Mais à partir d'un certain moment la représentation paraît acquérir un dynamisme et une efficacité propres.

D'autre part, comme nous l'avons constaté, les résistances qui cèdent avec une relative facilité devant les garçons se maintiennent énergiquement pour les filles, même quand celles-ci réalisent les conditions de l'indépendance personnelle. Par exemple, les travailleuses qui font vivre leur famille sont très loin d'obtenir les permissions accordées dans le même cas aux jeunes gens. Les normes résistent spécialement à leur sujet, témoignant encore de leur dynamisme spécifique, autrement dit d'une causalité plus complexe que le réseau des phénomènes objectifs auxquels on attribue trop mécaniquement le passage à la famille conjugale.

TABLEAU 3. Caractères du lien sentimental selon l'habitat et le sexe (1).

	<u>Tunis</u>		<u>Villes</u>		<u>Villages</u>		<u>Non identifiés</u>		<u>Total</u>	
	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>
1. Lien dont le sujet	75	30	47	8	83	13	35	9	238	60
a pris l'initiative:	88%-59%		82%-38%		77%-59%		84%-69%		83%-56%	

(1) Dans chaque colonne sont indiqués la fréquence du type de lien en question et, au dessous, le pourcentage de ce type de lien relativement au nombre total des cas sentimentaux pour les garçons et pour les filles de chaque habitat: soit, chez les garçons, 86 cas pour Tunis, 57 pour les villes, 108 pour les villages et 39 non identifiables; pour les filles ces nombres se montent respectivement à 51, 21, 22 et 13.

	<u>Tunis</u>		<u>Villes</u>		<u>Villages</u>		<u>Non identifiés</u>		<u>Total</u>	
	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>
Lien noué par autrui consenti par le sujet:	6 6,5%	9 18%	3 5%	5 24%	10 10%	2 9%	2 5%	3 23%	21 6%	19 18%
Lien noué par autrui subi passivement par le sujet:	0	1 2%	1 2%	2 9,5%	1 1%	1 5%	0	0	2 1%	1 4%
Lien noué par autrui avec révolte du sujet:	5 5,5%	11 21%	6 11%	6 28,5%	14 12%	6 27%	4 11%	1 8%	29 10%	24 22%

Caractéristiques des partenaires

Les données quantitatives sont rapportées dans le tableau 4. Les plus intéressantes concernent les liaisons avec des parents, tout particulièrement des cousins. Un garçon sur cinq fait état d'un lien de ce genre: l'endogamie demeure une caractéristique importante, augmentant dans des proportions significatives de la capitale aux villes puis aux villages (15%, 20% et 24,5%). La parente privilégiée est évidemment la cousine du côté paternel. Les filles, par contre, font moitié moins état de ce type de liaison: il est vrai qu'en se mariant à un étranger elles ne distraient aucun bien de leur famille et obtiennent une dot plus importante. En revanche on "paie" moins si l'homme est marié à une parente. D'après les correspondants ce motif financier est le plus souvent avancé par leurs parents quand ils veulent leur faire prendre épouse dans la famille. Avec la dégradation des conditions économiques cet argument le plus "laïque" tend, semble-t-il, à primer sur les autres.

Mais quelle est l'attitude de ces jeunes devant l'endogamie? Elle apparaît dans le tableau 5. Les liens noués par le

sujet lui-même avec une parente, tout en augmentant insensiblement avec la décroissance de l'habitat, sont presque deux fois moins nombreux que ceux qu'il établit avec une "étrangère": 48 % contre 83 %. La tendance du jeune, laissé à lui-même, n'est pas de rejeter, mais de "raréfier" l'union endogamique. D'ailleurs les liens hétéronomes noués par la famille sont trois fois plus acceptés par ces jeunes gens quand ils concernent une parente: 20 % d'acceptations contre 6 % dans les autres cas. Mais en même temps ils se révoltent beaucoup plus souvent contre la perspective de la liaison dans la famille: 32 % contre 10 % dans le cas de l'étrangère (1). Ces observations témoignent donc d'une attitude conflictuelle envers la norme traditionnelle.

En ce qui concerne les jeunes filles, le nombre de cas d'endogamie est trop faible pour être significatif. La répartition confirme cependant les conclusions obtenues pour les garçons, sauf qu'on n'y trouve pas de révolte contre ce type d'union: les filles l'approuvent peut-être d'avantage, ou simplement le subissent avec plus de résignation. (Tableau 6).

Dans les autres indications du tableau 4, on notera une correspondance féminine plus importante à propos de liaisons "déviantes": veufs, divorcés, tuteurs, amours "illégitimes". Elles ne sont pourtant pas plus fréquentes pour les femmes, au contraire: mais celles-ci en sont bien plus souvent les victimes. Ainsi, dans les villages, près d'une jeune fille sur cinq écrivant pour un problème sentimental rapporte un cas d'amour "illégitime".

Par ailleurs il y a dans cette correspondance sur-représentation des collégiens et collégiennes: l'école est devenue

(1) La différence entre ces deux distributions d'attitudes avec la parente et l'étrangère est significative pour $P = 0,001$.

le lieu privilégié de formation des liens sentimentaux étrangers aux normes traditionnelles, car c'est l'un des rares endroits où les jeunes des deux sexes puissent se rencontrer librement.

Enfin 22 lettres, soit 7,5 % des cas sentimentaux, font état de promesses de mariage ou de contrats signés avec des filles dont l'âge descend de 16 à 9 ans (un contrat a même été conclu quand le garçon avait 9 ans et la fillette 2 ans). Or nous rencontrerons quelques döléances de jeunes gens s'estimant trop jeunes pour le mariage, mais il est exceptionnel qu'ils portent ce jugement sur leur partenaire. Pour eux-mêmes, d'ailleurs, la raison avancée est extérieure: par exemple, les collégiens amoureux ne verraient aucun inconvénient à se marier immédiatement, s'ils ne devaient interrompre leurs études. Quant aux filles, même quand elles sont presque des fillettes, elles se plaignent seulement du trop grand écart d'âge avec l'homme qui leur est destiné. D'une façon générale, nous n'avons décelé dans ces documents aucun signe de répugnance devant l'union précoce ou très précoce.

Or, si l'extrême jeunesse des époux n'avait aucune importance dans l'ancien groupe, qui "assumait" à peu près entièrement le jeune ménage, il n'en est plus de même dans le contexte moderne: il faut au couple une certaine maturité pour exercer ses nouvelles responsabilités et l'écart d'âge entre époux doit être limité pour que s'instaure l'égalisation de leurs rôles, nécessitée par la famille conjugale. On peut donc, on le constate une fois encore, viser la réalisation de traits centraux du nouveau modèle sans prendre conscience de ses implications ou, mieux même, en prétendant maintenir une disposition traditionnelle qui leur est contradictoire.

TABLEAU 4. Caractéristiques des partenaires (1)

<u>Types de partenaires</u>	<u>Tunis</u>		<u>Villes</u>		<u>Villages</u>		<u>Non identifiés</u>		<u>Total</u>	
	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>
- Cousins paternels:	11 - 1 13%-2%		9 - 2 16%-9,5%		11 - 1 10%-4,5%		3 - 1 8%-7,5%		34 - 5 12%-4,5%	
- Cousins maternels:	0 - 1 0 - 2%		0 - 2 0 -9,5%		7 - 0 6,5%- 0		1 - 0 2,5%- 0		8 - 3 3%-3%	
- Parents non pré- cisés:	1 - 0 2%- 0		2 - 0 4%- 0		9 - 1 8%-4,5%		2 - 2 5%-15%		14 - 3 5%-3%	
- <u>Total liaisons avec parents:</u>	<u>12 - 2</u> <u>15%-4%</u>		<u>11 - 4</u> <u>20%-19%</u>		<u>27 - 2</u> <u>24,5%-9%</u>		<u>6 - 3</u> <u>15,5%-22,5%</u>		<u>56 - 11</u> <u>20%-10%</u>	
-Veufs, divorcés, tu- teurs:	3 - 3 4%-6%		0 - 2 0 -10%		2 - 0 2%- 0		1 - 2 2,5%-15%		6 - 7 2%-6,5%	
- Non musulmans:	3 - 2 4%-4%		2 - 1 4%-5%		2 - 0 2%- 0		0 - 0 0 - 0		7 - 3 2,5%-3%	
- Amours illégitimi- mes:	2 - 1 3%-2%		2 - 0 4%- 0		4 - 4 4%-18%		0 - 2 0 -15%		8 - 7 3%-6,5%	
- Amours où est im- pliqué un collégien:	15 - 2 18%-4%		12 - 4 21%-19%		20 - 4 19%-18%		4 - 2 10%-15%		51 - 12 17,5%-11%	

(1) Les pourcentages ont été calculés sur le nombre de cas sentimentaux relatifs à chaque habitat.

TABLEAU 5. Types de liens des garçons avec les partenaires-parents comparés aux types de liens avec les partenaires en général (1).

	<u>Tunis</u>		<u>Villes</u>		<u>Villages</u>		<u>Non identifiés</u>		<u>Total</u>	
	I	II	I	II	I	II	I	II	I	II
<u>Types d'attitudes</u>										
1. Lien dont le sujet a pris l'initiative:	75 - 5 88%-42%		47 - 5 82%-45,5%		83 - 13 77%-48%		33 - 4 84%-67%		258 - 27 83%-48%	
2. Lien noué par autrui consenti par le sujet:	6 - 3 6,5%-25%		3 - 2 5%-18%		10 - 5 10%-18,5%		2 - 1 5%-16,5%		21 - 11 6%-20%	
3. Lien noué par autrui subi passivement par le sujet:	0 - 0 0 - 0		1 - 0 2%- 0		1 - 0 1%- 0		0 - 0 0 - 0		2 - 0 1%- 0	
4. Lien noué par autrui avec révolte du sujet :	5 - 4 5,5%-33%		6 - 4 11%-36,5%		14 - 9 12%-33,5%		4 - 1 11%-16,5%		29 - 18 10,6%-32%	
<u>Total:</u>	<u>86 - 12</u> 100%-100%		<u>57 - 11</u> 100%-100%		<u>108 - 27</u> 100%-100%		<u>39 - 6</u> 100%-100%		<u>290 - 56</u> 100%-100%	

(1) Pour chaque habitat la colonne I indique la fréquence et, en dessous, le pourcentage du type de lien considéré avec les partenaires en général; la colonne II porte les mêmes indications concernant le type de lien avec les partenaires-parents.

TABLEAU 6. Types de liens des jeunes filles avec les partenaires-parents et étrangers(1).

<u>Types de liens</u>	<u>Types de partenaires</u>	
	<u>Quelconques</u>	<u>Parents</u>
1.Lien dont le sujet a pris l'initiative:	60 - 56%	3 - 27%
2.Lien noué par autrui consenti par le sujet:	19 - 18%	7 - 64%
3.Lien noué par autrui subi passivement par le sujet:	4 - 4%	1 - 9%
4.Lien noué par autrui avec révolte du sujet:	24 - 22%	0 - 0
<u>Total:</u>	<u>107 - 100%</u>	<u>11 - 100%</u>

Les parents visés

Avec quels parents ces jeunes entrent-ils en conflit dans leur vie sentimentale, et avec quelle fréquence? Le tableau 7 l'indique pour les garçons, le tableau 8 pour les filles.

Dans la presque totalité des cas les premiers désignent seulement leurs père ou mère, très peu leurs frères (4 cas), encore moins leurs collatéraux (3 cas), jamais leurs grands-parents. Même s'il cristallise des réprobations plus diffuses, le groupe d'opposition concerné est nettement la famille nucléaire, plus précisément les ascendants directs. Voilà qui paraît bien indiquer l'affaiblissement du contrôle de la grande famille sur le jeune homme. Plus probablement, les interventions de la large parenté (et elles ne sont certainement pas rares) manquent d'efficacité si elles ne sont reprises par la cellule

(1) Vu les faibles effectifs, l'habitat n'a pas été considéré.

conjugale.

L'interventionnisme du père domine. La mère vient après, dans des proportions non négligeables; mais elle intervient plus souvent dans le sillage du père qu'isolément. L'ensemble de l'opposition parentale s'accroît à mesure que diminue l'importance de l'habitat, mais la différence n'est pas significative. Le père intervient seul d'autant plus fréquemment que la localité est moins importante, et c'est le contraire pour la mère. De la sorte l'écart de fréquence entre les oppositions isolées de l'un et de l'autre n'est que de 2% à Tunis, mais atteint 6% dans les autres villes et 12,5% dans les petits centres. On irait donc, avec l'urbanisation croissante, vers une égalisation des rôles d'autorité des deux parents. En tout cela, cependant, il s'agit seulement de tendances, non statistiquement assurées (1).

Vis à vis de la fille la rémanence de l'interventionnisme parental est beaucoup plus accentuée: la proportion des plaintes d'origine féminine est près du double de celle des garçons. Tous les types de parents énumérés plus haut se croient autorisés à la contrôler d'avantage, à la considérer comme le bien commun de la famille. D'autre part, pour la fille, l'écart entre les interventions paternelles et maternelles est de 14%, tandis qu'il atteint seulement 6% pour le jeune homme. Cela se retrouve dans la répartition par habitat où ces mêmes écarts, qui allaient de 2 à 12,5% pour le garçon, vont de 12 à 29 % pour la fille: l'autorité est un attribut masculin, et toute augmentation de l'autorité est essentiellement le fait de l'homme.

La mère, cependant, intervient plus contre l'enfant de même sexe que contre le mâle, aussi bien isolément qu'en accord

(1) A cause de la faiblesse des effectifs.

avec le père. Les chiffres confirment l'observation commune: au lieu de le freiner, elle accentue le pouvoir de coercition de l'homme envers la femme. Inversement, le père consent à une régression de son pouvoir devant le garçon (qui exprime lui-même d'avantage ses doléances), mais ne l'admet pas ou y résiste beaucoup plus fortement pour la fille.

Comme il en fut pour le garçon, l'interventionnisme parental paraît, ici encore, limité à la petite famille: c'est à elle, en tout cas, que la jeune fille fait formellement allusion. Autrement, même si elle n'est pas la seule, c'est son opposition qui est considérée comme décisive: la représentation de l'honneur familial, dont la sauvegarde revient principalement à la femme, l'autorité et la définition des limites de la famille paraissent bien se rétracter ensemble.

Enfin, quoique ce soit moins sensible pour la jeune fille, la diminution de l'interventionnisme, décelable cette fois dans la seule capitale, se fait encore aux dépens du père. La faible autorité de la mère demeure constante (du moins celle qui est réelle et ose se manifester de façon indépendante). Dans l'ensemble donc c'est l'homme, principal détenteur de l'autorité traditionnelle, qui s'en laisse déposséder. Comme on pourrait d'abord le remarquer, il faut bien que le pouvoir diminue là où il se trouve! Mais aussi, seul mêlé à la société, l'homme peut être plus sensible aux nouvelles influences, à la modification des images. Une fois de plus, il participerait aux changements sociaux modificateurs de la culture traditionnelle, même apparemment à son désavantage, parce que cette culture en a fait le seul agent social. Mais nos enquêtes systématiques nous amèneront à nuancer cette proposition. D'autre part, ce relatif dessaisissement de l'autorité, l'homme l'accepte beaucoup plus volontiers pour ses garçons. A leur tour, nous le verrons, ceux-ci auront dans leurs aspirations réformatrices des réserves

et prudences permettant de parler d'une sorte de connivence entre les hommes, supports et principaux bénéficiaires du système patriarcal, dans la manière de conduire le changement.

TABLEAU 7. Types de parents en opposition avec les garçons pour les problèmes sentimentaux

	<u>Tunis</u>	<u>Villes</u>	<u>Villages</u>	<u>Non identifiés</u>	<u>Total</u>
Père et mère (1):	4 - 4,5%	4 - 7%	5 - 4,5%	5 - 15%	18 - 6,5%
Père seul :	5 - 5,5%	5 - 9%	15 - 15%	3 - 8%	28 - 10%
Mère seule :	3 - 3,5%	2 - 3%	3 - 2,5%	2 - 8%	10 - 4%
Total d'implication du père:	9 - 10,5%	9 - 16%	20 - 19,5%	8 - 23%	46 - 15%
Total d'implication de la mère :	7 - 8%	6 - 11%	8 - 7%	9 - 23%	30 - 10%
Frères :	1 - 1,5%	2 - 4%	1 - 1%	0 - 0	4 - 2%
Autres parents :	1 - 1,5%	0 - 0	1 - 1%	1 - 2,5%	3 - 1%
Nombre de documents sur les oppositions de parents :	14 - 16,5%	13 - 23%	25 - 24%	11 - 33,5%	63 - 22%
Nombre de parents visés (2):	18 - 0,21	17 - 0,30	31 - 0,29	19 - 0,49	85 - 0,29

(1) Dans chaque colonne le premier nombre est celui des lettres visant le type de parents indiqué; le second est la proportion de ces lettres dans le nombre total des cas sentimentaux de chaque habitat.

(2) Le premier nombre est celui des parents visés dans les documents; le second est le rapport de ce nombre à celui des cas sentimentaux de chaque habitat.

TABLEAU 8. Types de parents en opposition avec les filles pour les problèmes sentimentaux

	<u>Tunis</u>	<u>Villes</u>	<u>Villages</u>	<u>Non identifiés</u>	<u>Total</u>
Père et mère (1):	2 - 4%	3 - 14%	3 - 14%	2 - 15%	10 - 9,5%
Père seul :	10 - 20%	6 - 29%	6 - 27%	0 - 0	22 - 20,5%
Mère seule :	4 - 8%	0 - 0	2 - 9%	1 - 8%	7 - 6,5%
Total d'implication du père :	12 - 24%	9 - 43%	9 - 41%	2 - 16%	32 - 30%
Total d'implication de la mère :	6 - 12%	3 - 14%	5 - 23%	3 - 23%	17 - 16%
Frères :	4 - 8%	0 - 0	1 - 4,5%	0 - 0	5 - 4,5%
Autres parents :	0 - 0	0 - 0	0 - 0	0 - 0	0 - 0
Nombre de documents sur les oppositions de parents :	17 - 33,5%	9 - 43%	11 - 50%	3 - 23%	40 - 37,5%
Nombre de parents visés (2):	22 - 0,43	12 - 0,57	15 - 0,68	5 - 0,38	54 - 0,50

Les thèmes d'opposition des parents

On peut faire une première remarque: les auteurs d'un certain nombre de lettres se contentent de signaler l'opposition de leurs parents, sans en fournir les raisons, et demandent comment ils doivent se conduire. Or cette façon de

(1) Dans chaque colonne le premier nombre est celui des lettres visant le type de parents indiqué; le second est la proportion de ces lettres dans le nombre total des cas sentimentaux de chaque habitat.

(2) Le premier nombre est celui des parents visés dans les documents; le second est le rapport de ce nombre à celui des cas sentimentaux de chaque habitat.

procéder est liée aux variables de sexe et d'habitat: les garçons spécifient ces raisons beaucoup moins que les filles, les citadins des deux sexes moins que les ruraux. Pour les jeunes gens l'abstention est même régulièrement liée à l'importance de l'habitat (1). En conséquence, croyons-nous, les deux types de conduite ne sont pas accidentels, mais correspondent à deux niveaux d'attaque de l'institution. Les uns l'acceptent, mais en contestent l'application dans le cas particulier. Les autres ne cherchent pas à discuter des raisons: c'est le principe même du veto parental qui fait question pour eux et ils demandent qu'on se prononce là-dessus. On peut ainsi commencer par contester l'usage d'une institution avant de s'en prendre à elle-même, et on comprend que les filles et les ruraux se comportent surtout de la première façon, les garçons et les citadins de la seconde (tableau 9).

Occupons-nous donc de ceux qui ont cru devoir exposer les motifs de conflit avec leurs parents (2). De façon quasi-unanime ils présentent les raisons de ceux-ci comme étant du plus pur type égocentrique et autoritaire, en flagrante contradiction avec le stéréotype selon lequel "les parents veulent toujours le bien de leurs enfants". D'ailleurs, toujours si l'on en croit nos correspondants, les parents s'en prennent très rarement à la personnalité du partenaire choisi par leurs enfants, ce qui témoignerait au moins du souci d'assurer leur bonheur. En fait, les jeux sont faits bien avant que vienne l'initiative du jeune. Ils ont déjà prévu quelqu'un pour lui, l'ont promis ou fiancé à une personne de leur choix:

(1) La différence entre les distributions de sexe est significative pour $P = 0,05$.

(2) Certaines jeunes filles auraient bien voulu les dire, mais leurs parents n'ont pas jugé nécessaire de les leur donner.

L.291 PJ - A 18 ans, on l'a fiancée de force à un homme de 43 ans. Elle a accepté par peur de son père et de sa mère. De plus elle travaillait et gagnait ainsi sa vie et celle de sa famille. Or son fiancé lui interdit le travail.(Tunis).

L.402 PJ - Jeune fille de 18 ans, fiancée à un homme de 29 ans alors qu'elle en aime un autre. Sa mère menace de la tuer si elle n'épouse pas le premier. Elle a écrit au fiancé qu'elle ne l'aimait pas, lui demandant de ne plus revenir. Il a montré la lettre à la mère. (Village).

L.163 PJ - Orphelin de père, élevé par un frère aîné."J'obéis à ma mère". Il a aimé une fille, mais n'a pu l'épouser car, après avoir convaincu sa mère, il n'a pu persuader son frère. Ce que voyant, sa mère l'a fiancé à une autre. Il a accepté à condition de la voir avant le mariage "pour juger de sa moralité". On lui a promis, mais on n'a pas tenu la promesse.(Sfax).

L.124 PJ - Lettre en français. Un cadre d'une administration, 23 ans, a voulu la main, "par l'intermédiaire de mes parents", d'une veuve de 25 ans. Ils se sont tous opposés "du plus grand au plus petit" et "colère de ma mère".Que faire? "Suivre mon bonheur et abandonner ma famille, ou briser mon coeur et satisfaire mes parents?"(Tunis).

Comme on le voit, les parents ne se soucient pas de pénétrer dans le monde des jeunes pour le discuter de l'intérieur, ce qui signifierait leur consentement à communiquer avec eux. Ils y juxtaposent et lui opposent leur propre univers, avec la plus tranquille assurance:

L.323 PJ - Le père va marier le fils aîné et voudrait le marier le même jour pour faire une seule fête. Lui n'a pas envie et voudrait attendre la fin de son service militaire. Mais les parents prétendent l'obliger.(Village).

Mais rien ne permettra mieux que les documents suivants

de pénétrer intimement dans ce monde clos de la géroncratie :

L.293 PJ - Lettre d'une mère de quatre enfants. Père décédé. A casé les trois premiers, mais le quatrième lui donne beaucoup de soucis. Il a préparé plusieurs concours sans succès. Si bien qu'elle a décidé de le marier avec sa cousine paternelle et d'en faire un fellah(1). Il a fini par devenir instituteur et a refusé encore plus catégoriquement ce mariage. "Mais je n'ai pas été d'accord avec lui, surtout après avoir été la cause de la rupture de cette cousine avec un homme qui avait demandé auparavant sa main. Depuis ce temps, j'ai utilisé tous les moyens possibles pour une mère entêtée qui ne veut pas perdre la face devant les gens. J'ai ordonné à des gens âgés et jeunes de la famille de le circonvenir. J'ai cessé de lui préparer le manger, le boire, de laver ses vêtements. Il s'est mis à se rendre au restaurant et à laver son linge lui-même. Finalement, il a été obligé de se marier avec sa cousine (littéralement: "il a été obligé de faire ce qu'il détestait") et nous l'avons jeté dans la chambre de la mariée(rûmia bihi). Nous avons cru qu'il allait revenir à la raison et accepter le fait accompli. Mais il s'est mis au contraire à déclarer sa haine à sa femme. Il a eu un enfant : cet événement m'a réchauffé le coeur. Mais il est resté un an sans voir son fils et ne s'est jamais plus approché de sa femme. La pauvre femme a patienté, puis a fini par désespérer et s'est retournée contre moi. Je lui ai dit: "Il n'y a pas de raison pour que tu sois malheureuse puisqu'il ne te bat pas et ne te laisse manquer de rien". Elle a répondu "Je préférerais qu'il me batte tous les jours et qu'il s'aperçoive de ma présence". Je crains de mourir avant de réparer le mal que j'ai fait et de guérir les blessures que j'ai causées." (Ville).

L.356 PJ - Instituteur de 26 ans. Marié depuis quatre ans contre son gré par son père. Cette femme est la quatrième

(1) Agriculteur.

qu'il ait demandée pour son fils: il y a eu trois fiancées avant, parce que le père a commencé ses demandes depuis que le fils était à l'école."Lorsque mon père a voulu me fiancer avec une cinquième j'ai refusé, parce que chaque fois qu'il renvoyait une de mes fiancées j'avais un ennemi de plus contre moi et ma famille. J'ai écrit à mon père: "S'il est nécessaire que je me marie, que ce soit avec la quatrième!" Il accepta, de crainte de me voir tomber dans la débauche. Il nous maria donc le même jour, moi-même et mon frère qui, aujourd'hui, n'a pas plus de 20 ans. C'était un mariage sans âme, plutôt des funérailles. On ne pouvait le cacher, même aux invités étrangers. Apparaissait la dictature absolue qu'on ne peut discuter... Mais j'ai accepté parce qu'il me menaçait de ne pas payer mes études secondaires si je refusais. Il n'a pas tenu sa promesse et s'est conduit avec moi aussi durement qu'avant. Il invite même mes beaux-parents à me mépriser..Ils l'ont fait devant ma femme et au vu et au su de mon père...Ma femme a rencontré un homme étranger. Je me suis fâché parce que mon honneur était en jeu. Mon père m'a battu devant elle et il a juré que si je divorçais il garderait ma femme chez lui jusqu'à la remorier...Quant à ma mère, elle est divorcée: mon père a épousé quatre femmes et n'en a gardé que deux... Maintenant je suis devenu capable de tout faire parce que je suis devenu matériellement indépendant de mon père. J'ai quitté mon sale village..J'ai décidé de divorcer coûte que coûte. Mon père est venu, mais sa domination a diminué parce que je n'ai plus besoin de lui. Il m'a dit: "Si tu la quittes, tu me quitteras aussi et je deviendrai pour toi un interdit comme le vin". Je me suis révolté à cause de ma dignité foulée depuis l'enfance; je l'ai laissé et suis sorti. Il s'est fâché et n'est plus venu me voir depuis un mois..Je suis décidé à divorcer pendant le mois de l'Aïd. Ce n'est pas mon coeur qui m'y pousse car il est vide et le restera...Mon

corps et ma dignité blessés ne sont plus capables de se relever.. En fin de compte, je vous informe que j'aime mon père d'un grand amour..J'ai eu l'impression de ne pas l'aimer parce qu'il m'a fait souffrir depuis l'enfance. C'est un homme religieux, ayant des diplômes religieux et ayant beaucoup écrit à ce sujet.. Mes parents m'ont élevé ainsi, croyant bien faire, et j'espère que Dieu pardonnera à mes parents, de même qu'il m'a élevé quand j'étais petit.."(Ville).

On ne saurait faire apparaître avec plus de violence cette corruption déjà mentionnée de l'autorité patriarcale et, à travers elle, du système dont elle est l'âme. On aura remarqué en même temps comment des hommes adultes, instruits, économiquement indépendants, n'osent pas la braver ouvertement et s'emplissent de conflits et de scrupules quand ils veulent échapper à ces abus.

On ne trouve pas un état d'esprit différent dans les autres motifs d'opposition des parents: ils refusent le choix de leur enfant parce que le partenaire n'est pas de la région, du village, voire du voisinage; ou bien parce qu'ils ne s'entendent pas eux-mêmes avec la famille du jeune qui a été choisi; ou enfin parce que, selon leurs enfants, ils désirent profiter le plus longtemps possible de leur salaire de célibataires. D'autres conclusions se dégageront de l'analyse quantitative des données.

Analyse quantitative des thèmes de conflit avec les parents

Le tableau 9 nous ramène à la constatation déjà faite: les parents continuent à considérer largement la fille comme le bien de la famille, entièrement impliqué dans sa stratégie d'échanges, alors qu'ils ont d'avantage tendance à y renoncer pour le garçon (1). Cet abandon préférentiel

(1) La différence entre les nombres de garçons et filles concernés par l'opposition de leurs parents directs à leur vie sentimentale est significative pour $P=0,001$

d'un trait du système devrait avoir, dans l'actuel contexte, un effet désagrégateur.

D'abord, sur le seul point où femmes et hommes étaient à égalité, on donne encore l'avantage aux seconds: le déséquilibre traditionnel entre les sexes est aggravé au moment où s'accumulent les raisons de ne plus le tolérer. La fille ne saurait plus être impressionnée par la logique de la "transcendance familiale" à partir du moment où elle ne joue plus pour le principal intéressé : le mâle. Gérant de l'intérêt du groupe, l'homme est légitimé à le conduire seulement dans la mesure où il s'y soumet quand il le faut. S'il dissocie les deux volets liés de sa conduite, la crédibilité en son rôle - et en la réalité de la transcendance familiale - doit s'effondrer.

Par là même, on le voit, une grave entorse est faite au système patriarcal. Selon celui-ci le médiateur de la lignée ne peut absolument pas se conduire en individu dans cet acte fondamental pour le groupe qu'est l'échange matrimonial. En fin de compte, on peut le constater, une norme importante du modèle traditionnel, la valorisation du mâle, est étendue de façon à libérer préférentiellement celui-ci d'une autre norme qui, elle, est véritablement décisive; ce qui devrait précipiter la désintégration de l'ensemble. Et une fois de plus l'homme tend à opérer la dissociation pour son profit immédiat, c'est à dire de manière à transformer en une facilité l'ancien complexe équilibré avantages-obligations.

Le tableau 10, à son tour, autorise quelques dernières remarques. Tout d'abord, nous avons essayé de distinguer de la simple opposition des parents aux choix de leurs enfants les cas où ils leur ont imposé un partenaire de leur goût. Ces impositions sont nettement plus nombreuses pour les filles: quand on en rapporte le nombre à l'ensemble des cas sentimentaux exposés, la proportion se monte pour elles

à 21 %, contre 9 % pour les jeunes gens. Elles pourraient donc être plus aigries et agressives, mais il n'en est rien: elles sont même légèrement moins nombreuses à accuser leurs parents de conduites égocentriques et plus disposées à estimer qu'ils "agissent pour leur bien". Cette constatation n'est cependant valable que pour l'ensemble des correspondantes: les attitudes, nous le verrons, se différencieront avec les sous-groupes.

Enfin, nous trouvons la confirmation d'une précédente remarque: les parents du garçon sont nettement plus portés à pratiquer l'endogamie que ceux de la fille.

TABLEAU 9. Indications générales sur l'opposition des parents à la vie sentimentale de leurs enfants.

	<u>Tunis</u>		<u>Villes</u>		<u>Villages</u>		<u>Non identifiés</u>		<u>Total</u>	
	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>
- Nombre de documents concernés :	14	17	13	9	25	11	11	3	63	40
-Rapport au nombre de documents sentimentaux :	17%-33%		23%-43%		23%-50%		28%-23%		22%-38%	
-Nombre d'occurrences des thèmes :	14	17	15	9	31	13	14	3	74	41
-Rapport des occurrences aux documents concernés :	1	1	1,15	1	1,24	1,18	1,27	1	1,17	1,02
- Documents spécifiant les raisons d'opposition :	7	12	8	6	17	9	4	3	36	30
	50%-70%		61%-66%		68%-82%		36%-100%		57%-75%	

TABLEAU 10. Distribution des thèmes d'opposition des parents à la vie sentimentale de leurs enfants

	<u>Tunis</u>		<u>Villes</u>		<u>Villages</u>		<u>Non identifiés</u>		<u>Total</u>	
	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>
<u>Comportements de dialogue</u>										
-Pour le bien du sujet :	0	2	0	0	1	2	0	0	1	4
-Reproches au parte- naire lui-même :	1	0	1	0	1	1	3	0	6	1
<u>Total (1)</u>	1	2	1	0	2	3	3	0	7	5
	14%-17%		10%-	0	9%-30%		43%-	0	15%-17%	
<u>Comportements égocen- triques</u>										
- Veulent le mariage immédiat :	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0
-Pour profiter du sa- laire du jeune :	0	0	1	0	1	0	0	1	2	1
-Vicinalisme, régio- lisme :	0	0	0	1	1	0	0	0	1	1
-Conflit avec famille du partenaire :	1	0	1	0	5	0	1	0	8	0
-Prévoient un conjoint étranger:	1	2	0	0	3	2	1	0	5	4
-Engagés avec un étranger :	0	8	3	4	1	5	0	1	4	18
-Prévoient un conjoint parent :	2	0	3	1	5	0	2	0	12	1
-Engagés avec un parent :	2	0	1	0	4	0	0	0	7	0
<u>Total (1) :</u>	6	10	9	6	21	7	4	2	40	25
	86%-83%		90%-100%		91%-70%		57%-100%		85%-83%	

(1) Sous les nombres indiquant le total des occurrences de ces thèmes nous présentons leur pourcentage relativement au total des occurrences de thèmes d'opposition parentale.

TABLEAU 10. (Suite)

	<u>Tunis</u>		<u>Villes</u>		<u>Villages</u>		<u>Non identifiés</u>		<u>Total</u>	
	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>
<u>Divers</u>										
-Opposition au choix du sujet non spéci- fiée :	7	5	5	3	8	2	7	1	27	11
-Imposition d'un choix au sujet(1):	5	10	7	5	10	7	3	1	28	23
	35%	59%	54%	55%	52%	64%	27%	33%	44%	57,5%
									9%	21%

Les types de réaction des jeunes à l'opposition de leurs parents

Nous noterons d'abord ce que nous appellerons les "réactions négatives actives": c'est à dire les cas où les jeunes prennent ou manifestent l'intention de prendre des initiatives.

Ainsi trouve-t-on quelques fois des intentions de fuite ou de suicide, ou les deux à la fois :

L.491 PJ - "Le destin a voulu qu'étant une jeune fille de 19 ans j'ai été fiancée à un homme de 45 ans. Je n'ai accepté de signer le contrat que pour faire plaisir à mon père et par crainte de ses menaces répétées. Il a pensé à l'argent et à la fonction mais pas à mon bonheur. Il a oublié qu'entre mes

(1) La 1ère ligne indique les nombres de documents faisant état d'une imposition. La 2e ligne indique leur pourcentage relativement au nombre total de documents d'opposition des parents pour chaque catégorie de sexe et d'habitat. Dans la colonne "total" une 3ème ligne indique les proportions de ces impositions relativement au total des cas sentimentaux pour chaque catégorie.

côtes est un coeur en pleine jeunesse qui tend vers un jeune homme que j'ai aimé comme un enfant aime sa mère..Mais que puis-je faire, moi, la jeune fille aux ailes brisées? Dois-je me suicider ou fuir mes parents, mais pour aller où?.. Je suis désespérée parce que ce contrat n'est pas légal, car il ne correspond pas au Code du Statut personnel et à ce qui est dit dans les discours du Président en ce qui concerne la liberté qu'a la femme de choisir le mari qu'elle désire."(Villo).

Plus intéressants pour notre propos sont les jeunes qui osent songer à utiliser la nouvelle loi contre leurs propres parents: telle cette jeune fille forcée à signer le contrat sous la contrainte, que le juge veut obliger à la consommation du mariage, et qui demande comment faire annuler cet acte (L.359 PJ).

Puis viennent ceux qui désobéissent effectivement, parfois avec l'appui d'un membre de la famille contre les autres, se fiancent sans informer leurs parents, ou même font jouer le Code:

L.219 PJ - Cas rapporté par un tiers d'une fillette de 12 ans, qui désirait le mariage avec un garçon de 18 ans. Opposition des parents, qui l'ont fiancée à un second. Elle a refusé. Battue par son père, elle a porté plainte, s'est libérée du deuxième, a proposé au premier de s'enfuir avec lui. Il a refusé. (Tunis).

Après quoi viennent les jeunes qui n'osent pas, pour des motifs rassemblés sous la rubrique : "Sensibilité à l'intimidation". Nous y trouvons des soumissions motivées par le respect des normes, et sur lesquelles on s'interroge :

L.467 PJ - "Je suis d'un village où les gens suivent les traditions de leurs parents. Ma mère m'a choisi une fille et je ne m'y suis pas opposé. Mais je ne l'ai pas vue et elle ne m'a pas vu : je fais confiance à ma mère pour son choix. Mais

maintenant je remarque une hésitation: les uns me rassurent, les autres m'inquiètent. Le père de la fille refuse que je la voie et il n'y a même pas une photo. Au point que maintenant je doute et je songe à rompre le contrat."(Village).

Assez proche est la "timidité" devant les parents, qui retient de leur parler, même sur les sujets où on est concerné au premier chef:

L.296 PJ - Jeune fille de 17 ans. Son père et son frère veulent la marier à un homme de 50 ans parce que son frère a épousé la fille de la précédente femme de cet homme. Elle refuse. Le frère menace de la tuer et lui ordonne le mariage. Elle demande au conseiller de faire "un exposé" sur ces pères qui veulent "détruire leurs filles", car, quant à elle, elle n'ose pas parler devant son père et son frère.(Tunis).

L.418 PJ - Il a 19 ans. A 15 ans il a aimé une fille qui en avait 12. Amour réciproque très fort quoiqu'elle ne soit ni de sa famille, ni de son village. Les parents de la fille sont d'accord pour le mariage. Mais ce qui le tenaille jour et nuit c'est qu'il n'en a pas encore parlé à ses propres parents et il ne sait pas s'ils seront d'accord. Or il tient par dessus tout à leur consentement. Il voudrait se marier dans trois ans. Comment faire pour leur parler? (Ville).

Ce "respect" des parents, impliquant la crainte d'inverser le sens habituel de la communication, aboutit à des problèmes curieux:

L.299 PJ - Garçon de 18 ans qui connaît depuis deux mois une jeune fille de 18 ans. Amour passionné, il veulent se marier. Mais aucun des parents n'est au courant. Il est embarrassé : "Dois-je demander sa main à son père avant d'informer le mien ou inversement?"(Village).

On saisit sur le vif comme la norme traditionnelle constitue

autour des parents une sorte d' "espace sacré" d'où eux-mêmes peuvent prendre l'initiative de sortir, mais où il serait sacrilège pour le jeune de pénétrer. Car cette zone est celle de la transcendance familiale qui s'accommode seulement de la forme unilatérale de la communication (toute rétro-action impliquant la possibilité d'une mise en question). Mais les situations et problèmes nouveaux créent un pressant besoin d'échange des informations, ce qui exige à la longue que la famille devienne "chose mondaine", que sa représentation se laïcise. Les protagonistes sont impressionnés, sinon effrayés, par la perspective de cet échange direct. Des conduites de remplacement apparaissent donc : depuis le traditionnel appel à un tiers, qui établit la communication en soulignant la distance, jusqu'aux compromis s'élaborant sans langage, en évitant les mots qui auraient un pouvoir de consécration.

A défaut, et lorsque l'enfant n'est pas résigné ou intimidé, il lui arrive de se heurter à des réactions violentes s'exprimant par des sanctions physiques ou des menaces graves : deshériter, rompre, maudire, tuer. Curieusement, les jeunes parlent comme s'ils prenaient cette dernière menace réellement au sérieux, alors qu'il n'est évidemment pas possible de la mettre à exécution. Il s'agit sans doute d'une rationalisation de leur anxiété, de leur crainte de devoir désobéir. Mais bien que la loi et l'actuelle organisation sociale les protègent, ils font comme s'ils ignoraient totalement cette nouvelle domination du groupe familial par le groupe social moderne :

L.295 PJ - Jeune homme de 22 ans qui aime "depuis longtemps" une cousine maternelle qui a 12 ans et demi. Il attend qu'elle atteigne l'âge légal pour se marier. Mais le père menace de le deshériter s'il ne l'épouse pas immédiatement. (Village).

L.490 PJ - Jeune fonctionnaire qui voudrait se marier avec une Algérienne. Son père refuse: sa famille, dit-il, nous posera des conditions inacceptables et si nous refusons "nous serons le sujet des conversations de leurs femmes en tout temps et en tout lieu". Il ajoute: "Si tu l'épouses, marie-toi dans la rue". (Village).

Enfin un troisième groupe continue à proclamer son attachement aux parents.

Il peut s'agir d'un accord avec leurs représentations, les principes qui guident leurs décisions: "Je ne veux pas faire le mal, je ne veux qu'obéir à Dieu et à mes parents"(L.483 PJ. Jeune fille. Village). D'autres expriment une grande indignation contre ces filles modernes qui sont "telles que la prostitution jaillit de leurs yeux, leurs paroles, leur façon de s'habiller" (L.143 PJ. Etudiant. Tunis). "Elles se moquent de moi, ajoute tel correspondant, me disant que je ne suis pas évolué. Je n'ai pas besoin de cette évolution et de cette civilisation comme elles la conçoivent: danse, promenades dans les avenues avec des vêtements de nuit (sic) et prétention à la culture". La conclusion est d'ailleurs inattendue: "Je n'ai plus d'espoir dans les filles de ma race et je crois fermement qu'il vaut mieux épouser une étrangère avec qui on puisse se comprendre"(L.254 PJ.Tunis). On aboutit à des misogynies singulières, mais bien en accord avec la philosophie hyper-viriliste de la culture traditionnelle: "On dit que la vie conjugale devient un enfer après la période d'amour et on dit que la cause en est que la femme, après cette période, arrive à comprendre la psychologie de l'homme, ses penchants et ses points faibles. Que me conseillez-vous pour vaincre l'amour et garder ma dignité en face de la femme?" (L.26 PJ - Village).

Quelques uns, brouillés avec leurs parents, n'ont de cesse qu'ils ne rentrent en grâce auprès d'eux. Ils sont nombreux, enfin,

à souffrir d'un conflit entre leur passion et leur piété filiale:

L.481 PJ - Son père s'oppose au mariage qu'il souhaiterait car il le destine à une cousine paternelle. Il craint de lui désobéir "car ce serait la grande catastrophe, puisque Dieu a ordonné l'obéissance aux parents". Il demande comment contenter le père tout en vivant heureux avec la femme qu'il aime. (Tunis).

L.1 PJ - Il voudrait épouser une jeune fille. Son père est d'accord, mais son frère s'y oppose vivement. "Je ne suis pas arrivé à le convaincre. Dois-je faire plaisir à mon frère ou me marier? Je voudrais contenter tout le monde".(Tunis).

L.146 PJ- "Un conflit a surgi entre mes parents. J'ai su qu'il provenait de la question de mon mariage. Mon père désire me marier avec le fils de son frère et ma mère avec le fils de son frère. Je ne sais quoi faire. Dois-je obéir à mon père ou à ma mère?"(Jeune fille.Village).

Un agent de police a écrit trois fois pour poser deux questions: 1) Un jeune homme peut-il choisir sa fiancée tout seul? 2) Un jeune homme cultivé peut-il "désobéir à ses parents ignorants et préférer la fille qu'il aime à celle qu'ils ont choisie?"(L.450 PJ.Tunis). La formule revient constamment: "D'un côté je ne peux contrarier mon père en quoi que ce soit, de l'autre je ne peux me séparer de celle(ou celui) que j'aime". Dans tous ces cas, il nous a été pratiquement impossible de distinguer entre l'affection filiale proprement dite et l'impératif social de l'obéissance aux parents, lui-même profondément lié au devoir religieux.

Analyse quantitative des réactions des jeunes

Le tableau 11 permet plusieurs constatations. Tout d'abord, on le notera avec intérêt, les réactions

negatives envers les parents, malgré un interventionnisme dont on aura pu apprécier la fréquente brutalité, sont tout à fait minoritaires dans l'ensemble. Tandis que s'avèrent fortement majoritaires les manifestations d'attachement à la famille, à condition d'y intégrer les conflits entre la piété filiale et l'amour. Si l'on remarque, par ailleurs, l'importance des réactions de timidité ou de crainte, la conclusion s'impose : l'emprise traditionnelle des parents est d'autant plus spectaculaire que nous en saisissons l'intensité même dans cet échantillon de plaignants et de protestataires, qui constitue un groupe spécial dans la population juvénile tunisienne.

Cependant, sans mettre en question cette hiérarchie des attitudes valable pour tous, il est d'intéressantes disparités entre filles et garçons. Si la sensibilité à l'intimidation n'est que légèrement supérieure chez les premières, le décalage devient frappant au niveau des réactions négatives : leur proportion est de 21% pour les jeunes filles, contre 2% à peine pour les jeunes gens (1). Inversement les conduites d'attachement sont nettement plus fréquentes chez ces derniers : 77% contre 54%. Mais, dans ce dernier cas, on peut voir d'où vient la différence : les attitudes conflictuelles amour-piété filiale sont beaucoup plus le fait des garçons, les filles manifestent d'avantage l'accord uni avec les représentations de leur famille (2).

Les choses semblent donc se passer ainsi : malgré une situation plus frustratrice, un nombre élevé de filles s'alignent

(1) Rappelons notre définition de la réaction négative : intènti ou prise d'initiative contre les parents. Ainsi donc, si les fil se déclarent moins souvent en opposition avec leurs parents, cel les qui le sont ont une attitude plus "active".

(2) La différence des distributions est significative pour P compris entre 0,02 et 0,01.

sur les idées des parents, de même qu'elles avaient été moins nombreuses à percevoir leurs attitudes comme égoïstes. Mais à partir d'un certain moment leur réaction passe à l'extrême opposé: actes de désobéissance et de rupture, d'autant plus remarquables que les conséquences en sont pour elles beaucoup plus graves, l'opinion admettant en ce qui les concerne des sévices non appliqués aux garçons. Ainsi, à une attitude plus frustratrice des parents répondent chez les filles une perception et des réactions volontiers extrêmes et de sens opposé.

Dernière remarque: les attitudes féminines négatives atteignent une proportion plus élevée à Tunis que dans les villages. Là aussi elles surpassent du plus loin celles des garçons. Or ce n'est évidemment pas dans la capitale que la situation de la femme est objectivement la plus difficile, au contraire. Mais le parallélisme entre les incitations extérieures et les attitudes est loin d'être rigoureux. En fait, la qualification de la situation comme insupportable ne jaillit pas de celle-ci, mais de sa mise en perspective dans un contexte plus large, auparavant inaccessible: c'est ce dont la vie urbaine offre le plus facilement les moyens.

Quant aux garçons, comment expliquer qu'ils soient si souvent conflictuels? Certes, l'attitude des parents est pour eux moins frustratrice, mais ce n'est pas le cas de la présente population de jeunes protestataires. La raison pourrait plutôt en être celle-ci: ils ont finalement le pouvoir objectif de la prise de décision, la sanction ne pouvant être que morale, et pas obligatoire. Les obstacles externes n'étant pas décisifs, le débat se transporte donc sur le plan subjectif. Et c'est d'autant plus aisé qu'il n'est pas facile à un homme de se détourner d'une culture où il occupe la place que l'on sait. Par contre, dans l'état d'hétéronomie complète de la femme, il y aura moins de place pour les débats moraux. S'il n'y a pas alignement

(ce que d'aucuns appelleront "aliénation"), le conflit naîtra plus facilement entre elle et autrui, et moins en elle-même.

On aura remarqué enfin comment ces protestataires, quand l'opposition vient de leurs parents, n'utilisent presque pas la loi faite pour eux et qui leur permettrait de passer outre. Car celle-ci a visé seulement certains aspects du système de sujétion du jeune à l'adulte, mais les conditions de transformation de l'ensemble où ils sont inclus ne sont pas réalisées. En attendant, le sujet qui ose se servir des moyens légaux est perçu comme déviant et s'appréhende lui-même comme tel. Pour ne plus l'être il lui faudrait être soutenu par un groupe d'opinion important. Mais celui-ci ne se formera pas si chaque individu moderniste attend que les autres se décident à se manifester publiquement. A cause de ce cercle, bien des dispositions nouvelles demeurent latentes, affirmées individuellement sur le plan verbal, mais non réalisées sur le plan collectif: c'est par exemple le cas pour le jeûne du Ramadhan, qu'un grand nombre sont disposés à ne plus observer le jour où... un grand nombre ne l'observeront plus!

TABLEAU 11. Réactions des jeunes aux attitudes d'opposition de leurs parents, dans le cadre de leur vie sentimentale

	<u>Tunis</u>		<u>Villes</u>		<u>Villages</u>		<u>Non identifiés</u>		<u>Total</u>	
	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>
<u>Réactions négatives</u>										
-Désir de fuite ou de suicide :	0	0	0	1	0	1	0	0	0	2
-Actes de désobéissance ou de fuite :	0	6	0	1	0	1	0	2	0	10
-Référence à la loi à propos des parents :	0	2	0	0	2	0	0	0	2	2

TABLEAU 11. (Suite)

	<u>Tunis</u>		<u>Villes</u>		<u>Villages</u>		<u>Non identifiés</u>		<u>Total</u>	
	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>
<u>Total</u> (1):	0 - 8		0 - 2		2 - 2		0 - 2		2 - 14	
	0 -23%		0 -13%		5%-22%		0 -25%		2%-21%	
	0 -0,47		0 -0,22		0,08-0,18		0 -0,67		0,03-0,35	
<u>Sensibilité à l'intimidation</u>										
-Soumissions résignées :	0 - 1		1 - 2		1 - 1		0 - 0		2 - 4	
-Timidité, sujets impressionnés par parents :	3 - 6		1 - 2		2 - 1		1 - 0		7 - 9	
-Crainte menaces, violences des parents:	0 - 2		2 - 1		7 - 1		0 - 0		9 - 4	
<u>Total</u> (1):	3 - 9		4 - 5		10 - 3		1 - 0		18 - 17	
	15%-26%		33%-33%		25%-33%		7%- 0		21%-25,	
	0,21-0,53		0,30-0,55		0,40-0,27		0,09- 0		0,28-0,42	
<u>Attachement aux parents</u>										
-Conflits amour-piété filiale :	10 - 6		4 - 3		16 - 2		9 - 2		39 - 13	
-Désir rentrer en grâce auprès parents :	1 - 0		1 - 0		3 - 0		2 - 0		7 - 0	
-Accord avec attitudes des parents:	6 - 12		3 - 5		10 - 2		2 - 4		21 - 23	
<u>Total</u> (1):	17 - 18		8 - 8		29 - 4		13 - 6		67 - 36	
	85%-51%		67%-54%		70%-45%		93%-75%		77%-54%	
	1,21-1,05		0,61-0,89		1,16-0,36		1,18- 2		1,06-0,90	

(1) En 1ère ligne, nombre total des réactions de ce type pour chaque sexe. En 2e ligne, pourcentage que représente ce nombre relativement à l'ensemble des réactions à l'opposition parentale. En 3e ligne, indice de richesse de ce type de réactions, obtenu en divisant le nombre de la 1e ligne par le nombre de documents relatifs à l'opposition parentale pour chaque catégorie de sexe.

CONFLITS AVEC LES PARENTS DU PARTENAIRE A PROPOS DE LA
VIE SENTIMENTALE

Les parents en opposition

Si leur vie sentimentale met fréquemment ces jeunes en conflit avec leurs parents directs, elle les oppose non moins souvent à ceux du partenaire de leur choix.

Un fait est d'abord très net (tableau 12) : les jeunes gens ont affaire bien plus fréquemment aux parents de la jeune fille qu'aux leurs propres. La proportion va presque du simple au double, comme il ressort de la comparaison suivante entre les pourcentages de lettres "sentimentales" respectivement consacrées aux oppositions des seconds et des premiers :

Tunis :	17% - 37%
Autres villes :	23% - 45%
Villages :	23% - 45%
Non identifiés :	28% - 31%
Total :	22% - 40%

Ces chiffres n'ont rien d'étonnant : les parents, nous nous en souvenons, se révélaient beaucoup plus interventionnistes pour leurs filles que pour leurs fils (41% contre 23%). Il est donc normal que les garçons, disposant d'avantage d'eux-mêmes, se heurtent à leur tour à cette barrière dans une proportion presque identique; l'importance des conflits étant, une fois encore, la moins grande dans la capitale. Bien évidemment la logique du système qui, par une espèce de complicité, accorde un traitement préférentiel au mâle en prétendant maintenir l'ancienne rigueur pour la femme, se retourne encore contre le premier : le pouvoir de choix obtenu demeure abstrait tant que le même n'est

pas accordé aux jeunes filles (1). Il existe ainsi une certaine logique de la transformation: au moins sur certains points, elle exige la libération de la femme pour rendre effective celle de l'homme. Apparaissant de façon imprévue, elle contredit la manipulation effective du changement à l'avantage du mâle et crée, de ce fait, une importante tension.

Par ailleurs, nombre de constatations précédemment faites se confirment. L'opposition se localise préférentiellement dans la petite famille. Le père dresse une barrière devant le prétendant tout autant qu'il le faisait pour sa fille: ses actes d'autorité autonomes sont plus de quatre fois supérieurs à ceux de la mère. Comme toujours, celle-ci jouit surtout d'un pouvoir "de participation", consistant à faire bloc avec son époux. Mais une fois de plus cette constatation est surtout valable pour les petites localités : à Tunis, l'autorité de participation de la mère diminue de moitié et son interventionnisme autonome se renforce. Ainsi l'urbanisation paraît bien entraîner une érosion du pouvoir paternel et une légère progression de celui de la mère, intéressante surtout par la tendance qu'elle manifeste.

Or cette autorité de la mère, comme elle apparaît dans les lettres des jeunes, n'est point qualitativement nouvelle: il ne s'agit pas d'une emprise nourrie par des attitudes et valeurs modernes, mais bel et bien de l'interventionnisme traditionnel. Peut-être donc voyons-nous encore se vérifier, dans ce cas, un phénomène que nous avons cru constater à propos de jeunes mères travailleuses de la capitale (2): pendant que l'homme se libéra-

(1) Même de jeunes parents tunisois de 25 à 30 ans maintiennent cette disparité, comme l'a fait apparaître une de nos enquêtes: quand ils sont de faible niveau socio-économique et culturel, 75% à 90% d'entre eux admettent pour le garçon le choix libre de son conjoint, contre 50% à 55% pour la fille. Cf. C. Camilleri, 6, pp. 29-30.

(2) C. Camilleri, 6, p. 31.

lise relativement, elles se mettent à "compter" en manifestant les attitudes du père traditionnel, au moins pour un certain nombre d'entre elles. Dans un certain groupe donc, la promotion se traduirait, au moins en un premier temps, par une intériorisation du modèle masculin.

Quant aux jeunes filles, leur cas sera vite réglé : elles sont à peine trois à avoir écrit pour se plaindre de l'obstacle opposé par les parents de l'élue, et elles sont toutes citadines. C'est dire que, vu leur condition, ce genre de situation demeure pour elles fort improbable. Le barrage paternel étant relativement perméable aux garçons, ceux-ci se trouvent arrêtés surtout au niveau du second : celui des parents de la jeune fille. Mais celle-ci ne saurait aller si loin. Ou bien, ayant attendu chez elle, son problème est de résister aux pressions de sa propre famille cherchant à lui imposer tel prétendant. Ou bien - et c'est surtout le cas des collégiennes - elle a choisi quelqu'un, mais elle se heurte au veto de ses parents bien avant d'avoir pu éprouver la résistance de ceux du garçon. Tout cela prouve bien, en tout cas, combien la condition de la jeune fille était encore, pendant ces années 1958-60, plus rigoureuse que celle du jeune homme.

TABLEAU 12. Identification des types de parents de la jeune fille en opposition avec les jeunes gens pour les problèmes sentimentaux

	<u>Tunis</u>		<u>Villes</u>		<u>Villages</u>		<u>Non identifiés</u>		<u>Total</u>	
	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>
-Père et mère (1)	7	8%	10	17,5%	20	18,5%	1	2,5%	38	13%

(1) Dans chaque colonne le 1er nombre est celui des documents où est visé le type de parents indiqué, le 2e nombre est le pourcentage de ces documents sur le total des cas sentimentaux pour chaque habitat.

TABLEAU 12. (Suite)

	<u>Tunis</u>		<u>Villes</u>		<u>Villages</u>		<u>non identifiés</u>		<u>Total</u>	
	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>
-Père seul:	18	-21%	14	-24,5%	23	-21%	8	-20,5%	63	-22%
-Mère seule :	5	- 6%	2	- 4%	5	-4,5%	2	- 5%	14	- 5%
-Total d'implication du père :	25	-29%	24	-42%	43	-39,5%	9	-23%	101	-35%
-Total d'implication de la mère :	12	-14%	12	-21,5%	25	-23%	3	-7,5%	52	-18%
-Frères :	2	- 3%	1	- 2%	2	- 2%	1	-2,5%	6	- 2%
-Autres parents:	0	- 0	0	- 0	2	- 2%	0	- 0	2	- 1%
-Nombre de documents sur conflits avec parents de la jeune fille :	32	-37%	26	-45%	49	-45%	12	-30,5%	119	-40%
-Nombre de parents visés (1) :	39	-0,45	37	-0,64	72	-0,66	13	-0,33	161	-0,55

Les thèmes d'opposition des parents du partenaire

On se plaint toujours, et encore bien d'avantage, de leurs attitudes égocentriques, qui se manifestent de différentes façons: autoritarisme, vénalité, mise en avant de leurs préjugés et de leurs propres intérêts. Ici on mesure spectaculairement combien la corruption de la norme traditionnelle est facilitée par l'absence d'un système de droits formels

(1) Le premier nombre est celui des parents visés dans les lettres (il peut y en avoir de plusieurs types dans la même lettre); le second est le rapport de ce nombre au total des cas sentimentaux pour chaque habitat.

garantissant la régularité de l'échange (don des libertés individuelles - redistribution en prestations d'intérêt commun), permettant explicitement la revendication et la sanction. La même dégradation des conditions de l'équilibre traditionnel entraîne, chez les anciens, la méconnaissance des conventions implicites de l'échange; chez les jeunes, la rupture des barrages culturels qui orientaient leur perception dans le sens optimiste exigé par le système.

Il est quand même remarquable que les récriminations des garçons deviennent deux fois plus nombreuses en passant des parents directs à ceux du partenaire sentimental. Certes, il y a des différences dans la conduite des uns et des autres. Mais le fait d'avoir affaire, dans le second cas, à des adultes "étrangers" facilite certainement la "mobilisation" de la perception, qui tend à s'aligner sur la réalité : cet alignement ne se fait donc pas en bloc, mais différenciellement selon les aspects du système.

Parcourons maintenant les formes de cet égocentrisme prêté aux parents de la jeune fille.

Un certain nombre de doléances visent leurs attitudes égoïstes et autoritaires envers leur fille elle-même:

L.451 PJ - Le père a été d'accord pour lui accorder la main de sa fille. Le contrat a été rédigé et le prétendant a dépensé plus de 70 dinars. Maintenant le père refuse la consommation du mariage, disant que sa fille travaille et est la seule ressource de la famille.(Ville).

Mais, la plupart du temps, c'est l'obstacle habituel qui se présente: les parents prévoient un autre époux pour leur fille, l'ont promise, fiancée ou mariée d'autorité.

L.374 PJ - Il se plaint de ce que "les Arabes ne respectent pas la religion". Il aime sa cousine paternelle et lui est promis depuis l'enfance. Son père et son oncle paternel

formaient une même famille, exploitaient les biens en commun. Mais un prétendant s'est introduit, qui s'est fiancé avec la fille et a fait des deux familles des ennemis. Or le Coran recommande de ne pas demander une femme qui a déjà été demandée par un autre musulman, pour qu'il n'y ait pas mésentente entre croyants: c'est pourtant ce qu'a fait cet homme. Doit-il porter plainte contre son oncle ou contre cet étranger, et quels sont ses droits en cette affaire? (Tunis).

L.122 PJ - Grand amour réciproque avec une jeune fille. Il en a informé toute la famille de celle-ci sauf le père. Mais, en ce qui le concerne, son père et son oncle maternel s'étaient accordés "en secret" pour le marier à sa cousine. L'oncle a même refusé de nombreux partis pour celle-ci. Son père étant parti à La Mecque, le jeune homme en a profité pour informer son oncle qu'il ne désirait pas la cousine. Celui-ci s'est fâché et a donné sa fille au premier venu. Mais, par ailleurs, le père de la jeune fille qu'il aime a accordé sa main à un proche de la famille qui, de plus, est riche. Le jeune homme s'est alors décidé à exprimer son désespoir à ce père. Celui-ci lui a répondu par la formule consacrée: "Nos proches passent avant toi". Mais lui pense que c'est pour l'argent. (Village).

Certains parents refusent le prétendant simplement parce qu'ils sont en conflit avec sa famille:

L.485 PJ - Son oncle maternel, n'ayant pas eu d'enfant, l'a adopté puis a adopté la fille d'un ami. Il a maintenant 20 ans et elle 15 ans. Ils veulent se marier. L'oncle est d'accord, mais le père de la fille ne l'est pas parce qu'il y a eu un différend entre sa femme et celle de l'oncle. Il voudrait voir le Président pour tout lui raconter et, si les choses ne s'arrangent pas, ils se suicideront. (Village).

Une fois signé le contrat, les parents de la fille peuvent exiger la consommation du mariage immédiatement ou, au contraire,

la retarder indéfiniment. Ils peuvent ordonner la rupture de cet acte juridique ou en prendre l'initiative, sans consulter les intéressés. Ainsi la société traditionnelle, en dissociant l'union effective du mariage légal, s'était-elle arrangée pour soumettre la loi elle-même au pouvoir du groupe domestique et pour que l'autorité des anciens ne fût à aucun moment subordonnée à la moindre limitation :

L.275 PJ - Il a signé le contrat de mariage depuis trois ans avec l'accord de toute la famille de la jeune fille. Il a réglé la dot, envoyé les cadeaux, les bijoux. Puis il a envoyé son frère aîné pour amener la jeune fille (juridiquement sa femme). Mais le père de celle-ci a refusé. (Village).

L.222 PJ - Il travaillait chez son cousin. Quand il eut amassé un capital, son oncle maternel lui proposa sa fille, lui demandant de ne pas en parler à son père. Quand l'oncle lui eut fait quitter sa ville et pris jusqu'à son dernier sou, il ne respecta pas le contrat de mariage, le chassa et voulut intenter une action en divorce. "Que dois-je faire, étant donné par ailleurs que mes parents me conseillent ce divorce et me proposent une autre jeune fille?" (Village).

La nouvelle législation, pourtant, n'admet plus d'être mise en échec par le pouvoir domestique: une fois le contrat signé, les jeunes ont le droit d'exiger la consommation de l'union et toute rupture doit donner lieu à une action en divorce. Une masse de parents fait donc comme si ces nouvelles dispositions n'existaient pas, jouissant de la connivence de leur milieu qui continue à s'organiser selon les normes traditionnelles, à l'écart du monde juridique et de la nouvelle société dont il prétend exprimer la volonté. Peut-être même, à ce moment là, certains ignoraient-ils réellement ces nouvelles lois, comme bien des jeunes d'ailleurs.

Les garçons se plaignent aussi très souvent de la vénalité des parents de la fille :

L.97 PJ - Tout son malheur vient de sa pauvreté. Il a conclu le contrat avec une jeune fille qu'il aime, mais les parents de celle-ci le méprisent et ne lui donnent pas l'autorisation de consommer le mariage. Ils se moquent de lui à cause de sa pauvreté, malgré tous les efforts qu'il fait.(Tunis).

On refuse donc un prétendant pour lui en préférer un plus riche, même si les écarts d'âge sont importants, même s'il s'agit de "corbeaux", selon l'expression de jeunes observateurs tunisiens reprenant là-dessus les doléances de T.El-Haddad. Les fonctionnaires, nouveau groupe en plein développement, sont des concurrents particulièrement redoutables sur le marché matrimonial :

L.517 PJ - Il était fiancé. Pas de travail fixe. Puis "un fonctionnaire avec voiture" est venu demander la jeune fille et le père l'a lui a donnée.(Ville).

L.482 PJ - Amour réciproque d'un garçon et d'une fille de 18 ans. Il a eu un emploi de fonctionnaire exigeant un stage à l'étranger. La jeune fille fut alors obligée par sa mère à se fiancer avec son cousin maternel. Il en tombe malade au point d'en garder le lit, puis accepte, la mort dans l'âme, une fiancée que lui donnent ses parents. Là-dessus, il apprend que la première jeune fille a rompu avec son cousin. Il rompt lui-même et la redemande en mariage. Elle lui écrit alors pour lui dire que sa mère l'a mariée de force à un haut fonctionnaire par amour de l'argent. (Tunis).

Un aspect plus nettement mercantile se dégage des fréquentes discussions sur la dot ou les cadeaux :

L.575 PJ - Il a aimé une fille et convenu de se marier. Il payait pour vingt dinars de cadeaux et d'objets à chaque

fête. Mais chaque fois qu'il prétendait conclure le contrat, on lui demandait de patienter, sous prétexte que la jeune fille était trop jeune: "Or elle avait 16 ans". Il s'est donc disputé avec la mère de celle-ci qui, maintenant, refuse le mariage et de rendre ce qu'il a donné. (Village).

L.555 PJ - Il a contracté mariage en 1961 et offert pour cent trente cinq dinars de bijoux et cadeaux. Mais chaque fois qu'il a revendiqué la consommation du mariage, les parents lui ont demandé d'autres cadeaux. Il a porté plainte, le juge a ordonné la consommation. Il a envoyé un huissier chez la jeune fille. On a encore demandé des vêtements, puis autre chose. Maintenant il songe à divorcer. Peut-il être remboursé? (Village).

Cette forme de vénalité, qui se confond avec la malhonnêteté, apparaît bien plus nettement dans d'autres cas où les jeunes accusent les parents de la jeune fille d'abus de confiance et d'escroquerie. Parfois on fait traîner les choses et les fiançailles de la fille sont converties en un moyen de se faire entretenir le plus longtemps possible par le prétendant :

L.515 PJ - Pendant deux ans il a fait vivre sa fiancée et la famille de celle-ci. Il a dépensé tout son avoir : cent dinars. Maintenant la fiancée a trouvé un emploi et lui signifie la rupture, en accord avec sa famille qui refuse de rendre ce qu'il a donné. Dieu permet-il cela? (Ville).

L.417 PJ - Pendant trois ans il a entretenu la famille de sa fiancée, dépensé trois cents dinars en cadeaux, sans parler de la dot et des meubles. Or le père vient de reprendre sa fille et de la donner à un autre. Il a même "tourné la tête" à sa fille qui, maintenant, lui adresse des insultes. Comment pourrait-il reprendre ce qu'il a donné? Mais il voudrait surtout reprendre sa fiancée, sinon il craint de se suicider avant la prochaine émission de radio. Mais s'il se suicide mourrait-il musulman? (Ville).

L.96 PJ - Il s'est fiancé. Le père de la fille a accepté sans fixer le montant de la dot. Il a donné cent cinquante dinars et a demandé à signer le contrat. Le père a trouvé cette somme insuffisante, alors qu'il avait accepté ce montant pour la soeur. Le prétendant lui a donc adressé "une lettre en style commercial", car il considère ces gens comme désirant vendre leur fille. Les parents l'ont interprétée comme une lettre de rupture et refusent de rendre la somme qu'il a donnée. Portera-t-il plainte ou laissera-t-il cela à Dieu? (Ville).

Ainsi donc, en cas de rupture, on refuse de restituer les dépenses engagées, y compris la dot. Dans certains cas on n'hésite d'ailleurs pas à se servir des institutions comme base d'un commerce spéculatif : par exemple, on fiance la jeune fille, on prend la dot, on renvoie le fiancé et on recommence avec un autre :

L.422 PJ - Ses fiançailles ont été célébrées dans la maison des parents de la jeune fille, ce qui, selon la coutume, constitue "la moitié du contrat de mariage". Il a ensuite payé cent cinquante dinars de meubles, bijoux, cadeaux. Les parents ont renvoyé les meubles, gardant le reste, lui disant qu'il n'était pas digne de leur fille parce qu'il gagnait trop peu. Il a appris qu'ils s'étaient déjà livrés à ce commerce avec d'autres fiancés. (Ville).

L.571 PJ - Lettre d'un père. Il a demandé la main d'une fille pour son fils, a fait les cadeaux et autres dépenses d'usage. Lorsqu'ils ont voulu conclure le contrat, ils se sont aperçus qu'un contrat avait déjà été conclu avec un autre. Ils ont intenté une action au nom de la jeune fille pour rompre ce premier contrat. Avant que le jugement ne fût rendu, le précédent fiancé s'est marié avec une autre fille. Quand le premier contrat a été rompu, le père de la fille a refusé le mariage. (Village).

On est donc loin des significations et du cérémonial des échanges matrimoniaux tels qu'ils furent observés chez les bédouins, dans une situation équilibrée, et on mesure la corruption produite dans le modèle traditionnel. Certes, des abus ont du avoir lieu de tout temps. Mais l'économie moderne, telle qu'elle a été introduite par l'étranger, en est certainement la grande responsable. Elle a entraîné une paupérisation qualitativement nouvelle en brisant l'antique économie de subsistance et, simultanément, valorisé intensément les signes monétaires. Dans un contexte désacralisé, les significations purement financières ont suivi le même mouvement, tendant à éliminer l'ensemble de celles véhiculées par l'échange traditionnel. La prestation n'est plus estimée que selon la valeur argent importée du système étranger; le mariage devient pure affaire et la fille pur objet permettant un commerce. Ainsi le modèle extérieur, relayé par la moderne société nationale, contamine le système autochtone en l'obligeant à accuser de façon exclusive un trait mineur et enveloppé. Il le conduit à se re-structurer sous son aspect le plus répulsif parce qu'il s'est outrageusement simplifié. La désorganisation des régulations traditionnelles ne permet plus, ici comme ailleurs, de contenir le mouvement.

Les autres formes d'égocentrisme reprochées aux parents de la partenaire sont plus anodines et rejoignent les représentations traditionnelles. Il s'agit, en particulier, de cet attachement au lieu d'implantation du groupe, déjà analysé. Il se traduit par le refus d'accepter le prétendant susceptible de quitter l'endroit où réside la famille. Ainsi le fonctionnaire, pourtant si apprécié, peut parfois être éconduit par crainte d'une mutation éventuelle. Mais c'est le militaire qui suscite la répulsion la plus générale, quoique jouissant d'avantages peu communs de sécurité de traitement: "Celui que tu aimes est un militaire et le militaire n'a aucune valeur dans la vie!". C'est

la formule consacrée opposée par un père à sa fille lorsqu'elle voulut épouser un sous-officier, quoiqu'il fût son cousin paternel. Car le soldat est "mobilisé", et il n'est rien de plus antipathique à la mentalité traditionnelle pour qui la valeur d'un sujet, nous l'avons vu, est liée à son enracinement dans un groupe et un lieu. C'est ce qui explique, sans doute, le nombre considérable de lettres adressées aux émissions féminines par des militaires désirant épouser des "enfants de Bourguiba", c'est à dire des orphelines élevées dans des villages d'enfants aux frais de l'Etat. En se déracinant ils deviennent sans-famille et ne peuvent prétendre qu'à des sans-famille.

Enfin, le dernier type de représentations traditionnelles dont se plaignent les jeunes gens sont celles restreignant les libertés de communication entre fiancés. On n'autorise ni leurs sorties, ni qu'ils restent seuls ensemble, ni même, souvent, qu'ils se voient. L'interdiction persiste même après la signature du contrat de mariage: "Ai-je le droit de la voir au moins une seule fois?" demande un jeune homme de la capitale, qui se trouve dans ce cas (L.41 PJ). Mais voici un type de situation curieux et fréquent :

L.189 PJ - Fonctionnaire promis depuis longtemps et maintenant fiancé à sa cousine paternelle. Mais alors que la jeune fiancée sort dévoilée et voit tout le monde, on interdit au fiancé de s'approcher, de lui parler et même de la voir de loin. (Village).

L.328 PJ - Il s'est fiancé avec une fille de la famille. Avant, ils allaient ensemble au cinéma dans la ville et ailleurs. Mais, depuis la signature du contrat, les parents de la jeune fille ne veulent plus qu'ils sortent ensemble. (Ville).

Ainsi, bien souvent, des étudiants se fréquentent librement à la Faculté et même sortent ensemble. Mais sitôt fiancés, certains parents leur interdisent de se voir; la jeune fille quitte

la Faculté pour être surveillée de près, parfois est claustrée. On invoque le motif courant : il faut craindre pour l'honneur de la famille et, de ce point de vue, ce ne sont pas les rapports sociaux ordinaires mais les relations privilégiées entre fiancés qui sont dangereux. Cela justifie-t-il pour autant qu'on aille jusqu'à les enlever à la vue l'un de l'autre? Et comment expliquer que la jeune fille, comme il arrive encore parfois, doive se soustraire également à la vue des parents mâles du fiancé, cacher son visage si elle les rencontre?

En fait, à notre avis, il s'agirait d'une sorte de "rite de re-culturation". La jeune fille, jetée pour cause de nécessité dans la société publique et profane, y perd cet ensemble de significations importantes qui, nous l'avons vu, justifient profondément sa claustration. Au moment où s'annonce le mariage, acte essentiel pour le groupe domestique, on la sépare à nouveau de ce monde laïque et cette "privatisation" lui rend les significations perdues. C'est sans doute pourquoi, si beaucoup de jeunes protestent, d'autres, comme nous avons pu le constater, acceptent volontiers cette conduite symbolique, qui s'insère comme une parenthèse dans leur vie d'étudiants par ailleurs très libre.

Analyse quantitative

D'après le tableau 13, ce n'est pas seulement le nombre de lettres visant les parents du partenaire qui augmente. Leur richesse s'accroît aussi, comme le montre pour chaque habitat la quantité des thèmes exprimés rapportée au nombre de lettres concernées. Encore une fois, cette plus grande richesse apparaît d'avantage dans les documents des provinciaux et des villageois (1).

(1) Comparer au tableau 9, qui fournit les indications homologues en ce qui concerne les parents directs des jeunes.

la formule consacrée opposée par un père à sa fille lorsqu'elle voulut épouser un sous-officier, quoiqu'il fût son cousin paternel. Car le soldat est "mobilisé", et il n'est rien de plus antipathique à la mentalité traditionnelle pour qui la valeur d'un sujet, nous l'avons vu, est liée à son enracinement dans un groupe et un lieu. C'est ce qui explique, sans doute, le nombre considérable de lettres adressées aux émissions féminines par des militaires désirant épouser des "enfants de Bourguiba", c'est à dire des orphelines élevées dans des villages d'enfants aux frais de l'Etat. En se déracinant ils deviennent sans-famille et ne peuvent prétendre qu'à des sans-famille.

Enfin, le dernier type de représentations traditionnelles dont se plaignent les jeunes gens sont celles restreignant les libertés de communication entre fiancés. On n'autorise ni leurs sorties, ni qu'ils restent seuls ensemble, ni même, souvent, qu'ils se voient. L'interdiction persiste même après la signature du contrat de mariage: "Ai-je le droit de la voir au moins une seule fois?" demande un jeune homme de la capitale, qui se trouve dans ce cas (L.41 PJ). Mais voici un type de situation curieux et fréquent :

L.189 PJ - Fonctionnaire promis depuis longtemps et maintenant fiancé à sa cousine paternelle. Mais alors que la jeune fiancée sort dévoilée et voit tout le monde, on interdit au fiancé de s'approcher, de lui parler et même de la voir de loin. (Village).

L.328 PJ - Il s'est fiancé avec une fille de la famille. Avant, ils allaient ensemble au cinéma dans la ville et ailleurs. Mais, depuis la signature du contrat, les parents de la jeune fille ne veulent plus qu'ils sortent ensemble. (Ville).

Ainsi, bien souvent, des étudiants se fréquentent librement à la Faculté et même sortent ensemble. Mais sitôt fiancés, certains parents leur interdisent de se voir; la jeune fille quitte

la Faculté pour être surveillée de près, parfois est claustrée. On invoque le motif courant : il faut craindre pour l'honneur de la famille et, de ce point de vue, ce ne sont pas les rapports sociaux ordinaires mais les relations privilégiées entre fiancés qui sont dangereux. Cela justifie-t-il pour autant qu'on aille jusqu'à les enlever à la vue l'un de l'autre? Et comment expliquer que la jeune fille, comme il arrive encore parfois, doive se soustraire également à la vue des parents mâles du fiancé, cacher son visage si elle les rencontre?

En fait, à notre avis, il s'agirait d'une sorte de "rite de re-culturation". La jeune fille, jetée pour cause de nécessité dans la société publique et profane, y perd cet ensemble de significations importantes qui, nous l'avons vu, justifient profondément sa claustration. Au moment où s'annonce le mariage, acte essentiel pour le groupe domestique, on la sépare à nouveau de ce monde laïque et cette "privatisation" lui rend les significations perdues. C'est sans doute pourquoi, si beaucoup de jeunes protestent, d'autres, comme nous avons pu le constater, acceptent volontiers cette conduite symbolique, qui s'insère comme une parenthèse dans leur vie d'étudiants par ailleurs très libre.

Analyse quantitative

D'après le tableau 13, ce n'est pas seulement le nombre de lettres visant les parents du partenaire qui augmente. Leur richesse s'accroît aussi, comme le montre pour chaque habitat la quantité des thèmes exprimés rapportée au nombre de lettres concernées. Encore une fois, cette plus grande richesse apparaît d'avantage dans les documents des provinciaux et des villageois (1).

(1) Comparer au tableau 9, qui fournit les indications homologues en ce qui concerne les parents directs des jeunes.

Le tableau 14, à son tour, permet de dégager une tendance générale : les griefs contre les parents des jeunes filles de la capitale mettent en cause, si l'on peut dire, un interventionnisme traditionnel normal. Car le modèle ancien de l'autorité parentale a toujours comporté ce qu'on reproche, jusqu'à concurrence de 72% des plaintes, à ces parents tunisois: mariage arrangé souverainement par les familles, interdiction de la connaissance de la fiancée, répugnance à l'union avec un sujet non inséré dans le groupe familial ou local. Par contre, comme nous l'avons expliqué, la plupart des conduites classées sous les rubriques "Vénalité", "Autoritarisme", manifestent une corruption des anciennes normes. Or, on peut ranger sous ces deux catégories 56% des accusations portées contre les parents provinciaux (la proportion étant la même pour les villes et les villages), contre 28% seulement en ce qui concerne ceux de la capitale. Les reproches de vénalité l'emportent d'ailleurs nettement sur ceux d'autoritarisme abusif. Mais il s'agit, en fin de compte, de deux formes de détournement des institutions traditionnelles pour le profit personnel de ceux qui en ont la charge. On peut, semble-t-il, lier ce phénomène à la dégradation économique et sociale plus accentuée observée dans la province.

Notons encore quelques différences. Avec l'accroissement de l'urbanisation, on empêche moins les fiancés de se voir que de sortir ensemble. D'autre part, c'est encore dans les villages qu'on note le plus de conflits entre familles, ce qui se conçoit aisément. Enfin, si l'on compare les cas où les parents imposent leur choix à la jeune fille à ceux où ils se contentent de s'opposer au sien, on obtient les distributions suivantes:

Tunis :	6 - 10
Autres villes :	6 - 4
Villages :	10 - 8

L'imposition l'emporte donc sur l'opposition, sauf dans la capitale. Pour le garçon, on s'en souvient, c'était l'inverse: ce qui confirme encore que, de façon générale, on tient compte d'avantage de sa personnalité.

TABLEAU 13. Indications générales sur l'opposition des parents du partenaire

	<u>Tunis</u>		<u>Villes</u>		<u>Villages</u>		<u>Non identifiés</u>		<u>Total</u>	
	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>
-Nombre de documents concernés :	32	1	26	2	49	0	12	0	119	3
-Rapport au nombre de documents sentimentaux :	37%	2%	45%	9,5%	45%	0	31%	0	40%	3%
-Nombre d'occurrences des thèmes :	38	1	42	3	64	0	13	0	157	4
-Rapport des occurrences aux documents concernés :	1,19	1	1,61	1,5	1,31	0	1,08	0	1,32	1,33

TABLEAU 14. Distribution des thèmes d'opposition des parents du partenaire

	<u>Tunis</u>		<u>Villes</u>		<u>Villages</u>		<u>Non identifiés</u>		<u>Total</u>	
	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>
<u>Comportements de dialogue</u>										
-Pour le bien de leur enfant :	0	0	1	0	0	0	0	0	1	0
<u>Comportements égocentriques, autoritaires, traditionnels, envers leur enfant</u>										
-Pour son salaire, pour mariage avec homme âgé :	2	0	2	0	1	0	0	0	5	0
-Parce qu'ils prévoient un non-parent :	10	0	4	0	7	0	2	0	23	0

TABLEAU 14. (Suite)

	<u>Tunis</u>		<u>Villes</u>		<u>Villages</u>		<u>Non identifiés</u>		<u>Total</u>	
	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>
-Ont promis, marié leur enfant à un non-parent :	3	0	5	0	7	0	4	0	19	0
-Parce qu'ils pré- voient un parent :	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0
-Ont promis, marié leur enfant à un parent :	3	0	1	0	3	0	0	0	7	0
<u>Total (1) :</u>	18	0	12	0	19	0	6	0	55	0
	47%	0	30%	0	30%	0	46%	0	35%	0

Comportements de même nature envers le prétendant

A - Vénalité

-Préférence du fonctionnaire :	2	0	1	0	3	0	0	0	6	0
-Préfèrent un préten- dant plus riche :	5	0	3	0	3	0	2	0	13	0
-Discussion sur dot, cadeaux, argent :	1	1	2	1	4	0	0	0	7	2
-Se font entretenir par le prétendant :	0	0	1	0	2	0	0	0	3	0
-Contrat utilisé pour soutirer de l'argent:	0	0	4	0	7	0	0	0	11	0
-Refus de restituer l'argent après rup- ture :	1	0	5	0	4	0	0	0	10	0
<u>Total (1)</u>	9	1	16	1	23	0	2	0	50	2
	23%-100%		39%-33%		37%- 0		15%- 0		32%-50%	

B - Autoritarisme

-Veulent le mariage immédiat :	0	0	1	0	0	0	0	0	1	0
-Pression des parents du partenaire :	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1

TABLEAU 14. (Suite)

	<u>Tunis</u>		<u>Villes</u>		<u>Villages</u>		<u>Non identifiées</u>		<u>Total</u>	
	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>
-Font attendre con- sommation après mariage :	1	0	2	0	3	0	0	0	6	0
-Rompent contrat de mariage :	0	0	4	1	3	0	0	0	7	1
-Conflits avec famil- le du prétendant :	1	0	0	0	6	0	1	0	8	0
<u>Total</u> (1) :	2	0	7	2	12	0	1	0	22	2
	5%	0	17%	66%	19%	0	7,5%	0	14%	50%
<u>C - Restrictions de liberté</u>										
-N'autorisent pas les fiancés à se voir :	1	0	3	0	4	0	1	0	9	0
-N'autorisent pas les sorties entre fian- cés :	4	0	2	0	2	0	0	0	8	0
<u>Total</u> (1) :	5	0	5	0	6	0	1	0	17	0
	14%	0	12%	0	9%	0	7,5%	0	11%	0
<u>D - Localisme</u>										
-Rejet du militaire:	4	0	0	0	1	0	1	0	6	0
-Régionalisme empê- chant fille de sui- vre le garçon :	0	0	1	0	2	0	2	0	5	0
<u>Total</u> (1) :	4	0	1	0	3	0	3	0	11	0
	11%	0	2%	0	5%	0	2,5%	0	7%	0
<u>E - Divers</u>										
-Attendent mariage de l'ainé :	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0
-Reproches non précisés au prétendant :	8	0	3	0	10	0	2	0	23	0

(1) Sous les nombres indiquant le total des occurrences des thèmes de cette catégorie, nous présentons leur pourcentage relativement au total des occurrences des thèmes d'opposition spécifiés des parents du partenaire.

Les réactions des jeunes à l'opposition des parents du partenaire

Elles ne sont pas sensiblement différentes de celles manifestées dans les conflits avec leurs propres parents, sauf qu'elle sont plus fréquentes et plus intenses. Nous pourrions donc user des mêmes distinctions.

Nous rencontrons d'abord les réactions négatives, ou de révolte. Mais ici la référence à la nouvelle législation, presque absente dans les oppositions aux parents directs, prend une importance nouvelle. On demande si l'on peut porter plainte, si l'on peut consommer le mariage malgré l'opposition de la famille, si on a le droit de rendre visite à sa fiancée, si les fiancés ont le droit de sortir, si les frères peuvent s'opposer au mariage de leur soeur, si l'on peut intenter une action pour rompre des fiançailles imposées de force à la jeune fille. D'une façon générale on voudrait savoir si le Code autorise ce que les parents veulent imposer. Parfois certains se soucient de connaître dans quelle mesure la loi laïque est d'accord avec la loi coranique, tel ce jeune homme dont les questions nécessitèrent l'appel à une haute autorité religieuse:

L.246 PJ - Est-ce qu'un garçon ou une fille ont légalement le droit de désobéir à l'un des parents, s'il lui ordonne de se marier contre son gré? Est-ce une désobéissance condamnable religieusement? Même question s'ils désirent le mariage avec un partenaire qui n'agrée pas aux parents. Est-ce que l'obéissance signifie la nécessité du mariage avec une personne que les parents choisissent et dont le jeune ne veut pas? Comment serait jugé un père qui marierait sa fille contre son gré? Les parents ont-ils le droit d'ordonner au fils ou à la fille de divorcer? Si l'enfant refuse, est-ce une désobéissance religieuse grave? Si le père demande une dot importante pour sa fille et que celle-ci se contente d'une petite dot, le père a-t-il le droit de la priver du mariage pour cette raison? (Tunis).

Ainsi, par l'intermédiaire de jeunes, des clivages s'annoncent dans le système traditionnel où la loi pénètre sélectivement. De toute façon cette différence des conduites, avec mise à l'écart ou utilisation de l'instrument juridique selon le type de parents visé, montre que ces jeunes ne sont plus mûs par le modèle du mariage-alliance entre familles. Si la soumission l'emporte quand il s'agit des parents directs c'est pour d'autres motivations, contenues dans le patrimoine traditionnel: l'attitude qui bloque la loi s'explique certes par l'affection, mais aussi et surtout par le "respect", le souci de ne pas nuire à l'honneur de la famille, de ne pas étaler les divisions familiales en public. Vis-à-vis des parents étrangers ces "freins" tendent à disparaître, et le nouveau modèle à développer ses conséquences logiques.

Non sans hésitations significatives, toutefois : cette loi utilisable contre le père qui contraint sa fille au mariage, peut-on la faire jouer si le fiancé abusif est le cousin paternel, particulièrement privilégié par la tradition? Et quand on est soi-même ce cousin, ne peut-on l'utiliser contre le prétendant "étranger"? Ne peut-on, avec le même instrument légal, exiger de rendre visite à sa fiancée, mais empêcher simultanément un autre garçon de lui parler ou de pénétrer dans sa maison? La loi permet au garçon de refuser une jeune fille qu'on veut lui imposer, mais ne s'appliquera-t-elle pas beaucoup mieux si l'on fait ressortir qu'elle sort avec d'autres jeunes gens? On voit comme la perception de la législation moderne demeure confuse et ambiguë dans l'esprit de beaucoup. Tout en l'invoquant contre la tradition, son application pourrait être suspendue, pense-t-on, devant quelques traits particulièrement "chargés" du modèle traditionnel. On la réclame contre les anciennes mœurs pour défendre son intérêt personnel, mais on voudrait qu'elle appuie la norme traditionnelle quand elle se retourne contre lui. Bref, on

en demande une application contradictoire.

Passons aux autres types de réaction. Nous ne ferons qu'indiquer les désirs de fuite, de suicide, les fuites effectives. Il sera intéressant, nous le verrons, de les lier à la variable sexe, mais dans l'ensemble ces solutions frustes et mal adaptées du conflit continuent à demeurer peu nombreuses; beaucoup moins, en tout cas, que les intentions de le résoudre par appel à la loi.

Plus généralisées, en revanche, sont les attitudes de crainte et d'inhibition. Il s'agit de la peur de se heurter au refus du père de la jeune fille, avec des réactions de timidité et de formalisme paralysants :

L.480 PJ - Fonctionnaire important aime sa cousine. D'autres parents l'ont demandée et elle a refusé. Maintenant il a appris que le père de cette jeune fille a l'intention d'accorder sa main à un haut fonctionnaire. Il n'ose pas la demander lui-même de crainte d'essuyer un refus.(Tunis).

L.218 PJ - Sergent dans l'armée. Il aime beaucoup la sœur de son ami. La famille de la jeune fille l'apprécie beaucoup. Mais il n'ose pas la demander en mariage car il craint qu'elle ne soit demandée par un autre.(Tunis).

L.245 PJ - N'osant pas demander la jeune fille qu'il aime à son père, il a téléphoné à son service pour lui proposer le mariage. D'où de vives réactions dans le service en question et des plaintes à son sujet.(Village).

L.411 PJ - N'osant pas aller voir les parents de la jeune fille qu'il aime, il a écrit à plusieurs reprises au père et à la mère(Tunis).

L.161 PJ - Fonctionnaire de 18 ans, amoureux d'une collégienne de 16 ans. Echange de lettres. Il voudrait l'épouser quand elle aura fini ses études. Il craint que ses parents ne la fiancent entre temps. Mais il ne peut demander sa main car il

"ne connaît pas les parents".(Tunis).

L.26 PJ - Il ne peut demander la main de la jeune fille qu'il aime au père, car il ignore l'adresse de celui-ci. Aussi a-t-il écrit directement à la jeune fille, qui n'a pas répondu. Que faire ?(Ville).

On mesure la difficulté de ces jeunes à s'instaurer en agents de conduites sentimentales autonomes, en dehors du cadre préfabriqué traditionnel où ils n'avaient qu'à laisser les choses se faire pour eux. La famille employait des procédés rituels permettant de savoir si les parents de la jeune fille étaient d'accord avant de la demander, ou d'essayer le refus sans perdre la face. Le jeune, pour faire un choix personnel en dehors des groupes, doit suppléer à cette stratégie: c'est d'autant plus délicat que le refus continue à être redouté comme une offense à la dignité virile. D'avoir à tourner l'institution traditionnelle pour s'adresser à des interlocuteurs qui y croient encore entraîne une inhibition générale se cristallisant autour d'obstacles aussi insignifiants que de ne pas connaître l'adresse des parents de la jeune fille!

Cependant ces documents ne nous renseignent pas seulement sur les réactions des intéressés, mais sur celles des jeunes filles impliquées dans ces affaires sentimentales. Sauf dans deux cas, elles se solidarisent avec leur amoureux contre leurs parents. Mieux encore : certaines ne craignent pas de se référer elles-mêmes à la loi et de l'utiliser contre leur propre famille. Plus souvent encore, ce sont elles qui prennent des initiatives et proposent au prétendant des conduites de déviance ou de révolte :

L.31 PJ - Il a aimé une fille mais elle ne lui a pas promis le mariage. Il s'est éloigné et au bout de quelques mois elle est venue le chercher parce que ses parents l'avaient contrainte à épouser un autre. Elle lui demande de venir à son

secours, mais il trouve que c'est trop tard. (Tunis).

L.226 PJ - Il aime une jeune fille que ses parents veulent obliger à épouser un autre. Elle refuse et menace son amoureux de se suicider s'il ne la demande pas en mariage. Mais lui voudrait d'abord finir ses études secondaires. (Tunis).

L.346 PJ - La fille qu'il aime s'est enfuie de chez elle pour se réfugier chez les parents du jeune homme. Les parents de celui-ci veulent qu'il l'épouse. Mais lui demande: "Que pensez-vous de cette jeune fille et de sa famille?" (Village).

L.371 PJ - Aime une jeune fille que ses parents veulent marier à un autre. Elle refuse et menace sa famille de s'enfuir s'ils insistent. Elle a fait savoir à son amoureux: "Sauvons-nous ensemble. Si tu refuses, je me suicide". Que faire? (Village).

L.534 PJ - Il a demandé la main d'une jeune fille et payé tout le nécessaire avant la signature du contrat. Mais les parents ne reconnaissent maintenant rien de tout cela. La jeune fille a alors accepté de devenir sa maîtresse et de le faire savoir à ses parents pour qu'ils autorisent le mariage. Mais ceux-ci refusent toujours. (Ville).

Dans presque tous ces cas, il est intéressant de le constater, c'est le garçon qui hésite, demande conseil, voudrait avoir l'accord des parents, comme on peut encore le voir par ces deux exemples :

L.224 PJ - Amour passionné et partagé avec une jeune fille. Mais elle a été mariée de force à un autre. Elle lui propose de divorcer, mais lui ne veut pas. Il s'aiment toujours. Que faire? (Village).

L.442 PJ - Officier amoureux d'une fille "de bon naturel". Mais le père de celle-ci ne veut pas d'un militaire. La jeune fille est prête à l'épouser sans leur consentement. Mais lui y tient. (Village).

On peut donc résumer les choses ainsi : les garçons auteurs de cette correspondance manifestent toujours une grande retenue vis à vis de leur propre famille, dont ils ne songent pratiquement pas à triompher par la loi. Avec les parents de la fille ils sont plus audacieux, mais en envisageant, tout au plus d'utiliser contre eux les moyens légaux. Ce faisant, ils demeurent le plus souvent en retrait sur les jeunes filles à qui ils ont affaire. Celles-ci, non seulement proposent le recours en justice contre leur propre famille, mais fréquemment des conduites immédiates et énergiques repoussées par leurs prétendants. Ainsi, un sous-groupe au moins de filles est prêt à rompre décidément avec l'ordre traditionnel. Tandis que ces garçons, quoique constituant un échantillon spécialement audacieux, sont finalement plus soucieux de le respecter. Ce fait est à rapprocher des inhibitions et du formalisme paralysant manifestés par nombre d'entre eux dans leurs relations avec les parents de la jeune fille.

Il faut donc modérer, semble-t-il, notre conclusion précédente sur les garçons : leur connivence avec le système traditionnel, tout en s'allégeant fortement, ne disparaît pas entièrement quand ils cessent d'avoir affaire à leur propre famille. Cette mesure dont ils font preuve, comparativement à un certain groupe de jeune filles, nous rappelle que les hommes sont les agents et contrôleurs de cette culture où ils acquièrent leur statut élevé, tandis que la femme n'en est que le symbole passif, avec toute l'ambiguïté liée à cette situation. Voilà sans doute ce qu'ils ressentent plus ou moins confusément et qui les retient des réactions extrêmes, même quand ils ont à souffrir personnellement des dispositions de l'ancien système. Et les raisons inverses permettent d'expliquer la violence d'un groupe (certainement minoritaire) de filles détachées d'une masse particulièrement soumise : nous avons déjà relevé cette différence dans la population féminine lors de notre analyse de la première catégorie de conflits.

Analyse quantitative

En comparant les tableaux 15 et 11, la hiérarchie des attitudes du garçon envers la famille étrangère apparaît inverse de celle qu'il manifestait vis-à-vis de ses propres parents: les réactions agressives occupent maintenant 53% des lettres adressées, contre 2% seulement auparavant. Puis les inhibitions atteignent 47%, contre 21% à propos des parents directs. Cependant elles n'ont pas le même sens, puisque maintenant il s'agit en dernier ressort de la crainte d'être offensé dans son honneur masculin. Ce sentiment est le plus fort à Tunis, au point de l'emporter sur l'agressivité, alors que c'est largement l'inverse en province. Car la capitale est le lieu où culmine l'obligation évoquée de mener individuellement ses affaires de coeur et d'affronter soi-même la famille de la jeune fille. Dans une moindre mesure il en sera de même pour les autres citadins relativement aux ruraux : la crainte du refus et la formalisme paralysant apparaissent respectivement dans les proportions de 45%, 27% et 19% pour Tunis, les villes et les campagnes.

Par ailleurs, les Tunisoises manifestent une solidarité plus entière avec le prétendant (Tableau 16). Le couple de jeunes s'affirme plus nettement dans la capitale, en même temps que les filles y font preuve de plus d'initiative. Dans les lettres où elles exposaient leurs conflits avec leurs parents, elles venaient déjà en tête pour les réactions négatives.

TABLEAU 15. Réactions du garçon dans le conflit avec les parents de la jeune fille

	<u>Tunis</u>	<u>Villes</u>	<u>Villages</u>	<u>Non identifiés</u>	<u>Total</u>
<u>Réactions négatives</u>					
- Référence à la loi contre parents du partenaire :	6	6	11	1	24
-Désirs de fuite, de suicide du prétendant:	4	2	2	0	8
<u>Total</u> (1) :	10	8	13	1	32
	45,5%	73%	62%	16,5%	53%
	0,31	0,30	0,27	0,08	0,27
<u>Inhibitions</u>					
-Crainte du refus, formalisme para- lysant :	10	3	4	3	20
-Garçon plus timoré que la jeune fille:	2	0	4	2	8
<u>Total</u> (1):	12	3	8	5	28
	54,5%	27%	38%	82,5%	47%
	0,39	0,11	0,16	0,41	0,23

-
- (1) En 1^{ère} ligne: nombre des réactions de ce type.
 En 2^{ème} ligne: pourcentage que représente ce nombre dans l'en-semble des réactions du partenaire.
 En 3^{ème} ligne: indice de richesse de ce type de réactions ob-tenu en divisant le nombre de la 1^{ère} ligne par le nombre de lettres relatives à l'opposition des parents du partenaire.

TABLEAU 16. Réactions de la jeune fille dans le conflit entre ses parents et le partenaire (1)

	<u>Tunis</u>	<u>Villes</u>	<u>Villages</u>	<u>Non identifiés</u>	<u>Total</u>
<u>Attachement aux parents</u>					
-Accord de la fille avec ses parents con- tre le prétendant:	0	2	2	0	4
<u>Total</u> (2)	0	2	2	0	4
	0	15%	6%	0	9%
	0	0,08	0,04	0	0,0
<u>Opposition aux parents</u>					
-Résistance en accord avec le prétendant:	17	9	18	7	51
-Référence à la loi contre ses parents:	2	0	3	1	6
-Proposition de condui- tes actives au pré- tendant :	5	2	8	2	17
-Désirs de fuite, de suicide :	1	0	3	0	4
<u>Total</u> (2)	25	11	32	10	78
	100%	85%	94%	100%	91%
	0,78	0,42	0,65	0,83	0,65

(1) L'indication de ces réactions n'est pas tirée de lettres de jeunes filles mais de celles des jeunes gens analysées dans le précédent tableau.

(2) En 1ère ligne: nombre total des réactions de cette catégorie
En 2ème ligne: pourcentage que représente ce nombre relativement à l'ensemble des réactions de la jeune fille dans le conflit de ses parents avec son partenaire.
En 3ème ligne: indice de richesse de cette catégorie de réactions obtenu en divisant le nombre de la 1ère ligne par le nombre de lettres relatives à l'opposition du garçon aux parents du partenaire.

CONFLITS SENTIMENTAUX ENTRE JEUNES

La présence même de cette rubrique est significative. Des tensions entre jeunes des deux sexes, cela signifie en principe l'apparition de relations directes entre eux et se mettant à dépendre, au moins en partie, de leur individualité. Mais, nous le verrons, ce n'est pas toujours le cas. D'autre part, les conflits avec les anciens l'emportent largement sur ceux qui divisent les jeunes. Si l'on retient seulement ceux ayant trait à la vie sentimentale des sujets, il est fait état des premiers dans 226 lettres comptant 572 unités de contenu (rapport:2,53): soit 103 documents riches de 269 unités de contenu en ce qui concerne les parents directs; 123 documents et 304 unités pour les parents du partenaire. Par contre les difficultés entre jeunes sont mentionnées seulement dans 98 lettres, où nous avons relevé 122 unités de contenu (rapport:1,24). La vie sentimentale du jeune Tunisien demeure donc encore essentiellement commandée par les familles et les anciennes classes d'âge.

Les types de conflits

Le premier type pourrait se dénommer : conflits fondés sur la libre affectivité des amoureux. Il s'agit des difficultés les plus psychologiques et les moins sociales, c'est à dire naissant des relations inter-personnelles et largement indépendantes des représentations collectives.

Il est d'abord des difficultés sentimentales "normales". Quelques lettres méritent d'être parcourues car elles reflètent bien les attitudes particulières à ce milieu. Un garçon en veut à une fille parce qu'elle l'a "obligé à désobéir à son père" et maintenant se moque de lui. Un autre songe à rompre parce que

la soeur de sa fiancée est danseuse. Celui-ci, quoiqu'ayant signé le contrat depuis trois ans, n'a pas encore célébré les noces afin de prendre le temps de construire une maison "respectable". Mais maintenant il songe à rompre parce qu'il a interdit à sa fiancée de rendre visite à deux familles et qu'elle lui désobéit. Cette jeune fille se plaint de ce que son fiancé la trompe avec une femme mariée, mais elle ne peut s'en ouvrir ni au mari de cette femme, ni à son père, ni à la justice, parce qu'il détient d'elle des lettres et photos: or une photo est

"la moitié de l'honneur de la jeune fille". Une autre se plaint de ce que tel garçon sorte avec elle, l'obligeant à sacrifier sa réputation au qu'en dira-t-on; mais que, simultanément, il écrive à sa meilleure amie pour louer la réserve de celle-ci, sa moralité, le fait de ne pas s'afficher avec des jeunes gens.

Mais le plus intéressant pour notre propos, ce sont les conduites sentimentales apparemment "aberrantes". Elle sont si fréquentes qu'on n'est guère en peine de citer des exemples significatifs :

L.136 PJ - "J'ai connu une jeune fille d'une connaissance superficielle et l'ai aimée d'un amour profond au point d'abandonner mes études pour elle. Je lui ai fait parvenir une lettre. Depuis deux ans, elle ne m'a pas répondu mais chaque fois que je passe devant chez elle, elle ouvre la fenêtre et me poursuit du regard. Je ne sais pas si elle m'aime. Conseillez-moi"(Tunis).

Réponse du conseiller: "C'est simple. Si vous avez l'intention de vous marier demandez-là en mariage, car le but de toute connaissance est le mariage. Si elle accepte le mariage, c'est qu'elle vous aime".

L.269 PJ - Amour intense pour une fille. "Mais mon amour est fondé sur des regards à travers la fenêtre ou sur des stations devant la porte de sa maison... Elle se met toujours à

la fenêtre qui donne sur mon chemin de retour..elle ne quitte pas cet endroit avant de m'avoir jeté ses regards habituels, même si elle doit attendre jusque tard dans la nuit...Mais chaque fois que j'ai voulu lui adresser la parole ou bavarder avec elle au sujet du mariage..elle m'a fermé la fenêtre ou la porte au visage sans répondre..Est-ce qu'elle m'aime, veut se marier avec moi ou non?(Tunis).

L.100 PJ - Il aime une fille d'un amour qui lui ôte le sommeil.

Elle ne lui adresse pas la parole, mais il sait qu'elle désire le mariage. Que faire?(Ville).

L.152 PJ - Son amour ne peut être rompu que par la mort. Mais

il n'est pas sûr qu'elle l'aime, sauf qu'elle lui adresse des sourires quand elle le voit. Peut-il se marier?(Ville).

Partenaires mystérieux poursuivant avec persévérance des amours visuelles mais s'obstinant à garder le silence; légèreté de ces jeunes songeant au mariage à partir d'un regard ou d'un sourire: cet irréalisme inspire tant de lettres que le conseiller décide de ne plus y répondre. Il en a assez, dit-il, de ces garçons qui lui demandent s'ils peuvent épouser telle jeune fille qu'ils ont seulement vu passer dans la rue.

Les filles, d'ailleurs, quand elles jouissent d'une certaine liberté, ne se conduisent pas différemment. D'après celle-ci, un jeune homme la regarde sortir du collège: elle l'aime donc et veut l'épouser. Cette autre a "vu" plusieurs fois un garçon qui l'avait saluée dans la rue. Maintenant il lui a demandé de la "rencontrer" : elle refuse et répond qu'elle lui donnera son nom et son adresse quand il voudra bien demander sa main à son père. Mais voici un document plus significatif:

L.433 PJ - "J'ai 19 ans. Je suis une jeune fille de bonne fa-

mille. Un jour, dans la rue, un garçon s'est adressé à moi: il m'a demandé si j'étais fiancée, où j'habitais, quel-

était mon nom. Je lui ai donné tous ces renseignements parce que je l'ai aimé et il m'a aimé lui aussi d'un grand amour. Il m'a fixé un rendez-vous à la sortie de notre travail. Ma mère s'est opposée parce qu'une jeune fille bien élevée ne fait pas cela. Le jeune homme a trouvé cela très bien. Il est revenu une semaine après et m'a dit: "Mon père s'est opposé au mariage, en me disant: tu n'as que 15 ans". Sur ce, il a téléphoné à ma mère pour lui apprendre qu'il désirait m'épouser, si ce n'était l'opposition de son père... Je le vois toujours. . Dois-je.. l'attendre jusqu'à ce que son père donne son accord?" (Tunis).

A travers cet irréalisme, sinon cet infantilisme (1) accusés dans le domaine sentimental, on perçoit les difficultés d'installation d'une conduite nouvelle à laquelle rien ne prépare. Il s'agit de faire sa cour, d'affronter la conduite aléatoire préalable à l'union seulement éventuelle, en dehors des voies sûres et institutionnelles des fiançailles et du mariage. De plus, ce comportement doit être assumé individuellement, en dehors des familles, par des jeunes des deux sexes que tout jusqu'ici a séparés, ne connaissant guère leur psychologie réciproque parce que c'était inutile. Bien entendu, on ne dispose pas pour cela d'un modèle social : l'expression "faire la cour" à une jeune fille n'existe pas dans le parler populaire. On y trouve uniquement des expressions péjoratives, exprimant bien le sentiment collectif: "courir derrière" (jarâ warâ), "ennuyer" (qalaqa), "agacer", "entraver" ('âkasa).

Contre la réprobation du milieu, il faut donc aux jeunes créer le nouveau modèle d'approche à leurs risques et périls. Ils y seront d'autant plus maladroits, inhibés, qu'au moment

(1) Il s'agit, on le voit, d'un "infantilisme sociologique", par suite de l'affrontement de situations tout à fait nouvelles par des sujets qui peuvent être par ailleurs très mûrs.

même où les circonstances les jettent dans la relation directe ils savent que, très généralement, ils ne disposent pas de leur personne: les familles continuant à les manipuler selon leur stratégie traditionnelle et ignorant cette sorte de "secteur parallèle" qu'ils s'essaient à instituer. Là est sans doute la principale explication de la conduite contradictoire des "mystérieuses"jeunes filles.

Mais cette absence d'équipement pour l'adaptation à une réalité commençante se traduit aussi bien, quand le cap de l'inhibition a été franchi, par des conduites étrangement désinvoltes et tout aussi "naïves":

L.172 PJ - Il aime deux soeurs qui l'aiment aussi, au su de leurs parents (19 et 16 ans). S'il épouse l'une, "l'autre se fâchera". Que lui conseille-t-on? (Village).

L.473 PJ - Elles ont connu un militaire qui leur a promis à toutes trois le mariage. Elles demandent au conseiller laquelle il épousera.(Ville).

L.307 PJ - Ils sont trois à aimer une jeune fille et lui ont demandé de choisir pour le mariage. Elle répond qu'elle les aime tous les trois et ne peut choisir (Village).

L.257 PJ - Il a aimé à 14 ans une fillette de 9 ans qui ne l'aimait pas, mais la famille de celle-ci l'aimait. Il est tombé amoureux d'une fille de 11 ans qui l'aimait aussi. Tout en correspondant avec la seconde il visitait la famille de la première qui, interrogée par la mère, "déclara son amour à 12 ans". On lui demanda pourquoi elle ne l'avait pas dit avant. Elle répondit: "Parce que j'étais trop petite et ne savais pas ce qu'était l'amour conjugal". Maintenant il hésite entre les deux. (Village).

L.113 PJ - Deux jeunes filles modernes, qui sortent et voyagent. Elles se sont rendu visite avec leurs fiancés. Depuis chacune désire le fiancé de l'autre, mais les garçons ne veulent

pas changer. Que faire? (Tunis).

Le second type de conflits est plus directement mêlé aux représentations sociales. Laissons de côté les plaintes de jeunes filles à propos de l'attitude timorée du partenaire devant les parents de l'un ou de l'autre: elles confirment ce que nous savons des réactions du garçon. Plus nombreuses, par ailleurs, sont les doléances contre le mariage mixte ("Il cublie sa cousine de sa chair, de son sang, de sa religion"): car nous sommes dans le milieu populaire, à l'abri de ce problème, et si nombre de collégiens ont écrit, les étudiants ne se sont pas adressés à cette tribune.

En fait, l'un des thèmes dominants est la jalousie, aussi farouche en ces jeunes que chez leurs aînés, parce qu'il s'agit toujours de la jalousie de principe, inscrite dans les normes culturelles traditionnelles. Celui-ci songe à rompre avec sa fiancée parce qu'il vient d'apprendre que, deux ans auparavant, elle avait connu un autre garçon. Cet autre écrit: "J'ai aimé une jeune fille et nous nous sommes promis le mariage. Un jour je l'ai vue parler avec un jeune homme et je l'ai entendue dire "au revoir". J'en ai souffert. Que dois-je faire?" (L.33 PJ Tunis).

Ce n'est évidemment pas pour aider à supporter les situations modernes : "J'étais fiancée au meilleur des jeunes gens du quartier, qui m'avait comblée de cadeaux. Mais il a du rompre avec moi parce que j'ai voulu travailler et je reconnais qu'il avait bien raison" (L.420 PJ. Tunis). Une institutrice demande ce qu'elle doit faire: son fiancé, ouvrier dans une manufacture et gagnant peu, exige qu'elle abandonne sa profession. Un homme de 43 ans, imposé à une jeune fille de 18 ans, lui fait quitter son travail. Les ruptures dues à ce motif sont fréquentes. Pour la même raison le prétendant demande souvent à la jeune fille d'interrompre ses études.

En somme, la femme est autorisée à sortir de la maison, mais

non de son groupe de sexe. Le modèle de remplacement se dessinant dans les couches populaires est qu'elle demeure aussi séparée de l'homme à l'extérieur qu'elle l'était à l'intérieur. C'est comme si les limites de la claustration s'étaient simplement élargies. Certaines d'ailleurs, après s'être émancipées, acceptent d'y revenir dans ses formes premières: "Lorsque vous me demanderez en mariage, répond une jeune fille à un garçon soucieux de "dignité et pureté", je ne ferai plus de théâtre et je porterai le voile"(L.3 PJ. Ville).

Cette réponse nous amène au dernier thème dominant de ce type de conflits : l'obsession de sécurité, se traduisant par l'exigence du contrat et du mariage immédiats. Le trop jeune âge des partenaires, le fait qu'ils n'ont pas de situation ou en sont encore à leurs études secondaires, tout cela s'efface devant ce primat auquel ces jeunes se soumettent aussi entièrement que les anciens :

L.441 PJ - Elle aime un jeune homme depuis 5 mois. Il l'aime aussi, mais n'a pas demandé sa main. Elle a déjà refusé une demande à cause de lui. Doit-elle attendre encore?(Tunis).

L.499 PJ - La jeune fille qu'il aime exige qu'il demande sa main quoiqu'il ait un salaire dérisoire(Tunis).

L.255 PJ - A 19 ans, il est en conflit avec une jeune fille de 15 ans et sa famille parce qu'il ne veut pas encore la demander en mariage (Tunis).

L.136 PJ - Elève du secondaire. A connu une fille du secondaire qui veut lui faire promettre le mariage. Il a répondu : "Il faut d'abord finir les études, on parlera mariage plus tard". Elle ne lui adresse plus la parole. Qui a raison et que doit-il faire? (Ville).

L.120 PJ - Elève du secondaire, très amoureux d'une jeune fille. Mais elle a été demandée à sa famille par un fonctionnaire. Elle exige de ce jeune qu'il la demande en mariage s'il veut

qu'elle lui reste. Doit-il abandonner ses études ou la jeune fille ? (Ville).

L.125 PJ - Il avait promis le mariage à une jeune fille, puis était allé finir ses études. Entre-temps elle a été demandée en mariage par un autre et elle a prétendu qu'elle ne pouvait pas l'attendre (Tunis).

On se trouve ainsi devant une série de contradictions. D'un côté tous ces jeunes sont plus ou moins saisis dans les conditions socio-économiques de la famille conjugale, qui leur feront supporter entièrement les charges et responsabilités du ménage. C'est pourquoi, contrairement au passé, ils se lancent dans des études ou se soucient d'obtenir une promotion professionnelle avant de se marier. Cela implique des conditions concomitantes : que les familles le comprennent, puisqu'elles ne sont plus en mesure d'entretenir le jeune ménage comme dans l'ancienne économie; qu'elles acceptent d'élever la norme de l'âge au mariage; que les jeunes puissent s'attendre, donc qu'ils s'appartiennent à eux-mêmes; qu'ils puissent remplacer l'acte juridique définitif par des engagements moraux moins stricts et laissant place aux aléas de la nouvelle situation.

Or aucune de ces conditions n'est acceptée. Les familles ne peuvent plus remplir leurs anciennes obligations et elles le savent bien puisque, plus ou moins vite, elles se mettent à la charge du jeune ménage. Mais cela ne les empêche pas de continuer à revendiquer et exercer avec la même assurance les droits que le système traditionnel leur accordait parallèlement à ces obligations devenues fictives. La perspective des drames économiques occasionnés par cette attitude ne les affecte apparemment pas. Le mariage continue à être considéré comme l'état optimal d'individus encore plongés dans l'enfance économique et sociale, sinon même biologique, alors qu'il leur faudrait maintenant être des adultes accomplis pour mener le ménage. Les filles continuent

dans l'ensemble à être saisies de panique si elle n'ont pas pris époux à 18 ans au plus tard. Et les jeunes peuvent d'autant moins s'attendre, prendre des engagements individuels, que le groupe continue à disposer de leurs personnes, malgré le renversement de situation qui se dessine, s'il n'est déjà réalisé : les jeunes devenant les producteurs et le groupe parasitaire.

Aussi ces jeunes doivent-ils, le plus souvent la mort dans l'âme, interrompre la formation nécessaire pour, précisément, remplir convenablement ce rôle de producteurs, de crainte d'un quelconque prétendant à qui la fille sera "donnée". Le garçon lui-même exigera assez fréquemment cette sécurité du contrat matrimonial, pour être sûr de ne pas se voir enlever celle qu'il aime.

D'autre part, il faut l'ajouter, les représentations sur l'honneur familial et féminin ne se sont pas, dans ces milieux modestes et même ailleurs, assouplies en fonction des situations. Le mariage de type conjugal exige une période de prise de connaissance et d'essai sentimental entre les deux partenaires, sur qui reposera entièrement la bonne marche de l'éventuel ménage. Mais on n'en continue pas moins à proscrire violemment tout aléa et toute réversibilité dans les relations entre groupes de sexe, comme du temps où l'économie du ménage ne concernait pas les époux.

Aussi bien assiste-t-on à une curieuse interférence des modèles. Les nouvelles circonstances permettent à nombre de jeunes des deux sexes de nouer la relation inter-personnelle dont le développement devrait décider des suites institutionnelles à lui donner éventuellement : la nouvelle conduite n'étant fonctionnelle que si le mariage est au point d'aboutissement. Or, étant donné le contexte ci-dessus caractérisé, à peine ont-ils amorcé le rapport sur la base de quelques mots sinon de quelques regards, qu'ils présentent aux-mêmes la signature du contrat comme condition de sa poursuite. L'institution se réinsère sponta-

nément au point de départ du rapport inter-sexes selon l'ancienne logique, et non à sa fin, selon le modèle conjugal proposé par les nouvelles situations. Si bien que le nouveau comportement se mue en un simulacre dépourvu de sens. D'une façon générale l'ensemble des conduites modernes lancées par les jeunes donnent très souvent l'impression d'être des formes jouant à vide, quoique appelées par les situations effectives. Par contre, le sérieux et l'efficacité demeurent aux mains des anciens, qui continuent à appliquer des modèles traditionnels pourtant objectivement désadaptés.

Nous en arrivons à un type de plaintes plus graves : des accusations réciproques de malhonnêteté. Quelques unes viennent des garçons :

L.36 PJ - Il a donné deux cents dinars de cadeaux à sa fiancée.

Maintenant elle veut rompre le contrat sans restituer, pour un homme âgé et riche (Village).

L.354 PJ - Dépitée de voir ses avances repoussées, elle l'accuse de l'avoir violée (Tunis).

Mais la grande majorité proviennent des jeunes filles, faisant état d'abus de confiance et escroqueries variés. D'abord le cas "simple" d'hommes qui ne tiennent pas leurs engagements.

L.35 PJ - Contrat signé depuis huit ans, mais il se refuse à consommer le mariage. Elle ne le voit même plus (Tunis).

L.220 PJ - Elle a voulu épouser un garçon sans le consentement de ses parents, mais avec celui de son frère. Le jour de la signature du contrat, le prétendant n'a pas respecté les conditions fixées. "C'est un traître et à cause de lui j'ai désobéi à mes parents". (Tunis).

L.302 PJ - "Fiancée" par son père à un homme sans le connaître.

Maintenant il n'écrit même plus, tout en touchant l'allocation de mariage. Elle ne peut rien entre un homme qu'elle

ne connaît pas et un père à qui elle ne peut rien dire car "il est religieux, ne connaît rien aux choses de ce siècle" et demeure fixé à ses anciennes idées (Tunis).

L.415 PJ - Jeune fille victime d'un escroc pique-assiette et spécialiste de fiançailles à répétition (Tunis).

L.166 PJ - Son cousin paternel lui fait interrompre ses études secondaires "pour se préparer au mariage". Depuis, elle l'attend toujours (Ville).

L.470 PJ - Désignée depuis son enfance pour épouser son cousin maternel. Le jour du contrat, il a disparu (Tunis).

L.429 PJ - Il se fiance avec elle, puis avec une autre "sans le lui dire" (Village).

Puis il s'agit de jeunes gens qui promettent le mariage, obtiennent des jeunes filles qu'elles sortent avec eux, abusent d'elles et les abandonnent, parfois avec un enfant. Quand la fille ose s'en ouvrir à ses parents, si ceux-ci osent à leur tour porter plainte, l'homme est condamné au mariage. Puis il divorce et il lui arrive même de demander des dommages et intérêts!

Dans l'ensemble donc, l'homme, dans ces lettres, apparaît sous un très mauvais jour. Or, à part quelques cas traditionnels, ces malhonnêtetés sont dues pour la plupart à la nouvelle situation. L'affaiblissement des normes traditionnelles permet d'abord à certains de se soustraire à des unions mal acceptées: il s'agit d'un aspect de cette "pathologie de liquidation" évoquée à propos des divorces. Mais la plupart de ces documents montrent comment nombre de garçons, relativement libérés de la tutelle familiale et des anciens contrôles, se conduisent envers la femme avec la désinvolture même qu'ils reprochent aux parents. Les libertés nouvelles leur permettent de saisir dans le système moderne des avantages dont l'ancien les frustrait, les obligations corrélatives n'étant pas acceptées pour autant. Car,

tout en profitant de ces aspects de la modernité, ils conservent cette attitude traditionnelle (d'ailleurs plus ou moins corrompue) rencontrée chez les parents : refus de la bi-latéralité, de la réciprocité avec la femme considérée à la limite comme un objet. Cette manipulation sélective de la culture moderne aboutit à fournir des moyens supplémentaires à l'ancien égocentrisme masculin, qui devient maintenant de l'égoïsme tout court et qui, une fois de plus, alimente la connivence entre jeunes et anciens.

C'est bien ce que reconnaissaient indirectement les collégiens interrogés en 1960, dont l'attitude présentait une significative ambiguïté. Largement d'accord pour revendiquer la libre fréquentation entre groupes de sexe, ils devenaient extrêmement réticents quand on leur demandait s'ils admettaient cette liberté pour leurs propres socurs: "Je ne l'accepte pas, reconnaissait l'un d'eux, bien que j'accepte de fréquenter les soeurs d'autrui. Je suis franc!" (1). D'autre part, quand on les questionnait sur leurs rapports avec les jeunes filles en général, ils les chargeaient de toute sorte d'accusations. Mais dès qu'il s'agissait de celles de leur famille, c'est contre les garçons qu'ils se retournaient, avec un luxe de formules péjoratives : "Les garçons ont l'esprit enfantin"; "Les garçons sont lâches et tricheurs pour la plupart"; "Ils ne cherchent que leur intérêts"; "Ils considèrent la fille comme un jouet"; "Le jeune Tunisien n'est pas apte à se conduire honnêtement" (2). Légèreté, manque de maturité, égoïsme, manque total de considération pour la fille, volonté de puissance sinon obsession sexuelle, tel était le sombre tableau que les garçons dressaient des autres garçons, sitôt la question posée de cette façon spéciale.

(1) C.Camilleri, 3, p.268

(2) C.Camilleri, 3, p.269

Voilà qui achève d'expliquer ce climat de "guerre des sexes" qui, nous l'avons vu, accompagne dans ce pays la communication commençante entre jeunes. Sur le plan des nouveaux rapports se dessinant entre elles et les jeunes gens, les filles sont souvent amenées à lutter avec autant de vigueur que sur celui de leurs relations traditionnelles avec les anciens, pour éviter d'être aussi victimes des premiers que des seconds.

Analyse quantitative

Le tableau 17 fait apparaître la forte différence entre filles et garçons: les premières ont beaucoup plus à se plaindre des seconds, puisque leurs accusations occupent près de la moitié de leurs lettres. Par contre, 17% seulement des jeunes gens ont écrit pour se plaindre des jeunes filles. Nous en avons vu les raisons.

Les Tunisoises viennent en tête. De plus, elles sont les seules à avoir envoyé plus de lettres pour accuser les garçons de leur âge que pour se plaindre de leurs parents, 51% contre 33%. Que ce phénomène survienne dans la capitale est bien significatif: là, il est devenu aisé pour les jeunes des deux sexes de nouer des relations directes, en tenant la parenté dans l'ignorance. C'est donc là que la lutte régulatrice entre eux doit commencer à prendre le relais de l'antagonisme entre générations. Rurales et citadines viennent après et, pour les unes comme pour les autres, les conflits avec les parents prennent toujours le pas sur les oppositions avec les jeunes gens. Les taux des documents consacrés respectivement à ces deux types de tensions sont de 43% et 33% pour les citadines provinciales, de 50% et 45% pour les rurales.

Considérons maintenant les répartitions des lettres adressées par les garçons. Pour tous, nous l'avons vu, les tensions avec les parents de la jeune fille venaient en tête. Mais les Tunisois seuls s'en prennent à la jeune fille plus qu'à leurs propres parents. Et d'ailleurs ils ont adressé le plus de lettres

à ce sujet. Cette observation corrobore la précédente: non seulement le réseau des relations entre groupes de sexe se noue plus facilement dans la capitale, mais la jeune fille commence à y "exister" plus qu'ailleurs et le garçon à se poser lui aussi, dans des proportions évidemment très inférieures, en "victime" de sa partenaire.

La distribution des thèmes de conflit entre les jeunes des deux sexes fait, à son tour, apparaître une différence très significative (Tableau 18). Dans leur grande majorité les garçons se plaignent des filles pour des motifs si l'on peut dire "normaux", les conduites incriminées n'ayant rien de délictueux. Ce sont ces variations sentimentales, jalousies, hésitations ou refus accompagnant habituellement les relations amoureuses et qui ne sauraient être condamnées puisque, dans tous ces cas, il n'y a pas eu d'engagements. D'autres fois, et dans une moindre mesure, les reproches visent le traditionalisme ou le modernisme de la jeune fille et surtout sa tendance à vouloir régulariser immédiatement la liaison (1).

Cependant, il est intéressant de le noter, la proportion des lettres accusant les filles de conduites délictueuses augmente légèrement dans les villes de province et fortement dans les petits centres. Le contenu des documents permet d'en saisir la raison. A la campagne la régularisation institutionnelle est beaucoup plus immédiate et plus souvent influencée par des éléments sociaux extérieurs aux individus. La jeune fille ne peut donc éventuellement se reprendre (et ce n'est plus impossible en cette époque) qu'en rompant des engagements parfois anciens: une fois encore nous voyons comme l'état de transition d'un sys-

(1) La différence des distributions entre accusations "normales" et accusations de malhonnêteté chez les garçons et les filles est significative pour P compris entre 0,02 et 0,01..

tème à un autre est générateur d'une "pathologie" spéciale.

Au contraire, la moitié des reproches formulés dans les lettres féminines ont trait à des conduites délictueuses des jeunes gens. Leur fréquence est sensiblement la même dans les trois habitats. On note par ailleurs que les jeunes filles, ici encore, commencent à recourir à la loi pour se défendre.

Les conflits directement inspirés par les représentations sociales traditionnelles sont à peu près également évoqués, mais pas pour les mêmes motifs. Les garçons reprochent avant tout aux filles leur souci de sécurité. Les secondes accusent les premiers de se montrer trop timorés devant leurs parents, d'être trop traditionalistes, de manifester la jalousie de principe.

TABLEAU 17. Indications générales sur les conflits entre jeunes

	<u>Tunis</u>		<u>Villes</u>		<u>Villages</u>		<u>Non identifiés</u>		<u>Total</u>	
	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>
-Nombre de documents concernés :	18	26	9	7	16	10	7	5	50	48
-Rapport au nombre de documents senti- mentaux :	21%-51%		16%-33%		15%-45%		18%-38%		17%-45%	
-Nombre d'occur- rences des thèmes :	22	35	10	9	16	15	8	7	56	66
-Rapport des occur- rences aux docu- ments concernés :	1,22-1,35		1,11-1,28		1 -1,50		1,14-1,40			

TABLEAU 18. Distribution des thèmes de conflit entre jeunes gens et jeunes filles

	<u>Tunis</u>		<u>Villes</u>		<u>Villages</u>		<u>Non identifiés</u>		<u>Total</u>	
	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>
<u>Conflits fondés sur la libre affectivité des partenaires</u>										
-Refus, changements, jalousie normale, manque d'entente:	10	5	5	2	5	2	1	0	21	9
-Partenaire mystérieux, hésitant, ne se déclare pas:	3	3	1	1	2	3	1	0	7	7
-On craint les défauts du partenaire :	0	0	0	0	1	0	1	0	2	0
<u>Total(1) :</u>	13	8	6	3	8	5	3	0	30	16
	59%	23%	60%	33%	50%	33%	37,5%	0	53,5%	24%
<u>Conflits dus aux représentations sociales traditionnelles</u>										
-Partenaire timoré devant les parents:	0	3	0	0	0	2	0	1	0	6
-Jalousie de principe du partenaire envers le sujet :	0	2	0	0	0	0	0	0	0	2
-Jalousie de principe envers le partenaire :	1	0	0	0	1	0	0	0	2	0
-Modernisme du partenaire :	0	0	1	0	0	1	1	0	2	1
-Traditionalisme du partenaire :	1	4	1	1	0	0	1	0	3	5
-Doléances contre unions mixtes :	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1
-Partenaire exige contrat immédiat:	3	1	0	0	2	0	2	1	7	2
<u>Total (1) :</u>	5	10	2	2	3	3	4	2	14	17
	23%	28,5%	20%	22%	18,5%	20%	50%	28,5%	25%	26%

TABLEAU 18. (Suite)

	<u>Tunis</u>		<u>Villes</u>		<u>Villages</u>		<u>Non identifiés</u>		<u>Total</u>	
	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>
<u>Conflits pour malhonnêteté</u>										
-Trahisons, malhonnêtetés du partenaire :	4	14	2	4	5	5	1	4	12	27
-Référence à la loi au sujet du partenaire :	0	3	0	0	0	2	0	1	0	6
<u>Total(1) :</u>	4	17	2	4	5	7	1	5	12	33
	18%	48,5%	20%	45%	31,5%	47%	12,5%	71,5%	21,5%	50%

(1) En 1ère ligne, total des occurrences des thèmes de cette catégorie. En 2ème ligne, leur pourcentage relativement au total des thèmes de conflit entre jeunes.

CONFLITS DES JEUNES AVEC EUX-MEMES A PROPOS DE LEUR VIE SENTIMENTALE

On les trouve mentionnés dans 116 documents, riches de 136 unités de contenu (rapport:1,17). Dans le classement d'ensemble des types de conflit, ils n'occupent pas la même place pour les garçons et les filles, comme on peut s'en rendre compte par les données suivantes:

Garçons

Conflits avec parents du partenaire:	40%	-	2,51 (1)
Conflits avec eux-mêmes :	26,5%	-	1,17

(1) Le pourcentage de lettres indiqué est calculé sur le total des documents relatifs à la vie sentimentale des sujets. A côté est indiqué le rapport du nombre d'unités de contenu au nombre de lettres intéressant ce type de conflits. La somme des pourcentages est supérieure à 100%, du fait que la même lettre peut faire allusion à plusieurs types de conflit.

Conflits avec parents directs:	22%	-	2,55
Conflits avec partenaire :	17%	-	1,12

Filles

Conflits avec partenaire:	45%	-	1,37
Conflits avec parents directs:	38%	-	2,72
Conflits avec elles-mêmes:	36%	-	1,18
Conflits avec parents du partenaire:	3%	-	1,25

Le classement est presque inversé d'un groupe de sexe à l'autre. Au moment où l'ensemble des jeunes ont à lutter contre leurs aînés, les jeunes filles, et c'est significatif, ont plus à se plaindre des garçons de leur âge que des anciennes générations. En outre, elles ont affaire, en priorité, à deux obstacles qui leur sont extérieurs: le partenaire et leurs parents. Par contre le garçon n'en a plus qu'un en face de lui (les parents de la jeune fille) puis, immédiatement après, il se trouve déjà aux prises avec lui-même. On voit par là comme la fille est encore plus dépendante d'un "destin". Enfin, sauf pour les oppositions avec les parents du partenaire, rubrique à laquelle la jeune fille n'a même pas accès, les pourcentages de conflits où elle est engagée sont toujours nettement plus élevés pour elle que pour le jeune homme; c'est assez dire comme elle est plus vulnérable et combien sa situation est plus difficile.

Les thèmes de conflit

Nous les avons répartis en trois catégories. En premier lieu ceux venant de l'état d'esprit traditionnel et, d'abord, les thèmes déjà connus mais qui, cette fois, alimentent des doutes et craintes intérieurs. La peur des collégiens de perdre la jeune fille aimée s'ils ne la demandent immédiatement en mariage (même s'ils ne sont qu'en troisième année

du secondaire) revient comme une hantise, car déjà "les prétendants ont frappé à la porte". L'un d'eux a la promesse de mariage de la fille, mais il craint qu'elle ne change d'avis, car il ne détient pas la garantie de l'acte officiel (L.335 PJ. Tunis). Les jeunes filles aussi sont partagées entre leur affection et leur crainte de "perdre des demandes". Sans aucun doute cette obsession de sécurité amène nombre de ces jeunes à interrompre très tôt leurs études, à se contenter d'une situation très inférieure à celles aisément accessibles aux diplômés, dans l'actuel contexte. De façon inattendue les images traditionnelles sur le mariage nuisent directement à un facteur essentiel de la modernisation sociale: la formation des cadres et agents qualifiés.

D'autre part il existe bien, nous l'avons vu, une vive compétition pour le mariage, mais ce n'est pas du tout la concurrence sentimentale requise par les conditions modernes. Cette conduite risquée, où les affections sont disputées par les intéressés eux-mêmes avec des aléas divers, jusqu'à ce que le choix résulte de la progression des sentiments, n'est pas exclue seulement par les anciens. Les jeunes eux-mêmes, tout en se plaignant de passer pour la propriété de leur famille, ne cachent pas par ailleurs leur propre souci d'une appropriation immédiate les uns par les autres.

Or cette conduite, permettant d'être rapidement assuré du sujet en le transformant en une possession, s'accorde mal avec la perspective du ménage de type conjugal. Car ce ménage, ayant besoin d'être particulièrement solide puisque désormais les tâches et responsabilités lui incombent, requiert cette épreuve libre, risquée, éventuellement longue, qui permet le vrai choix et fonde le véritable couple. L'un et l'autre sont précisément éludés par le modèle patriarcal de l'appropriation institutionnelle immédiate. En fait, derrière les apparences de sélection inter-individuelle hors de la médiation familiale, ces jeunes

s'épousent sans se connaître ni se choisir beaucoup mieux qu'autrefois. Etant donné l'ensemble des raisons indiquées, ce choix, semble-t-il, porte sur les visages à présent découverts, mais bien moins souvent sur les personnes, qu'on n'a pas le temps d'atteindre.

Le passé de la jeune fille est également une source d'anxiété pour certains garçons. Il suffit parfois qu'elle ait connu quelqu'un d'autre, même à l'âge de 10 ans, pour voir surgir des inquiétudes capables, selon leur expression, de les "faire s'évanouir vu leur force". Ces sentiments, non provoqués par la présence effective d'un rival, mais par l'idée que la société amène l'homme à se faire de lui-même, poussent un certain nombre à se détourner de la jeune fille parce qu'elle les a suivis dans un flirt dont eux-mêmes ont pris l'initiative :

L.286 PJ - Il a 22 ans et elle a 15 ans. Il a imposé à la famille conservatrice de la jeune fille de sortir avec elle comme il voulait. Puis il a signé le contrat de mariage et, à ce moment là, a eu des "relations" avec elle. Mais, du coup, il doute d'elle, l'accuse d'"infidélité" (sic) et voudrait rompre le contrat. La mère de la jeune femme l'accuse de trahison. Il demande au conseiller s'il serait effectivement un traître dans ce cas et si "l'on peut bâtir un bonheur conjugal saint après de pareilles choses" (Ville).

Le point extrême de la démarche, en même temps que sa sincérité, apparaît dans le document suivant:

L.489 PJ - Petit fonctionnaire très amoureux d'une Européenne qui aspire au mariage. Mais elle l'a informé qu'elle a perdu sa virginité. Il voudrait se marier, mais dit-il, "mon honneur serait atteint, quoique personne ne soit au courant". S'il ne se marie pas, il deviendra fou. Il pense au suicide. (Tunis).

D'une part, nous retrouvons dans ces lettres le phénomène

déjà signalé: les nouvelles conduites réclamées par le jeune peuvent se transformer dans les conditions actuelles en un moyen supplémentaire d'exploitation de la femme.

D'autre part, cette expression fort significative: "Mon honneur serait atteint quoique personne ne soit au courant", nous ramène à cette tendance à l'"objectivation" déjà repérée dans les relations inter-sexes. La raison s'en trouve dans le modèle du mariage traditionnel. Il est un échange de prestations, de valeurs entre deux groupes familiaux, dans une perspective intéressant le reste de la société. Que les jeunes conjoints nouent par la même occasion un rapport inter-subjectif est préférable, mais non requis. Par contre, il leur faut être les supports de ces valeurs que les familles échangent par leur intermédiaire, sous le contrôle vigilant d'une société qui les intègre dans le patrimoine de ses significations précieuses. La virginité de la jeune fille, nous l'avons vu, est le symbole de quelques unes d'entre elles, et des plus revendiquées. Elle ne concerne donc pas le domaine séparé de la vie sentimentale des intéressés, n'est pas un symbole privé de leurs rapports personnels, dont ils seraient libres d'interpréter à leur façon la présence ou l'absence. Par sa charge et sa finalité sociales elle s'objective et se sépare de la vie du couple.

D'où cette tendance de l'homme à la considérer comme un en-soi indépendant de ses propres actes, au point de se juger frustré de son absence même s'il en est la cause. Comme le disait un personnage d'un film dont l'action se déroulait en Sicile, "ce n'est pas parce que c'est moi qui l'ai deshonorée... qu'elle n'est pas deshonorée!"(1). Car, dans la même personne, l'agent familial et social en arrive à se percevoir comme non

(1) Titre du film: "Séduite et abandonnée".

concerné par ses actes d'amoureux, de sujet "privé".

Ces sentiments sont évidemment exaspérés par l'image de la prise de possession de la femme comme d'une propriété. Si bien que tout "manque" de l'objet est interprété comme une escroquerie ("Il faut que la marchandise soit intacte" comme nous l'ont dit familièrement certains), et tout rapport de la femme avec un étranger, ne serait-ce que par un "au-revoir", comme un vol. On peut ainsi en arriver à un véritable délire obsessionnel de la virginité féminine :

L.265 PJ - Homme d'un milieu très conservateur, "imprégné de religion islamique". Sa première femme n'était pas vierge au mariage. "Je n'ai rien dit et tout le monde m'a cru heureux. J'ai essayé de la rendre heureuse, sans avoir pour elle de l'affection. J'étais malheureux et, en fin de compte, j'ai divorcé sans divulguer son secret". Il s'est remarié "avec une femme d'un milieu très conservateur". Mais elle n'était pas vierge non plus. "J'ai voulu attribuer cela à un accident, mais elle m'a raconté toute l'histoire. J'ai cherché mon malheur moi-même, parce que j'ai cherché à savoir". Il a essayé d'oublier. Ils ont eu un enfant quelques années plus tard. "Mais un feu interne me fait souffrir. Quand je réfléchis, je trouve que ce que je fais n'est pas sage et j'excuse ma femme. Je cherche alors sa fidélité absolue, j'essaie de lui témoigner de l'amour, ou plutôt de l'affection, de l'excuser, parce qu'elle aussi souffre de mon malheur. Nous avons désespéré tous les deux du bonheur. En fin de compte nous avons trouvé la solution ensemble: le mariage avec une troisième pour me consoler". Ils vont donc demander le divorce en commun sans donner de motif. Mais ils souffrent tous deux, car ils continuent à s'aimer. "Est-ce que vous comprenez ce cas qui est dû à toutes les croyances que nous avons accumulées et que nous subissons maintenant, même lorsque nous essayons de raisonner en tant qu'hommes du 20ème siècle? Ces croyances sont ancrées au

fond de nous-mêmes. Je ne suis pas un jeune homme ignorant, mais la culture et l'accumulation des connaissances n'a parfois aucune influence sur le caractère. Considérez-moi comme un enfant pour me conseiller. Ce cas est plus délicat que le problème qui s'est posé à Alexandre le Grand".(Tunis).

Les autres thèmes à référence traditionaliste se manifestent plus discrètement. La crainte du "qu'en dira-t-on" est évidemment intense dans une société qui demeure d'inter-connaissance et où la conception de l'honneur n'a pas changé. On note aussi, chez le garçon, des hésitations accentuées dès que la jeune fille à une année de plus que lui :

L.344 PJ - Passionnément amoureux d'une Française qui le menace de suicide s'il ne ne l'épouse pas. Mais il a 22 ans et elle en a 23. "Que pensez-vous de cela?"(Tunis).

L.599 PJ - Il est fiancé. A chaque occasion il offre un cadeau. Mais chaque fois qu'il demande à signer le contrat, on le fait patienter. "Maintenant la fiancée est devenue âgée". Que faire? (Village).

L.113 PJ - Il a signé le contrat avec une jeune fille. Maintenant il voudrait rompre parce qu'elle est plus âgée que lui (Village).

Nous avons aussi, à notre surprise, rencontré une crainte de l'inceste incroyablement poussée, provoquant des inférences pour le moins inattendues. Ainsi celui-ci a donné de son sang à un voisin. Peut-il maintenant épouser sa sœur? Cet autre voudrait le mariage avec sa cousine maternelle, mais son père refuse parce qu'il a été le frère de lait de la grande sœur(1). Ce dernier est reçu comme chez lui dans la famille de la jeune fille.

(1) La parenté est ainsi perçue comme une catégorie "contagieuse" et ce d'autant plus qu'elle est intensément vécue et valorisée.

Mais comment l'épouser vu que, maintenant, elle l'appelle "mon frère"? Le conseiller est lui-même très réticent sur ces cas. Cette hyper-sensibilité à des liens biologiques fictifs est remarquable dans une culture où, par ailleurs, le modèle normatif enjoint une endogamie qui, nous nous en souvenons, est à la limite du véritable inceste.

Enfin, signalons quelques cas de jeunes manifestement frustrés par l'interdiction de la polygamie:

L.410 PJ - Il file le parfait amour avec deux jeunes filles, dont l'une est sa parente, l'autre étrangère. Tout va bien pour tous les trois. Jusqu'ici il a pu préserver son bonheur et leur bonheur en ne choississant pas. Il voudrait les épouser toutes deux, mais la loi ne le permet plus. "Comment donc faire pour se marier dans le bonheur?" (Banlieue de Tunis).

Comme on le voit, si la très grande majorité de ces jeunes se révèlent modernistes dans leurs protestations contre les parents, beaucoup aussi (et ce sont peut-être les mêmes) apparaissent rivés à la tradition dans leurs conflits avec le partenaire ou avec eux-mêmes. Dans le premier cas, ils protestent contre l'ancien modèle parce qu'ils ne supportent plus certains pouvoirs détenus par les anciens. Dans le second, ils se voient ou se croient obligés de tenir compte du contexte qu'il crée, des nécessités qu'il impose. Mais, aussi fréquemment, ils profitent des avantages accordés au mâle par les normes traditionnelles, ou cherchent même à les accroître en utilisant les possibilités offertes par un système moderne savamment manipulé.

D'autres fois le conflit du jeune avec lui-même provient de représentations modernistes. Nous énumérerons seulement la plupart d'entre elles, car nous en avons parlé ailleurs et si nous les retrouvons ici c'est parce que, cette fois, elles opposent le sujet à lui-même: écartèlement entre le vif désir de continuer les études et de se marier précocement

pour les raisons connues; parfois, préoccupation de l'écart, quand l'âge de la jeune fille n'atteint pas la moitié de celui du garçon (par exemple 30 et 13 ans, 31 et 14 ans); désir d'attendre quelques années pour avoir les moyens matériels de faire vivre le ménage. Ainsi tel jeune homme a été maudit par ses parents parce que, ayant 19 ans et gagnant seulement 15 dinars mensuels, il ne s'estime pas en état de se marier. Quelques rares inquiétudes se manifestent à propos du mariage consanguin, à cause des "taras héréditaires" éventuelles.

Ils sont plus nombreux à se demander s'ils feront les sacrifices nécessaires pour payer une dot qui "par dessus le marché, à la campagne, est dépensée par le père pour ses besoins personnels"(L.252 PJ). Ainsi les issues se réduisent: si le jeune prétend prendre épouse dans un milieu supérieur au sien, à moins d'être riche il est souvent éconduit. S'il se rabat, comme c'est la tradition, sur son propre milieu, il a fréquemment affaire à des parents dont la situation financière est également mauvaise et qui ne s'embarrassent plus des contrôles traditionnels: aussi exigent-ils une dot importante, parce qu'ils y comptent pour leur propre usage.

Mentionnons seulement les angoisses provoquées par les quelque perspectives de mariages atypiques ou par les liaisons illégitimes, pour rencontrer le dernier thème de cette rubrique, nouveau et intéressant: les plaintes de jeunes filles d'être condamnées à la passivité, de ne pouvoir prendre des initiatives dans le domaine sentimental:

L.256 PJ - "Les hommes sont plus heureux que les femmes": elle aime un garçon, mais étant une jeune fille, elle ne peut se déclarer et elle craint qu'il n'en demande une autre. (Tunis).

L.427 PJ - Même cas: "Il a habité mon cœur, emporté mon esprit.. Je meurs de cet amour qui déchire mon corps". Pourrait elle le lui déclarer?(Ville).

L.366 PJ - Jeune fille "de bonne souche". Elle aime beaucoup un jeune homme, mais elle ne peut lui déclarer son amour "avant qu'il ne soit entré dans la famille"(Tunis).

Cette dernière lettre rend sensible le cercle où enferme la conduite traditionnelle, en faisant de l'engagement institutionnel la condition de départ de la relation sentimentale.

Bien entendu, étant donné cet état de choses, les filles se trouvent paralysées chaque fois qu'il leur faudrait se défendre devant des difficultés quelconques. Or celles-ci, impensables du temps de leur claustration, commencent à surgir avec le début de liberté et de permissivité dont elles jouissent. Il faudrait donc procéder à une re-définition de leurs pouvoirs, pour ne pas les condamner à être forcément des victimes. Mais il n'en est rien, car cette situation nouvelle est pour l'opinion d'ensemble une simple situation de fait, due à l'acceptation de certaines exigences modernes : la scolarité essentiellement. Elle se trouve donc encastrée dans le modèle normatif ancien comme une donnée existante, mais dont on se refuse à tirer l'ensemble des implications. Et on l'ignorera ou la récusera si se présente une complication, tant qu'elle ne sera pas "de droit".

Notons enfin, chez certains de ces jeunes, le désir de revenir sur des engagements pourtant pris librement. C'est évidemment la conséquence de cette précipitation à se lier par la forme institutionnelle avant d'y avoir mis un contenu effectif, comme le montre bien ce document typique :

L.388 PJ - Fonctionnaire. Il a "vu" une jeune fille chez des parents. Elle lui a plu et il a demandé sa main par l'intermédiaire de sa mère. Maintenant qu'il est fiancé il hésite parce qu'il ne sait rien de cette fille et il a fait la connaissance d'une seconde avec qui il est en parfait accord. Il ne veut plus se marier avec la première parce qu'il ne la connaît pas : d'ailleurs son père l'a privée de sa liberté et il empêche le

fiancé de la joindre avant le mariage. D'autre part, il a peur de sa mère et n'ose lui avouer ce qui s'est passé. Il songe à envoyer quelqu'un pour informer sa propre mère, mais il n'a pas confiance en un tiers (Tunis).

Analyse quantitative

Quoique ce type de conflits vienne pour les filles seulement au troisième rang, contre le deuxième pour les garçons, elles sont plus que ceux-ci en butte à ce genre de difficultés, comme aux autres d'ailleurs (Tableau 19). Mais les thèmes alimentant ces problèmes intérieurs sont encore une fois plus variés chez les jeunes gens : on en dénombre 16 contre 6 pour les jeunes filles (Tableau 20).

Si l'obsession de s'assurer le mariage est commune à tous, les filles sont plus sensibles aux réactions conformistes de l'opinion et d'avantage anxieuses pour cause de liaisons illégitimes, où elles se présentent généralement comme victimes de l'homme. Ces thèmes se lient à la dépendance et à la vulnérabilité de la femme : aussi sont-elles les seules à se plaindre de la passivité due à leur condition. Par ailleurs les jeunes filles de la capitale expriment bien plus souvent la crainte de "perdre des demandes" en attendant que le garçon désiré se décide. C'est sans doute que, précisément, elles ont d'avantage de liaisons autonomes avec des jeunes gens de leur choix.

Corrélativement, les Tunisois craignent le plus fréquemment l'intervention de prétendants éventuels ou désirent le plus revenir sur des engagements librement consentis : l'une et l'autre préoccupations sont dues au réseau plus dense, plus libre et plus concurrentiel des relations entre groupes de sexe dans la

capitale (1).

TABLEAU 19. Indications générales sur les conflits des sujets avec eux-mêmes

	<u>Tunis</u>		<u>Villes</u>		<u>Villages</u>		<u>Non identifiés</u>		<u>Total</u>	
	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>
-Nombre de documents concernés :	28	19	12	5	29	9	8	6	77	39
-Rapport au nombre de documents sen- timentaux :	32,5%-37%		21%-24%		27%-41%		20,5%-46%		26,5%-36%	
-Nombre d'occur- rences de thèmes :	32	23	15	5	36	10	8	8	91	46
-Rapport des occur- rences aux documents concernés :	1,14-1,21		1,25- 1		1,24-1,11		1 -1,33		1,17-1,18	

TABLEAU 20. Distribution des thèmes de conflit des sujets avec eux-mêmes

	<u>Tunis</u>		<u>Villes</u>		<u>Villages</u>		<u>Non identifiés</u>		<u>Total</u>	
	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>
<u>Conflits dénotant des attitudes traditionnelles</u>										
-Crainte d'un préten- dant éventuel :	4	0	1	0	5	0	0	0	10	0
-Crainte de perdre des demandes :	0	10	0	1	0	3	0	3	0	17

(1) Ces considérations peuvent être rapprochées de celles sur le divorce des femmes à Tunis.

TABLEAU 20. (Suite)

	<u>Tunis</u>		<u>Villes</u>		<u>Villages</u>		<u>Non identifiés</u>		<u>Total</u>	
	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>
- Crainte des "on-dit", du scandale :	0	3	0	2	2	1	1	1	3	7
- Parce que le partene- naire a suivi dans le flirt :	3	0	1	0	2	0	1	0	7	0
- Crainte d'inceste éventuel :	3	0	0	0	3	0	2	0	8	0
- Parce que le partene- naire est plus âgé :	2	0	0	0	4	0	0	0	6	0
- Désir de bigamie :	1	0	1	0	2	0	0	0	4	0
<u>Total</u> (1) :	13	13	3	3	18	4	4	4	38	24
	41%	56,5%	20%	60%	50%	40%	50%	50%	42%	52%

Conflits dénotant des attitudes non traditionnelles

- Problèmes de maria- ges atypiques :	3	1	2	1	3	0	2	0	10	2
- Conflits études- mariage :	4	3	1	0	6	0	0	0	11	3
- Plaintes contre cher- té du mariage :	2	0	2	0	1	0	0	0	5	0
- Se trouve trop jeu- ne pour le mariage :	1	0	2	0	2	0	0	0	5	0
- Trouve le partenai- re trop jeune :	2	0	0	0	0	0	0	0	2	0
- Hésitations devant le mariage consanguin :	0	0	1	0	0	0	0	0	1	0
- Préoccupations pour liaisons illégitimes :	0	2	1	0	1	4	1	3	2	9
- Souffrance d'être pas- sif, désir d'initia- tive :	0	4	0	1	0	2	0	1	0	8
<u>Total</u> (1) :	12	10	9	2	13	6	3	4	37	22
	37,5%	45,5%	60%	40%	36%	60%	37,5%	50%	40,5%	48%

TABLEAU 20. (Suite)

	<u>Tunis</u>		<u>Villes</u>		<u>Villages</u>		<u>Non identifiés</u>		<u>Total</u>	
	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>F</u>
<u>Conflits divers</u>										
-Hésitation entre deux partenaires:	2	0	1	0	2	0	0	0	5	0
-Désir de rompre un contrat libre- ment consenti:	4	0	2	0	2	0	1	0	9	0
-Misogynie, refus de l'amour :	1	0	0	0	1	0	0	0	2	0
<u>Total (1) :</u>	7	0	3	0	5	0	1	0	16	0
	21,5%	0	20%	0	14%	0	12,5%	0	17,5%	0

(1) En 1ère ligne : total des occurrences de thèmes de cette catégorie. En 2ème ligne : leur pourcentage relativement au total des thèmes de conflit des sujets avec eux-mêmes.

CHAPITRE VII

LA CRISE DE LA FAMILLE TRADITIONNELLE : SYNTHESE ET CONCLUSIONS

De cette analyse qui nous a mené dans le détail multiforme de la crise de la famille tunisienne traditionnelle, essayons maintenant de dégager quelques processus généraux plus explicatifs. En fait, nous nous sommes efforcé autant que possible de les signaler au passage. Il va donc s'agir essentiellement de les rassembler en une formalisation plus ordonnée.

Par la médiation du colonisateur un système, étranger dans tous les sens du terme, celui de la "culture industrielle" pour employer l'expression usuelle, a fait irruption à partir d'une position de force dans une société qui ne l'appelait pas. De ce fait, le changement s'est amorcé dans un contexte à dominance de rupture, de désorganisation incontrôlée, dont nous avons pu suivre les incidences sur les institutions domestiques. L'Etat national, pour sa part, s'est trouvé dans l'impossibilité de revenir en arrière, étant investi par la réalité planétaire de ce système. Il a seulement pu continuer la crise, si l'on peut dire, en essayant de la dépasser par une sorte de fuite en avant.

L'apport étranger est évidemment au départ des effets de désorganisation. Mais, on aura déjà pu le constater, pour en comprendre les modalités il faut compter avec la réalité de la culture autochtone et le dynamisme collectif. Leurs réactions propres ont marqué ces effets de leurs caractéristiques originales. Elles les ont repris et conduits selon leurs singularités, modelant ainsi très largement le type de désorganisation apparu. C'est ce que nous allons essayer de mieux montrer.

Les effets directs du système étranger

Il n'est certes pas nécessaire de se reporter à la culture indigène pour rendre compte de la redistribution structurelle provoquée par l'impact étranger. Une partie au moins de l'ancienne aristocratie foncière et commerçante a pu se maintenir, parfois même se développer. A côté et essayant d'entrer en relations avec elle, un nouveau groupe a surgi, réplique agrandie et proliférante de l'ancien groupe étranger installé dans le secteur organisationnel de la société moderne en formation. Quant à l'énorme masse paysanne et artisanale, accrue des éléments ruinés de l'ancienne "bourgeoisie"(1), elle a été, en gros, segmentée en un groupe résiduel où essaie de se maintenir la forme socio-économique traditionnelle et un autre, engagé dans le salariat.

Ici s'introduit une autre dimension structurelle de la modernité : son type d'urbanisation et l'étendue donnée à la nouvelle cité. La récente bourgeoisie est essentiellement citadine, tandis que la partie prolétarisée de l'ancienne communauté rurale homogène se scinde à son tour en salariés urbains et agricoles. A ceci il faut ajouter une importante caractéristique : sauf, sans doute, en ce qui concerne le récent groupe d'organisation, chacune des formes ainsi dessinée est plus ou moins profondément dégradée par rapport au modèle originel, ancien ou moderne. Car, du fait des limites, lacunes et déséquilibres du secteur industriel, le prolétariat urbain ou agricole est surtout un noyau de sous-prolétaires englué dans une masse flottante d'individus privés de tout statut socio-économique. Quant aux flots de société rurale ou citadine traditionnelle,

(1) Il est évident que ces termes ne peuvent être employés dans ces sociétés du Tiers-Monde que de manière analogique.

ils ne peuvent évidemment plus être les mêmes dans ce nouveau contexte qui les investit de toutes parts.

Etant donné ces dégradations, une nouvelle structuration domestique apparaît, prépondérante au moins dans les villes. Autour du ménage, la plupart du temps relativement jeune, qui a la chance de se trouver peu ou prou salarié, s'agglutine en tout ou partie l'ancienne communauté familiale démunie de ressources et faisant jouer dans toute sa force la vieille loi de solidarité. Ainsi se réalise une véritable inversion, dans la mesure où le ménage est maintenant l'agent économique, le reste du groupe étant devenu parasite.

Ces disparités, dues à la nouvelle redistribution, suffiraient en elles-mêmes à engendrer les tensions ordinaires naissant des différences entre sous-groupes de toute société. Or précisément les tensions, ici, ne sont pas "ordinaires", mais qualitativement nouvelles, car les unités récemment apparues participent à deux cultures largement antithétiques, dont l'une est d'importation. Leurs conflits habituels seront donc repris et comme surdéterminés par des antagonismes d'ordre culturel.

Pour augmenter encore l'acuité des tensions, le nouveau système introduit la dimension de mobilité sociale. Celle-ci favorise d'une part les contacts et affrontements auparavant très rares entre individus de strates différentes. D'autre part, elle sécrète les nouvelles images sur la valeur du "sujet", avec leurs conséquences sur les critères traditionnels d'appréciation des valeurs du mariage. Elle se heurte par là aux anciens blocages de la mobilité matrimoniale, médiation importante de la mobilité sociale : endogamie, idéologie traditionnelle opposée à toutes les formes de circulation, entre classes sociales aussi bien que spatiale. Ainsi le nombre des frustrations augmente

considérablement (1). Non point qu'il y ait plus d'obstacles qu'auparavant à l'union conjugale. Mais les limitations de choix, anciennement considérées comme normales, sont ressenties maintenant comme des fermetures. D'où la conduite récente et "déviant" du célibat prolongé, premier aspect d'une "pathologie de la modernité", dont nous avons saisi d'autres manifestations.

Quant à la participation différentielle des groupes aux deux cultures antagonistes, elle résulte d'une étiologie assez complexe et s'exprime seulement sous forme de tendances dominantes. Nombre de traits convergents paraissent indiquer une installation plus profonde des nouvelles représentations chez les citadins. Augmentation quantitative et tendance à une transformation qualitative des protestations contre les institutions traditionnelles (critique de leur principe et pas seulement de leurs applications); émergence du couple et des problèmes nouveaux de type sentimental qui lui sont liés, tensions plus nombreuses entre partenaires l'emportant sur les querelles avec les anciens; indubitable promotion féminine aux multiples manifestations, depuis l'accroissement des doléances et initiatives de la femme jusqu'aux caractéristiques de son divorce, en passant par l'utilisation plus décidée de ses droits; élévation de l'âge au mariage en même temps que du nombre des célibataires; probabilité d'une diminution de l'endogamie et de l'interventionnisme parental: tels sont les principaux signes de la différence culturelle qui tendrait à distinguer les groupes

(1) Nous ferons ici seulement allusion à une distinction intéressante proposée entre "les aspects conflictuels caractérisés par le fait que les forces sociales s'opposent les unes aux autres" et "les aspects dysthymiques qui consistent dans toutes les formes de souffrance discernables dans le groupe" (R. Pagès et G. Lemainc, p.16).

urbains des ruraux.

Mais cette différence court aussi le long des lignes de séparation socio-économiques. Tous les participants à la condition salariale, les individus intégrés bon gré malgré à l'économie et à l'organisation sociale modernes paraissent plus concernés par les nouvelles images et affectés des problèmes du nouveau type de famille: les prolétaires de toute sorte, les fonctionnaires, cadres, employés, professions libérales et, selon les classes d'âge, préférentiellement les plus jeunes.

Enfin, l'instruction moderne s'avère être un instrument privilégié de combat pour les nouvelles représentations. Elle non plus ne s'est pas distribuée au hasard et elle a contribué à fixer l'actuelle physionomie sociale. Après avoir favorisé une partie au moins de l'ancienne aristocratie, elle est devenue l'atout-maître du nouveau groupe techno-bureaucratique et, depuis son extension après l'indépendance nationale, elle effectue le plus puissamment la séparation entre classes d'âge. Elle provoque le conflit, sinon la rupture, entre jeunes et anciens, là où la culture traditionnelle avait précisément réalisé une intégration pratiquement parfaite.

Voilà donc un premier réseau de causes de tensions, délimitable à partir de la re-distribution sociale provoquée par le système moderne et de la participation différentielle aux deux cultures. Comme, chaque fois, il s'agit seulement d'accentuation dominante de l'une ou de l'autre, on trouvera dans chaque groupe au moins une minorité partageant le type de représentations opposé à celui qui est majoritaire. D'autre part, étant donné les recoupements sociaux, les lignes de séparation culturelles courront jusqu'à l'intérieur des familles et des groupes d'intimité. Enfin, du fait même de cet entremêlement, aucun sujet, plus ou moins bien installé dans un groupe, ne peut s'empêcher de subir les effets du "jugement en miroir" des

autres. Si bien que la coupure se dessinera aussi, habituellement, à l'intérieur même des individus.

Nous n'avons pas achevé pour autant l'inventaire des effets directs, ou presque, de l'introduction du nouveau système. Car il ne se contente pas de bouleverser la morphologie sociale locale, de redistribuer ses éléments autour de la dualité culturelle dont il est l'origine, de changer le sens des distances et antagonismes usuels dans la société homogène primitive. Mais, en outre, pendant le temps même où avec son ensemble d'images et de besoins il attaque de l'extérieur la culture traditionnelle, il l'affaiblit aussi de l'intérieur en installant un certain nombre de conditions de sa corruption.

Cette corruption se fait de plusieurs manières. L'apport industriel européen dérange ou disloque les anciennes articulations organiques, l'emboîtement ménage-groupe de parenté - vicinal - local, ainsi que leur style fortement "communautaire". Par là il affaiblit les procédures de régulation des conduites traditionnelles susceptibles d'être abusives : car ces procédures, purement "coutumières" ou informelles, n'avaient d'existence que dans les représentations de ces groupes maintenant disloqués.

En second lieu, il rend ruineuses et donc insupportables d'importantes normes traditionnelles de compétition, d'échange ou de solidarité, en les polarisant sur ses propres valeurs fondamentales : l'argent et l'énorme masse des objets de consommation qui lui sont liés. De ce fait, dans les échanges inter ou intra-familiaux, il provoque l'"aplatissement" de l'ancien éventail de significations au profit de celles purement financières. Il dénature ainsi les vieilles conduites, pousse le système traditionnel à se re-structurer sous son aspect le plus répulsif.

Enfin, parce qu'il fait naître et valorise vigoureusement les représentations individualistes, il contribue, dans ce

contexte déjà très troublé par ailleurs, à la dénaturation égocentrique des anciennes normes communautaires: par exemple la confiscation par l'ancien et à son profit du capital d'autorité à lui confié pour servir au bien familial.

Par cet ensemble de dégradations, il tend à disloquer ce qu'on pourrait appeler la plus importante "ceinture de protection" du système traditionnel, chez des sujets qui y sont intérieurement disposés par le surgissement des nouveaux besoins et images : leur perception se dégage, si l'on peut dire, de l'idéologie justificatrice de l'ancienne culture. Indépendamment des modifications de contenu, il prépare donc la transformation globale et qualitative de celle-ci par une mutation de la façon de s'y rapporter. On n'y participera plus comme à une réalité monolithique et sacrée, par une communion émotionnelle et totale. Mais on en fera un objet d'intellection examinable, morcelable, prêtant aux accommodements sinon aux marchandages, avec fixation de "contrats" et autres protocoles d'accord explicites.

L'intervention des particularités de la culture traditionnelle

Pour autant qu'on puisse effectuer de nettes séparations en un domaine où tout est mêlé, une seconde série de tensions demande, pour être comprise, à être rapportée moins au système étranger qu'à certains traits originaux de la culture autochtone. Ceux-ci persistent et se défendent dans le nouveau contexte, où ils deviennent facteurs de déséquilibre. Il est, certes, impossible de séparer les effets des stimuli étrangers des réactions de l'ensemble sur lequel ils s'exercent. Mais, si nous osons dire, le centre de gravité de l'explication peut se déplacer de l'un à l'autre. Délaissant les remarques de détail rencontrées au cours de notre analyse empirique, il est un cas fondamental où nous avons pu observer ce déplacement: celui de

l'énergique opposition traditionnelle dans la condition des groupes de sexe.

Les réactions de ce "bi-morphisme sociologique" à l'impact de la modernité, nous les avons rencontrées sous bien des aspects. Nous avons vu comment les prestations modernes sont distribuées spontanément dans le sens de l'inégalité primitive entre homme et femme; comment le premier s'est trouvé investi en priorité absolue des moyens de maîtriser les nouvelles significations, à partir de la norme traditionnelle d'équipement préférentiel du mâle. Au point que l'instruction a installé sa séparation culturelle, jusqu'ici du moins, également entre les groupes de sexe. D'où le paradoxe de l'origine masculine des protestations les plus fréquentes: l'homme, quoique favorisé par lui, étant élevé par le système traditionnel à la qualité d'agent social capable de penser à le transformer. La femme, par contre, demeure en principe plus à l'abri de la culture étrangère, celle-ci investissant d'abord le domaine public dont l'accès lui est interdit. Par cela même, l'ancienne hiérarchie dans la différence devient rupture, chaque groupe de sexe étant dans la très réelle difficulté de trouver en l'autre réponse à ses aspirations. D'où la conversion en handicap du privilège traditionnel dont l'homme a profité.

On en a vu les symptômes. Rétrécissement du marché matrimonial non seulement pour les sujets d'instruction moderne, mais même pour une partie des autres, s'il est vrai que la simple participation de l'homme à la société publique, aux conditions de l'économie moderne et du salariat, le sensibilise au moins à certains besoins et images de la modernité. Perpétuation néfaste des rôles et attitudes traditionnels de son épouse dans le ménage tel que tendent à le dessiner les conditions nouvelles. Production d'une "pathologie" familiale dont nous avons tenté de repérer les divers aspects: apparition d'une nouvelle source

de divorces, recours au mariage mixte. Celui-ci symbolise plus spectaculairement les diverses tentatives de sauvetage individuel, à défaut de solutions collectives à la crise culturelle, par accès direct au groupe de référence étranger, en évitant le laborieux cheminement de la société nationale. Mais parce qu'on prétend réaliser cette sortie en demeurant au sein du groupe d'appartenance précisément affronté aux problèmes de ce cheminement, on troque seulement certains conflits pour d'autres, auxquels la société est plus sensibilisée. De la sorte un nouveau groupe, celui des "époux-mixtes", vient prendre sa place parmi les autres dans la distribution autour des deux cultures, sans se fondre en eux, mais sans cesser non plus de les hanter: car il leur renvoie de façon crue l'image de la structure enchevêtrée de leurs problèmes.

Mais le drame du rapport entre les deux sexes dans le nouveau contexte ne se ramène pas à ces seules données. Pour en saisir les complications il nous faut passer à la troisième grande source de déséquilibres et tensions.

Le dynamisme des sujets

Dans les deux grands cas ci-dessus nous aurons pu constater un quasi-déterminisme exercé sur les individus par les structures objectives auxquelles ils ont affaire. Cependant l'analyse concrète nous aura montré quelle place il faut réserver, dans la genèse des difficultés rencontrées, à des attitudes et conduites typiques liées à cet environnement, mais dont on ne saurait affirmer qu'il suffirait à les expliquer. Il faut, en fin de compte, faire largement sa part à un dynamisme des sujets aux prises avec la situation de crise.

Il se manifeste de différentes manières. Et d'abord par des contradictions entre les attitudes. L'illus-

tration la plus importante nous en est aussi fournie par l'homme, et il est bien évident qu'elle est encore liée à l'ambiguïté de sa situation. Ayant intériorisé plus aisément les significations modernes, il continue à jouer le rôle d'agent social auquel le promoteur la culture traditionnelle en revendiquant de plus ou moins grands changements dans le nouveau sens. Mais par ailleurs, étant le sujet privilégié de cette même culture, il manifeste à maints égards sa répugnance à se laisser déposséder de ses privilèges. En conséquence, non seulement la ligne de séparation court entre hommes, opposant un groupe de conservateurs bon teint à celui des modernistes, mais elle les divise souvent en eux-mêmes quand leur statut est menacé. Ne sont donc pas rares ceux qui réclament dans les principes et supportent mal dans les faits les nouveaux droits, attitudes, libertés de la femme, les accusant de ne pas savoir en user, de dépasser les limites, etc.. D'autres se révèlent modernistes dans leurs plaintes contre les parents, mais rivaux à la tradition dans leurs conflits avec le partenaire ou avec eux-mêmes. Si la majorité des revendicateurs sont des garçons, ceux-ci par ailleurs sont le plus souvent des réformistes, plus soucieux de respecter les anciennes formes que la minorité de filles "radicalisées" et détachées de la masse traditionaliste. Minorité plus prête aussi à passer aux actes, pendant que les garçons sont retenus dans le débat intérieur. Nous rencontrerons encore, sous des rubriques variées, d'autres effets de cette ambiguïté.

En second lieu, nous avons bien souvent observé des cas de dissociation entre les représentations et attitudes d'une part, et les situations de l'autre. Les premières, normalement liées à un contexte auquel elles étaient accordées, ne se modifient pas, ou pas assez, ou pas comme il le faudrait, en passant en un contexte différent. D'où le problème aigu des désadaptations.

Ainsi avons-nous pu vérifier la sensible importance de la

manière dont on accède à la modernité. La plupart du temps les ruraux prolétarisés, urbanisés, sont tout simplement jetés dans l'actuel environnement inducteur des nouveaux besoins et institutions domestiques, sans y avoir aspiré ni y être préparés. Ils se trouvent former des ménages ou quasi-ménages conjugaux qu'ils n'accompagnent pas de l'équipement de personnalité nécessaire. Ils conservent les attitudes familiales traditionnelles, la conception ancienne des rôles, maintenant désajustées (1). Bien différents sont les cadres ou techniciens, précisément pourvus par l'instruction des représentations et motivations requises pour une modernité qui leur vaut, et à eux seuls, des avantages matériels et de pouvoir. Aussi bien, pour eux, le problème serait-il inversé : il leur faut se préoccuper de réaliser (par le milieu convenable, le mariage adéquat, etc..) l'environnement objectif correspondant à leur nouvel équipement subjectif. Si le nouveau système a amené bien des groupes à participer à la modernité, on voit que le mode compte au moins autant que le fait de la participation.

Rappelons encore, dans cette perspective, la persistance des anciennes significations attachées aux enfants et à leur nombre, ou des obligations incombant à l'aîné, dans des contextes fort différents de ce qu'ils étaient. Nous avons même pu constater des sortes de passages à la limite : maintien des attitudes, normes, institutions anciennes dans des situations qui, objectivement, se sont tout simplement renversées. Le cas le plus specta-

(1) Aussi bien avons nous constaté, dans l'échantillon d'ouvriers industrialisés de la région de Tunis, pourtant privilégiés, une puissante attitude "passéiste". Différents indices nous avaient d'ailleurs fait conclure "qu'ils travaillent dans des entreprises industrielles, mais ne sont pas encore membres de la société industrielle". C.Camilleri, in P.Sebag et al.p. 180.

culaire est en même temps central pour notre objet. Il s'agit de cette inversion extrêmement répandue du rapport économique groupe familial-ménage, Cela n'empêche aucunement ce groupe, devenu plus ou moins parasitaire, de continuer à revendiquer et à maintenir sensiblement son rôle d'agent directeur sur le plan des valeurs et normes traditionnelles. Ainsi le ménage se laisse-t-il fréquemment imposer sa formation. Plus souvent encore il accepte des obligations devenues extrêmement onéreuses, du fait de l'amenuisement des ressources du à ce renversement, de l'affaiblissement des contrôles traditionnels, de l'irruption des nouveaux objets de consommation, du remplacement des échanges par les dépenses.

Nous en arrivons à un cas apparemment aussi paradoxal : celui où l'ancienne institution, quoique s'avérant particulièrement désadaptée devant les situations modernes, est renforcée et comme surdéterminée par celles-ci. Ainsi en est-il par exemple de la compétition ostentatoire, qui capte dans le nouveau contexte le surcroît d'objets et de symboles la rendant particulièrement ruineuse. Il se fait une sorte d'addition, à partir de la même norme, de contenus pris dans les deux cultures antagonistes, sans souci des effets éprouvés comme nocifs par les sujets eux-mêmes.

Souvent enfin, le problème n'est pas créé par la résistance des modèles traditionnels devant l'actuelle situation, mais par leur absence. Ainsi faut-il en inventer pour l'approche de la jeune fille hors du milieu familial, pour la courtoiser, etc... C'est le cas d'anomie proprement dite. Très proche en est celui de la brusque valorisation d'un élément de l'ancien système par le passage au contexte moderne : par exemple la personnalité des époux et parents. Relativement au rôle moteur qui lui est inopinément conféré, elle s'éprouve comme lacunaire, sinon comme "absente".

La "pathologie" liée à cette persistance des institutions traditionnelles dans des situations nouvelles susceptibles de les rendre particulièrement onéreuses, dans tous les sens du terme, on la saisit essentiellement (mais non exclusivement) dans les fuites d'individus s'estimant incapables d'en assumer le coût. Plutôt que de faire effort pour modifier le système, ils s'y dérobent. La norme demeure, intacte, mais ne trouve pas à qui s'appliquer. Ou bien encore, et plus simplement, le maintien d'une conduite indifférente dans l'ancien contexte, telle la dissociation du ménage, devient lourde de conséquences dans le nouveau.

Nous réunirons sous une troisième rubrique ce que nous appellerons les comportements de "changement ponctuel". On transforme ou supprime une vieille institution pour la remplacer par une autre, tirée de la modernité. Mais celle-ci demeure largement dépourvue d'effet, car son efficacité vient normalement de son intégration dans un ensemble d'autres institutions. Il faudrait donc accueillir également ces dernières et, de ce fait, changer au moins quelques autres traits de la culture autochtone. A défaut, le nouveau comportement se présente plus ou moins comme une forme vide, un "simulacre".

Ainsi tendent à devenir "formelles", au sens commun du terme, les conduites modernes de communication entre les jeunes des deux sexes, à cause de la persistance de normes contradictoires : maintien du même code de l'honneur, avec le souci consécutif de la sécurité et de l'appropriation institutionnelle immédiate du conjoint; déroulement parallèle de la stratégie matrimoniale familiale primant celle des sujets. Contradiction aussi entre la suppression de la claustration de la femme et la persistance de la jalousie de principe; entre la possibilité qui lui est laissée d'accéder au secteur public et le maintien de sa condition passive l'empêchant de résoudre les problèmes issus de cette permission;

persistance enfin de la précocité du mariage, de l'important écart d'âge entre époux, rendant difficiles l'assomption des nouveaux rôles conjugaux ou l'acquisition de la formation permettant au jeune d'être le producteur responsable du ménage.

Voilà quelques illustrations de cette extraction "ponctuelle" de traits culturels, comme s'ils étaient simplement juxtaposés alors qu'ils s'articulent au moins en des sous-ensembles. La production d'une nouvelle catégorie de divorces par découverte tardive des effets de ces contradictions, est la forme de pathologie la plus directement liée à ces déséquilibres, à moins qu'on ne trouve la parade dans la conversion fonctionnelle spontanée d'anciennes institutions : telle celle du mariage juridique traditionnel en fiançailles.

Voici maintenant un autre type de contribution du dynamisme des sujets à la crise de la famille: ce que nous appellerons les "manipulations culturelles", effectuées par les individus et groupes en fonction de leurs intérêts propres. Nous ne nous demanderons pas si l'intervention de ces intérêts est "naturelle" ou vient de la contamination par le système étranger. Celui-ci, en tout cas et à tout le moins, a fortement encouragé une dimension qui n'était pas absente de la culture indigène: nous avons déjà évoqué cette participation du nouveau système à la corruption de l'ancien. Encore faut-il distinguer les cas.

Ainsi la modernité et ses valeurs individualistes n'ont-elles sans doute qu'un rôle d'accentuation dans les manipulations faites par les hommes au détriment de la femme. La supériorité de leur condition étant inscrite dans la culture traditionnelle, on peut considérer leurs tentatives pour la maintenir à travers le changement comme un effort de transposition de ce trait dans l'ensemble en formation. Nous avons repéré, dans cette perspective, les multiples indications d'une sorte de connivence masculine dans la manière de conduire la transformation que, par ailleurs,

les hommes réclament avec insistance. Et c'est encore une conséquence de l'ambiguïté de leur situation. Nous avons vu comment les parents se dessaisissent préférentiellement de leurs pouvoirs au profit du garçon, celui-ci les ménageant de son côté; ou comment des juges accordent à l'homme des divorces équivalant à l'ancienne répudiation abusive et sans contre-partie. Mieux encore : différentes possibilités offertes par le système moderne peuvent être utilisées par le garçon pour commettre au détriment de la femme des abus impossibles dans l'ancien; ce qui contribue fortement à pervertir les nouveaux rapports autorisés entre groupes de sexe.

Mais l'homme lui-même se trouve, de façon imprévue, subir les inconvénients du traitement préférentiel qu'il s'accorde par extrapolation des normes traditionnelles. Ses avantages demeurent en bonne partie théoriques tant que la femme n'en bénéficie pas. Et sa frustration s'accroît en raison directe de ses nouvelles possibilités, dans la mesure où celles-ci s'avèrent plus ou moins illusoires. D'autre part, la modification ainsi obtenue en sa faveur dans le vieil équilibre prestations-obligations, par allègement des secondes et renforcement des premières, est un nouvel aspect de la corruption de l'ancien système, contribuant à le rendre insupportable de l'intérieur au moment où il est menacé de l'extérieur.

Mais là n'est pas le seul cas où nous avons rencontré cette manipulation égocentrique de l'une ou l'autre culture. Et, cette fois, l'influence de l'individualisme moderne est sans doute plus réelle. Ainsi avons-nous repéré un schéma constant : dans les ensembles avantages-obligations, apparaît la tendance à retenir les premiers, à ne pas apercevoir ou éviter plus ou moins les secondes. Le procédé s'appliquera souvent au système étranger : on en extrait les sources de satisfaction, les besoins nouveaux et leurs moyens d'assouvissement qui viennent s'ajouter aux anciens,

sans prendre conscience des disciplines complémentaires, des régulations par lesquelles ils sont possibles sans devenir trop onéreux. Les hommes, par exemple, reprochent aux femmes de sélectionner dans la culture européenne exclusivement les objets, distractions, mondanités, ce qui est facile et immédiat à acquérir. A leur tour nous les avons vu intégrer les festivités modernes dans les usages égocentriques de leur société masculine.

Mais aussi bien peut-on, à l'occasion de la rupture due au passage dans le contexte moderne, effectuer ou laisser s'effectuer cette dissociation dans l'ensemble traditionnel. Ainsi en est-il de l'homme qui, jeté dans le ménage moderne, se soustrait aux obligations de l'ancien comme du nouveau. Ou du groupe de parenté continuant à exiger du jeune ménage les prestations traditionnelles, quoique n'étant plus en mesure de lui assurer les siennes. Comme, dans tous ces cas, les obligations délaissées constituaient des régulations, en permettant ou justifiant les avantages et satisfactions reçus, il en résulte évidemment des tensions et déséquilibres divers.

Evoquons enfin, comme dernière forme de manipulation, ce que nous appellerons la "sélection culturelle diachronique", c'est à dire intervenant à des moments successifs du temps chez le même individu. Ainsi avons-nous évoqué le cas de l'homme qui a été "moderniste", s'est donc marié selon son goût; puis, une fois devenu chef de famille, est retourné aux représentations traditionnelles. Ou ces familles qui ont libéré et instruit la fille pour la faire profiter des avantages de la nouvelle société, ou tout simplement lui donner une forte valeur matrimoniale; puis, une fois "fiancée", la réintègrent dans l'ancien ordre. Ces reconversions, évidemment, ne se font pas toujours sans tensions ni révoltes, dans la mesure où les protagonistes n'effectuent pas nécessairement la même sélection au même moment.

Les effets de la nouvelle législation

C'est la dernière dimension à retenir dans la genèse des déséquilibres et tensions. Dans une situation d'entre-deux, caractérisée par de fortes disparités objectives et subjectives, par d'importants antagonismes entre sous-groupes et systèmes d'images, on voit mal comment la loi pourrait être la "consécration des moeurs". Le législateur est amené à prendre parti, à s'appuyer sur certains contre d'autres, pour infléchir le changement dans un sens déterminé bien plus énergiquement que dans une situation exempte de crise. Il peut ainsi hâter la solution de celle-ci et, en fin de compte, faire oeuvre historique positive. Mais en attendant il suscitera au moins deux types de réactions. Ou bien le monde juridique est expulsé de l'univers social, et on continue à régler les problèmes du changement "entre soi". Ou bien l'un des protagonistes utilise la loi, parfois de façon sélective, dans la mesure où elle sert ses intérêts : les tensions sont alors exaspérées puisque, la satisfaction donnée à l'un étant obtenue aux dépens de l'autre, elle devient en somme une forme de violence. Ainsi la législation ne guérit-elle une forme traditionnelle de pathologie familiale qu'en en produisant une nouvelle, tenant à l'usage qui est fait de ses dispositions.

Conclusion

Au terme de cette analyse, on peut tenter de résumer les choses de la façon suivante. Ordinairement, les sous-groupes producteurs et "consommateurs" des services sociaux selon des règles déterminées, le dynamisme des sujets avec leurs besoins, valeurs et représentations communs, les modèles collectifs réglant ou légitimant l'ensemble, tout cela tend à la limite vers un seul système. De la sorte, les déterminations col-

lectives sont perçues comme accordées plus que comme disparates ou conflictuelles. L'observateur, de son côté, est en mesure de constater cette dominante de cohérence, comme nous avons cru pouvoir le faire dans notre premier chapitre. Les aspects du dynamisme social tendent donc à être vécus et éventuellement décrits comme "liés". Et au niveau terminal la culture paraît bien être, pour les sujets, le vécu de ce "liant".

L'intervention d'une seconde culture atteint précisément la première dans cette fonction de liaison des processus sociaux, schématiquement distribuables dans les deux sous-ensembles : organisation objective des sous-groupes ; équipement subjectif de leurs membres. Tout cela maintenant se dissocie : l'ensemble liant par rapport aux sous-ensembles liés, et ceux-ci l'un de l'autre. La culture traditionnelle se détache largement : car elle ne règle plus souverainement les rapports entre groupes ; elle ne guide plus automatiquement les conduites des sujets, qui ont le "choix" entre deux systèmes de modèles ; enfin elle émerge dans leur conscience comme un objet examinable. D'autre part, dans leur nouvelle distribution, groupes, situations, valeurs et attitudes des individus sont loin de s'ajuster harmonieusement. Le nouvel ensemble de modèles n'a pas pénétré suffisamment pour triompher, mais assez tout de même pour tout transformer en problèmes.

Concrètement donc, structure morphologique, équipement subjectif des "socii", cultures traditionnelle et nouvelle se trouvent en grande partie livrés à une sorte d'indépendance de chacun, qui est l'envers de la dé-structuration d'ensemble. En conséquence les nouvelles relations se forment dans une espèce d'anarchie. Des segments d'origine différente se trouvent face à face, comme nous avons tenté de le montrer dans notre analyse empirique. Des liaisons disparates s'établissent entre eux selon les diverses modalités ci-dessus décrites et qui, dans les cas

considérés, les laissent ordinairement désaccordés. Aucune des deux cultures ne l'emporte, parce que les modèles de chacune se présentent ou sont adoptés isolément et non dans le cadre du système qui permettrait leur fonctionnement optimum, annulerait les tensions qu'ils provoquent et les rendrait "convaincants". A son tour cet effet dégradé de cultures intervenant de façon partielle et segmentaire fait obstacle à leur acceptation ou ré-acceptation décidée comme systèmes d'ensemble : c'est donc bien un cercle qui se dessine.

Reste à savoir comment pourraient s'expliquer ces maintiens de modèles traditionnels même lorsque, non accordés avec les nouvelles situations et les besoins qu'elles induisent, ils provoquent désadaptations, conflits et tensions. Les analyses faites jusqu'ici contiennent assurément des éléments de réponse. Mais il nous paraît préférable de considérer l'ensemble du problème à la fin, lorsque nous aurons examiné la totalité des données empiriques que nous avons réunies.

ATTITUDES ET REPRESENTATIONS
FAMILIALES DES JEUNES DANS UN PAYS DECOLONISE
EN VOIE DE DEVELOPPEMENT
(Tunisie)

DEUXIEME PARTIE

LES PERSPECTIVES DE REGULATION
DE LA CRISE

Carmel CAMILLERI

CHAPITRE VIII

CONSIDERATIONS DE METHODE ET PREMIERES CONSTATATIONS

LE PROBLEME

Au long de nos précédents chapitres nous nous sommes efforcé de dresser le tableau le plus complet possible des tensions provoquées par le changement dans l'actuel univers familial tunisien. A partir de celles-ci, confrontant les deux systèmes domestiques en présence, nous avons signalé les désajustements introduits par la crise dans leurs aspects ordinairement liés. Mais les groupes, on nous l'accordera sans peine, ne se contentent pas de subir : ils réagissent ou, du moins, cela leur arrive. Nous nous sommes donc posé la question : ces dissociations, avec leur cortège de tensions, de conflits, vont-elles jusqu'au bout d'elles-mêmes, comme mécaniquement ? Ou bien peut-on repérer, ou au moins deviner, des processus susceptibles de les infléchir, d'atténuer leurs effets, voire de les annuler ? On trouvera, dans les chapitres suivants, les essais de réponse à cette question.

Dans cette analyse, nous nous sommes constamment imposé de partir des observations empiriques, étant bien conscient des pièges d'une analyse à priori de type fonctionnaliste. Nous nous sommes rallié au point de vue selon lequel il ne saurait y avoir de sociologie sans un pré-supposé de fonctionnalité minima(1).

(1) C'est, plus précisément, le point de vue exprimé par Kingsley Davis en 1959.

Le problème n'est alors plus celui du caractère fonctionnaliste de l'axiomatique de départ, pratiquement inhérent au dessein sociologique, mais, pour ainsi dire, de la quantité de "fonctionnalité" que l'observateur met dans la société étudiée et, plus encore, de la manière dont il l'y distribue. Evidemment, les analyses à priori ont le plus de chances de mettre dans le groupe examiné une systématité ou des contradictions imaginaires.

C'est la première raison pour laquelle nous avons raisonné seulement à partir de ces indicateurs empiriques de "dys-fonctionnalité" que sont les tensions vécues, saisies à travers les plaintes, protestations, revendications effectivement exprimées. A condition, bien entendu, d'y reconnaître le caractère collectif et de relative persistance requis par l'objet sociologique. C'est le cas, pensons-nous, de toutes celles ici rapportées. Prenons un seul exemple: quand une masse de sujets, situés en majorité dans certaines classes d'âge et sous-groupes socio-culturels, se plaignent depuis des années de ne pouvoir épouser qui bon leur semble parce qu'une autre quantité d'individus, situables de la même façon, leur opposent la règle traditionnelle du mariage endogamique, il paraît légitime de parler d'une contradiction entre deux normes domestiques différentes, existant dans leur société au moins au moment où ils la vivent.

Cette raison de prudence théorique et méthodologique n'est cependant pas la seule. Du point de vue de la psychologie sociale, le phénomène "groupal" est indissolublement constitué des stimuli objectifs et des significations dont ils sont collectivement investis par les membres du groupe. De ce fait une dysfonction, une contradiction non signifiées comme telles dans le vécu social des sujets nous apparaissent seulement comme des possibilités, des hypothèses de réalité émises par l'observateur (1). C'est

(1) Nous entendons par "vécu social" ce que l'observateur saisit, dans les attitudes collectives (qui sont loin d'être nécessairement conscientes) et les représentations collectives des membres du groupe.

aussi pour cette raison d'ordre théorique que nous avons privilégié le réseau empirique des tensions exprimées.

Mais à partir du moment où on met l'accent sur les réactions collectives des sujets, où le dynamisme social s'achève comme réalité, nos analyses précédentes apparaissent insuffisantes pour l'objet que nous nous proposons.

Ces réactions, en effet, ont différents niveaux. Auquel nous tiendrons-nous, parce que nous le considèrerons comme le plus significatif? D'où la question corrélative: quel niveau du stimulus choisirons-nous qui aurait lui-même ce caractère? On ne peut alors plus se contenter des documents dont nous nous sommes servi. Quand un jeune, en effet, se plaint à la radio des efforts déployés pour lui imposer une fiancée, cela exprime certes une tension, un problème à propos de telle norme traditionnelle face à telle autre du système moderne. Mais nous ne savons pas pour autant comment, dans sa pratique quotidienne, il organise ou est prêt à organiser l'ensemble de ses attitudes pour une conduite globale de réaction à l'ensemble du problème du changement des institutions familiales.

C'est pourtant bien là que se dessine et se décide la réaction sociale effective au défi global de la modernité. Certes, nous avons saisi d'autres réactions à d'autres aspects du nouveau système. Mais nous les avons repérées de façon dispersée, chez des individus différents. Pour cette première raison déjà, il nous faut recourir à l'enquête systématique. Grâce à celle-ci émergera l'ensemble des attitudes principales de sujets qui resteront les mêmes durant l'investigation, se révélera l'équilibre synthétique de leur personnalité face à l'éventail complet des incitations au changement. Bref, il s'agit d'atteindre un second niveau de la réaction, où apparaît une organisation des représentations et conduites insaisissable au plan analytique précédent.

Mais les documents "spontanés" jusqu'ici utilisés souffrent

d'une autre lacune. Les individus dont nous avons rapporté les doléances, directement ou sur la foi d'autres observateurs, ont été situés approximativement dans des groupes, mais nous n'avons pas saisi ces groupes en tant que tels. De plus, à l'intérieur de ceux-ci, ils formaient un échantillon bien particulier: ceux qui d'abord avaient à se plaindre; ensuite et surtout sont allés jusqu'à présenter publiquement leurs plaintes. En nous limitant à eux, nous commettrions l'erreur courante de juger du "drame des jeunes" du Tiers-Monde, selon l'expression reçue, par exemple d'après les seuls romans ou pièces de théâtre écrits par certains d'entre eux. Que représentent-ils dans leur société juvénile? Comment les y situer? D'autre part que pensent les autres, qui ne profèrent pas publiquement leurs revendications ou peut-être même jugent ne pas en avoir?

Pour dégager la structure d'ensemble permettant de situer groupes et individus, comme pour mettre en évidence l'éventail - peut-être le système - des attitudes saisies au niveau de leur organisation globale devant le problème total du changement familial, il est donc nécessaire, après l'analyse des documents et observations spontanés, de recourir à l'enquête systématique.

PREMIERES ENQUETES : CONSTATATIONS ET HYPOTHESES.

Au début de cette étude nous avons présenté nos enquêtes partielles faites de Janvier 1960 à Mars 1960, en même temps que nous recueillions les données non systématiques dont nous avons fait état. Menées, au début au moins, pour mettre en lumière la profondeur de la cassure entre les jeunes et leurs aînés, selon l'hypothèse commune issue des observations spontanées, leurs résultats ne tardèrent pas à modifier et compliquer ce point de vue.

Car ces recherches nous ont permis, évidemment, de préciser

la localisation et les motifs des tensions liées à la crise des institutions familiales. Mais leur principal intérêt s'est trouvé ailleurs : en même temps que se confirmaient les difficultés et conflits de toute sorte, nous avons repéré des caractéristiques et processus dont l'effet était de les atténuer, sinon même de les éviter. Nous commencerons par les plus extérieurs pour terminer par les plus significatifs.

Les distributions d'opinions entre les groupes

En comparant des individus pris dans des groupes différents sur tel ou tel point précis, nous rencontrons des oppositions nettes, des conflits incontestables. Mais en étudiant systématiquement des groupes composés de sujets quelconques, dont nous désirions saisir l'opinion sur l'intégralité du problème familial, un fait nouveau nous a frappé. Il n'était pas possible de faire apparaître entre eux une opposition cristallisée sur l'ensemble des valeurs, normes et institutions domestiques. La distribution des opinions de sens opposé n'était pas systématique, mais fluctuait selon les thèmes et les points d'application.

Cela se voyait dans l'enquête III (1), où nos deux catégories de jeunes parents présentaient, certes, une accentuation moderniste ou traditionaliste, selon qu'ils étaient de niveau socio-culturel élevé ou faible. Mais aucune ne s'est présentée comme un bloc monolithique cristallisé dans la tradition ou la modernité, chacune trouvant en elle-même, pour ainsi dire, de quoi nier ses représentations dominantes.

Prenons quelques exemples : le désir était général de

(1) C.Camilleri, 6.

limiter le volume de l'ancienne famille, de donner aux jeunes le plus grand équipement culturel possible, d'accepter toutes les aides de l'Etat et des organisations publiques, de concentrer sur l'enfant les moyens d'une effective promotion sociale. Certes la permissivité des parents de faible niveau à propos des libertés de leurs enfants se trouvait sur certains points six fois plus réduite que celle des parents cultivés. Mais sur le sujet principal, celui des rapports institutionnels entre sexes, ils les rejoignaient : 75 % à 90% d'entre eux admettaient pour le garçon le choix libre de son conjoint et les sorties avec la fiancée.

Inversement, les jeunes parents de haut niveau partageaient avec les autres des vues traditionnelles : ainsi par exemple, sous leur valorisation du statut du jeune demeurait la méfiance impliquant son antique "minorisation". Ou encore aucune catégorie ne menait jusqu'au bout le mouvement d'égalisation des sexes. Parfois même se produisait une inversion des positions attendues. Ainsi les jeunes parents de niveau faible, sans doute sous l'aiguillon des stimulations économiques, admettaient le plus volontiers la prééminence du travail professionnel de la fille sur son rôle de maîtresse de maison; alors que celui-ci demeurait largement valorisé dans les hautes catégories, où le travail féminin était considéré comme un simple recours éventuel du ménage.

Ces nombreuses interférences pourraient passer pour normales parmi les parents des jeunes générations, malgré le fossé profond qu'à dessein nous avons ménagé entre leurs conditions socio-économique et socio-culturelle (nous avons négligé les catégories moyennes). Aussi bien avons-nous repris la comparaison, dans des conditions plus démonstratives, dans notre enquête V, où nous ne nous sommes pas limité à la capitale et où des adolescents des deux sexes, aussi bien que des parents

au moins d'âge mûr, avaient à se prononcer sur les mêmes questions (1). Nous avons pris soin, il faut le souligner, de demander aux jeunes de répondre comme s'ils étaient eux-mêmes des parents, en pensant à leur futurs enfants.

C'est peut-être cette perspective parentale commune à tous qui a produit les résultats obtenus. Nous avons considéré comme majoritaires les thèmes ralliant les plus fortes proportions d'accord dans au moins six groupes sur les huit formés (quatre parmi les parents et quatre parmi les jeunes). Malgré ce critère rigoureux, 65% des thèmes ont pu être retenus comme tels, 30% s'étant révélés traditionnels et 35% modernistes, ce qui constitue un équilibre assez remarquable. Il s'est donc toujours trouvé au moins deux groupes de jeunes sur quatre pour rejoindre les anciens sur des opinions comme celles-ci: le frère aîné a des droits spéciaux, surveillant ses frères et sœurs à l'extérieur, aidant et, éventuellement, remplaçant le père; le garçon ne doit pas sortir seul avec des jeunes filles; la fille n'a pas le droit d'aller seule au spectacle, de choisir elle-même celui-ci, de fréquenter d'autres filles sans l'autorisation des parents, de sortir avec des garçons seule ou en groupe; le garçon a le droit d'exercer son autorité sur sa sœur et de la surveiller; les enfants doivent témoigner du respect à leurs parents.

En revanche, il s'est toujours trouvé au moins deux groupes de parents pour admettre, avec la majorité des jeunes (mais pas tous), des vues modernistes de ce genre : les grand-parents et collatéraux doivent céder le pas aux parents pour l'autorité et l'éducation, le père devant prendre le commandement sur les enfants; le garçon doit avoir la liberté de ses déplacements,

(1) C.Camilleri, 7.

pouvoir aller seul au spectacle (mais il y a conflit quant à son droit de le choisir lui-même); il doit pouvoir, ainsi que la fille, choisir son conjoint; les parents doivent raisonner les enfants plutôt que les sanctionner; les jeunes peuvent avoir des opinions personnelles en matière familiale et en matière politique (mais aucune majorité ne se dégage pour admettre la même possibilité en matière religieuse).

Il restait donc 35% de thèmes vraiment conflictuels, c'est à dire où des groupes en nombre à peu près égal (quatre contre quatre ou cinq contre trois) exprimaient majoritairement des opinions de sens opposé. Ainsi en était-il du contrôle des relations entre garçons, des ressemblances à maintenir entre l'ancienne et la nouvelle éducation à leur administrer; des qualités traditionnelles à leur conserver; de la possibilité qui pourrait leur être laissée de fréquenter les filles en groupe; de la prééminence du père, de la mère ou du couple dans l'éducation des enfants.

Au tableau de ces hésitations ajoutons une remarque importante: la plupart de ces oppositions caractérisées ne surgissaient pas entre groupes d'âge (6%), ni entre groupes de sexe (6%), mais entre groupes d'habitat, c'est à dire entre capitale et campagne (23%). Quand on pense à l'observation commune ou simplement "qualitative", qui présente une image dramatique et manichéenne de la crise du changement comme s'ordonnant presque exclusivement en conflits de générations, ces résultats laissent évidemment perplexe.

En fait, les distributions obtenues dans cette enquête permettent de s'approcher de ce qui paraît bien être la vraie situation. En effet, les divergences que nous avons dit séparer les classes d'âge étaient celles opposant la majorité des parents à la majorité des jeunes de l'ensemble des groupes. Car, méthodologiquement, ce sont les seules attribuables, au niveau socio-

logique, à cette variable. Mais par ailleurs, l'analyse de détail nous l'avait montré, bien des cas s'étaient présentés où tel groupe juvénile à Tunis ou à la campagne se trouvait majoritairement en opposition avec les parents sans être suivi pour autant par l'ensemble des jeunes.

Par exemple, les garçons tunisois accordaient le principal rôle éducatif au couple, les garçons ruraux étaient seuls à soutenir le traditionnel interventionnisme de l'oncle, les filles tunisoises à permettre au jeune homme les rapports mixtes inter-individuels, etc.. Les conflits existent donc, c'est bien vrai, selon la formule indéterminée à laquelle seule peut aboutir l'observation spontanée ou clinique, entre générations, comme entre groupes d'habitat, de sexe, socio-économiques ou socio-culturels. Mais chaque procédé a ses avantages irremplaçables: l'enquête extensive systématique, animée du souci de purification des variables, aboutissant à des distributions quantitativement ordonnées, permet quant à elle de situer les observations étrangères comme les siennes propres dans des structures non repérables autrement. Et, par là, elle permet généralement de transformer qualitativement les représentations ou conceptualisations antérieures du phénomène considéré.

Or, à propos des tensions produites par le changement, les deux enquêtes ci-dessus rapportées nous fournissent précisément un précieux enseignement : les oppositions entre sous-groupes apparaissent émiettées, car elles sont beaucoup plus souvent partielles et variables selon les cas que généralisées. Pour cette raison même, elles s'entremêlent à des accords présentant les mêmes caractères. Voilà qui reflète la position de chaque groupe devant les systèmes de représentations liés à la crise du changement : aucun d'entre eux ne s'aligne entièrement sur l'un de ces systèmes, mais il en accepte tel ou tel aspect selon les cas. Blocage, instabilité, hésitation, eclectisme, effort de synthèse? Nous ne pouvons encore nous prononcer là-dessus. Répétons

seulement que les jeunes ne paraissent pas échapper, si nous en croyons nos observations, à cette forme typique d'accueil du changement. On en prend parfois conscience, comme nous avons pu le vérifier dans quelques cas, où nous avons alors recueilli des jugements négatifs : "Nous ne savons pas nous-mêmes ce que nous sommes, nous confiait un jeune couple tunisois "émancipé", ça dépend où nous sommes et de quoi on parle". Et un sociologue tunisien déclarait avec pertinence qu' "il y a une contradiction entre le poids de la jeunesse d'une part et son absence en tant que classe ou groupement organisé d'autre part" (1). Parfois même, il nous est arrivé de le constater, le modernisme vient seulement avec l'âge : ainsi en était-il des travailleuses de notre enquête II (2).

En attendant de porter un jugement sur ce phénomène, son effet, en tout cas, paraît clair. A considérer les groupes dessinés par les variables sociologiques fondamentales (sexe, âge, habitat, niveaux socio-économique et socio-culturel), il paraît bien impossible de déceler entre eux une quelconque rupture généralisée. Le jugement sur la qualité réelle des tensions énumérées dans notre première partie s'ensuit. Au niveau des sous-groupes, elles sont localisées sur tel ou tel trait des systèmes domestiques en présence, et vont de pair avec des accords sur tels et tels autres. Nous n'avons jamais repéré ce type d'opposition, grave pour une société, qui viendrait de l'adoption d'ensemble de systèmes opposés par ses groupes constitutifs.

D'une façon plus générale, il ne semble pas y avoir de prise de position globalement antithétiques devant le problème de l'acculturation tel qu'il se présente historiquement pour cette so-

(1) A.Zghal, 2, p.34.

(2) C.Camilleri, 5, p.323.

ciété. C'est une modération d'importance à l'hypothèse dramatique ou "catastrophiste" largement répandue à partir des observations communes ou qualitatives. Plutôt que de conflits larges et cristallisés, l'impression ressort d'une importante fluidité, d'une situation fort indéterminée et, par là-même, "ouverte".

Les distributions d'opinions à l'intérieur des groupes

Si l'on cesse de comparer les groupes entre eux, mais que l'on se tienne à l'examen de la répartition des opinions sur les divers aspects de la vie familiale à l'intérieur de chaque groupe, on repère souvent des phénomènes qui font conclure dans le même sens. Nous tirerons nos illustrations de deux enquêtes menées l'une parmi les femmes, l'autre parmi les hommes.

Les oppositions sont nombreuses, nous l'avons vu, entre représentants des deux sexes : nos recherches systématiques ne viennent pas controuvenir ce point, sur lequel nous nous sommes longuement étendu. Elles nous ont même montré de façon plus précise et démonstrative comment les hommes, à quelque groupe qu'ils appartiennent, et quel que soit leur degré de "modernisme", n'acceptent jamais d'accorder à la fille l'ensemble de ce qu'ils accordent au garçon. Mais conclure de là à un conflit généralisé et systématique entre les deux groupes de sexe serait un stéréotype contredit par l'enquête. Car, à considérer la représentation par les femmes de ce que devrait être leur nouvelle condition dans l'univers familial, on s'aperçoit qu'elles souscrivent elles-mêmes, de façons diverses, à cette inégalité.

Nous ne ferons pas la collecte des observations relevées en ce sens dans nos différentes recherches : comme par exemple, dans l'enquête V, qu'aucune jeune fille tunisoise n'autoriserait

sa fille à sortir seule avec un jeune homme, tout en le permettant à son garçon dans la proportion de 73%! (1). Nous nous bornerons à rapporter les représentations du lot de jeunes travailleuses tunisiennes de l'enquête II sur le statut et les rôles auxquels, selon elles, la femme devrait accéder(2).

On les voit d'abord exiger vigoureusement de constituer un couple réel avec le mari, cette aspiration entraînant force contestations contre la tutelle des beaux-parents sur l'épouse. En particulier la femme, d'après elles, a le droit d'être tenue au courant des préoccupations et activités de l'époux afin de l'aider éventuellement. Ce souci de ne pas lui laisser la charge complète du ménage, de contribuer à la promotion de celui-ci, leur fait admettre de travailler elles-mêmes si la situation économique l'exige.

Mais cette volonté de réaliser le couple pour participer à la gestion globale du ménage, y compris dans ses rapports avec l'extérieur, est à distinguer d'une revendication de promotion proprement personnelle. Sur ce dernier point les ambitions s'accroissent de nombreuses restrictions: la femme revendique bien de sortir avec son mari, mais elle lui reconnaît en même temps le droit d'accéder seul à sa société masculine et d'avoir à donner son autorisation aux sorties de son épouse; celles-ci devant de toute façon être limitées. On lui accordera même, s'il le faut, de reprendre le voile pour lui éviter d'être victime d'une opinion publique dont l'effet demeure puissant sur ces femmes. Enfin, pour les rôles de ménagère et de mère de famille, ces jeunes tunisiennes, même travailleuses, les revendiquent sans restriction.

Ainsi les représentations de cette population féminine se différencieraient-elles spontanément en trois séries diversement

(1) C.Camilleri, 7.

(2) C.Camilleri, 5.

modérées. Au niveau de la mère de famille et de la maîtresse de maison, rôles éminents de la femme musulmane, les représentations demeuraient tout simplement traditionnelles. A celui de la femme comme individu aspirant à des droits personnels (aspect fort réduit dans l'ancienne culture), la revendication moderniste était d'une extrême modération, assortie de limitations diverses. C'est donc au niveau de l'épouse que la nouvelle orientation était exprimée avec le plus de décision. Mais on remarquera par quel biais significatif : grâce à un argument faisant de la représentation traditionnelle une médiation inattendue, à savoir que c'est pour la promotion de la famille.

Un pareil ensemble d'attitudes ne paraît pas de nature à alimenter un conflit généralisé et systématique entre les deux groupes de sexe : il vient même s'insérer dans le modèle inégalitaire maintenu par les hommes. Tout se passe comme si ces femmes de milieux modestes (représentant l'immense majorité de la population féminine) sentaient les différences d'accentuation dans la résistance de l'opinion traditionnelle à leur égard et y adaptaient le niveau de leurs revendications. On ne saurait cependant faire plus que de constater cette correspondance objective.

En revanche, il nous paraît possible de dépasser le niveau du "tout se passe comme si..." avec nos jeunes collégiens de l'enquête I et de parler, à leur propos, de l'emploi de véritables moyens de réduction des tensions (1). Or nous avons réalisé avec eux, rappelons-le, le cas de distance maxima entre adolescents et parents, celui qui aurait dû vérifier avec le plus d'éclat l'hypothèse dramatique. Pourtant l'examen analytique nous livrait les mêmes résultats pessimistes que celui auquel nous nous sommes livré dans la première partie. D'importantes tensions

(1) C.Camilleri, 1 et 2.

surgissaient au niveau de chaque segment de l'univers familial. La cause en était constamment la même: ces jeunes bacheliers, fortement nourris de culture occidentale, avaient affaire à des parents traditionalistes en majorité analphabètes. Mais au niveau de l'examen synthétique permettant d'appréhender la réaction d'ensemble, d'intéressantes constatations, encore une fois, pouvaient être faites.

On observait d'abord un profil d'attitudes caractéristique, commun aux trois sous-groupes formés (tunisais, provinciaux pensionnaires dans la capitale, provinciaux restés en province). Les scores les plus élevés affectaient ce que nous avons appelé les rapports existentiels du jeune avec sa famille: relations vécues avec ses différents membres, liberté qui lui était accordée, accueil présumé de cette famille au futur conjoint, accord avec ses décisions quotidiennes, impression vécue d'harmonie qu'il y éprouvait, estime en laquelle étaient tenues les personnalités du père et de la mère.

Par contre, les scores descendaient au-dessous de la moyenne d'intégration familiale de chaque groupe pour les attitudes et jugements impliquant de fortes composantes intellectuelles: rapports d'ordre idéal du jeune avec sa famille (croyances et pratiques religieuses, distance mise par les études entre enfants et parents, divergences sur les goûts culturels et loisirs); images d'avenir du jeune (épouse qu'il choisirait, style de famille qu'il fonderait, éducation qu'il dispenserait à ses enfants); jugements abstraits sur la famille tunisienne tirés, en particulier, de la comparaison avec les organisations de jeunesse. Pour tous ces thèmes à forte charge idéelle, les divergences avec les parents étaient générales. Et les items qui leur servaient d'indicateurs, de par les faibles valeurs obtenues, occupaient la partie descendante du profil des attitudes. Mais il se trouvait qu'ils n'empêchaient en rien les rapports familiaux

vécus et affectifs de ces mêmes jeunes d'occuper la partie ascendante de ce profil. Il était ainsi difficile de se soustraire à cette conclusion : tous ces facteurs idéels de prise de distance des jeunes vis-à-vis des parents, dus à la participation différentielle aux modèles des deux cultures, affectaient peu leur intégration à leur famille, le phénomène étant encore plus net pour les provinciaux.

Nous avons voulu vérifier ce fait de façon plus précise. Dans ce but, nous avons établi pour chaque groupe une "moyenne d'intégration familiale", calculée à partir des scores obtenus pour les réponses analytiques aux items du questionnaire. Puis nous avons noté, selon la même échelle, l'appréciation subjective portée par les sujets eux-mêmes, une fois le questionnaire rempli, sur leur intégration à leur famille : nous l'avons appelée "sentiment d'intégration familiale". Pour les trois groupes ce sentiment était largement et significativement supérieur à la moyenne d'intégration familiale. Autrement dit, le sentiment personnel final et global sur l'harmonie avec la famille était toujours, chez ces jeunes, supérieur à ce que laissaient prévoir leurs réponses analytiques, leurs appréciations souvent dures sur tel et tel aspect de détail. Non seulement il était supérieur, mais très généralement positif, puisqu'un tiers seulement avouaient un malaise caractérisé. Près de la moitié affirmaient se trouver bien dans leur milieu familial et un cinquième s'y prétendaient à l'aise malgré des réserves. On saisit encore une fois la différence entre les attitudes particulières, segmentaires, et leur organisation au niveau de la réaction d'ensemble de la personnalité.

Pour donner à ces résultats une valeur plus probante, nous nous sommes livré à d'autres opérations. Nous avons d'abord divisé chacun des groupes précédents en trois sous-groupes, selon le degré d'instruction des familles et principalement de leurs

chefs. Nous avons constaté que les moyennes d'intégration d'une part, les sentiments d'intégration de l'autre, baissaient à mesure, ce qui prouvait bien l'influence de la distance culturelle entre enfants et parents. Mais cette conclusion devait être modérée par les observations suivantes :

- Dans chaque sous-groupe les valeurs "existentielles" continuaient à primer sur les rapports idéels;
- Les sentiments moyens d'intégration (réaction subjective globale) demeuraient toujours largement et, sauf une exception, significativement supérieurs aux moyennes d'intégration familiale (réponses analytiques et attitudes segmentaires);
- Malgré leur dégradation progressive, les sentiments d'intégration à la famille demeuraient, sauf une exception, sensiblement positifs. Aussi bien leur corrélation avec l'instruction familiale était-elle faible. Encore une fois la modeste influence de la distance entre instructions des générations se décelait surtout dans la capitale. Les provinciaux y étaient plus insensibles, particulièrement ceux restés chez eux.

Nous avons ensuite formé quatre groupes de sujets, selon la qualité de leur sentiment personnel d'intégration à la famille : notre but étant de découvrir ce à quoi cette impression d'harmonie ou de rupture était plus particulièrement liée. Elle s'est avérée tout particulièrement associée à certaines opinions de l'individu : influence du passé familial sur la formation de sa personnalité; qualités prêtées à sa famille actuelle; opinion sur l'éducation et la personnalité des parents. En revanche ils attribuaient, consciemment du moins, fort peu d'importance à l'influence négative de leurs études(1), et moins encore à leurs

(1) Pour la corrélation entre le sentiment d'intégration dans la famille et l'influence prêtée aux études, on obtenait $r = 0,23$.

désaccords avec les parents sur les loisirs et activités culturelles.

Pourtant d'après les observations précédentes, cette distance entre l'instruction des enfants et celle du milieu familial exerçait tout de même un effet négatif réel, par delà les modérations décrites. Qu'en ressort-il, sinon qu'elle n'est pas signifiée comme telle par les sujets en situation? Cet effet désagréateur, dans la mesure où il existe, est comme détaché de ses causes idéelles et rapporté à d'autres aspects du champ familial. La contre-partie est également remarquable : les jeunes de famille instruite présentaient des moyennes d'intégration et de sentiment d'intégration plus élevées que les autres, mais ils ne rapportaient pas cette harmonie à cet équipement scolaire commun. Nous en avons conclu à une sorte de manipulation des facteurs objectifs par les intéressés, dont l'effet était de mettre entre parenthèses les stimuli négatifs, c'est à dire d'ordre culturel.

Nous avons interprété de la même façon les autres observations. La dissociation entre rapports existentiels et idéels, les premiers étant comme mis à part des seconds et conservant une valeur élevée malgré la mauvaise qualité de ceux-ci, voilà qui nous paraît être un mécanisme de préservation contre l'écart culturel désagréateur des liens familiaux, sinon même une compensation. C'est aussi parce qu'il est séparé des facteurs idéels, rapporté aux facteurs affectifs, que le sentiment d'intégration fait largement abstraction des tensions manifestées dans les aspects de détail de la vie familiale. Ces opérations n'ont rien de surprenant quand on mesure, comme ce fut le cas pour ces jeunes collégiens, la valeur intrinsèque qu'ils accordent à ce qu'ils appellent "l'idée de famille". Au point qu'elle est posée comme un a-priori, inaccessible par définition aux avatars subis par l'institution dans la situation actuelle.

Au surplus, il était possible de repérer quelques autres

mécanismes concrets de cette préservation. L'un d'eux consistait en la dissociation effectuée entre l'individu et ses actes: ainsi les comportements des parents, leur mode d'éducation, paraissent le plus souvent critiquables, mais cela restait sans incidence sur le jugement de valeur très positif porté sur leur personnalité. Le sujet devenait comme une essence indépendante de ce qui en émane. Ces jeunes postulaient d'ailleurs que la même séparation se ferait à leur profit : la future épouse serait fort éloignée de l'idéal parental, mais acceptée quand même parce qu'en fait confiance au jeune, on estime que tout ce qu'il fait doit être bon, etc.. Notons aussi l'installation généralisée dans la perspective relativiste : les actions passées ou présentes de tel parent sont sujettes à critique; mais, en se mettant à sa place, on doit convenir que la situation, sa formation, ne lui permettaient pas de faire autrement.

D'autres fois, des jugements opposés d'approbation et de rejet visaient le même objet, traduisant l'ambivalence. Mais on évitait le conflit en le saisissant sur deux plans différents, l'un concret et vécu, l'autre abstrait ou d'avenir. Par exemple, à la personnalité de la mère, avec qui il entretient des rapports vécus chaleureux, le jeune accordera force qualités et une valeur très positive. Mais, dans l'avenir, il souhaitera très partiellement que sa future épouse lui ressemble. On le verra assez nettement d'accord avec les décisions familiales; les qualités et les facteurs de bonheur l'emporteront d'assez loin, dans sa famille actuelle, sur les défauts et les motifs de souffrance; il s'y sentira suffisamment bien installé dans l'ensemble. Mais, dans l'abstrait, la famille en général lui paraîtra moins formatrice que l'organisation de jeunesse. Dans l'avenir, il la quittera à son mariage et celle qu'il fondera sera nettement différente de celle où il vit. Cette projection du négatif sur le plan idéal et d'avenir empêche en somme les tensions d'atteindre

le sentiment actuel d'installation dans la parenté, de désagréger les rapports familiaux présents, et reporte à plus tard les conséquences de la rupture culturelle.

Nous avons donc bien dépassé cette fois, semble-t-il, le plan des effets "heureux" de certaines configurations de représentations et d'attitudes. Et avec ces manipulations des rapports à sa famille qui décident de la qualité et du degré réel de l'intégration du sujet, nous croyons bien avoir affaire à des processus réducteurs des tensions, aussi réels que les tensions elles-mêmes. Nous les avons décrits avec quelque détail dans notre population de lycéens de l'enquête I, parce qu'ils sont apparus le mieux dans ce cas extrême. Mais ils n'étaient pas absents des résultats fournis par les autres investigations. Sans revenir sur les analogies, signalons simplement quelques conduites typiques qui aboutissent au même effet, pour ne pas dire qu'elles remplissent le même office.

La plus fréquente illustre ce que nous avons appelé la technique de dissociation des principes affirmés et des comportements. Par exemple, dans l'enquête III, la représentation de l'allaitement au sein du nourrisson, fortement retenue dans l'image de la bonne maman, continuait à rencontrer la très large adhésion des jeunes mères de tous les groupes (1). Ce qui n'empêchait pas la majorité d'entre elles de pratiquer l'allaitement artificiel, pour des raisons diverses présentées comme des cas de force majeure. De la même façon, dans toutes les enquêtes, les jeunes travailleuses partageaient la représentation péjorative traditionnelle d'un travail professionnel à exclure des rôles normaux de l'épouse et de la mère de famille. Elles travaillaient toutes cependant au nom d'impératifs divers, avec l'idée constante

(1) C.Camilleri, 6.

qu'il s'agissait d'une anomalie provisoire. Nous trouverons d'autres illustrations de cette casuistique, qui minimise les tensions en accordant la valeur traditionnelle avec les comportements qui la nient. Nous y avons vu l'un des mécanismes psychosociologiques privilégiés de transformation dans une société en voie de changement.

Nous avons aussi rencontré le cas inverse mais aboutissant, croyons-nous, au même effet. Par exemple, l'idée est maintenant prédominante chez les jeunes, et gagne les autres classes d'âge (enquête V), que l'enfant doit aimer et non pas craindre ses parents, contrairement à la norme traditionnelle. Mais un grand nombre des mêmes sujets continuent, selon cette même norme, à punir et corriger sévèrement ses fautes. Telle est l'opinion, dans l'enquête V, de 72% des mères tunisoises, dont aucune par ailleurs ne désirerait inspirer la crainte à sa progéniture. C'est la valeur moderniste, ici, qui est adoptée sur le plan des principes, mais on continue la tradition dans les conduites. On résout encore la contradiction (si l'on en prend conscience) de manière casuistique : en arguant des circonstances, en soutenant que l'affection, l'absence de crainte et les châtiments peuvent aller ensemble, etc..

Nous avons enfin été attentif, au cours de ces recherches, à l'éventuelle transposition adaptative de modèles anciens dans les nouvelles situations, permettant elle aussi l'absorption des tensions. Nous avons rencontré un seul phénomène qui y ressemble, assez répandu cependant pour être intéressant. Dans l'enquête IV sur les travailleurs des entreprises industrielles, 42% des ménages étendus reproduisaient le modèle domestique traditionnel, reposaient sur plus d'une personne active et revêtaient le caractère ancien de la famille comme association économique (1). Ces

(1) C.Camilleri, in P.Sebag et al.,2.

"familles-coopératives" affrontaient beaucoup mieux les nouvelles conditions. Aussi bien, si les 58% restants de ménages étendus étaient une agglutination de gens sans moyens économiques autour d'une seule personne les possédant, c'est parce que le manque de travail ne leur permettait pas de faire autrement. Et si cette charge était désastreuse pour le jeune couple obligé d'entretenir cette parenté, le maintien du trait traditionnel de la solidarité familiale n'en empêchait pas moins une immense masse d'individus de périr.

Il est donc important de saisir, dans les conditions ci-dessus définies, la réaction globale des groupes de sujets. Comme le montrent en effet les résultats partiels dont nous venons de faire état, elle n'est pas quelconque. Elle traduit une organisation des attitudes apportant quelque chose de plus que les réactions élémentaires aux différents stimuli. Celles-ci, dans la mesure où on se tient à elles, définissent les problèmes apparaissant à tout observateur et même aux acteurs: mariage mixte, endogamie, imposition du conjoint par les parents, statut de la femme, contrôle des naissances, éducation des enfants, etc.. Dans la mesure même où ces questions se sont nouées en problèmes, se manifestent de façon spectaculaire les tensions, contradictions, ruptures, frustrations, souffrances: bref, tout cet aspect dysfonctionnel, chaotique, dramatique, véhiculé par la littérature durant les crises sociales importantes. Mais c'est l'organisation des attitudes au niveau synthétique qui, par ce dynamisme propre dont nous avons voulu fournir quelques illustrations, attribue leur signification terminale à ces réactions analytiques et effectue la mise en perspective de ces problèmes.

Or, d'après nos premières recherches, ces significations finales seraient largement opposées à celles apparues au premier niveau. En même temps qu'elle traduit la crise, la réaction synthétique des groupes paraît tendre à sa réduction. Mais cette

réaction, comme nous le croyons, se fait moins au niveau des problèmes de détail qu'à celui qui leur est immanent, perpétuellement vécu à travers eux et souvent explicité : quel accueil le Tunisien, attaché de multiples façons au moins aux symboles de sa culture, peut-il faire à l'éventualité de son bouleversement?

Ce type de réaction serait alors celui d'une société qui, tout en changeant et en aspirant à changer, élaborerait, au moins dans le domaine familial, les formations lui permettant de conduire la transformation et de ne pas s'y désagréger. Même l'actuelle situation, avec ses disparités caractérisées, n'aboutirait pas nécessairement aux irrémédiables heurts, séparations, dislocations habituellement supposés ou attendus. Il conviendrait alors de préciser le mieux possible, dans le secteur domestique, parallèlement à la série des processus de changement, ceux permettant de s'en défendre et de les dominer. Il nous faut pour cela recourir à une enquête plus étendue et systématique que celles utilisées jusqu'ici.

CHAPITRE IX

UNE ENQUETE D'OPINION SUR LES REPRESENTATIONS FAMILIALES DES JEUNES TUNISIENS. - PRESENTATION ET CONSIDERATIONS PRELIMINAIRES.

CONSIDERATIONS METHODOLOGIQUES.

Le choix de la méthode

Par quel moyen pouvions-nous répondre à la question que nous venons de poser? Il était possible d'étudier les efforts supposés de régulation de la crise des institutions domestiques sur des exemples précis, de procéder à une étude clinique de cas. Mais quels que soient les mérites de ce type d'investigation, le problème se pose de sa valeur de preuve, sitôt sortis des étroites limites des groupes réduits (1). Dans des sociétés vastes et différenciées ces monographies sont probantes seulement si elles peuvent être jugées "typiques". Et pour cela il faut avoir au préalable analysé l'ensemble d'où on les a tirées, par les méthodes capables d'atteindre des collectivités entières. Sans cette précaution, comment les processus révélés par l'étude de cas peuvent-ils être considérés comme représentatifs de ceux en oeuvre dans la société globale ? Et comment situer ce qui a été obtenu par rapport au tout?

Dans un domaine qui, en Tunisie, n'a pas encore été soumis à l'investigation scientifique, il fallait donc, inévitablement,

(1) On trouvera une intéressante application de cette méthode dans R.C. Angell, 1936. On connaît également les remarquables études de O.Lewis, 1963 (Ed.Française)

commencer par la large enquête de type extensif. La meilleure serait, évidemment, celle portant sur les comportements. Cela demande des conditions et des moyens dont nous ne disposons pas. Il ne nous restait donc qu'à recourir à l'enquête d'opinion, visant à faire apparaître l'ensemble collectif des attitudes. On connaît l'objection majeure soulevée par ce type d'investigation. En admettant réunies les conditions permettant de conclure des opinions aux attitudes, quelle prédictivité celles-ci autorisent-elles quant aux conduites effectives?

Dans le cas présent, il n'est aucun moyen de répondre à cette question avec certitude. Nous pouvons seulement tenir les opinions collectées pour indicatives d'aspirations à certains comportements définis. Ainsi les résultats obtenus doivent nous éclairer seulement sur ce point : quel accueil les sujets sont-ils disposés à faire au changement des institutions domestiques? Traduit-il le désarroi, le désordre, la disposition à la rébellion brutale, la probabilité de conflits et ruptures violents? Ou bien se dégage-t-il une tendance dominante à éviter ce type de réactions, dont il restera à savoir si on peut la tenir pour un effort de maîtrise, de régulation, d'absorption ordonnée du bouleversement culturel?

Quant à faire passer ces dispositions dans la réalité, les observations de notre 1ère partie font prévoir combien cela dépend du rapport institué entre le sujet et son entourage. Mais ce rapport est dynamique, si bien que la conduite désirée, non possible à tel moment, peut le devenir à un autre. Or, précisément, les opinions recueillies l'ont été auprès des différents groupes de jeunes qui, progressivement, constitueront eux-mêmes la totalité de cet environnement où réside la variable aléatoire de leur comportement. Ainsi, les résistances à la réalisation de leurs aspirations doivent-elles normalement disparaître au bout d'un certain laps de temps et peut-on donc raisonnablement

penser que celles-ci deviendront la réalité sociale de demain.

Constitution et caractéristiques de l'échantillon

Nous avons décidé de limiter notre enquête aux jeunes Tunisiens musulmans de 17 à 30 ans. Le recensement de 1956 faisait apparaître que les deux tiers de la population tunisienne avaient moins de 34 ans. Et il appartient à ces classes d'âge, les plus vivement sensibilisées au problème du changement, de "décider" de l'accueil qui lui sera fait en définitive dans la société nationale.

Nous avons alors le choix entre deux types d'échantillon. Pour notre projet de saisir les réactions effectives de la population des jeunes Tunisiens à l'acculturation domestique, l'échantillon probabiliste statistiquement représentatif pouvait paraître le plus indiqué. Mais cela demandait un équipement national de documentation statistique absent à l'époque. D'autre part, et surtout, ce type d'échantillon convenait mal à notre souci prioritaire d'isoler et d'analyser les effets de différentes variables dans les conditions méthodologiques requises pour la preuve. Nous voulions tester, en effet, l'action de la condition de sexe, de l'âge, de l'habitat, de l'instruction et du niveau socio-économique. De plus, étant donné l'importance attachée dans la culture musulmane à la dichotomie sexuelle, nous voulions suivre ses effets dans le détail et, pour ce faire, croiser toutes les variables ci-dessus avec celle de sexe. Cette exigence nous imposait donc de construire un échantillon stratifié, où les différents groupes seraient représentés selon des proportions égales.

Quant aux variables définissant ceux-ci elles sont, on le voit, les variables sociologiques classiques. D'autres choix étaient possibles. En particulier la même enquête aurait pu être

faite à partir d'un découpage différent de la jeunesse, selon les groupements typologiques particuliers à la société tunisienne. Mais puisque notre travail est le premier du genre en ce pays, le plus urgent nous a paru d'analyser les groupes délimités comme il a été dit (1). D'ailleurs, outre que ce choix permet l'éventuelle comparaison avec des travaux analogues dans des sociétés différentes, la masse des observations qualitatives sur les transformations des représentations familiales en Tunisie nous y renvoie sans cesse.

Une intéressante dualité d'interprétation paraît, en effet, s'être établie spontanément. Lorsque les observateurs tentent d'expliquer les attitudes des "anciens" devant le changement, ils allèguent volontiers les facteurs tenant à la stratification traditionnelle de la société tunisienne : facteurs "régionalistes" (Tunisois, Sahéliens, Kerkenniens, Sfaxiens, gens du Nord, gens du Sud, etc..); facteurs de type socio-économique et professionnel au sens large: "bourgeoisie" commerçante de la capitale, aristocratie foncière ou de fonctionnaires établie à Tunis, sous-groupe d'autorité juridique et religieuse gravitant autour de l'Université Ez-Zitouna, grande bourgeoisie provinciale se perpétuant dans les anciennes capitales historiques de Kairouan, Mahdia, Monastir; petits paysans des campagnes, etc.. (2). D'autres fois les critères se réfèrent à l'ancienne stratification tribale ou à des différences renvoyant plus ou moins directement au facteur ethnique : bédouins, nomades du Sud, cultivateurs:

(1) Signalons aussi que, dans les sociétés en voie de développement, les observations qualitatives, intuitives, abondent; mais il manque encore dans chaque secteur les enquêtes extensives portant sur de grands ensembles, qui permettraient de situer ces observations, de les "relativiser" et, souvent, de les corriger.

(2) Cf. H. de Montéty, 1940.

sédentaires d'origine berbère, etc..

Par contre, pour les jeunes, il vient peu à l'idée de l'observateur d'expliquer leurs comportements actuels en se référant à leur origine bédouine, tribale, bourgeoise des souks de Tunis ou d'aristocratie "maghzen". Dans ce cas, il allègue spontanément les différences d'âge, d'instruction, de sexe, d'habitat, de niveau de vie, bref ces variables sociologiques dont nous allons précisément étudier l'action (1). Ce n'est pas, croyons-nous, pur mimétisme du sociologue occidental, mais référence à une constatation de fait. Le premier effet du changement, de la "modernisation", est d'estomper l'ancienne stratification, de rendre "actives" ces nouvelles variables en donnant une forte réalité aux sous-groupes qu'elles désignent.

De la sorte, au niveau des jeunes, l'organisation traditionnelle peut bien dans certains cas permettre encore de qualifier tel ou tel de leurs groupes d'appartenance. Mais ceux-ci ne sont pas les seuls, ni nécessairement les principaux. Et surtout ils sont de moins en moins leurs groupes de référence. C'est pourquoi en ce qui les concerne, les variables que nous allons étudier nous paraissent être déjà et devoir devenir d'avantage les variables prédominantes. Etant donné notre souci prospectif, qui nous a déjà amené à nous centrer sur les jeunes aux dépens de leurs aînés, nous avons donc choisi cette nouvelle typologie.

En conséquence, nous avons élaboré un échantillon stratifié selon un plan de type factoriel, permettant d'analyser l'action de chaque variable envisagée au départ. Nous nous sommes donc proposé de réunir 918 sujets, soit 459 hommes

(1) On relève, en particulier, cette dichotomie des "catégories" explicatives dans les nombreuses et intéressantes études sur la famille tunisienne de A.Demeerseman. Cf. en particulier A.Demeerseman, 5.

et 459 femmes. Chaque groupe de sexe devait provenir de trois habitats : Tunis; autres villes; petites communes et campagnes, à raison de 153 sujets par habitat. Nous avons jugé utile en effet de distinguer, à l'intérieur des villes, l'action de la capitale. Comme autres villes nous avons retenu : Bizerte, Sfax, Menzel-Bourguiba, Sousse, Kairouan, Medjez-El-Bab, Nabeul, Hammamet, Monastir, Gabès, Gafsa. Les cinq premières comptaient, au moment de notre recherche, plus de 30.000 habitants. Les autres étaient plus petites, mais nous les avons retenues à cause de leur "style" urbain nettement perceptible.

Chacun de ces groupes d'habitat devait comprendre trois groupes d'âge de 51 sujets : de 17 à 20 ans; de 20 ans un jour à 25 ans; de 25 ans un jour à 30 ans. Chaque groupe d'âge, à son tour, devait inclure trois groupes d'instruction de 17 sujets : le premier allant des analphabètes à ceux ayant obtenu au maximum le certificat d'études primaires; le second rassemblant les sujets d'instruction secondaire et assimilée (technique, professionnelle supérieure, zitounienne) jusqu'au baccalauréat inclus; et le troisième, ceux ayant fréquenté l'Université.

Enfin, chaque groupe d'instruction devait comprendre trois groupes de niveau de vie : inférieur (6 sujets); moyen (6 sujets) élevé (5 sujets). Nous avons, bien entendu, dressé cette échelle en fonction des réalités socio-économiques tunisiennes. C'est pourquoi nous avons groupé dans le niveau de vie le plus bas les jeunes ayant un revenu inférieur à 18 dinars mensuels (soit un peu moins de 180 francs français de l'époque), représentant alors le traitement d'un agent de police débutant; dans le niveau de vie moyen, les revenus de 18 à 40 dinars; dans le niveau supérieur, enfin, ceux excédant cette somme.

Le plan ainsi construit devait donc permettre de réunir, autour de chaque variable, un groupe de 459 hommes et un de 459 Femmes distribués en trois sous-groupes de 153 hommes et 153 femmes

correspondant aux trois niveaux de cette variable (1). Il y a, par exemple, 153 hommes et 153 femmes de 17 à 20 ans, autant de 20 à 25 ans, autant de 25 à 30 ans. Si l'on compare ces trois sous-groupes entre eux, les différences constatées dans les représentations familiales ne peuvent être dues, en principe, qu'à la différence des âges puisque, par ailleurs, les jeunes ainsi répartis sont strictement équivalents quant aux autres caractères. Autrement dit chaque sous-groupe d'âge, pour continuer cet exemple, comprend dans les mêmes proportions et selon les mêmes combinaisons des sujets des deux sexes, des trois habitats, des trois niveaux d'instruction, des trois niveaux socio-économiques. On peut faire la même constatation pour chacune des autres variables. Ce plan d'expérience permet donc bien d'étudier l'effet de chacune d'entre elles sur les attitudes et représentations familiales des jeunes Tunisiens, en évitant l'interférence des autres.

Dans les faits nous avons réussi, à trois unités près, à réaliser notre plan théorique en ce qui concerne les hommes, comme le montre le tableau 21, où est livré le détail de nos effectifs réels. Quant aux femmes, nous avons dû demeurer en deçà de la limite théorique, puisqu'il en manque 35 sur les 459 prévues (Tableau 21). D'une part, en effet, certaines séries exigées par la combinaison factorielle étaient inexistantes. Par exemple, dans ce pays les jeunes filles instruites sont rapidement "enlevées" par des époux de situation élevée, ou se donnent elles-mêmes cette situation avec la plus grande facilité : il était donc évidemment impossible de réaliser la série théorique

(1) Sauf pour les groupes de niveau de vie qui doivent s'élever respectivement, en remontant du plus faible au plus élevé, à 162, 162 et 135 sujets.

de six femmes de 25 à 30 ans, d'instruction universitaire, de niveau de vie faible et demeurant à la campagne. D'autre part, on sait combien un questionnaire sur tous les aspects de la vie familiale, considérée dans les sociétés musulmanes plus encore qu'ailleurs comme relevant du domaine de l'intimité, sinon du sacré, est susceptible de se heurter à des réactions ombrageuses.

Aussi, malgré le dévouement et l'ingéniosité de nos enquêteurs tunisiens, qui ont finalement réalisé un tour de force en menant à bien ce plan d'enquête, il n'a pas toujours été possible de lever les interdits en milieu féminin (1). Les plus rétives ont été les femmes de 25 à 30 ans. De toute façon, on l'admettra, le biais ainsi introduit dans notre analyse est minime. Nous croyons l'avoir encore réduit du fait que, pour chaque variable, nous avons étudié séparément son action sur le groupe des hommes et sur celui des femmes, éliminant ainsi les conséquences des disparités entre leurs effectifs.

En fin de compte, notre échantillon s'est monté à 880 sujets. Il s'est trouvé composé des effectifs suivants, que l'on pourra comparer dans chaque cas aux effectifs théoriques mis entre parenthèses :

Groupes de sexe (Symbole S):

Hommes (S.1) : 456 (459)

Femmes (S.2) : 424 (459)

Total : 880 (918)

(1) Un très grand nombre de nos étudiants ont collaboré à cette enquête. Nos remerciements vont en particulier à Mlles et Mrs. M.S.Riza, Châbouni, N.Fenniche, T.Rebah, H.Srarfi, B.Belkhodja.

Ajoutons que, dans nombre de cas, nous avons eu du mal à récupérer les questionnaires: les jeunes interrogés, heureux d'avoir pu grâce à eux expliciter systématiquement leur pensée, tenaient à les garder.

Groupes d'habitat (symbole H):

Tunis(H.1) : Hommes : 153 (153) - Femmes : 148 (153).

Autres villes(H.2) : Hommes : 150 (153) - Femmes : 139 (153)

Villages(H.3) : Hommes:153 (153) - Femmes : 137 (153)

Groupes d'Age (symbole A.) :

17 à 20 ans (A.1) : Hommes:152 (153) - Femmes : 153 (153)

20 à 25 ans (A.2) : Hommes : 153 (153) - Femmes : 153 (153)

25 à 30 ans (A.3) : Hommes : 151 (153) - Femmes : 118 (153)

Groupes d'instruction (symbole I) :

Inférieure (I.1) : Hommes 151 (153) - Femmes : 152 (153)

Moyenne(I.2) : Hommes : 153 (153) - Femmes : 145 (153)

Supérieure (I.3) : Hommes : 152 (153) - Femmes : 127 (153)

Groupes socio-économiques (symbole V) :

Inférieur (V.1) : Hommes : 161 (162) - Femmes : 140 (162)

Moyen (V.2) : Hommes : 162 (162) - 153 (162)

Elevé (V.3) : Hommes:133 (135) - Femmes : 131 (135).

D'autre part, nous avons veillé à employer des enquêteurs nous permettant d'atteindre toutes les grandes régions de la Tunisie, dont ils étaient eux-mêmes originaires. Ainsi nos effectifs présentent-ils une très grande dispersion géographique et ne proviennent-ils pas seulement des zones peuplées du Nord, du Cap-Bon, du Sahel, mais également du Sud, du Centre et de l'Ouest, à faible densité et aux conditions de vie précaires.

TABLEAU 21 - Effectifs détaillés de la population de l'enquête.

Nota : Dans chaque cas, le nombre de gauche est celui des hommes, le nombre de droite celui des femmes.

<u>Habitat</u>	<u>Age</u>	<u>Instruction</u>			<u>Niveau de vie</u>
		<u>I.1</u>	<u>I.2</u>	<u>I.3</u>	
<u>H.1</u>	<u>A.1</u>	6 - 6	6 - 6	6 - 6	V.1
		6 - 6	6 - 6	6 - 6	V.2
		5 - 5	5 - 5	5 - 5	V.3
	<u>A.2</u>	6 - 6	6 - 6	6 - 6	V.1
		6 - 6	6 - 6	6 - 6	V.2
		5 - 5	5 - 5	5 - 5	V.3
	<u>A.3</u>	6 - 6	6 - 6	6 - 1	V.1
		6 - 6	6 - 6	6 - 6	V.2
		5 - 5	5 - 5	5 - 5	V.3
	<u>A.1</u>	6 - 6	6 - 6	6 - 6	V.1
		6 - 6	6 - 6	6 - 6	V.2
		4 - 5	5 - 5	5 - 5	V.3
<u>H.2</u>	<u>A.2</u>	6 - 6	6 - 6	6 - 6	V.1
		6 - 6	6 - 6	6 - 6	V.2
		5 - 5	5 - 5	5 - 5	V.3
	<u>A.3</u>	6 - 6	6 - 2	5 - 2	V.1
		6 - 6	6 - 6	6 - 2	V.2
		4 - 4	5 - 4	5 - 5	V.3

TABLEAU 21 - (Suite)

<u>Habitat</u>	<u>Age</u>	<u>Instruction</u>			<u>Niveau de vie</u>
		<u>I.1</u>	<u>I.2</u>	<u>I.3</u>	
		6 - 6	6 - 6	6 - 6	V.1
	<u>A.1</u>	6 - 6	6 - 6	6 - 6	V.2
		5 - 5	5 - 5	5 - 5	V.3
		6 - 6	6 - 6	6 - 5	V.1
<u>H.3</u>	<u>A.2</u>	6 - 6	6 - 6	6 - 6	V.2
		5 - 5	5 - 5	5 - 5	V.3
		6 - 6	6 - 3	6 - 1	V.1
	<u>A.3</u>	6 - 6	6 - 6	6 - 1	V.2
		5 - 5	5 - 5	5 - 3	V.3

L'administration du questionnaire

L'enquête se fit à partir d'un questionnaire d'opinion, dont nous présentons plus loin les caractéristiques. Elle commença en Janvier 1965 pour s'achever en Avril 1966. Il a donc fallu seize mois pour réaliser notre programme, vu la complexité du plan à cinq variables et les résistances souvent soulevées par la nature du sujet.

C'est méthodologiquement regrettable car, pendant ce laps de temps, la population atteinte par notre investigation a pu évoluer dans ses représentations. En fait, près des deux tiers des questionnaires, atteignant les séries "normales", furent collectés en six mois. Seul le dernier tiers allongea considérablement l'enquête, à mesure qu'il fallut atteindre des sujets réalisant des combinaisons de caractères de plus en plus difficiles

à réunir, tout particulièrement en milieu féminin, surtout les campagnes. D'autre part les attitudes et représentations sur les institutions domestiques ne sont pas habituellement des opinions "événementielles": on peut penser que le rythme de leur évolution n'est pas rapide.

L'enquête fut administrée par des enquêteurs tunisiens, étudiants et étudiantes, parlant l'arabe et le français. Le questionnaire fut lui-même rédigé dans les deux langues, les sujets répondant dans celle de leur choix. Pour tous ceux d'entre eux ne dépassant pas le niveau primaire, le questionnaire fut passé sous le mode de l'interview avec l'enquêteur. Les jeunes plus instruits avaient la latitude de le remplir eux-mêmes s'ils le souhaitaient.

Dans le cadre des combinaisons de variables exigées par notre plan, les enquêteurs choisissaient eux-mêmes leurs sujets. Cette façon de procéder est évidemment susceptible d'introduire un biais. Mais il a été sensiblement réduit, d'une part, par la quantité des jeunes à atteindre relativement au petit nombre des enquêteurs; d'autre part, par les contraintes des combinaisons elles-mêmes.

Le contenu du questionnaire

Nous l'avons élaboré sur la base des enseignements fournis par nos enquêtes antérieures (1). Il fut présenté sous la forme de quatre groupes de questions articulées

(1) On trouvera en appendice le détail des questions posées (113 questions réelles). Pour leur élaboration nous avons été également aidé par l'enquête et l'analyse d'Andrée Michel sur une population de familles vivant en hôtels parisiens et comprenant, notamment, des Algériens et des Espagnols. Cf. A. Michel, 1959.

autour des thèmes suivants : la formation du couple; la vie du couple; les rapports du couple avec les parents; les rapports du couple avec les enfants. Mais l'analyse ultérieure, basée sur l'exploitation des réponses, nous a mené à une classification différente en cinq systèmes de représentations, à laquelle nous allons nous référer pour l'exposé de nos résultats.

Le premier se rapporte aux institutions fondatrices de la famille et à la valeur de l'institution domestique en général, sur le plan abstrait des principes. Il comporte des questions sur le mariage, son caractère de plus ou moins grande obligation, ses buts et raisons d'être, les formes et prestations traditionnelles qui l'accompagnent. Pour la valeur de l'institution familiale, les jeunes ont été confrontés à des "devises" stéréotypées reflétant l'"idéologie" domestique du groupe patriarcal (par exemple: "La famille est sacrée, elle passe avant toute chose", "L'honneur et le nom de la famille doivent être défendus à tout prix"); ou l'opposition moderniste qu'elle rencontre (par exemple: "La famille est quelque chose de trop lourd pour l'individu: elle lui impose trop de charges et de sacrifices", "La famille rend timide, ne prépare pas à la vie"). Ils ont été invités également à réfléchir sur sa fonctionnalité en la comparant aux organisations modernes de jeunesse. Nous y avons enfin intégré l'opinion sur l'éventuelle acceptation dans la famille de l'enfant illégitime (1).

Le second système est centré sur les relations entre membres du groupe de parenté, surtout entre anciens

(1) Dans le questionnaire rapporté en appendice, les questions relatives à ce premier système sont précédées d'une croix. Celles relatives aux second, troisième et quatrième systèmes de représentations sont précédées respectivement de deux, trois et quatre croix.

et jeunes, parents et enfants, en excluant toutefois ce qui concerne le couple et les problèmes spéciaux qu'il soulève. Quelques questions portent sur le large groupe familial : solidarité financière entre ses membres, piété envers les personnes décédées, attitude envers les conseils et observations des anciens, droits de l'oncle. Puis sont envisagées les relations entre ascendants et descendants, le sujet étant invité à se placer tour à tour aux deux points de vue.

D'une part, on lui demande de se considérer comme enfant, de juger le milieu familial effectif où il a vécu, l'influence qu'il lui attribue sur le développement de sa personnalité, l'attitude de ses père et mère, l'éducation reçue. Pour achever ce jugement incluant des composantes affectives, morales et techniques, on lui demande quelles ressemblances et différences il souhaiterait entre son conjoint et son père ou sa mère, selon les cas. Un groupe spécial de questions se réfère au devoir traditionnel de prise en charge des parents devenus vieux. Plus généralement, il est destiné à tester l'étendue des sacrifices que l'enfant juge devoir consentir quand ils sont dans le besoin. Enfin une question se rapporte au statut du fils aîné.

D'autre part, invité à se considérer à son tour comme parent, le jeune doit nous livrer son sentiment sur ses enfants futurs ou actuels. D'abord désire-t-il en avoir et comment réagirait-il à leur absence? Quel volume souhaiterait-il donner à sa famille? A ses yeux, la mère doit-elle sacrifier aux enfants son travail professionnel? Ces dernières questions permettent de juger si la valeur de l'enfant est toujours mesurée aux critères traditionnels. D'autres visent le type de rapports que le parent voudrait instaurer avec lui; les contrôles qu'il compte exercer sur ses relations, distractions, horaires, dépenses; l'éducation qu'il désire lui donner, à comparer à celle reçue par les garçons et les filles de sa famille.

Mais, on le sait, dans l'optique traditionnelle, l'enfant n'acquiert à aucun moment son indépendance vis-à-vis du groupe familial, ni par l'âge, ni par son mariage. Ce secteur particulièrement important des rapports des parents avec le ménage en formation ou constitué relève du troisième système de représentations exploré par le questionnaire.

En ce qui concerne sa formation d'abord. Que pense le jeune de la condition d'hétéronomie où la culture traditionnelle le met vis-à-vis de sa famille de par l'institution de l'endogamie, la subordination de son mariage aux besoins du groupe, l'obligation d'accepter le choix parental indépendamment de ses inclinations personnelles, d'attendre les noces pour avoir une quelconque communication avec le conjoint? Puis, le ménage une fois constitué, le problème de son degré d'autonomie se pose en premier lieu sur un plan objectif : doit-il demeurer dans la maison familiale? Sinon, son foyer doit-il être ouvert à la parenté sans limitations d'aucune sorte?

Viennent ensuite l'emprise des parents sur le ménage, particulièrement sur la bru, leurs interventions permanentes, la haute-main qu'ils ont traditionnellement sur les décisions, la gestion financière, les enfants du groupe familial. Enfin deux questions se rapportent au "respect" du à la famille par le couple, aux sacrifices d'indépendance qu'il doit consentir pour l'aider si elle est dans le besoin.

Le quatrième système contient les représentations des jeunes sur le couple, la vie en ménage, abstraction faite de leurs relations avec la parenté. Un certain nombre se réfèrent à sa formation. La question sur les buts du mariage peut être ré-utilisée dans ce système. Nous y ajoutons les jugements sur la connaissance des conjoints avant l'union. S'y joignent les opinions sur l'âge au mariage, la différence d'âge des fiancés, les qualités souhaitées chez ceux-ci. La même question

se retrouve au niveau du ménage constitué : quelles qualités sont demandées à l'un et l'autre époux? Par référence au problème de l'union mixte on essaie d'approfondir l'opinion sur les qualités au mariage attribuées au Tunisien, à la Tunisienne, à l'Européen et à l'Européenne. Un sous-groupe de questions explore les représentations sur l'"honneur" féminin : flirt et virginité de la femme au mariage, travail de celle-ci dans un milieu masculin, liberté de l'épouse dans ses sorties, ses rapports avec la société du mari; réaction à l'éventuelle infidélité.

Nous avons voulu scruter dans le détail le type de rapports que les jeunes voudraient instituer dans le ménage : jusqu'à quelle limite désireraient-ils supprimer les séparations traditionnelles entre époux pour réaliser le couple au sens moderne du terme? D'où les questions sur leur "affiliation" à des sociétés masculine et féminine distinctes, sur la participation effective ou par information de l'épouse aux distractions et dépenses du mari, à ses gains, à ses activités professionnelles, syndicales ou politiques. Dans la même perspective est envisagé le problème du partage des rôles, sur lequel doivent déjà nous renseigner quelques questions évoquées dans le troisième système : l'initiative des décisions, y compris celles concernant les enfants, la disposition de l'argent, la gestion financière, si elles ne sont plus laissées au chef du grand groupe, doivent-elles revenir à l'homme chef du ménage, au couple ou à l'épouse?

Nous avons insisté au sujet de l'enfant pour voir dans quelle mesure demeure la représentation de son appropriation au père. Qui donc, dans le ménage, est habilité à décider de sa naissance, à qui doit-il revenir en cas de divorce des parents? Une question du second système nous permet par ailleurs de juger de la hiérarchie enfants-épouse : que ferait l'homme en cas de stérilité de celle-ci? Nous avons enfin sollicité le jugement sur l'aide domestique du mari à sa femme.

Les opinions ainsi recueillies sur le partage des rôles entre époux doivent, on le voit, nous livrer le sentiment des sujets sur leurs statuts respectifs. Un complément d'information nous sera fourni par la nature des qualités demandées à l'un et à l'autre dans le mariage, le rapport toléré entre leurs niveaux d'instruction, la façon dont il convient qu'ils se parlent, les égards traditionnels dus au chef de famille.

Le rapport homme-femme est ainsi longuement scruté à travers les statuts d'époux et de parent. Il reste à l'envisager indépendamment de ces statuts : ce sera l'objet des questions du cinquième et dernier système de représentations. On essaie pour cela de savoir dans quelle mesure demeurent, au niveau des enfants, la préférence pour le garçon, l'idée que celui-ci a toute sorte de droits sur la fille. Au niveau adulte, la femme est-elle considérée comme apte à soutenir la compétition avec l'homme? Doit-elle se cantonner dans des domaines qui lui sont réservés? L'opinion sur les nouvelles possibilités et la légitimité de l'instruction de la femme nous fournit aussi des informations là-dessus.

LA CLASSIFICATION DES REPONSES OBTENUES

Nous avons tenté - et nous croyons y avoir réussi pour la grande majorité des questions - de classer les réponses obtenues le long d'une échelle d'attitudes, allant de l'extrême traditionalisme au modernisme le plus décidé. Nous avons retenu cinq échelons : très traditionaliste, traditionaliste, médian, moderniste, très moderniste. Cela suppose que nous avons adopté des critères permettant cet échelonnement. Nous les avons pris dans le milieu même que nous avons scruté : pour les Tunisiens de tous bords, et plus encore pour les jeunes, le "moderne" c'est ce qui est défini comme tel dans l'actuelle

culture de l'Europe industrielle. On qualifie le "traditionnel" à partir de lui. Il ne s'agit donc nullement, de notre part, d'un choix a priori, encore moins d'un "évolutionnisme" de mauvais aloi, mais de la reconnaissance d'un fait social.

A partir de ce point de repère nous avons donc, pour chaque groupe de réponses empiriquement obtenu à chaque question, défini soit des contenus, soit des attitudes envers les contenus, permettant d'effectuer ce classement. En synthétisant les résultats des classements successifs, nous aboutissons à des profils d'attitudes qui nous paraissent typiques et dont nous allons essayer de montrer la cohérence.

L'extrême traditionalisme

Les jeunes très traditionalistes adoptent évidemment le contenu de la culture traditionnelle, comme il est longuement rapporté dans les précédents chapitres et qu'il n'est donc pas nécessaire de rappeler. Mais cela ne suffit pas à les distinguer car, nous le verrons, les sujets qualifiés par nous de "simplement traditionalistes" l'adoptent eux aussi très souvent. Si nous avons séparé les deux catégories, c'est à cause des attitudes qui, chez les uns et les autres, accompagnent l'adhésion à ce contenu.

Tout d'abord, ces jeunes de traditionalisme extrême se réfèrent au groupe large patriarcal vivement éprouvé comme l'"in-group", avec intense attachement à ses dimensions symboliques : nom, honneur, rang, prestige. Par exemple la principale qualité de la Tunisienne, pour le mariage, c'est d'"avoir un nom familial". Chacun doit prendre en charge tout membre de la parenté dans le besoin "parce que cette personne porte son nom et son honneur", "par respect de la famille et du nom", "pour tenir haut le nom de la famille". Les parents seul

doivent choisir l'époux "pour examiner les conditions sociales du mari, le rang de sa famille". On ne saurait admettre l'enfant illégitime : "Sa présence pulvérise le prestige et l'honneur de la famille "(1).

Ces mêmes sujets sont attachés au détail des normes traditionnelles, à la totalité du détail, perçu comme uniment important. On serait tenté de dire qu'ils le rapportent au système culturel, mais cette expression serait impropre, car elle impliquerait la conscience d'une hiérarchie d'éléments nettement distingués. Ils le fondent plutôt sur le vécu d'un tout synchrétique, aussi puissamment ressenti que non analysé ni ordonné.

Ce synchrétisme se manifeste, entre autres, par la conviction que tout rejaillit sur tout. Contrevenir à la moindre des règles, c'est atteindre la totalité de la famille, au sens intensif et extensif. La faute à propos d'une norme corrompt l'ensemble. C'est particulièrement net quand la femme est en jeu. Si les parents veulent la marier selon leurs goûts, "elle doit céder. Elle ne peut se comporter comme le jeune homme, du fait que l'honneur de toute une famille ou de toute une région en dépend". Certains en tirent une sorte de théorie de la contamination: "On attribue une grande importance à la virginité, car la famille est fondée sur le respect de la virginité par les parents avant le mariage. Si ces derniers n'ont pas respecté la virginité, les enfants héritent aussi de cette mauvaise chose et la société ne les accepte pas". La participation de chacun au tout est vécue selon des catégories qui vont du mystique au biologique.

Ce tout, par ailleurs, est objectivé à deux niveaux. Normes et valeurs sont d'abord perçues, selon une naïve perspective réaliste, comme des choses sociales allant de soi et auto-suffisantes.

(1) Ces citations et toutes celles qui suivent, dans ce chapitre, sont tirées des questionnaires.

Le social est, si l'on peut dire, substantifié. D'autre part, ces essences "réifiées" sont elles-mêmes élevées à la dimension cosmique par leur intime liaison avec la religion. Pour cette catégorie de jeunes, toute contravention aux institutions domestiques traditionnelles est "péché". La virginité de la jeune fille, "pour un musulman, c'est sacré". Ceux qui voudraient se décharger de leurs vieux parents "sont des infidèles". C'est "par devoir religieux" qu'on doit prendre en charge tout membre du groupe de parenté. Que la femme doive être soumise à l'homme, "c'est écrit dans le Coran". On doit obéir "aveuglément" aux pères et mères car "il faut craindre leurs imprécations", etc..

La religion, comme elle est vécue ici, aide à rapporter chaque élément au tout et à ramasser "le tout de l'obligation", selon la formule bergsonienne connue, dans les détails les plus menus : ce qui ôte, encore une fois, toute possibilité de hiérarchiser. Elle apporte, s'il en est besoin, une justification ontologique au système des institutions. Elle exprime en même temps qu'elle renforce le caractère d'absolu auto-suffisant de la culture vécue.

Par cette double objectivation, dont ces jeunes ne distinguent pas les deux niveaux, l'ordre traditionnel, confondu avec la valeur, est appréhendé comme une "nature". "C'est la nature des choses", "c'est l'ordre du monde", sont d'ailleurs des expressions souvent employées (1). Les conséquences en sont nombreuses, puisque presque tout ce que nous allons maintenant rapporter en découle.

En premier lieu, le système culturel tra-

(1) Peut-être pourrait-on relever une analogie entre ce vécu "cosmique" du système culturel et le "sacré de respect" dont parle R. Caillois. Cf. R. Caillois, pp. 73-119. On reconnaîtra par ailleurs au passage des traits de l'"idéal-type" traditionnel wébérien, mais souvent dégradés.

ditionnel et, à l'intérieur, celui des institutions domestiques, sont éventuellement perçus comme transcendants. Nous disons bien "éventuellement", car il arrive au sujet de ne pas s'en distinguer lui-même : "Si on supprime tout ce qui se rapporte à la religion et à la tradition on n'a plus de personnalité". Par ces temps de crise, pourtant, il est difficile de fermer les yeux sur les manifestations individuelles plus ou moins intempestives. Elles sont très sévèrement jugées, puisqu'elles ne sauraient apporter que le trouble dans l'ordre universel. Dans ce cas, l'existence même d'une épaisseur subjective, si l'on peut dire, est suspecte. Car si l'on s'alignait comme il le faut sur les normes du Bien objectif (c'est-à-dire le système traditionnel promu au rang de nature), il n'y aurait pas de quant à soi, pas de "vie privée".

Cela ressort le mieux de la manière dont ces jeunes refusent l'acceptation par les parents des confidences de leurs enfants. Cette pratique, dit-on, "abolit le respect", c'est "un manque de respect", qui vient d'abord de l'éventuel contenu, susceptible de contrevenir au "Bien", selon le mot employé. Celui-ci n'est pas considéré comme une limite idéale à atteindre par l'effort humain, en sorte qu'il serait acceptable d'en être toujours plus ou moins éloigné (ce qui permettrait les confidences) Il est, et ce qui est en dehors de lui ne doit pas être, ou l'on doit faire comme s'il n'était pas, en le cachant : "Si c'est quelque chose de bien je veux bien entendre, sinon je le ferai taire, même s'il insiste pour demander conseil".

Mais le manque de respect provient plus profondément de la conduite même de la confidence. Comme cela ressort de l'emploi en d'autres circonstances de ce terme si fréquemment utilisé, le respect consiste à se faire inexister, pour ainsi dire, devant la règle et ses représentants. Quel que jeune homme ou la jeune fille expriment leurs goûts et désirs devant les parents qui veulent les

marier à leur idée, qu'ils parlent ou fument devant eux, c'est une "atteinte au respect". Il procède, en somme d'une honte d'exister comme distinct des valeurs et normes : il faut avoir la pudeur de cacher cette séparation.

On ne s'étonnera donc pas de la profonde méfiance de cette mentalité à l'égard des subjectivités individuelles. Par suite, elles doivent recevoir toutes leurs régulations de l'extérieur; on ne saurait compter sur des disciplines internes. Seules les contraintes objectives maintiennent la moralité. Ainsi la femme ne peut travailler à l'extérieur car "le mari ne peut lui accorder confiance"; et encore moins dans un lieu où travaillent des hommes "car cela l'entraînerait au déshonneur". Le fils marié doit demeurer dans la maison paternelle "pour que sa femme soit ~~ar~~ veillée et ne le déshonore pas". Il faut éviter les organisations de jeunesse "parce que les enfants, quand ils se rassemblent, apprennent le mal plus que le bien". La sévérité et la coercition sont donc recommandées : "Mon père m'a bien élevé grâce à sa sévérité"; "Le père doit être sévère et inspirer la crainte aux enfants". Si la jeune fille n'aime pas l'époux qui lui est destiné, "il faut l'obliger à se marier avec ce jeune homme". De même pour le garçon : "Ses parents doivent le marier par force".

Parallèlement, cette mise entre parenthèses du subjectif, donc de l'intention, des dispositions internes de l'individu, amène dans ce cas à ne prendre en considération que le seul comportement objectif. La matière du jugement, c'est le fait "matériel" : par exemple le mariage non rompu, la fidélité obtenue par des moyens externes, quels que soient les sentiments les accompagnant. Le fait inclut les valeurs, indépendantes des individus, mais non pas de toute conscience : les témoins et garants de la valeur et de la matérialité du fait qui la véhicule, ce sont les groupes familial et social, supports du système.

La source du jugement valable ne saurait être individuelle : l'"unité de jugement", si l'on peut dire, est collective.

D'où l'extrême dépendance manifestée à l'égard des qualifications sociales. On doit accepter l'endogamie "parce que c'est mieux considéré socialement". La femme doit obéir au mari, sinon "l'homme ne serait plus respecté dans la société". Il faut recevoir les parents sans conditions ni limites "pour éviter que l'homme soit moqué, méprisé". On ne peut garder l'épouse stérile "pour ne pas être critiqué par les autres". La fille doit se marier, car "la vieille fille incarne l'esprit du mal pour la société". L'homme gardera sa totale indépendance de sorties et distractions dans le mariage "pour que les voisins ne disent pas du mal de nous". Il demeurera dans la maison de ses pères car "il sera plus loué, aura bonne réputation". Il prendra en charge n'importe quel membre de la parenté "par respect de la famille et du nom et par crainte du qu'en dira-t-on".

Autre conséquence de cette tendance à l'"objectivation" systématique du champ culturel : la hiérarchie des statuts est volontiers transformée en une hiérarchie de "natures". Le système socio-culturel étant perçu comme un monde d'essences objectives comme une réalité ontologique, toutes ses déterminations tendent à prendre le même caractère. Ainsi l'homme, l'adulte, et spécialement l'ancien, sont d'une nature supérieure, la femme et l'enfant d'une nature inférieure: ce qui apporte un surcroît de justification à l'attitude autoritaire et répressive des uns envers les autres.

C'est sur la personnalité de la femme que les commentaires vont apparaître les plus circonstanciés: "Sa personnalité est moins forte"; "Il lui manque le courage, l'initiative"; "Manque d'aptitudes, de jugement"; "Elle juge selon les apparences, elle est l'esclave de ses sentiments"; "Sentimentalement plus faible". "Volonté moins puissante"; "Faible de moralité"; "Son corps

l'obsède et passe avant toute chose". Et tout cela "de par sa nature", c'est "confirmé par Dieu". En conséquence "elle ne peut vivre qu'aux crochets de l'homme", qui doit la protéger contre elle-même. Elle doit accepter le mari choisi par le père, car "l'homme seul peut juger l'homme".

Celui-ci est supérieur : "C'est un don que possède l'homme, et naturel". Cette nature masculine est d'ailleurs si puissante qu'on ne doit pas en vouloir au mâle de ne pouvoir la maîtriser, car "il est viril", il a "le sang chaud", il est "colérique", "furieux", etc.. Bref le "machismo" (1) est porté ici au plus haut degré et ontologiquement légitimé. Dans certaines couches populaires, d'ailleurs, l'homme qui rompt les disciplines sociales pour se livrer à cette "furie" se donne quelque peu en spectacle, et il a droit à une complaisance non dépourvue de respectueuse admiration.

De cette vision "essentialiste" procède une attitude très caractéristique : un membre quelconque du groupe de parenté n'a pas à "mériter" qu'on l'aide; son statut doit lui valoir cette aide automatiquement, sans examen de ses qualités et conduites individuelles. L'homme n'a pas à mériter son statut par l'exercice correct de son rôle, ni à "gagner" ses prérogatives par sa façon de se comporter: ils doivent lui être reconnus sans contrepartie. On vit, en somme, dans un univers d'essences où un certain nombre de choses sont, et doivent demeurer ce qu'elles sont, indépendamment de toute opération qui puisse les faire être ou les annuler. Ainsi les statuts sont des attributs naturels réifiés dont il est entendu qu'ils doivent perdurer comme des états indépendamment de tout effort, de tout dynamisme qui devraient les produire, les gagner, les justifier aux yeux d'autrui.

(1) Expression employée par des ethnologues américains, dérivée de "macho" : l'homme, en espagnol.

sur le plan des faits comme des principes.

De cette façon toute compétition entre l'homme et la femme n'a plus lieu d'être, qui puisse légitimer la supériorité du premier, l'infériorité de la seconde, "parce que je trouve que c'est naturel que l'homme soit supérieur en toute chose". L'idéal est celui d'une possession immobile, assurée, des attributs sociaux, très sécurisante évidemment pour ceux qui jouissent des prérogatives. La représentation est évidente d'un ordre incontestable au sens le plus plein, parce que soustrait par principe aux aléas existentiels. Par là-même il ne peut qu'être insensible au mouvement, aux revendications ou nécessités de changement : car, profondément, il exclut la dimension temporelle, il s'installe dans l'immutabilité.

Mieux même : non seulement le statut est perçu, à partir de cette perspective, comme une essence indépendante des contre-coups de l'existence, mais il commande les attitudes existentielles sans condition. Est-on satisfait des attitudes du père pendant l'enfance du sujet ? Oui "parce que c'est le père"; "parce qu'on doit toujours être satisfait des attitudes du père"; "Puisqu'il est mon père, je suis content de cette attitude quelle qu'elle soit"; "Parce que c'est mon père et je dois accepter tout de lui"; "Je ne réponds pas à cette question, parce que c'est mon père". Même type de réponses pour la mère "parce que, quoi qu'elle fasse, c'est ma mère". Ainsi on n'apprécie pas les parents parce que leurs conduites sont bonnes; on estime, on doit estimer leurs conduites parce qu'ils sont les parents.

Cet état d'esprit se retrouve d'ailleurs au niveau de toutes les questions, chaque fois qu'il est demandé aux sujets de donner leurs raisons, de justifier leurs positions. Dans ce groupe d'opinions d'extrême traditionalisme, il n'y a pas d'arguments en faveur de l'adhésion aux normes traditionnelles : on se contente de les ré-affirmer; les explications se ramènent

à une série d'inlassables tautologies. Les vieux doivent être écoutés "parce qu'ils ont raison". L'homme peut évoluer et se distraire sans son épouse "parce que l'homme est plus libre que la femme"; "L'homme a le droit de jouir d'une liberté absolue"; "L'homme est un homme et il n'est pas attaché à la femme"; "L'homme avec ses sorties garde ses qualités d'homme". La maison du jeune ménage doit-elle être à l'entière disposition des familles? "Oui, cela ne demande pas d'explication"; "Ce sont des proches, non des étrangers". L'importance de la virginité féminine au mariage? "Quelle question! Importance absolue". En ce qui concerne le mariage, "Il faut maintenir tous les rites traditionnels, car ils sont très beaux". Admet-on qu'une femme demande le divorce? "Non, c'est une des attributions de l'homme"; "Cela ne se fait pas chez nous"; "Comment peut-elle se permettre de renoncer à la vie conjugale sans que le mari le désire?" Le jeune époux doit-il quitter la maison paternelle? "Non, car les familles tunisiennes se groupent"; "L'homme est heureux quand il est avec ses parents". Ou tout simplement: "Non, car c'est la tradition"; "On doit respecter les traditions"; "C'est comme ça chez nous", etc...

Où en est la raison? Pour certains de ces jeunes, à peine instruits ou illettrés, il n'est pas possible d'analyser ou de procéder à une introspection. Mais l'extrême traditionalisme ne leur est pas réservé. En fait, la pauvreté ou l'absence des explications vient de plus profond: pour eux, il n'y a pas de justifications pour le système à partir d'instances qui lui seraient extérieures, mais les justifications de toutes choses dépendent de lui. Il est le point de départ. Et comme, par ailleurs, la dite attitude enferme à l'intérieur de ce tout, perçu comme un en-soi aux dimensions cosmiques, on comprend qu'il soit vécu comme un absolu inspirant plus ou moins le sentiment du sacré.

On le saisit bien dans certaines circonstances. Ainsi ce

groupe met-il naturellement la famille très au-dessus des mouvements de jeunesse, mais d'une façon qui lui est propre : d'emblée et en refusant la comparaison, car les deux choses "ne sont pas comparables". Elles ne peuvent être jugées à partir de critères qui leur seraient communs : organisation, techniques éducatives, informations apportées à l'enfant, qualités reçues. Ce ne sont pas deux institutions susceptibles de donner des résultats différents tout en relevant de catégories communes : la famille "c'est autre chose", elle ne relève pas du jugement technique. De même, nombre de jeunes ont-ils été choqués d'être invités à formuler les ressemblances et différences souhaitées entre leur futur conjoint et le parent du même sexe. C'est une chose qui "ne se fait pas". Il ne se fait pas, en effet, de mêler le sacré au profane, même en représentation.

Mais ce sont aussi les réactions à certaines éventualités qui sont significatives. L'atteinte aux normes ne provoque pas chez le jeune d'extrême traditionalisme les conduites intellectuelles de l'argumentation : quand il ne répond pas par des tautologies, c'est le déferlement émotionnel, les réactions passionnelles de l'indignation. Il s'agit là d'un caractère habituel de l'attitude extrémiste, quelle qu'elle soit. Mais aussi, dans le présent contexte, et comme l'indique le terme fréquent de "péché", du sentiment d'un sacrilège.

Pour certaines valeurs importantes la violence des termes est intense. La famille peut-elle admettre l'enfant naturel? "Incroyable, inconcevable !" Que mérite la femme infidèle? "La mort", "la guillotine", "la lapidation", "la potence", "le couteau", "être massacrée", "enfournée vivante"; "L'honneur ne se lave que dans le sang"; "Jugée et condamnée; avant on la tuait : bien fait pour elle!" (Jeune fille); "Si grand que soit le châtiment, il sera inférieur au crime horrible!"; "Toute punition lui est insuffisante" Le flirt ? "Jamais, c'est de la lâcheté", "C'est inhumain!".

Que penser des enfants qui confient leurs parents à des asiles de vieillards? "Ce sont des bêtes", "des inhumains", "des animaux"; "On devrait les conduire eux-mêmes dans des asiles de démentes"; "C'est un acte de fou", "odieux"; "C'est de la bassesse"; "Enfants dénaturés", "indignes de porter le nom d'enfants", "des bons à rien", "cruels", "affreux", "des s..."; "C'est un désastre!"; "On doit les punir". D'une façon générale, l'écart à la norme n'est pas perçu seulement comme une déviance, mais comme un acte délictueux, insupportable, très dangereux.

Bien entendu, dans cet état d'esprit, les dispositions de la culture sont jugées fondamentalement bonnes, mais non point du tout pour leur "fonctionnalité" au sens technique du terme, c'est-à-dire leur adéquation rationnelle aux problèmes posés par l'environnement. Il n'est rien de plus étranger à cette mentalité que le "fonctionnalisme", comme il est entendu par le sociologue jugeant les institutions de l'extérieur. La valeur du tout culturel vécu est d'un bien autre ordre que celui de l'"adaptation". Ce point de vue, consubstantiel au rationalisme technique occidental, incluerait d'ailleurs une perspective relativiste qui ferait accepter l'analyse, la discussion, l'éventuel changement : toutes choses étrangères au rapport unissant le sujet d'extrême traditionalisme à sa culture.

A dire vrai, l'attitude du rationalisme fonctionnaliste implique que l'individu se saisisse nettement comme sujet relativement à une culture posée comme objet, au moins comme objet de conscience. Cela ne correspond pas à l'expérience de ce type d'attitude. Sur le plan émotionnel qu'elle induit, la culture est vécue comme un champ originel, valeur première de plénitude globale et non valeur "technique" secondaire, mesurable, fiable à ceci ou cela. Ce qui ne dispose pas à en sortir par la conscience et l'acte du jugement.

En conséquence, si le rapport "technique" d'adaptation de

la culture à l'ancien contexte n'est pas perçu en tant que tel, son inadéquation éventuelle à des situations nouvelles ne l'est pas d'avantage: raison de plus pour demeurer installé dans le point de vue de l'immuabilité. Le changement viendra seulement, s'il vient, d'un malaise intense dû aux contradictions objectives devenues trop importantes. De là peut surgir une crise d'ensemble de la personnalité, amenant la naissance d'un nouveau type de rapports du sujet à sa culture et à l'environnement signifié par elle.

Nous nous sommes étendu sur ce profil d'attitudes quoique, nous le verrons, il ne soit pas le plus représenté. Mais il nous permettra de mieux mesurer la spécificité de celles que nous appellerons "simplement traditionalistes". D'autre part, les jeunes de traditionalisme extrême apparaissent communément, dans leurs générations, comme les dépositaires de la culture originelle. Et il est fort important de savoir, si l'on peut dire, ce qu'ils en ont fait. Or, en comparant leurs réactions au tableau de cette culture comme nous avons tenté de le brosser au premier chapitre, on demeure hésitant.

Ils semblent bien être, certes, le plus près des significations authentiques de la culture traditionnelle, de sa logique. Ils sont mieux installés dans le champ qu'elle institue, dans la perception qu'elle induit de l'environnement. Mais les réponses, dont nous avons essayé de donner une vue d'ensemble, paraissent bien souvent indiquer une réification, une simplification, un aplatissage de ces significations. Nous l'avons vu au début de cette étude : en faisant émerger le système sous-jacent à cette culture, l'observateur découvre une sagesse qui a sa valeur. Dans le secteur familial, nous avons cru montrer comment les dures hiérarchies et inégalités, surprenantes pour l'homme occidental actuel, sont absorbées idéalement par une participation quasi-mystique à la chose familiale, une identification de style ascétique

sinon même "héroïque" à ses objectifs, une circulation des prestations imposant des obligations proportionnelles au pouvoir détenu et venant compenser au niveau des rôles l'inégalité des statuts.

Au niveau de ce groupe d'opinions, cependant, des tendances paraissent intervenir pour dénaturer ce modèle. A un système qui fournit son optimum seulement en demeurant une organisation de conduites vigilantes et tendues, a tendance à se substituer la courte représentation d'une nature des choses dont nous avons suivi les multiples aspects et implications. La dynamique engageant activement les membres du groupe devient une substance sur laquelle on se repose, transformant les moments riches de sens d'un équilibre difficile en une aveugle hiérarchie de conditions fermées sur elles-mêmes, parce que largement délestées de leurs significations originelles. Selon la qualité inférieure ou supérieure de leur statut, les sujets tendent à s'y recroqueviller dans la résignation, à tout le moins l'acceptation qui ne se met pas en question, ou la sécurisation de la tranquille propriété.

Dans ce nouveau vécu de la culture, les complexes significations originelles approchées dans notre premier chapitre tendent à laisser place à d'autres, beaucoup plus communes, plates et brutalement affirmées. La conversion est d'ailleurs inégale selon les secteurs. Le rapport aux parents, aux anciens, l'affiliation au groupe de parenté, la référence au symbolisme familial, paraissent encore chargées, dans une mesure difficilement évaluable, de significations premières. Par contre, l'image que l'homme se fait de lui-même, de l'assomption de ses statuts, de la conduite de ses rôles, de l'exercice de son autorité, subissent dans ce groupe d'opinions cette transformation qualifiée par la morale commune d'égoïsme sinon de cynisme. Nous en avons vu la manifestation dans la façon de parler de la femme et d'envisager les rapports avec elle. On en sera encore plus convaincu

par quelques observations supplémentaires.

Nous avons vu comment ces jeunes revendent à leur profit l'inégalité homme-femme en en faisant une propriété inamovible fondée sur la nature, confirmée à l'échelle du Cosmos, inaccessible aux événements empiriques. Mais ces derniers, étant donné les nouveaux droits et possibilités accordés aux femmes, menacent maintenant fortement cette conviction sécurisante. Aussi, nombre de ces garçons vont-ils jusqu'à vouloir leur interdire de profiter de ces possibilités, pour que les faits ne mettent pas en cause ce qu'on a érigé comme une évidence incontestable.

Ainsi la femme ne doit pas travailler à l'extérieur "pour ne pas découvrir les points faibles de son mari". Elle ne doit pas gagner un salaire car "ses apports d'argent feront perdre l'équilibre en changeant complètement sa situation de femme". On doit l'"empêcher" de rivaliser avec l'homme, d'essayer d'atteindre les mêmes situations. On ne "doit pas l'instruire", car "elle se sentirait égale à son mari et elle causerait des querelles". D'ailleurs "il n'y a rien à la maison qui fasse appel à son instruction". On doit "la marier à seize ans, car après cet âge elle peut parvenir à un niveau d'instruction qui la rendrait exigeante". Il n'y a donc "pas d'intérêt" à cela pour l'époux et "une fois que la femme est bien, c'est à dire de bon naturel, d'une bonne famille et qu'elle rend son mari heureux, c'est la femme idéale".

On en vient ainsi à l'affirmation tranquille d'un égoïsme masculin ne se référant même plus à des justifications ontologiques. La virginité de la fille est nécessaire "pour que le mari l'ait entièrement à soi"; "Elle ne doit pas être une marchandise qui a déjà servi". La Tunisienne est plus indiquée comme épouse parce qu'elle "ne demande pas trop au mari, et lui accorde sa liberté". Elle ne doit pas demander le divorce "car l'homme ne

retrouverait plus le bonheur", et parce que "c'est l'homme qui a le droit à lui seul de tout faire". Elle doit demeurer au foyer "pour que le mari ait un sentiment de protection". Elle peut savoir ce que gagne son époux "si ça ne dérange pas le mari", sans quoi "elle serait amenée à demander des comptes". Il faut "donner tous les droits aux garçons, les soeurs doivent obéir". L'époux "doit avoir la liberté de faire n'importe quelle chose qui lui plaît et d'aller où il veut". Le but du mariage est que "ma femme s'occupe de moi, surtout en cas de maladie". Pour un autre, c'est qu'elle sache "me donner le bonheur pour moi et mes enfants".

De même l'homme mérite des égards spéciaux au foyer (place d'honneur, meilleurs mets, etc..) parce que "chez les Tunisiens l'homme passe avant tout"; "Sans lui le foyer n'a aucun sens"; "Le foyer est fait pour mettre l'homme en valeur. S'il n'a pas ces honneurs apparents, il devient comme n'importe lequel de ses enfants"; "Car la vie conjugale doit satisfaire l'homme". Un autre ajoute : "Tous ces privilèges ne peuvent me gêner et l'homme peut les avoir : une femme qui veut être heureuse doit savoir tout accorder à son mari".

Dans un autre domaine, celui-ci est satisfait de l'éducation reçue par ses soeurs car "les filles, chez nous, ne font que ce qu'on veut", ou encore "parce que la femme est restée femme, se réduisant à la volonté de l'homme". Cet autre désire avoir "sept garçons et zéro fille pour qu'ils travaillent et me rapportent de l'argent". Ou encore : "Les garçons se fatiguent plus que les filles et ont besoin de forces pour vaincre tous les obstacles. Aussi ils devront être les mieux nourris, les mieux vêtus, les plus encouragés de la part des parents". Enfin, et pour nous arrêter là, relativement à la fille on doit donner au garçon la "supériorité de terminer ses études, de faire tout dans la vie, le bien et le mal".

Il est aisé de mesurer à ces citations la dégradation des

modèles primitifs. Nous l'avions déjà remarqué à propos des parents jugés abusifs par leurs enfants : le maintien de l'adhésion étroite au contenu traditionnel ne va pas, dans les circonstances nouvelles, sans entraîner chez nombre d'entre eux ce que nous avons appelé une corruption dans la manière de le signifier et de l'assumer. Les jeunes, on le voit, n'en sont pas plus exempts que leurs aînés.

Le simple traditionalisme

Les jeunes que nous ayons appelés "simplement traditionalistes" ou "traditionalistes" acceptent très généralement d'appliquer les anciennes normes. De ce fait, dans la très grande majorité des cas, et c'est là un phénomène important, leur conduite ne diffère pas de celle des très traditionalistes dont nous venons de parler. Et cependant, entre eux, les différences sont grandes(1).

D'abord les traditionalistes discutent et raisonnent à propos des vieilles normes. Ils les considèrent donc comme relevant de l'argumentation rationnelle, comme relatives et éventuellement modifiables. On voit quelle profonde modification de perspective implique une telle attitude. Aussi bien ne s'indignent-ils pas de l'opposition qu'elles peuvent susciter, ne présentent-ils pas de réactions émotionnelles. Par exemple, parlant de ceux qui désireraient envoyer les vieillards dans des institutions, ils se contentent de réflexions de ce genre : "Ils n'aiment pas leurs parents", "C'est un manque d'affection", "Ce n'est pas bien", "Ils veulent se dérober à leurs devoirs", "Eux ne nous ont pas confiés à l'Etat", etc.. Ils ne demandent pas non plus de châtiment pour les déviants: pour l'adultère ils réclament simplement la séparation. Nous avons donc affaire à une attitude désacralisée, "laïque" et, en elle-même, incontestable-

(1) En fait, on le verra, aux différences entre attitudes ne répondent pas de strictes séparations entre groupes de jeunes.

ment moderne.

D'autre part, ces simples traditionalistes justifient leur obéissance aux normes originelles d'une façon particulière, les distinguant des "extrémistes".

Tantôt ils adoptent le point de vue technique, fonctionnel. Ainsi, pour eux aussi il faut écouter les anciens. Mais leur raison est qu'"ils disent souvent des vérités", qu'"un conseil est toujours bon à écouter". Ils peuvent donc faire des erreurs; mais leur âge leur vaut une expérience souvent profitable. Tout en alignant leur pratique sur la culture traditionnelle, ces jeunes sont donc loin du principe inconditionnel, du respect sacré lié au système patriarcal. De même si, selon eux, la famille est supérieure aux mouvements de jeunesse, c'est pour des raisons techniques impliquant la comparabilité des deux institutions à partir de critères communs. Elle n'est pas considérée comme un être à part auquel on participe selon des modalités spéciales et dont l'enfant serait la chose inaliénable. A la limite de cette perspective elle est une institution sociale comme les autres, à juger selon ses fonctions et les services rendus : de ce point de vue, on estime irremplaçables l'affection qu'elle peut dispenser, la moralité que l'enfant peut y trouver.

Très souvent aussi, ces jeunes justifient la conduite traditionnelle par des raisonnements pronant l'individu pour référence, donc opérant un total retournement relativement à l'"idéologie" originelle. Ainsi le calcul d'intérêts leur est-il familial. Le jeune ménage ne doit pas quitter la maison des parents parce qu'il y a moins de frais, qu'il bénéficie d'une aide financière, de commodités. On prendra en charge les membres de la famille "pour avoir la réciprocité". On épousera une jeune fille vierge parce que "c'est une garantie de fidélité", ou parce que cela prouve qu' "elle sait y faire", qu'"elle a de la tête". Mais le souci de l'individu n'est pas absent non plus quand ils parlent

des autres. Ainsi, toujours à propos de cette virginité de la jeune fille, "C'est son intérêt, dira-t-on : elle doit se méfier de l'homme une fois que son désir est satisfait". Ou bien, interrogé sur le droit au divorce de la femme, on répondra "Non, car elle ne pourrait subsister".

On en arrive alors à un type d'argumentation très fréquemment avancé. Il consiste à se déclarer partisan de la norme moderne sur le plan des principes, pour ajouter immédiatement après qu'elle n'est cependant pas applicable à la Tunisie, étant donné les actuelles circonstances sociales.

En voici quelques exemples. Le mariage de la jeune fille? Il est "obligatoire dans son intérêt, pour des raisons sociales particulières à la situation tunisienne". Sa virginité au mariage? "De l'importance uniquement en Tunisie, à cause des conditions sociales actuelles". Le travail extérieur de la femme mariée? "Pour les Tunisiennes, non". Le travail féminin en milieu masculin? "Non en Tunisie". Peut-on accepter l'enfant naturel? "Oui, mais pas chez une Tunisienne", "Cette attitude pourrait changer si je ne vivais pas en Tunisie". L'époux peut-il accepter chez sa femme une instruction supérieure à la sienne? "Epouser une Européenne mieux placée que le jeune homme ou dont le niveau intellectuel ou le rang dépassent ceux du mari est normal. Ce qui ne pourrait s'appliquer en aucun cas à une Tunisienne, à moins qu'on ne veuille mener une vie de misère et de honte" (Tunisois, instruction supérieure, niveau socio-économique élevé). Rien ne peut mieux que cette réponse illustrer cette dichotomie, sinon même cette antithèse, dans l'attitude de nombre de ces jeunes : adoption sur tel ou tel point de la conduite traditionnelle à laquelle on prétend toutefois ne pas adhérer subjectivement, le système de référence ayant gardé sa crédibilité seulement vis-à-vis de la situation locale.

D'autres fois, on est en présence de jus-

tifications de l'ancienne norme rappelant étrangement celles rencontrées en pareilles circonstances dans les milieux traditionalistes européens. Lorsqu'il défend l'institution familiale, la vertu de la jeune fille, la valeur du mariage pour l'homme et la femme, le rôle de l'épouse et de la mère, le thème de la descendance nombreuse, le traditionalisme "extrême" ou, si l'on préfère, de type ancien, se réfère à ce cadre précis bien des fois évoqué : le groupe domestique patriarcal tunisien, articulation prévalente d'un type de société déterminé, avec ses objectifs, valeurs, motivations longuement décrits. Dans les sociétés où la famille cesse d'être patriarcale, comme c'est le cas en Europe occidentale par exemple, nombre de ces institutions et normes demeurent pourtant à l'intérieur du nouveau type. Mais les valeurs avancées pour les justifier changent sensiblement à l'intérieur même de ce groupe d'opinion qui, par la suite, face à l'apparition de nouvelles conceptions, sera tenu pour "traditionaliste".

C'est précisément cette seconde strate de valeurs et motivations, détachées du système patriarcal sociologiquement situé, que l'on découvre dans certains types de réponses susceptibles d'être entièrement repris par le défenseur traditionnel de la famille conjugale européenne.

On continuera, par exemple, à soutenir la primauté sociale de l'institution domestique. Mais on ne dira pas, comme le traditionaliste "patriarcal": "La famille est sacrée, elle passe avant toutes choses", ou : "L'honneur et le nom de la famille doivent être défendus à tout prix". On affirmera maintenant : "C'est dans la famille qu'on apprend ce qu'il faut pour devenir un homme digne de ce nom" ou : "Ce sont les traditions familiales anciennes qui font la force de la société". Le groupe familial n'est plus mis objectivement en tête des sous-groupes sociaux, il ne prime plus sur une société globale dont la forte réalité est maintenant

reconnue. Mais, pense-t-on, ce qui est valable et positif dans celle-ci provient des attitudes qu'il met dans l'individu. Le groupe domestique ne peut plus lutter avec la société sur le plan des fonctions, prestations et puissance. Mais, dit-on, c'est la famille, avec ses vertus "traditionnelles", qui fait "l'âme" du groupe social. On délaisse le plan objectif avec ses caractéristiques et institutions concrètes pour s'installer au plan subjectif des réalités psychologiques. Le domestique retrouve sa prévalence selon une dimension intensive; les thèmes patriarcaux, ou du moins nombre d'entre eux, sont "récupérés" au niveau moral.

On reconnaîtra la même démarche dans la nouvelle justification d'autres institutions de l'ancienne famille. Le rejet du flirt, la défense de la virginité féminine, de la fidélité conjugale (tout au moins de l'épouse) s'appuient, dans le cas ici considéré, sur cet argument directement inspiré de la culture européenne que "chacun est créé pour une autre personne". Le mariage devient "la finalité normale" de la femme, parce qu'il lui permet, chose nouvelle, "de réaliser sa personnalité". Pour le garçon, c'est plus complexe. On n'avance plus la nécessité de perpétuer la lignée, de renforcer la puissance objective de son groupe, de devenir l'agent de sa stratégie, etc., mais celle de demeurer "sérieux", "travailleur", de ne pas se livrer à des "débordements", ou bien d'être "utile à son pays", "à l'humanité".

On reconnaît là, d'une part, les modèles d'une morale traditionnelle répandue un peu partout, de type limitatif sinon ascétique, qui n'entraient aucunement dans les motivations patriarcales de l'union des jeunes "arrangée" par les familles. D'autre part, on y voit disparaître cette référence à l'affiliation au groupe domestique, si caractéristique du traditionalisme de type ancien. Elle fait place à une nouvelle, se rapportant cette fois à la société globale, ou même à l'ensemble des humains. Ces obligations morales abstraites, universalistes, de type civique

ou humanitaire, viendront encore soutenir le devoir de procréation; à moins de voir avancer, comme dans la tradition européenne, que les enfants "sont la condition du bonheur conjugal et familial": argument assez extérieur aux motivations spécifiques originelles.

Terminons sur quelques derniers exemples. Enfermer la femme dans l'univers domestique n'a plus, apparemment, dans ce groupe d'opinions, les significations très spéciales dégagées au début de cette étude. On reprendra l'argumentation connue et répandue d'une profitable division du travail entre groupes de sexe, avec utilisation fonctionnelle des aptitudes "naturelles" de la femme dans l'aire familiale. Ailleurs, on se tiendra pour satisfait de l'attitude du père, non parce qu'"il est le père", avec les implications particulières de cette affirmation dans le traditionalisme de type ancien, mais "parce qu'il a fait son devoir", point de vue technique et moralisant rendant un son nouveau. Cela signifie en particulier : le statut des parents est justifiable par leur rôle, d'où il résulte qu'on se permettrait de juger leur conduite au nom de la tenue de celui-ci.

Cet "affadissement" du sentiment du sacré en sentiment moral on le remarquera enfin dans la justification inattendue de la large solidarité familiale. Une fois de plus, comme les traditionalistes extrêmes, on acceptera d'appliquer la norme ancienne dans toute sa rigueur: prise en charge entière de la parentèle en difficulté. Mais ce sera "par humanité", "par bonne action", "pour aider les pauvres" et "même s'il n'y a aucun lien de parenté". Comme on le dirait dans le langage bergsonien, on est passé de la morale close du groupe familial à la morale ouverte, le secours à la parenté étant présenté, en principe du moins, comme cas particulier d'aide à l'homme (1).

On en arrive au point extrême de ce type d'attitude. On ne se donne plus aucune justification de l'ancienne norme, même

(1) H. Bergson, 1932.

"atypique", comme celles ci-dessus considérées. Mais on n'ose pour autant franchir le pas, refuser son application. Dans le meilleur des cas, on discutera avec les défenseurs de l'ordre traditionnel. Si, par exemple, les parents veulent imposer au jeune un conjoint, ou s'ils refusent le partenaire choisi par lui, on "fera tout pour les convaincre". Mais s'ils ne se laissent pas persuader, on obéira. Autrement dit, on veut bien braver l'importante règle de l'acceptation silencieuse de la décision des anciens; mais celle bien plus fondamentale régissant l'acte social final demeure préservée. Parfois on se résignera sans discussion, ou l'on conseillera au jeune de "se tuer". D'autres fois encore on portera le masque, comme lorsque les parents voudront intervenir dans les affaires du couple : on les laissera faire "pour ne pas les choquer", "ne pas les blesser", "on fera semblant de les écouter". Dans le même sens, le couple évitera la familiarité devant la parenté "pour faire semblant que les traditions existent un peu comme avant". Cette duplicité achève la dissociation entre le système subjectif et la conduite traditionnelle, qui se maintiendra comme une coquille vide.

Nous aurons à revenir, quand nous étudierons les distributions d'effectifs, sur l'attitude ci-dessus dégagée, démarquant une catégorie très spéciale de "nouveau traditionalisme". Son émergence, et nous irons jusqu'à dire sa fonction, nous paraît importante dans une société en état de conflit culturel. Nous avons coutume de classer ces sujets dans la catégorie très fournie - et typique pour le psycho-sociologue - de ceux qui, dans un autre domaine, continuent à pratiquer la circoncision rituelle, mais en avançant que c'est désormais "par hygiène". Il n'est pas de cas, en effet, où apparaisse plus nettement la totale inversion des justifications et significations pour le maintien d'une norme traditionnelle.

Ainsi donc l'alignement de la conduite sur

l'ancienne règle, accompagnée d'une "idéologie" nouvelle, a été notre critère fondamental pour démarquer ce type de traditionalisme de l'"ancien". Mais nous ne nous y sommes pas tenu entièrement. Un petit groupe de réponses qui n'entrent pas dans ce schéma nous a paru devoir être également rangé dans cette catégorie. Il s'agit de cas où la norme originelle est tempérée dans son application par des modérations diverses.

On peut réclamer, d'abord, un certain abaissement des seuils quantitatifs habituels. Par exemple, nous avons considéré comme très traditionalistes les jeunes qui préconisent le mariage de la jeune fille à moins de vingt ans, estiment possible une différence d'âge entre époux excédant dix ans, désirent plus de six enfants. En revanche, nous avons rangé dans les simples traditionalistes ceux fixant ces seuils respectivement à vingt ans, huit à dix ans, quatre et cinq enfants. Dans le même esprit, nous avons retenu dans cette même catégorie les réponses dénotant une persistance des représentations de base originelles, mais avec un assouplissement contrôlé dans l'application. Ainsi en a-t-il été de ceux qui, repoussant le principe de libre sortie de la femme, ont admis cependant sa possibilité dans certaines conditions. Dans tous ces cas, peu nombreux comme nous l'avons dit, nous nous acheminons incontestablement vers les réponses de type "médian" et la séparation est difficilement rigoureuse. Nous avons opté pour la catégorie "traditionaliste" dans la mesure où ces modérations pratiques de la règle nous ont paru relativement légères.

Nous avons maintenu cette même option pour un type de réponses faites à quelques questions sur le partage des rôles dans le ménage. Il s'agissait de savoir à qui devait revenir l'initiative des décisions, y compris celles concernant les enfants, la disposition de l'argent, la gestion financière. Un grand nombre ne veulent plus les laisser au chef du grand groupe (solution d'extrême traditionalisme), ni non plus au couple ou à l'épouse

(solutions modernistes), mais désirent les confier au mari, chef du jeune ménage. Ici la norme traditionnelle est abandonnée. Cependant elle est remplacée, non point par une moderne, mais par une autre norme traditionnelle hiérarchiquement en dessous de la première.

Un autre cas s'est présenté, que nous considérons aussi comme typique. En ce qui concerne certaines situations prévues et règlementées par la culture originelle, comme l'attitude des enfants envers le père, les égards spéciaux dus au chef de famille, les prérogatives du fils aîné, la conduite de l'épouse envers son mari, les droits des garçons sur les filles, il était facile de repérer les réponses d'extrême traditionalisme : elles consistent à accepter le détail des comportements présentés comme obligatoires par l'ancienne culture. Car ce type de traditionalisme, on le sait, ne sépare pas la forme du contenu, ni ne distingue entre les éléments de celui-ci. Il s'enfonce même jusqu'au bout des déterminations objectives, dont chacune lui paraît supporter le tout de l'obligation. La solution moderniste, au contraire, consiste à rejeter et les déterminations et le modèle qui les anime.

Mais nous avons pu constater, dans un certain type de réactions, un adoucissement particulier de l'ancienne conduite traditionnelle : de l'alignement strict sur le contenu détaillé des normes, on passe au simple respect de la forme globale dégagée de ce contenu. Par exemple, au sujet des égards spéciaux dus au chef de famille, on dira : "C'est bon, mais il ne faut pas exagérer; il doit être respecté", ou même "respecté de façon discrète". Pour le fils aîné, on dira : "Aucun droit, mais que ses cadets le respectent", "On doit le respecter, l'estimer". Pour la conduite envers le père, on éliminera les items précis tels "ne pas parler, ne pas fumer devant le père", pour retenir : "Le père doit exiger qu'on se conduise respectueusement avec lui".

Quant à l'épouse on ne retiendra pas : "Elle doit être obéissante envers son mari", mais : "Elle doit faire confiance au mari pour assurer la direction et prendre toutes les décisions nécessaires à la bonne marche de la famille".

Dans tous ces exemples on repère une sorte de volonté de "fluidification" de l'état de choses habituel. Les déterminations concrètes institutionnalisées sont masquées. Elles laissent place à la reconnaissance d'un leadership global, permettant beaucoup plus de souplesse et d'invention dans les comportements concrets de l'agent comme du patient. Pour réaliser cette "forme générale" on recommande une attitude simple et peu déterminée, qui fixera elle-même ses médiations selon les situations. On retrouve cette tendance déjà signalée à "subjectiver" ce qui était déterminations cristallisées ou, pour parler communément, à abandonner la lettre pour retrouver l'esprit. Cette réaction, facilement repérable en d'autres secteurs que familiaux, nous paraît être l'une des conduites les plus caractéristiques surgissant spontanément en crise de changement social. On voit sans peine à quel point elle s'avère fonctionnelle puisque, brisant la rigidité des anciens comportements étroits, elle ré-introduit en force, dans l'adaptation, la dimension d'inventivité, tout en sauvegardant ce que l'on considère comme l'essence du passé.

Nous pouvons en terminer avec ces formes de ré-assomption originale du traditionalisme chez ces jeunes : après le strict maintien des normes d'application à partir de nouvelles justifications d'esprit moderne, après la série des diverses modérations de ces normes, signalons enfin une troisième conduite, rare mais caractéristique. Elle est pratiquement à l'opposé de la première : car elle consiste à préconiser le contraire de ce qui est fait d'habitude, mais précisément pour mieux sauvegarder, dit-on, la valeur originelle. Ainsi est-ce pour préserver et consolider le lien familial que certains quitteront la

maison paternelle à leur mariage, ou régleront le droit de visite des familles au nouveau ménage. Cette précieuse valeur de la vieille culture est mise en péril, prétendent-ils, par les pratiques auxquelles s'attachent les "anciens" traditionalistes. On remarquera une fois encore comme cet état d'esprit est nouveau, quoique vigilant à la sauvegarde du passé et, finalement, d'essence moderne. Le lien de parenté, en effet, est ici conçu comme un ensemble de sentiments d'attachement, chose précaire qu'il faut défendre et dépendant des circonstances et individus. En passant de l'ancien traditionalisme au nouveau, on va d'une sorte de nature sociale, où un système d'institutions objectivées s'impose aux consciences avec le caractère auto-suffisant des choses, à un autre plan où elles sont perçues comme liées à la subjectivité des membres du groupe et sensibles à leurs opérations.

La position médiane

Le terme "médian", employé pour une échelle d'attitude, est le plus susceptible d'équivoque. Quand celle-ci demeure suffisamment homogène à travers ses variations, c'est l'aspect d'intensité qui prime. Ainsi, sur une échelle de distance sociale, "médian" qualifie le sujet dépourvu d'aversion et de sympathie caractérisées envers la communauté visée : il est quantitativement à égale distance des extrêmes et le terme rejoint le sens commun de "mesuré". Par contre, pour une échelle de traditionalisme-modernisme, nous sommes dans le cas où la variation de l'attitude est qualitative avant tout et se manifeste à travers des discontinuités. "Médian" signifie alors un type spécial de réaction qui n'est ni traditionaliste ni moderniste. Et si on le place "entre" l'un et l'autre, c'est plutôt par raison de symétrie avec les échelles quantitatives homogènes.

Nous nous sommes donc attaché d'abord à cet aspect qualitatif

Nous avons essayé de repérer les manières, qui se sont révélées diverses, de n'être ni traditionnel ni moderne. Il en découlera évidemment des conséquences quant au caractère éventuellement "mesuré" des conduites qui les manifestent, mais cet aspect des choses ne nous a pas retenu au départ.

L'attitude la plus fréquente a été celle d'hésitation, d'incertitude, d'impossibilité de choisir entre les modèles anciens et nouveaux. "Je ne sais pas", "C'est difficile à dire", "Peut-être", "Quelques fois", "Plus ou moins", "Oui et non", voilà les expressions qui la traduisent ordinairement. Ou bien on laissera à l'intéressé le soin de se décider, "selon son choix". On peut laisser entendre que les deux types de normes sont équivalents. Par exemple, le jeune homme choisira son épouse "seul ou avec ses parents". Le long de cette direction nous rencontrerons l'indifférence, la neutralité, au moins apparentes. Que faire en cas de désaccord des parents avec la bru? "L'homme n'a rien à voir, ni avec sa femme, ni avec ses parents"; "Etre indifférent et ne pas intervenir dans ces histoires"; "Les séparer sans donner raison à personne". Parfois, c'est l'ecclésiastique. Choisirait-on au mariage une Tunisienne ou une Européenne? "Chacune a ses qualités propres".

A part ce groupe important de réactions d'hésitation, plusieurs sortes de conduites apparaissent face au dilemme tradition-modernité. D'abord, la contradiction ou le conflit. Le flirt? "Je le pratique personnellement mais je ne l'admets pas". La jeune fille qui ne peut convaincre ses parents pour épouser celui qu'elle aime? "Elle désobéit et ensuite elle fait tout pour se réconcilier avec ses parents". La famille acceptera-t-elle l'enfant illégitime? "Forcément, mais il vivra malheureux ainsi que sa mère". Doit-on accepter de placer l'enfant hors de la famille pour le travail de la mère? "Oui, mais ce n'est pas souhaitable". Désire-t-on être le confident des enfants? "Etre confident, oui, mais pas sur tout, cela risque d'être gênant".

Ils sont également nombreux à prétendre se décider dans tel ou tel sens, ancien ou nouveau, en fonction des situations concrètes; leur devise étant : "Tout cela dépend". Accepter l'enfant naturel? "C'est possible, cela dépend des circonstances". Le travail féminin en milieu masculin? "Cela dépend de l'honnêteté de la femme", "Si le milieu est sain", "Si elle est capable". Les époux peuvent-ils se permettre des gestes familiers devant la famille? "Suivant les cas", "Pas dans certaines régions de la Tunisie", "Cela dépend de la mentalité des parents". Doit-on écouter les vieux? "Plus ou moins.. Dans des domaines où ils sont expérimentés".

Mais le critère le plus décisif dans ces cas est assurément l'instruction : aux garçons et plus encore aux filles, la conduite moderne sera ou non permise dans les mêmes circonstances selon qu'ils la posséderont ou non. La jeune fille doit-elle accepter le mariage sans amour? "Oui, si elle n'est pas instruite, non si elle l'est". "Si la fille est intellectuelle, elle peut choisir toute seule son mari". Car l'instruction légitimerait certaines aspirations et ferait naître certains besoins modernes : elle rendrait donc impossible le simple maintien du mode de vie traditionnel. Mais surtout elle procurerait au jeune la lucidité, l'intelligence des situations, les régulations pratiques: le tout lui ôterait sa "naïveté", lui permettrait d'affronter sans danger un environnement dont il n'a pas l'habitude. Plus subtilement, on pense que l'instruction permet d'assumer la personnalité nouvelle sans ridicule et sans outrance.

On pouvait aussi s'attendre aux comportements de compromis, surgissant avec prédilection dans ces situations de conflits culturels. Ils se présentent, en effet, sous deux formes principales.

L'une, d'addition des normes anciennes et modernes. Le jeune homme doit-il se marier si sa famille a financièrement besoin de

lui? "Il se marie, mais sans cesser d'aider sa famille"; "Il faut s'arranger pour satisfaire les deux à la fois" et au besoin "épouser une femme qui travaille". Qui choisira la fiancée? "Le jeune homme et ses parents ensemble". Donnera-t-on à ses enfants l'éducation qu'on a soi-même reçue? "On tâchera de compléter le religieux par l'humaniste".

L'autre forme est plutôt de partage, de soustraction. La femme travailleuse devra-t-elle remettre son salaire à ses parents ou à son époux? "Elle partagera entre elle et son mari", "Elle en gardera une partie". L'époux apportera-t-il une aide domestique à son épouse? "Oui pour les enfants, non pour le travail de la maison" ou inversement ; "Oui, pour les choses propres" (jeune fille); "Oui pour les enfants, mais surtout pas la vaisselle et le lavage du linge". Aux nombreuses questions sur l'association de l'épouse aux activités et distractions du mari, on répondra: "Tenir sa femme au courant, mais ne pas la faire participer". Faut-il confier les vieux à une institution? "D'accord, mais cette idée n'est pas encore acceptée dans notre milieu : il faut agir plus soupagement". De tout cela résulte une application incomplète ou inhibée de l'ancienne norme comme de la nouvelle. Au contraire la forme d'addition vise en principe à les compléter, les enrichir l'une par l'autre.

Toujours dans le modèle du compromis, signalons secondairement des combinaisons personnelles curieuses. Ainsi, des enfants de divorcés qui traditionnellement reviennent à la lignée paternelle, dira-t-on qu'on doit les confier "à la mère, puis aux parents de l'un ou de l'autre", "à la femme si elle ne se remarie pas", "au père si la femme a demandé le divorce et à la mère si c'est le contraire; elle doit être instruite".

On en arrive enfin aux simples modérations de l'ancienne règle. Par exemple, on ramènera ou non le corps du parent décédé au loin "selon le lien de parenté". Elles se retrouvent dans le

déplacement des seuils quantitatifs sur l'âge au mariage, l'écart d'âge entre époux, le nombre souhaitable d'enfants, etc., : nous les avons qualifiées de médianes, traditionnelles ou modernistes selon l'importance de la transformation. Nous revenons par là à la conception quantitative du comportement "médian". Reconnaissons d'ailleurs que, dans la totalité des cas ici analysés, la conduite envisagée ne saurait présenter un quelconque caractère d'extrémisme: en ce sens, elle sera généralement "mesurée". Mais, surtout, aucune d'entre elles ne sera décidément traditionnelle ou moderne; et c'est ce critère qualitatif que nous avons privilégié.

Les positions moderniste et très moderniste

Etant donné l'ensemble des analyses faites jusqu'ici, et plus particulièrement celles des types d'attitudes révélés par les réponses à notre questionnaire, il n'est pas nécessaire, croyons-nous, de nous étendre longuement sur le modernisme tel qu'il apparaît chez ces jeunes. Nous entrerons d'avantage dans le détail dans les chapitres suivants. Nous avons appelé "modernes" les ruptures avec les valeurs et normes de la famille tunisienne patriarcale et l'alignement sur celles de la famille conjugale constituée en différents endroits avec le développement de l'industrialisation.

Nous avons donc trouvé des opinions impliquant le renversement de l'ancien rapport entre le sujet et les institutions domestiques. La famille y paraît appréciée comme l'un des moyens de satisfaction des besoins et aspirations de l'individu, une médiation privilégiée du bonheur personnel, lui-même lié à l'amour dans le couple. Doit-on, par exemple, quitter la maison paternelle au mariage? "Oui, à la recherche du bonheur". Se laissera-t-on imposer l'union conjugale? "Non et

non. Pas d'amour, pas de bonheur". Pourquoi d'ailleurs se marier? "Pour former un couple heureux et qui s'aime", "Pour chercher l'intimité", "On a besoin d'un coeur, d'un être aimé à ses côtés", "C'est le plus haut accomplissement de la personnalité". Cette éthique du mariage, largement pénétrée d'hédonisme, est évidemment absente de l'ancienne idéologie domestique et personnelle.

De là le rejet des institutions et normes enjoignant le point de vue opposé: le service des objectifs de la lignée, la subordination de l'individu à l'institution et au groupe familiaux considérés comme transcendants. De là encore le retrait aux divers types de parents des pouvoirs discrétionnaires dont ils usaient à tout moment de la formation du jeune ménage, de l'assomption de ses rôles, de la fixation de ses finalités.

Le second trait fondamental est la tendance à limiter le groupe familial au ménage conjugal, comprenant les parents et leurs enfants directs, assumant dans l'autonomie sa vie, ses activités, ses objectifs: "Aller vivre seul et apprendre à ne compter que sur soi. C'est beaucoup quand on est autonome". D'où le rejet ou le considérable amenuisement des liens privilégiés unissant l'individu aux membres de la parenté étendue, l'amenant à ne plus reconnaître les droits qu'elle avait sur lui, les devoirs qu'il avait envers elle. Pratiquera-t-on cette ancienne et large solidarité familiale? "Non, chacun pour soi"; "Non, c'est le sacrifice de toute aspiration au bonheur individuel". On tendra à une limitation du même ordre à propos des rapports du ménage avec les ascendants directs. Le logement du couple? "Ni hôtel, ni restaurant, ni lieu de loisir. C'est une maison pour un couple, pas plus".

Un autre renversement est de considérer la famille comme un sous-groupe subordonné à la société et d'accepter d'aligner les attitudes de celle-là aux impératifs de celle-ci. D'où l'inversion du sens de l'éducation : elle n'a plus

pour but d'insérer de plus en plus profondément l'enfant dans le groupe domestique, mais de le préparer à en sortir pour l'engager dans le milieu social avec l'équipement nécessaire à cet effet. La famille devient un médiateur de la socialisation: "L'éducation ne doit plus se borner à garder l'enfant comme enfant même quand il grandit, ce qui lui donne un handicap dans la prise de ses responsabilités". Envisagée sous cet aspect, l'institution familiale peut partager ses fonctions éducatives avec d'autres organisations.

Parallèlement se dessine une nouvelle conception des liens entre parents et enfants. D'un côté ceux-ci, pense-t-on, n'étant pas faits pour la famille, ne le sont pas non plus pour leurs parents, qui n'ont donc plus à être payés de retour. L'ensemble de ces renversements de perspective rend possibles et logiques la libéralisation des rapports, l'affaiblissement des contrôles. Corrélativement, étant donné l'émergence de la valeur individu, de la représentation du bonheur individuel, se forme l'idée que les parents, à leur tour, ne sont pas faits pour les enfants. D'où les conduites destinées à assurer la satisfaction du ménage en général, des parents en particulier, la tendance à dissocier la finalité du couple de la procréation : "Ce n'est pas le but essentiel du mariage", "Le bonheur ne repose pas essentiellement sur les enfants". D'où le désir de la maîtriser : "Je désire deux enfants : une fille et un garçon. Pour que, dans la voiture, il y ait moi et mon époux devant, les deux autres derrière : en tout quatre". Dans cette perspective on accepte aussi l'insertion de l'épouse dans la production, même s'il doit en résulter quelques inconvénients pour la progéniture.

La dimension modernisante se repère enfin dans la tendance à l'égalisation de l'homme et de la femme en toutes circonstances et, en particulier, dans le ménage. Cela implique les transformations connues dans leurs types de rapports, leurs statuts et

rôles, la participation de chacun à tout ce que fait l'autre, de façon à réaliser effectivement cette formation nouvelle qu'est le couple. On mesure le changement à des déclarations comme celle-ci: "Oui, oui, l'homme aide toujours tant qu'il peut à la maison, car c'est une façon de savoir se faire aimer par une personne, surtout une femme" (Garçon).

Quant aux attitudes liées à l'état d'esprit moderniste, nous les avons, pensons-nous, suffisamment mises en évidence dans les pages précédentes, par référence à celles du système domestique traditionnel.

Reste à caractériser brièvement ce que nous avons appelé opinions "très modernistes". D'après les réponses obtenues, nous avons retenu deux critères assez différents, correspondant à des variétés distinctes d'"extrémisme". Nous aurions donc du distinguer deux catégories connotant éventuellement deux sous-groupes de jeunes. Nous n'avons pas jugé utile de le faire, étant donné le petit nombre de ces opinions très avancées.

Dans tous les jugements ici retenus apparaît un rejet également énergique des valeurs et normes de l'institution traditionnelle. Dans certaines réponses, cependant, c'est seulement pour les remplacer par une affirmation catégorique de celles de l'institution conjugale. Par exemple, on est pour le mariage, mais contre son caractère obligatoire, car "l'homme est suffisamment ligoté et bafoué dans sa liberté pour accepter l'obligation supplémentaire du mariage". Que faire si les parents refusent le choix du jeune? "Il doit se marier coûte que coûte. Quand on choisit, on s'engage, on trouve sa voie, on respire. Dans le cas contraire c'est l'asphyxie"; "Qu'il les envoie promener s'il est sûr d'elle et de lui!"; ou bien on n'a qu'à "user de ses droits auprès des autorités". Si le mari gagne suffisamment, la femme doit-elle rester chez elle? "Non, ce n'est pas une chienne". Quel

est le meilleur âge au mariage de la jeune fille? "Entre 25 et 30 ans". Quelle est la principale qualité de l'homme au mariage? "Chercher avant tout le bonheur de sa femme". Que mérite l'épouse infidèle? "Si l'on pose la question de cette façon, on doit se demander : que mérite le mari infidèle?". Le chef de famille a-t-il droit à des égards spéciaux? "C'est puéril et d'un autre âge". La familiarité du couple est-elle permise devant les parents? "Oui, pour que l'ensemble de la famille ne doute pas de leur bonheur". La limite de cette catégorie est atteinte avec des affirmations de ce genre: on ne doit pas écouter les vieux car "ils divaguent", "ils freinent l'élan juvénile", "ils cherchent à rendre la vie des époux insupportable.", "ils sont menteurs". La révolte qui apparaît ici, cependant, demeure dans la logique de l'institution conjugale.

En revanche un certain groupe de réponses font apparaître un rejet des normes de la famille conjugale elle-même, si bien que s'y manifeste une qualité différente d'extrémisme "moderniste". Par exemple, on repousse le mariage car il "entraîne l'ennui, égare les jeunes et empêche l'épanouissement de l'individu". Il faudrait "supprimer le contrat de mariage pour éviter tout sentiment de contrainte". Que penser de l'envoi des vieillards à l'asile? "Très intelligent et très économique". Pour quelques-uns le ménage idéal doit se passer d'enfants, car "sans enfants, liberté", "ils gâchent le loisir", "sans eux l'amour conjugal est plus fort", "sans eux, tranquillité et bonheur", "les époux ne doivent penser qu'à leur amour", "les malheurs viennent des enfants". Que faire en cas d'infidélité de l'épouse? "Rien. C'est la faute de son mari, qui n'a pas su la satisfaire". A qui confier toutes les décisions concernant le budget, le ménage, les enfants, etc? "A la femme". Quant au chef de famille, "il doit se mettre après ses enfants et sa femme". Toutes ces prises de positions, on le voit, ne dépassent peut-être pas la logique

abstraite de l'institution conjugale. Elles apparaissent cependant comme déviantes relativement à la manière ordinaire dont elle est actuellement interprétée.

Voilà donc l'ensemble des attitudes typiques révélées par les réponses à notre questionnaire. Il nous faudra maintenant déterminer leur importance respective. Mais nous aurons aussi à nous demander ceci : correspondent-elles à des façons de réagir rigoureusement homogènes, permettant de distinguer des groupes de jeunes parfaitement cohérents avec eux-mêmes pour l'ensemble des questions? Ou bien faut-il compter avec une marge d'élasticité, de flottement, sinon même de contradiction?

CHAPITRE X

UNE ENQUETE D'OPINION SUR LES REPRESENTATIONS FAMILIALES

LES EFFETS DE LA VARIABLE SEXE.

Il n'est pas besoin de revenir sur l'importance toute particulière de la dichotomie des groupes de sexe dans la culture tunisienne. Une conséquence en a été communément tirée. Le système européen, a-t-on pensé, tend à éliminer les inégalités sinon même les différences de condition entre l'homme et la femme. Sa pénétration devrait donc changer les significations traditionnellement accordées par les jeunes Tunisiens aux disparités instituées là-dessus par l'ancienne culture. Ce qu'ils percevaient comme de simples différences, justifiées et fondues dans un tout harmonieux, devrait leur apparaître maintenant comme un ensemble d'inégalités violentes, insupportables. Raison majeure pour prévoir - et pour voir - le changement culturel sous la forme d'une crise alimentée en premier lieu par la révolte des Tunisiennes contre un système qui les opprimerait intensément.

Non seulement cette déduction paraît "logique", mais les faits, du moins ceux recueillis par l'observation qualitative sous ses différentes formes, semblent la confirmer. Nous avons nous-même rapporté dans la première partie les doléances masculines contre le modernisme outrancier et agressif des femmes qui viseraient l'éradication immédiate des institutions traditionnelles les concernant. Au surplus, sur ce point, quelques témoignages littéraires féminins sont déjà devenus classiques (1). Ainsi la condition de sexe est-elle, en la circonstance, un support privi-

(1) Voir, par exemple, F.M'Rabet, 1964 et Z.Bittari, 1964.

légé de l'hypothèse "dramatique" sur le changement socio-culturel en cours. Il était donc particulièrement indiqué d'essayer d'en cerner les effets de façon plus rigoureuse.

Nous exposerons d'abord les résultats obtenus au niveau le plus général, le plus abstrait, pour pénétrer progressivement dans le détail concret.

CARACTERISTIQUES GLOBALES DES REACTIONS : LES SOMMES D'ATTITUDES

Pour effectuer, à un premier stade, la comparaison la plus globale entre les réactions des jeunes, nous avons affecté aux attitudes manifestées des coefficients de pondération croissant avec leur degré de modernisme (1). Pour les 101 questions où il nous a paru possible de dresser valablement l'échelle, nous avons donc respectivement multiplié par 1, 2, 3, 4, 5, les pourcentages de jeunes ayant exprimé les attitudes de traditionalisme extrême (ou "très traditionalistes" symbole TT), de traditionalisme simple (symbole T), médiane. (symbole Mé), moderniste (symbole Mo), très moderniste (symbole TM).

La distinction faite entre les deux modalités de traditionalisme, on s'en souvient, était bien plus qualitative que quan-

(1) Nous appellerons "opinions" les réactions verbales concrètes des sujets obtenues pour chaque question, distribuées dans les réponses typiques élaborées par le codage. Ces réponses typiques, mesurées aux critères énoncés dans le précédent chapitre, se groupent en "classes" ayant pour dénominateur une réaction non verbale, plus abstraite, plus indéterminée, plus potentielle, que nous appelons "attitude", symbolisée ici par TT, T, etc. Il est difficile, par contre, de faire une séparation rigoureuse entre "opinion" et "représentation". Habituellement celle-ci est confondue avec le moment non verbalisé de l'opinion, si bien qu'elle peut être inconsciente.

titative. Aussi bien les termes exacts seraient plutôt : traditionalisme de type ancien et de type nouveau. C'est donc par simple commodité de langage que, pour nos nomenclatures, nous ramenons la distinction à une différence quantitative et employons le symbolisme indiqué.

Selon la distribution globale des réactions provoquées chez les garçons comme chez les filles, chaque question obtiendra ainsi un nombre total de "points", d'autant plus élevé que les attitudes manifestées s'éloigneront du traditionalisme. De la sorte, pour chacune d'elles, on obtient un indice synthétique des attitudes des groupes de jeunes interrogés. Le score théorique minimum atteint par une question serait 100, dans le cas où les 100% de sujets exprimeraient l'attitude de traditionalisme extrême; le score maximum s'élèverait à 500, si les 100% de sujets présentaient une attitude très moderniste. Pour comparer les distributions, nous pouvons classer les questions selon la progression des scores obtenus par les hommes (symbole S1) et placer en regard ceux atteints par les femmes (symbole S2). Comme ce classement demeurera fondamentalement le même quels que soient les variables envisagées, nous le reproduisons ci-dessous :

<u>Items</u>	<u>Scores S1.</u>	<u>Scores S2.</u>
1. Justification du mariage de la fille:	146,5	184,5
2. Placement des parents en asile :	159,5	166,5
3. Valeur accordée à la virginité de la fille :	165	161,5
4. Qualités au mariage de la Tunisienne:	183	184
5. Réaction à l'infidélité de l'épouse:	194,5	212,5
6. Age souhaitable de la femme au mariage:	197,5	264,5
7. Ressemblances souhaitées entre le conjoint et le parent correspondant:	197,5	278
8. Qualités au mariage du Tunisien:	204,5	206,5
9. Qualités acquises dans le milieu familial où l'on a vécu:	206	212,5

	<u>Scores S1.</u>	<u>Scores S2.</u>
10.Justification du mariage du garçon:	215	226
11.Rapports de l'époux avec sa société masculine:	216	238,5
12.Valeur de l'institution familiale:	216	224
13.Prise en charge de la parentèle:	218	218,5
14.Aptitude de la femme aux responsabilités:	221	253,5
15.Aptitude de la femme à rivaliser avec l'homme :	221,5	255
16.Obligation du mariage pour la femme:	222,5	245
17.Doit-on écouter les vieux?	224,5	218,5
18.L'homme peut-il se marier si sa famille a besoin de lui?	224,5	239
19.Contrôle des sorties de l'épouse:	225,5	252,5
20.Valeur comparée de la famille et des mouvements de jeunesse:	233	242
21.Admission de l'enfant illégitime dans la famille:	233,5	239,5
22.Placement de l'enfant pour le travail de la mère:	236,5	254,5
23.Obligation du mariage pour l'homme:	241,5	257
24.Destination du salaire de la femme:	241,5	308,5
25.Le jeune ménage doit-il revenir près de la famille dans le besoin?	242,5	236
26.Qualités requises de l'épouse:	243	256,5
27.Contrôle des distractions de l'enfant:	243,5	244,5
28.Contrôle des sorties de l'enfant:	246,5	247,5
29.Statut du fils aîné:	247,5	299
30.Rapports de l'épouse avec sa société féminine:	249,5	289
31.Familiarité du couple devant la famille:	251	254
32.Statut de l'oncle:	252	295,5
33.Opinion sur la pratique du flirt:	253	232
34.Contrôle des relations de l'enfant:	255,5	271
35.Place de l'élément religieux dans le mariage :	258,5	238

	<u>Scores S1.</u>	<u>Scores S2.</u>
36.Travail de l'épouse sans besoin financier:	259	303
37.Opinion sur l'avortement:	259	285
38.Opinion sur la sépulture familiale:	261	273,5
39.Justification du divorce demandé par la femme:	261,5	270
40.Droits du garçon sur la fille:	263	309,5
41. Opinion sur l'attitude du père pendant l'enfance du sujet:	264,5	277,5
42.Buts du mariage:	266,5	260
43.Qualités requises de l'époux:	267,5	308
44.Opinion sur l'endogamie:	269,5	288
45.La fille peut-elle imposer un fiancé à ses parents?	272	246,5
46.Age souhaitable de l'homme au mariage:	274	281,5
47.Opinion sur le maintien des cérémonies traditionnelles du mariage:	275,5	276
48.Destination du salaire du jeune:	275,5	279
49.Rapports de l'épouse avec les amis du mari:	280	323
50.Différence d'âge acceptable entre les époux:	282	292,5
51.Sacrifice de la situation du jeune pour les besoins des parents:	283,5	298
52.Travail de la femme dans un milieu masculin:	283,5	342
53.Intervention des parents dans les affaires du couple:	284,5	277
54.Réaction à l'absence d'enfants:	286	254
55.Opinion sur le maintien des cadeaux traditionnels de mariage:	286	282,5
56.Information de la femme sur la société masculine du mari:	286	302,5
57.Contrôle de l'argent de poche du jeune :	288,5	291,5
58.Rapport d'instruction souhaitable entre mari et femme:	289	303,5

	<u>Scores S1</u>	<u>Scores S2.</u>
59.Participation de l'épouse aux activités syndicales et politiques du mari:	290	294,5
60.Garde des enfants de divorcés:	299	389,5
61.Faut-il quitter la maison paternelle au mariage?	301	310,5
62.Sacrifice des études de l'enfant aux besoins des parents:	304	306
63.Opinion sur l'éducation donnée aux soeurs dans la famille:	305,5	323
64.Nombre d'enfants souhaité:	306,5	291,5
65.Qui doit choisir le fiancé?	310	309,5
66.Qualités requises du fiancé:	310,5	370
67.Justification de l'instruction de la femme:	314,5	335,5
68.Justification de la connaissance du conjoint avant le mariage:	314,5	301
69.Opinion sur les égards spéciaux traditionnels envers le chef de famille:	315	313,5
70.Opinion sur le travail professionnel de la femme mariée:	316	349
71.Ouverture de la maison du ménage aux familles:	317,5	301,5
72.Nombre de garçons et de filles souhaité:	318,5	326
73.Attitude de l'époux dans les différends parents-bru:	320	326
74.Opinion sur l'éducation donnée aux frères dans la famille:	321	326,5
75.Attitude souhaitable du père envers ses ses enfants:	321	343,4
76.Qui, dans le groupe familial, doit prendre les décisions pour le ménage?	321,5	353,5
77.Opinion sur la déférence traditionnelle entre époux:	322	347
78.Qui doit choisir la fiancée?	324,5	324
79.Opinion sur les confidences des enfants aux parents:	325,5	372,5
80.Qui, dans le groupe familial, doit gérer les dépenses pour le ménage?	327,5	344,5

	<u>Scores S1.</u>	<u>Scores S2.</u>
81.Opinion sur le droit de divorce accordé à la femme:	331,5	342,5
82.Participation de la femme aux distractions du mari:	333,5	348
83.Opinion sur le maintien de la dot:	333,5	331,5
84.Opinion sur le divorce pour stérilité de l'épouse:	334	350
85.Opinion sur l'aide domestique du mari à l'épouse:	334,5	345,5
86.Le garçon peut-il imposer une fiancée à ses parents?	336	341,5
87.Qui, dans le groupe familial, doit garder l'argent du ménage?	337,5	389,5
88.Qualités requises de la fiancée:	338,5	353
89.Droit des conjoints à se connaître avant le mariage:	339,5	339
90.Participation de l'épouse aux affaires du mari:	342	342,5
91.Information de l'épouse sur les gains du mari:	347	375
92.Opinion sur le mariage imposé à la fille pour utilité familiale:	348	361,5
93.Qui doit choisir le prénom de l'enfant?	350,5	356,5
94.Information de l'épouse sur les dépenses du mari:	356	359,5
95.Qui doit prendre les décisions pour le contrôle des naissances?	359,5	392
96.Les parents peuvent-ils imposer une fiancée au garçon?	362	371
97.Les parents peuvent-ils imposer un fiancé à la jeune fille?	362,5	374,5
98.Qui, dans le groupe familial, doit prendre les décisions concernant les enfants du ménage?	362,5	390
99.Qualités au mariage de l'Européen:	368,5	376
100.Doit-on instruire la femme?	380,5	387
101.Qualités au mariage de l'Européenne:	385,5	399,5

Ces premiers résultats ont une simple valeur indicative, étant donné le caractère très global et abstrait de la réalité qu'ils expriment. Ils permettent cependant quelques observations intéressantes, à confirmer et préciser par la suite.

On peut d'abord les situer sur l'échelle théorique dont nous avons indiqué les limites : 100 et 500, correspondant à des positions de traditionalisme et de modernisme extrêmes. Les scores 200, 300, 400 obtenus par une question, peuvent être tenus à leur tour pour correspondant respectivement à des positions moyennes traditionnelle, médiane et moderniste de l'échantillon. Voici comment se répartissent, sur cette échelle théorique, les valeurs effectivement atteintes par nos sujets :

<u>Scores</u>	<u>S1</u>	<u>S2</u>	<u>Total</u>
100-200:	7 valeurs 6,9% des items(1)	4 valeurs 3,9% des items	11 valeurs
201-250:	23 valeurs	18 valeurs	41 valeurs
251-300:	30 valeurs	30 valeurs	60 valeurs
Total:	53 valeurs 52,5% des items	48 valeurs 47,6% des items	101 valeurs
301-350:	32 valeurs	32 valeurs	64 valeurs
351-400:	9 valeurs	17 valeurs	26 valeurs
Total:	41 valeurs 40,6% des items	49 valeurs 48,5% des items	90 valeurs
400-500:	Néant	Néant	Néant

Finalement 124 scores, soit 61,4% de l'effectif des questions posées, se situent entre les valeurs 251 et 350, c'est-à-dire à

(1) Selon l'usage, nous employons le terme "item" comme synonyme de "question".

proche et égale distance en-deçà et au-delà du score théorique médian: c'est un premier indice global de la modération générale des attitudes manifestées. Cela est vrai pour les deux sexes puisque, pour les hommes comme pour les femmes, on compte 62 valeurs distribuées entre ces limites et réparties de façon identique. Cependant, la tendance de la population féminine à un modernisme plus accentué est apparente, la différence demeurant toutefois légère.

Analysons maintenant les distributions obtenues. Les deux séries de réactions masculine et féminine, d'étendue 239 et 238, présentent les indices de dispersion suivants:

	<u>S1</u>	<u>S2</u>
1er quartile:	243	254
Médian:	283,5	295,5
3ème quartile:	322	342
Moyenne:	277,5	296,2

Les valeurs sont proches, avec un décalage exprimant le modernisme plus accentué des filles. Chez celles-ci pourtant, comme chez les garçons, 50% de l'effectif des questions n'obtiennent pas le score théorique médian (300). Dans l'échantillon masculin 75% des items sont en-deçà du taux 322, qui est à peine plus élevé que ce score médian; et, dans l'échantillon féminin, du taux 342, qui se place entre le score médian et le score moderniste (400). Les réactions de ces jeunes, saisies à ce premier niveau, sont donc fort loin de se caractériser par un modernisme outrancier, ni non plus par un traditionalisme exagéré. Nous aurons à nous en souvenir pour juger du conflit des générations.

Pour la suite de la comparaison, nous pouvons grouper les scores obtenus en classes de 21 valeurs, soit 12 classes pour

chaque série(1). Voici les profils obtenus:

<u>Garçons</u>		<u>Filles</u>	
<u>Classes</u>	<u>Effectifs(2)</u>	<u>Classes</u>	<u>Effectifs</u>
(1) 139-159	1	158-178	2
(2) 160-180	2	179-199	2
(3) 181-201	4	200-220	5
(4) 202-222	8	221-241	8
(5) 223-243	11	242-262	14
(6) 244-264	14	263-283	11
(7) 265-285	13	284-304	15
(8) 286-306	10	305-325	10
(9) 307-327	16	326-346	13
(10) 328-348	13	347-367	9
(11) 349-369	7	368-388	7
(12) 370-390	2	389-409	5
Total:	101	Total:	101

La distribution des effectifs des items selon les scores obtenus est bi-modale chez les hommes, tri-modale chez les femmes, avec, dans l'un et l'autre cas, de faibles écarts entre les modes successifs. Pour les garçons, un premier groupe de questions obtient des valeurs s'ordonnant autour du mode 254 (centre de la

(1) L'intervalle retenu de 20 valeurs, amené à 21 pour la commodité de la construction des classes, n'a rien d'exagéré. En effet, pour une question, un excès de 5% de sujets présentant une attitude moderniste suffit pour que le score de cette question dépasse de 20 points celui atteint par l'autre série.

(2) Nombre des questions représentées dans chaque classe. Par convention chaque classe admet la valeur inférieure d'un demi-point à celle qui définit sa limite inférieure.

sixième classe). Elles sont très variées: l'ordonnement gaussien des scores qu'elles atteignent pourrait donc être attribué à une attitude d'ensemble "modérée" des sujets, qui se manifesterait à travers la diversité des items. Mais un autre groupe obtient des valeurs s'ordonnant autour du mode 317 (centre de la neuvième classe). Or, contrairement au premier, elles forment un ensemble cohérent: il s'agit d'items se référant à la formation du jeune ménage, son équilibre fonctionnel et, surtout, ses rapports avec les parents. Sur ces thèmes, l'attitude de la population masculine change et devient plus moderniste.

Quant aux filles, le premier groupe de questions, s'ordonnant autour du mode 252 (centre de la cinquième classe) est à peu près le même que pour les garçons. Mais les deux autres groupes, s'ordonnant autour des valeurs 294 et 336, englobent des thèmes plus divers le modernisme des filles apparaît moins "centré" et atteint des aspects plus variés de la culture originelle.

Ces disparités ne sauraient cependant masquer l'homogénéité fondamentale entre nos échantillons de jeunes des deux sexes. Le tableau des corrélations construit à partir des classes fait apparaître une liaison linéaire très accentuée entre les distributions de scores masculins et féminins. La corrélation obtenue est très forte puisqu'elle s'élève à :

$$r = 0,88 (1)$$

Voilà donc une première indication d'importance: malgré les conditions antithétiques ménagées par la culture originelle, les

(1) La valeur de r étant voisine de 1, l'erreur-type ne peut être interprétée à l'aide de la table de la loi normale (distribution dissymétrique des r calculés sur échantillons). Nous avons donc utilisé la table de corrélation transformée de R.A. Fisher (table de r pour des valeurs de z de 0 à 3). La corrélation ici obtenue est significative pour $P=0,01$. Tous les coefficients de corrélation que nous obtiendrons par la suite étant voisins de 1, nous évaluerons leur significativité de la même façon.

réactions des filles et garçons aux différents traits de celle-ci s'annoncent fondamentalement analogues. Ce qui n'exclut évidemment pas les différences, sur la base de cette semblable "infra-structure". Nous aurons à confirmer ce point plus concrètement.

Car, évidemment, nous ne saurions nous contenter de ces mesures, qui traduisent des "sommés" d'attitudes. Or, on s'en doute, la même somme peut être obtenue avec des répartitions de réponses sensiblement différentes. Il nous faudra donc pénétrer dans le détail des réactions manifestées. Mais quelques problèmes doivent auparavant être examinés.

LA MOBILITE DES ATTITUDES

Lorsque nous avons caractérisé les différents types d'attitudes, dans notre précédent chapitre, nous nous sommes efforcé de dégager leur cohérence interne à partir des opinions exprimées par les jeunes. A la limite de ce mouvement, elles finissent par apparaître comme des essences fermées sur elles-mêmes et on pourrait s'attendre à ce qu'elles délimitent des groupes imperméables les uns aux autres (1). S'il en était ainsi, le changement socio-culturel s'opèrerait à travers une série de conflits caractérisés entre des individus faits, pour ainsi dire, d'une seule pièce, jusqu'à ce qu'un groupe impose sa manière de voir. Cette modalité de changement s'accorderait parfaitement avec l'hypothèse dramatique.

En fait, l'examen le plus superficiel des distributions d'opinions montre qu'il n'en est rien. De prime abord, les différentes attitudes paraissent se remplacer et l'emporter tour à tour selon

(1) Nous nous sommes d'ailleurs souvent exprimé, par commodité, comme si des groupes indépendants correspondaient à ces attitudes

les questions posées, c'est-à-dire selon les traits de culture et institutions envisagés. Les jeunes interrogés semblent manifester ainsi une fluidité laissant présager de vastes possibilités d'accommodements. Mais, à son tour, si cette plasticité devait s'avérer totale, on aboutirait à une extrémité inverse: le concept d'attitude lui-même, comme disposition à penser et agir durablement dans une même direction, perdrait son sens. Les sujets apparaîtraient dé-structurés, incohérents, et on ne saurait sur quoi fonder la confiance en leurs opinions. Il nous faut donc nous éclairer sur ce point.

A cette fin, nous avons rangé la distribution des items selon l'ordre de traditionalisme croissant des réactions qu'ils provoquent et l'avons divisée en quatre quartiles. Le premier délimite la zone la plus moderniste, puisque les pourcentages de réactions traditionalistes à ce groupe de questions y sont les plus faibles. En conséquence, les jeunes manifestant une attitude traditionnelle de type ancien dans cette zone de modernisme généralisé peuvent être considérés comme les plus fortement traditionalistes. Nous en avons sélectionné un échantillon sur la base de trois questions typiques de ce premier quartile: à savoir les sujets acceptant simultanément l'imposition du mariage à la jeune fille, l'obligation de l'endogamie, la gestion du budget des ménages par le chef du large groupe familial. Nous n'avons pas pu dépasser ce seuil de trois questions sous peine d'obtenir des effectifs trop faibles. Nous avons ainsi constitué un sous-groupe que nous pouvions tenir pour très traditionaliste (Groupe TT), comprenant 62 jeunes, soit 40 garçons et 22 filles.

Par le même procédé et selon le même raisonnement, nous avons sélectionné :

- dans le 2ème quartile, un groupe simplement traditionaliste (Groupe T), comprenant 189 jeunes, soit 103 garçons et 86 filles

sur la base de trois autres questions prises dans ce quartile;

- dans le 3ème quartile, un groupe simplement moderniste (Groupe Mo), comprenant 138 jeunes, soit 71 garçons et 67 filles;
- dans le 4ème quartile, un groupe très moderniste (Groupe TM), comprenant 58 jeunes, soit 24 garçons et 34 filles.

Pour juger de la stabilité des attitudes de ces groupes nous avons examiné leurs opinions émises à propos de dix questions, choisies dans tous les systèmes de représentations décrits dans le précédent chapitre. Elles s'ordonnent ainsi, selon l'ordre de traditionalisme croissant des réponses faites par la totalité de l'échantillon des 880 sujets:

- 1.Liberté des rapports de l'épouse avec les amis du mari;
- 2.Intervention des parents dans les affaires du couple;
- 3.Statut du fils aîné;
- 4.Réaction à l'absence d'enfants dans le ménage;
- 5.Valeur comparée de la famille et des mouvements de jeunesse;
- 6.Possibilité de compétition entre la femme et l'homme;
- 7.Place de la religion dans le mariage;
- 8.Prise en charge des membres de la parentèle dans le besoin;
- 9.Placement des parents en asile de vieillards;
- 10.Réaction à l'infidélité de l'épouse.

Nous nous contenterons de fournir les résultats globaux des "votes" des quatre sous-groupes à l'ensemble de ces dix questions, comparés à ceux des 880 sujets de l'échantillon pour ce même ensemble:

<u>Groupes</u>	<u>Attitudes (1)</u>				
	<u>TT</u>	<u>T</u>	<u>Mé</u>	<u>Mo</u>	<u>TM</u>
Echantillon :	1573	3199	1447	1894	319
	17,9%	36,3%	16,4%	21,5%	3,6%
Groupe TT :	236	245	47	69	7
	38,1%	39,5%	7,6%	11,1%	1,1%
Groupe T :	418	720	278	341	49
	22,1%	38,1%	14,7%	18%	2,6%
Groupe Mo :	196	477	230	357	69
	14,2%	34,6%	16,7%	25,9%	5%
Groupe TM :	53	158	106	180	54
	9,1%	27,2%	18,3%	31,1%	9,3%

Ce tableau permet plusieurs constatations. D'abord, dans l'ensemble, chaque groupe comparé aux autres fournit la proportion de réponses la plus élevée dans l'attitude censée le caractériser. Les deux légères exceptions relevées vont dans le sens de ce mouvement: les groupes T et Mo ne sont dépassés dans le pourcentage des opinions traditionalistes et modernistes que par les sujets plus "extrêmes" qu'eux (TT et TM). La tendance à fournir un "type" d'opinion caractérisé est donc effective. Mais elle entre en composition avec une autre. Car l'accentuation progressive du modernisme, en passant d'un groupe au suivant, se traduit moins nettement par la concentration des réactions dans une attitude déterminée (très traditionaliste, traditionaliste, médiane, etc..) que

(1) On doit ajouter à ces effectifs ceux des jeunes qui n'ont pas répondu, dont la proportion s'élève pour l'échantillon total à 4,3%. Pour les sous-groupes, les proportions sont du même ordre. Les effectifs portés dans le tableau sont ceux des réponses aux dix questions.

par leur décalage généralisé à travers l'échelle de ces attitudes.

Ainsi, la totalité des groupes sont capables de manifester la totalité des attitudes. Par exemple, et c'est remarquable, les jeunes TT ont fourni 11,1% de réponses modernistes et 1,1% de très modernistes. A l'inverse le groupe TM a manifesté 27,2% de réactions traditionalistes et 9,1% de très traditionalistes. Une évidente plasticité se révèle donc, qui se laisse informer par la nature des questions. Mais chaque sujet fait apparaître son style fondamental de réaction par sa tendance à une distribution différente de ses réponses, dont la structure, articulée autour d'un mode défini, exprimera son attitude centrale. Aussi bien, comme on le voit au précédent tableau, pour le même ensemble de questions, en passant d'un groupe de sujets au suivant, les réponses traditionalistes gagnent sur les très traditionalistes et les réactions médianes, modernistes et très modernistes augmentent régulièrement.

La conclusion est aisée : les jeunes interrogés ne sont pas bloqués en un type de réaction étroit et immuable, mais ils ne sont pas pour autant une "cire molle". Ils sont pourvus d'une structure souple, commandant un registre d'appréciation varié autour d'une accentuation centrale stable correspondant aux "types" que nous avons caractérisés. Cela leur permet de diversifier suffisamment leurs attitudes selon les institutions envisagées et, en même temps, de disposer de larges possibilités de rencontres, d'accommodements entre eux.

Par exemple, pour l'ensemble des dix questions ici envisagées, les divers groupes, malgré leurs positions différentes sur l'échelle du modernisme, dégagent finalement des majorités conservatrices (si l'on additionne les deux formes de traditionalisme) : une seule exception est à noter pour le groupe d'extrême modernisme, où les réactions novatrices l'emportent de peu sur les conservatrices. Enfin, le fait que tous les jeunes soient

susceptibles de manifester selon les occasions toutes les attitudes, montre qu'ils sont modifiables, et en particulier les uns par les autres.

Ce style d'accueil au changement, on en conviendra, ne favorise ni les fixations intransigeantes, ni les ruptures entre groupes de jeunes; mais des divergences "feutrées" dans l'ensemble, diversifiées et susceptibles d'évolution. Il permet le mieux, parmi d'autres facteurs, la transformation en douceur du système originel.

LA REPARTITION DES ATTITUDES : CARACTERES GENERAUX.

Les proportions moyennes d'apparition des attitudes pour les deux sexes nous permettent de préciser et différencier les informations précédentes :

<u>Sexe</u>	<u>Attitudes</u>					
	<u>TT</u>	<u>T</u>	<u>Mé</u>	<u>Mo</u>	<u>TM</u>	<u>NR(1)</u>
Hommes:	11,6%	26,4%	19,7%	34,8%	3,5%	4%
Femmes:	8,6%	25,1%	20,3%	38,8%	4,4%	2,8%

Les moyennes arithmétiques de manifestation des attitudes pour les deux sexes réunis sont donc les suivantes:

Attitude TT:	10,1%
" T :	25,8%
" Mé: 20 %	
" Mo: 36,8%	
" TM: 3,9%	

(1) NR : Pas de réponse.

Le total de ces moyennes s'élève à 100% pour chaque série.

Les attitudes extrêmes, on peut le remarquer, sont relativement peu représentées, tout en l'étant bien d'avantage dans le traditionalisme que dans le modernisme. L'écart est plus faible pour les femmes. Les hommes, par contre, ont trois fois plus de réactions d'extrémisme conservateur que moderniste.

Sont relativement peu fréquentes, aussi, les prises de positions médianes, qui recouvrent hésitations, conflits, réactions ambiguës et compromis. En fait, ces jeunes ont très généralement une opinion décidée et ne semblent pas paralysés, du moins au niveau représentatif, par les problèmes difficiles nés du conflit des cultures.

Quant aux compromis, arrangements entre les deux systèmes, ils se trouvent rarement au niveau des items: sur telle ou telle question particulière, les sujets élaborent rarement des solutions mitoyennes qui échapperaient à l'un et à l'autre en prenant à chacun des deux. Au contraire, sur tel aspect ils adhèrent uniment au modèle ancien (avec des types de justification susceptibles d'être différents); sur tel autre, ils sont d'accord avec le nouveau, sans transformation. S'il y a arrangement singulier, c'est donc au niveau de l'ensemble, par l'articulation particulière qui est faite de ces emprunts aux deux cultures.

Les deux masses importantes de réactions se situent dans les attitudes simplement modernistes et simplement traditionalistes, avec une accentuation des premières, beaucoup plus nette pour les femmes. Si l'on fusionne en un seul groupe les réponses conservatrices d'une part, les modernistes de l'autre, on obtient les proportions suivantes:

	<u>Attitudes T+TT</u>	<u>Attitudes M+TM</u>
Hommes :	38%	38,3%
Femmes	33,7%	43,2%

Comme on le voit, le conservatisme équilibre le modernisme

chez les hommes et demeure en retrait chez les femmes, tout en y étant fort important. Cependant la différence de distribution de ces attitudes dans les deux sexes n'est pas statistiquement significative.

Or il s'agit de la représentation par ces jeunes du système familial idéal, qui leur donnerait pleinement satisfaction. On est alors frappé de cet équilibre d'ensemble qui, nous l'avons montré, ne traduit pas la rupture attendue entre deux groupes irréductibles. Comme l'a fait apparaître notre test sur la mobilité des attitudes, comme le fera encore mieux ressortir notre analyse de détail, les jeunes se réclament sensiblement de l'un ou l'autre modèle en présence selon les aspects proposés du système familial.

C'est une précieuse indication pour évaluer l'acuité du conflit des générations, quoiqu'on ne puisse tirer aucune conclusion certaine de ce genre de constatations. Car, comme nous l'ont montré nos études antérieures, tel père se trouvera, par exemple, en violent conflit avec son fils sur le plan religieux : ils sont pourtant très largement d'accord sur l'ensemble des croyances, mais différent sur l'interprétation des pratiques, ou même de telle pratique, et l'ancien ne supporte même pas ce détail. Le seuil de tolérance subjectif au changement, lié à la cristallisation des attitudes, est ici plus décisif que les analogies objectives décelées par l'observateur.

Il n'en reste pas moins deux choses. D'abord, la représentation d'une jeunesse uniment révoltée contre l'ancien système apparaît d'ores et déjà comme un mythe : cette large équivalence entre les emprunts aux deux cultures est un signe supplémentaire de la modération déjà apparue. D'autre part, malgré notre précédente observation, on peut raisonnablement penser qu'à l'échelle collective cet équilibre observé par les jeunes générations doit considérablement réduire les chances de rupture avec les anciennes.

pendant l'effectuation du changement.

Relevons un dernier point dans les résultats obtenus. L'étude des documents adressés à la radio nous avait montré combien les réclamations des garçons étaient plus nombreuses et vigoureuses que celles des filles. A l'enquête systématique, pourtant, celles-ci apparaissent plus désireuses du changement. Mais, nous le savons, les dispositions de l'ancienne culture les empêchent de l'exprimer, sauf quand des interviewers vont les chercher pour leur demander leur avis. Par leurs possibilités d'expression publique par contre, les garçons, quoique plus conservateurs, sont actuellement le moteur prépondérant du changement. La force révolutionnaire des femmes demeure donc largement latente, en attendant une suffisante libéralisation du système par les hommes, leur permettant de devenir à leur tour des agents actifs, et cette fois sans doute décisifs, de la transformation. . .

L'évolution comparée des deux formes du traditionalisme

Etant donné l'importance des opinions conservatrices, il importe de revenir sur les deux aspects que nous y avons distingués afin d'en étudier l'évolution.

Seules, nous nous en souvenons, les réactions d'extrême traditionalisme peuvent passer pour des cristallisations souvent déformatrices autour d'aspects de l'ancienne culture, exprimant une rétraction, un refus devant la nouvelle. Il n'en est pas de même, nous l'avions vu, pour l'"autre" traditionalisme. Mais il faut montrer maintenant à quel point les modalités de celui-ci s'accordent avec notre hypothèse de régulation modératrice. C'est d'autant plus justifié qu'il se révèle largement prépondérant dans l'éventail des réactions conservatrices.

D'une part, nous l'avions établi, cette attitude consiste le plus généralement à maintenir les conduites prescrites par la

culture originelle, tout en les liant à de nouvelles références subjectives. La conséquence est remarquable: le conservatisme, le conformisme culturel, s'avèrent nettement plus prononcés au niveau des comportements à suivre qu'à celui des représentations justificatrices. Sur le premier plan les jeunes manifestent une "pesanteur", une résistance au changement plus appuyée que sur le second. Dans notre hypothèse cela pourrait se comprendre ainsi: les conduites sont "immédiatement" importantes pour l'équilibre social objectif; les maintenir dans le sens traditionnel importe d'avantage pour modérer l'acculturation, pour éviter les ruptures dans la communauté, que de préserver le conformisme des représentations.

On perçoit admirablement ce processus dans un type d'accord très répandu entre générations à l'intérieur des familles: les anciens n'ont aucune illusion sur la sincérité de tel enfant à l'endroit de la religion ou de telle institution traditionnelle; mais ils tiennent vigoureusement à l'observance de la norme dans la pratique, au moins dans le cadre familial, ou seulement en leur présence. Et les enfants acceptent généralement les termes d'une tractation habituellement tacite qui, le plus fréquemment, leur vaut des permissions par ailleurs. Comme il est connu, ce "traditionalisme comportemental" évite une multitude de ruptures dramatiques à l'intérieur du groupe domestique et même dans des groupes plus étendus(1).

En ce qui concerne les cas mis en évidence par notre questionnaire, ce type de conformisme est rarement rattaché à la "politique du masque", à la duplicité avouée. Le plus souvent les jeunes adhèrent sincèrement à leurs conduites traditionnelles. Pour en être persuadé il suffit d'ailleurs de constater que celles-

(1) Enquête de Mr.Ch.Ben Mustapha, 1966.

ci sont liées seulement à tels traits de culture, tandis que pour d'autres on choisit des comportements modernistes. Quoi qu'il en soit, nous l'avons vu, les justifications sont de type nouveau. Et à leur tour, nous allons le montrer, elles présentent des caractères permettant de minimiser les brutales discontinuités.

Se liant, en effet, à une strate de valeurs et motivations détachées du système patriarcal sociologiquement situé, elles sont en fin de compte d'inspiration moderne. On peut le reconnaître à leurs caractères, tels que nous les avons rapportés : disposition à l'argumentation rationnelle, sens de la relativité, acceptation de l'éventuelle modification; prise en considération avouée du point de vue technique, fonctionnel, de la valeur et des intérêts de l'individu; adoption d'une morale ouverte, universaliste, reconnaissance de la primauté de la société globale sur le groupement communautaire; adaptation qui se voudrait nuancée aux circonstances particulières. Cette dernière est elle-même grandement facilitée, nous l'avons vu, par la tendance à effacer les déterminations traditionnelles précises, socialement formalisées, pour en récupérer le contenu essentiel dans une attitude informelle, globale, de type plus librement psychologique: d'où plus de jeu dans l'interprétation et moins de rigidité, d'automatisme dans l'application.

L'ensemble de ces caractères nous paraît devoir favoriser la co-existence, le dialogue avec les non-conformistes. En outre il doit permettre sans difficultés spéciales ce processus caractéristique déjà mis en évidence: le passage des mêmes sujets, selon les questions, du conservatisme à la novation et inversement. Car, si nous osons employer ici l'expression de Festinger, cette façon d'adhérer à la culture traditionnelle nous paraît "consonnante" au modernisme qui veut la transformer (1). De la sorte,

(1) L.Festinger, 1957.

si la résistance conservatrice plus appuyée au niveau des comportements favorise l'adaptation des jeunes aux anciennes générations, la plus grande variabilité au niveau des représentations permet surtout, quant à elle, d'adapter ces jeunes à eux-mêmes. Ce double processus a pour effet de modérer, dans la société, les perturbations qu'entraîneraient de brutaux changements des conduites et, dans les individus, les troubles qui viendraient des contradictions trop flagrantes entre leurs prises de position.

Bien entendu ces contradictions doivent tout de même exister, dans la mesure où demeurent, quoiqu'en petit nombre, les réactions d'extrême traditionalisme dont aucun groupe, pas même le plus anticonformiste, n'est entièrement exempt. Comment cela est-il possible? D'abord, l'observation commune suffit à l'établir, n'importe qui peut être sujet sur tel ou tel point à des accès passionnels d'extrémisme dont le contenu n'est pas nécessairement conforme à la tendance habituelle de ses réactions. Mais des observations plus appropriées peuvent mieux nous renseigner sur ces discontinuités. Dans les cas étudiés par Ch. Ben Mustapha, auxquels nous avons déjà fait allusion, le chef de famille peut accepter bien des contraventions aux anciennes institutions, mais à condition de faire au moins semblant de respecter certaines d'entre elles, sur lesquelles il se montre intraitable: observer le jeûne du ramadhan, ou ne pas boire d'alcool, ou ne pas sortir en public avec une jeune fille.

Donc tout se passe comme si, en cas de choix à faire pour des raisons différentes selon les générations, le symbolisme de la culture, les significations qu'elle assume pour le sujet, se concentraient en quelques uns de ses aspects. Là-dessus, dès lors, quel que soit l'état d'esprit manifesté ailleurs, l'individu devient "extrême", intransigeant ("fanatique", comme les jeunes ont coutume de dire en Tunisie). Ainsi s'expliquent, selon nous, les "cristallisations" d'extrême conservatisme opérées sur un

certain nombre de points par la grande majorité des jeunes interrogés (1).

Pour achever ces considérations sur ces deux formes du traditionalisme, il nous reste à apporter des précisions quantitatives sur leurs rapports.

A cette fin nous avons rassemblé tous les items, au nombre de 68, pour lesquels ces deux modalités de réactions se sont manifestées et avons additionné leurs pourcentages d'apparitions pour chacun d'entre eux. La distribution ainsi obtenue des sommes de proportions T + TT, rangées dans l'ordre croissant, a été divisée en trois tiers; le premier comprenant les sommes les plus faibles de réponses conformistes, le troisième les plus élevées. Ce qui nous a permis de comparer l'évolution respective des deux formes de traditionalisme dans le conservatisme d'ensemble.

En calculant, dans chaque tiers, le pourcentage moyen de chacune d'entre elles, nous avons obtenu les résultats suivants:

		<u>Attitude T</u>	<u>Attitude TT</u>
1er tiers:	S1 :	7,3	9,2
	S2 :	4,4	6,3
2ème tiers:	S1 :	23,6	17,6
	S2 :	24,3	10,6
3ème tiers:	S1 :	41,9	23,8
	S2 :	43	20,6

Ainsi dans les deux distributions, masculine et féminine. les réactions d'extrême traditionalisme progressent en même temps

(1) Bien entendu, en dehors de cette possibilité de "cristallisation" ultra-conservatrice de la plupart des jeunes sur certains points, une minorité, comme nous l'avons vu, en fait son attitude prédominante. Mais seuls quelques uns, dans notre échantillon, se sont enfermés pour toutes les questions dans l'"extrême traditionalisme"

que celles de traditionalisme simple. Autrement dit, quand elles s'intensifient, les attitudes conservatrices se renforcent simultanément sous leurs deux modalités. Mais le rythme de progression n'est pas le même. Dans le premier tiers, c'est-à-dire dans la zone la plus moderniste, les réponses d'extrême traditionalisme l'emportent sur l'autre forme. Mais à mesure qu'on va vers les zones de conformisme toujours plus grand, les progressions de la modalité simple s'accroissent au point de dépasser toujours d'avantage celles de la modalité extrême. On obtient la confirmation de ce mouvement si, pour chaque item, on fait le rapport des proportions T/TT. Voici les moyennes de ces rapports pour les trois zones :

1er tiers:	S1	:	1,1
	S2	:	2
2ème tiers:	S1	:	3,1
	S2	:	5
3ème tiers:	S1	:	3,3
	S2	:	6,8

La part des réactions d'extrême traditionalisme diminue donc bien au profit des autres à mesure que s'accroît le conservatisme d'ensemble. Pour les deux distributions, masculine et féminine, la chute relative la plus importante de cet extrémisme s'opère entre le premier tiers, où il est le plus concentré, et le second. Puis sa décroissance relative est faible.

Tirons les enseignements de ces résultats. A mesure qu'on a affaire à un traditionalisme majoritaire, bien installé, bref "vivant", on le voit présenter surtout son nouvel aspect, ouvert à la novation d'une part, susceptible d'autre part

de contribuer à la régulation du changement social objectif et subjectif. Par conséquent, les larges majorités traditionnalistes ne s'édifient pas comme fermées et hostiles aux transformations ni à ceux qui les préconisent: ce sont d'ailleurs les mêmes, nous l'avons vu, qui généralement revendiquent et la conservation et la novation. Ainsi comprenons-nous mieux, maintenant, cette mobilité des attitudes.

Aussi bien, quand certains thèmes suscitent des réactions largement modernistes, les voit-on "absorber" cette forme ouverte du conservatisme. Le traditionalisme "vivant" disparaît alors presque entièrement. Et les fortes majorités novatrices trouvent seulement devant elles de petites minorités cristallisées dans le conservatisme "fermé", dont nous avons mesuré les diverses dégradations. C'est pourquoi, dans cette "zone" de novation généralisée, il apparaît nettement comme résiduel et réactionnel.

On aura également observé comme tous ces mouvements, tout en suivant les mêmes modalités, sont nettement plus accentués, pour les femmes que pour les hommes: chez ceux-ci le traditionalisme extrême est toujours plus fort et sa part demeure toujours plus importante dans le conservatisme global. On peut d'ailleurs préciser d'avantage. Si l'on compare les distributions TT ascendantes masculine et féminine, en rapportant les valeurs de la première aux valeurs correspondantes (pour les mêmes items) de la seconde, on obtient, selon les quartiles, les rapports moyens suivants:

1er quartile:	2,33
2ème quartile:	1,94
3ème quartile:	1,87
4ème quartile:	1,44

Ainsi plus les valeurs très traditionnelles des hommes s'élèvent, en progressant vers les zones de conservatisme majoritaire,

plus celles des femmes s'en approchent. Dans les secteurs de traditionalisme "vivant", elles tendent à se rejoindre. Au contraire, plus nous accédons à des zones de "traditionalisme résiduel" extrémiste (zones modernistes), plus il est le fait des hommes. Ceux-ci forment ainsi, si l'on peut dire, l'essentiel de l'arrière-garde ultra-conservatrice. Aussi bien, répétons-le, les hommes, en Islam, sont les agents prépondérants sinon exclusifs d'une culture qui les privilégie. Ils en ont déterminé les modalités, au respect desquelles ils veillent tout particulièrement. Là est bien probablement la raison dernière de leurs plus fortes résistances à sa transformation, de leurs cristallisations conservatrices plus importantes. D'autres résultats permettront de préciser cette affirmation.

LES REPRESENTATIONS SUR LA FAMILLE

Nous pouvons maintenant tenter de comparer les opinions et attitudes des hommes et femmes sur les divers aspects de la famille, afin de dégager l'image normative qu'ils s'en font.

Pour ne pas nous perdre dans un détail trop complexe, nous tiendrons compte uniquement de celles apparues comme prédominantes à propos de chaque item. Deux cas se présenteront:

- L'attitude la plus représentée, pour un item, réunit plus de 50% de l'effectif des sujets. On a affaire à une majorité absolue;
- Une attitude, pour un item, obtient plus de "voix" que chacune des autres, mais réunit au plus 50% de l'effectif des sujets. Il s'agira d'une majorité relative.

Dans le premier cas nous désignerons seulement, pour l'item en question, l'attitude majoritaire représentée par son symbole suivi du nombre indiquant le pourcentage de sujets qu'elle a

réunis. Dans le second, nous ajouterons à ces indications le symbole de l'attitude ayant obtenu le plus de voix après la plus forte, ainsi que le pourcentage de ces voix (1). D'autre part nous continuerons, dans le commentaire, à distinguer éventuellement tous les types d'attitudes dont nous avons fait état jusqu'ici. Mais pour les notations portées dans les tableaux nous les ramènerons à trois:

- Le conservatisme (symbole C), où nous réunirons les attitudes traditionnelle et très traditionnelle (T et TT) précédemment signalées;
- La position médiane (symbole Mé);
- La position novatrice (symbole N), où nous réunirons les attitudes moderne et très moderne (Mo et TM).

Quelques constatations d'ensemble permettent d'abord de poursuivre la vérification du parallélisme fondamental des distributions masculine et féminine.

En premier lieu, voici comment se répartissent les majorités (en effectifs):

Majorités absolues

	<u>S1</u>	<u>S2</u>	<u>Total</u>
Conservatrices:	35	29	64
Médianes:	10	10	20
Novatrices:	35	38	73
	80	77	157

(1) Exemples: 1er cas: Mé,60. Ce qui signifie: attitude médiane ayant réuni la majorité absolue de 60% des voix. 2ème cas: Mé + Mo, 48 + 31. Ce qui signifie: attitude médiane ayant réuni la majorité relative de 48% des voix, suivie de l'attitude moderniste ayant réuni la plus importante minorité, s'élevant à 31% des voix.

Majorités relatives

	<u>S1</u>	<u>S2</u>	<u>Total</u>
Conservatrices:	10	10	20
Médianes:	5	5	10
Novatrices:	6	9	15
	21	24	45

Les majorités absolues s'avèrent largement prédominantes. Parmi elles, les médianes demeurent les plus rares. Ainsi se confirme le phénomène déjà remarqué: les hésitations, tergiversations et divisions ne sont pas spécialement le fait de ces jeunes. Elles les affectent peu, aussi bien en eux-mêmes qu'entre eux, puisqu'ils se portent le plus généralement en masse, à propos des mêmes thèmes, sur les mêmes positions. On retrouve également, sur ce nouveau plan, les équilibres entre positions conservatrices et novatrices; les femmes confirmant leur tendance moderniste plus accusée. Hommes et femmes, enfin, se distribuent de façon presque identique entre majorités absolues et relatives dans les différentes attitudes.

Mieux encore: ce parallélisme des distributions ne porte pas seulement sur les résultats d'ensemble. Il se poursuit dans le détail des questions, comme on peut en juger d'après les observations suivantes:

- Sur les 35 items où se dégagent des majorités absolues conservatrices masculines, 27 réunissent également des majorités absolues et 6 des majorités relatives conservatrices féminines. Il n'y a totale disparité que sur 2 questions:
- Sur les 35 items où se dégagent des majorités absolues novatrices masculines, 33 réunissent aussi des majorités absolues novatrices féminines et 1 une majorité relative. La disparité porte sur 1 question;

- Sur les 10 items où se dégagent des majorités absolues médianes masculines, 8 réunissent des majorités absolues et 2 des majorités relatives féminines également médianes. On ne relève aucune disparité complète.

Au total, sur les 80 questions réunissant des majorités absolues d'hommes en une attitude, 68 obtiennent des majorités absolues de femmes dans la même attitude et 9 des majorités relatives : soit respectivement 85% et 11,2% des items. Par contre 3 questions, soit 3,7% des items, révèlent une disparité complète dans la distribution des attitudes des deux groupes de sexe.

Sur les 21 items ralliant des majorités relatives masculines, 4 obtiennent des majorité relatives féminines dans la même attitude (19% des items); 8 voient cette majorité se renforcer chez les femmes pour y devenir une majorité absolue dans la même attitude (38% des items); 9 enfin révèlent une disparité complète entre les deux sexes (43% des items). Dans ce dernier cas on voit apparaître le plus souvent des configurations inverses: le groupe relativement majoritaire masculin devient minorité chez les femmes, tandis que l'importante minorité des hommes pour la "seconde" attitude devient chez elles le groupe le plus important.

On tire de cela une conclusion importante. C'est dans le petit groupe de questions réunissant seulement des majorités relatives masculines, c'est-à-dire où l'opinion des garçons s'avère flottante, tend vers le conflit, que se concentre la quasi-totalité des oppositions entre les deux sexes (la différence des taux de divergences relevés dans les groupes d'items à majorités fortes et faibles étant significative à $P = 0,001$). Qu'est-ce à dire, sinon qu'il ne s'agit pas, le plus généralement, d'opposition décidée entre des garçons et filles bien installés dans leurs opinions, mais de différences entre des groupes divisés en eux-mêmes par certains thèmes? Celles-ci surgissent donc à propos d'aspects de la culture qui font question pour l'ensemble des jeunes.

Finalement la corrélation inter-sexes annoncée à partir des indices synthétiques de réactions se maintient dans le détail puisque, sur 101 questions:

- Les femmes réalisent la même disposition majoritaire d'attitudes que les hommes pour 70 d'entre elles, soit 69,3 % des questions;
- Elles réalisent une disposition plus affaiblie ou au contraire renforcée, mais toujours majoritaire, pour 15 questions, soit 14,9%;
- Elles réalisent une disposition opposée pour 16 d'entre elles; soit 15,8% des questions.

Enfin on peut distinguer, dans l'éventail des prises de position, ce que nous appellerions les "configurations conflictuelles". Ce sont les cas où une majorité relative conservatrice se heurte à une forte minorité novatrice ou inversement. La proportion en est faible, comme on peut le constater :

S1 : 14%

S2 : 13,3%

La condition de sexe, on le voit aussi, est sans effet significatif sur ce point.

Nous rattacherons le commentaire de détail aux systèmes de représentations distingués dans le précédent chapitre. Le tableau N° 22 donne une vue synthétique des distributions d'attitudes manifestées à propos de chacun. Il permet de faire, d'ores et déjà, quelques observations.

D'abord, comme on peut le constater, les majorités traditionalistes prédominent dans trois systèmes contre deux où l'emportent les modernistes. Dans la configuration ainsi réalisée le traditionalisme, on le voit, non seulement n'est pas sacrifié mais aurait plutôt la meilleure part.

Le conservatisme continue à dominer dans les systèmes où n'intervient pas la réalité couple-ménage en tant que telle. Par

contre, les attitudes novatrices se concentrent essentiellement sur l'image de cette formation nouvelle. D'où d'intéressantes dissociations: modernisme pour les rapports famille-enfants réunis en couple, traditionnalisme pour les rapports famille-enfants "pris individuellement"; ou encore modernisme plus ou moins caractérisé pour les relations hommes-femmes organisés en ménage, conservatisme pour leurs rapports quand ils sont soustraits à cette institution.

Dans l'ensemble, le nombre des majorités réunies par les différentes attitudes aussi bien que leurs effectifs moyens font apparaître l'alignement des femmes et hommes les uns sur les autres. De plus ces majorités sont, pour les deux sexes, provoquées par les mêmes items dans 81% à 100% des cas selon les systèmes de représentations. L'accentuation moderniste des femmes n'en est pas moins toujours perceptible. Elle est la plus nette dans le système 4 (couple et ménage en eux-mêmes) et le système 5 (rapports hommes-femmes en général). C'est dans sa relation à l'homme que la femme tend le plus à contester les valeurs établies: mais les différences vont seulement de 4% à 10% sur les pourcentages moyens et, nous le verrons, nombre de modérations seront introduites.

Nous pouvons entreprendre maintenant le commentaire de détail pour chacun de ces systèmes de représentations.

TABLEAU 22. Les distributions masculine et féminine des attitudes dans les systèmes de représentations sur la famille(1).

<u>Systèmes de représentations</u>	<u>Sexe</u>	<u>Positions conservatrices</u>		<u>Positions médianes</u>		<u>Positions novatrices</u>	
		<u>1</u>	<u>2</u>	<u>1</u>	<u>2</u>	<u>1</u>	<u>2</u>
1. Institutions fondatrices de la famille:	S1	60	64,5	20	53,8	20	56,6
	S2	60	61,1	20	50,5	20	67
2. Rapports père-enfants :	S1	63	62	7,4	43	29,6	58,7
	S2	59,2	67,2	3,8	59	37	59,3
3. Rapports père-jeune-ménage	S1	15,8	51	31,6	53	52,6	77
	S2	15,8	54,1	31,6	56,7	52,6	79,3
4. Couple et ménage en eux-mêmes:	S1	36,2	61,9	12,7	59,7	51,1	67,1
	S2	25,5	65,2	14,9	48,4	59,6	71,4
5. Rapports homme-femme en général:	S1	60	66	0	0	40	66
	S2	60	49,1	0	0	40	76

Les Institutions fondatrices de la famille.

Le tableau 23, en fin de paragraphe, permet de comparer les représentations des deux sexes sur les institutions fondatrices de la famille. Il a été dressé dans le sens du conservatisme décroissant des attitudes manifestées par les hommes. Celles des femmes ont été indiquées en regard.

(1) Les colonnes réservées aux positions majoritaires prises sont divisées en 2 sous-colonnes: la première présente les pourcentages d'items ayant provoqué ces prises de position majoritaires; la seconde indique les pourcentages moyens des effectifs majoritaires de sujets qui ont pris cette position.

Si l'on considère l'équilibre d'ensemble des attitudes, ce système est le plus chargé de traditionalisme. La famille demeure très valorisée: c'est pourtant bien le groupe où se maintient au plus haut point la culture traditionnelle, où sont susceptibles de se nouer les conflits les plus violents entre générations. Il n'empêche que les jeunes souscrivent en masse aux principes qui nourrissent l'"idéologie" patriarcale: "La famille est sacrée, passe avant toute chose", "L'honneur et le nom de la famille doivent être défendus à tout prix", ou encore: "C'est dans la famille que l'enfant apprend ce qu'il faut pour devenir un homme digne de ce nom".

Beaucoup moins retenues, par contre, sont les propositions sur sa fermeture au social, l'importance des sacrifices qu'elle impose, les obstacles qu'elle dresse contre l'épanouissement individuel. Ces critiques apparaissent pourtant dans nombre de plaintes formulées dans la vie courante. Mais on répugne manifestement à les reprendre sous forme de principes définitifs, de traits négatifs généraux et explicites de l'institution. Aussi bien celle-ci reste-t-elle privilégiée par rapport aux organisations de jeunesse. Corrélativement l'obligation islamique du mariage demeure très largement admise, ainsi que sa forme religieuse traditionnelle, et l'intrusion de l'enfant illégitime est rejetée.

A partir de là, cependant, nous voyons apparaître les modifications. On souhaite freiner les échanges et cérémonies traditionnels dispendieux accompagnant les noces; la moitié des jeunes va même jusqu'à souhaiter la suppression de la dot versée par la famille de l'époux. La majorité se dit indifférente à la présence ou absence de la qualité de cousin du conjoint: sans la rejeter, on ne fera rien pour maintenir l'endogamie. Par ailleurs, on a bien accepté les "devises" extrémistes du groupement patriarcal, mais c'est la motivation principale de la famille conjugale, "former un couple heureux et qui s'aime", qui est choisie comme pre-

mier but du mariage. Puis on retient "avoir des enfants", et après seulement les motivations proprement patriarcales: unir les familles des époux, perpétuer le nom.

Malgré l'importance attachée à la possession d'une descendance, la perpétuation de la lignée du père n'est pourtant plus la condition et la fin imprescriptibles de l'union conjugale: la stérilité de l'épouse, déclare-t-on à une forte majorité, ne doit plus être un motif suffisant de divorce; d'autre part, mais de façon beaucoup plus controversée, on met en question l'appropriation des enfants par le père en cas de divorce. Ce qui, on le voit, doit abattre le pilier du système patriarcal.

L'économie de cet ensemble paraît donc bien se dessiner. C'est un objectif du système conjugal qui est assigné à l'union des sexes, point de départ de l'institution familiale. Et le désir de limitation des échanges entre familles au moment de la formation du couple manifeste, entre autres, le souhait de le voir prendre une autonomie inscrite, elle aussi, dans la logique de ce système. Les anciennes finalités patriarcales (transcendance de la grande famille considérée comme l'impératif suprême) ne sont pas, pour autant, purement supprimées: si elles ne sont apparemment plus considérées comme l'objectif prioritaire du mariage, elles demeurent à titre d'importantes valeurs méritant toujours d'être fortement préservées. Cette intense "idéologie familialiste" est évidemment étrangère au système conjugal.

De même, sur les autres points, chaque fois que nos questions obligent le jeune à se prononcer sur des cas extrêmes, les principes de la famille conjugale l'emportent sur les anciens: ainsi en est-il pour l'absence d'enfants ou même, chez beaucoup, pour leur éventuelle attribution à la mère. Mais il s'agit là de situations-limites non souhaitées, qui forcent le choix. Seule la disparition de l'endogamie est envisagée par la plupart avec indifférence: cependant, comme la dot, elle est une sorte de surdéter-

mination non nécessaire du système patriarcal. Et la disparition de l'une et de l'autre répondrait aux exigences de la nouvelle mobilité sociale.

Dégageons de ce mouvement une conclusion qui trouvera d'autres illustrations: les traits rejetés sous leur ancienne forme institutionnelle sont souvent récupérés sous forme de "valeurs libres" fortement recommandées.

La comparaison des opinions masculines et féminines autorise, à son tour, des observations intéressantes.

Dans ce système de représentations sur les institutions fondatrices de la famille, le seul écart notable entre hommes et femmes concerne la prise en charge des enfants en cas de divorce. Chez les premiers, le groupe moderniste s'élève seulement à 44%, devant une forte minorité conservatrice (37,5%) et les partisans du compromis (15,5%). Une large majorité des secondes, par contre, revendique le renversement de l'ancienne norme. A part cela, on peut noter d'autres écarts attribuables à l'"intérêt" des femmes. Par exemple, elles sont plus portées à refuser de sanctionner la stérilité de l'épouse, à accepter les échanges accompagnant le mariage (qui ne se font, pratiquement, qu'au détriment du garçon), à excuser l'enfant illégitime (dont la responsabilité est toujours attribuée avant tout à la mère).

Mais il s'agit de décalages fort réduits (quelques points de pourcentages) à l'intérieur de configurations d'attitudes identiques pour les deux sexes. D'autre part on voit les femmes s'aligner sur des positions masculines consacrant l'infériorité de leur propre condition. Comme les hommes elles estiment le mariage moins obligatoire pour le garçon que pour la fille, en alléguant encore plus qu'eux la liberté, l'individualisme, l'autonomie du premier. Comme eux elles justifient le mariage essentiellement par les nécessités de son bien-être.

D'ores et déjà, cependant, nous voyons s'annoncer deux différences qui s'affirmeront. De façon générale les femmes partagent le jugement masculin sur l'infériorité féminine. Mais elles l'appuient nettement moins sur des raisons de type "substantialiste" (diverses infériorités de nature de la femme) et beaucoup plus sur la dévaluation due à leur statut social: d'où il résulte que l'égalité des sexes n'est pas théoriquement impossible. L'autre différence concerne l'institution familiale. Les filles s'intéressent infiniment moins que les garçons à l'aspect nom, lignée, honneur social, symbolisme externe du groupe domestique; mais ont une perception plus spéciale de sa réalité et de ses valeurs internes. Ici, par exemple, c'est à la formation humaine qu'il donnerait qu'elles sont le plus sensibles. Cette différences des perspectives n'a évidemment pas besoin d'être expliquée.

TABLEAU 23.- Attitudes envers les institutions fondatrices de la famille (1)

6. Obligation du mariage pour la jeune fille:

C : S1 : 86 - S2 : 76

1. Obligation du mariage pour le jeune homme:

C : S1 : 79 - S2 : 69

80. Jugement sur l'institution familiale:

C : S1 : 73,5 - S2 : 71,5

(1) Les numéros devant les items sont ceux des questions libellées dans le questionnaire reproduit en appendice. A gauche de la page les symboles (voir p.393) indiquant l'attitude majoritaire qui s'est dégagée à propos de la question et, éventuellement, la suivante, selon nos conventions de la p.393. Les chiffres indiquent les pourcentages des sujets manifestant ces attitudes.

TABLEAU 23.- Suite.

23. Place de la religion dans le mariage:

C : S1 : 61 - S2 : 74,5

16. Acceptation de l'enfant illégitime dans la famille :

C : S1 : 61 - S2 : 62

6 bis. Justification du mariage de la femme:

C : S1 : 59,5

C+N: S2 : 47,5 + 18

21. Buts du mariage:

C : S1 : 56 - S2 : 56,5

65. Comparaison mouvements de jeunes-famille:

C : S1 : 53

C+N: S2 : 49 + 22

1 bis. Justification du mariage de l'homme:

C : S1 : 51,5

C+N: S2 : 44,5 + 26

22a. Opinion sur les cadeaux de mariage:

Mé: S1 : 52

Mé+C: S2 : 43,5+35

12. Opinion sur l'endogamie:

Mé : S1 : 54 - S2 : 53

22b. Opinion sur les cérémonies de mariage:

Mé : S1 : 55,5 - S2 : 55

64. Prise en charge des enfants de parents divorcés:

N+C: S1 : 44 + 36,5

N : S2 : 69

TABLEAU 23.(Suite)

22a. Opinion sur la dot:

N : S1 : 52 - S2 : 51

60. Divorce pour stérilité de l'épouse:

N : S1 : 74 - S2 : 81

Rapports parenté-enfants indépendamment du couple

Dans ce groupe de représentations on peut distinguer trois aspects. Quelques questions seulement, dans cette rubrique, visent le large groupe de parenté: nous rencontrerons la plupart des autres quand nous aurons affaire au ménage constitué.

Nous y apprenons déjà que la grande majorité de ces jeunes continuent à vouloir honorer l'impératif patriarcal d'intense solidarité avec la grande famille. Et ce, de la façon la moins limitée puisque la question était: "Considérez-vous qu'une personne qui a des moyens doit prendre à sa charge toute autre personne qui est dans le besoin et qui a un lien de parenté quelconque avec elle?" Or, nous avons remarqué très peu de limitations liées au degré de parenté. Les arguments très traditionnels sur la réputation de la famille, son nom, le devoir religieux, le souci de bénéficier de la réciprocité occupent une place importante, mais sont dominés par ceux que commande l'"humanité".

C'est tout particulièrement le cas des filles, à qui ce devoir de solidarité familiale paraît encore plus impératif qu'aux garçons. Elles cultivent aussi le plus résolument la piété familiale puisque, d'après elles, le corps d'un parent quelconque décédé au loin est à ramener dans la sépulture des ancêtres. Ce point est plus controversé chez les hommes. Moins attachées qu'eux à l'idéologie domestique traditionnelle, les femmes sont plus "familialistes" au niveau émotionnel.

Par contre, elles sont bien moins disposées que les garçons à accepter l'ancien statut de l'oncle paternel, au point de se trouver en opposition avec eux. Car ces "seconds pères", assez nombreux dans la famille musulmane, bénéficient d'un pouvoir coercitif toujours plus lourdement ressenti par les filles. Leur désir est net d'alléger le système de surveillance développé auquel collaborent tous les mâles du groupe. Sur ce point comme sur d'autres, elles indiquent plus largement que les hommes la voie de la transformation: selon leur souhait, ces statuts spéciaux devraient se délester de leurs traits d'autorité et se ramener au maximum aux obligations d'aide, de protection, qui en sont la contre-partie. Bref, comme un certain nombre de garçons, elles désirent renverser l'équilibre entre les deux volets de l'institution traditionnelle.

Les jeunes des deux sexes se retrouvent d'accord sur un point inattendu: ils estiment encore, dans leur majorité, qu'on doit écouter les vieux. Les femmes y sont plus disposées que les hommes. Et des deux côtés les raisons très traditionnelles de valorisation de leur savoir, de leur expérience, sont le plus avancées. Au moment où la guerre des générations est censée paroxystique, voilà un sérieux élément de modération. Les divergences, aussi vives soient-elles, deviendront difficilement des cassures si les jeunes, dans leur plus grand nombre, continuent à vouloir tenir compte des avis des anciens.

Un second aspect de ce groupe de représentations a trait aux rapports avec les parents directs, dans le noyau de la famille.

Que demeure-t-il, d'abord, de l'étendue des sacrifices dus par l'enfant à ses parents? Il reste entendu, en premier lieu, qu'il doit s'en charger entièrement quand ils sont vieux, en les gardant chez soi. La norme demeure là-dessus très vigoureuse et la perspective de l'enfreindre soulève des cris d'indignation,

les plus véhéments avec ceux arrachés par l'idée de l'infidélité de l'épouse. Ce serait une véritable impiété. Pour le reste, on observe quelques gradations, mais sur un fond permanent: la représentation des sacrifices dus aux parents est sans commune mesure avec celle en vigueur dans le système conjugal. Quand on gagne un salaire tout en vivant chez eux on doit le leur donner, en totalité ou en partie selon leur situation. Une fois au loin on ne doit pas hésiter, s'ils sont dans le besoin, à revenir près d'eux avec son propre ménage pour s'en occuper.

Cependant on ne doit leur sacrifier ni ses études, ni sa situation ou ses principaux intérêts. Mais c'est une faible majorité qui juge ainsi, la minorité disposée à aller jusque là ou à chercher des compromis étant presque aussi forte. En tout cela, d'une manière générale, les filles vont encore plus loin que les garçons.

Cet état d'esprit demeure-t-il quand on passe du domaine de l'avoir à celui de l'être, autrement dit aux relations entre la personnalité des parents et celle des jeunes? En période d'acculturation, les changements à opérer étant si étendus et brutaux, on prédirait aisément le contraire. Pourtant il n'en est rien. Que ce soit la réalité ou un effet de piété filiale commandé par la norme traditionnelle, à peine 15% des sujets ne se reconnaissent aucune qualité due à leur milieu familial, contre 28% qui prétendent ne tenir de lui aucun défaut. Par ailleurs les premières l'emportent de loin sur les seconds: pour les garçons, les moyennes s'établissent respectivement à 0,76 et 0,43; pour les filles à 0,87 et 0,53.

Les uns et les autres identifient les mêmes traits négatifs dans leur individualité. D'abord et surtout la "nervosité", l'impulsivité; puis la timidité, le manque de confiance en soi, de connaissance du monde, l'aspect infantile de la personnalité ("surmoi excessif", "crainte du père"), l'imprévoyance, la "vie

au jour le jour", la nonchalance, l'extrême traditionalisme, le "souci du qu'en dira-t-on", le "fanatisme". Mais les qualités l'emportent de loin: essentiellement qualités morales et de sérieux; bonté, dévouement, générosité; attachement à la famille et à ses principes, sentiment de l'honneur. Ainsi le milieu familial aurait-il eu sur la personnalité de ces jeunes un effet surtout positif, en leur donnant, à les en croire, ce qu'on appelle les "qualités de fonds".

Ils expriment aussi en grande majorité leur satisfaction pour l'attitude des parents pendant leur enfance. La mère est plus appréciée que le père, largement chez les garçons, à peine chez les filles. Nous avons déjà noté ce paradoxe: entre parents et enfants, rapports affectifs et institutionnels tendent à être, si l'on peut dire, de signe inverse. Institutionnellement privilégiés par le groupe mâle dont ils font partie, les garçons ont pourtant de moins bonnes relations avec leur père que les filles et ils apprécient beaucoup plus leur mère. Ils signalent la bienveillance de celle-ci, sa gentillesse, sa fonction de médiatrice auprès du père. En revanche ils se plaignent souvent de la "distance" avec celui-ci, de sa "sévérité". Les filles font largement état de la bienveillance, de la gentillesse paternelles à leur égard (26% contre 16% chez les garçons); elles accusent plus souvent la "sévérité" de la mère, ses préférences manifestées pour les frères.

La raison du paradoxe paraît bien être dans les institutions elles-mêmes. De par les latitudes qui leur sont culturellement accordées, les garçons ont d'avantage la possibilité d'enfreindre les normes, de tenir tête aux parents mâles: on comprend que ceux-ci puissent se montrer plus facilement bienveillants avec les filles corsetées par le système. Quant aux mères, elles ont intériorisé l'infériorisation attachée à leur sexe et leur attitude envers leurs enfants semble bien en être la conséquence.

Quoiqu'il en soit, il s'agit là de simples nuances sur un fond de valorisation généralisée des parents. Et une fois de plus, comme dans notre enquête sur les collégiens, les raisons fournies sont presque exclusivement d'ordre affectif, liées à leurs attitudes existentielles. Les mécontentements dus à leurs "idées périmées" sont signalés par des fractions n'excédant jamais 1,5% des jeunes.

On retrouve d'ailleurs une autre dissociation dont nous avons fait état. Si l'on est largement satisfait de l'influence du milieu familial sur sa personnalité et des attitudes parentales, on sera pourtant peu nombreux à reproduire l'éducation donnée aux garçons de la famille, moins encore à imiter celle dispensée aux filles. Aux premiers on donnera une formation "selon les temps actuels", "techniquement supérieure". Et les filles ajoutent qu'on "les remettra à leur place". Quant aux secondes, il faut "les amener à la hauteur de la société moderne". Et les filles jugent qu'on devra leur laisser plus de liberté, leur permettre un plus grand épanouissement personnel. Ces jeunes approuvent donc les attitudes des parents envers eux tout en s'opposant à leur type d'éducation, dissociant la valeur de la personnalité parentale de ses conduites techniques.

De même, à les en croire, cette technique déficiente n'a pas empêché le milieu familial de marquer positivement leur personnalité grâce aux qualités morales, aux attitudes fondamentales (sérieux, honnêteté, etc..) dont il les a fait bénéficier. C'est la confirmation de ce que nous avons interprété comme un mécanisme de défense, permettant à ces jeunes de demeurer satisfaits de leur famille malgré les incidences perturbatrices du changement.

Cette valorisation de l'image des parents se retrouve de façon inattendue à propos d'une question engageant, cette fois, non plus le passé mais l'avenir. Les garçons aimeraient que leur épouse ressemble à leur mère bien plus qu'elle n'en diffère: la

moyenne des souhaits de ressemblance se monte à 0,92; celle des souhaits de différence à 0,62. Ils n'apprécieraient pas chez leur femme l'esprit traditionaliste excessif de la mère, sa vision périmée de la vie, son absence d'instruction; puis secondairement, sa "nervosité" et son caractère inquiet; son "physique", son manque de coquetterie, d'élégance; son bavardage, ses indiscretions; les lacunes de ses techniques éducatives, son désordre et son laisser-aller. Mais, en nombre bien plus grand, ils lui souhaitent sa douceur, sa bonté, son bon naturel; ses qualités de ménagère, de cuisinière; son sérieux, sa fidélité, sa "pureté".

A leur tour les filles aimeraient que leur époux ressemble à leur père plus qu'il n'en diffère: les moyennes de souhaits de ressemblance et de différence s'élèvent respectivement à 0,90 et 0,66. Les différences devraient porter sur le caractère "mauvais", "furieux", "nerveux" du père; puis sa sévérité, son manque de libéralisme; enfin, loin derrière, son conservatisme, ses préjugés arriérés, son manque de dynamisme, sa nonchalance, son absence d'organisation. Les ressemblances concerneraient sa gentillesse, sa bonne humeur, son bon caractère; puis ses bonnes attitudes envers la famille, les enfants; son honnêteté, son sérieux; son amour et sa confiance en sa femme; enfin, loin derrière, ses qualités d'intelligence et de tolérance.

Comme on le voit, à partir du moment où il s'agit de l'avenir de ces jeunes, et d'un avenir qui les touche de très près, les réserves deviennent plus apparentes. Elles n'en demeurent pas moins bien inférieures aux éléments de valorisation. Si bien qu'en fin de compte, en pleine crise d'acculturation, l'image des parents est largement pour leurs enfants une image-guide, grâce à la séparation de leurs attitudes fondamentales et de leurs façons de faire.

Terminons ce tour d'horizon des rapports avec le milieu familial par les jugements sur le statut traditionnel du fils aîné. Entre les jeunes des deux sexes surgit la même opposition que

pour l'oncle paternel. Le groupe le plus fort des garçons estime devoir lui conserver ce statut qui avantage le mâle. C'est l'inverse pour les filles. Selon elles au surplus, et bien plus souvent que pour les garçons, on doit ôter ses droits et lui laisser les devoirs: les mêmes raisons leur dictent la même attitude que pour l'oncle. Une représentation s'affirme donc nettement chez elles, qui s'esquisse seulement dans le groupe masculin: conserver dans toute leur force les obligations envers la famille, envers les anciens, mais en les débarrassant le plus possible des rapports d'autorité dominatrice imposés aux jeunes, particulièrement aux femmes.

Le modèle visé est bien reconnaissable: le support de l'obligation doit devenir entièrement "moral". Il lui faut s'intérioriser, à la limite, en une pure obligation de conscience, sans le secours du pouvoir coercitif extérieur. On observe d'ailleurs une progression dans le souhait de ce "délestage". Il est relativement le plus net pour les collatéraux. Il l'est moins pour le fils aîné, parent plus proche. Nous ne l'avons pas encore décelé pour le mari, ou les père et mère; mais, nous le verrons, ils ne seront pas entièrement épargnés.

Quelques questions, enfin, invitaient les jeunes à se représenter eux-mêmes dans le rôle de parents, afin de connaître certaines autres de leurs opinions sur les rapports avec les enfants (1).

La présence de l'enfant au foyer demeure une forte valeur pour tous, mais c'est surtout aux femmes qu'elle paraît irremplaçable: 63,5% d'entre elles considéreraient son absence comme un malheur, contre seulement 52,5% des hommes. Souvenons-nous,

(1) Dans notre échantillon 62 garçons et 122 filles sont mariés, soit 13,6% des premiers et 28,7% des secondes (les deux groupes étant, on s'en souvient, totalement appareillés).

cependant, que pour la majorité des uns et des autres elle ne doit plus être un motif de séparation des époux. Tout en restant très désirée, la progéniture n'est donc plus considérée comme l'unique finalité du couple. Celui-ci commence à devenir une valeur en soi, comme l'affirment d'ailleurs la plupart des jeunes qui se passeraient d'enfants s'il le fallait: le bonheur ne repose pas sur eux, ce n'est pas le but essentiel du mariage .

Voilà pourtant qui pourrait sembler curieux: les garçons, pour qui la perpétuation de la lignée est traditionnellement l'impératif fondamental, apparaissent plus détachés que les filles. La raison en est simple: cette préoccupation elle-même n'occupe plus qu'une place minime, du moins au niveau des opinions, dans les motivations de la procréation. Ainsi 5,5% seulement des hommes et 3% des femmes expriment le souci de perpétuer la famille. Les arguments ont subi une mutation: "Sans enfants que ferait-on dans la vie?", "Sans eux notre oeuvre finira à notre mort", "Le foyer sans enfants n'est pas un véritable foyer", "Sans eux les coeurs se dessèchent", "L'enfant est le fruit de l'amour réciproque". Bref l'enfant devient un moyen d'accomplissement personnel et du couple; et cela, en la circonstance, paraît plus nécessaire à la femme qu'à l'homme. C'est, on le voit, la motivation traditionnellement alléguée dans le système conjugal. Enfin, pour 7,5% des garçons et 2,5% des filles "mieux vaut ne pas avoir d'enfants".

Ainsi donc la norme de possession d'une descendance demeure respectée, malgré la transformation des justifications traduisant une relative dévalorisation de la progéniture. Par contre celle de la procréation illimitée est nettement mise en échec. Sachons d'abord que, pour les 62 hommes et les 122 femmes mariés de 17 à 30 ans de notre échantillon, les nombres moyens d'enfants vivants sont respectivement de 2,31 et 2,40. Voici, d'autre part, les nombres souhaités par l'ensemble des jeunes:

	<u>Hommes</u>	<u>Femmes</u>
0-1 enfants:	5,5%	4%
2 " :	29,5%	28,5%
3 " :	35,5%	27,5%
4 " :	21%	29,5%
5-8 " :	8,5%	10,5%

L'écrasante majorité désirerait avoir deux à quatre enfants, les modes se situant à trois pour les hommes, quatre pour les femmes, les moyennes s'élevant à 3,01 et 3,16. Les filles, cela se confirme, attachent un plus grand prix à la progéniture. Tous ces caractères, finalement, sont dus à la transformation des significations attachées à celle-ci, par suite d'un déplacement des buts. A partir du moment où les enfants ne sont plus le moyen d'accomplissement du groupe domestique, mais de la personnalité des parents, il est normal qu'on veuille en limiter la quantité: de cette façon, les autres aspirations de l'individualité ne seront plus sacrifiées. Les réactions de la fille deviennent également compréhensibles: étant moins assurée dans sa personnalité du fait de son statut, elle continue à voir d'avantage dans l'enfant son moyen de valorisation et donc d'accomplissement intérieur le plus reconnu.

Mais que ferait-on pour obtenir cette limitation? Au moment de l'enquête l'emploi des moyens scientifiques de contrôle des naissances en était au stade expérimental. De la sorte, pour la quasi-totalité de la population non instruite, la seule possibilité concrète était l'avortement. C'est pourquoi nous avons directement confronté les jeunes à cette éventualité. Or, même au niveau des opinions exprimées sur une question aussi chargée et devant un moyen aussi risqué, l'acceptation l'emporte sur le refus.

C'est net pour les femmes qui, c'est intéressant, se soucient beaucoup moins que les hommes des "raisons de santé de la

mère" et bien plus des "désaccords conjugaux" ou des inconvénient de la famille nombreuse. Ainsi sont-elles plus attachées qu'eux à la présence de l'enfant et en même temps plus soucieuses de maîtriser sa venue, dont elles savent combien elles supportent plus lourdement les conséquences. Les garçons sont plus partagés, malgré leur plus grand désir de limiter leur descendance. Car cette tendance des temps nouveaux se heurte à leur plus forte sensibilité aux anciennes normes (ici le tabou sur l'avortement en tant que tel), dont le groupe masculin se perçoit comme l'agent. Pourtant, si l'on ajoute aux "modernistes" ceux qui admettent le sacrifice de l'enfant à la santé de la mère, l'acceptation finit par l'emporter également chez eux.

Les faits, cependant, continuent à nous mettre en garde contre les systématisations imprudentes. S'il est vrai que les significations attachées à l'enfant changent et entraînent sa dévalorisation, celle-ci demeure pourtant contenue par divers tempéraments. La progéniture reste vigoureusement souhaitée. Sa limitation, quoique plus facilement acceptée, s'arrête à un certain seuil: les moyennes désirées, on l'aura remarqué, sont supérieures à celles souhaitées en Europe malgré le considérable écart des niveaux économiques. La norme traditionnelle, comme on le voit, ne se retire pas d'un seul coup. Le fait est confirmé par une autre observation: la grande majorité, dans les deux sexes, se prononce contre le placement de l'enfant qui permettrait à la femme de travailler dehors. La qualité de mère doit donc l'emporter inconditionnellement. Les nouveaux soucis de promotion individuelle, de préservation de l'autonomie du couple, d'amélioration de ses conditions de vie, trouvent ici une autre limite.

Il faut dire que cette dernière question se lie à une autre: l'accès de la femme à la vie publique, particulièrement mal accepté par l'opinion. Si les filles se battent pour qu'on l'accorde à la femme célibataire et même à l'épouse, elles cessent de le

faire quand l'image traditionnelle de la maternité apporte son renfort à celle de la féminité: de cette confluence résulte une forte position de la tradition, qui enlève l'assentiment. Et cet ensemble de modérations, de compromis plus ou moins spontanés, amortit la retraite de l'ancien modèle, la pénétration du nouveau.

Reste à savoir comment ces jeunes, en tant que futurs parents, comptent se conduire avec leurs enfants. Leur éducation, nous l'avons déjà vu, sera différente. Nous savons aussi dans quel sens: elle les ouvrira à la société moderne et leur permettra de s'y adapter. Là-dessus on tournera le dos au passé, quelque valeur qu'on lui reconnaisse par ailleurs quant à la formation de sa propre "infra-structure". Cette rupture paraît au premier abord se confirmer sur un plan complémentaire: celui du type de relations qu'on souhaite instaurer avec les enfants. Voici, en effet, les items les plus cochés et leur rang:

	<u>Hommes</u>	<u>Femmes</u>
- Si les enfants désirent discuter les ordres du père, le père doit accepter la discussion:	1er	2ème
- Le père doit exiger qu'on se conduise respectueusement envers lui:	2ème	4ème
- Le père doit se conduire avec ses enfants comme un ami et accepter que ses enfants le traitent comme un ami:	3ème	1er
- Le père doit accepter que la plus grande liberté règne dans les rapports entre lui et ses enfants:	4ème	3ème

Les items modernistes, préconisant les attitudes inverses de celles du passé, rencontrent donc bien le plus de faveur. Les propositions très traditionalistes (interdiction de parler, de

fumer devant le père, nécessité d'inspirer la crainte) viennent loin derrière. D'autre part les confidences des enfants sont très souhaitées, par les filles plus encore que par les garçons.

Mais on peut déjà constater la place privilégiée, particulièrement dans le groupe masculin, de l'item traditionaliste sur le respect du père, qui vient se mêler aux propositions modernistes. Par ailleurs ces jeunes pouvaient cocher plusieurs items à la fois et, si l'on tient compte des groupements effectués, les observations précédentes sont sérieusement modérées.

Chez les hommes d'abord, les groupements de propositions purement modernistes forment seulement 28% de l'ensemble, tandis que 72% incluent au moins un item traditionnel. Chez les femmes ces pourcentages s'élèvent respectivement à 35,7% et 64,3%. Bien entendu, la proposition traditionnelle la plus souvent - et de loin - mêlée aux autres dans ce cas est celle du respect que doit exiger le père (282 fois sur 327 pour les hommes, 228 fois sur 269 pour les femmes). Enfin le libéralisme de principe n'empêche pas la forte majorité des garçons et filles de compter soumettre à leur autorisation ou contrôle les diverses conduites de leurs enfants: distractions et loisirs, horaires de sorties, choix des amis et camarades, usage de l'argent de poche.

Un modèle particulier de relations paraît ainsi devoir se mettre en place. Le désir est énergique de supprimer l'antique "distance" avec le père, l'ancien en général, d'établir une réelle communication avec lui, de substituer la chaleur et la spontanéité des rapports affectifs à la sévérité glacée des relations institutionnelles traditionnelles. Mais revendiquer simultanément le droit du père à exiger les conduites respectueuses implique qu'il puisse contrôler ces nouvelles relations et les interrompre si nécessaire. C'est donc finalement lui qui les octroie et en demeure le maître. On aboutit à un paternalisme, où la bilatéralité instaurée dans le domaine des faits reste subordonnée à l'ancienne unilatéralité sur le plan des principes.

TABLEAU 24.- Rapports de la parenté avec les enfants

67. Satisfaction pour l'attitude de la mère pendant l'enfance:

C : S1 : 78 - S2 : 76,5

57. Désir de ressemblance entre conjoint et père ou mère:

C : S1 : 77 - S2 : 86

54. Envoi des parents à l'asile:

C : S1 : 77,5 - S2 : 81

75a. Contrôle des distractions et sorties de l'enfant:

C : S1 : 73,5 - S2 : 75,5

75b. Contrôle des horaires de l'enfant:

C : S1 : 72 - S2 : 75,5

79a. Retour du jeune près de sa famille dans le besoin:

C : S1 : 70 - S2 : 73,5

39. Placement de l'enfant pour le travail de la mère:

C : S1 : 69 - S2 : 60,5

66. Satisfaction pour l'attitude du père pendant l'enfance:

C : S1 : 68 - S2 : 76

75d. Contrôle des relations de l'enfant:

C : S1 : 66 - S2 : 62

55. Qualités héritées du milieu familial:

C : S1 : 64,5 - S2 : 82

78. Prise en charge des membres de la parenté dans le besoin:

C : S1 : 63,5 - S2 : 68

53. Faut-il écouter les vieux?

C : S1 : 55 - S2 : 60

59. Attitude devant l'absence d'enfants:

C : S1 : 52,5 - S2 : 63,5

TABLEAU 24.- (Suite)

75a. Contrôle de l'argent de poche de l'enfant:

C+N: S1 : 50+43

C : S2 : 51,5

72. Droits du fils aîné:

C+N: S1 : 43+38

N+C: S2 : 49+22,5

74. Droits de l'oncle sur les neveux:

C+N: S1 : 40+34

N+C: S2 : 48+25,5

61. Opinion sur l'avortement:

C+N: S1 : 35+32,5

N+C: S2 : 47,5+34,5

77. Don du salaire du jeune aux parents:

Mé: S1 : 50,5 - S2 : 59

58bis. Nombre d'enfants souhaité:

Mé+N: S1 : 35,5+35

C+N: S2 : 40+32,5

81. Ramener le corps d'un parent dans la sépulture familiale:

N+C: S1 : 46,5+39

C+N: S2 : 44+42

68. Accord avec l'éducation donnée aux garçons:

N+C: S1 : 48,5+32

N : S2 : 51

79b. Sacrifice des études du jeune pour les parents dans le besoin

N : S1 : 50,5

N+C: S2 : 50+38

69. Accord avec l'éducation donnée aux filles:

N : S1 : 56 - S2 : 55,5

79. Sacrifice de la situation du jeune pour les parents dans le besoin:

N : S1 : 58,5 - S2 : 61,5

70. Rapports souhaitables père-enfant:

N : S1 : 61 - S2 : 68,5

71. Confidences des enfants aux parents:

N : S1 : 76 - S2 : 89

Rapports de la parenté avec le jeune ménage

Il faut distinguer les interventions de la famille dans la formation du couple d'une part, dans le ménage constitué de l'autre.

Pour le premier point, l'antique et souveraine main-mise des parents sur l'union de leurs enfants (à laquelle ils continuent à tant tenir) est repoussée à de très fortes majorités (les minorités d'assentiment atteignant tout de même encore des taux de 10 et 15%). On met en avant la primauté de l'amour, du bonheur individuel: ce qui manifeste à l'évidence le rejet de la conception patriarcale du mariage et confirme l'émergence de la valeur individu. Par ailleurs ce principe est admis par les garçons et les filles pour les deux sexes, mais de légères différences sont intéressantes à noter. Ainsi on refuse l'imposition du mariage sans amour à la jeune fille, mais les majorités s'abaissent de 4 à 5% (même chez les filles) quand cette union doit servir l'intérêt familial. D'autre part, chez les femmes comme chez les hommes, les minorités qui admettent l'union imposée au garçon augmentent d'au moins le double quand il s'agit de la fille. Nombre de jeunes gens, donc, refusent à celle-ci les nouveaux droits qu'ils

s'accordent. Et, inversement, des femmes admettent pour l'homme les nouvelles conduites qu'elles se refusent. On aura pu noter, depuis le début de cette analyse, une tendance de chaque sexe à manipuler l'acculturation dans son intérêt. Mais si elle s'affirme uniment chez les garçons, elle est plus ambiguë et complexe, comme nous le verrons mieux par la suite, chez les filles.

Il ne faudrait pas en conclure pour autant que, sur ce point fondamental, les jeunes Tunisiens adoptent tout simplement les normes du système conjugal. Car s'ils ne veulent plus se laisser imposer le mariage, plus des deux tiers d'entre eux, dans chaque sexe, estiment que le choix du conjoint doit être fait par les parents et le jeune ensemble, avec l'habituel écart au détriment des filles, auquel celles-ci souscrivent d'ailleurs dans les mêmes proportions que les garçons. Le mouvement observé ici se retrouvera souvent: les femmes s'accordent le droit de regard dans leur mariage plus que ne le leur accordent les hommes; mais elles l'accordent aux hommes encore plus qu'à elles-mêmes. Si elles manipulent l'acculturation dans leur intérêt, c'est encore le plus fréquemment à l'intérieur de la forme traditionnelle de l'inégalité des sexes, qu'elles sauvegardent simultanément.

Et que se passera-t-il si les parents demeurent opposés au jeune sur le choix de son conjoint, "malgré tous les efforts qu'il a faits pour les convaincre"? Dans ce cas embarrassant, manifestement non souhaité, le garçon passera outre (et les filles sont encore plus catégoriques en ce qui le concerne), non sans avoir pris des précautions: "Il faut examiner la valeur des raisons", "prendre conseil du reste de la famille, de ses amis", "se marier après réflexion". Ou encore, "s'il ne doute pas de la jeune fille", "s'il l'aime vraiment". Pour la jeune fille, le cas est beaucoup plus controversé. Il se trouve encore 52,5% de jeunes gens à lui reconnaître le même droit, à condition de redoubler de prudence et de précautions. Mais la majorité des filles (54%)

juge qu'il vaut mieux se soumettre. On pourrait être surpris de cette saute de libéralisme des hommes envers les femmes: mais, on l'a vu dans nos précédents chapitres, l'obstacle matrimonial principal vient pour eux du veto des parents de la jeune fille.

Ajoutons à cet ensemble deux traits. Dans les deux sexes la majorité refuse le mariage du garçon si sa famille a besoin de lui et elle subordonne l'inter-connaissance (d'ailleurs souhaitable) des fiancés à l'accord des parents. On conviendra donc que les normes du système conjugal ne sont pas entérinées. Sur ce point crucial de l'ouverture du groupe domestique à l'étranger, on repousse les décisions inspirées par les impératifs de la pure stratégie familiale, mais on conserve aux parents des droits de contrôle, d'intervention et même de veto importants. Ils doivent leur permettre de concilier les intérêts et l'"honneur" du groupe avec les nouvelles motivations affectives de l'individu. En somme, l'admission de l'étranger devient simplement affaire plus collective qu'auparavant, puisque désormais le jeune aura voix au chapitre et qu'on ne pourra lui imposer une décision unilatérale. Et, quoiqu'il le puisse à la limite, il n'est pas du tout souhaitable qu'à son tour il en vienne à imposer la sienne.

On aboutit donc à une formation de compromis entre les deux systèmes. Si ce compromis ne peut se réaliser, le nouveau l'emportera sur l'ancien. Mais ici encore, comme nous l'avons déjà remarqué à deux reprises (stérilité de la femme, sort des enfants de divorcés), l'alignement sur les normes de l'autre culture est seulement éventuel, lié à un état de crise jugé anormal. Ce cas d'adoption "hypothétique", en "dernière extrémité", des normes étrangères nous paraît intéressant. Il aboutit lui aussi à modérer les effets brutaux du changement culturel.

Qu'en est-il, à présent, des rapports avec le ménage une fois constitué? Les réponses nous amènent à distinguer nettement deux groupes d'items. Le premier envisage les liens

du ménage avec la parenté: affectifs, de respect, de solidarité, de cohabitation; le second vise les pouvoirs sur lui du groupe familial.

Une évidente volonté de compromis, de modération, caractérise les représentations de la majorité de ces jeunes sur le premier groupe de conduites. On ne veut plus, sauf pour des minorités persistantes et parfois importantes, de l'ancienne inclusion totale du ménage dans le groupe domestique. Le plus grand nombre refuse pour l'avenir la cohabitation avec la famille de l'homme. Il se trouve aussi 59% de garçons, mais seulement 51,5% de filles, à ne plus accepter la totale et inconditionnelle ouverture de la maison des jeunes époux à la parenté.

Mais ces majorités novatrices, comme on peut le constater, sont peu élevées. D'autre part le souci est très vif de ménager les familles, de ne pas les blesser. Mieux même: la raison la plus avancée pour justifier cette prise de distance est qu'elle doit précisément permettre de sauvegarder "le respect, la bonne entente", bref le lien familial. On retrouve cette attitude dans la situation classique de conflit entre parents et bru: selon l'opinion dominante de ces jeunes, l'homme doit "arranger les choses sans sacrifier personne" ou même demeurer en dehors. Les filles elles-mêmes, tout en sachant bien qu'elles endureront très probablement cette situation quasi-institutionnelle, avancent ce point de vue plus largement encore que les garçons. Et quand on préconise de s'éloigner en cette circonstance de la famille, c'est encore pour sauver les liens avec elle. C'est l'un des cas où la valeur traditionnelle devient médiatrice de la conduite nouvelle, destinée à mieux la préserver.

On rencontre par là-même, une fois de plus, ce mouvement déjà signalé: l'ancienne valeur n'est plus adhérente à des déterminations sociales indiscutables et comme engluée en elles; elle est ramassée en un concept autonome dont on variera les moyens

de réalisation selon les circonstances. Détachée du plan étroitement social, elle est "mobilisée" et récupérée au plan psychologique et moral.

Pour en terminer avec ces relations parenté-ménage, ajoutons enfin que, comme on pouvait s'y attendre, le couple ne se livrera à aucune familiarité devant la famille, car le "respect" doit demeurer entre personnes des différentes générations.

Mais les institutions traditionnelles, on le sait, donnaient aussi aux anciens différents pouvoirs sur le jeune ménage, par lesquels ils le tenaient dans une étroite subordination au groupe. Ces prérogatives sont rejetées à d'écrasantes majorités et on peut faire là-dessus deux observations.

D'abord le refus est d'autant plus fort que l'on passe de la gestion matérielle des biens, de l'argent, aux initiatives engageant le couple et ses enfants. Sur ce dernier point on atteint la quasi-unanimité: si les jeunes interrogés supporteront peu l'autorité du groupe sur leurs personnes et leur avoir, ils la souffriront encore moins sur leur progéniture, dont ils revendiquent désormais la totale appropriation.

D'autre part, la transformation annoncée de la famille tunisienne paraît bien se caractériser, entre autres, par l'allègement ou la suppression des pouvoirs qui lui étaient précisément et institutionnellement accordés: or ce sont les femmes qui poussent dans ce sens, plus encore que les hommes. Parallèlement elles se sont montrées, dans l'ensemble, plus soucieuses de maintenir l'intensité des liens avec le groupe familial en manifestant, ici encore, leur originalité relativement aux garçons: elles allèguent beaucoup moins le respect des traditions, les raisons religieuses, l'honneur social du groupe, la défense du nom et autres arguments tirés de "l'idéologie" patriarcale traditionnelle. Ce sont les garçons qui continuent à se référer d'avantage à cette "face externe" de la famille, soumise au regard

social. Les filles vivent et valorisent fortement sa "face interne". Sa fonction, pour elles, est de tisser un groupe de communion qui, sur ce plan affectif maintenant valorisé, demeure beaucoup plus étendu et exigeant que dans le système conjugal européen.

Enfin, on rencontre ici encore une proposition modératrice analogue à celle qui recommandait d'"écouter les vieux". Celle-ci, on s'en souvient, permettait aux anciens de récupérer d'une certaine façon la perte de certains pouvoirs institutionnels précis sur les jeunes. Maintenant, après avoir repoussé la régence formelle des parents sur le ménage, on est très loin de refuser, comme il eût été logique, leurs interventions dans les affaires du couple. Le plus fort groupe des garçons continue à les admettre, auquel il faut ajouter un autre, important, qui préconise une attitude médiane. Le plus fort groupe des filles, en revanche, les refuse: mais si l'on ajoute aux traditionnalistes celles qui recommandent le compromis, il est dépassé.

Une fois de plus, donc, l'aversion pour les aspects traditionnels précis de l'autorité dominatrice n'aboutit pas à sa pure liquidation. Elle est ré-admise sur un plan plus général, plus indéterminé, laissant plus de souplesse et de liberté dans l'application.

TABLEAU 25.- Rapports de la parenté avec le jeune ménage.

51. Familiarité du couple devant la famille:

C : S1 : 66,5 - S2 : 64,5

3a. Conflit entre le mariage de l'homme et les besoins des parents.

C+N: S1 : 50+33,5 - S2 : 44+36

49. Intervention des parents dans les affaires du couple:

C+N: S1 : 36,5+35,5

N+C: S2 : 42,5+27,5

12. Opinion sur l'endogamie:

Mé: S1 : 54 - S2 : 53

4.A qui appartient le choix de la fiancée?

Mé: S1 : 62 - S2 : 67,5

10. A qui appartient le choix du fiancé?

Mé: S1 : 68 - S2 : 72

47. Disposition du couple à quitter la maison paternelle:

Mé+N: S1 : 41+31

Mé: S2 : 50,5

13. Opinion sur la connaissance des conjoints avant le mariage:

Mé: S1 : 50,5

Mé+N: S2 : 49+47

52. Attitude de l'époux dans les conflits parents-bru:

Mé+N: S1 : 42,5+42,5 - S2 : 48+42

11. Imposition du conjoint aux parents par la femme:

N: S1 : 52,5

C: S2 : 54

50. Accès de la maison du couple aux familles:

N: S1 : 59 - S2 : 51,5

5. Imposition du conjoint aux parents par l'homme:

N: S1 : 67 - S2 : 69

9a. Mariage de la fille pour utilité familiale:

N: S1 : 79 - S2 : 83,5

48a. Qui garde l'argent dans le groupe familial?

N: S1 : 82,5 - S2 : 91,5

9b. Droit des parents d'imposer le mariage à la fille:

N: S1 : 84 - S2 : 88

48b. Qui prend les décisions dans le groupe familial?

N : S1 : 84,5 - S2 : 93,5

48c. Qui administre les biens dans le groupe familial?

N : S1 : 84,5 - S2 : 90,5

3b. Droit des parents d'imposer le mariage au garçon:

N : S1 : 86,5 - S2 : 89,5

48d. Qui prend les décisions pour les enfants dans le groupe familial?

N : S1 : 90,5 - S2 : 94

Les relations dans le ménage

Envisageons maintenant le couple et le ménage en eux-mêmes, abstraction faite de leurs rapports avec le reste du groupe, afin d'y saisir les nouvelles relations qui s'y forment.

Sur les conditions de sa constitution, les jeunes ont quelques idées assez précises. Ils demeurent stricts, comme nous ne cesserons de le voir, sur ce qui doit préserver l'"honneur" familial. La grande majorité reprend le stéréotype aussi puissant qu'indéterminé de la liaison de la "valeur", du "prix" de la jeune fille à sa virginité, les femmes étant là-dessus les plus catégoriques. Apparaît aussi largement cet argument "modernisé" qu'elle est un "test", une mise à l'épreuve de sa "volonté".

Corrélativement le flirt est énergiquement rejeté, et encore une fois d'avantage par les filles. Les raisons en sont peu formulées, comme si l'on abordait ici un sujet échappant à l'argumentation: la conviction est nette, cependant, qu'il ne saurait y avoir de relation sentimentale non contrôlée sans relation se-

xuelle.

Comment s'étonnerait-on de ce refus quand, par ailleurs, une puissante revendication comme celle de la connaissance avant le mariage reste, malgré ses avantages reconnus, majoritairement soumise par cet échantillon à l'autorisation des parents? Voilà encore un point où l'observation commune est démentie. "Connaître", il est vrai, a été peut-être entendu au sens de "se voir régulièrement". Mais ce n'est pas du tout sûr, et certains ont bien manifesté leur totale adhésion à l'esprit de l'ancienne norme en affirmant énergiquement que "connaître, c'est déjà posséder!".

La persistance du traditionalisme est encore apparente, mais cette fois seulement chez les hommes, à propos de l'âge au mariage. Ceux-ci rejettent l'ancienne règle pour ce qui les concerne: selon eux le mariage du garçon est souhaitable de 25 à 30 ans. Mais pour la jeune fille, ils pensent que 20 ans est un maximum, le groupe le plus important le fixant au-dessous de cette limite. C'est l'un des cas les plus nets de manipulation des cultures en présence dans l'intérêt masculin ou, du moins, selon une certaine représentation de cet intérêt.

Car, par ailleurs, ce désir persistant d'épouser une mineure contredit celui d'avoir désormais une épouse "active", secondant son mari et partageant ses préoccupations. Aussi, sur ce point, les filles s'opposent-elles formellement aux garçons: elles préconisent 25 à 30 ans pour l'homme, 20 à 25 ans pour elles-mêmes. Pour tous, enfin, le mari doit être le plus âgé, la différence avec sa femme devant aller de 5 à plus de 10 ans: c'est une façon de continuer à réclamer le leadership masculin dans le ménage.

Cela étant, quelles qualités souhaite-t-on à son futur conjoint? Ici domine l'eccléctisme, ou ce que nous appellerions le "modèle de l'addition". On voudrait conserver les qualités recommandées et produites par la culture traditionnelle en y ajoutant

celles de la nouvelle, sans se soucier de leur rattachement à des profils psycho-sociologiques différents entraînant peut-être leur incompatibilité.

La grande majorité, surtout parmi les filles, reconnaissent à la Tunisienne des qualités au mariage généralement inconnues, pense-t-on, de l'Européenne. Elle serait plus "vertueuse", honnête, sérieuse, croyante, pudique, modeste, portée sur le foyer et les enfants, obéissante et gentille avec le mari (version masculine), douce et respectueuse envers lui (version féminine).

Contrairement aux filles, cependant, les garçons sont encore plus nombreux à accorder des qualités spécifiques à l'épouse européenne: de l'une à l'autre la moyenne des qualités monte de 0,75 à 0,85; tandis que, chez les filles, elle baisse de 0,72 à 0,66. L'Européenne, donc, dépasserait la Tunisienne par sa culture, son instruction, éducation, savoir-vivre. Puis on privilégie son élégance, sa coquetterie, sa "beauté"; puis sa "débrouillardise" et son sens des réalités, ainsi que son indépendance et sa liberté d'esprit (qualités également reconnues par les filles). En fait, on paraît bien souhaiter une combinaison du sérieux, de l'attachement au foyer, de la douceur sinon de la docilité de la Tunisienne avec la culture, l'éducation, le sens des réalités de l'Européenne. L'instruction est d'ailleurs réclamée pour la jeune fille à la quasi-unanimité.

On retrouve cette "addition" à propos d'une question sur les qualités désirées chez la fiancée. Un nombre écrasant de voix s'est porté sur les items "Connaître les réalités de la vie, être dégourdie, savoir prendre des responsabilités" et "Etre instruite"; les filles étant là-dessus d'accord avec les garçons. Mais, s'agissant de choix multiple, on constate que la majorité des groupements effectués (63% pour les hommes, 58% pour les femmes) inclut au moins l'un des items traditionnels: ne pas avoir eu de sorties avec les garçons, tenir compte de ce que les gens

disent autour d'elle, être d'une famille réputée, attacher un grand prix aux traditions.

Quant à l'instruction de la femme, l'argument le plus fortement avancé en sa faveur est sa considérable utilité pour le foyer, l'éducation des enfants, l'aide au mari. Les raisons touchant à l'épanouissement de la personnalité féminine atteignent seulement le taux de 24,5% chez les filles et 12,5% chez les garçons. Ainsi ce caractère moderne est-il accepté seulement par la médiation de la plus ancrée des valeurs traditionnelles, qu'il est censé promouvoir de façon particulièrement efficace.

Et que désire-t-on pour le futur mari? Curieusement, garçons et filles ont été beaucoup moins prolixes sur les qualités au mariage du Tunisien et de l'Européen. Le premier serait viril, exclusif au sujet de sa femme; bon chef de famille, pour qui le foyer compte beaucoup; endurant, sobre et sérieux. Les filles brossent le même tableau, en inversant la hiérarchie. Les deux groupes de sexe, cependant, ont tendance à valoriser d'avantage l'époux européen: du premier au second la moyenne des qualités reconnues passe de 0,47 à 0,53 chez les hommes, qui se dévalorisent donc eux-mêmes sous ce rapport; de 0,41 à 0,51 chez les femmes. On apprécie surtout sa conduite avec sa femme: libéralisme, sens de l'égalité, respect; puis son instruction, sa culture, son ouverture et indépendance d'esprit, sa tolérance; enfin sa lucidité face à la vie. Les filles y ajoutent la douceur, la sincérité, la courtoisie, la "galanterie".

Il est plus difficile, on le voit, d'allier certains de ces caractères à ceux attribués au Tunisien. De fait, si une synthèse est effectivement souhaitée pour la femme, il y a hésitation pour l'homme, et tendance à déprécier son portrait d'époux traditionnel. Aussi bien souhaite-t-on au fiancé avant tout d'être instruit, de ne pas se considérer comme supérieur à son épouse, de manifester un esprit d'indépendance pour ce qui se dit autour de lui.

Et pourtant, ici encore, la majorité des groupements (58% chez les garçons, 52% chez les filles) incluent au moins un item traditionnel: avoir de l'argent pour permettre à sa femme de tenir son rang; être d'une famille réputée; ne pas avoir fréquenté d'autres jeunes filles, attacher un grand prix aux traditions. Mais ces majorités, on le remarquera, sont plus faibles que dans le cas précédent. Dans l'ensemble la persistance des qualités traditionnelles, alliées aux modernes, est plus vivement désirée pour l'épouse que pour l'époux: serait-ce souci de sécurité?

Voyons maintenant comment on se représente le ménage idéal une fois constitué. La formation du ménage de type conjugal implique une relative dévalorisation de l'enfant (du moins en un certain sens) au profit des aspirations et intérêts des parents, ainsi qu'une réalisation du couple. Nous avons montré de quelle façon la première condition était réalisée. Quant à la seconde, elle suppose à son tour trois mouvements: "privatisation" de l'homme, "extériorisation" (ou "émancipation") de la femme, égalisation des statuts de l'un et de l'autre.

La "privatisation" de l'homme l'amènerait à se détacher de sa société masculine pour se rapprocher de l'épouse, qui acquiert par là-même des droits d'information, de contrôle et de participation à ses activités. A son tour la tendance de l'époux serait de participer à celles de la maison, sinon de sa femme. Dans les représentations des jeunes ce mouvement est indubitablement amorcé, mais subit des limitations diverses, obéissant à une logique.

Il est un secteur où l'information et la participation de l'épouse sont considérées comme bienfaisantes pour le foyer. C'est là que les hommes sont le plus volontiers permissifs, désireux de s'associer la femme dans la conduite d'un ménage devenu plus autonome. Ainsi doit-elle savoir ce que gagne le mari qui,

par ailleurs, doit solliciter son avis sur ses dépenses et même à propos de ses activités professionnelles (les filles étant d'accord sur tous ces points). Quand on aborde le secteur récréatif (participation de l'épouse aux distractions de l'époux), le libéralisme masculin l'emporte encore, mais subit une chute importante, beaucoup moins marquée dans le groupe féminin.

Par contre, la tendance se retourne lorsqu'il s'agit des activités politiques et syndicales de l'homme: d'après lui, ce qui touche à la vie publique ne la concerne pas. L'opposition est encore plus nette si on lui demande de l'introduire dans son groupe d'amis ou de se détacher lui-même de sa société masculine. Au contraire il sera plus volontiers disposé, en cas de nécessité, à aider sa femme pour les enfants et même (avec plus de réticences) pour le travail de ménage.

Ainsi se précise le mouvement déjà indiqué: l'émancipation de la femme est acceptée dans la mesure où elle est considérée comme fonctionnelle, cette fonctionnalité elle-même étant mesurée en référence à la forte valeur traditionnelle qu'est le foyer. L'introduction de la nouvelle norme est donc contrôlée, amortie, son caractère de nouveauté étant "couvert" par l'éminente valeur ancienne qu'elle est censée mieux servir. Il est remarquable de constater, par ailleurs, qu'avec un écart constant dans le sens d'un plus grand libéralisme, le groupe féminin s'aligne sur cette hiérarchie masculine de la permissivité.

Le processus permettant à la femme de sortir de son antique claustration, d'accéder au monde extérieur, à la vie publique, est également enclenché. Ici encore il ne s'agit pas de l'acceptation d'un principe entier avec la totalité de ses conséquences: les attitudes sont nuancées et la permissivité inégalement dosée.

Les hommes refusent d'abord, dans leur majorité, la traditionnelle contre-partie de l'ancienne exclusion de la femme de

la vie publique: à savoir sa libre participation à une large société féminine. Elle doit "rester avec le mari". Et s'il lui est souvent accordé d'aller chez les parents, les autres visites ne sont pas acceptées ou sont soumises à diverses conditions. En elle-même cette volonté d'arracher les époux aux groupes où ils évoluaient séparément serait conforme à la tendance conjugale de forte constitution du couple. Mais précisément, nous l'avons vu, les hommes ne sont pas disposés à faire, quant à eux, ce qu'ils demandent à l'épouse. En particulier 28% d'entre eux sont pour lier totalement la femme au mari, contre 5,7% à accepter la proposition inverse.

Le sens du mouvement est donc incertain et, objectivement, cette sélection d'un trait du système conjugal débarrassé de sa contre-partie a l'avantage de renforcer les prérogatives masculines: c'est encore un exemple d'accentuation d'un modèle de l'ancienne culture par manipulation sélective de la nouvelle. L'indépendance complète de la femme quant à ses sorties est d'ailleurs loin d'être accordée. Le plus fort groupe les subordonne à l'autorisation de l'époux (46%). Et pour une importante minorité (15%), elle ne doit jamais sortir seule.

Que pensent les femmes de tout cela? La moitié proteste contre la perspective de se séparer du groupe des parentes et amies afin de demeurer constamment avec le mari. L'autre moitié accepte ou cherche des accommodements. Or, plus des trois quarts d'entre elles ont accordé à l'époux la libre fréquentation de sa société masculine. D'autre part le plus fort groupe (46%) préconise les sorties de la femme après information du mari. Ajoutons-y celles qui comptent demander son autorisation (42%) et celles qui acceptent de ne jamais sortir seules (4,5%). On confirme ainsi la conclusion connue: tout en réclamant plus fortement leur émancipation, les jeunes filles et jeunes femmes de l'échantillon sont toujours loin de s'accorder ce qu'elles permettent à l'homme.

En particulier elles sont seulement 3% à s'indigner par principe contre les limitations imposées à leur liberté, contre 32% à réagir violemment contre celles proposées pour le garçon.

C'est qu'en fait elles demeurent toujours fortement persuadées d'être investies de façon privilégiée du rôle de préservation de l'honneur familial. Elles acceptent donc la polarisation sur leur groupe de la vigilance et de l'inquiétude de tous. Ainsi la minorité féminine réclamant des sanctions exemplaires contre l'infidélité de l'épouse est-elle du même ordre que celle des garçons (21,5% contre 23%). Comme nous le verrons, la "modernisation", en ce domaine, ne consistera nullement à réclamer le rejet de ce rôle spécialement imparti au groupe des femmes.

Et que pense-t-on, maintenant, de ce puissant moyen d'accéder à la vie publique qui serait pour elles d'entrer dans le circuit de la production? La majorité, dans les deux sexes, est d'accord. Mais si celle des filles est franche, celle des garçons y met beaucoup plus souvent des conditions. Car ceux-ci sont partagés entre le désir de garder la femme au foyer et celui d'échapper à la précarité économique habituelle des ménages. Ils ont à peu près la même attitude, mais pour d'autres raisons, sur le travail féminin en milieu masculin. Enfin ils s'y opposent si le ménage est financièrement à l'aise et encore plus, nous l'avons vu, si cela doit nuire aux intérêts de l'enfant. L'accès de la femme à la vie professionnelle suit donc le mouvement d'ensemble: il est envisagé sous la seule perspective des avantages ou inconvénients qu'il est susceptible d'avoir pour le foyer.

Les filles présentent la même hiérarchie d'opinions que les garçons, avec seulement des majorités plus nettes en cas d'acquiescement, moins fortes en cas d'opposition. Ainsi, par exemple, les dépassent-elles de loin dans le consentement au travail en milieu masculin. On doit, disent-elles, faire confiance en leur honnêteté et après tout, selon elles, "les hommes ne sont pas des

lions". Comme ailleurs donc, la modernisation s'annonce par déplacement de l'accentuation des contraintes extérieures aux disciplines internes. Des attitudes assumées doivent remplacer des dispositifs sociaux désormais perçus comme imposés.

Enfin, il est difficile d'interpréter les opinions sur l'usage du salaire féminin. Pour la plupart des garçons il doit être remis aux parents ou au mari: c'est sans doute une implication de l'attitude traditionnelle qui considère la femme comme une mineure. Les filles désireraient plutôt le garder pour leur usage personnel. Est-ce une revendication d'émancipation moderne ou une transposition de la disposition patriarcale selon laquelle les biens de l'épouse lui appartiennent en propre? L'opposition pourrait bien venir ici de l'insertion spontanée par les femmes de la nouvelle valeur dans l'ancienne institution.

Quoique ce nouvel aspect ne puisse être strictement isolé des précédents, voyons maintenant dans quelle mesure on peut parler d'une égalisation des statuts-rôles des époux dans le ménage.

Ce mouvement est également amorcé, et de façon irrécusable. Les droits nouveaux accordés à la femme sont acceptés par les jeunes, toujours plus par elle que par le garçon. Nous avons déjà vu comment ils lui accordent largement, si l'on ose dire, le droit à la stérilité et celui à l'instruction. Est également étendu le consentement au divorce sur initiative de l'épouse, quoique les minorités qui s'y opposent dans les deux groupes se situent autour du quart des sujets. A partir du moment où est réclamé le mariage par consentement réciproque des intéressés, où son but devient surtout la constitution du couple, une position contraire pourrait paraître difficile. Mais, nous l'avons vu, il ne faut pas miser sur les conséquences "logiques". Constatons donc seulement que, cette fois, la "logique" passe, peut-être parce qu'une décision étatique est venue préalablement. Nous pourrions mieux préciser ce

point dans les chapitres suivants.

De nombreux changements apparaissent, d'autre part, dans les représentations sur la vie en commun. L'homme supportera que son épouse soit aussi instruite que lui, mais pas plus: c'est également l'avis des filles. Des deux côtés (quoique toujours avec de plus fortes résistances de la part des garçons) on souhaite transformer le style des rapports entre époux: les détendre, comme avec le père, y mettre plus de liberté et de spontanéité; faire disparaître les marques formelles spectaculaires de la supériorité du statut de l'homme en supprimant les avantages qui lui étaient acquis (meilleurs mets, meilleure place à table, etc...). Quant aux décisions à prendre elles sont, nous l'avons vu, unanimement soustraites au large groupe pour être désormais assumées par le ménage.

A partir de là, les hommes tendent à établir une distinction. Pour ce qui concerne les domaines où n'intervient pas l'enfant (garde de l'argent, administration du budget familial, décisions à prendre pour le ménage en général), les plus forts groupes souhaitent en charger le seul époux. Celui-ci donc, ici encore, devrait bénéficier de l'adoption de certaines normes du système conjugal pour renforcer ses prérogatives et son autorité. Par contre, quand il s'agit directement de l'enfant (contrôle des naissances, choix du prénom, décisions le concernant), il est majoritairement d'accord pour admettre les décisions solidaires du couple.

Ainsi se confirme la tendance amorcée à propos de la garde des enfants de divorcés.: accepter que la progéniture ne soit plus la propriété de la lignée masculine, mais du couple, où la mère devient un parent à part entière. C'est là une brèche décisive dans le système patriarcal et, pour ainsi dire, l'acte de naissance du ménage conjugal.

Quant aux femmes, non seulement elles abondent en ce sens, mais des minorités non négligeables vont jusqu'à revendiquer la seule intervention de la mère pour tout ce qui touche à l'enfant.

Si l'"extrémisme" reproché aux femmes devait se manifester quelque part, ce serait à ce sujet. Aussi bien ces audaces, elles le savent bien, ne seront pas mal prises par l'opinion, tellement la valeur traditionnelle de l'amour maternel paraît respectable: l'attitude prise par les "extrémistes" consiste à en développer les dernières conséquences. Comme dans leur revendication de disposer entièrement de leur salaire, la nouvelle norme proposée prend appui sur un trait de l'ancienne culture. D'autre part, les plus forts groupes féminins réclament aussi la participation égale de l'épouse aux décisions concernant le ménage en général ainsi qu'à sa gestion financière. Mais ils sont suivis de près par les minorités de celles qui les abandonnent au seul mari.

Il faut d'ailleurs tempérer ces dernières propositions en tenant compte des attitudes générales souhaitées chez les époux dans le ménage. En ce qui concerne le mari, les items les plus retenus par les garçons ont été par ordre: "Etre capable d'être le chef et de prendre toutes les responsabilités de la famille" (proposition largement préférée à "Savoir se faire obéir dans sa maison"); "Chercher avant toute chose le bonheur de ses enfants" (préférée de fort loin à "Chercher avant toute chose le bonheur de sa femme"); "Etre un ami qui associe sa femme à toutes ses décisions". D'autre part 77,5% des groupements d'items, chez ces mêmes garçons, contiennent au moins l'une des deux formules sur le leadership souhaité de l'époux.

Le modèle sous-jacent aux rapports désirés entre mari et femme est donc analogue à celui apparu pour les relations père-enfant: c'est encore un "paternalisme", où l'association, la bi-latéralité des communications, sont octroyés dans le cadre de l'autorité dominante de l'homme, qui en demeure le maître. La formule est pour ainsi dire intermédiaire entre les modèles patriarcal et purement conjugal.

Quant aux filles, elles ont retenu en priorité les mêmes

propositions que les garçons, mais dans l'ordre exactement inverse, et en y ajoutant l'item: "Faire confiance à sa femme". D'autre part 53,5% de leurs groupements d'items incluent au moins l'une des deux formules sur le leadership de l'époux. Chez elles plus encore que chez les hommes, la proposition: "Etre capable d'être le chef et de prendre toutes les responsabilités de la famille" l'emporte de loin sur: "Savoir se faire obéir dans sa maison". On retrouve le passage de l'étroite détermination à la formule plus large, la tendance à débarrasser le plus possible la relation d'autorité de sa dimension de pure domination, pour la muer en une attitude de leadership ouverte à des combinaisons plus souples et variées entre dominant et dominé.

Les dispositions souhaitées chez l'épouse confirment ce point de vue. "Etre une compagne sur qui le mari peut s'appuyer pour ses activités et pour prendre ses responsabilités", "Chercher avant toute chose le bonheur de ses enfants", "Faire confiance au mari pour assurer la direction et prendre toutes les décisions nécessaires à la bonne marche de la famille": voilà les propositions les plus retenues par les garçons, et d'avantage encore par les filles. Ajoutons que, parmi celles-ci, 214 désirent "chercher avant toute chose le bonheur de son mari", tandis qu'elles étaient seulement 103 à demander à l'époux de viser "avant toute chose le bonheur de sa femme". Ici encore la formule: "Etre obéissante envers son mari" recueille beaucoup moins d'adhésion des garçons, et moins encore des filles.

Enfin 81,3% des groupements masculins d'items contiennent, à côté de ces propositions modernistes, l'une au moins des formules sur le leadership de l'homme ou sur la nécessité pour la femme de "ne s'occuper que de sa maison". Il est de même pour 77,2% des groupements féminins. En fin de compte le modèle intermédiaire perpétuant les prérogatives masculines est majoritairement admis dans les deux groupes de sexe.

TABLEAU 26.- Les relations dans le ménage

32. Infidélité de l'épouse:

C : S1 : 91 - S2 : 79,5

19a2. Qualités de la Tunisienne appréciables au mariage:

C : S1 : 89,5 - S2 : 90,5

15. Importance de la virginité chez la jeune fille:

C : S1 : 70 - S2 : 75,5

14. Attitude envers le flirt:

C : S1 : 70,5 - S2 : 81,5

39. Placement de l'enfant pour le travail de la mère:

C : S1 : 69 - S2 : 60,5

37. Travail de l'épouse sans besoin financier:

C : S1 : 69 - S2 : 60

20a2. Qualités du Tunisien appréciables au mariage:

C : S1 : 67,5 - S2 : 72,5

7. Age souhaitable de la femme au mariage:

C : S1 : 67

Mé+C : S2 : 47,5+37,5

26. Qualités appréciées chez l'épouse:

C : S1 : 63 - S2 : 57,5

30. Contrôle des sorties de l'épouse:

C : S1 : 61

C+Mé : S2 : 46,5+46

21. Buts du mariage:

C : S1 : 56 - S2 : 56,5

24. Types de qualités appréciées chez l'époux:

C : S1 : 52

N+C : S2 : 46,5+38,5

TABLEAU 26.- (Suite)

59. Attitude devant l'absence d'enfants:

C : S1 : 52,5 - S2 : 63,5

46. Contrôle des rapports de l'épouse avec sa société féminine:

C+Mé: S1 : 48+36,5

N+C: S2 : 49,5+32,5

40. Usage du salaire de la femme:

C+N: S1 : 46+27,5

N+C: S2 : 43,5+33,5

8. Différence d'âge souhaitable au mariage:

C+N: S1 : 44,5+32 - S2 : 38,5+36

28e. Participation de l'épouse aux activités politiques du mari:

C+N: S1 : 36+33,5

N+Mé: S2 : 43,5+27,5

28b. Participation de l'épouse au groupe des amis du mari:

Mé+C: S1 : 40+33

Mé+N: S2 : 43,5+32,5

2. Age souhaitable de l'homme au mariage:

Mé+C: S1 : 49+36,5

Mé: S2 : 56

45. Contrôle des rapports du mari avec sa société masculine

Mé: S1 : 50,5 - S2 : 59,5

44. Rapport entre instructions des époux:

Mé: S1 : 58,5 - S2 : 64,5

31. Liberté de rapports de l'épouse avec les amis du mari:

Mé: S1 : 62,5 - S2 : 66,5

13. Opinion sur la connaissance des époux avant le mariage:

Mé: S1 : 50,5

Mé+N: S2 : 40+47

TABLEAU 26.- (Suite)

64. Prise en charge des enfants de divorcés:

N+C: S1 : 45+36,5

N: S2 : 68,5

38. Travail de la femme dans un milieu masculin:

N+C: S1 : 48+31,5

N: S2 : 72

36. Travail professionnel de l'épouse:

N+C: S1 : 49,5+28,5

N: S2 : 63

25bis. Raisons de divorcer de la femme:

N: S1 : 49,5 - S2 : 51

42. Aide domestique du mari à l'épouse:

N: S1 : 52 - S2 : 54

28a. Participation de l'épouse aux distractions du mari:

N: S1 : 56,5 - S2 : 64,5

28c. Participation de l'épouse au travail et affaires du mari:

N: S1 : 62,5 - S2 : 63,5

35. Egards spéciaux pour le chef de famille:

N: S1 : 63,5 - S2 : 63,5

27. Déférence entre époux:

N: S1 : 65 - S2 : 75,5

25. Droit de divorce de la femme:

N: S1 : 67 - S2 : 72

62. Droit de décider du nombre d'enfants:

N: S1 : 67 - S2 : 84

18. Qualités appréciées chez le fiancé:

N: S1 : 67 - S2 : 74

17. Qualités appréciées chez la fiancée:

N: S1 : 67 - S2 : 71

TABLEAU 26.- (Suite)

63. Qui décide du prénom de l'enfant?

N : S1 : 70,5 - S2 : 77

28d. Information de l'épouse sur les dépenses du mari:

N : S1 : 74 - S2 : 74,5

60. Divorce pour stérilité de l'épouse:

N : S1 : 74,5 - S2 : 82

20b2. Qualités de l'Européen appréciables au mariage:

N : S1 : 74,5 - S2 : 79

43bis. Raisons pour l'instruction féminine:

N : S1 : 74,5 - S2 : 78

41. Connaissance du salaire du mari par l'épouse:

N : S1 : 77,5 - S2 : 87,5

48a. Qui garde l'argent dans le groupe familial?

N : S1 : 82,5 - S2 : 91,5

48b. Qui prend les décisions dans le groupe familial?

N : S1 : 84,5 - S2 : 93,5

48c. Qui administre les biens dans le groupe familial?

N : S1 : 84,5 - S2 : 90,5

19b2. Qualités de l'Européenne appréciables au mariage:

N : S1 : 87 - S2 : 92

48d. Qui prend les décisions pour les enfants dans le groupe familial?

N : S1 : 90,5 - S1 : 94

Les rapports homme-femme en général

Tout au long de cette analyse, et particulièrement de celle du précédent ensemble de représentations, nous n'avons cessé d'étudier les rapports entre homme et femme

enfermés dans les divers rôles familiaux. Il nous reste à compléter ce tableau par les réponses données à quelques questions présentant un double caractère. D'abord, elles scrutent les représentations qui ont directement pour objet l'inégalité des sexes. Ensuite, certaines d'entre elles font mieux apparaître que les précédentes les idées sur la hiérarchie masculinité-féminité indépendamment des rôles tenus.

Les représentations sur la supériorité de l'homme se confirment. Les deux groupes de sexe désireraient avoir plus de garçons que de filles. Dans le groupe masculin les moyennes souhaitées sont de 1,84 pour les premiers, de 1,20 pour les secondes. Dans le groupe féminin l'écart diminue, les moyennes s'élevant respectivement à 1,79 et 1,45. Malgré le désir de réduire la descendance, l'affaiblissement de l'attachement à la lignée, on continue à accorder de l'importance à l'une et l'autre sur le plan des symboles: on tient à la perpétuation du nom, tout autant qu'à sa "défense", son "honneur", etc.. D'autre part les parents persistent à compter sur le garçon pour leur vieillesse, pour diriger les affaires familiales; sans parler de l'"aura" entourant la masculinité en tant que telle, en vertu sans doute de l'effet de "halo" ou du processus de "sanctification" dont parlent les psycho-sociologues américains: les valeurs-moyens tendent à devenir des fins, des absolus imprégnés d'une forte charge affective (1). C'est bien pourquoi ces majorités qui privilégient le mâle n'ont le plus souvent d'autre justification que celle, bien connue: "Parce que le garçon, c'est le garçon.."

Dans la même perspective, la grande majorité des hommes limitent le domaine des responsabilités féminines au foyer d'abord, puis aux carrières sociales, médicales ou d'enseignement. La femme

(1) Cf., en particulier G.W.Allport, chap.7 et R.K.Merton, chap.5.

est censée faite pour se dévouer, apporter l'aide et l'affection aux enfants ou dans les misères humaines: c'est évidemment une transposition de ses qualités d'épouse et de mère traditionnelles. Les filles acceptent cette limitation, quoique de façon beaucoup plus réticente. Elle ne peut donc rivaliser avec l'homme: c'est l'opinion prévalente, mais de peu, surtout dans le groupe féminin. On trouve ici beaucoup de réponses embarrassées de compromis.

On pourrait s'étonner de ces brusques hésitations, caractérisant cette dernière question. C'est qu'elle a amené ces jeunes à s'interroger sur le fondement de l'inégalité des sexes et à le chercher dans des arguments de type ontologique, dans la "nature" des uns et des autres. Beaucoup de garçons l'ont fait, arguant d'infériorités dans le psychisme de la femme. Les filles ont préféré convenir surtout de limitations d'ordre physiologique. Mais de toute façon les uns et les autres étaient beaucoup plus nombreux à défendre la prévalence de l'homme comme père, époux, fils aîné, oncle même.

Quelles qu'en soient les causes on peut donc déceler ici un curieux mouvement. La tendance (qui n'est encore qu'une tendance) est à abandonner la thèse de l'inégalité des sexes sur le plan des natures (substances), mais à la maintenir encore nettement sur celui des statuts-rôles (attributs sociaux). De la sorte, l'inégalité sur le plan des institutions est acceptée avec assez d'aisance, tandis qu'elle se retire de celui des principes abstraits censés la justifier. C'est encore, nous semble-t-il, un cas de résistance propre des conduites sociales relativement aux représentations des sujets. L'effet nous paraît encore en être d'amortir les conséquences pratiques (crises, ruptures, fortes tensions) qui devraient logiquement résulter de la pénétration des nouvelles idées.

Ces conséquences commencent pourtant à se faire sentir. Il est un cas concret où les traditionnelles

prérogatives masculines sont mises en question: celui des droits des garçons sur les filles, à l'intérieur de la fratrie. Dans le groupe féminin le refus est net. Dans le groupe masculin, les modernistes l'emportent à peine sur les conservateurs (43,5% contre 42%), la différence n'étant évidemment pas significative.

Mais ces traditionalistes eux-mêmes sont beaucoup plus favorables à des libertés et privilèges spéciaux du garçon qu'à des droits impliquant la subordination des filles. On réclame pour le jeune homme une plus grande liberté, le droit de sortir, de s'absenter, de voyager, de choisir les amis, l'épouse, de dépenser, veiller dehors, sortir la nuit, fréquenter les jeunes filles, aller au cinéma... Cette thèse avait déjà été soutenue à propos du fils aîné. D'autre part, comme il en fut encore pour celui-ci, certains revendiquent pour le garçon des responsabilités et obligations spéciales envers ses soeurs.

Ainsi donc, lorsqu'elle n'est pas purement rejetée (ce qui est rarement le cas), la relation de supériorité a tendance à se maintenir au prix du sacrifice de sa dimension de domination. Et cela de deux façons: en masquant la domination par les obligations particulières liées à cette relation, présentées comme prévalentes (modèle paternaliste); ou en sacrifiant la première au profit de la permissivité spéciale attachée à la seconde (modèle "laxiste").

Il est enfin intéressant d'observer l'ordre de contestation du leadership masculin dans le domaine familial. C'est au pouvoir du père qu'elle s'en prend le moins, puis s'amplifie progressivement pour l'époux, le fils aîné, l'oncle, le garçon dans la fratrie. L'oncle est victime du relâchement des liens avec les collatéraux, du renforcement du ménage conjugal aux dépens du large groupe. Pour le reste, l'érosion du pouvoir masculin souhaitée par les jeunes (avec un freinage constant des garçons relativement aux filles) est d'autant plus forte que l'importance des statuts des

intéressés décroît dans la hiérarchie traditionnelle: celle-ci est donc respectée au sein même de sa mise en question. Le secteur où, d'après ces opinions, se réalisera en priorité l'égalité des sexes sera celui de la fratrie, c'est-à-dire le monde de moindre importance des jeunes eux-mêmes..

TABLEAU 27.- Les rapports homme-femme en général

58bis. Désir d'avoir plus de garçons que de filles:

C : S1 : 0,64(1) - S2 : 0,34

33. Domaines privilégiés de la femme:

C : S1 : 71,5

C+N: S2 : 46+26,5

34. Compétition entre homme et femme:

C : S1 : 52,5

C+N: S2 : 44+42

73. Droits des garçons sur les filles:

N+C: S1 : 43,5+42

N: S2 : 60,5

43. Nécessité d'instruire la fille:

N : S1 : 88,5 - S2 : 92

Conclusion : la nouvelle représentation de la famille souhaitée;
les caractéristiques des groupes de sexe.

Essayons de résumer à grands traits les résultats de cette analyse. La famille souhaitée par ces jeunes

(1) Ces chiffres indiquent la différence entre les moyennes de garçons et de filles souhaités.

voit diminuer l'étrointe du large groupe, corrélativement à une importance valorisation du ménage. Elle tend donc indubitablement vers le modèle conjugal. Mais diverses caractéristiques en font, à notre sens, une formation à mi-chemin entre celui-ci et l'antique formule patriarcale.

L'affaiblissement de l'ancien groupe est limité, car il se produit sur un seul plan. La tendance est à diminuer ses pouvoirs, mais à conserver dans toute leur force ses autres traits. Ainsi les jeunes reprennent-ils à leur compte ce que nous avons appelé son "idéologie" domestique, soit ses représentations sur la valeur prééminente de la famille relativement aux divers groupes et quant à la formation qu'elle assure à l'individu; sur la nécessité de défendre jusqu'au sacrifice son nom, son honneur, son prestige, son rang, c'est-à-dire les symboles où s'exprime sa puissance face aux autres.

On voit ce que cela signifie: les jeunes, malgré leur engagement dans la nouvelle société, demeurent sensibles à la classification patriarcale la représentant comme une hiérarchie d'unités domestiques en compétition. Ils paraissent vivre cette société de façon ambiguë: comme structure de groupements modernes diversifiés, en tant qu'individus concernés par la nouvelle organisation; comme structure de groupements de parenté, en tant que membres de telle famille. Déplacée par la nouvelle classification, l'ancienne n'en demeure pas moins derrière elle, sinon même, pour certains, à côté ou devant elle.

Etant donné cette image, on ne saurait donc s'étonner de ce que les jeunes, tout en repoussant son écrasante tutelle, maintiennent avec le large groupe les liens de référence, de corresponsabilité face à l'étranger, de solidarité allant jusqu'à l'obligation de prise en charge étendue. Il n'est pas étonnant, non plus, que soient maintenues dans toute leur force les institutions fondatrices de la famille avec, seulement, une demande

d'allègement des échanges au mariage, devenus ruineux pour le garçon. De la crise d'acculturation la valeur de l'institution familiale sort donc indemne jusqu'ici, grâce à une application caractéristique d'un processus de dissociation souvent rencontré: les abus, tensions, critiques sont perçus comme liés aux circonstances passagères, maintenus en un plan empirique contingent. Ils ne sauraient donc être érigés en critiques de principe contre l'institution et ses valeurs en tant que telles.

Quant aux pouvoirs de tutelle des collatéraux, ils ne sont pas totalement exclus si l'on en juge aux hésitations vis-à-vis de l'oncle paternel. Mais on leur souhaite une transformation qualitative, comme d'ailleurs à ceux de tous les autres membres de la famille. L'autorité coercitive liée au statut qui "oublie" le rôle, on aimerait la voir se transformer en une autorité morale librement reconnue, grâce à l'assomption dévouée des devoirs contenus dans ce rôle.

On peut transposer ce modèle aux relations avec les parents et ascendants directs. Leurs pouvoirs demandent à être modifiés comme il vient d'être dit et, d'autre part, à être réduits. En revanche les liens et obligations sont maintenus.

Ce que perdent les parents, c'est la possibilité de former, mener, rompre le ménage à leur gré. Encore gardent-ils le droit de participer à part égale à sa constitution, de contrôler l'entrée de l'étranger dans le groupe familial. Les jeunes se plieront aussi aux conditions édictées par eux pour sauvegarder l'honneur de la famille, concept maintenu dans toute sa vigueur. D'autre part, selon un processus fréquent, la perte du détail de leurs pouvoirs institutionnels précis est rattrapée dans une certaine mesure par l'obligation générale reconnue par les enfants de les écouter. Ainsi leurs interventions dans le ménage, dans

le couple même, ne seront plus décisives; mais elles seront accueillies avec la volonté de les satisfaire au mieux.

Quant aux liens, ils demeurent puissants. Non seulement il n'y a pas rupture, mais l'enracinement de la personnalité du jeune dans son milieu familial reste apprécié. Grâce à la dissociation entre, d'une part, les valeurs censées être en jeu, les attitudes fondamentales, d'autre part les savoir-faire, les parents sont valorisés au point d'être largement intégrés dans le modèle de l'avenir. Les obligations de respect, d'aide, de prise en charge persistent dans leur totalité. Le secours aux parents justifie des sacrifices toujours étendus, jusqu'à interdire le mariage du garçon si besoin est. Cependant le sacrifice total des intérêts individuels n'est plus admis.

Les pouvoirs ôtés, avec les tempéraments décrits, aux collatéraux et ascendants, passent essentiellement au ménage. Ils contribuent à dessiner sa nouvelle réalité au sein de la constellation familiale. Il est cependant essentiel de ne pas la durcir. Ces tempéraments eux-mêmes (compromis, récupération sous une forme de ce que les parents perdent sous une autre), plus le réseau largement intact des liens avec la parenté et des obligations filiales, le maintiennent solidement attaché au reste du groupe. Les prises de distance souhaitées sur certains points sont précisément destinées à mieux sauvegarder cette liaison, les conduites modernes devenant l'instrument plus approprié de la valeur traditionnelle.

Plus caractéristique est la nouvelle finalité impartie à l'union conjugale (amour, bonheur et mieux-être du couple et des enfants), qui rompt avec celle dictée par la tradition. Elle entraîne la volonté de ne plus être enchaîné aux impératifs de l'exogamie, une large indifférence à la perpétuation de la lignée paternelle, l'intégration complète de l'épouse dans la famille,

la tendance (encore freinée, il est vrai) à rejeter l'appropriation de l'enfant par le père. En résulte aussi le refus de multiplier sans limite la descendance en conséquence d'une représentation périmée des intérêts de la lignée.

A travers ces traits, on voit ce qui n'est plus accepté: les anciens objectifs de puissance "physique" du groupe patriarcal dans le cadre d'un système social disparu. En revanche, nous l'avons vu, le ménage demeure attaché à la sauvegarde des attributs moraux et symboliques de cette puissance; le pouvoir de la lignée se maintient sous la forme "sublimée" de la valeur d'ordre moral. Elle explique en partie la préférence persistante du descendant mâle.

Dans la vie propre de ce ménage, la dynamique du système conjugal commence à développer ses effets avec son triple mouvement de "privatisation" de l'homme, d'"extériorisation" ou émancipation de la femme, d'égalisation de leurs droits et statuts-rôles. Elle est cependant amortie précisément par le freinage de ces trois mouvements.

La tendance de l'époux est de cumuler à son profit les avantages des deux systèmes: bâtir un ménage fonctionnel dans l'environnement moderne, lui permettant de suppléer l'ancien groupe dont le type d'adaptation se disqualifie; simultanément préserver son indépendance à l'intérieur du traditionnel groupe masculin, qui lui assure la liberté d'allure de l'ancien système; exiger de la femme qu'elle abandonne sa propre société féminine au nom du nouveau; monopoliser au mieux les pouvoirs soutirés au reste de la parenté grâce au mouvement de modernisation; admettre la participation et l'émancipation de l'épouse dans une perspective essentiellement "instrumentale", dans les domaines et dans la mesure où elle sert l'adaptation du ménage et les valeurs traditionnelles du foyer.

Ainsi se comprend l'addition qu'il souhaite à sa femme de certaines qualités modernes de l'Européenne et de celles, traditionnelles, de sa propre mère et de son milieu tunisien. Ainsi

saisit-on aussi, à côté de sa réelle volonté d'ouverture au système conjugal, sa tendance à manipuler les dispositions de celui-ci comme de l'ancien pour perpétuer au mieux dans le nouveau ménage une forme essentielle de l'ordre traditionnel: l'inégalité des sexes.

Ajoutons, pour situer ce tableau en sa juste place, que le danger est ici de manquer une réalité complexe en appuyant outre mesure sur l'une de ses dimensions. La représentation juvénile de l'équilibre interne du ménage souhaité ne doit pas être présentée comme purement "moderne", en accentuant exagérément les trois mouvements dont nous venons de parler. Mais il serait fallacieux de durcir, par une description unilatérale, la réalité par ailleurs incontestable de l'"égocentrisme" masculin et des conduites qu'il inspire.

Il est donc essentiel de saisir les deux dimensions ensemble. Sans quoi l'on ne comprendrait pas certains traits, tels l'acceptation par les hommes du droit au divorce de la femme, ou de celui à reprendre sa part dans la propriété de l'enfant. Ainsi, également, la plupart souhaitent-ils transformer eux-mêmes l'économie traditionnelle de leur autorité: abandonner la domination cristallisée en déterminations précises, ne laissant place qu'à l'unilatéralité et à la passivité du dominé; la remplacer par une attitude de leadership global, permettant des relations plus libres et réciproques entre les partenaires; le tout étant maîtrisé par le détenteur traditionnel du pouvoir qui octroie la possibilité de communication.

Ce type de rapports est souhaité non seulement avec l'épouse, mais avec les enfants, dont les activités restent par ailleurs étroitement contrôlées et les obligations envers leurs parents étendues. C'est aussi dans ce monde des enfants, où les rôles sont traditionnellement les moins importants, que se dessinent en priorité les premières égalisations. Les garçons, toutefois, arrêtent

le mouvement au niveau du fils aîné : ils sont généralement d'accord pour lui conserver son statut et son rôle, avec toujours les mêmes mutations qualitatives. Quant à l'éducation des enfants, elle tournera le dos au passé. Car les anciens savoir-faire sont d'autant plus facilement récusés qu'ils sont perçus comme du circonstanciel soustrait au domaine du fondamental. Mais elle conservera les valeurs morales et familiales traditionnelles, auxquelles elle joindra les attitudes permettant l'adaptation aux temps modernes.

Essayons maintenant de nous élever à un plan de formalisation supérieur, afin de mieux saisir l'articulation des traits qui sous-tendent cette image prospective du nouveau groupe domestique.

Ce sont bien, sans doute, les exigences d'adaptation à une société moderne en voie d'installation qui, disqualifiant sous cet aspect l'ancienne organisation familiale, donnent au ménage sa nouvelle réalité et le font tendre vers le système conjugal. De ce point de vue le spectacle quotidiennement présent du modèle occidental, du fait de la colonisation, a pu jouer un rôle de facilitation subjective, lorsque certaines conditions furent satisfaites : en premier lieu la perte du statut dominant du colonisateur et la réalisation de la communauté nationale.

Ce ménage s'éprouvant désormais plus intensément comme groupe, ne pouvant plus se reposer entièrement sur l'ancien, n'ayant pas trop de ses forces limitées pour affronter la nouvelle société, on doit voir s'estomper, par le triple mouvement analysé, les séparations, les distances anciennes entre ses éléments : homme, femme, enfants. Etant donné les nouvelles conditions d'adaptation, on comprend aussi que le premier relèvement des statuts-rôles de ses membres traditionnellement infériorisés, particulièrement la femme, soit du à des motifs essentiellement "instru-

mentaux". Mais le fait même de désirer chez l'épouse l'acquisition d'aptitudes non habituelles commence à mettre en question le principe de son infériorité substantielle, par lequel on rationalisait l'ordre ancien.

Si les caractéristiques de la société moderne poussent à l'instauration du ménage comme unité prévalente d'adaptation, les pouvoirs de tutelle quasi-absolue du groupe large perdent leur légitimité en même temps que leur antique fonctionnalité. Aussi bien le rejet de ces pouvoirs sous leur ancienne forme précise, contraignante, unilatérale, est-il le trait le moins douteux de la nouvelle image. On peut aussi, semble-t-il, expliquer par la même logique la désaffection à l'égard d'institutions essentielles de la famille patriarcale: abondance de la descendance, endogamie, appropriation des enfants par le père.

Si l'on cherche ce qui leur est commun, on y découvre un ensemble de moyens objectifs pour conserver les éléments de sa puissance à la lignée paternelle: ses enfants, ses biens, sa fermeture sur elle-même par la "pureté du sang". Mais la préservation jalouse des conditions de la puissance matérielle de la famille, qui assurait la promotion et même la survie de ses membres, est devenue largement anachronique. Le relais a été pris par l'organisation sociale où ceux-ci sont désormais intégrés. D'autre part ces impératifs dépassés auraient toutes chances de ramener le ménage à son ancienne condition. Aussi sont-ils, à leur tour, plus ou moins délaissés.

Là s'arrêtent cependant les "abandons". Ils se limitent aux normes et institutions dont la reconduction sous leur forme traditionnelle aboutirait à une contre-adaptation: car elle rendrait impossible cette part d'évolution conjugale du ménage rendue nécessaire par le nouvel environnement. A partir de ce point on peut voir se dessiner les processus de maintien et de "récupération".

Si, en effet, le groupe des collatéraux et ascendants se voit refuser les anciens pouvoirs de tutelle, sont retenues par contre les obligations lui permettant d'une part de demeurer, d'autre part d'être solidement rattaché au nouveau ménage. Grâce au maintien des normes de solidarité, d'entraide, la fonction de sécurisation continue à être assumée comme auparavant par l'unité familiale étendue, même si les nouvelles conditions économiques et sociales font peser cette charge sur tels ménages ou tels membres de façon privilégiée. Les conduites de renforcement de la puissance matérielle du groupe étant devenues périmées, elles sont remplacées par celles de préservation des aspects symboliques et moraux de cette puissance, qui survivent à ses aspects objectifs.

Ce passage du plan de la stratégie sociale de la famille à celui de la pure communion dans ses signes est caractéristique. Il s'inscrit dans un mouvement général de délaissement des traditionnels comportements actifs du groupe vers l'extérieur, visant des objectifs disqualifiés ou absorbés par la nouvelle société, au profit d'une sorte de "consommation subjective" de ses valeurs internes. La "culture" du nom, de l'honneur, du respect, la valorisation du milieu et du passé familiaux, des attitudes et vertus parentales, la satisfaction de les reconnaître dans sa personnalité, leur projection dans les formules nouvelles imaginées pour l'avenir, voilà autant de traits concordants qui paraissent relever de ce mouvement.

Tout se passe donc comme si, abandonnant quelques déterminations institutionnelles, l'"essentiel de la famille" se retirait des péripéties livrées au changement, se tenait à l'abri de celui-ci en s'élevant au plan du moral et du symbolique, où le groupe communit et se reconnaît. Il est significatif que les filles, qui paraissent annoncer plus nettement l'avenir, s'avèrent simultanément plus audacieuses sur la transformation des

caractères concrets et plus attachées au culte de cet "essentiel familial" traditionnel.

Ainsi, en renforçant sa dimension morale, la prévalence de la grande famille est finalement maintenue. On peut donc s'attendre à ce que ses moyens de pression sur le ménage lui soient rendus d'une certaine façon, et ils le sont effectivement. Mais déjà, pour maintenir sa position éminente, le groupe avait du tenir compte de la confiscation de son ancienne efficacité par la société moderne. Pour retrouver maintenant ses pouvoirs, il ne saurait ignorer la nouvelle réalité du ménage due à cette même société.

Nous avons suffisamment souligné la nature de la transformation souhaitée dans les relations hiérarchiques entre ces deux "pôles" du groupe familial, d'une manière générale entre dominants et dominés traditionnels. Le passage des prescriptions précises et contraignantes aux "consignes" générales, manipulables selon les situations, permet aux formes traditionnelles de se maintenir tout en s'adaptant à la variété des nouveaux rapports concrets. Le modèle de la prééminence masculine se prête à la même transposition.

Ainsi la transformation de la famille s'accompagne, dans les représentations de ces jeunes, d'un net mouvement d'intériorisation, de "subjectivation" généralisée que nous avons vu tout à l'heure renforcer l'"idéologie" familiale. H. Bergson prétendait que la représentation s'épanouit quand elle n'est plus "bouchée" par l'action. On pourrait peut-être comprendre de manière analogique la transformation obligatoire en groupe prévalent de communion de l'ancien groupe d'action, dans la mesure même où celui-ci se détache de la nouvelle réalité sociale. Mise sur la touche, si nous pouvons nous exprimer ainsi, la nouvelle famille se replie sur son âme.

Puis, toujours dans l'esprit des jeunes, nous avons vu ce mouvement de subjectivation s'emparer à leur tour des normes de fonctionnement de l'ancienne unité patriarcale. Il les détache de la gangue objective où elles se cristallisaient, tend à les transformer en des principes intériorisés soumis à l'interprétation vigilante de l'agent de la conduite. Celui-ci disposerait ainsi d'une marge d'inventivité permettant d'articuler au mieux la structure de l'ancien groupe à celle du nouveau ménage, dans les conditions heurtées et difficilement prévisibles de la société en voie de modernisation.

Comme on le voit, cette image prospective de la famille souhaitée par les jeunes Tunisiens ne justifie en rien le stéréotype de la rupture. Au niveau collectif saisi par l'enquête d'opinion, il n'est plus question d'imitation "mécanique" du modèle conjugal occidental, qui les amènerait à prendre le contre-pied de la tradition et des anciens. Cette image nuancée devrait amortir sérieusement les contre-coups sociaux du changement, les conflits entre générations.

Reste à conclure sur les prises de position des deux groupes de sexe. Par plusieurs approches nous avons pu montrer comment, quoique de condition à peu près antithétique, ils manifestent un parallélisme fondamental quant à leurs attitudes et opinions prédominantes. Du point de vue de l'observateur occidental moderne, les femmes tunisiennes auraient "tout à gagner" (expression consacrée) au bouleversement complet du modèle domestique traditionnel, et les hommes beaucoup à perdre. Malgré cela, leurs prises de position nettement différentes (celles où se séparent la majorité des garçons et la majorité des filles) se limitent, nous l'avons vu, à seulement 12 questions, soit 11,9% du total des items.

Cela n'empêche pas, nous l'avons également noté, de repérer nettement, sur la base de cet accord pour ainsi dire structurel,

ce que nous avons appelé une manipulation des systèmes en présence selon les intérêts dominants de chacun des groupes de sexe. Elle se traduit la plupart du temps par des écarts de pourcentage ne suffisant pas à mettre en cause leur parallélisme fondamental, mais qui n'en sont pas moins réels.

Les hommes sont plus vigoureusement attachés à la culture traditionnelle dans son ensemble. C'est déjà, semble-t-il, le signe d'une optique égocentrique puisque, même si cette culture leur vaut des servitudes, ils en sont en fin de compte les agents et bénéficiaires privilégiés. Cette même optique se révèle aussi dans la manipulation qu'ils effectuent en vue du changement, comme nous l'avons montré dans l'analyse de détail. Quelques précisions quantitatives supplémentaires permettront de confirmer et de nuancer cette proposition.

Groupons d'abord les items relatifs aux aspects de la famille dont le changement est susceptible de valoir des avantages à l'homme: la moyenne des garçons demeurant tout de même opposés à ce changement (donc refusant les avantages du modernisme) est de 31,5%. En ce qui concerne les transformations pouvant bénéficier à la femme, cette moyenne masculine s'élève à 35,9%. Cette indication est simplement tendancielle, car les deux proportions ne diffèrent pas statistiquement de façon significative. Mais si, dans la masse des bienfaits dont la modernisation pourrait gratifier la femme, on sélectionne ceux qui limiteraient les prérogatives masculines s'exerçant traditionnellement sur elle (1), la

(1) Pour les hommes comme pour les femmes il faut en effet distinguer entre les obligations et servitudes envers le groupe de parenté d'une part, et d'autre part celles qui se manifestent traditionnellement entre groupes de sexe. La suppression des premières, mesurée aux critères individualistes, est susceptible d'apporter des avantages "en général" à ceux qui y étaient assujettis.

moyenne des jeunes gens refusant cette limitation passe à 41,6%. Et si encore, parmi les 12 items où les filles divergent fondamentalement des garçons, nous retenons les sept d'entre eux où s'affirment les thèses traditionnelles de supériorité masculine, l'approbation moyenne de ces positions par les hommes monte jusqu'à 47,4%.

Les différences deviennent donc significatives et se confirment ainsi les résultats apparus à travers l'analyse qualitative: les hommes sont portés à maintenir les servitudes générales de la femme plus que les leurs propres; mais ils sont surtout beaucoup plus réticents à renoncer à leurs prérogatives sur elle. La tendance n'est pas niable, pour une proportion importante d'entre eux, à capter les valeurs modernes à leur profit, à les insérer dans l'ancienne forme de la supériorité masculine, avec des atténuations nuancées sinon de savantes mutations. Ce qui aboutit à transporter dans l'image de la nouvelle famille un élément essentiel de l'équilibre du système originel.

Comment réagit le groupe féminin? On y repère une option incontestablement massive et systématique pour la culture moderne apparaissant surtout, nous nous en souvenons, à travers des différences de proportions qui ne mettent pas en question son très large accord avec les prises de position dominantes des hommes. Il s'octroie des relèvements de statuts-rôles de façon plus décidée que ne les lui accordent ceux-ci. Ainsi chaque sous-groupe tend bien à bâtir le nouveau modèle culturel dans le sens qui lui est le plus avantageux d'après, soulignons-le, des normes individualistes fortement accentuées par la modernité.

Mais la manipulation féminine présente des caractéristiques qui la distingue de celle des garçons. D'abord, la proportion de filles refusant les changements susceptibles d'avantager l'homme s'élève à 29,1%. Mais celle qui repousse les transformations

avantageuses pour la femme est à peine moins élevée: 27,4%. La différence, on le voit, est insignifiante et pourrait être due au hasard. De ces chiffres il semble déjà ressortir ceci: la tendance des filles à avantager leur propre groupe de sexe est moins accusée que chez les garçons.

Mais il y a plus. Essayons de connaître leur avis, non plus seulement sur ce qui pourrait avantager l'homme dans le changement socio-culturel, mais sur le maintien des prérogatives masculines proprement dites à l'égard de la femme. On fait alors la constatation suivante: la proportion de jeunes filles traditionalistes, c'est-à-dire qui ne tiennent pas à les réduire, subit une augmentation non significative (du point de vue statistique) mais se confirmant de façon répétée.

Ainsi, pour le maintien de l'ensemble de leurs servitudes vis-à-vis de l'homme à l'intérieur du couple et de la vie publique, le pourcentage de cette catégorie de filles passe de 27,4% à 32,4%. Prenons même le cas le plus défavorable pour notre démonstration. Autrement dit tenons-nous en aux 7 items où elles s'avèrent le plus en conflit avec les garçons: au sujet du fils aîné, de l'oncle, de l'âge de la femme au mariage, de l'usage de son salaire, de la qualité la plus appréciée chez l'époux, de la participation de l'épouse à sa société féminine et aux activités politiques du mari. Même pour ce groupe de questions la proportion des filles traditionalistes se maintient à 30,6%, le groupe conservateur masculin s'élevant ici, on s'en souvient, à 47,4%. En revanche lorsque, dans ce que nous avons appelé la "zone moderniste" des items, le pourcentage des conservateurs masculins s'abaisse à 22,8%, celui des filles traditionalistes tombe lui-même à 17,5%. Tout se passe donc comme si les femmes, qui sont capables d'être très modernistes pour les questions où les garçons eux-mêmes le sont, s'avéraient sensibles à leur remontée de conservatisme lorsque sont mis en jeu certains de leurs privilèges

sur le groupe féminin: dans ce cas leur propre conservatisme augmente significativement au point que le tiers d'entre elles, en moyenne, s'alignent sur les hommes.

Mieux encore: tout en étant plus modernistes dans l'ensemble, il n'est pas du tout rare qu'à la faveur du changement elles accordent à l'homme plus qu'elles ne s'accordent à elles-mêmes. Nous l'avons déjà constaté dans notre analyse de détail. On peut maintenant la vérifier systématiquement à propos de 8 questions mettant en jeu de façon exactement parallèle le statut des garçons et celui des filles. Comme on peut le voir d'après les données suivantes, elles s'y montrent plus conservatrices pour elles-mêmes que pour les hommes:

<u>Items</u>	<u>S1-T(1)</u>	<u>S2-T</u>
1.-Obligation du mariage pour la jeune fille:	86%	76%
-Obligation du mariage pour le jeune homme:	79%	69%
2.-Jeune âge au mariage de la jeune fille:	67%	37,5%
-Jeune âge au mariage du jeune homme:	36,5%	29,5%
3.-Qualités traditionnelles appréciables chez la fiancée:	31,5%	29%
-Qualités traditionnelles appréciables chez le fiancé:	33,5%	26%
4.-Imposition du conjoint à ses parents par la fille:	42%	54%
-Imposition du conjoint à ses parents par le garçon:	27,5%	26,5%

(1) S1-T: réponses traditionalistes masculines.

S2-T: réponses traditionalistes féminines.

Pour chaque couple de questions, on comparera les taux de réponses conservatrices que chaque groupe de sexe fait pour lui-même et pour l'autre.

<u>Items</u>	<u>S1-T</u>	<u>S2-T</u>
5.-Imposition du mariage à la fille:	16%	12%
-Imposition du mariage au garçon:	8,5%	5,5%
6.-Choix du fiancé accordé aux seuls parents:	4%	5,5%
-Choix de la fiancée accordé aux seuls parents:	4,5%	3,5%
7.-Qualités traditionnelles appréciables chez l'épouse:	63%	57,5%
-Qualités traditionnelles appréciables chez l'époux:	38,5%	52%
8.-Dépendance de l'épouse pour ses sorties:	48%	32,5%
-Dépendance de l'époux pour ses sorties:	42,5%	32%

A l'opposé, les garçons, dans tous ces cas parallèles, s'accordent toujours plus d'avantages à la faveur du changement qu'ils ne le font pour les femmes. Les taux moyens sont d'ailleurs les suivants:

	<u>Hommes</u>	<u>Femmes</u>
Moyenne de conservatisme manifesté pour les hommes:	33,8%	33,5%
Moyenne de conservatisme manifesté pour les femmes:	44,7%	38% (1)

En fin de compte on assiste à un phénomène typique. Tout en cherchant à aménager, dans l'ensemble, le nouveau système à son

(1) La différence des tendances entre hommes et femmes est significative pour $P=0,02$.

avantage, tout se passe comme si la femme était soucieuse de "se tenir à sa place" par rapport à l'homme, de maintenir entre elle et lui un décalage en faveur du second. De cette façon la manipulation égocentrique des femmes est en même temps différente et, pour ainsi dire, complémentaire de celle des hommes: dans une mesure non négligeable elles collaborent avec eux pour transposer dans la nouvelle formation l'équilibre des sexes caractéristique de la culture originelle.

CHAPITRE XI

UNE ENQUETE D'OPINION SUR LES REPRESENTATIONS FAMILIALES:

LES EFFETS DE L'INSTRUCTION.

Comme nous l'avons déjà dit, à partir de l'indépendance l'instruction a été diffusée en masse dans une population dont l'immense majorité, jusque là, était restée analphabète ou limitée à la culture islamique traditionnelle. Bien entendu, elle a seulement atteint les jeunes générations qui, par là-même, se sont trouvées investies "de l'intérieur" par les valeurs, modèles et normes de la culture occidentale.

Un profond fossé devait ainsi se creuser, d'une part entre jeunes et anciens, d'autre part entre les jeunes eux-mêmes. Car une bonne partie de ceux-ci, en cette période de transition, n'ont pas été scolarisés ou ont reçu une simple instruction primaire, insuffisante pour opérer une mise en question sérieuse des anciennes représentations. Pour l'observation commune, l'instruction dispensée par les nouvelles écoles est le facteur d'acculturation par excellence. On en tire aussitôt qu'elle est responsable, à titre privilégié, de ces ruptures sociales tenues pour une évidence.

Qu'en est-il en fait? Nous avons voulu le chercher en choisissant nos jeunes dans les trois niveaux d'instruction déjà présentés:

- Instruction faible (symbole I.1): analphabètes, culture coranique, scolarisation n'ayant pas dépassé la seconde année du secondaire, la troisième année de l'enseignement professionnel ou de l'enseignement dit "moyen";

- Instruction moyenne (symbole I.2): depuis la troisième année du secondaire (ou ses équivalents dans les autres ordres d'enseignement) jusqu'à la deuxième partie du baccalauréat incluse;
- Instruction supérieure (symbole I.3): depuis la première année d'université.

Simultanément nous avons maintenu nos distinctions de sexe, afin de suivre l'effet différentiel de l'instruction sur les garçons et les filles. De la sorte, les symboles S1I1, S1I2, S1I3 désignent les garçons respectivement répartis entre les trois niveaux d'instruction considérés; les symboles S2I1, S2I2, S2I3 s'appliquent parallèlement aux filles dans les mêmes conditions.

CARACTERISTIQUES GENERALES DES REACTIONS.

Les sommes d'attitudes.

Comme dans le chapitre précédent, pour effectuer à un premier stade la comparaison la plus globale entre les réactions de nos jeunes, nous avons affecté aux attitudes manifestées à travers leurs opinions les coefficients de pondération déjà indiqués. D'autre part, à ce premier stade encore, nous n'avons pas tenu compte de la différence de sexe et avons ajouté les points obtenus par les hommes et par les femmes pour chaque item.

Pour les 101 items du questionnaire qui se sont trouvés susceptibles de cette pondération, nous avons obtenu les distributions suivantes (1):

(1) Il nous a paru inutile, pour cette variable d'instruction comme pour les suivantes, de fournir le détail de la progression par items. Car elle est et demeurera fondamentalement analogue à celle indiquée dans le chapitre précédent pour la variable sexe (Cf. pp. 368 - 372).

	<u>Groupe I.1</u>	<u>Groupe I.2</u>	<u>Groupe I.3</u> (1)
1er quartile:	448,5	490	529
Médian:	531,5	568,5	614,5
3ème quartile:	616,5	681	726
Moyenne:	528,9	579,7	618,2

Ce tableau autorise la conclusion attendue: la "modernisation" des attitudes, c'est-à-dire l'acculturation, croît avec l'instruction. Sur ce point l'intuition commune est largement confirmée. Cela suffirait à prouver s'il en était besoin que ces connaissances, en principe dispensées dans des buts techniques, véhiculent l'ensemble de la culture européenne. Celle-ci tend à être assimilée à travers des informations "neutres" ou "universelles" seulement en apparence.

Mais si le mouvement n'est pas niable, jusqu'où va-t-il? N'est-il contenu par aucune limite? Atteint-il effectivement, selon le modèle abstrait auquel se réfère l'intuition commune, ces extrémités permettant d'affirmer les ruptures dont se nourrit l'hypothèse dramatique? Cette inférence va nous apparaître aussi contestable que celle critiquée dans notre précédent chapitre.

Nous pouvons d'abord, ici encore, situer les valeurs atteintes par nos sujets sur l'échelle théorique dont les limites extrêmes, répondant aux positions d'ultra-traditionalisme et d'ultra-modernisme, correspondent cette fois aux scores 200 et 1000 (2). Les scores 400, 600, 800, obtenus pour un item,

(1) Les chiffres indiquent les nombres de points obtenus.

(2) Voir p.373. Les scores-limites indiqués dans ces pages sont ici multipliés par deux, du fait que nous ajoutons les valeurs obtenues par les femmes à celles obtenues par les hommes.

répondent respectivement à des positions moyennes traditionnelle, médiane et moderniste de l'échantillon. Voici les résultats:

<u>Scores</u>	<u>Effectifs des valeurs obtenues</u>			<u>Total</u>
	<u>I.1</u>	<u>I.2</u>	<u>I.3</u>	
200-400:	10	5	3	18
	10% des items	5% des items	3% des items	
401-500:	32	21	14	67
501-600:	32	34	30	96
Total:	<u>64</u>	<u>55</u>	<u>44</u>	<u>163</u>
	63,3% des items	54,4% des items	43,5% des items	
601-700	20	24	23	67
701-800	7	16	29	52
Total:	<u>27</u>	<u>40</u>	<u>52</u>	<u>119</u>
	26,7% des items	39,6% des items	51,5% des items	
801-1000:	0	1	2	3
		1% des items	2% des items	

53% des scores, donc plus de la moitié, se situent entre les valeurs 501 et 700, c'est-à-dire dans la zone centrée autour du score théorique médian (600). Ce résultat global se confirme au niveau de chaque sous-groupe d'instruction: 52% pour I.1, 58% pour I.2, 53% pour I.3. La zone moderniste, quant à elle, située entre les scores 701 et 1000, réunit seulement 18% de l'ensemble des scores: soit respectivement 7%, 17% et 31% des scores atteints par les sous-groupes I.1, I.2, I.3. C'est un premier indice de

pondération générale des attitudes manifestées quel que soit le degré d'instruction, malgré l'indéniable action de celle-ci en faveur de l'acculturation. On n'a pas affaire, on le voit dès à présent, à un bouleversement des attitudes. Ce fait, qui sera confirmé de tous côtés, est de nature à modérer sérieusement, au niveau collectif, les conflits entre jeunes et anciens.

Il serait également erroné de parler de cassure ou même de fossé entre ces catégories de jeunes d'instruction différente. On peut déjà le montrer, à ce premier niveau, en groupant les scores obtenus pour chaque série en 12 classes de 43 valeurs (1), afin de pouvoir nous livrer à des calculs de corrélations. Voici les profils obtenus:

<u>Groupe I.1(2)</u>		<u>Groupe I.2</u>		<u>Groupe I.3</u>	
<u>1</u>	<u>2</u>	<u>1</u>	<u>2</u>	<u>1</u>	<u>2</u>
(1) 239-281	1	309-351	3	351-393	3
(2) 282-324	2	352-394	2	394-436	2
(3) 325-367	1	395-437	1	437-479	8
(4) 368-410	9	438-480	17	480-522	10
(5) 411-453	15	481-523	13	523-565	10
(6) 454-496	14	524-566	13	566-608	16
(7) 497-539	12	567-609	14	609-651	9
(8) 540-582	16	610-652	6	652-694	12
(9) 583-625	11	653-695	13	695-737	12
(10) 626-668	11	696-738	11	738-780	12

(1) Le mode de classement adopté est celui du chapitre précédent, les effectifs de valeurs dans les classes étant doublés, du fait que les groupes comprennent les sujets des deux sexes.

(2) Pour chaque groupe les limites des classes sont indiquées dans la colonne 1, les effectifs de questions distribuées dans la colonne 2.

<u>Groupe I.1</u>		<u>Groupe I.2</u>		<u>Groupe I.3</u>	
<u>1</u>	<u>2</u>	<u>1</u>	<u>2</u>	<u>1</u>	<u>2</u>
(11)669-711	4	739-781	6	781-823	6
(12)712-754	5	782-824	2	824-866	1
Total:	101		101		101

Dans les trois séries nous retrouvons l'allure bi-modale de la distribution des scores obtenus par les populations d'items, nettement plus marquée cependant pour les deux dernières. Elle reflète la séparation entre, d'une part, les questions relatives au futur ménage, sa formation, ses rapports avec les parents, la représentation des statuts-rôles des époux, des qualités qu'on leur souhaite; d'autre part l'ensemble des autres questions. Le premier groupe d'items, on le sait, suscite chez l'ensemble des jeunes des réactions nettement plus modernistes: c'est pourquoi il se détache dans la seconde partie de la distribution des scores. Comme nous le constatons déjà par cette première indication, la différence des niveaux d'instruction ne change pas sensiblement cette répartition dichotomique des opinions.

Mais le parallélisme va plus loin. Le tableau des corrélations construit à partir des classes fait apparaître, ici encore, une liaison linéaire très accentuée entre les distributions de scores des trois groupes d'instruction. Les corrélations obtenues sont très élevées, puisqu'elles s'établissent comme suit:

- Corrélation entre I.1 et I.2: $r = 0,93$
- Corrélation entre I.2 et I.3: $r = 0,94$
- Corrélation entre I.1 et I.3: $r = 0,88$ (1)

Il s'agit de liaisons entre les attitudes des groupes de

(1) Ces trois corrélations sont très significatives

sujets, les opinions à travers lesquelles elles sont saisies présentant évidemment plus de variété. Elles font apparaître le mécanisme général qui sera confirmé par l'analyse de détail. L'accroissement de l'instruction élève en moyenne les scores, c'est-à-dire pousse à la modernisation d'ensemble des réponses. D'un groupe à l'autre les opinions se répartissent donc sur la base d'un niveau d'acculturation s'accroissant avec chacun. Mais en chaque niveau elles s'infléchissent, suivant les questions, de façon étonnamment parallèle pour les trois groupes. Autrement dit, les niveaux moyens des scores étant situés à des hauteurs différentes sur l'échelle d'acculturation, ce sont les mêmes questions, relatives aux mêmes traits de culture, qui tantôt les font baisser ensemble, tantôt monter ensemble pour tous les groupes.

L'instruction élabore ainsi chez le sujet une sorte de seuil d'accueil à la nouvelle culture. Il paraît être une constante, présente en toutes ses réactions face aux divers aspects du changement. Il est donc indépendant de ceux-ci comme de celles-là. C'est une forme générale, ayant sa réalité autonome, devenant une espèce de "trait de nature" de l'individu. Là se situe très précisément le "fossé" entre jeunes différemment instruits. Evidemment si, dans l'accueil au changement, seule cette constante était en jeu, les graphiques indicateurs des réactions des trois groupes se réduiraient à des droites parallèles à l'abscisse et situées de plus en plus haut sur l'ordonnée.

Mais ces graphiques présentent des inflexions variées. Concurrément à cette constante intervient donc une sensibilité aux situations concrètes, aux traits de culture effectivement visés par le changement. Son origine ne saurait se trouver dans l'instruction, puisque les trois séries d'inflexions sont sensiblement parallèles quels que soient les niveaux de celle-ci. Il y a donc là un ensemble d'attitudes, dont le caractère de systématité reste à vérifier, qui commande au niveau collectif ces variations

uniformes et sur lequel le degré d'instruction n'a pas de prise sensible.

Il provient, on peut le présumer, et des conditionnements semblables produits sur ces jeunes par la culture originelle, et de leurs réactions qui s'avèrent également uniformes à la crise de cette culture. Là, par ailleurs, se repère l'important élément d'unité, d'accord, qui demeure ou s'établit entre eux(et sans doute les deux en même temps) à travers les distances provoquées par l'instruction. Les tensions entre jeunes, provenant des différences d'accueil aux nouveaux modèles, y trouvent un facteur non négligeable de modération.

La répartition des attitudes

A son tour l'étude de la répartition concrète des attitudes, jusqu'ici fondues en un score global, autorise des conclusions du même ordre.

Voici les proportions moyennes de jeunes des deux sexes et des trois sous-groupes d'instruction ayant manifesté ces différentes sortes d'attitudes:

	<u>TT</u>	<u>T</u>	<u>Mé</u>	<u>Mo</u>	<u>TM</u>	<u>NR(1)</u>
S1I1 :	17%	31%	17,4%	27,4%	2,4%	4,8%
S1I2 :	10,9%	26,2%	20,3%	35,1%	3,7%	3,8%
S1I3 :	7%	22%	21,5%	41,8%	4,4%	3,3%
S2I1 :	13%	30,5%	18,8%	31,9%	3,6%	2,2%
S2I2 :	7,8%	25,1%	20,9%	38,6%	4,6%	3%
S2I3 :	5,2%	19,7%	21,1%	45,9%	5%	3,1%

(1) Dans chaque sous-groupe la somme des moyennes égale 100%.

L'acculturation croissante due à l'augmentation de l'instruction, on le voit, ne se vérifie pas seulement au niveau terminal des scores d'ensemble obtenus par les groupes. Le phénomène réapparaît pour chacun des deux sexes d'abord, ensuite dans la distribution concrète de la variété des attitudes pour chaque catégorie d'instruction.

On n'a pas affaire non plus, on le remarque aussi, à un conflit aigu entre instruits et non-instruits, qui se manifesterait par la cristallisation quasi-exclusive des uns dans les attitudes modernistes, des autres dans les attitudes traditionalistes: nous sommes évidemment très loin de la courbe en U qui illustrerait cet antagonisme. Comme nous l'avions vérifié à propos de la variable sexe, tous les groupes sont représentés dans tous les types d'attitudes. L'acculturation croissante du premier au dernier se traduit seulement par un déplacement des effectifs, qui ont tendance à se raréfier très progressivement dans les attitudes conservatrices pour augmenter dans les novatrices, en passant par la position médiane.

Au surplus, ce déplacement demeure contenu dans des limites. Si l'on groupe, en effet, les deux modalités du traditionalisme et celles du modernisme, on fait les constatations suivantes: les réactions conservatrices, occupant près de la moitié de la distribution chez les garçons les moins instruits ou illettrés, atteignant encore près du tiers de l'effectif chez ceux d'instruction universitaire. Pour les filles, ces proportions vont de 43,5% à 25%. La position médiane n'augmente que très faiblement d'une catégorie à l'autre. Enfin l'effectif des réactions novatrices passe d'un minimum de 29,9% à un maximum de 46,3% chez les premiers, de 35,5% à 43,2% chez les secondes. Cette façon de se distinguer les uns des autres, on en conviendra, n'est pas de nature à alimenter particulièrement l'hypothèse dramatique.

Enfin, à niveau d'instruction équivalent, les femmes sont

toujours moins conservatrices et plus disposées au changement que les hommes. En fait, sur une échelle allant de l'extrême traditionalisme à l'extrême modernisme, on obtient très exactement le classement symétrique suivant ;

- Hommes d'instruction faible ou nulle;
- Femmes d'instruction faible ou nulle;
- Hommes d'instruction moyenne;
- Femmes d'instruction moyenne;
- Hommes d'instruction supérieure;
- Femmes d'instruction supérieure;

Ce classement ne tient pas compte seulement des moyennes d'ensemble pour chaque sous-groupe. A deux très légères exceptions près, il exprime l'ordination de la totalité des pourcentages de manifestation des diverses attitudes rapportés plus haut pour les différents groupes. Autrement dit, comme on peut le vérifier, les proportions d'expression des attitudes TT et T diminuent régulièrement selon ce même ordre, tandis que croissent aussi régulièrement celles des attitudes Mé, Mo, TM. Ainsi la condition féminine agit comme facilitateur de l'acculturation comparativement à la masculine, mais de façon limitée et uniforme: c'est-à-dire toujours à l'intérieur du même niveau d'instruction.

Enfin il est aisé d'observer comment la répartition des deux modalités du traditionalisme est elle-même solidaire de cette combinaison des facteurs instruction et sexe. Le traditionalisme simple augmente régulièrement aux dépens de l'extrême avec l'accroissement de l'instruction; et dans chaque sous-groupe il l'emporte chez les filles plus que chez les garçons. Cela confirme une remarque déjà faite: les représentations qu'il alimente sont plus "consonantes" avec la mentalité moderne que les justifications traditionalistes originelles.

LES REPRESENTATIONS SUR LA FAMILLE

Les convergences entre les groupes

Ici encore nous nous en tiendrons aux attitudes prédominantes où nous distinguerons, du point de vue des effectifs des sujets, des majorités absolues et relatives (1).

D'abord les attitudes majoritaires absolues, réunissant à propos d'une question plus de 50% des jeunes, sont de loin les plus nombreuses puisque, pour les différents sous-groupes, elles atteignent les proportions suivantes:

S1I1	: 80%	S2I1	: 73%
S1I2	: 74%	S2I2	: 81%
S1I3	: 77%	S2I3	: 85%

Les variations du niveau d'instruction n'ont pas d'effet statistiquement significatif sur ce phénomène. Donc si ces jeunes changent d'attitude d'une question à l'autre, pour chacune d'elles chaque groupe, de façon générale, fait un choix massif. L'instruction n'atteint pas cette cohésion, dont nous avons signalé l'intérêt.

Voici maintenant comment se répartissent ces majorités absolues (en effectifs):

	<u>I1</u>	<u>I2</u>	<u>I3</u>	<u>Total</u>
Conservatrices:	89	63	47	199
Médianes:	15	23	25	63
Novatrices:	49	69	90	208
Total :	153	155	162	470

(1) Pour tout ce qui suit nous conserverons les mêmes conventions que pour la variable sexe.

On décèle une faible tendance à l'accroissement des prises de position majoritaires absolues avec l'élévation de l'instruction, mais elle n'est pas statistiquement significative. Il en est de même de l'augmentation, plus nette, des prises de position médianes. Outre qu'elle non plus n'est pas significative, elle n'indique aucunement une propension des sujets instruits pour le compromis ou l'hésitation. Elle tient seulement au fait qu'il leur arrive de prendre une position médiane là où les moins instruits ont une attitude conservatrice. Cette prise de position s'inscrit donc dans la tendance à la modernisation qui se manifeste avec l'instruction.

Les majorités relatives, à leur tour, se distribuent de la façon suivante:

	<u>I1</u>	<u>I2</u>	<u>I3</u>	<u>Total</u>
Conservatrices:	22	20	16	58
Médianes:	13	6	5	24
Novatrices:	12	19	17	48
Total :	47	45	38	130

La proportion des majorités médianes relatives comparativement à l'effectif des majorités médianes absolues est plus élevée que celle des majorité relatives conservatrices et novatrices comparativement aux majorités absolues dans les mêmes attitudes (0,38 contre respectivement 0,29 et 0,23). La différence est bien faiblement significative (pour $P=0,20$). Mais, compte tenu de l'analyse qualitative, elle nous paraît indiquer une tendance réelle: les hésitations et divisions entre sujets s'accumulent de façon privilégiée autour des positions médianes. Celles-ci, tout en étant peu nombreuses, indiquent beaucoup plus souvent l'indécision que le compromis réfléchi et stabilisé. L'attitude médiane est essentiellement une attitude de passage du conservatisme au modernisme.

Quant aux "configurations conflictuelles" la proportion en est bien faible quel que soit le groupe:

I1 : 12,5%

I2 : 15%

I3 : 13,5%

Le niveau d'instruction est donc sans effet significatif sur ce point. Il n'a aucune part dans l'éventuelle cristallisation des jeunes autour d'attitudes opposées.

Une question se pose cependant. La répartition des majorités absolues aussi bien que relatives dans les différentes attitudes fait apparaître, dans les sous-groupes d'instruction, des proportions sensiblement plus diversifiées qu'elles ne le furent pour la variable sexe. Cette diversification est-elle suffisamment élevée pour infirmer notre constatation d'importante cohésion de ces jeunes?

Pour répondre à cette question, étudions de près les convergences manifestées entre nos groupes. Nous en distinguerons trois sortes:

- Les "accords majoritaires forts": cas où plus de 50% de l'effectif de chacun des groupes comparés se trouvent adopter la même attitude à propos d'une question;
- Les "distributions parallèles" des attitudes: cas où existe un accord de majorités relatives entre les groupes sur une même attitude et où, de plus, les effectifs adoptant les autres attitudes se hiérarchisent de la même façon;
- Les "accords majoritaires faibles": cas où le plus fort effectif de chacun des groupes comparés, mais égal tout au plus à 50% du total, adopte la même attitude pour la même question.

Ainsi, du premier au troisième degré de convergence, l'importance de la cohésion est décroissante.

Voici d'abord les proportions de ces types d'accord entre les catégories d'instruction:

	<u>I1-I2</u>	<u>I2-I3</u>	<u>I1-I3</u>
- Accords majoritaires forts:	56,5%	63,7%	50%
- Accords majoritaires forts plus distributions parallèles:	62%	69,5%	52,7%
- Accords majoritaires forts, distributions parallèles et accords majoritaires faibles:	77%	84,7%	67,2%

De même que les items suscitaient surtout des adhésions majoritaires, de même les accords entre majorités constituent au moins les deux tiers des convergences entre groupes, et il ne cessera d'en être ainsi. La qualité de la cohésion est élevée. D'autre part, même en s'en tenant aux types d'accord les plus accusés (les deux premiers), leur fréquence apparaît importante. Entre catégories d'instruction voisines leur proportion oscille autour des deux tiers; entre catégories extrêmes elle dépasse la moitié des cas de convergence. Si l'on songe que l'une de ces catégories comprend surtout des analphabètes, que l'autre est constituée d'étudiants d'université et de cadres supérieurs, c'est là une observation importante. Quant à l'accord entre majorités relatives, même si sa qualité est médiocre, il empêche à tout le moins de parler de désaccord et encore plus de conflit entre ces jeunes pour la plupart des aspects de l'institution familiale, en cette situation de crise accusée.

Ce constat optimiste se maintient, comme on le voit au tableau 28, si l'on analyse la situation la plus concrète, en comparant les six sous-groupes d'instruction entre eux. Chaque case de ce tableau permet d'évaluer les trois degrés de convergence de chacun d'eux avec les cinq autres, et aussi avec l'ensemble du

groupe masculin et l'ensemble du groupe féminin.

La distance la plus grande se manifeste entre les garçons d'instruction la plus faible d'une part, d'autre part les filles d'instruction universitaire, qui se trouvent nettement en pointe du mouvement d'acculturation, tout en constituant pour le moment une minuscule minorité. La proportion des accords majoritaires forts entre eux n'en est pas moins de 46%, celle de l'ensemble des convergences de 58%. Toutes les autres proportions sont plus élevées et atteignent au moins 51% des cas (pour les accords les plus accusés).

Sur ce fond général de convergence, on peut faire quelques autres constatations. Si l'on compare la distance de chaque sous-groupe d'instruction avec l'ensemble de son groupe de sexe, il apparaît plus de cohésion entre les filles qu'entre les garçons. Car les premières, nous l'avons vu, sont plus modernistes. Dès lors l'instruction inégale suscite moins de divergences entre elles, ses lacunes étant compensées dans une certaine mesure par la condition commune de sexe qui agit comme facteur autonome d'acculturation. Par contre, l'instruction entre en conflit avec le statut masculin: il en résulte des prises de position moins uniformes entre les garçons. Ainsi, chez ces derniers, chaque sous-groupe d'instruction est plus éloigné de ceux qui lui sont supérieurs que ce n'est le cas pour les filles. Les jeunes gens les plus instruits(S1I3) sont même plus proches du groupe féminin dans son ensemble que du groupe masculin.

D'autre part, comme on pouvait s'y attendre, les jeunes gens d'instruction moyenne dans les deux sexes totalisent le plus d'accords avec les autres, de par leur position intermédiaire entre les deux extrêmes. Enfin, signalons-le pour terminer, la totalité des sous-groupes sont d'accord à des majorités absolues à propos de 38 items, soit 37,6% de l'ensemble.

TABLEAU 28.- Accords entre les sous-groupes d'instruction (1)

	<u>S1I1</u>	<u>S1I2</u>	<u>S1I3</u>	<u>S2I1</u>	<u>S2I2</u>	<u>S2I3</u>	<u>S1I</u>	<u>S2I</u>
S1I1		57	49	58	51	46	52,5	51,1
		63	51	63	53	48	56,4	55
		79	64	76	68	58	70,8	66,6
S1I2	57		61	58	64	57	58,4	58,7
	63		69	67	69	59	65,3	64,3
	79		86	80	85	76	81,7	79,5
S1I3	49	61		53	66	65	54,4	60,7
	51	69		59	77	67	59,4	66,9
	64	86		76	88	83	74,2	81,5
S2I1	58	58	53		60	52	55,7	55,4
	63	67	59		65	53	62,4	58,4
	76	80	76		81	71	76,5	75,2
S2I2	51	64	66	60		71	59,7	64,8
	53	69	77	65		73	65,6	68,3
	68	85	88	81		89	79,5	84,1
S2I3	46	57	65	52	71		55,4	60,8
	48	59	67	53	73		57,4	62,3
	58	76	83	71	89		71,6	79,2

(1) Dans chaque colonne, de haut en bas, les trois chiffres expriment respectivement les pourcentages suivants: accords majoritaires forts entre les sous-groupes indiqués; accords majoritaires forts plus distributions parallèles des attitudes; accords majoritaires forts plus distributions parallèles d'attitudes plus accords majoritaires faibles.

Le contenu des représentations familiales selon les groupes

Pour éviter autant que possible les répétitions, nous présenterons un commentaire d'ensemble qui ne tiendra pas compte systématiquement des distinctions faites entre les cinq systèmes de représentations (1).

Quels que soient leur instruction et leur sexe, ces jeunes sont d'accord pour valoriser l'institution familiale et le mariage à célébrer selon les formes religieuses traditionnelles. Elle doit être défendue contre l'élément étranger (l'enfant illégitime), mais il n'est pas nécessaire qu'elle se perpétue, par l'endogamie, dans le même groupe de parenté: du moins, ce ne doit pas être une contrainte. La piété filiale demeure la caractéristique commune. Le milieu familial est censé avoir eu une influence plus positive que négative sur la personnalité et les attitudes des parents ont été bonnes. Cela n'empêche pas que leurs techniques d'éducation seront réformées en fonction des temps présents et il y aura des divergences sur le style des rapports à entretenir désormais avec les enfants. L'image des parents aura une influence positive sur le choix du futur conjoint. Leur prise en charge pendant leur vieillesse ou s'ils sont dans le besoin n'est pas mise en question. Elle s'étend, d'ailleurs, à l'ensemble de la parentèle. Les sacrifices à consentir pour eux demeurent étendus, mais excluent celui de la situation de l'enfant. On est également d'accord pour écouter non seulement leur avis, mais celui des anciens en général.

L'absence d'enfants est considérée comme un malheur, sauf par les hommes les plus instruits, mais ne saurait valoir comme

(1) Pour la même raison, les tableaux exposant le détail de la configuration des attitudes sont groupés à la fin du chapitre.

motif de séparation du couple. Les garçons sont souhaités en plus grand nombre que les filles; mais, sauf pour les hommes les moins instruits, ils ne devront pas exercer sur elles une domination. L'épouse doit faire passer son rôle de mère avant toute chose. La famille demeure le lieu de formation privilégié de l'enfant et un contrôle attentif sera exercé sur ses contacts avec le milieu extérieur, sous toutes leurs formes. Les plus instruits manifestent un certain libéralisme seulement en ce qui concerne l'usage de son argent de poche. Dans ce contexte de forte emprise familiale, on souhaite devenir son confident: ce qui ne diminue en rien cette emprise, mais lui donne une dimension plus intériorisée.

Le mariage devra satisfaire aux exigences de l'honneur des familles. La future épouse devra être vierge et on s'interdira le flirt. Cela étant, les autres contraintes doivent disparaître dans la formation du couple: endogamie, désignation autoritaire du conjoint par les parents. Mais ceux-ci interviendront dans le choix fait par le jeune, car la famille a son droit de regard sur l'admission d'un membre étranger. Cependant si, malgré tous ses efforts, le garçon n'a pas réussi à convaincre ses parents, il pourra imposer son point de vue. Sauf pour les hommes les plus instruits, cette faculté est refusée à la fille. En revanche, si le célibat du garçon est requis pour faire subsister sa famille, on pense -sauf les filles les plus instruites- qu'il devra éviter le mariage.

Le ménage une fois formé, il devra conserver le respect envers les parents et écouter les conseils des anciens. Mais ceux-ci ne prendront plus à sa place les décisions concernant le couple, ses enfants, la gestion de ses finances ou de ses biens. Sauf pour les filles les moins instruites, l'accès et le séjour dans la maison du nouveau ménage devront être contenus dans des limites. Sauf pour les garçons les moins instruits, on préfère

l'habitation hors de la maison paternelle afin de sauvegarder le respect et les liens mutuels.

Les qualités souhaitées chez les époux manifestent une tendance générale à l'éclectisme, la préférence allant à l'addition de l'ancien et du moderne. Les attitudes traditionnelles de l'épouse vis à vis du mari sont cependant privilégiées, avec les aménagements analysés au chapitre précédent. Contrairement au modèle traditionnel, on souhaite - sauf chez les garçons les moins instruits - un âge au mariage de l'homme relativement avancé (25 à 30 ans), en accord avec les responsabilités nouvelles à assumer dans le ménage. Et sauf pour les filles les plus instruites, la différence d'âge acceptée entre les époux demeure importante.

La fidélité de l'épouse est la condition du maintien de l'union et sa liberté, pour des raisons d'honneur familial, demeure contrôlée. Ses rapports avec les amis du mari auront lieu seulement en présence de celui-ci. En revanche, sauf pour les garçons les moins instruits, on lui permettra la fréquentation d'une société féminine; mais elle sera plus contrôlée que la participation de l'époux à sa société masculine. Elle pourra être aussi instruite que ce dernier, mais pas plus, et exercer une profession, même en milieu masculin (seuls les garçons les moins instruits n'étant pas d'accord sur ces points). Mais ces activités extérieures sont subordonnées au bien du foyer, où la personnalité de la femme trouve son épanouissement, et doivent cesser si le ménage n'en a plus besoin. D'ailleurs, sauf pour les filles d'instruction supérieure, la femme ne saurait entrer en compétition avec l'homme dans le domaine des activités publiques. Enfin l'épouse a le droit de demander le divorce.

Tout en étant subordonnée au mari, elle a le droit d'être informée de la plupart de ses conduites, et même de participer à certaines, dans une atmosphère de plus grande familiarité et d'élimination des marques formelles de la supériorité masculine

(que les filles les moins instruites tiennent cependant à conserver). Elle intervient enfin à part égale dans les décisions relatives aux enfants, y compris celle de limiter ou non les naissances

Voilà donc les points sur lesquels la totalité des sous-groupes à l'exception parfois, mais rarement, de l'un d'entre eux, sont d'accord. Comme on le voit, ils ne sont pas concentrés sur tel ou tel segment de l'institution familiale, mais répartis sur tous ses aspects. Cette distribution des accords, ni ponctuelle ni discontinue, est un phénomène remarquable et bien plus important que leur simple quantité. La majorité des jeunes de ces sous-groupes auraient pu, par exemple, s'accorder entièrement sur les institutions familiales, les valeurs parentales, les rapports des parents avec les enfants célibataires, mais diverger complètement sur les relations des parents avec le jeune ménage en formation et une fois constitué, aussi bien que sur les rapports à l'intérieur de ce ménage. Auquel cas la fréquence brute des convergences eut eu bien peu de signification, puisqu'accompagnée de divergences fondamentales sur la représentation de la future économie familiale.

Il n'en est justement pas ainsi, comme on peut le constater au tableau qui vient d'être rapidement brossé. Ces jeunes, dans leur majorité, s'accordent sur un ensemble diversifié de linéaments dessinant une structure de base complète de la nouvelle famille. De ce fait, les désaccords qui vont suivre maintenant n'auront qu'une importance relative, comme on va pouvoir le constater.

Un premier ensemble de divergences oppose les moins instruits au plus instruits, cette différence d'instruction l'emportant sur celle de sexe. Il s'agit très généralement d'un désaccord entre d'une part les garçons et filles du niveau le plus bas (S1I1 et S2I1), d'autre part ceux des niveaux suivants. Quelques fois s'adjoignent aux premiers les garçons du secondaire

sinon même, exceptionnellement, les filles du secondaire.

Aucune divergence de ce type ne se manifeste à propos du cinquième système de représentations (hiérarchie homme-femme en général). C'est à propos des relations parents-enfants célibataires qu'elles sont les plus fréquentes (19% des items), les autres proportions étant: 16% des items pour les relations dans le ménage, 13% pour les institutions fondatrices de la famille, 11% pour les rapports parenté-ménage.

A propos des rapports parents-enfants abstraction faite du ménage, les moins instruits sont attachés à l'enfant de façon plus traditionnelle; ils désirent en avoir un peu plus et rejettent la pratique de l'avortement. Corrélativement, ils vont plus loin dans l'exigence de sacrifices de l'enfant pour les parents: ils trouvent normal que le premier verse son salaire aux seconds, tandis que les plus instruits y mettent des conditions. Quoique désireux de recevoir ses confidences, ils prévoient des rapports avec lui dominés par le respect et la distance. Enfin leur piété familiale s'étend aux morts de la parentèle, qu'ils estiment nécessaire d'enterrer près de soi. Sauf pour l'avortement, ces divergences ne sont pas importantes.

Dans leur représentation de l'économie du ménage, des différences de degré apparaissent sur les points suivants: âge de la femme au mariage (moins de 20 ans à 20 ans, contre 20 à 25 ans pour les plus instruits); contrôle des sorties de l'épouse (subordonnées à l'autorisation du mari alors que, pour les plus instruits, il doit lui suffire d'être informé); aide domestique du mari devant se limiter aux enfants; information ou participation de l'épouse ne devant pas s'étendre aux activités politiques et syndicales de l'époux (les plus instruits ne posant aucune de ces limites). Plus importantes sont les oppositions sur deux autres points: la connaissance (distincte de la simple "vue") des époux avant le mariage doit être subordonnée à l'autorisation des fa-

milles (condition refusée par les plus instruits); la femme doit verser son salaire à ses parents ou à son mari. Ainsi, chez les moins instruits (à qui, pour ce groupe de représentations, les garçons du secondaire se joignent le plus souvent), l'épouse est relativement plus infériorisée et le souci de l'honneur familial plus accentué.

Au chapitre des rapports de la parenté avec le ménage, on relève deux divergences quant à la prise des décisions et à l'administration des biens dans le groupe familial. Tous sont d'accord pour ôter l'initiative à la parenté et mettre en avant le ménage. Mais les moins instruits veulent la confier à l'époux, tandis que les autres l'attribuent au couple solidaire.

Enfin, quant aux institutions fondatrices de la famille, les désaccords portent sur les cérémonies de mariage et la dot. Les moins instruits voudraient conserver les premières, diminuer la seconde; les autres voudraient alléger les premières, supprimer la seconde. La différence est en apparence minime mais, du moins en ce qui concerne la dot, c'est la conception patriarcale du mariage qui est en jeu. D'accord pour éliminer certains fondements du système, tels la main-mise du groupe familial sur le mariage de ses membres, ils deviennent réticents quand il s'agit de supprimer les formes d'un échange attestant la perpétuation de cette main-mise.

Finalement on peut, d'après ce tableau, déterminer facilement les effets caractéristiques de l'instruction de type occidental. Elle pousse à la réalisation du modèle conjugal et, à travers lui, à la revendication centrale de l'autonomie individuelle. Mais surtout elle effectue un dressage à ce type d'attitude qui consiste à être "logique avec soi-même".

Nous venons d'évoquer la "contradiction" des moins instruits au sujet de la dot. Il en est bien d'autres: désir de limiter les

naissances et refus d'employer les moyens nécessaires à cette fin, souhait de devenir les confidents de leurs enfants et en même temps de conserver le style distant traditionnel; volonté de promouvoir la femme et l'épouse et simultanément de la maintenir dans son ancien statut, ce qui se traduit par une distribution apparemment "déconcertante" (pour le logicien) des droits qu'on lui accorde ou lui refuse; revendication énergique d'une union consentie entre deux êtres qui se choisissent et remise aux familles du droit de les autoriser à se connaître, etc.. Plutôt que de parler de "contradiction", expression normative impliquant l'affiliation à un certain groupe de logiciens d'une culture déterminée, nous préférons dire "application ponctuelle des représentations".

C'est précisément cette dernière conduite qui est freinée par le type d'instruction administré à ces jeunes. La valeur autonomie individuelle étant posée au départ, les "contradictions" citées plus haut en exemple sont moins nombreuses ou plus atténuées. Les points d'application des représentations, pour reprendre cette terminologie, tendent à s'élargir. Une autre façon d'exprimer ce fait est de parler d'une tendance à la "systématisation" des sujets ainsi instruits: autrement dit, les "points d'application" ont tendance à s'appeler et à se relier en des ensembles plus ou moins étendus, censés satisfaire à la valeur "cohérence".

Pour achever cette description, les représentations qui sont à l'origine de ces systématisations seront saisies comme des "principes". Et là paraît bien être la différence entre les jeunes instruits et les autres. Pour les premiers, la valeur-clef de l'autonomie individuelle a tendance à être appréhendée explicitement avec ses exigences déductives et universalistes, où l'intellectuel reconnaît avec satisfaction ses démarches "rationnelles". Les filles d'instruction universitaire vont le plus loin dans ce sens. Conséquence importante: ce "principe" même de l'autonomie

pousse les jeunes instruits à accepter sa limitation par celle qu'ils se croient "logiquement" tenus d'accorder aux autres, c'est-à-dire, ici, principalement aux femmes.

Les autres jeunes, sous la pression des diverses séries de faits, ont tendance à partager les mêmes représentations que les sujets instruits, à être impressionnés par les mêmes valeurs proposées par la culture étrangère dans ces circonstances déterminées. Ils ne les vivent cependant pas comme principes, mais comme des formations empiriques (motivations, tendances, pulsions affectives, etc.. du psychologue). Celles-ci traduisent directement la pression des faits et induisent un mode d'acculturation dit "désordonné", "illogique", etc., c'est-à-dire susceptible d'être constaté et décrit après coup beaucoup plus que prévu et annoncé. C'est donc chez eux, croyons-nous, que l'acculturation exprime le mieux le dynamisme social effectif. Car les sujets instruits ré-ordonnent ou masquent plus ou moins les effets de celui-ci par la causalité propre de ce code "logique", dont les tendances universalisantes permettent à ses détenteurs d'échapper dans une certaine mesure à leur situation concrète. Pour la même raison, la "captation égocentrique" des valeurs modernes, dont nous avons parlé à propos de la variable sexe, devient d'autant plus sensible que l'on descend dans les niveaux d'instruction.

Il reste à rapporter les divergences provenant essentiellement de la différence des conditions de sexe.

A vrai dire cette variable n'a jamais cessé d'exercer son influence, comme on peut le constater en consultant les tableaux 29 à 33. Lorsque nous avons exposé les accords entre les jeunes et les désaccords dus surtout à la variable d'instruction, nous avons affaire à des attitudes prédominantes mêlant indistinctement les majorités masculines et féminines. Mais les effectifs présentaient le plus souvent cette caractéristique: lorsqu'il

s'agissait d'attitudes conservatrices, l'effectif moyen des majorités masculines s'avérait plus élevé que celui des majorités féminines; et c'était l'inverse pour les attitudes novatrices. Ainsi, par exemple, en est-il régulièrement pour les items du cinquième système de représentations, où garçons et filles admettent en majorité la même hiérarchie en faveur de l'homme.

Il s'agira donc, ici, seulement des quelques items (huit en tout) où ce mouvement s'accroît. Ce n'est plus seulement l'effectif moyen des garçons qui dépasse en conservatisme celui des filles. Mais la hiérarchie présente le caractère suivant: le groupe masculin d'instruction universitaire (S1I3), tout en étant le plus moderniste chez les garçons, s'avère plus conservateur que le groupe féminin du plus faible niveau d'instruction (S2I1); celui-ci étant, bien entendu, le moins moderniste chez les filles.

Ainsi en est-il pour les items sur la prise en charge des enfants de divorcés, sur les droits de l'oncle et ceux du fils aîné, la garde de l'argent du ménage dans le groupe familial. Dans tous ces cas, tout en s'ordonnant entre eux selon leur niveau d'instruction qui agit toujours dans le sens indiqué, les garçons ont tendance à faire bloc contre les filles pour la défense des prérogatives masculines traditionnelles. De même sont-ils tous plus disposés à admettre, ne serait-ce que formellement, l'intervention des parents dans les affaires du couple, et à refuser la participation de la femme au groupe d'amis du mari. Enfin, mais de façon moins nette, ils sont plus exigeants sur les raisons autorisant l'épouse à demander le divorce. Quand ils n'y sont pas opposés, ce qui est tout de même le cas de la majorité d'entre eux, ils l'admettent seulement en cas d'atteinte grave à "la famille" (formule collective significative), ou si l'existence est intenable pour la femme.

Toutes ces considérations, auxquelles on ajoutera celles sur les convergences entre groupes, font apparai-

tre, en même temps que les effets précédemment analysés de l'instruction, les limites dans lesquelles ils demeurent contenus. La liste de ces désaccords, dont peu portent sur l'essentiel, ne doit pas faire perdre de vue l'ensemble des observations antérieures: très forte corrélation entre les mouvements des attitudes des trois groupes d'instruction; quantité et qualité élevées des accords entre les sous-groupes (la plupart étant du type majoritaire fort); distribution de ces accords de façon à dessiner l'image commune d'une structure familiale complète, où les novations et pondérations se mêlent inextricablement aux conservations quel que soit le niveau d'instruction.

Cette dernière observation est spécialement intéressante. Elle montre que si l'instruction est un facteur notable d'acculturation, la préservation de la tradition ou son rejet sont cependant loin d'être uniment liés à son absence et à sa présence. Et si son action en faveur de l'accueil au changement est incontestable, c'est le plus souvent par un simple déplacement d'effectifs en faveur du point de vue moderniste, mais pas suffisant pour altérer la configuration des attitudes commune à l'ensemble des groupes. L'effritement, si l'on peut dire, n'est pas tel qu'il parvienne, dans la majorité des cas, à atteindre la structure des convergences. Ce facteur particulièrement puissant d'acculturation, puisqu'il atteint pour ainsi dire de l'intérieur les attitudes et représentations, n'avait donc pas produit à l'époque de notre enquête, et si l'on en croit nos résultats, les ruptures attendues.

TABLEAU 29.- Attitudes envers les institutions fondatrices de la famille (1)

6. Obligation du mariage pour la jeune fille:

C : S1I1 : 96 - S1I2 : 88 - S1I3 : 77
 S2I1 : 87 - S2I2 : 76 - S2I3 : 60,5

1. Obligation du mariage pour le jeune homme:

C : S1I1 : 89 - S1I2 : 77 - S1I3 : 73
 S2I1 : 83 - S2I2 : 68 - S2I3 : 52,5

80. Jugement sur l'institution familiale:

C : S1I1 : 81,5 - S1I2 : 71 - S1I3 : 64,5
 S2I1 : 78,5 - S2I2 : 68,5 - S2I3 : 61,5

23. Place de la religion dans le mariage:

C : S1I1 : 75,5 - S1I2 : 60
 S2I1 : 84 - S2I2 : 79,5 - S2I3 : 57,5

C+N: S1I3 : 49,5+44

16. Acceptation de l'enfant illégitime dans la famille:

C : S1I1 : 73,5 - S1I2 : 60,5 - S1I3 : 51,5
 S2I1 : 72,5 - S2I2 : 62

C+N: S2I3 : 47+34,5

(1) Les tableaux sont dressés dans le sens du conservatisme décroissant des attitudes manifestées par les hommes du groupe I1. Celles des autres séries sont indiquées en regard. A gauche de la page figurent les symboles des attitudes manifestées, selon les conventions adoptées au chapitre X, p.393.

Attitudes envers les institutions fondatrices de la famille (suite)

21. Buts du mariage:

C : S1I1 : 65 - S1I2 : 53
 S2I1 : 64,5 - S2I2 : 53 - S2I3 : 59

N : S1I3 : 50,5

1bis. Justification du mariage de l'homme:

C : S1I1 : 64
 S2I1 : 53,5

C+N: S1I2 : 47+30,5 - S1I3 : 42,5+32
 S2I2 : 49+24,5

N+C: S2I3 : 43+24,5

65. Comparaison famille-mouvements de jeunes:

C : S1I1 : 61 - S1I3 : 56,5
 S2I1 : 61

C+N: S1I2 : 40,5+32
 S2I2 : 41,5+34,5

C+Mé: S2I3 : 43,5+23,5

6bis. Justification du mariage de la femme:

C : S1I1 : 60 - S1I2 : 64 - S1I3 : 53,5
 S2I1 : 57

C+Mé: S2I2 : 46+47

C+N: S2I3 : 38+29

64. Prise en charge des enfants de parents divorcés:

C+N: S1I1 : 42,5+39

N+C: S1I2 : 46+37- S1I3 : 50+31,5

N : S2I1 : 64 - S2I2 : 66 - S2I3 : 79,5

Attitudes envers les institutions fondatrices de la famille(suite)

12. Opinion sur l'endogamie:

Mé+C: S1I1 : 40+39,5
 S2I1 : 46+35

Mé: S1I2 : 58 - S1I3 : 66
 S2I1 : 50,5 - S2I3 : 64

22c. Opinion sur les cadeaux de mariage:

Mé+C: S1I1 : 41,5+41
 S2I3 : 49,5+24,5

Mé: S1I2 : 56,5 - S1I3 : 57
 S2I2 : 53,5

C : S2I1 : 51

22b. Opinion sur les cérémonies de mariage:

Mé+C: S1I1 : 47,5+40

Mé: S1I2 : 60,5 - S1I3 : 64,5
 S2I2 : 63 - S1I3 : 60

C+Mé: S2I1 : 46+43

22a. Opinion sur la dot:

Mé+N: S1I1 : 39,5+34
 S2I1 : 39,5+32

N : S1I2 : 54,5 - S1I3 : 67
 S2I2 : 56 - S2I3 : 63,5

60. Divorce pour stérilité de l'épouse:

N : S1I1 : 70,5 - S1I2 - 72 - S1I3 : 85
 S2I1 : 72 - S2I2 - 86 - S2I3 : 90,5

TABLEAU 30.- Rapports de la parenté avec les enfants

54. Envoi des parents à l'asile:

C : S1I1 : 84 - S1I2 : 78,5 - S1I3 : 71,5
 S2I1 : 82 - S2I2 : 83,5 - S2I3 : 77

75b. Contrôle des horaires de l'enfant:

C : S1I1 : 83 - S1I2 : 66,5 - S1I3 : 70
 S2I1 : 77,5 - S2I2 : 71 - S2I3 : 75

67. Satisfaction pour l'attitude de la mère pendant l'enfance:

C : S1I1 : 80 - S1I2 : 71,5 - S1I3 : 66,5
 S2I1 : 75,5 - S2I2 : 75,5 - S2I3 : 69

39. Placement de l'enfant pour le travail de la mère:

C : S1I1 : 79,5 - S1I2 : 65 - S1I3 : 62
 S2I1 : 65 - S2I2 : 57,5 - S2I3 : 56,5

75a. Contrôle des distractions et sorties de l'enfant:

C : S1I1 : 76 - S1I2 : 71 - S1I3 : 76,5
 S2I1 : 75,5 - S2I2 : 80 - S2I3 : 71

79a. Retour du jeune près de sa famille dans le besoin:

C : S1I1 : 73,5 - S1I2 : 74 - S1I3 : 60,5
 S2I1 : 76,5 - S2I2 : 78,5 - S2I3 : 65

57. Désir de ressemblance entre conjoint et père et mère:

C : S1I1 : 73,5 - S1I2 : 73,5 - S1I3 : 73,5
N : S2I1 : 61 - S2I2 : 58 - S2I3 : 72,5

78. Prise en charge des membres de la parenté dans le besoin:

C : S1I1 : 70 - S1I2 : 63,5 - S1I3 : 56
 S2I1 : 75,5 - S2I2 : 70,5 - S2I3 : 52

Rapports de la parenté avec les enfants (suite)

75d. Contrôle des relations de l'enfant:

C : S1I1 : 70 - S1I2 : 66,5 - S1I3 : 62,5
 S2I1 : 68,5 - S2I2 : 61,5 - S2I3 : 54

66. Satisfaction pour l'attitude du père pendant l'enfance:

C : S1I1 : 69 - S1I2 : 60 - S1I3 : 59,5
 S2I1 : 74 - S2I2 : 75 - S2I3 : 64

75c. Contrôle de l'argent de poche de l'enfant:

C : S1I1 : 62
 S2I1 : 56 - S2I2 : 51

N+C: S1I2 : 48+45- S1I3 : 48+43

C+N: S2I3 : 48+43,5

55. Qualités héritées du milieu familial:

C : S1I1 : 60 - S1I2 : 64,5
 S2I1 : 53

C+Mé: S1I3 : 41+29,5
 S2I2 : 45,5+ 36,5 - S2I3 : 46+34,5

70. Rapports souhaitables père-enfant:

C : S1I1 : 55,5

N : S1I2 : 63 - S1I3 : 74,5
 S2I2 : 74 - S2I3 : 83

C+N: S2I1 : 50+50

72. Droits du fils aîné:

C : S1I1 : 54

C+N: S1I2 : 48,5+30

Rapports de la parenté avec les enfants (suite)

N : S1I3 : 51
S2I2 : 50,5 - S2I3 : 60

N+C: S2I1 : 37,5+30

61. Opinion sur l'avortement:

C : S1I1 : 53,5

N+C: S1I2 : 34+29,5 - S1I3 : 45,5+22,5
S2I2 : 42+31

C+N: S2I1 : 49+32

N : S2I3 : 56,5

74. Droits de l'oncle sur les neveux:

C : S1I1 : 53

C+N: S1I2 : 41,5+31

N+C: S1I3 : 43,5+25,5
S2I1 : 49,5+29 - S2I2 : 44+32

N : S2I3 : 54

77. Don du salaire de l'enfant aux parents:

C : S1I1 : 53

Mé: S1I2 : 60 - S1I3 : 60
S2I2 : 57,5 - S2I3 : 78

C+N: S2I1 : 46,5+43,5

53. Faut-il écouter les vieux ?

C : S1I1 : 52,5 - S1I2 : 60,5 - S1I3 : 52,5
S2I1 : 73,5 - S2I2 : 50,5 - S2I3 : 56,5

Rapports de la parenté avec les enfants (suite)

59. Attitude devant l'absence d'enfants:

C : S1I1 : 52,5 - S1I2 : 61,5
S2I1 : 70 - S2I2 : 64 - S2I3 : 53

N : S1I3 : 57

81. Ramener le corps d'un parent dans la sépulture familiale:

C+N: S1I1 : 48,5+41

N+C: S1I2 : 45,5+38
S2I2 : 46+40,5

N : S1I3 : 51,5
S2I3 : 64

C : S2I1 : 56

53bis. Nombre d'enfants souhaité:

C+N: S1I1 : 36+30
S2I1 : 46+27 - S2I2 : 36+31,5

N+Mé: S1I2 : 36+34,5
S2I3 : 37+30,5

Mé+N: S1I3 : 38,5+34,5

69. Accord avec l'éducation donnée aux filles:

N+C: S1I1 : 46,5+38,5
S2I3 : 48,5+28,5

N : S1I2 : 52 - S1I3 : 64
S2I1 : 51 - S2I2 : 53,5

68. Accord avec l'éducation donnée aux garçons:

N : S1I1 : 52,5 - S1I3 : 53,5
S2I2 : 51 - S2I3 : 51

N+C: S1I2 : 47+37,5
S2I1 : 49,5+38,5

Rapports de la parenté avec les enfants (suite)

79b. Sacrifice des études de l'enfant pour les parents dans le besoin:

N : S1I1 : 53 - S1I3 : 57
 S2I3 : 58

C : S1I2 : 51

C+N: S2I1 : 49+44

N+C: S2I2 : 46+39,5

71. Confidences des enfants aux parents:

N : S1I1 : 57,5 - S1I2 : 82,5 - S1I3 : 77,5
 S2I1 : 85 - S2I2 : 93 - S2I3 : 92

79c. Sacrifice de la situation de l'enfant pour les parents dans le besoin:

N : S1I1 : 59,5 - S1I2 : 53,5 - S1I3 : 61
 S2I1 : 60 - S2I2 : 62 - S2I3 : 63,5

TABLEAU 31.- Rapports de la parenté avec le jeune ménage.

51. Familiarité du couple devant la famille:

C : S1I1 : 90 - S1I2 : 62
S2I1 : 81,5 - S2I2 : 58 - S2I3 : 51

C+N: S1I3 : 48+36

3a. Conflit entre le mariage de l'homme et les besoins des parents:

C : S1I1 : 57

C+N: S1I2 : 49+32 - S1I3 : 44,5+37
S2I1 : 46+40 - S2I1 : 49+28

N+C: S2I3 : 42,5+34,5

11. Imposition du conjoint aux parents par la femme:

C : S1I1 : 53
S2I1 : 68 - S2I2 : 51,5

C+N: S1I2 : 44+35
S2I3 : 39,5+37

N+C: S1I3 : 46+30

49. Intervention des parents dans les affaires du couple:

C+N: S1I1 : 41+38 - S1I2 : 38+31

N+C: S1I3 : 36,5+31
S2I1 : 42+32,5 - S2I2 : 48+20,5 - S2I3 : 35,5+30

47. Disposition du couple à quitter la maison paternelle:

C+Mé: S1I1 : 36,5+35

Mé+C: S1I2 : 43+30,5
S2I1 : 45+33,5

Mé+N: S1I3 : 44,5+41,5

Mé : S2I2 : 56 - S2I3 : 51,5

Rapports de la parenté avec le jeune ménage (suite)

12. Opinion sur l'endogamie:

Mé+C : S1I1 : 40+39,5
 S2I1 : 46+35

Mé : S1I2 : 58 - S1I3 : 66
 S2I2 : 50,5 - S2I3 : 64

10. A qui appartient le choix du fiancé?

Mé : S1I1 : 72 - S1I2 : 69,5 - S1I3 : 65
 S2I1 : 74 - S2I2 : 78 - S2I3 : 62

4. A qui appartient le choix de la fiancée?

Mé : S1I1 : 62,5 - S1I2 : 65 - S1I3 : 58,5
 S2I1 : 71,5 - S2I2 : 73 - S2I3 : 56

13. Opinion sur la connaissance des conjoints avant le mariage:

Mé : S1I1 : 65 - S1I2 : 57
 S2I1 : 65 - S2I2 : 51

N : S1I3 : 69,5
 S2I3 : 72,5

52. Attitude de l'époux dans les conflits parents-bru:

N+Mé : S1I1 : 42+36,5 - S1I2 : 44,5+40,5

Mé : S1I3 : 51,5
 S2I3 : 62

Mé+N : S2I1 : 44,5+44

N : S2I1 : 52

50. Accès de la maison du couple aux familles:

N : S1I1 : 56,5 - S1I2 : 61 - S1I3 : 59
 S2I2 : 52,5 - S2I3 : 68

C : S2I1 : 53,5

Rapports de la parenté avec le jeune ménage (suite)

5. Imposition du conjoint aux parents par l'homme:

N : S1I1 : 60,5 - S1I2 : 63,5 - S1I3 : 79
 S2I1 : 60,5 - S2I2 : 68,6 - S2I3 : 81

9a. Mariage de la fille pour utilité familiale:

N : S1I1 : 69,5 - S1I2 : 80,5 - S1I3 : 88
 S2I1 : 78,5 - S2I2 : 86 - S2I3 : 88,5

48a. Qui garde l'argent dans le groupe familial?

N : S1I1 : 73,5 - S1I2 : 80 - S1I3 : 94
 S2I1 : 87,5 - S2I2 : 94,5 - S2I3 : 92,5

48b. Qui prend les décisions dans le groupe familial?

N : S1I1 : 77 - S1I2 : 83 - S1I3 : 91
 S2I1 : 89 - S2I2 : 92,5 - S2I3 : 98,5

9b. Droit des parents d'imposer le mariage à la fille:

N : S1I1 : 77 - S1I2 : 83,5 - S1I3 : 93
 S2I1 : 78 - S2I2 : 93,5 - S2I3 : 95,5

48c. Qui administre les bien dans le groupe familial?

N : S1I1 : 79,5 - S1I2 : 86 - S1I3 : 91
 S2I1 : 88 - S2I2 : 93,5 - S2I3 : 94,5

3 b. Droit des parents d'imposer le mariage au garçon:

N : S1I1 : 80,5 - S1I2 : 85,5 - S2I3 : 92
 S2I1 : 87,5 - S2I2 : 92,5 - S2I3 : 94

48d. Qui prend les décisions pour les enfants dans le groupe familial?

N : S1I1 : 81,5 - S1I2 : 93,5 - S1I3 : 94
 S2I1 : 91 - S2I2 : 95 - S2I3 : 97

TABLEAU 32.- Les relations dans le ménage

32. Infidélité de l'épouse:

C : S1I1 : 95 - S1I2 : 93 - S1I3 : 85,5
 S2I1 : 98 - S2I2 : 86,5 - S2I3 : 76

30. Contrôle des sorties de l'épouse:

C : S1I1 : 86,5 - S1I2 : 57,5
 S2I1 : 70

Mé: S1I3 : 55,5
 S2I3 : 68,5

Mé+C: S2I2 : 49+46,5

14. Attitude envers le flirt:

C : S1I1 : 85,5 - S1I2 : 78
 S2I1 : 92 - S2I2 : 82 - S2I3 : 69

C+N: S1I3 : 46+34,5

19a2. Qualités de la Tunisienne appréciables au mariage:

C : S1I1 : 85,5 - S1I2 : 93 - S1I3 : 88,5
 S2I1 : 88 - S2I2 : 92,5 - S2I3 : 92,5

37. Travail de l'épouse sans besoin financier:

C : S1I1 : 84 - S1I2 : 69 - S1I3 : 54,5
 S2I1 : 74 - S2I2 : 51

N : S2I3 : 62

15. Importance de la virginité chez la jeune fille:

C : S1I1 : 83 - S1I2 : 68 - S1I3 : 57,5
 S2I1 : 86 - S2I2 : 73,5 - S2I3 : 66

Les relations dans le ménage (suite)

7. Age souhaitable de la femme au mariage:

C : S1I1 : 80,5 - S1I2 : 69
S2I1 : 58,5

C+Mé: S1I3 : 50+41,5

Mé : S2I2 : 54,5 - S2I3 : 58

39. Placement de l'enfant pour le travail de la mère:

C : S1I1 : 79,5 - S1I2 : 65 - S1I3 : 62
S2I1 : 65 - S2I2 : 57,5 - S2I3 : 56,5

26. Qualités appréciées chez l'épouse:

C : S1I1 : 74 - S1I2 : 59 - S1I3 : 53
S2I1 : 67,5 - S2I2 : 52

C+N: S2I3 : 48+33

46. Contrôle des rapports de l'épouse avec sa société féminine:

C : S1I1 : 69,5

N+C: S1I2 : 42,5+41 - S1I3 : 45,5+33,5
S2I1 : 46+43,5

N : S2I2 : 50,5 - S2I3 : 52,5

20a2. Qualités du Tunisien appréciées au mariage:

C : S1I1 : 68 - S1I2 : 73 - S1I3 : 59
S2I1 : 72 - S2I2 : 77,5

Mé: S2I3 : 63

21. Buts du mariage:

C : S1I1 : 65 - S1I2 : 53
S2I1 : 64,5 - S2I2 : 53 - S2I3 : 59

N : S1I3 : 50,5

Les relations dans le ménage (suite)

24. Types de qualités appréciées chez l'époux:

C : S1I1 : 65 - S1I2 : 50,5
C+N: S1I3 : 45,5+43,5
S2I1 : 48,5+33,5
N+C: S2I2 : 46,5+32,5
N : S2I3 : 52,5

40. Usage du salaire de la femme:

C : S1I1 : 64,5
C+N: S1I2 : 42+30,5
S2I1 : 38+32,5
N+C: S1I3 : 37+31,5
S2I2 : 40+38
N : S2I3 : 60

38. Travail de la femme dans un milieu masculin:

C : S1I1 : 59,5
N+Mé: S1I2 : 46+28
N : S1I3 : 74
S2I1 : 53,5 - S2I2 : 78,5 - S2I3 : 87

45. Contrôle des rapports du mari avec sa société masculine:

C : S1I1 : 56
Mé: S1I2 : 53 - S1I3 : 61,5
S2I2 : 59,5 - S2I3 : 72,5
Mé+C: S2I1 : 48,5+43

Les relations dans le ménage (suite)

36. Travail professionnel de l'épouse:

C : S1I1 : 53

N : S1I2 : 51,5 - S1I3 : 67,5
S2I2 : 66 - S2I3 : 77,5

N+C: S2I1 : 48,5+27,5

59. Attitude devant l'absence d'enfants:

C : S1I1 : 52,5 - S1I2 : 61,5
S2I1 : 70 - S2I2 : 64 - S2I3 : 53

N+C: S1I3 : 57+37,5

17. Qualités appréciées chez la fiancée:

C : S1I1 : 51

N : S1I2 : 69,5 - S1I3 : 73,5
S2I1 : 51,5 - S2I2 : 79,5 - S2I3 : 92

18. Qualités appréciées chez le fiancé:

C : S1I1 : 50,5

N : S1I2 : 69,5 - S1I3 : 80,5
S2I1 : 54 - S2I2 : 83 - S2I3 : 87,5

27. Déférence entre époux:

C+N: S1I1 : 48,5+45

N : S1I2 : 66,5 - S1I3 : 82,5
S2I1 : 53 - S2I2 : 85 - S2I3 : 92,5

28b. Participation de la femme au groupe des amis du mari:

C+Mé: S1I1 : 48+37 - S1I2 : 38+38

Mé+N: S1I3 : 44+40
S2I2 : 44,5+29,5

Mé+C: S2I1 : 47+31

N : S2I3 : 51,5

Les relations dans le ménage (suite)

2. Age souhaitable de l'homme au mariage:

C+Mé: S1I1 : 46,5+43

Mé+C: S1I2 : 49+36

Mé : S1I3 : 56

S2I1 : 50,5 - S2I2 : 52 - S2I3 : 66,5

28e. Participation de l'épouse aux activités politiques du mari:

C+N: S1I1 : 46+27 - S1I2 : 43,5+33

S2I1 : 34+31

N+Mé: S1I3 : 44+25

S2I2 : 42,5+26

N : S2I3 : 62,5

8. Différence d'âge souhaitable au mariage:

C+N: S1I1 : 44,5+31 - S1I2 : 49+30 - S1I3 : 42,5+32

S2I1 : 37,5+33,5 - S2I2 : 35,5+31

N+C: S2I3 : 43,5+43

64. Prise en charge des enfants de divorcés:

C+N: S1I1 : 42,5+39

N+C: S1I2 : 46+37 - S1I3 : 50+31,5

N : S2I1 : 64 - S2I2 : 66 - S2I3 : 79,5

31. Liberté de rapports de l'épouse avec les amis du mari:

Mé: S1I1 : 51,5 - S1I2 : 70,5 - S1I3 : 66

S2I1 : 67 - S2I2 : 74 - S2I3 : 57

44. Rapport entre instructions des époux:

Mé: S1I1 : 52 - S1I2 : 63 - S1I3 : 62,5

S2I1 : 58,5 - S2I2 : 69,5 - S2I3 : 65

Les relations dans le ménage (suite)

13. Opinion sur la connaissance des époux avant mariage:

Mé: S1I1 : 65 - S1I2 : 57
 S2I1 : 65 - S2I2 : 51

N : S1I3 : 69,5
 S2I3 : 72,5

42. Aide domestique du mari à l'épouse:

Mé: S1I1 : 55,5
 S2I1 : 51,5

N : S1I2 : 59,5 - S1I3 : 65
 S2I2 : 60,5 - S2I3 : 72

25bis. Raisons de divorcer de la femme:

N+C: S1I1 : 35+29

N+Mé: S1I2 : 49+18,5

N : S1I3 : 65
 S2I1 : 55,5 - S2I2 : 70,5 - S2I3 : 70,5

28a. Participation de l'épouse aux distractions du mari:

N+C: S1I1 : 35,5+33,5

N : S1I2 : 65,5 - S1I3 : 65
 S2I2 : 66 - S2I3 : 83

N+Mé: S2I1 : 45,5+38,5

62. Droit de décider du nombre d'enfants:

N : S1I1 : 50,5 - S1I2 : 66,5 - S1I3 : 84
 S2I1 : 71 - S2I2 : 86,5 - S2I3 : 97,5

28c. Participation de l'épouse au travail et affaires du mari:

N : S1I1 : 53 - S1I2 : 69,5 - S1I3 : 66,5
 S2I1 : 50,5 - S2I2 : 67 - S2I3 : 73

Les relations dans le ménage (suite)

63. Qui décide du prénom de l'enfant?

N : S1I1 : 53 - S1I2 : 77 - S1I3 : 81,5
 S2I1 : 65 - S2I2 : 82 - S2I3 : 88,5

25. Droit de divorce de la femme:

N : S1I1 : 53 - S1I2 : 68 - S1I3 : 80
 S2I1 : 59 - S2I2 : 75 - S2I3 : 85

35. Egards spéciaux pour le chef de famille:

N : S1I1 : 54 - S1I2 : 61 - S1I3 : 77
 S2I2 : 71,5 - S2I3 : 77

C+N: S2I1 : 48+45,5

28d. Information de l'épouse sur les dépenses du mari:

N : S1I1 : 61 - S1I2 : 82,5 - S1I3 : 79
 S2I1 : 64 - S2I2 : 77,5 - S2I3 : 82,5

43bis. Raisons pour l'instruction féminine:

N : S1I1 : 62,5 - S1I2 : 82,5 - S1I3 : 81
 S2I1 : 71,5 - S2I2 : 82 - S2I3 : 79,5

41. Connaissance du salaire du mari par l'épouse:

N : S1I1 : 66 - S1I2 : 80,5 - S1I3 : 85,5
 S2I1 : 82 - S2I2 : 88,5 - S2I3 : 93

20b2. Qualités de l'Européen appréciables au mariage:

N : S1I1 : 70 - S1I2 : 75 - S1I3 : 81
 S2I1 : 72 - S2I2 : 79 - S2I3 : 87

60. Divorce pour stérilité de l'épouse:

N : S1I1 : 70,5 - S1I2 : 72 - S1I3 : 85
 S2I1 : 72 - S2I2 : 86 - S2I3 : 90,5

Les relations dans le ménage (suite)

48a. Qui garde l'argent dans le groupe familial?

N : S1I1 : 73,5 - S1I2 : 80 - S1I3 : 94
 S2I1 : 87,5 - S2I2 : 94,5 - S2I3 : 92,5

48b. Qui prend les décisions dans le groupe familial?

N : S1I1 : 77 - S1I2 : 83 - S1I3 : 91
 S2I1 : 89 - S2I2 : 92,5 - S2I3 : 98,5

48c. Qui administre les biens dans le groupe familial?

N : S1I1 : 79,5 - S1I2 : 86 - S1I3 : 91
 S2I1 : 88 - S2I2 : 93,5 - S2I3 : 94,5

48d. Qui prend les décisions pour les enfants dans le groupe familial?

N : S1I1 : 81,5 - S1I2 : 93,5 - S1I3 : 94
 S2I1 : 91 - S2I2 : 95 - S2I3 : 97

19b2. Qualités de l'Européenne appréciées au mariage:

N : S1I1 : 86,5 - S1I2 : 83,5 - S1I3 : 92
 S2I1 : 93 - S2I2 : 91 - S2I3 : 92

TABLEAU 33.- Les rapports homme-femme en général

58bis. Désir d'avoir plus de garçons que de filles (1)

C : S1I1 : 0,88 - S1I2 : 0,43 - S1I3 : 0,62
 S2I1 : 0,42 - S2I2 : 0,22 - S2I3 : 0,21

33. Domaines privilégiés de la femme:

C : S1I1 : 82 - S1I2 : 74 - S1I3 : 57,5
 S2I1 : 60

C+N: S2I2 : 50+22,5

N+C: S2I3 : 48+36,5

34. Compétition entre homme et femme:

C : S1I1 : 70 - S1I2 : 60
 S2I1 : 64,5

C+N: S1I3 : 47,5+35,5
 S2I2 : 48,5+42,5

N : S2I3 : 58

73. Droits des garçons sur les filles:

C : S1I1 : 56

N+C: S1I2 : 42+39

N : S1I3 : 54
 S2I1 : 51 - S2I2 : 61 - S2I3 : 72

43. Nécessité d'instruire la fille:

N : S1I1 : 75 - S1I2 : 95 - S1I3 : 97
 S2I1 : 86 - S2I2 : 94 - S2I3 : 97

(1) En ce qui concerne cet item les chiffres indiquent la différence entre les moyennes de garçons et de filles souhaitées.

CHAPITRE XII

UNE ENQUETE D'OPINION SUR LES

REPRESENTATIONS FAMILIALES:

LES EFFETS DE L'AGE.

Les sujets interrogés se distribuaient entre les limites de 17 et 30 ans. Au moment où fut acquise l'indépendance du pays, les plus jeunes n'étaient que des enfants, les autres finissaient leur adolescence. Ils n'eurent pas la même expérience et, pour ainsi dire, ne connurent pas la même société. En outre les premiers, comme nous allons le voir, étaient presque tous célibataires au moment de l'enquête; les autres étaient bien souvent mariés et chefs de famille. Devait-il en résulter des images différentes de la famille à venir? Pour le savoir, nous avons divisé garçons et filles en trois groupes d'âge séparés, homogènes quant aux autres variables:

- De 17 à 20 ans (Symbole A1);
- De 20 ans et un jour à 25 ans (symbole A2);
- De 25 ans et un jour à 30 ans (symbole A3).

Pour l'état civil, ils se répartissent comme suit (en effectifs):

	<u>Célibataires</u>	<u>Mariés</u>
S1A1:	150	2
S1A2:	146	6
S1A3:	97	54
S2A1:	145	8
S2A2:	113	41
S2A3:	44	73

On remarquera combien la proportion de célibataires demeure importante, même entre 25 et 30 ans. Or ils se distribuent de façon quasi identique entre les groupes d'instruction et d'habitat. En revanche, le niveau de vie introduit une différence significative: du plus bas au plus élevé on dénombre (hommes et femmes réunis) 257, 251 et 187 célibataires. Le manque de moyens et tout autant la nouvelle idée des jeunes sur le "standing" minimum nécessaire au ménage, sont donc vraisemblablement un frein au mariage. Mais aussi nos enquêteurs, il est vrai, ont privilégié les célibataires. Car, d'une part, il leur était plus difficile de s'introduire dans les ménages. D'autre part, les jeunes ont répondu volontiers au questionnaire dans la mesure où ils l'ont lié à leurs revendications et aspirations. Or les sujets mariés étaient enclins à penser que pour eux les jeux étaient faits.

Ces jeunes mariés, enfin, avaient des enfants, dont les quantités moyennes étaient les suivantes:

S1A1 :	1	S2A1 :	1,37
S1A2 :	2	S2A2 :	1,71
S1A3 :	2,39	S2A3 :	2,90

CARACTERISTIQUES GENERALES DES REACTIONS.

Les sommes d'attitudes

Les attitudes ayant été pondérées pour les 101 items habituels du questionnaire, nous avons obtenu la distribution suivante (en nombre de points):

	<u>Groupe A.1</u>	<u>Groupe A.2</u>	<u>Groupe A.3</u>
1er quartile:	504,5	500	481
Médian:	577	582	572
3ème quartile:	668	678,5	642
Moyenne:	581,5	584,5	566,5

Les écarts entre groupes d'âge, on le voit, sont beaucoup moins élevés qu'ils ne le furent entre groupes d'instruction. Tous les indices confirmeront cette indication: à l'intérieur du même ensemble de jeunes, la différence des âges entraîne des variations fort réduites dans leur représentation des institutions domestiques souhaitables, bien moins importantes (relativement) que celles provoquées par la différence d'instruction.

D'autres constatations seront également confirmées. L'écart le plus sensible sépare les deux premiers groupes de jeunes (de 17 à 25 ans) du troisième (25 à 30 ans), ce dernier étant le plus conservateur. Or le seuil de 25 ans, au moment de l'enquête, séparerait précisément les adolescents d'après et d'avant l'indépendance. D'autre part ce troisième groupe, nous venons de le voir, comprend la quasi-totalité des jeunes mariés. Dernière observation: les sujets de 20 à 25 ans s'avèrent les plus modernistes, plus même que leurs cadets de moins de 20 ans. La différence des moyennes n'est pas suffisante pour être statistiquement significative, mais une série d'indications concordantes nous permettront de tenir le fait pour probable.

Situons maintenant les valeurs atteintes par ces jeunes sur l'échelle théorique où les scores 400, 600, 800 correspondent respectivement à des positions moyennes traditionnelle, médiane et moderniste. Nous obtenons la distribution suivante:

<u>Scores</u>	<u>Effectifs des valeurs obtenues</u>			<u>Total</u>
	<u>A.1</u>	<u>A.2</u>	<u>A.3</u>	
200-400:	4	5	6	15
	4% des items	5% des items	6% des items	

	<u>A.1</u>	<u>A.2</u>	<u>A.3</u>	<u>Total</u>
401-500	20	20	27	67
501-600	<u>37</u>	<u>31</u>	<u>29</u>	<u>97</u>
Total	57	51	56	164
	56,4% des items	50,5% des items	55,4% des items	
601-700	23	28	27	78
701-800	<u>17</u>	<u>17</u>	<u>12</u>	<u>46</u>
Total	40	45	39	124
	39,6% des items	44,5% des items	38,6% des items	
801-1000:	0	0	0	0

Ainsi 57,7% des scores (soit 175/303), c'est-à-dire nettement plus de la moitié, se situent entre les valeurs 501 et 700, donc dans la zone centrée autour du score théorique médian. Ce résultat se confirme au niveau de chaque sous-groupe d'âge: 59,4% pour A.1; 58,4% pour A.2; 55,4% pour A.3. La zone moderniste, située entre les scores 701 et 1000, réunit seulement 15,2% de l'ensemble des scores (46/303): soit respectivement 16,8%, 16,8% et 11,8% des scores atteints par les sous-groupes A.1, A.2 et A.3. La tendance médiane est plus accentuée que dans le groupe d'instruction et la pondération générale des attitudes plus également répartie à travers les sous-groupes d'âge.

Enfin le groupement des scores obtenus pour chaque série de 12 classes de 42 valeurs fait apparaître leur distribution bi-modale, due à la raison que nous connaissons:

<u>Groupe A.1 (1)</u>		<u>Groupe A.2</u>		<u>Groupe A.3</u>	
<u>1</u>	<u>2</u>	<u>1</u>	<u>2</u>	<u>1</u>	<u>2</u>
(1) 296-337	2	305-346	3	284-325	2
(2) 338-379	1	247-388	1	326-367	1
(3) 380-421	3	389-430	3	368-409	4
(4) 422-463	7	431-472	9	410-452	6
(5) 464-505	12	473-514	14	453-494	18
(6) 506-547	13	515-556	12	495-536	9
(7) 548-589	18	557-598	13	537-578	12
(8) 590-631	9	599-640	12	579-620	15
(9) 632-673	11	641-682	12	621-662	12
(10) 674-715	11	683-724	10	663-704	11
(11) 716-757	10	725-766	9	705-746	8
(12) 758-799	4	767-808	3	747-788	3
Total: 101		101		101	

Le tableau des corrélations construit à partir de ces classes fait apparaître une liaison linéaire très accentuée entre les trois séries de scores. Les corrélations obtenues sont très élevées:

- Corrélation entre A.1 et A.2: $r = 0,97$
- Corrélation entre A.2 et A.3: $r = 0,95$
- Corrélation entre A.1 et A.3: $r = 0,94$ (2)

Une très forte homogénéité caractérise donc les réactions de ces jeunes, quel que soit leur âge, face aux institutions familiales.

(1) Pour chaque groupe les limites des classes sont indiquées dans la colonne 1, les effectifs des questions dans la colonne 2.

(1) Ces trois corrélations sont très significatives

La répartition des attitudes

Le tableau des attitudes concrètes présentées par les jeunes des deux sexes dans les trois sous-groupes d'âge autorise une conclusion semblable:

	<u>TT</u>	<u>T</u>	<u>Mé</u>	<u>Mo</u>	<u>TM</u>	<u>NR</u>
S1A1 :	11,6%	26,2%	19,8%	34,6%	3,9%	3,9%
S1A2 :	11,2%	26,1%	20,1%	35,4%	3,7%	3,5%
S1A3 :	12%	26,8%	19,1%	34,3%	3%	4,8%
S2A1 :	7,9%	24,7%	20,4%	40,2%	4,7%	2,1%
S2A2 :	7,5%	24,4%	20,4%	40%	4,4%	3,3%
S2A3 :	10,3%	26,3%	20,2%	36,4%	4,2%	2,6%

Chez les garçons, les pourcentages des divers types de réactions sont presque identiques à travers les trois sous-groupes d'âge. Chez les filles il en est de même pour les deux sous-groupes des plus jeunes, qui s'écartent un peu plus sensiblement des plus âgées. Dans chaque tranche les femmes sont plus modernistes que les hommes: les différences, toutefois, n'excèdent jamais 6% et sont généralement de l'ordre de 2%. La tendance au conservatisme plus grand des jeunes de 25 à 30 ans se retrouve dans les deux sexes, à peine perceptible pour les garçons, d'avantage pour les filles. De toute façon la différence demeure si faible qu'elle n'est jamais statistiquement significative.

Enfin la répartition équilibrée des "masses" de traditionalisme et de modernisme apparaît nettement si l'on joint d'un côté toutes les manifestations de conservatisme, de l'autre celles du modernisme. Dans les deux sexes les réactions de compromis ou d'hésitation représentent à chaque niveau le cinquième du total. De part et d'autre de cette zone médiane relativement étroite

(comme toujours), les manifestations conservatrices oscillent chez les hommes autour de 37,5% quel que soit l'âge, et les réactions novatrices autour de 38%. Chez les femmes on retrouve l'habituel décalage plus grand: de 32 à 36% pour le traditionalisme, de 40 à 45% pour le modernisme. Qu'ils aient 30 ans ou 17 ans, on ne saurait donc dire que ces jeunes soient portés au bouleversement.

LES REPRESENTATIONS SUR LA FAMILLE

Les convergences entre les groupes

Cet écrasement des différences, cette unité de représentations très accentuée malgré la différence d'âge apparaissent encore et d'abord au niveau quantitatif, si l'on compte les accords et divergences des sous-groupes pour les items considérés.

En premier lieu, les attitudes fortement majoritaires demeurent de loin les plus nombreuses, puisqu'elles atteignent les taux suivants:

S1A1 : 73%	S2A1 : 74%
S1A2 : 75%	S2A2 : 81%
S1A3 : 79%	S2A3 : 80%

Pour chaque aspect de l'institution familiale chaque groupe, le plus souvent, fait un choix massif. Ces majorités absolues, à leur tour, se répartissent ainsi (en effectifs):

	<u>A.1</u>	<u>A.2</u>	<u>A.3</u>	<u>Total</u>
Conservatrices:	63	61	72	196
Médianes:	19	20	17	56
Novatrices:	65	75	70	210
Total:	147	156	159	462

L'équilibre constaté dans la répartition des attitudes se retrouve dans celle des majorités, avec un décalage au profit du modernisme chez les jeunes de 20 à 25 ans. Nous avons déjà noté chez ceux-ci un phénomène analogue en comparant les sommes pondérées des attitudes et la répartition effective de celles-ci à travers les groupes. Quoique les différences ne fussent jamais significatives, la tendance paraît peu douteuse: ce ne sont pas les plus jeunes, mais ceux de la tranche intermédiaire qui, sans doute parce que plus émancipés de la famille, semblent les plus accueillants au changement. Nous avons déjà fait cette constatation à propos de groupes de jeunes femmes travailleuses en 1964(1).

A leur tour, les majorités relatives se répartissent ainsi:

	<u>A.1</u>	<u>A.2</u>	<u>A.3</u>	<u>Total</u>
Conservatrices:	19	19	13	51
Médianes:	11	9	7	27
Novatrices:	23	16	21	60
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>
Total:	53	44	41	138

Si l'on fait le rapport entre les majorités relatives et absolues dans la même attitude, on trouve respectivement les proportions de 0,48 - 0,26 - 0,28 pour les attitudes médiane, conservatrice et novatrice. Le rapport est significativement plus élevé pour les réactions médianes (2). Nous avons fait la même constatation pour les groupes d'instruction et pouvons en tirer les mêmes conclusions.

Les configurations conflictuelles sont un peu plus nombreuses que dans les groupes d'instruction, mais demeurent très mineures:

(1) C.Camilleri, 5.

2) Pour $P = 0,05$

A.1 : 16,5%

A.2 : 16%

A.3 : 13%

La différence d'âge n'a pas plus d'effet significatif sur ce point que le niveau d'instruction.

Enfin les proportions des différents types de convergence entre les groupes d'âge sont très élevées:

	<u>A1-A2</u>	<u>A2-A3</u>	<u>A1-A3</u>
- Accords majoritaires forts:	63,7%	68,2%	64,5%
- Accords majoritaires forts plus distributions parallèles:	73,7%	75,2%	72,7%
- Accords majoritaires forts, distributions parallèles et accords majoritaires faibles:	92,2%	89%	89,5%

Comme on le voit, il existe entre ces groupes une convergence de type quelconque pour l'écrasante majorité des items, c'est-à-dire des aspects de la famille à promouvoir. Les accords entre majorités absolues constituent eux-mêmes près des deux tiers de ces convergences, révélant ainsi la qualité fort élevée de la cohésion entre ces jeunes d'âge différent.

Le tableau 34 livre le détail des types d'accord entre les six sous-groupes d'âge et de sexe. Il montre que ces constatations globales demeurent valables au niveau le plus concret, la proportion minima d'accords majoritaires étant de 59%. La cohésion est donc encore plus forte qu'entre les sous-groupes d'instruction. Elle est également accentuée, et c'est plus significatif, entre tous les sous-groupes de sexe différent sans exception.

Sur ce fond de large unité on peut cependant remarquer ceci: les accords de chaque sous-groupe de garçons avec l'ensemble des autres garçons atteignent toujours des proportions plus élevées qu'avec les filles, et cela pour tous les types de convergence.

L'équilibre constaté dans la répartition des attitudes se retrouve dans celle des majorités, avec un décalage au profit du modernisme chez les jeunes de 20 à 25 ans. Nous avons déjà noté chez ceux-ci un phénomène analogue en comparant les sommes pondérées des attitudes et la répartition effective de celles-ci à travers les groupes. Quoique les différences ne fussent jamais significatives, la tendance paraît peu douteuse: ce ne sont pas les plus jeunes, mais ceux de la tranche intermédiaire qui, sans doute parce que plus émancipés de la famille, semblent les plus accueillants au changement. Nous avons déjà fait cette constatation à propos de groupes de jeunes femmes travailleuses en 1964(1).

A leur tour, les majorités relatives se répartissent ainsi:

	<u>A.1</u>	<u>A.2</u>	<u>A.3</u>	<u>Total</u>
Conservatrices:	19	19	13	51
Médianes:	11	9	7	27
Novatrices:	23	16	21	60
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>
Total:	53	44	41	138

Si l'on fait le rapport entre les majorités relatives et absolues dans la même attitude, on trouve respectivement les proportions de 0,48 - 0,26 - 0,28 pour les attitudes médiane, conservatrice et novatrice. Le rapport est significativement plus élevé pour les réactions médianes (2). Nous avons fait la même constatation pour les groupes d'instruction et pouvons en tirer les mêmes conclusions.

Les configurations conflictuelles sont un peu plus nombreuses que dans les groupes d'instruction, mais demeurent très mineures:

(1) C.Camilleri, 5.

2) Pour $P = 0,05$

A.1 : 16,5%

A.2 : 16%

A.3 : 13%

La différence d'âge n'a pas plus d'effet significatif sur ce point que le niveau d'instruction.

Enfin les proportions des différents types de convergence entre les groupes d'âge sont très élevées:

	<u>A1-A2</u>	<u>A2-A3</u>	<u>A1-A3</u>
- Accords majoritaires forts:	63,7%	68,2%	64,5%
- Accords majoritaires forts plus distributions parallèles:	73,7%	75,2%	72,7%
- Accords majoritaires forts, distributions parallèles et accords majoritaires faibles:	92,2%	89%	89,5%

Comme on le voit, il existe entre ces groupes une convergence de type quelconque pour l'écrasante majorité des items, c'est-à-dire des aspects de la famille à promouvoir. Les accords entre majorités absolues constituent eux-mêmes près des deux tiers de ces convergences, révélant ainsi la qualité fort élevée de la cohésion entre ces jeunes d'âge différent.

Le tableau 34 livre le détail des types d'accord entre les six sous-groupes d'âge et de sexe. Il montre que ces constatations globales demeurent valables au niveau le plus concret, la proportion minima d'accords majoritaires étant de 59%. La cohésion est donc encore plus forte qu'entre les sous-groupes d'instruction. Elle est également accentuée, et c'est plus significatif, entre tous les sous-groupes de sexe différent sans exception.

Sur ce fond de large unité on peut cependant remarquer ceci: les accords de chaque sous-groupe de garçons avec l'ensemble des autres garçons atteignent toujours des proportions plus élevées qu'avec les filles, et cela pour tous les types de convergence.

La même proposition s'applique aux filles si on les compare entre elles et aux garçons. Nous n'avons pas constaté ce phénomène à propos des groupes d'instruction. Cette dernière variable, on le voit, est d'avantage capable de brouiller les frontières entre sexes, ce qui confirme sa fonction d'universalisation.

Enfin, ajoutons-le, la totalité des sous-groupes sont d'accord entre eux à la majorité absolue pour 55 items sur 101, soit 54,4% de l'ensemble. C'est évidemment une proportion considérable.

TABLEAU 34.- Accords entre les sous-groupes d'âge (1)

	<u>S1A1</u>	<u>S1A2</u>	<u>S1A3</u>	<u>S2A1</u>	<u>S2A2</u>	<u>S2A3</u>	<u>S1A</u>	<u>S2A</u>
		65	68	62	59	62	66,5	61
<u>S1A1</u>		80	77	72	64	70	78,5	68,7
		95	92	90	88	87	93,5	88,3
	65		70	63	67	67	67,5	65,7
<u>S1A2</u>	80		79	70	74	73	79,5	72,3
	95		90	90	86	86	92,5	87,3
	68	70		62	65	66	69	64,5
<u>S1A3</u>	77	79		68	70	70	78	69,5
	92	90		89	89	85	91	87,7

(1) Dans chaque colonne, de haut en bas, les trois chiffres expriment les pourcentages suivants : accords majoritaires forts entre les sous-groupes indiqués; accords majoritaires fort plus distributions parallèles des attitudes; accords majoritaires forts, plus distributions parallèles d'attitudes, plus accords majoritaires faibles.

TABLEAU 34.-(suite)

	<u>S1A1</u>	<u>S1A2</u>	<u>S1A3</u>	<u>S2A1</u>	<u>S2A2</u>	<u>S2A3</u>	<u>S1A</u>	<u>S2A</u>
	62	63	62		68	66	62,3	67
<u>S2A1</u>	72	70	68		81	76	70	78,5
	90	90	89		96	90	89,7	93
	59	67	65	68		71	63,7	69,5
<u>S2A2</u>	64	74	70	81		79	69,3	80
	88	86	89	96		91	87,7	93,5
	62	67	66	66	71		65	68,5
<u>S2A3</u>	70	73	70	76	79		71	77,5
	87	86	85	90	91		86	90,5

Le contenu des représentations familiales selon les groupes.

Dans de telles conditions, on ne saurait s'attendre à relever de nombreuses variations dues à la différence des âges. Puisque cette variable agit si peu, du moins dans le groupe des jeunes générations, la configuration des images sur la famille est très sensiblement celle présentée à propos de la variable de sexe.

Dans cet ensemble, on s'en souvient, un certain nombre de divergences se manifestaient entre hommes et femmes. Mais le plus souvent ils étaient animés d'un mouvement commun, avec, généralement, une accentuation conservatrice des premiers dans les cas de maintien des institutions, un "retard" au modernisme dans le cas de changement. L'âge insère son effet propre dans ce cadre. De 25 à 30 ans il accentue habituellement la tendance traditionnelle, freine la tendance moderniste. Au dessous c'est l'inverse, particulièrement pour les jeunes de 20 à 25 ans

(tableaux 35 à 39).

Deux remarques viennent se greffer là-dessus. D'abord ces différences restent peu sensibles, au point de se traduire le plus souvent par de simples variations d'effectifs n'empêchant pas les sous-groupes de présenter la même attitude majoritaire, voire la même hiérarchie des attitudes. Comme pour la variable instruction, mais de façon beaucoup plus nette, il s'agit donc généralement de différences de degré à l'intérieur d'un accord structurel qui n'en est pas, ou pas encore, affecté. Mais il est, évidemment, des exceptions à cet ordre que nous avons décrit. Nous signalerons seulement les plus notables, quand elles se traduisent par des écarts de pourcentages d'au moins 10%.

Première constatation : les plus jeunes, de 17 à 20 ans, sont relativement les moins sourcilleux sur la défense de l'honneur familial en tant qu'il est lié à la sexualité féminine. Rejet du flirt, de l'enfant illégitime, revendication de la virginité de la jeune fille, tout cela est chez eux un peu moins énergique. Un certain désir de libéralisation commence peut-être à apparaître sur ce point. Simultanément ils sont les plus réticents devant l'avortement, plus facilement envisagé par les plus âgés : l'attitude s'assouplit, semble-t-il, quand le problème du nombre des enfants se pose concrètement.

D'autres configurations d'attitudes paraissent, chez ces plus jeunes, assez paradoxales. Ainsi sont-ils en même temps parmi les plus réticents au mariage de l'enfant si les parents ont besoin de lui et les moins opposés à se décharger d'eux quand ils seront vieux. Ils sont les plus favorables à l'attribution des initiatives au couple dans le groupe familial et les moins disposés à quitter la maison paternelle au mariage : il est vrai qu'ils sont économiquement plus dépendants.

Mais cette solidarité des plus jeunes en général cède vite la place à celle qui se manifeste seulement à l'intérieur du même

groupe de sexe. Ainsi les garçons de 17 à 25 ans se montrent-ils ensemble moins conservateurs ou plus modernistes sur certains points. Ils sont les moins indisposés par la perspective de l'absence d'enfants, les plus favorables à la participation de l'épouse au travail et affaires du mari. Mais ils se révèlent en même temps plus portés à limiter leur aide domestique : une tendance égocentrique paraît se dégager de tout cela. Elle se manifeste aussi dans leur consentement d'autant moins retenu à l'imposition du conjoint par la fille que leur âge diminue: le veto des parents de la femme étant, on le sait, l'obstacle décisif au mariage des garçons. Enfin ils sont moins défavorables aux droits de l'oncle et du fils aîné que ceux de 25 à 30 ans: c'est, semble-t-il, au moment où ils acquièrent l'autorité effective du jeune chef de famille qu'ils se montrent plus soucieux de ne pas la partager.

A leur tour les filles des deux premières tranches d'âge se retrouvent, plus souvent que les garçons, à défendre des positions novatrices. Elles sont les plus opposées au mariage de la femme très jeune, à la remise de son salaire aux parents ou au mari; les moins réticentes à envisager une compétition possible avec l'homme; les plus favorables à toutes les formes de participation aux conduites de l'époux, au travail de la femme et de l'épouse, y compris dans les milieux masculins. Les plus jeunes sont même parmi les moins opposées au travail de l'épouse sans besoin financier. Enfin elles apprécient le plus les qualités modernes chez le mari et préfèrent moins sensiblement le garçon à la fille.

Quant aux plus âgés, d'une façon très générale apparaît leur décalage habituel relativement aux positions modernistes ou conservatrices des plus jeunes. Sur quelques points pourtant, ils se révèlent plus décidés à changer la tradition. Par exemple les hommes de 25 à 30 ans, qui étaient déjà les moins disposés à reconnaître les pouvoirs de l'oncle et du fils aîné, repoussent plus nettement l'éventualité d'un sacrifice de la

situation du jeune pour le besoin des parents: c'est sans doute parce que cette possibilité les concerne beaucoup plus directement. Quant aux femmes les moins jeunes, elles sont les plus réticentes à la grande différence d'âge avec l'époux. Elles apprécient le moins fortement les qualités traditionnelles de l'épouse face aux garçons de la même tranche d'âge qui en font le plus état! Car ce sont encore des situations qu'elles éprouvent plus concrètement que leurs cadettes.

Finalement, on le voit, ces déviations relativement au modèle, défini au début, d'évolution des attitudes sont relativement peu nombreuses et apparaissent comme fragmentaires.

On peut donc conclure. Etant donné l'antagonisme évident entre jeunes et anciennes générations, nous avons d'abord voulu repérer les caractères susceptibles de le modérer notablement en analysant la représentation juvénile de la famille souhaitable. Mais c'était seulement une image moyenne qui pourrait, comme telle, masquer des divergences accusées, voire des extrêmes, dans les groupes concrets définis autour des principales variables. Auquel cas cette modération serait fictive.

Pour ce qui concerne l'âge, qui couvre un éventail de treize années dans notre échantillon, il était naturel de penser à un rejet continu et progressif de la tradition en allant vers les plus jeunes. Ce qui aurait annoncé un bouleversement complet des anciennes institutions domestiques dans un avenir immédiat.

L'analyse faite plus haut dément toutes ces suppositions avec une extrême netteté. Sous l'influence d'un phénomène qui a démarré lentement en Europe occidentale pour devenir maintenant spectaculaire (anti-conformisme cumulatif en accélération dans des groupes dont la "jeunesse" devient une qualification toujours plus éphémère), on a tendance à faire une extrapolation philosophique: le rejet de l'ancien, le changement, seraient impliqués

dans une sorte d'essence de la juvénilité. On transporte cette représentation aux pays en voie de développement, d'autant plus facilement qu'il est toujours possible de l'appuyer sur des séries d'observations individuelles.

Mais, ici encore, l'analyse des processus collectifs saisis comme tels permet de corriger notablement cette vue. Malgré les incitations particulièrement brutales au changement introduites de façon "sauvage" dans ces sociétés par le fait industriel, ou peut-être pour cette raison même, l'accueil à la nouveauté lié à l'abaissement de l'âge apparaît, dans le cas ici étudié, d'une progressivité fort lente et à peine sensible. Entre 30 et 17 ans, nous l'avons vu, les modifications sont faibles, au point d'aboutir à de simples déplacements d'effectifs ne mettant pas en cause la structure commune des représentations. Et dans une enquête précédente, réalisée il est vrai dans des conditions moins rigoureuses, nous avons repéré la même progressivité en étendant notre investigation aux sujets de 40 à 45 ans.

Nous en avons conclu qu'"un mouvement culturel commun anime les générations jeunes et moyennes" et que "les classes d'âge moyennes ne sont pas structurellement en opposition avec les jeunes générations, mais au contraire.. les unes et les autres sont structurellement soudées par un système évolutif commun"(1). La présente étude confirme cette saisissante opposition entre le caractère des stimulations et celui des réactions collectives.

(1) C.Camilleri, 7, pp. 60-61.

TABLEAU 35.- Attitudes envers les institutions fondatrices de la famille (1)

6. Obligation du mariage pour la jeune fille:

C : S1A3 : 88 - S1A2 : 86 - S1A1 : 85
 S2A3 : 82 - S2A2 : 74 - S2A1 : 73

1. Obligation du mariage pour le jeune homme:

C : S1A3 : 82,5 - S1A1 : 78 - S1A2 : 77,5
 S2A3 : 74 - S2A2 : 70 - S2A1 : 65

80. Jugement sur l'institution familiale:

C : S1A3 : 71 - S1A1 : 75,5 - S1A2 : 70,5
 S2A3 : 76 - S2A1 : 70 - S2A2 : 68

23. Place de la religion dans le mariage:

C : S1A3 : 66 - S1A1 : 63 - S1A2 : 57,5
 S2A1 : 74,5 - S2A2 : 74,5 - S2A3 : 74

16. Acceptation de l'enfant illégitime:

C : S1A3 : 66 - S1A2 : 67,5 - S1A1 : 52
 S2A3 : 67 - S2A1 : 61 - S2A2 : 58,5

1bis. Justification du mariage de l'homme:

C : S1A3 : 61,5

C+N: S1A1 : 48,5+32 - S1A2 : 43+19,5
 S2A1 : 42,5+29 - S2A3 : 42+23 - S2A2 : 39+26,5

(1) Ce tableau et les suivants sont dressés dans le sens du conservatisme décroissant des attitudes manifestées par les hommes du groupe A3. Les chiffres représentent des pourcentages. A gauche de la page sont indiqués les symboles des attitudes manifestées, selon les conventions adoptées au chapitre X, p.393.

Attitudes envers les institutions fondatrices de la famille(suite)

6 bis. Justification du mariage de la femme:

C : S1A3 : 61 - S1A1 : 59 - S1A2 : 58,5
S2A3 : 55

C+N: S2A1 : 47+18- S2A2 : 43+19,5

65. Comparaison famille-mouvements de jeunesse:

C : S1A3 : 60,5 - S1A2 : 52
S2A2 : 54

C+N: S1A1 : 46,5+25
S2A1 : 48,5+25 -S2A3 : 48+22

21. Buts du mariage:

C : S1A3 : 59 - S1A1 : 55 - S1A2 : 55
S2A3 : 59,5 - S2A1 : 55 - S2A2 : 53,5

22b. Opinion sur les cérémonies du mariage:

Mé: S1A3 : 65 - S1A2 : 57,5
S2A3 : 57 - S2A1 : 55 - S2A2 : 54

Mé+C: S1A1 : 49+33,5

12. Opinion sur l'endogamie:

Mé: S1A3 : 60 - S1A1 : 54 - S1A2 : 50,5
S2A2 : 60 - S2A1 : 53,5

Mé+N: S2A3 : 44,5+30,5

22c. Opinion sur les cadeaux de mariage:

Mé: S1A3 : 55 - S1A1 : 51,5

Mé+C: S1A2 : 49+36
S2A1 : 45,5+34,5 - S2A2 : 47+35

C+Mé: S2A3 : 37+35

Attitudes envers les institutions fondatrices de la famille(suite)

64. Prise en charge des enfants de parents divorcés:

N+C: S1A3 : 45+41 - S1A1 : 45,5+32,5 - S1A2 : 44,5+37

N : S2A1 : 68 - S2A2 : 69 - S2A3 : 74,5

22a. Opinion sur la dot:

N : S1A3 : 56,5 - S1A2 : 51,5
S2A2 : 56

N+Mé: S1A1 : 47,5+34,5
S2A3 : 43,5+39,5 - S2A1 : 49,5+37,5

60. Divorce pour stérilité de l'épouse:

N : S1A3 : 69,5 - S1A1 : 77 - S1A2 : 80
S2A3 : 77 - S2A1 : 84 - S2A2 : 84

TABLEAU 36.- Rapports de la parenté avec les enfants

54. Envoi des parents à l'asile:

C : S1A3 : 78,5 - S1A2 : 80 - S1A1 : 74,5
 S2A3 : 88 - S2A2 : 80,5 - S2A1 : 77

75a. Contrôle des distractions et sorties de l'enfant:

C : S1A3 : 77 - S1A1 : 74 - S1A2 : 71,5
 S2A2 : 81 - S2A3 : 80 - S2A1 : 68

75b. Contrôle des horaires de l'enfant:

C : S1A3 : 75 - S1A2 : 71,5 - S1A1 : 71
 S2A2 : 81 - S2A3 : 77,5 - S2A1 : 67

57. Désir de ressemblance entre conjoint et père ou mère:

C : S1A3 : 74 - S1A2 : 78 - S1A1 : 68,5
 S2A2 : 67,5 - S2A1 : 63 - S2A3 : 57

75d. Contrôle des relations des enfants:

C : S1A3 : 72 - S1A2 : 66,5 - S1A1 : 60
 S2A3 : 68 - S2A2 : 64,5 - S2A1 : 55

67. Satisfaction pour l'attitude de la mère pendant l'enfance:

C : S1A3 : 70 - S1A1 : 76,5 - S1A2 : 72,5
 S2A3 : 76,5 - S2A1 : 75 - S2A2 : 71,5

79a. Retour de l'enfant près de sa famille dans le besoin:

C : S1A3 : 68,5 - S1A1 : 73,5 - S1A2 : 67,5
 S2A2 : 77 - S2A3 : 75 - S2A1 : 70

39. Placement de l'enfant pour le travail de la mère:

C : S1A3 : 65,5 - S1A1 : 75,5 - S1A2 : 68
 S2A1 : 63 - S2A2 : 59,5 - S2A3 : 57,5

Rapports de la parenté avec les enfants (suite)

78. Prise en charge des membres de la parenté dans le besoin:

C : S1A3 : 57,5 - S1A1 : 69 - S1A2 : 63,5
S2A3 : 71,5 - S2A1 : 67 - S2A2 : 63,5

66. Satisfaction pour l'attitude du père pendant l'enfance:

C : S1A3 : 56 - S1A1 : 72,5 - S1A2 : 60
S2A2 : 77 - S2A1 : 70,5 - S2A3 : 69

55. Qualités héritées du milieu familial:

C : S1A3 : 55 - S1A2 : 56 - S1A1 : 51
S2A3 : 51,5

C+Mé: S2A2 : 48+37- S2A1 : 46+40

59. Attitude devant l'absence d'enfants:

C : S1A3 : 54
S2A2 : 62,5 - S2A1 : 61 - S2A3 : 60

C+N: S1A2 : 49,5+44,5 - S1A1 : 46,5+46

53. Faut-il écouter les vieux?

C : S1A3 : 52,5 - S1A1 : 57 - S1A2 : 57
S2A3 : 61,5 - S2A2 : 61 - S2A1 : 60,5

75c. Contrôle de l'argent de poche des enfants:

C+N: S1A3 : 50+44,5 - S1A2 : 50+42
S2A1 : 47,5+47,5

C : S1A1 : 51

N : S2A2 : 50,5 - S2A3 : 58

77. Don du salaire de l'enfant aux parents:

Mé: S1A3 : 51 - S1A1 : 51,5
S2A1 : 63,5 - S2A2 : 57,5 - S2A3 : 53

Mé+C: S1A2 : 49+31

Rapports de la parenté avec les enfants (suite)

58bis. Nombre d'enfants souhaité:

N+Mé: S1A3 : 35+33 - S1A1 : 36+34

Mé+C: S1A2 : 35,5+32

C+N: S2A3 : 44,5+27 - S2A1 : 40+35 - S2A2 : 34+33,5

61. Opinion sur l'avortement:

N+C: S1A3 : 40,5+36,5 - S1A1 : 30+29
S2A1 : 41,5+36,5

C+N: S1A2 : 39,5+27

N : S2A2 : 50,5 - S2A3 : 50,5

74. Droits de l'oncle sur les neveux:

N+C: S1A3 : 41+36,5
S2A3 : 47+30 - S2A1 : 49+26 - S2A2 : 50+22

C+N: S1A1 : 45+29,5 - S1A2 : 39+33,5

72. Droits du fils aîné:

N+C: S1A3 : 44+38,5
S2A3 : 42+28 - S2A1 : 48,5+25

C+N: S1A1 : 49+31,5 - S1A2 : 41,5+38,5

N : S2A2 : 56

81. Ramener le corps d'un parent dans la sépulture familiale:

N+C: S1A3 : 49+34,5 - S1A1 : 44,5+44 - S1A2 : 44,5+38
S2A2 : 42+41 - S2A1 : 49,5+40

C : S2A3 : 53

68. Accord avec l'éducation donnée aux garçons:

N : S1A3 : 51,5 - S1A2 : 51,5
S2A2 : 52 - S2A3 : 52,5

N+C: S1A1 : 49,5+36 - S2A1 : 48+39

Rapports de la parenté avec les enfants (suite)

69. Accord avec l'éducation donnée aux filles:

N : S1A3 : 53,5 - S1A2 : 58,5
 S2A3 : 51 - S2A2 : 52

N+C: S1A1 : 50+31- S2A1 : 49+38,5

79b. Sacrifice des études de l'enfant pour les parents dans le besoin:

N : S1A3 : 53,5 - S1A1 : 51
 S2A1 : 51

N+C: S1A2 : 46,5+43
 S2A3 : 45,5+45 - S2A2 : 49,5+41

70. Rapports souhaitables père-enfant:

N : S1A3 : 60 - S1A1 : 59,5 - S1A2 : 61,5
 S2A3 : 59,5 - S2A2 : 71 - S2A1 : 72,5

79c. Sacrifice de la situation de l'enfant pour les parents dans le besoin:

N : S1A3 : 65,5 - S1A1 : 52 - S1A2 : 57
 S2A1 : 57,5 - S2A3 : 63 - S2A2 : 64

71. Confidences des enfants aux parents:

N : S1A3 : 72,5 - S1A1 : 71,5 - S1A2 : 73
 S2A2 : 88,5 - S2A3 : 89 - S2A1 : 92

TABLEAU 37.- Rapports de la parenté avec le jeune ménage.

51. Familiarité du couple devant la famille:

C : S1A3 : 66 - S1A1 : 66,5 - S1A2 : 66,5
 S2A3 : 65 - S2A2 : 65 - S2A1 : 63

11. Imposition du conjoint aux parents par la femme:

C+N: S1A3 : 46,5+32,5
N+C: S1A1 : 37+35 - S1A2 : 45,5+36,5
C : S2A2 : 55,5 - S2A3 : 54 - S2A1 : 52,5

3a. Conflit entre le mariage de l'homme et les besoins des parents:

C+N : S1A3 : 46+38 - S1A2 : 49+34,5
 S2A2 : 44+37,5
C : S1A1 : 55 -
 S2A1 : 52
N+C: S2A3 : 46+32,5

49. Intervention des parents dans les affaires du couple:

C+N: S1A3 : 40,5+23,5 - S1A2 : 38+35
 S2A1 : 42+35,5
N+C: S1A1 : 39,5+30,5
 S2A3 : 41,5+29
N : S2A2 : 51

10. A qui appartient le choix du fiancé?

Mé: S1A3 : 73 - S1A2 : 67 - S1A1 : 67
 S2A3 : 67,5 - S2A1 : 72,5 - S2A2 : 76

Rapports de la parenté avec le jeune ménage (suite)

12. Opinion sur l'endogamie:

Mé: S1A3 : 60 - S1A1 : 54 - S1A2 : 50,5
S2A2 : 60 - S2A1 : 53,5

Mé+N: S2A3 : 44,5+30,5

4. A qui appartient le choix de la fiancée?

Mé: S1A3 : 59 - S1A2 : 66,5 - S1A1 : 62
S2A1 : 73 - S2A3 : 64 - S2A2 : 64

47. Disposition du couple à quitter la maison paternelle:

Mé+N: S1A3 : 59,5+31 - S1A1 : 43,5+28,5 - S1A2 : 40+35,5
S2A3 : 49+25 - S2A2 : 48+30,5

Mé: S2A1 : 53,5

52. Attitude de l'époux dans les conflits parents-bru:

N+Mé: S1A3 : 43,5+42
S2A2 : 48+47

Mé+N: S1A1 : 45+41,5 - S1A2 : 42,5+42
S2A1 : 47+43

Mé: S2A3 : 55

13. Opinion sur la connaissance des conjoints avant le mariage:

N : S1A3 : 50,5

Mé: S1A2 : 53 - S1A1 : 53

Mé+N: S2A3 : 49+42 - S2A1 : 49,5+48,5

N+Mé: S2A2 : 50+48,5

50. Accès de la maison du couple aux familles:

N : S1A3 : 54 - S1A1 : 61 - S1A2 : 63,5
S2A2 : 51,5 - S2A1 : 59,5

C : S2A3 : 58

Rapports de la parenté avec le jeune ménage (suite)

5. Imposition du conjoint aux parents par l'homme:

N : S1A3 : 69 - S1A1 : 61 - S1A2 : 73,5
 S2A3 : 65 - S2A1 : 68,5 - S2A2 : 75,5

9a. Mariage de la fille pour utilité familiale:

N : S1A3 : 76 - S1A2 : 80,5 - S1A1 : 81,5
 S2A3 : 80,5 - S2A1 : 84,5 - S2A2 : 86,5

48b. Qui prend les décisions dans le groupe familial?

N : S1A3 : 82 - S1A2 : 81,5 - S1A1 : 85
 S2A3 : 88 - S2A2 : 93,5 - S2A1 : 96,5

9b. Droit des parents d'imposer le mariage à la fille:

N : S1A3 : 82 - S1A1 : 85,5 - S1A2 : 86
 S2A3 : 82,5 - S2A1 : 89,5 - S2A2 : 93,5

48a. Qui garde l'argent dans le groupe familial?

N : S1A3 : 84,5 - S1A1 : 79 - S1A2 : 84,5
 S2A3 : 85,5 - S2A2 : 91 - S2A1 : 95

48c. Qui administre les biens dans le groupe familial?

N : S1A3 : 84,5 - S1A1 : 86,5 - S1A2 : 88
 S2A3 : 86,5 - S2A2 : 92 - S2A1 : 94,5

3b. Droit des parents d'imposer le mariage au garçon:

N : S1A3 : 86 - S1A1 : 83 - S1A2 : 89,5
 S2A3 : 82,5 - S2A1 : 91,5 - S2A2 : 93

48d. Qui prend les décisions pour les enfants dans le groupe familial?

N : S1A3 : 91 - S1A2 : 88 - S1A1 : 93
 S2A3 : 91,5 - S2A2 : 93,5 - S2A1 : 96,5

TABLEAU 38.- Les relations dans le ménage

32. Infidélité de l'épouse:

C : S1A3 : 91 - S1A2 : 92 - S1A1 : 87
 S2A3 : 86 - S2A1 : 80,5 - S2A2 : 76,5

19a2. Qualités de la Tunisienne appréciables au mariage:

C : S1A3 : 83 - S1A1 : 95 - S1A2 : 91
 S2A1 : 94 - S2A2 : 89 - S2A3 : 88

14. Attitude envers le flirt:

C : S1A3 : 76 - S1A2 : 67,5 - S1A1 : 64,5
 S2A3 : 86 - S2A2 : 80,5 - S2A1 : 80

15. Importance de la virginité chez la jeune fille:

C : S1A3 : 73 - S1A2 : 70 - S1A1 : 66
 S2A3 : 77 - S2A1 : 80,5 - S2A2 : 71

37. Travail de l'épouse sans besoin financier:

C : S1A3 : 72,5 - S1A2 : 69,5 - S1A1 : 67,5
 S2A3 : 62 - S2A2 : 53

C+N: S2A1 : 47+44

20a2. Qualités du Tunisien appréciables au mariage:

C : S1A3 : 69,5 - S1A1 : 73 - S1A2 : 67
 S2A2 : 79,5 - S2A1 : 73,5 - S2A3 : 66

26. Qualités appréciées chez l'épouse:

C : S1A3 : 68 - S1A1 : 61 - S1A2 : 61
 S2A2 : 56 - S2A1 : 54,5 - S2A3 : 48,5

Les relations dans le ménage (suite)

30. Contrôle des sorties de l'épouse:

C : S1A3 : 66 - S1A1 : 61,5 - S1A2 : 56
S2A3 : 60

Mé+C: S2A1 : 49,5+42,5

Mé: S2A2 : 52

39. Placement de l'enfant pour le travail de la mère:

C : S1A3 : 65,5 - S1A1 : 73,5 - S1A2 : 68
S2A1 : 63 - S2A2 : 59,5 - S2A3 : 57,5

7. Age souhaitable de la femme au mariage:

C : S1A3 : 62 - S1A2 : 69 - S1A1 : 68

C+Mé: S2A3 : 43+40

Mé: S2A1 : 50 - S2A2 : 51,5

21. Buts du mariage:

C : S1A3 : 59 - S1A1 : 55 - S1A2 : 55
S2A3 : 59,5 - S2A1 : 55 - S2A2 : 53,5

40. Usage du salaire de la femme:

C : S1A3 : 57

C+N: S1A1 : 42+29- S1A2 : 39+32
S2A3 : 41+37,5

N+C: S2A2 : 42,5+36 - S2A1 : 48,5+27

24. Types de qualités appréciées chez l'époux:

C: S1A3 : 55 - S1A1 : 54 - S1A2 : 52,5

N+C: S2A3 : 40,5+38,5 - S2A2 : 43+34,5 - S2A1 : 46,5+34

Les relations dans le ménage (suite)

8. Différence d'âge souhaitable au mariage:

C : S1A3 : 54,5
C+N: S1A1 : 41,5+37 - S1A2 : 40+34
S2A1 : 40+32 - S2A2 : 38,5+36
N+C: S2A3 : 40+36

59. Attitude devant l'absence d'enfants:

C : S1A3 : 54
S2A2 : 62,5 - S2A1 : 61 - S2A3 : 60
C+N: S1A2 : 49,5+44,5 - S1A1 : 46,5+46

46. Contrôle des rapports de l'épouse avec sa société féminine:

C : S1A3 : 52
C+N: S1A2 : 47,5+39 - S1A1 : 44,5+38,5
N+C: S2A3 : 45,5+43,5 - S2A1 : 48,5+30,5
N : S2A2 : 54

45. Contrôle des rapports du mari avec sa société masculine:

C+Mé: S1A3 : 46+44,5
Mé+C: S1A1 : 48,5+46
Mé: S1A2 : 59,5
S2A3 : 55 - S2A2 : 60,5 - S2A1 : 64

28e. Participation de l'épouse aux activités politiques du mari:

C+Mé: S1A3 : 38+27,5 - S1A1 : 34+32
N+Mé: S1A2 : 38+25
S2A3 : 37,5+33,5 - S2A2 : 43+29,5
N : S2A1 : 52

28b. Participation de la femme au groupe des amis du mari:

C+Mé: S1A3 : 37,5+36,5

Mé+C: S1A1 : 42+31,5 - S1A2 : 40+31,5

Mé+N: S2A3 : 47+31,5 - S2A2 : 47,5+32 - S2A1 : 36+35

2. Age souhaitable de l'homme au mariage:

Mé+C: S1A3 : 46,5+36,5 - S1A1 : 47+44
S2A3 : 47+31

Mé: S1A2 : 54
S2A2 : 58 - S2A1 : 61,5

44. Rapport entre instructions des époux:

Mé: S1A3 : 59 - S1A1 : 59,5 - S1A2 : 57
S2A3 : 61,5 - S2A2 : 65 - S2A1 : 66,5

31. Liberté de rapports de l'épouse avec les amis du mari:

Mé: S1A3 : 63 - S1A2 : 64,5 - S1A1 : 62
S2A3 : 64 - S2A1 : 70 - S2A2 : 66

28a. Participation de l'épouse aux distractions du mari:

N+Mé: S1A3 : 42,5+26

N: S1A1 : 57 - S1A2 : 58
S2A3 : 54,5 - S2A2 : 65,5 - S2A1 : 71

64. Prise en charge des enfants de divorcés:

N+C: S1A3 : 45+41 - S1A2 : 44,5+37 - S1A1 : 45,5+32,5
N: S2A1 : 68 - S2A2 : 69 - S2A3 : 74,5

38. Travail de la femme dans un milieu masculin:

N+C: S1A3 : 45+34,5 - S1A1 : 48+29

N: S1A2 : 51
S2A3 : 65,5 - S2A1 : 72 - S2A2 : 77,5

Les relations dans le ménage (suite)

36. Travail professionnel de l'épouse:

N+C: S1A3 : 45+33 - S1A2 : 50+31

N : S1A1 : 54

S2A3 : 56 - S2A1 : 64 - S2A2 : 68,5

25bis. Raisons de divorcer de la femme:

N+C: S1A3 : 48,5+14,5 - S1A1 : 49+20,5 - S1A2 : 50+18

N+Mé: S2A1 : 45+19

N : S2A2 : 53 - S2A3 : 59

13. Opinion sur la connaissance des époux avant le mariage:

N : S1A3 : 50,5

Mé: S1A2 : 53 - S1A1 : 53

Mé+N: S2A3 : 49+42 - S2A1 : 49,5+48,5

N+Mé: S2A2 : 50+48,5

42. Aide domestique du mari à l'épouse:

N : S1A3 : 57 - S1A2 : 51,5

S2A3 : 51 - S2A1 : 53,5 - S2A2 : 57

N+Mé: S1A1 : 47+42

28c. Participation de l'épouse au travail et affaires du mari:

N : S1A3 : 59 - S1A1 : 63 - S1A2 : 68

S2A3 : 52 - S2A1 : 66,5 - S2A2 : 69

35. Egards spéciaux pour le chef de famille:

N : S1A3 : 61,5 - S1A1 : 57,5 - S1A2 : 71,5

S2A3 : 57 - S2A1 : 67 - S2A2 : 67

Les relations dans le ménage (suite)

18. Qualités appréciées chez le fiancé:

N : S1A2 : 63,5 - S1A1 : 68 - S1A2 : 68
 S2A3 : 69,5 - S2A1 : 75 - S2A2 : 76,5

17. Qualités appréciées chez la fiancée:

N : S1A3 : 63,5 - S1A1 : 67 - S1A2 : 72
 S2A3 : 64,5 - S2A2 : 72,5 - S2A1 : 76

63. Qui décide du prénom de l'enfant?

N : S1A3 : 65 - S1A2 : 70,5 - S1A1 : 75,5
 S2A3 : 74 - S2A2 : 75,5 - S2A1 : 84

62. Droit de décider du nombre d'enfants:

N : S1A3 : 68,5 - S1A2 : 65,5 - S1A1 : 68
 S2A3 : 82 - S2A2 : 84,5 - S2A1 : 85

60. Divorce pour stérilité de l'épouse:

N : S1A3 : 69,5 - S1A1 : 77 - S1A2 : 80
 S2A3 : 77 - S2A2 : 84 - S2A1 : 84

43bis. Raisons pour l'instruction féminine:

N : S1A3 : 69,5 - S1A2 : 77 - S1A1 : 79
 S2A1 : 75,5 - S2A2 : 77,5 - S2A3 : 80

27. Déférence entre époux:

N : S1A3 : 70 - S1A1 : 62,5 - S1A2 : 62,5
 S2A3 : 64 - S2A1 : 79,5 - S2A2 : 82

28d. Information de l'épouse sur les dépenses du mari:

N : S1A3 : 71,5 - S1A1 : 72,5 - S1A2 : 78,5
 S2A3 : 70 - S2A2 : 75,5 - S2A1 : 77,5

20b2. Qualités de l'Européen appréciables au mariage:

N : S1A3 : 71,5 - S1A2 : 79,5 - S1A1 : 82
 S2A3 : 76,5 - S2A1 : 79 - S2A2 : 82,5

Les relations dans le ménage (suite)

25. Droit de divorce de la femme:

N : S1A3 : 72 - S1A1 : 63 - S1A2 : 66
 S2A3 : 72,5 - S2A1 : 69,5 - S2A2 : 75,5

41. Connaissance du salaire du mari par l'épouse:

N : S1A3 : 75 - S1A2 : 77 - S1A1 : 80
 S2A3 : 87 - S2A1 : 86 - S2A2 : 90

48b. Qui prend les décisions dans le groupe familial?

N : S1A3 : 82 - S1A2 : 81,5 - S1A1 : 85
 S2A3 : 88 - S2A2 : 93,5 - S2A1 : 96,5

48c. Qui administre les biens dans le groupe familial?

N : S1A3 : 84,5 - S1A1 : 86,5 - S1A2 : 88
 S2A3 : 86,5 - S2A2 : 92 - S2A1 : 94,5

48a. Qui garde l'argent dans le groupe familial?

N : S1A3 : 84,5 - S1A1 : 79 - S1A2 : 84,5
 S2A3 : 85,5 - S2A2 : 91 - S2A1 : 95

19b2. Qualités de l'Européenne appréciables au mariage:

N : S1A3 : 90,5 - S1A2 : 82 - S1A1 : 88
 S2A1 : 90 - S2A2 : 91 - S2A3 : 95

48d. Qui prend les décisions pour les enfants dans le groupe familial?

N : S1A3 : 91 - S1A2 : 88 - S1A1 : 93
 S2A3 : 91,5 - S2A2 : 93,5 - S2A1 : 96,5

TABLEAU 39.- Les rapports homme-femme en général

58bis. Désir d'avoir plus de garçons que de filles (1)

C : S1A3 : 0,60 - S1A1 : 0,67 - S1A2 : 0,65
S2A3 : 0,50 - S2A2 : 0,27 - S2A1 : 0,20

33. Domaines privilégiés de la femme:

C : S1A3 : 70 - S1A2 : 72 - S1A1 : 72
S2A3 : 54 - S2A1 : 51,5

C+N: S2A2 : 43,5+32,5

34. Compétition entre homme et femme:

C : S1A3 : 60,5 - S1A1 : 60 - S1A2 : 56,5
S2A3 : 55,5

C+N: S2A2 : 47+46 - S2A1 : 46+46

73. Droits des garçons sur les filles:

N+C: S1A3 : 43+37 - S1A2 : 47+39

C : S1A1 : 51

N : S2A3 : 59 - S2A1 : 62 - S2A2 : 62

43. Nécessité d'instruire la fille:

N : S1A3 : 87,5 - S1A2 : 89 - S1A1 : 90
S2A3 : 90 - S2A2 : 93 - S2A1 : 94

(1) En ce qui concerne cet item, les chiffres indiquent la différence entre les moyennes de garçons et de filles souhaités, en faveur des premiers.

CHAPITRE XIII

UNE ENQUETE D'OPINION SUR LES

REPRESENTATIONS FAMILIALES:

LES EFFETS DE L'HABITAT.

Les différences entre citadins et ruraux sont bien connues, par l'observation commune aussi bien que scientifique. En Tunisie on avance comme une évidence le "retard" des seconds, la position en flèche des premiers, particulièrement des Tunisois (habitants de la capitale), sur la voie du modernisme. En est-il effectivement ainsi? La résidence dans les villes ou les campagnes crée-t-elle de profondes différences dans les représentations de la famille souhaitable, voire même des oppositions, des conflits entre les jeunes du même âge? Les citadins prennent-ils des attitudes susceptibles de les dresser résolument contre les anciens? Pour le savoir nous avons divisé les jeunes de notre échantillon en trois groupes d'habitat différent, homogènes quant aux autres variables:

- Jeunes demeurant à Tunis, la capitale (symbole H.1);
- Jeunes demeurant dans les autres villes (symbole H.2);
- Jeunes demeurant dans les petites communes et villages (symbole H.3).

Il nous fallait mettre la capitale à part : comptant à l'époque près de 600.000 habitants (avec ses banlieues), soit plus du septième de la population totale, elle est sans commune mesure avec les autres cités, où l'on dénombrait de 60.000 à 20.000 habitants. Cosmopolite, abritant de tous temps la grande majorité des Européens; groupant avec sa région la plus grande partie des entreprises industrielles et attirant, de ce fait, le flux

principal de l'exode rural; centralisant les organes vitaux du pays, les administrations, banques, Université, grandes écoles etc..; largement ouverte aux spectacles, journaux et magazines occidentaux, elle subit évidemment l'impact maximum de la culture industrielle européenne.

Nous avons déjà énuméré ce que nous avons retenu dans la catégorie "autres villes", en fonction de la quantité d'habitants d'abord (30.000 et plus) mais aussi d'une certaine organisation, d'un certain style d'existence. En particulier quelques communes, en Tunisie, qui ne sont pas parmi les plus peuplées, sont soumises à un impact non négligeable de la culture "moderne", spécialement du fait de la fréquentation touristique. Il n'en reste pas moins que ces villes, dans l'ensemble, demeurent très fortement encadrées dans les structures rurales.

Quant aux "villages et petits centres" ils sont, nous l'avons dit, très dispersés à travers le territoire, grâce aux origines très diverses de nos enquêteurs. Seule la région montagneuse (et d'ailleurs peu peuplée) de l'Ouest est fort peu représentée, malgré quelques interviews faits au Kef et Makhtar.

Comme nous allons le voir, les attitudes et représentations manifestées font apparaître une remarquable homogénéité dans cette population de jeunes, malgré les différences dans les caractéristiques de l'habitat. En outre, leur modération générale ne se dément pas plus pour les groupes organisés autour de cette variable que pour les précédents. Nous allons donc essayer d'en fournir les preuves le plus brièvement possible.

CARACTERISTIQUES GENERALES DES REACTIONS

Les sommes d'attitudes

Les attitudes ayant été pondérées pour le groupe habituel de 101 items du questionnaire, nous avons obtenu,

en nombre de points, la distribution suivante:

	<u>Groupe H.1</u>	<u>Groupe H.2</u>	<u>Groupe H.3</u>
1er quartile:	495	486	491
Médian:	580	471,5	559,5
3ème quartile:	678	671	652
Moyenne:	583,2	575	566,3

Les indices de dispersion des trois distributions sont très proches les uns des autres et les écarts entre groupes, réduits. L'homogénéité des réactions est particulièrement accentuée chez les ruraux, dont les scores se resserrent d'avantage autour des valeurs centrales. Sur ce fond d'homogénéité, le modernisme paraît décroître en passant des Tunisois aux autres citadins puis aux ruraux.

Les scores atteints se situent ainsi sur l'échelle théorique:

<u>Scores</u>	<u>Effectifs des valeurs obtenues</u>			<u>Total</u>
	<u>H.1</u>	<u>H.2</u>	<u>H.3</u>	
200-400:	3	5	7	15
	3%	5%	7%	
	des items	des items	des items	
401-500:	24	27	22	73
501-600:	28	29	34	91
Total:	52	56	56	164
	51,5%	55,4%	55,4%	
	des items	des items	des items	
601-700:	31	25	26	82
701-800:	14	15	12	41
Total:	45	40	38	123
	44,5%	39,6%	37,6%	
	des items	des items	des items	

<u>Scores</u>	<u>Effectifs des valeurs obtenues</u>			<u>Total</u>
	<u>H.1</u>	<u>H.2</u>	<u>H.3</u>	
801-1000:	1	0	0	1
	1%			
	des items			

57,1% des scores (173/303) se situent dans la zone centrée autour du score théorique médian (600). Au niveau des sous-groupes d'habitat, les résultats sont analogues: respectivement 58,4%, 53,5% et 59,4% de scores médians pour H.1, H.2 et H.3. Toutes ces proportions sont très proches de celles apparues pour les groupes d'âge. La zone moderniste réunit seulement 13,5% des valeurs pour l'ensemble (41/303): soit respectivement 13,9% , 14,9% et 11,9% des scores atteints par les sous-groupes H.1, H.2 et H.3. Ces proportions sont inférieures à celles obtenues avec les sous-groupes d'âge.

Pour achever de caractériser ces distributions, voici la répartition des valeurs de chaque série en 12 classes:

<u>Groupe H.1 (1)</u>		<u>Groupe H.2</u>		<u>Groupe H.3</u>	
<u>1</u>	<u>2</u>	<u>1</u>	<u>2</u>	<u>1</u>	<u>2</u>
(1) 310-351	2	300-341	2	300-341	3
(2) 352-393	1	342-383	3	342-383	2
(3) 394-435	5	384-425	4	384-425	2
(4) 436-477	10	426-467	8	426-467	11
(5) 478-519	12	468-509	15	468-509	16
(6) 520-561	14	510-551	13	510-551	14
(7) 562-603	12	552-593	14	552-593	13

(1) Pour chaque groupe, les limites des classes sont indiquées dans la colonne 1, les effectifs des questions distribuées dans la colonne 2.

<u>Groupe H.1</u>		<u>Groupe H.2</u>		<u>Groupe H.3</u>	
<u>1</u>	<u>2</u>	<u>1</u>	<u>2</u>	<u>1</u>	<u>2</u>
(8) 604-645	11	594-635	9	594-635	9
(9) 646-687	13	636-677	12	636-677	11
(10) 688-729	13	678-719	10	678-719	10
(11) 730-771	5	720-761	7	720-761	6
(12) 772-813	3	762-803	4	762-803	4
Total: 101		101		101	

Outre l'habituelle distribution bi-modale, on pourra remarquer le parallélisme presque parfait des séries relatives aux villes secondaires et aux campagnes.

Les corrélations obtenues à partir de ces classes sont aussi élevées que pour les groupes d'âge:

- Corrélation entre H.1 et H.2: $r = 0,97$
- Corrélation entre H.2 et H.3: $r = 0,96$
- Corrélation entre H.1 et H.3: $r = 0,95$ (1)

Une très remarquable homogénéité caractérise donc les réactions de cette population de jeunes face aux institutions familiales, quel que soit leur type d'habitat.

La répartition des attitudes

On tirera une conclusion du même ordre du tableau des types d'attitudes manifestés par ces jeunes à travers leurs réponses:

(1) Ces trois corrélations sont très significatives

	<u>TT</u>	<u>T</u>	<u>Mé</u>	<u>Mo</u>	<u>TM</u>	<u>NR</u>
S1H1 :	10,8%	25,7%	19,6%	36,9%	3,9%	3,1%
S1H2 :	12%	27,5%	19,9%	33,4%	3,3%	3,9%
S1H3 :	12,1%	26%	19,5%	34,1%	3,2%	5,1%
S2H1 :	7,7%	24,1%	21%	39,9%	4,5%	2,8%
S2H2 :	8,4%	24,4%	19,8%	39,8%	4,7%	2,4%
S2H3 :	9,8%	26,8%	20,2%	36,7%	4,1%	2,4%

A l'intérieur de chaque groupe de sexe les proportions, dans la grande majorité des cas, sont très peu différentes pour les trois sous-groupes. On remarquera, par ailleurs, comme elles sont voisines de celles apparues dans les sous-groupes d'âge. Dans chaque type d'habitat les femmes sont plus modernistes que les hommes: les différences, cependant, sont de 1 à 3% et atteignent une seule fois 5%. D'autre part, dans l'effectif féminin, le modernisme décroît (légèrement d'ailleurs) en passant de la capitale aux villes puis aux campagnes. Parmi les garçons, par contre, il n'en est pas tout à fait ainsi. Les Tunisois sont faiblement plus modernistes que les autres; mais le reste des citadins ne sont pas moins conservateurs que les ruraux, au contraire, comme ce nous sera confirmé par d'autres signes.

Enfin la répartition équilibrée des masses de traditionalisme et de réactions novatrices continue à se retrouver à l'intérieur de tous les sous-groupes, avec les habituelles caractéristiques de sexe. Les proportions de conservatisme masculin (une fois jointes ses deux formes) vont de 36,4% à 39,4%; celles de modernisme de 36,6% à 40,7% : elles sont donc tout à fait équivalentes. Le décalage est toujours plus accusé chez les femmes: de 31,9% à 36,7% pour le premier type de réactions, de 40,1% à 43,7% pour le second. Tout cela est encore très voisin de nos observations sur les groupes d'âge, y compris pour les attitudes médianes qui, chez tous, continuent à représenter le

cinquième de l'ensemble des réactions. Les jeunes citadins, y compris ceux de la capitale, ne sont pas plus enclins à la révolution généralisée que ceux des campagnes, au niveau collectif du moins.

LES REPRESENTATIONS SUR LA FAMILLE

Les convergences entre les groupes

Elles prêtent aux mêmes constatations que pour les précédentes variables. Choix massifs et attitudes majoritaires absolues sont les plus fréquents:

S1H1	: 77%	S2H1	: 74%
S1H2	: 74%	S2H2	: 77%
S1H3	: 78%	S2H3	: 81%

Les conflits et hésitations volontiers prêtés par l'opinion aux Tunisois, aux citadins en général, n'apparaissent pas dans ces résultats, qui ne présentent évidemment pas de différences statistiquement significatives. L'équilibre de la répartition des attitudes se retrouve au niveau de ces mêmes majorités, qui se répartissent ainsi (en effectifs):

	<u>H.1</u>	<u>H.2</u>	<u>H.3</u>	<u>Total</u>
Conservatrices:	60	64	70	194
Médianes:	17	19	20	56
Novatrices:	<u>74</u>	<u>68</u>	<u>69</u>	<u>211</u>
Total:	151	151	159	461

La tendance à la modernisation selon le degré de citadinité apparaît, mais très légèrement: les différences ne sont pas, une fois encore, statistiquement significatives. Il en est de même pour cette disposition des ruraux à se grouper plus souvent en

des majorités absolues, signe d'un consensus encore plus élevé dans leur groupe (et qui se comprend aisément). Le même équilibre se retrouve dans la répartition des majorités relatives:

	<u>H.1</u>	<u>H.2</u>	<u>H.3</u>	<u>Total</u>
Conservatrices:	21	19	15	55
Médianes:	6	9	10	25
Novatrices:	22	21	16	59
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>
Total:	49	49	41	139

Le rapport entre les majorités relatives et absolues dans la même attitude est respectivement de 0,44 - 0,28 - 0,28 pour les attitudes médiane, conservatrice, novatrice.

Quant aux configurations conflictuelles, leur proportion demeure très faible dans tous les groupes:

H.1 : 15,5%
H.2 : 17%
H.3 : 13%

Elles apparaissent moins nombreuses encore chez les ruraux: indice qui s'accorde avec leurs choix plus massifs. Les différences n'atteignent cependant pas le seuil de la significativité.

Les proportions des différents types de convergence entre les groupes d'habitat sont très élevées:

	<u>H1-H2</u>	<u>HA-H3</u>	<u>H1-H3</u>
- Accords majoritaires absolus:	66%	68,5%	68,2%
- Accords majoritaires absolus plus distributions parallèles:	73,2%	76%	74%
- Accords majoritaires absolus plus distributions parallèles plus accords majoritaires relatifs:	89,2%	90,5%	86,7%

Ces résultats présentent les caractéristiques habituelles et demeurent valables, comme l'indique le tableau 40, au niveau des six sous-groupes d'habitat et de sexe, la proportion minima d'accords entre majorités absolues étant de 61%. La totalité des sous-groupes sont d'ailleurs d'accord, sous forme de majorités absolues, à propos de 57 items sur 101, soit 56,4% de l'ensemble. Comme pour la variable d'âge, d'autre part, les convergences entre sous-groupes de sexe différent sont largement majoritaires; mais elles le sont plus encore, et pour toutes les formes de cette convergence, à l'intérieur de chacun des groupes de sexe.

On remarquera, enfin, combien toutes les proportions rapportées depuis le début de ce paragraphe sont voisines de celles relatives au groupes d'âge.

TABLEAU 40.- Accords entre les sous-groupes d'habitat (1)

	<u>S1H1</u>	<u>S1H2</u>	<u>S1H3</u>	<u>S2H1</u>	<u>S2H2</u>	<u>S2H3</u>	<u>S1H</u>	<u>S2H</u>
		66	71	66	68	70	68,5	68
<u>S1H1</u>		74	78	71	75	74	76	73,3
		90	89	86	86	87	89,5	86,3
	66		68	61	64	68	67	64,3
<u>S1H2</u>	74		77	65	70	74	75,5	69,7
	90		92	88	87	90	91	88,3
	71	68		63	66	70	69,5	66,3
<u>S1H3</u>	78	77		69	72	74	77,5	71,6
	89	92		83	88	91	90,5	87,3

(1) Dans chaque colonne, de haut en bas, les trois chiffres expriment les pourcentages suivants: accords majoritaires forts entre les sous-groupes indiqués; accords majoritaires forts plus distributions parallèles des attitudes; accords majoritaires forts plus distributions parallèles des attitudes plus accords majoritaires faibles.

TABLEAU 40.- (suite)

	<u>S1H1</u>	<u>S1H2</u>	<u>S1H3</u>	<u>S2H1</u>	<u>S2H2</u>	<u>S2H3</u>	<u>S1H</u>	<u>S2H</u>
	65	61	63		69	69	63	69
<u>S2H1</u>	71	65	69		79	75	68,3	77
	86	88	83		93	88	85,6	90,5
	68	64	66	69		72	66	70,5
<u>S2H2</u>	75	70	72	79		81	72,3	80
	86	87	88	93		92	83,7	92,5
	70	68	70	69	72		69,3	70,5
<u>S2H3</u>	74	74	74	75	81		74	78
	87	90	91	88	92		89,3	90

Le contenu des représentations familiales selon les groupes.

La faiblesse de l'action de la variable d'habitat aboutit aux conséquences prévues: comme il apparaît à la lecture des tableaux 41 à 45, la configuration fondamentale, maintenant connue, des représentations de ces jeunes sur la famille souhaitable n'est pas dérangée.

Certes l'urbanisation, comme on l'a bien vu par les résultats globaux, accentue souvent la tendance à adopter des dispositions du système conjugal. Ainsi les Tunisois passent-ils plus volontiers au refus systématique de l'endogamie, souhaitent-ils le moins d'enfants, préfèrent-ils le moins le garçon à la fille. Les jeunes gens de la capitale sont les seuls à admettre que la jeune fille, s'il n'y a pas d'autre moyen, impose son conjoint à ses parents. Les Tunisoises, quant à elles, sont nettement moins opposées au placement de l'enfant pour permettre le travail de la mère, ou apprécient moins les qualités traditionnelles de l'homme tunisien au mariage.

A leur tour, les jeunes des autres villes rejoignent ceux de la capitale sur d'autres points. On les voit relativement moins disposés aux manifestations de la solidarité: retour du couple près de la famille dans le besoin, prise en charge éventuelle des membres de la parenté. C'est plus facilement, aussi, qu'ils accepteraient l'avortement. Les filles citadines sont les moins portées à se dessaisir de leur salaire.

On pourrait multiplier ces remarques, mais ce serait sans grande significativité: car le moindre conservatisme ou le plus grand modernisme assez fréquents des citadins s'exprime seulement par le gain de quelques points de pourcentage. Même les différences ci-dessus évoquées, relativement les plus importantes, sont souvent, ici encore, simplement de degré, à l'intérieur d'une configuration d'attitudes analogue pour tous les groupes.

Par ailleurs cette liaison des prises de position novatrices avec l'urbanisation subit elle-même nombre d'exceptions. Ainsi les Tunisois voient-ils avec les ruraux - qui l'eut cru! - dans leur désir majoritaire de préserver les droits de l'oncle et du fils aîné, ou d'exercer un contrôle sur les sorties de l'épouse. Dans les rapports entre parents et enfants ce sont les garçons des villes de province qui présentent les majorités les plus faibles en faveur du changement de style. Les femmes de Tunis et autres cités se trouvent les plus disposées à ouvrir largement la maison du couple aux familles. Celles de la capitale, au surplus, voient avec les garçons ruraux dans leurs réticences sur l'aide domestique de l'époux. Les femmes des campagnes, par contre, poussent le plus loin l'opposition au retour du jeune ménage près des parents dans le besoin. Ces variations plus ou moins inattendues, liées à des situations de fait, confirment l'observation déjà faite: les tendances à la systématisation ne vont pas jusqu'au bout d'elles-mêmes, n'étant pas assumées sous forme de "principes".

On notera enfin un phénomène assez remarquable: les tableaux 41-45, où on lit le détail des réactions, confirment celui où nous indiquions la répartition moyenne des attitudes. Les garçons des villes de province y apparaissent moins disposés au changement que ceux des campagnes. En groupant les formes de conservatisme et de modernisme on obtenait, en effet, les moyennes suivantes:

	<u>C</u>	<u>Mé</u>	<u>N</u>
S1H2:	39,4%	19,9%	36,6%
S1H3:	38%	19,5%	37,2%

Les différences ne sont pas statistiquement significatives. Mais, de toute façon, on ne saurait affirmer que la liaison urbanisation-modernisation se vérifie pour les hommes du groupe des villes de province. En revanche, les femmes de ce même groupe se détachent plus nettement des rurales et s'alignent, quant au modernisme, sur celles de la capitale.

En conséquence, l'opposition relativement la plus prononcée dans les attitudes se situe entre garçons et filles des villes autres que la capitale. A propos d'un grand nombre d'items, comme on le voit à la lecture des tableaux 41-45, les deux pourcentages les plus écartés se rapportent précisément aux hommes et femmes de ce groupe. La cause en est peut-être la suivante: ces cités ne sont pas du tout, comme dans les pays très industrialisés, les maillons d'un système urbain qui dévore les campagnes. Elles ont peine, au contraire, à se dégager du tissu rural. Devant cette situation ambiguë, les garçons paraissent s'accrocher d'avantage, et de façon réactionnelle, aux structures rurales. Et les filles opteraient plus décidément pour les structures urbaines encore peu affirmées. Dans le contexte des inter-relations il est possible que l'attitude quelque peu outrée des uns alimente l'attitude antithétique des autres.

Quoiqu'il en soit, il s'agit là seulement de tendances: toutes ces différences, nous l'avons vu de divers côtés, étant contenues dans d'étroites limites. Ce qui frappe au contraire c'est, au niveau collectif, le consensus des opinions équilibrées de cette population de jeunes, aussi faiblement affectée par la différence dans l'habitat que par celle des âges. Nous l'avons également constaté dans notre enquête séparée de 1966 (1). Nous aurons à commenter ce phénomène dans sa généralité. En attendant, pour expliquer l'alignement assez prononcé des ruraux sur les citadins dans le modernisme, communiquons l'hypothèse qui nous fut suggérée à cette époque. Les thèses gouvernementales sur le renouveau familial, selon nos informateurs, seraient activement diffusées par les organes (en particulier les cellules) du parti destourien, et l'impact de ceux-ci serait plus sensible sur les petites communautés des villages que sur les grandes masses citadines. Nous ne nierons pas, quant à nous, cette action circonstancielle, ni non plus celle de la radio et autres éléments de liaison à travers le pays. Mais, remarquons-le, elle ne saurait expliquer le maintien des aspects conservateurs dans l'opinion de la jeunesse rurale, et encore moins leur articulation aux aspects novateurs fondamentalement semblable à celle des jeunes citadins.

(1) C. Camilleri, 7.

TABLEAU 41.- Attitudes envers les institutions fondatrices de la famille (1)

6. Obligation du mariage pour la jeune fille:

C : S1H3 : 91 - S1H2 : 88 - S1H1 : 83
 S2H3 : 86 - S2H1 : 74 - S2H2 : 68

1. Obligation du mariage pour le jeune homme:

C : S1H3 : 83 - S1H2 : 80 - S1H1 : 76
 S2H3 : 76 - S2H1 : 69 - S2H2 : 63

80. Jugement sur l'institution familiale:

C : S1H3 : 74 - S1H2 : 71 - S1H1 : 71
 S2H3 : 75 - S2H2 : 70 - S2H1 : 70

16. Acceptation de l'enfant illégitime:

C : S1H3 : 65 - S1H2 : 62,5 - S1H1 : 58,5
 S2H3 : 62 - S2H2 : 60 - S2H1 : 60

6bis. Justification du mariage de la femme:

C : S1H3 : 61 - S1H2 : 60,5 - S1H1 : 57
C+N : S2H3 : 48+12,5 - S2H1 : 47+17 - S2H2 : 46+21

23. Place de la religion dans le mariage:

C : S1H3 : 59,5 - S1H2 : 70 - S1H1 : 56,5
 S2H3 : 81 - S2H2 : 72 - S2H1 : 71

(1) Ce tableau et les suivants sont dressés dans le sens du conservatisme décroissant des attitudes manifestées par les hommes du groupe H.3. Les chiffres représentent des pourcentages. A gauche de la page sont indiqués les symboles des attitudes manifestées selon les conventions adoptées au chapitre X, p. 393.

Attitudes envers les institutions fondatrices de la famille(suite)

21. Buts du mariage:

C : S1H3 : 58 - S1H1 : 56 - S1H2 : 55
 S2H3 : 58 - S2H2 : 57 - S2H1 : 54

65. Comparaison famille-mouvements de jeunesse:

C : S1H3 : 52,5 - S1H2 : 63
 S2H1 : 55,5 - S2H3 : 55

C+N: S1H1 : 43+26
 S2H2 : 36,5+28

1bis. Justification du mariage de l'homme:

C+N: S1H3 : 50+22 - S1H1 : 50+27
 S2H3 : 46,5+23,5 - S2H2 : 42,5+32 - S2H1 : 41+23,5

C : S1H2 : 54,5

22c. Opinion sur les cadeaux de mariage:

Mé+C: S1H3 : 49+34
 S2H3 : 46+40,5 - S2H2 : 42+33 - S2H1 : 42+32,5

Mé: S1H2 : 54 - S1H1 : 52

22b. Opinion sur les cérémonies du mariage:

Mé: S1H3 : 55 - S1H2 : 64 - S1H1 : 54
 S2H3 : 57 - S2H2 : 57 - S2H1 : 52

12. Opinion sur l'endogamie:

Mé: S1H3 : 58 - S1H2 : 58,5
 S2H3 : 55 - S2H2 : 56

Mé+N: S1H1 : 47+26,5
 S2H1 : 49+35,5

Attitudes envers les institutions fondatrices de la famille(suite)

64. Prise en charge des enfants de parents divorcés:

N+C: S1H3 : 44+42 - S1H1 : 42+37 - S1H2 : 49,5+32,5

N : S2H2 : 68 - S2H1 : 68,5 - S2H3 : 73

22a. Opinion sur la dot:

N : S1H3 : 50,5 - S1H1 : 57

S2H2 : 53 - S2H1 : 54

N_{épouse}: S1H2 : 48+34,5

S2H3 : 43+41

60. Divorce pour stérilité de l'épouse:

N : S1H3 : 72 - S1H2 : 75,5 - S1H1 : 79

S2H3 : 78 - S2H1 : 83 - S2H2 : 86

TABLEAU 42.- Rapports de la parenté avec les enfants

54. Envoi des parents à l'asile:

C : S1H3 : 76,5 - S1H2 : 81,5 - S1H1 : 75,5
 S2H3 : 82,5 - S2H1 : 82 - S2H2 : 79,5

79a. Retour du jeune près de sa famille dans le besoin:

C : S1H3 : 76,5 - S1H2 : 69 - S1H1 : 65
 S2H3 : 82 - S2H1 : 70,5 - S2H2 : 69

57. Désir de ressemblance entre conjoint et père ou mère:

C : S1H3 : 76 - S1H2 : 72 - S1H1 : 71
 S2H1 : 67,5 - S2H3 : 65 - S2H2 : 58

67. Satisfaction pour l'attitude de la mère pendant l'enfance:

C : S1H3 : 74 - S1H2 : 75 - S1H1 : 70,5
 S2H3 : 78 - S2H2 : 77 - S2H1 : 68

75b. Contrôle des horaires de l'enfant:

C : S1H3 : 72 - S1H1 : 75,5 - S1H2 : 70
 S2H2 : 77,5 - S2H1 : 76 - S2H3 : 71

75a. Contrôle des distractions et sorties de l'enfant:

C : S1H3 : 71,5 - S1H1 : 76 - S1H2 : 72
 S2H1 : 81 - S2H2 : 78 - S2H3 : 69

39. Placement de l'enfant pour le travail de la mère:

C : S1H3 : 68 - S1H2 : 71,5 - S1H1 : 66,5
 S2H3 : 68 - S2H2 : 60,5 - S2H1 : 54

78. Prise en charge des membres de la parenté dans le besoin:

C : S1H3 : 67 - S1H2 : 64 - S1H1 : 59
 S2H3 : 71 - S2H2 : 69 - S2H1 : 62

Rapports de la parenté avec les enfants (suite)

66. Satisfaction pour l'attitude du père pendant l'enfance:

C : S1H3 : 63 - S1H1 : 68 - S1H2 : 59,5
 S2H3 : 75 - S2H2 : 72 - S2H1 : 69,5

75d. Contrôle des relations des enfants:

C : S1H3 : 58,5 - S1H2 : 72 - S1H1 : 69
 S2H1 : 66,5 - S2H2 : 60 - S2H3 : 58

55. Qualités héritées du milieu familial:

C : S1H3 : 57 - S1H1 : 56,5
 S2H1 : 53
C+Mé: S1H2 : 48+31
 S2H2 : 48+34 - S2H3 : 45+38

53. Faut-il écouter les vieux?

C : S1H3 : 55 - S1H2: 58,5 - S1H1 : 52,5
 S2H2 : 59 - S2H2: 57 - S2H1 : 54

75c. Contrôle de l'argent de poche des enfants:

C : S1H3 : 54
 S2H2 : 57 - S2H3 : 52

C+N: S1H1 : 49+46

N+C: S1H2 : 48+46,5
 S2H1 : 50+45,5

59. Attitude devant l'absence d'enfants:

C : S1H3 : 51,5 - S1H1 : 53
 S2H2 : 67 - S2H3 : 66,5 - S2H1 : 57,5
C+N: S1H2 : 47,5+47

Rapports de la parenté avec les enfants (suite)

74. Droits de l'oncle sur les neveux:

C+N: S1H3 : 44+27 - S1H1 : 41+38,5

N+C: S1H2 : 38,5+36,5

S2H2 : 45+22 - S2H3 : 47+33

N : S2H1 : 54

72. Droits du fils aîné:

C+N: S1H3 : 45+34 - S1H1 : 46+36,5

N+C: S1H2 : 42+40

S2H2 : 45+29

N+Mé: S2H3 : 48+28,5

N : S2H1 : 54

81. Ramener le corps d'un parent dans la sépulture familiale:

C+N: S1H3 : 42,5+41

S2H2 : 48+37

N+C: S1H2 : 46+41

S2H3 : 44,5+44 - S2H1 : 45+40,5

N : S1H1 : 51

61. Opinion sur l'avortement:

C+N: S1H3 : 39,5+26,5

S2H3 : 47,5+36,5

N+C: S1H1 : 33+30,5 - S1H2 : 38+35

N : S2H2 : 50,5 - S2H1 : 53,5

Rapports de la parenté avec les enfants (suite)

77. Don du salaire du jeune aux parents:

Mé+C: S1H3 : 48+34 - S1H1 : 49+32,5

Mé: S1H2 : 54,5

S2H3 : 54,5 - S2H1 : 58,5 - S2H2 : 59,5

58bis. Nombre d'enfants souhaité:

Mé+C: S1H3 : 34,5+34

Mé+N: S1H2 : 38,5+31,5

N+Mé: S1H1 : 40,5+34,5

C+N: S2H3 : 46+26 - S2H2 : 36,5+32,5

N+C: S2H1 : 35,5+31,5

79b. Sacrifice des études du jeune pour les parents dans le besoin:

N : S1H3 : 51 - S1H1 : 54

S2H3 : 52

N+C: S1H2 : 46+46

S2H1 : 46+39 - S2H2 : 49+39

79c. Sacrifice de la situation du jeune pour les parents dans le besoin :

N : S1H3 : 54 - S1H2 : 54 - S1H1 : 66

S2H2 : 59 - S2H3 : 62 - S2H1 : 63

68. Accord avec l'éducation donnée aux garçons:

N : S1H3 : 55 - S1H1 : 51

S2H2 : 52 - S2H3 : 54 -

N+C: S1H2 : 48+36,5

S2H1 : 46+39

Rapports de la parenté avec les enfants (suite)

69. Accord avec l'éducation donnée aux filles:

N : S1H3 : 59 - S1H2 : 52 - S1H1 : 59
 S2H1 : 52 - S2H3 : 57 - S2H2 : 58

70. Rapports souhaitables père-enfants:

N : S1H3 : 60 - S1H2 : 56 - S1H1 : 64
 S2H3 : 66 - S2H1 : 68 - S2H2 : 70

71. Confidences des enfants aux parents:

N : S1H3 : 72 - S1H2 : 64 - S1H1 : 80
 S2H1 : 89 - S2H3 : 90 - S2H2 : 91

TABLEAU 43.- Rapports de la parenté avec le jeune ménage.

51. Familiarité du couple devant la famille:

C : S1H3 : 63 - S1H2 : 76 - S1H1 : 60,5
 S2H3 : 67 - S2H2 : 65 - S2H1 : 61

3a. Conflit entre le mariage de l'homme et les besoins des parents:

C+N : S1H3 : 48,5+36 - S1H1 : 47+34
 S2H2 : 47+34 - S2H1 : 46,5+33

C : S1H2 : 53,5

N+C : S2H3 : 44+36,6

11. Imposition du conjoint aux parents par la femme:

C+N : S1H3 : 43+39
 S2H1 : 45+30,5

C : S1H2 : 50,5
 S2H3 : 66,5 - S2H2 : 51

N+C : S1H1 : 40,5+34

49. Intervention des parents dans les affaires du couple:

C+N : S1H3 : 37+33 - S1H2 : 39,5+35

N+C : S1H1 : 38+34,5
 S2H3 : 40,5+31,5 - S2H2 : 41,5+35 - S2H1 : 44+27

12. Opinion sur l'endogamie:

Mé : S1H3 : 58 - S1H2 : 58,5
 S2H3 : 55 - S2H2 : 56

Mé+N: S1H1 : 47+26,5
 S2H1 : 49+35,5

Rapports de la parenté avec le jeune ménage (suite)

4. A qui appartient le choix de la fiancée?

Mé: S1H3 : 63 - S1H2 : 62,5 - S1H1 : 60
 S2H3 : 63,5 - S2H2 : 64,5 - S2H1 : 64

10. A qui appartient le choix du fiancé?

Mé: S1H3 : 60 - S1H2 : 73 - S1H1 : 74
 S2H3 : 75 - S2H2 : 74 - S2H1 : 68

13. Opinion sur la connaissance des conjoints avant le mariage:

Mé: S1H3 : 52,5 - S1H2 : 54,5

N+Mé: S1H1 : 52+44,5
 S2H2 : 49+48 - S2H1 : 49,5+48,5

Mé+N: S2H3 : 50+44

47. Disposition du couple à quitter la maison paternelle:

Mé+N: S1H3 : 40,5+29 - S1H2 : 37,5+32 - S1H1 : 44,5+33
 S2H2 : 47+32

Mé: S2H3 : 51 - S2H1 : 55,5

52. Attitude de l'époux dans les conflits parents-bru:

Mé+N: S1H3 : 43+40 - S1H2 : 48,5+37,5
 S2H3 : 47+46,5

N+Mé: S1H1 : 49+39
 S2H1 : 46,5+45,5

Mé: S2H2 : 52

50. Accès de la maison du couple aux familles:

N : S1H3 : 62 - S1H2 : 56 - S1H1 : 60,5
 S2H3 : 59,5

C+N: S2H2 : 52,5+46,5 - S2H1 : 50+48

Rapports de la parenté avec le jeune ménage (suite)

5. Imposition du conjoint aux parents par l'homme:

N : S1H3 : 69,5 - S1H2 : 62,5 - S1H1 : 70
 S2H3 : 67 - S2H1 : 69,5 - S2H2 : 72,5

48b. Qui prend les décisions dans le groupe familial?

N : S1H3 : 78 - S1H1 : 85 - S1H2 : 88,5
 S2H1 : 86,5 - S2H3 : 90,5 - S2H2 : 92

48a. Qui garde l'argent dans le groupe familial?

N : S1H3 : 78,5 - S1H1 : 84,5 - S1H2 : 85,5
 S2H3 : 84,5 - S2H2 : 93 - S2H1 : 98

9a. Mariage de la fille pour utilité familiale:

N : S1H3 : 80 - S1H1 : 75 - S1H2 : 83
 S2H3 : 80 - S2H1 : 84 - S2H2 : 87,5

9b. Droit des parents d'imposer le mariage à la fille:

N : S1H3 : 84,5 - S1H1 : 82,5 - S1H2 : 86,5
 S2H3 : 83 - S2H1 : 89 - S2H2 : 92,5

48c. Qui administre les biens dans le groupe familial?

N : S1H3 : 84,5 - S1H2 : 86,5 - S1H1 : 88
 S2H3 : 87,5 - S2H2 : 91,5 - S2H1 : 95,5

3b. Droit des parents d'imposer le mariage au garçon:

N : S1H3 : 87,5 - S1H1 : 82,5 - S1H2 : 89
 S2H3 : 91 - S2H2 : 89,5 - S2H1 : 89,5

48d. Qui prend les décisions pour les enfants dans le groupe familial?

N : S1H3 : 90,5 - S1H2 : 86 - S1H1 : 94
 S2H3 : 90,5 - S2H2 : 94,5 - S2H1 : 97,5

TABLERAU 44.- Les relations dans le ménage.

32. Infidélité de l'épouse:

C : S1H3 : 95,5 - S1H1 : 89 - S1H2 : 87
 S2H2 : 82,5 - S2H3 : 81 - S2H1 : 77,5

19a2. Qualités de la Tunisienne appréciées au mariage:

C : S1H3 : 87 - S1H2 : 91 - S1H1 : 88
 S2H3 : 90 - S2H2 : 91 - S2H1 : 91

14. Attitude envers le flirt:

C : S1H3 : 70,5 - S1H2 : 78 - S1H1 : 64,5
 S2H2 : 85,5 - S2H3 : 85 - S2H1 : 73

15. Importance de la virginité chez la jeune fille:

C : S1H3 : 68 - S1H1 : 67,5 - S1H2 : 64,5
 S2H3 : 81 - S2H2 : 78,5 - S2H1 : 69

37. Travail de l'épouse sans besoin financier:

C : S1H3 : 68 - S1H2 : 74,5 - S1H1 : 66,5
 S2H3 : 57,5 - S2H1 : 52,5

C+N: S2H2 : 49,5+40,5

39. Placement de l'enfant pour le travail de la mère:

C : S1H3 : 68 - S1H2 : 71,5 - S1H1 : 66,5
 S2H3 : 68 - S2H2 : 60,5 - S2H1 : 54

7. Age souhaitable au mariage de la femme:

C : S1H3 : 68 - S1H2 : 68,5 - S1H1 : 63,5

Mé: S2H3 : 52

Mé+C: S2H2 : 45,5+39 - S2H1 : 46+36

Les relations dans le ménage (suite)

30. Contrôle des sorties de l'épouse:

C : S1H3 : 64 - S1H1 : 62,5 - S1H2 : 56,5
S2H3 : 52,5
C+Mé: S2H1 : 49+46,5
Mé+C: S2H2 : 50+39,5

20a2. Qualités du Tunisien appréciables au mariage:

C : S1H3 : 63 - S1H2 : 71,5 - S1H1 : 68
S2H3 : 86 - S2H2 : 74 - S2H1 : 66

26. Qualités appréciées chez l'épouse:

C : S1H3 : 63 - S1H2 : 65 - S1H1 : 61
S2H3 : 60 - S2H2 : 56 - S2H1 : 56

21. Buts du mariage:

C : S1H3 : 58 - S1H1 : 56 - S1H2 : 55
S2H3 : 58 - S2H2 : 57 - S2H1 : 54

24. Types de qualités appréciées chez l'époux:

C : S1H3 : 54 - S1H2 : 58
C+N : S1H1 : 50+38
S2H3 : 40+39
N+C : S2H2 : 46+35 - S2H1 : 45,5+33,5

46. Contrôle des rapports de l'épouse avec sa société féminine:

C : S1H3 : 52,5
C+N: S1H2 : 48+33,5 - S1H1 : 43,5+40
N+C: S2H3 : 43,5+34
N : S2H1 : 52,5+33,5 - S2H2 : 53+29

Les relations dans le ménage (suite)

59. Attitude devant l'absence d'enfants:

C : S1H3 : 51,5 - S1H1 : 53
S2H2 : 67 - S2H3 : 66,5 - S2H1 : 57,5

C+N: S1H2 : 47,5+47

40. Usage du salaire de la femme:

C : S1H3 : 51
S2H3 : 51,5

C+N: S1H2 : 43,5+26 - S1H1 : 43+28

N+C: S2H2 : 50+27

N+Mé: S2H1 : 45+29

8. Différence d'âge souhaitable au mariage:

C+N: S1H3 : 41,5+30,5 - S1H1 : 48,5+31,5 - S1H2 : 46,5+31
S2H2 : 39,5+35,5

C+Mé: S2H1 : 43+31

N+C: S2H3 : 45+33

2. Age souhaitable de l'homme au mariage:

Mé+C: S1H3 : 48+42,5 - S1H2 : 47+38

Mé: S1H1 : 52
S2H3 : 55 - S2H2 : 58 - S2H1 : 54,5

28b. Participation de la femme au groupe des amis du mari:

Mé+C: S1H3 : 46,5+29,5

C+Mé: S1H1 : 37,5+33 - S1H2 : 33+28,5

Mé: S2H3 : 50,5

Mé+N: S2H2 : 45+34

N+Mé: S2H1 : 40,5+34,5

Les relations dans le ménage (suite)

45. Contrôle des rapports du mari avec sa société masculine:

Mé: S1H3 : 54 - S1H1 : 55,5
 S2H3 : 54 - S2H1 : 59,5 - S2H2 : 60

C+Mé: S1H2 : 49,5+43

51. Liberté de rapports de l'épouse avec les amis du mari :

Mé: S1H3 : 63,5 - S1H2 : 62 - S1H1 : 63
 S2H3 : 70,5 - S2H2 : 65 - S2H1 : 65,5

44. Rapport entre instructions des époux:

Mé: S1H3 : 60 - S1H2 : 53,5 - S1H1 : 62
 S2H3 : 61 - S2H1 : 66,5 - S2H2 : 67

13. Opinion sur la connaissance des époux avant le mariage :

Mé: S1H3 : 52,5 - S1H2 : 54,5

N : S1H1 : 52

N+Mé: S2H2 : 49+48 - S2H1 : 49,5+48,5

Mé+N: S2H3 : 50+44

28e. Participation de l'épouse aux activités politiques du mari:

N+C: S1H3 : 39,5+30
 S2H1 : 47+25,5

C+N: S1H2 : 39,5+30,5 - S1H1 : 38+31,5

N+Mé: S2H3 : 42+31 - S2H2 : 44,5+29

38. Travail de la femme dans un milieu masculin:

N+C: S1H3 : 42,5+39 - S1H2 : 48+27,5

N : S1H1 : 53
 S2H3 : 63 - S2H1 : 74 - S2H2 : 79

64. Prise en charge des enfants de divorcés:

N+C: S1H3 : 44+42 - S1H1 : 42+37 - S1H2 : 49,5+32,5

N : S2H2 : 68 - S2H1 : 68,5 - S2H3 : 75

Les relations dans le ménage (suite)

42. Aide domestique du mari à l'épouse:

N+Mé: S1H3 : 46,5+41

S2H1 : 50+44

N : S1H2 : 52 - S1H1 : 57

S2H2 : 56,5 - S2H3 : 57

36. Travail professionnel de l'épouse:

N+C: S1H3 : 49,5+31,5 - S1H2 : 44+31,5

N : S1H1 : 57

S2H3 : 60 - S2H1 : 64 - S2H2 : 67

25bis. Raisons de divorcer de la femme:

N : S1H3 : 52 - S1H1 : 55,5

S2H2 : 57,5

N+C: S1H2 : 44+25

S2H1 : 47+16,5 - S2H3 : 49+18,5

28a. Participation de l'épouse aux distractions du mari:

N : S1H3 : 56,5 - S1H2 : 52 - S1H1 : 58

S2H3 : 57,5 - S2H2 : 66 - S2H1 : 69

63. Qui décide du prénom de l'enfant?

N : S1H3 : 61 - S1H2 : 70 - S1H1 : 81

S2H3 : 70,5 - S2H1 : 80 - S2H2 : 83,5

62. Droit de décider du nombre d'enfants:

N : S1H3 : 62 - S1H1 : 68 - S1H2 : 72

S2H3 : 79,5 - S2H1 : 84 - S2H2 : 88

28c. Participation de l'épouse au travail et affaires du mari:

N : S1H3 : 65 - S1H2 : 61,5 - S1H1 : 62,5

S2H1 : 56,5 - S2H3 : 66 - S2H2 : 67,5

Les relations dans le ménage (suite)

18. Qualités appréciées chez le fiancé:

N : S1H3 : 66 - S1H2 : 63,5 - S1H1 : 67
 S2H3 : 70 - S2H2 : 75 - S2H1 : 76

35. Egards spéciaux pour le chef de famille:

N : S1H3 : 66,5 - S1H1 : 60 - S1H2 : 64,5
 S2H3 : 62,5 - S2H1 : 64,5 - S2H2 : 65

27. Déférence entre époux:

N : S1H3 : 67,5 - S1H2 : 56 - S1H1 : 71
 S2H1 : 74 - S2H2 : 77 - S2H3 : 78,5

25. Droit de divorce de la femme:

N : S1H3 : 68 - S1H2 : 60 - S1H1 : 73,5
 S2H3 : 62 - S2H1 : 73 - S2H2 : 77,5

17. Qualités appréciées chez la fiancée:

N : S1H3 : 68 - S1H2 : 65 - S1H1 : 69,5
 S2H3 : 67 - S2H1 : 74 - S2H2 : 75

60. Divorce pour stérilité de l'épouse:

N : S1H3 : 72 - S1H2 : 75,5 - S1H1 : 79
 S2H3 : 78 - S2H1 : 83 - S2H2 : 86

20b2. Qualités de l'Européen appréciables au mariage:

N : S1H3 : 75 - S1H1 : 72 - S1H2 : 80
 S2H1 : 77 - S2H2 : 78 - S2H3 : 81,5

43bis. Raisons pour l'instruction féminine:

N : S1H3 : 75,5 - S1H2 : 73,5 - S1H1 : 77,5
 S2H3 : 74 - S2H1 : 79 - S2H2 : 80,5

Les relations dans le ménage (suite)

28d. Information de l'épouse sur les dépenses du mari:

N : S1H3 : 76 - S1H1 : 72 - S1H2 : 74,5
 S2H1 : 71,5 - S2H3 : 75,5 - S2H2 : 77

48 b. Qui prend les décisions dans le groupe familial?

N : S1H3 : 78 - S1H1 : 85 - S1H2 : 88,5
 S2H1 : 86,5 - S2H3 : 90,5 - S2H2 : 92

48a. Qui garde l'argent dans le groupe familial?

N : S1H3 : 78,5 - S1H1 : 84,5 - S1H2 : 85,5
 S2H3 : 84,5 - S2H2 : 93 - S2H1 : 98

41. Connaissance du salaire du mari par l'épouse:

N : S1H3 : 79 - S1H2 : 77,5 - S1H1 : 77,5
 S2H1 : 85 - S2H3 : 85,5 - S2H2 : 93,5

48c. Qui administre les biens dans le groupe familial?

N : S1H3 : 84,5 - S1H2 : 86,5 - S1H1 : 88
 S2H3 : 87,5 - S2H2 : 91,5 - S2H1 : 95,5

19b2. Qualités de l'Européenne appréciables au mariage:

N : S1H3 : 86 - S1H1 : 86 - S1H2 : 88
 S2H1 : 90 - S2H3 : 90,5 - S2H2 : 95

48d. Qui prend les décisions pour les enfants dans le groupe familial?

N : S1H3 : 90,5 - S1H2 : 86 - S1H1 : 94
 S2H3 : 90,5 - S2H2 : 94,5 - S2H1 : 97,5

TABLEAU 45.- Les rapports homme-femme en général

58bis. Désir d'avoir plus de garçons que de filles (1)

C : S1H3 : 0,64 - S1H2 : 0,77 - S1H1 : 0,50
 S2H3 : 0,33 - S2H2 : 0,33 - S2H1 : 0,29

33. Domaines privilégiés de la femme:

C : S1H3 : 70,5 - S1H2 : 75,5 - S1H1 : 69
 S2H3 : 51 - S2H2 : 51

C+N: S2H1 : 44,5+31

34. Compétition entre homme et femme:

C : S1H3 : 55,5 - S1H2 : 64,5 - S1H1 : 59
 S2H3 : 53 - S2H2 : 51,5

N+C: S2H1 : 47,5+42

73. Droits des garçons sur les filles:

N+C: S1H3 : 42,5+37 - S1H2 : 45+43

C+N: S1H1 : 47,5+41

N : S2H3 : 59 - S2H1 : 60 - S2H2 : 64

43. Nécessité d'instruire la fille:

N : S1H3 : 90 - S1H2 : 83 - S1H1 : 93
 S2H1 : 89,5 - S2H3 : 91 - S2H2 : 95

(1) En ce qui concerne cet item, les chiffres indiquent la différence entre les moyennes de garçons et de filles souhaités, en faveur des premiers.

CHAPITRE XIV

UNE ENQUETE D'OPINION SUR LES

REPRESENTATIONS FAMILIALES:

LES EFFETS DU NIVEAU SOCIO-ECONOMIQUE

Dans la société tunisienne, l'observation commune ne peut établir les effets de la stratification économique sur les attitudes envers l'acculturation. Avant l'indépendance, un certain nombre de familles riches, souvent détentrices de fonctions d'autorité, avaient fait alliance avec l'administration coloniale et fréquemment intériorisé - ou affiché - le style moderniste. D'autres étaient restées sur leur réserve et avaient plus ou moins conservé leurs comportements traditionnels. Après l'indépendance, cette nouvelle "bourgeoisie" dont nous avons souvent parlé, surtout formée de fonctionnaires, cadres et techniciens, s'est avérée incontestablement disposée au changement. Mais s'il est vrai que les revenus de ses membres dépassent (et souvent de loin) ceux de la masse de leurs concitoyens, leur instruction est également plus élevée, et de type occidental. Ainsi on ne peut savoir si leur désir d'acculturation vient de leur niveau socio-économique ou socio-culturel.

Pour parvenir à se prononcer il fallait donc dissocier le "niveau de vie" (1) des autres variables, principalement de celle d'instruction. C'est ce que nous avons voulu réaliser dans notre plan d'expérience où, comme nous l'avons déjà annoncé, nous avons distingué trois groupes:

(1) Selon l'usage, nous emploierons cette expression comme synonyme de "niveau socio-économique".

- Jeunes de faible niveau de vie, dont le revenu était inférieur à 18 dinars mensuels (symbole V.1);
- Jeunes de niveau de vie moyen, au revenu compris entre 18 et 40 dinars mensuels (symbole V.2);
- Jeunes de niveau de vie supérieur, dont le revenu excède cette limite (symbole V.3).

Quoique le niveau économique ne constitue pas la seule caractéristique d'une classe sociale, il en est tenu pour l'élément de base, conditionnant plus ou moins étroitement les autres. Par ailleurs, d'une part des séparations sensibles se manifestent entre les classes; d'autre part et néanmoins, dans les situations ordinaires, les classes dites supérieures impriment leur mouvement d'ensemble à une société. Pour prévoir l'avenir, il faut donc tenter d'établir les dispositions dominantes envers le changement des jeunes situés en haut de l'échelle des revenus, car elles ne sauraient demeurer sans conséquence sur l'ensemble des autres. Mais pour évaluer cette action, il importe également de mesurer l'importance des distances que la hiérarchie socio-économique est susceptible d'instituer entre eux.

Nous procéderons donc pour cette dernière variable comme pour les précédentes.

CARACTERISTIQUES GENERALES DES REACTIONS.

Les sommes d'attitudes

La distribution des attitudes pondérées est la suivante:

	<u>Groupe V.1</u>	<u>Groupe V.2</u>	<u>Groupe V.3</u>
1er quartile:	496	503	502
Médian:	571	566,5	581
3ème quartile:	656	664	679
Moyenne:	568,9	575,1	581,5

Les écarts entre groupes sont manifestement réduits, ce qui annonce une sensible homogénéité des réactions. La disposition au modernisme paraît croître en remontant l'échelle des niveaux socio-économiques, mais il nous faut attendre d'autres indications pour avancer une interprétation.

Les scores atteints se situent ainsi sur l'échelle théorique:

<u>Scores</u>	<u>Effectifs des valeurs obtenues</u>			<u>Total</u>
	<u>V.1</u>	<u>V.2</u>	<u>V.3</u>	
200-400	7 7% des items	7 7% des items	8 8% des items	22
401-500	19	17	16	52
501-600	33	34	32	99
Total:	52 51,5% des items	51 50,5% des items	48 47,5% des items	151
601-700	29	28	27	84
701-800	13	15	18	46
Total:	42 41,5% des items	43 42,5% des items	45 44,5% des items	130
801-1000	0	0	0	0
Total:	101	101	101	

60,3% des scores (183/303) se situent dans la zone centrée autour du score théorique médian (600). Cette proportion est la plus forte obtenue jusqu'ici dans notre analyse des variables. Au niveau des groupes socio-économiques, les résultats sont ana-

logues: respectivement 61,3%, 61,3% et 58,4% de scores médians, donc "modérés", pour V.1, V.2 et V.3. La zone moderniste réunit seulement 15,1% des valeurs pour l'ensemble (46/303): soit respectivement 12,8%, 14,8% et 17,8% des scores atteints par les groupes V.1, V.2 et V.3.

Quant à la répartition des valeurs obtenues par chaque série en 12 classes, elle s'établit comme suit:

<u>Groupe V.1 (1)</u>		<u>Groupe V.2</u>		<u>Groupe V.3</u>	
<u>1</u>	<u>2</u>	<u>1</u>	<u>2</u>	<u>1</u>	<u>2</u>
(1) 251-293	1	258-300	1	265-307	1
(2) 294-336	3	301-343	2	308-350	3
(3) 337-379	2	344-386	4	351-393	4
(4) 380-422	3	387-429	1	394-436	1
(5) 423-465	7	430-472	9	437-479	7
(6) 466-508	11	473-515	12	480-522	14
(7) 509-551	13	516-558	16	523-565	15
(8) 552-594	18	559-601	13	566-608	13
(9) 595-637	12	602-644	13	609-651	11
(10) 638-680	17	645-687	11	652-694	14
(11) 681-723	7	688-730	10	695-737	10
(12) 724-766	7	731-773	9	738-780	8
Total: 101		101		101	

On notera le parallélisme entre les trois distributions. Les corrélations obtenues à partir de ces classes demeurent toujours aussi élevées:

(1) Pour chaque groupe, les limites des classes sont indiquées dans la colonne 1, les effectifs des questions distribuées dans la colonne 2.

- Corrélation entre V.1 et V.2 : $r = 0,96$
- Corrélation entre V.2 et V.3 : $r = 0,97$
- Corrélation entre V.1 et V.3 : $r = 0,96$ (1)

Pas plus que les autres, apparemment, la variable socio-économique ne porte atteinte à la sensible uniformité des réactions de ces jeunes face au problème du changement des institutions familiales.

La répartition des attitudes

Elle se présente ainsi:

	<u>TT</u>	<u>T</u>	<u>Mé</u>	<u>Mo</u>	<u>TM</u>	<u>NR</u>
S1V1 :	12,6%	25,6%	19,4%	34,3%	3,4%	4,2%
S1V2 :	11%	26,6%	19,2%	35,9%	3,4%	3,3%
S1V3 :	11,3%	27,1%	20,7%	34,4%	3,8%	2,1%
S2V1 :	9,7%	26,4%	20%	37,5%	4%	2,4%
S2V2 :	8,8%	25%	20,6%	38%	4,5%	3,1%
S2V3 :	7,2%	23,9%	20,5%	41%	4,6%	2,8%

On retrouve dans ce tableau les caractéristiques auxquelles nous sommes maintenant habitués. Les proportions obtenues sont très proches de celles apparues pour les variables d'âge et d'habitat, plus différentes de celles trouvées pour les variables de sexe et surtout d'instruction. Chez les hommes, les pourcentages de manifestation des différentes attitudes sont extrêmement voisins, quel que soit le niveau des revenus: les différences n'at-

(1) Ces trois corrélations sont très significatives

teignent jamais le seuil de 2%. Pour les filles, celles-ci sont plus nettes: elles vont jusqu'à 3,5%. Comme d'habitude, les femmes s'avèrent plus accueillantes au changement. Néanmoins les écarts avec les hommes demeurent réduits, dépassant bien rarement 3% pour les catégories homologues.

Il se confirme d'autre part que le niveau socio-économique en tant que tel, délié des autres variables, agit sur la disposition à accueillir la nouvelle culture dans le secteur domestique. Il augmente cette disposition à mesure qu'il s'accroît, quoique de façon peu sensible et beaucoup plus faiblement que l'instruction. La raison la plus plausible en est sans doute celle-ci: l'argent permet d'acquérir les objets de la moderne "société de consommation", largement répandus dans ces pays par l'industrie et les groupes des anciennes puissances colonisatrices. Il facilite aussi les voyages, donc les contacts avec l'étranger, et l'accès aux loisirs et distractions modernes, plus coûteux que les traditionnels.

Il s'effectue donc une sorte de hiérarchie spontanée: tant qu'on est dans le domaine de la "nécessité", on demeure dans l'aire de consommation de la société dite traditionnelle, beaucoup moins "coûteuse" que celle de la société industrielle. De ce fait même on adopte moins les attitudes modernes dans l'ensemble des situations culturelles, même celles sans rapport avec l'acquisition des objets. Avec l'aisance financière, par contre, on peut songer à compléter, doubler ou remplacer la satisfaction des besoins traditionnels ou ces besoins eux-mêmes par ceux de la société de consommation moderne. Et cela rejaillit plus ou moins sur l'ensemble des attitudes, même celles sans rapport apparent avec cette consommation.

Bref, le phénomène ici repéré de l'influence "brute" du niveau socio-économique sur l'acculturation met en évidence ce fait: en plus de son "coût" social et psychologique, chaque cultu-

re implique un certain coût financier, un niveau minimum de dépenses nécessaires à l'acquisition des nouveaux besoins ou des nouveaux moyens de satisfaction des anciens. Dans une certaine mesure donc, qui serait plus précisément évaluable si notre étude n'était pas limitée au secteur domestique, pour accéder à une culture il faut avoir les moyens de se la "payer", et la culture industrielle coûte particulièrement cher.

Cette constatation étant faite, les chiffres nous invitent maintenant à la nuancer. Un réel écart, dans le sens ci-dessus indiqué, sépare chez les hommes le groupe du plus faible niveau de vie des deux autres. Aucune différence n'est en elle-même statistiquement significative, mais elles vont toutes dans le même sens; et le phénomène se confirme largement dans les tableaux de détail rapportés à la fin du chapitre: la tendance apparaît donc incontestable.

Par contre, les hommes du plus haut niveau ne se distinguent aucunement par leur modernisme de ceux du niveau moyen: ils sont même légèrement plus conservateurs, comme il apparaît encore du tableau précédent et de ceux qui suivront. En revanche, chez les femmes, la progression dans l'acculturation se poursuit régulièrement tout au long de l'échelle des revenus. Si bien que le score moderniste plus élevé du groupe V.3 dans son ensemble, tel qu'il nous était apparu en faisant la moyenne des attitudes pondérées, est du aux filles et non aux garçons. En ce qui concerne l'accueil au changement, la distance relativement la plus importante s'établit donc entre femmes et hommes du plus haut niveau socio-économique.

Comment expliquer ce phénomène? On peut penser que le mécanisme indiqué plus haut fonctionne régulièrement dans les groupes féminins. Il serait même renforcé si l'on devait croire les hommes tunisiens pour qui, nous nous en souvenons, les femmes seraient tout spécialement attirées par les objets et autres "mar-

ques extérieures" de la modernité, et donc plus désireuses de participer à la nouvelle société de consommation (1).

Des facteurs additionnels, par contre, interviennent sans doute pour les hommes. Nous ne pouvons émettre encore que des hypothèses. Signalons cependant ce fait connu: le nouveau régime national, très favorable à l'insertion dans la société industrielle et au changement des attitudes traditionnelles, a presque entièrement créé la nouvelle classe moyenne tunisienne et seulement renforcé la classe supérieure de nouveaux éléments, cependant que certains anciens ont eu à pâtir du changement de situation. La première, soutien essentiel du régime, suit largement sa volonté de modernisation, y compris dans le secteur familial, où les aspirations matrimoniales de cette nouvelle "petite-bourgeoisie" se heurtent fréquemment à la résistance des anciennes "grandes familles". Celles-ci sont plus réticentes et portées à préserver leur haut statut socio-économique par le contrôle de la femme et des échanges matrimoniaux. Si l'enquête avait porté sur des classes d'âge plus élevée cette caractéristique serait sans doute apparue beaucoup plus nettement.

Examinons enfin la répartition des masses de traditionalisme et de réactions novatrices, une fois jointes leurs différentes formes. Les pourcentages de conservatisme masculin vont de 37,6% à 38,4%; ceux du modernisme de 37,7% à 39,3%. La répartition est donc tout à fait équilibrée. Le décalage demeure plus grand chez les femmes: de 31,1% à 36,1% pour le premier type de réactions, de 41,5% à 45,6% pour le second. Les proportions demeurent voisines de celles apparues pour les autres variables. Pas plus que celles-ci, le niveau socio-économique n'induit chez ces jeunes un extrémisme quelconque, annonciateur de bouleversements et de

(1) Rappelons l'exclamation de T.El-Haddad: "Qui ne connaît la femme chez nous? C'est le désir en personne, etc.."

nature à alimenter, au niveau sociologique, de durs conflits entre eux ou avec leurs aînés.

LES REPRESENTATIONS SUR LA FAMILLE

Les convergences entre les groupes

Les attitudes majoritaires absolues, indiquant la propension de ces jeunes aux choix massifs à propos des items proposés, sont fortement prépondérantes:

S1V1 : 76%	S2V1 : 79%
S1VA : 80%	S2V2 : 78%
S1V3 : 77%	S2V3 : 78%

Elles se répartissent ainsi:

	<u>V.1</u>	<u>V.2</u>	<u>V.3</u>	<u>Total</u>
Conservatrices:	65	65	62	192
Médianes:	21	22	19	62
Novatrices:	69	71	74	214
Total:	155	158	155	468

La tendance à la modernisation avec l'accroissement du niveau socio-économique apparaît ici encore.

A leur tour, les majorités relatives se distribuent comme suit:

	<u>V.1</u>	<u>V.2</u>	<u>V.3</u>	<u>Total</u>
Conservatrices:	21	17	20	58
Médianes:	9	6	8	23
Novatrices:	15	19	17	51
Total:	45	42	45	132

Le rapport entre les majorités relatives et absolues dans la même attitude est respectivement de 0,37 - 0,30 - 0,24 pour les

attitudes médiane, conservatrice, novatrice: l'habituel phénomène de concentration privilégiée de l'indécision autour des représentations médianes apparaît, mais moins nettement.

La proportion des configurations conflictuelles est toujours très faible:

V.1 : 16,5%

V.2 : 16%

V.3 : 13,5%

Les pourcentages des différents types de convergence entre les groupes socio-économiques sont très élevés:

	<u>V1-V1</u>	<u>V2-V3</u>	<u>V1-V3</u>
- Accords majoritaires absolus:	69%	68,2%	65,7%
- Accords majoritaires absolus plus distributions parallèles:	76,7%	74,2%	72%
- Accords majoritaires absolus plus distributions parallèles plus accords majoritaires relatifs:	91,5%	91,2%	89,7%

La cohésion est donc forte entre ces groupes de jeunes, malgré la différence des niveaux de vie, en quantité comme en qualité. On fait la même constatation si l'on entre, avec le tableau 46, dans le détail des convergences entre les six sous-groupes. La proportion minima d'accords entre majorités absolues est, à ce niveau, de 63%. La totalité des sous-groupes sont d'ailleurs d'accord entre eux, à des majorités absolues, pour 57 items sur 101, soit 56,4% de l'ensemble. Par ailleurs les convergences entre sous-groupes de sexe différent sont largement majoritaires. Mais comme nous l'avons observé jusqu'ici, sauf pour la variable d'instruction, elles le sont plus encore, et pour toutes les formes de cette convergence, entre sous-groupes du même groupe de sexe.

Enfin toutes les proportions trouvées sont voisines de celles rapportées pour les variables d'âge et d'habitat. En revanche celles relatives aux groupes de sexe et d'instruction sont, dans l'ensemble, plus diversifiées.

TABLEAU 46.- Accords entre les sous-groupes de niveau socio-économique (1)

	<u>S1V1</u>	<u>S1V2</u>	<u>S1V3</u>	<u>S2V1</u>	<u>S2V2</u>	<u>S2V3</u>	<u>S1V</u>	<u>S2V</u>
		74	69	66	65	63	71,5	64,7
<u>S1V1</u>		84	80	72	71	66	82	69,7
		94	95	90	87	82	94,5	86,3
	74		72	68	69	67	73	68
<u>S1V2</u>	84		80	74	75	71	82	73,3
	94		95	90	91	87	94,5	89,3
	69	72		64	65	65	70,5	64,7
<u>S1V3</u>	80	80		67	69	72	80	69,3
	95	95		91	87	84	95	87,3
	66	68	64		69	67	66	68
<u>S2V1</u>	72	74	67		78	75	71	76,5
	90	90	91		95	91	90,3	93
	65	69	65	69		69	66,3	69
<u>S2V2</u>	71	75	69	78		77	71,7	77,5
	87	91	87	95		96	88,3	95,5
	63	67	65	67	69		65	68
<u>S2V3</u>	66	71	72	75	77		69,7	76
	82	87	84	91	96		84,3	93,5

(1) Dans chaque colonne, de haut en bas, les trois chiffres expriment les pourcentages suivants: accords majoritaires forts entre les sous-groupes indiqués; accords majoritaires forts plus distributions parallèles des attitudes; accords majoritaires forts plus distributions parallèles des attitudes plus accords majoritaires faibles.

Le contenu des représentations familiales selon les groupes.

Comme il en fut précédemment, la plupart des oppositions dans les représentations se révèlent liées à la différence de sexe et sont donc indifférentes à celle de niveau de vie. Par ailleurs nous nous trouvons devant les cas habituels de simples décalages de proportions dans la manifestation des mêmes attitudes, insuffisants pour mettre en cause les accords majoritaires entre les sous-groupes. Cela étant, il n'en est pas moins possible de faire quelques remarques intéressantes (tableaux 48 à 51).

Les jeunes du niveau le plus faible, donc des milieux populaires, sont généralement les plus conservateurs ou les moins modernistes pour l'ensemble des institutions familiales. Les aspects provoquant des exceptions à cette règle n'en sont que plus significatifs. Ainsi sont-ils les plus décidés à donner à leurs garçons et filles une éducation différente de celle reçue dans leur enfance. Ils sont manifestement les plus sensibles aux difficultés d'intégration dans la nouvelle société, attribuées par eux aux lacunes des techniques éducatives parentales. C'est évidemment pour cette raison qu'ils se révèlent moins sévères pour les mouvements de jeunesse, dont on se méfie bien d'avantage chez les garçons et filles des niveaux économiques supérieurs.

Il est intéressant aussi de noter leur moindre neutralité sur l'endogamie, qui provoque plus d'agressivité de leur part. Sans doute est-elle plus impérativement imposée dans les milieux populaires, ne serait-ce que pour des raisons financières: dot moins élevée, possibilité de garder dans la famille les maigres biens possédés. A ce manque de moyens doivent également être attribués des compromis de ce genre: pour le besoin des parents, ces jeunes

sont les moins disposés au sacrifice d'une situation durement acquise; mais en revanche ils acceptent le plus facilement celui de leur mariage. Enfin, de façon assez inattendue, les plus agressifs envers la dot ne sont pas ces jeunes du niveau le plus bas, mais ceux des classes moyennes: seuls ces derniers, en effet, sont susceptibles de profiter de cette mobilité sociale barrée par les exigences matrimoniales des classes les plus riches, et qu'il faut réduire par des prestations financières importantes.

Mais les garçons et filles des classes populaires ne sont pas toujours d'accord entre eux, et l'on peut noter quelques oppositions significatives. Les premiers par exemple sont, de tous, ceux qui souhaitent le plus d'enfants; mais les secondes sont relativement les moins indisposées, dans leur groupe de sexe, par la perspective de ne pas en avoir du tout. Les premiers encore manifestent le plus fortement cet écart d'opinions caractérisant tout le groupe masculin: ils acceptent modérément de faire participer l'épouse aux distractions du mari, mais très volontiers à son travail et ses affaires, ou de l'informer de ses dépenses. Se sentant plus démunis de l'équipement permettant de diriger le ménage dans le nouvel environnement, l'homme des milieux populaires ressent le plus vivement le besoin de se faire aider par son épouse.

Mais celle-ci n'y est pas très prête: plus encore que d'autres catégories de femmes, celles du plus faible niveau de vie revendiquent la participation aux loisirs avant la collaboration aux activités sérieuses de l'époux. Simultanément ces mêmes femmes protestent le plus vivement contre les droits du garçon sur la fille (particulièrement affirmés dans leur milieu), tandis que les jeunes gens du même niveau y sont des plus favorables: le désir de ces garçons de faire participer l'épouse aux rôles du chef de famille est donc bien, comme nous l'avions souligné, d'ordre essentiellement "instrumental".

En ce qui concerne les autres catégories de jeunes, on peut préciser le point qui nous avait paru le plus intéressant: les hommes du plus haut niveau socio-économique se révèlent plus conservateurs ou moins modernistes que ceux du niveau moyen à propos de 61,4% des items proposés. Ceux-ci sont répartis entre tous les systèmes de représentations, selon ce modèle de globalité toujours rencontré dans nos analyses.

Ainsi les jeunes gens des classes moyennes, et assez souvent avec eux ceux des classes populaires, sont-ils simultanément moins fortement attachés que ceux des classes riches à l'"idéologie" familiale, à la prévalence de l'institution domestique, et moins satisfaits de leur milieu familial effectif. C'est là le trait le plus accusé. Puis ils sont plus disposés à élever l'épouse à des rôles plus actifs dans le ménage, à la faire collaborer avec l'homme, à desserrer les contrôles traditionnels sur ses conduites. Ces garçons du niveau moyen sont même les seuls à appuyer les femmes dans leur revendication d'éliminer les droits des garçons sur les filles. Enfin, ils sont moins stricts sur les obligations de l'enfant vis-à-vis de ses parents, sur les ménagements à observer dans la diminution des prérogatives de ces derniers.

Ainsi se confirme le trait déjà souligné: les jeunes des nouvelles classes moyennes (en ce qui concerne les hommes, du moins), objectivement favorisés par une modernité qui les installe en une voie ascendante, sont les mieux disposés à accueillir les changements des institutions domestiques.

Pour terminer, nous grouperons dans le tableau suivant les moyennes des scores d'attitudes pondérées obtenues par les groupes formés autour des différentes variables:

	<u>S/groupe 1</u>	<u>S/groupe 2</u>	<u>S/groupe 3</u>	<u>Différence moyenne</u>
SEXE:	277,5	296,2		
Différence:	18,7			18,7
INSTRUCTION(1):	528,9	579,7	618,2	
Différences:	50,8	38,5		44,6
AGE:	581,5	584,5	566,5	
Différences:	3	18		10,5
HABITAT:	583,2	575	566,3	
Différences:	8,2	8,7		8,4
NIVEAU DE VIE:	568,9	575,1	581,5	
Différences:	6,2	6,4		6,3

L'instruction, on le voit, est spectaculairement le facteur le plus "actif", le plus différenciateur entre les attitudes des sous-groupes relevant de cette variable. Nous aurons à en tirer les enseignements. Loin derrière viennent les effets de la condition de sexe; puis ceux, de plus en plus minimes, des différences d'âge, d'habitat et de niveau socio-économique. On observe aussi des "groupements" entre les sous-groupes. Ainsi les sujets d'instruction secondaire(ou assimilée)et supérieure ont-ils tendance à faire groupe contre ceux d'instruction faible et nulle.Plus nettement encore, les jeunes de 17-20 ans et de 20-25 ans se détachent ensemble de leurs aînés de 25 à 30 ans. Par contre les sous-groupes d'habitat et de niveau de vie se tiennent à égale distance les uns des autres.

(1) Rappelons que les scores obtenus pour cette variable et les suivantes sont beaucoup plus élevés puisque, dans chaque groupe, ont été ajoutés ceux des garçons et des filles.

Cependant, à travers les effets de toutes ces variables, y compris celle d'instruction, nous avons vu se dégager des caractéristiques communes et constantes dont nous avons cru pouvoir développer les implications réductrices de l'hypothèse dramatique. Nous y reviendrons à la fin de cette étude.

TABLEAU 47.- Attitudes envers les institutions fondatrices de la famille (1)

6. Obligation du mariage pour la jeune fille:

C : S1V1 : 92 - S1V3 : 85 - S1V2 : 84,5
S2V2 : 81 - S2V1 : 75 - S2V3 : 70

1. Obligation du mariage pour le jeune homme:

C : S1V1 : 80 - S1V3 : 81 - S1V2 : 79
S2V1 : 75 - S2V2 : 72 - S2V3 : 59,5

80. Jugement sur l'institution familiale:

C : S1V1 : 73 - S1V3 : 77 - S1V2 : 69,5
S2V2 : 73 - S2V1 : 71 - S2V3 : 70

23. Place de la religion dans le mariage:

C : S1V1 : 63 - S1V2 : 71,5 - S1V3 : 60,5
S2V1 : 77 - S2V3 : 74 - S2V2 : 72,5

6bis. Justification du mariage de la femme:

C : S1V1 : 62 - S1V2 : 62 - S1V3 : 52
C+M6 : S2V2 : 47+16,5
C+N : S2V1 : 49+16 - S2V3 : 41+19

16. Acceptation de l'enfant illégitime:

C : S1V1 : 60,5 - S1V3 : 66,5 - S1V2 : 59,5
S2V1 : 65,5 - S2V2 : 59 - S2V3 : 56

(1) Ce tableau et les suivants sont dressés dans le sens du conservatisme décroissant des attitudes manifestées par les hommes du groupe V1. Les chiffres représentent des pourcentages. A gauche de la page sont indiqués les symboles des attitudes manifestées selon les conventions adoptées au chapitre X, p.393.

Attitudes envers les institutions fondatrices de la famille(suite)

21. Buts du mariage:

C : S1V1 : 56 - S1V3 : 57 - S1V2 : 56
S2V2 : 58,5 - S2V1 : 56 - S2V3 : 54

1bis. Justification du mariage de l'homme:

C : S1V1 : 52 - S1V3 : 52,5
C+N: S1V2 : 49,5+30,5
S2V1 : 46+24,5 - S2V2 : 45+23 - S2V3 : 41+32,5

65. Comparaison famille-mouvements de jeunesse:

C+N: S1V1 : 48+25
S2V2 : 47+24,5
C : S2V3 : 58 - S1V2 : 53
S2V1 : 53
C+Mé: S2V3 : 49,5+26

64. Prise en charge des enfants de parents divorcés:

C+N: S1V1 : 42,5+42
N+C: S1V2 : 41,5+35
N : S1V3 : 52
S2V2 : 68 - S2V1 : 69 - S2V3 : 71,5

22c. Opinion sur les cadeaux de mariage:

Mé: S1V1 : 50 - S1V2 : 52 - S1V3 : 53,5
S2V2 : 51
Mé+C: S2V1 : 41+35
C+Mé: S2V3 : 41+36

22b. Opinion sur les cérémonies de mariage:

Mé: S1V1 : 60 - S1V2 : 59 - S1V3 : 62
S2V1 : 52 - S2V3 : 53 - S2V2 : 58,5

Attitudes envers les institutions fondatrices de la famille(suite)

12. Opinion sur l'endogamie:

Mé+N: S1V1 : 46+26,5

Mé: S1V3 : 54 - S1V2 : 63
S2V2 : 51 - S2V1 : 52 - S2V3 : 57

22a. Opinion sur la dot:

N+Mé: S1V1 : 48+41

N : S1V3 : 50,5 - S1V2 : 57
S2V2 : 52 - S2V3 : 60

Mé+N: S2V1 : 41+38

60 Divorce pour stérilité de l'épouse:

N : S1V1 : 74 - S1V2 : 75 - S1V3 : 77,5
S2V1 : 79 - S2V2 : 83 - S2V3 : 84

TABLEAU 48.- Rapports de la parenté avec les enfants.

57. Désir de ressemblance entre conjoint et père ou mère:

C : S1V1 : 77,5 - S1V2 : 73,5 - S1V3 : 68,5
 S2V1 : 67 - S2V3 : 64 - S2V2 : 60

54. Envoi des parents à l'asile:

C : S1V1 : 77 - S1V2 : 80 - S1V3 : 77
 S2V2 : 82,5 - S2V3 : 81 - S2V1 : 80,5

79a. Retour du jeune près de sa famille dans le besoin:

C : S1V1 : 73 - S1V3 : 69 - S1V2 : 67,5
 S2V1 : 74 - S2V2 : 74 - S2V3 : 73

67. Satisfaction pour l'attitude de la mère pendant l'enfance:

C : S1V1 : 72 - S1V3 : 78 - S1V2 : 69
 S2V2 : 77,5 - S2V2 : 72 - S2V3 : 71

75a. Contrôle des distractions et sorties de l'enfant:

C : S1V1 : 72 - S1V2 : 79,5 - S1V3 : 71
 S2V1 : 79 - S2V3 : 78 - S2V2 : 71

39. Placement de l'enfant pour le travail de la mère:

C : S1V1 : 71,5 - S1V2 : 67,5 - S1V3 : 67,5
 S2V1 : 65,5 - S2V3 : 60 - S2V2 : 55,5

75b. Contrôle des horaires de l'enfant:

C : S1V1 : 71 - S1V2 : 77 - S1V3 : 69
 S2V1 : 73 - S2V2 : 72 - S2V3 : 79

75d. Contrôle des relations des enfants:

C : S1V1 : 69 - S1V2 : 70 - S1V3 : 59
 S2V1 : 67 - S2V2 : 60 - S2V3 : 58,5

Rapports de la parenté avec les enfants (suite)

78. Prise en charge des membres de la parenté dans le besoin:

C : S1V1 : 65 - S1V3 : 67 - S1V2 : 58,5
 S2V1 : 74 - S2V2 : 65 - S2V3 : 62

66. Satisfaction pour l'attitude du père pendant l'enfance:

C : S1V1 : 63 - S1V2 : 64 - S1V3 : 63
 S2V2 : 72,5 - S2V1 : 72 - S2V3 : 72

53. Faut-il écouter les vieux?

C : S1V1 : 55,5 - S1V2 : 60 - S1V3 : 50,5
 S2V1 : 67,5 - S2V2 : 58,5 - S2V3 : 56

55. Qualités héritées du milieu familial:

C : S1V1 : 55 - S1V2 : 59
 S2V2 : 52 - S2V1 : 50,5

C+Mé: S1V3 : 47,5+37
 S2V3 : 42+38

59. Attitude devant l'absence d'enfants:

C+N: S1V1 : 50+43 - S1V3 : 50,5+43,5 - S1V2 : 50+45
C : S2V1 : 66,5 - S2V3 : 64 - S2V2 : 55,5

72. Droits du fils aîné:

C+N: S1V1 : 47,5+32,5 - S1V3 : 44,5+41,5

N+C: S1V2 : 40+38
 S2V2 : 45+28

N+Mé: S2V3 : 48+28

N : S2V1 : 53

Rapports de la parenté avec les enfants (suite)

75c. Contrôle de l'argent de poche des enfants:

C+N: S1V1 : 47+45
 S2V2 : 49+44,5

 C : S1V3 : 52,5 - S1V2 : 51
 S2V1 : 58,5

 N+C: S2V3 : 47+46,5

74. Droits de l'oncle sur les neveux:

C+N: S1V1 : 41,5+32 - S1V2 : 48+31,5

 N+C: S1V3 : 41,5+30
 S2V2 : 45+27 - S2V3 : 45,5+23

 N : S2V1 : 55

61. Opinion sur l'avortement:

C+N: S1V1 : 35,5+28 - S1V3 : 38+34,5
 S2V1 : 44,5+39

 N+C: S1V2 : 35+33
 S2V2 : 50+32

 N : S2V3 : 53

58bis. Nombre d'enfants souhaité:

Mé+C: S1V1 : 41,5+31,5

 N+C: S1V3 : 38+32

 N+Mé: S1V2 : 40,5+33,5

 C+Mé: S2V2 : 39,5+32

 C+N : S2V3 : 40,5+34 - S2V1 : 38+36

Rapports de la parenté avec les enfants (suite)

77. Don du salaire du jeune aux parents:

Mé: S1V1 : 54 - S1V2 : 50,5
 S2V1 : 56 - S2V2 : 57 - S2V3 : 62,5

Mé+C: S1V3 : 47+34,5

81. Ramener le corps d'un parent dans la sépulture familiale:

N+C: S1V1 : 46+39,5 - S1V3 : 43+43 - S1V2 : 49+36,5
 S2V1 : 48,5+38,5

C+N: S2V2 : 44+43 - S2V3 : 50+34

79b. Sacrifice des études du jeune pour les parents dans le besoin:

N+C: S1V1 : 49+42,5 - S1V2 = 49,5+41,5
 S2V2 : 44+40,5

N : S1V3 : 53,5
 S2V1 : 50,5 - S2V3 : 53

68. Accord avec l'éducation donnée aux garçons:

N : S1V1 : 57 - S1V2 : 54
 S2V1 : 57,5

N+C: S1V3 : 44,5 + 37
 S2V2 : 47+34 - S2V3 : 48+37

70. Rapports souhaitables père-enfants:

N : S1V1 : 60 - S1V2 : 60 - S1V3 : 62,5
 S2V1 : 65 - S2V2 : 66 - S2V3 : 74,5

69. Accord avec l'éducation donnée aux filles:

N : S1V1 : 60 - S1V2 : 56
 S2V3 : 59 - S2V1 : 61,5

N+C: S1V3 : 48+35,5
 S2V2 : 47+38

Rapports de la parenté avec les enfants (suite)

79c. Sacrifice de la situation du jeune pour les parents dans le besoin:

<u>N</u> :	S1V1 : 64	-	S1V2 : 54,5	-	S1V3 : 55
	S2V2 : 60	-	S2V3 : 61	-	S2V1 : 64

71. Confidences des enfants aux parents:

<u>N</u> :	S1V1 : 65	-	S1V2 : 75	-	S1V3 : 77,5
	S2V1 : 88	-	S2V2 : 89,5	-	S2V3 : 92

TABLEAU 49.- Rapports de la parenté avec le jeune ménage.

51. Familiarité du couple devant la famille:

C : S1V1 : 66,5 - S1V2 : 68 - S1V3 : 64,5
 S2V1 : 69,5 - S2V2 : 65 - S2V3 : 57,5

3a. Conflit entre le mariage de l'homme et les besoins des parents:

C : S1V1 : 54 - S1V3 : 50,5

C+N: S1V2 : 45+36
 S2V1 : 45,5+37,5 - S2V3 : 44,5+38,5 - S2V2 : 41+34

11. Imposition du conjoint aux parents par la femme

C+N: S1V1 : 42+40 - S1V3 : 43,5+36,5 - S1V2 : 40+36,5
 S2V3 : 48+33

C : S2V1 : 56,5 - S2V2 : 56,5

10. A qui appartient le choix du fiancé?

Mé: S1V1 : 73 - S1V3 : 70 - S1V2 : 64
 S2V3 : 77,5 - S2V2 : 70,5 - S2V1 : 70

4. A qui appartient le choix de la fiancée?

Mé: S1V1 : 66,5 - S1V3 : 60,5 - S1V2 : 59
 S2V3 : 70 - S1V2 : 67 - S1V1 : 64,5

13. Opinion sur la connaissance des conjoints avant le mariage:

Mé: S1V1 : 52
 S2V1 : 52

Mé+N: S1V2 : 50+47,5 - S1V3 : 49,5+46,5

N : S2V3 : 51,5 - S2V2 : 51,5

Rapports de la parenté avec le jeune ménage (suite)

12. Opinion sur l'endogamie:

Mé+N: S1V1 : 46+26,5

Mé: S1V2 : 63 - S1V3 : 54
S2V1 : 52 - S2V2 : 51 - S2V3 : 57

47. Disposition du couple à quitter la maison paternelle:

Mé+N: S1V1 : 43,5+30 - S1V2 : 42+34 - S1V3 : 36+30

Mé: S2V2 : 61 - S2V3 : 56,5 - S2V1 : 50,5

49. Intervention des parents dans les affaires du couple:

N+C: S1V1 : 38+31 - S1V2 : 38+37,5
S2V2 : 43+31,5 - S2V1 : 48+30

C+N: S1V3 : 42,5+33

N+Mé: S2V3 : 44,5+31,5

52. Attitude de l'époux dans les conflits parents-bru:

N+Mé: S1V1 : 42+41 - S1V3 : 46+43,5

Mé+N: S1V2 : 44+40
S2V1 : 46+45,5 - S2V3 : 46,5+44,5

Mé: S2V2 : 53,5

50. Accès de la maison du couple aux familles:

N: S1V1 : 60 - S1V2 : 61 - S1V3 : 55,5
S2V1 : 50,5 - S2V3 : 51,5 - S2V2 : 52,5

5. Imposition du conjoint aux parents par l'homme:

N: S1V1 : 69,5 - S1V3 : 61,5 - S1V2 : 69
S2V1 : 64 - S2V2 : 67 - S2V3 : 80

9a. Mariage de la fille pour utilité familiale:

N: S1V1 : 71 - S1V3 : 80 - S1V2 : 85,5
S2V1 : 80,5 - S2V2 : 84 - S2V3 : 87,5

Rapports de la parenté avec le jeune ménage (suite)

9b. Droit des parents d'imposer le mariage à la fille:

N : S1V1 : 78,5 - S1V2 : 88 - S1V3 : 88
 S2V1 : 84 - S2V2 : 88 - S2V3 : 93,5

3b. Droit des parents d'imposer le mariage au garçon:

N : S1V1 : 84 - S1V2 : 87 - S1V3 : 87
 S2V1 : 87 - S2V2 : 90 - S2V3 : 93

48a. Qui garde l'argent dans le groupe familial?

N : S1V1 : 84,5 - S1V3 : 79 - S1V2 : 84
 S2V2 : 90,5 - S2V1 : 92 - S2V3 : 93,5

48b. Qui prend les décisions dans le groupe familial?

N : S1V1 : 85,5 - S1V3 : 80,5 - S1V2 : 84
 S2V1 : 91 - S2V2 : 92 - S2V3 : 95

48c. Qui administre les biens dans le groupe familial?

N : S1V1 : 88 - S1V3 : 81,5 - S1V2 : 87
 S2V1 : 89 - S2V3 : 92,5 - S2V2 : 93

48d. Qui prend les décisions pour les enfants dans le groupe familial?

N : S1V1 : 88,5 - S1V2 : 86 - S1V3 : 92
 S2V2 : 93,5 - S2V1 : 94,5 - S2V3 : 96

TABLEAU 50.- Les relations dans le ménage.

19a2. Qualités de la Tunisienne appréciables au mariage:

C : S1V1 : 88,5 - S1V2 : 92 - S1V3 : 88
S2V1 : 95 - S2V3 : 91 - S2V2 : 87,5

32. Infidélité de l'épouse:

C : S1V1 : 88 - S1V2 : 93 - S1V3 : 92
S2V1 : 84,5 - S2V2 : 82 - S2V3 : 74,5

7. Age souhaitable de la femme au mariage:

C : S1V1 : 72,5 - S1V2 : 63 - S1V3 : 63
Mé+C: S2V2 : 44+41 - S2V1 : 49+36,5
Mé: S2V3 : 50

39. Placement de l'enfant pour le travail de la mère:

C : S1V1 : 71,5 - S1V2 : 67,5 - S1V3 : 67,5
S2V1 : 65,5 - S2V3 : 60 - S2V2 : 55,5

20a2. Qualités du Tunisien appréciables au mariage:

C : S1V1 : 71 - S1V3 : 71,5 - S1V2 : 61
S2V3 : 80 - S2V1 : 76 - S2V2 : 64

14. Attitude envers le flirt:

C : S1V1 : 70 - S1V2 : 72,5 - S1V3 : 66,5
S2V1 : 86,5 - S2V2 : 82,5 - S2V3 : 74

15. Importance de la virginité chez la jeune fille:

C : S1V1 : 69 - S1V3 : 75 - S1V2 : 68,5
S2V1 : 80 - S2V2 : 76 - S2V3 : 71,5

37. Travail de l'épouse sans besoin financier:

C : S1V1 : 67,5 - S1V3 : 74 - S1V2 : 67,5
S2V2 : 60 - S2V1 : 53
N+C: S2V3 : 46+44,5

Les relations dans le ménage (suite)

26. Qualités appréciées chez l'épouse:

C : S1V1 : 64,5 - S1V3 : 66,5 - S1V2 : 59,5
 S2V1 : 61 - S2V2 : 58 - S2V3 : 51,5

30. Contrôle des sorties de l'épouse:

C : S1V1 : 59,5 - S1V3 : 63,5 - S1V2 : 59
 S2V1 : 54,5

C+Mé: S2V2 : 47,5+45,5

Mé: S2V3 : 53

21. Buts du mariage:

C : S1V1 : 56 - S1V3 : 57 - S1V2 : 56
 S2V2 : 58,5 - S2V1 : 56 - S2V3 : 54

24. Types de qualités appréciées chez l'époux:

C : S1V1 : 52 - S1V3 : 58,5 - S1V2 : 51,5

N+C: S2V1 : 40+39 - S2V2 : 42,5+37 - S2V3 : 47,5+31,5

59. Attitude devant l'absence d'enfants:

C : S1V1 : 50 - S1V3 : 50,5 - S1V2 : 50
 S2V2 : 66,5 - S2V3 : 64 - S2V1 : 55,5

46. Contrôle des rapports de l'épouse avec sa société féminine:

C+N: S1V1 : 47,5+40 - S1V2 : 47,5+38,5 - S1V3 : 49+30

N+C: S2V2 : 46,5+34,5 - S2V1 : 48+34

N : S2V3 : 55

40. Usage du salaire de la femme:

C+N: S1V1 : 43+26,5 - S1V2 : 43+25,5
 S2V1 : 39+38

C : S1V3 : 54

N+C: S2V2 : 41,5+34

N : S2V3 : 51

Les relations dans le ménage (suite)

64. Prise en charge des enfants de divorcés:

C+N: S1V1 : 42,5+42

N+C: S1V2 : 41,5+35

N : S1V3 : 52

S2V2 : 68 - S2V1 : 69 - S1V3 : 71,5

8. Différence d'âge souhaitable au mariage:

C+N: S1V1 : 41,5+34 - S1V3 : 41+36,5

S2V2 : 43,5+32,5 - S2V3 : 42+36

C : S1V2 : 51,5

C+Mé: S2V1 : 39,5+31

28b. Participation de la femme au groupe des amis du mari:

Mé+C: S1V1 : 39+39 - S1V2 : 39+30,5 - S1V3 : 40,5+29,5

Mé+N: S2V1 : 46+25,5 - S2V3 : 44+37 - S2V2 : 40,5+35,5

45. Contrôle des rapports du mari avec sa société masculine:

Mé: S1V1 : 51 - S1V2 : 51 - S1V3 : 50,5

S2V2 : 58 - S2V3 : 66

Mé+C: S2V1 : 46,5+36

2. Age souhaitable de l'homme au mariage:

Mé: S1V1 : 50,5 - S1V2 : 50,5

S2V1 : 59 - S2V2 : 59

Mé+C: S1V3 : 46,5+40,5

S2V3 : 49,5+32,5

31. Liberté de rapports de l'épouse avec les amis du mari:

Mé: S1V1 : 61 - S1V2 : 63,5 - S1V3 : 66

S2V1 : 73 - S2V2 : 63,5 - S2V3 : 64

Les relations dans le ménage (suite)

44. Rapport entre instructions des époux:

Mé: S1V1 : 62,5 - S1V2 : 63 - S1V3 : 50,5
 S2V1 : 61,5 - S2V2 : 65,5 - S2V3 : 66,5

13. Opinion sur la connaissance des époux avant le mariage:

Mé: S1V1 : 52
 S2V1 : 52

Mé+N: S1V2 : 50+47,5 - S1V3 : 49,5+46,5

N : S2V2 : 51,5 - S2V3 : 51,5

28e. Participation de l'épouse aux activités politiques du mari:

N+C: S1V1 : 39,5+37
 S2V1 : 37+32

C+Mé: S1V2 : 41+31,5

N+Mé: S1V3 : 36,5+33
 S2V3 : 44,5+35

N : S2V2 : 51

38. Travail de la femme dans un milieu masculin:

N+C: S1V1 : 40+37,5

N : S1V3 : 51 - S1V2 : 53
 S2V1 : 63 - S2V2 : 72 - S2V3 : 82

36. Travail professionnel de l'épouse:

N+C: S1V1 : 46+34 - S1V3 : 49+27

N : S1V2 : 55
 S2V1 : 59 - S2V2 : 60,5 - S2V3 : 71

Les relations dans le ménage (suite)

42. Aide domestique du mari à l'épouse:

N : S1V1 : 51 - S1V3 : 51 - S1V2 : 53
S2V3 : 66

N+Mé: S2V1 : 49+45 - S2V2 : 48+40,5

28a. Participation de l'épouse aux distractions du mari:

N : S1V1 : 51,5 - S1V3 : 50,5 - S1V2 : 65
S2V1 : 58 - S2V2 : 61,5 - S2V3 : 74,5

25bis. Raisons de divorcer de la femme:

N : S1V1 : 53,5 - S1V2 : 51,5
S2V2 : 51 - S2V3 : 54,5

N+C: S1V3 : 42,5+22
S2V1 : 48+20

35. Egards spéciaux pour le chef de famille:

N : S1V1 : 60,5 - S1V3 : 62,5 - S1V2 : 68,5
S2V2 : 58,5 - S2V1 : 65,5 - S2V3 : 67

27. Déférence entre époux:

N : S1V1 : 62,5 - S1V3 : 64,5 - S1V2 : 67,5
S2V1 : 67 - S2V2 : 75,5 - S2V3 : 86

62. Droit de décider du nombre d'enfants:

N : S1V1 : 64 - S1V3 : 66 - S1V2 : 71,5
S2V1 : 81 - S2V3 : 84,5 - S2V2 : 86

18. Qualités appréciées chez le fiancé:

N : S1V1 : 64,5 - S1V2 : 64 - S1V3 : 69
S2V1 : 70 - S2V2 : 72 - S2V3 : 79

Les relations dans le ménage (suite)

25. Droit de divorce de la femme:

N : S1V1 : 66 - S1V3 : 65,5 - S1V2 : 69
 S2V1 : 69 - S2V2 : 70,5 - S2V3 : 77,5

17. Qualités appréciées chez la fiancée:

N : S1V1 : 66 - S1V3 : 66,5 - S1V2 : 70
 S2V1 : 67 - S2V2 : 71 - S2V3 : 75

28c. Participation de l'épouse au travail et affaires du mari:

N : S1V1 : 67 - S1V3 : 56,5 - S1V2 : 64
 S2V1 : 54 - S2V2 : 67,5 - S2V3 : 69

63. Qui décide du prénom de l'enfant?

N : S1V1 : 67 - S1V3 : 72 - S1V2 : 73
 S2V1 : 74 - S2V3 : 77 - S2V2 : 83

20b2. Qualités de l'Européen appréciables au mariage:

N : S1V1 : 73 - S1V3 : 77 - S1V2 : 77,5
 S2V1 : 73 - S2V2 : 77 - S2V3 : 86

60. Divorce pour stérilité de l'épouse:

N : S1V1 : 74 - S1V2 : 75 - S1V3 : 77,5
 S2V1 : 79 - S2V2 : 83 - S2V3 : 84

43bis. Raisons pour l'instruction féminine:

N : S1V1 : 75,5 - S1V2 : 76 - S1V3 : 77,5
 S2V1 : 78 - S2V2 : 78 - S2V3 : 78

41. Connaissance du salaire du mari par l'épouse:

N : S1V1 : 77,5 - S1V3 : 74,5 - S1V2 : 82
 S2V1 : 78,5 - S2V3 : 90,5 - S2V2 : 94,5

Les relations dans le ménage (suite)

28d. Information de l'épouse sur les dépenses du mari:

N : S1V1 : 79 - S1V3 : 68,5 - S1V2 : 74,5
 S2V1 : 70 - S2V3 : 74 - S2V2 : 80

48a. Qui garde l'argent dans le groupe familial?

N : S1V1 : 84,5 - S1V3 : 79 - S1V2 : 84
 S2V2 : 90,5 - S2V1 : 92 - S2V3 : 93,5

48b. Qui prend les décisions dans le groupe familial?

N : S1V1 : 85,5 - S1V3 : 80,5 - S1V2 : 84
 S2V1 : 91 - S2V2 : 92 - S2V3 : 95

19b2. Qualités de l'Européenne appréciables au mariage:

N : S1V1 : 88 - S1V3 : 86 - S1V2 : 87
 S2V2 : 87 - S2V1 : 91 - S2V3 : 96

48c. Qui administre les biens dans le groupe familial?

N : S1V1 : 88 - S1V3 : 81,5 - S1V2 : 87
 S2V1 : 89 - S2V3 : 92,5 - S2V2 : 93

48d. Qui prend les décisions pour les enfants dans le groupe familial?

N : S1V1 : 88,5 - S1V3 : 86 - S1V2 : 92
 S2V2 : 93,5 - S2V1 : 94,5 - S2V3 : 96

TABLEAU 51.- Les rapports homme-femme en général.

58bis. Désir d'avoir plus de garçons que de filles (1):

C : S1V1 : 0,82 - S1V3 : 0,57 - S1V2 : 0,51
 S2V1 : 0,51 - S2V2 : 0,27 - S2V3 : 0,16

63. Domaines privilégiés de la femme:

C : S1V1 : 70 - S1V3 : 68 - S1V2 : 76
 S2V2 : 56

C+N : S2V1 : 47+27 - S2V3 : 43,5+30

34. Compétition entre homme et femme:

C : S1V1 : 62 - S1V3 : 59,5 - S1V2 : 56,5
 S2V3 : 51,5

C+N : S2V1 : 48,5+41 - S2V2 : 46,5+44

73. Droits des garçons sur les filles:

C+N : S1V1 : 43+42,5 - S1V3 : 44,5+41,5

N+C : S1V2 : 45,5+38,5

N : S2V2 : 56 - S2V3 : 60 - S2V1 : 67

43. Nécessité d'instruire la fille:

N : S1V1 : 91 - S1V3 : 86 - S1V2 : 90
 S2V1 : 89 - S2V3 : 93,5 - S2V2 : 94

(1) En ce qui concerne cet item, les chiffres indiquent la différence, en faveur des premiers, entre les moyennes de garçons et de filles souhaités.

CHAPITRE XV

QUELQUES ETUDES DE CAS

CONSIDERATIONS METHODOLOGIQUES.

Nous avons écarté, on s'en souvient (1), la méthode de l'étude de cas pour dégager et inventorier les processus éventuels de régulation de la crise des institutions domestiques au niveau collectif. A défaut d'une analyse directe des comportements effectifs de la jeunesse tunisienne prise dans son ensemble, seul son sous-produit, si nous osons dire, qu'est l'enquête d'opinion au niveau du groupe, nous avait paru susceptible de nous rapprocher de ce but.

Cette enquête nous aura permis de mettre en évidence le type de changement souhaité par les nouvelles générations, de quelle manière nuancée et équilibrée elles désirent articuler les contenus des deux cultures. De plus, à partir de l'attitude des groupes face à ces problèmes de liaison des contenus culturels, nous pouvions nous prononcer sur la nature des relations qui devaient tendre à s'établir entre eux d'une part, entre eux et les anciennes générations d'autre part. Et là encore nous avons cru pouvoir déceler des processus prédominants de modération des conflits, de réduction des tensions, que nous aurons à présenter de façon plus systématique.

Ces processus agissent certainement sur le dynamisme social, et agiront d'avantage à mesure que les jeunes prendront la place prédominante dans la vie active. Mais une chose est de les repérer à ce niveau collectif et général où nous nous sommes jusqu'ici tenu, une autre de se demander par quels équilibres concrets ils tendent à se traduire, avec ou sans succès, au sein

(1) Cf. Chapitre IX.

des familles. C'est pour essayer de nous en donner quelque idée que nous ouvrons ce dernier chapitre, où l'étude de cas se présente évidemment comme la méthode appropriée.

Il importe cependant de bien apercevoir les limites de cette investigation. En ajoutant à nos propres enquêtes celles faites par des étudiants nous n'aurons eu accès, finalement, qu'à un nombre très limité de situations, où nous aurons repéré un nombre aussi réduit de processus intéressant notre objet. Quelle représentativité pouvons-nous leur reconnaître? Pour le savoir il eût fallu, avant de présenter nos cas, nous livrer à des centaines d'investigations sur des familles méthodiquement réparties à travers les groupes sociaux jugés importants, ce qui était hors de notre portée.

Si, malgré tout, les comportements dont nous allons parler nous paraissent susceptibles d'une certaine généralisation, c'est seulement sur la foi de témoignages et de nos observations spontanées: on ne saurait, évidemment, attribuer aux uns et aux autres qu'une valeur modérée. Et même si nos cas sont typiques, l'enquête systématique aurait certainement permis d'en dégager d'autres, et différents. Les situations qui vont être présentées sont donc intéressantes, pour le psycho-sociologue, surtout à titre d'exemples de conduites d'interaction possibles parmi bien d'autres au sein de familles tunisiennes plongées dans la crise d'acculturation.

Nous devons être d'autant plus modeste dans la présentation de nos objectifs que le choix de nos cas s'est fait selon ce que nous ont permis les circonstances. Nous les avons pris dans la haute bourgeoisie, les classes moyennes et populaires. Pour ce qui concerne le premier milieu, nous avons opéré nous-même là où on a bien voulu, à la demande de certains de nos étudiants, s'ouvrir à nos enquêtes: ce qui n'était guère facile à partir du moment où notre but n'était pas de faire une

anthologie lyrique et stéréotypée des "grandes familles tunisiennes". Dans cette catégorie nous présenterons deux analyses.

Dans les milieux intermédiaires, nous développerons encore trois cas que nous avons pu suivre de près. Nous y joindrons quelques uns de ceux observés par des étudiants, dans le cadre d'une recherche dirigée en 1966 par P.Sebag à l'Université de Tunis, et à laquelle celui-ci a bien voulu nous permettre de nous intéresser.

Dans les classes populaires, P.Sebag a concentré la recherche sur des milieux de sous-prolétaires d'origine rurale et une institution de jeunes mères célibataires provenant de ces mêmes milieux: nous en dégagerons les conclusions intéressant notre objet.

LA HAUTE BOURGEOISIE

Premier cas.

Nous l'étudierons à partir d'un personnage principal, S..., sur qui nous avons concentré notre intérêt. Nous avons eu avec lui des entretiens et, simultanément, avons recueilli des informations provenant de membres intérieurs et extérieurs à la famille. L'un de ces informateurs, en outre, y a fait circuler un questionnaire. Ainsi avons-nous pu saisir la structure des interactions dans l'entourage immédiat de S..

S.. est un homme d'âge mûr. Il occupe une haute fonction dans cette aristocratie de religieux qui veillent au maintien de l'orthodoxie musulmane. Il possède des terres et son train de vie est élevé. Comme la plupart de ces vieilles familles, la sienne joint les instruments modernes (voiture, téléphone, etc..) à l'équipement traditionnel. Ses frères et soeurs sont mariés à des membres d'autres grandes familles de la haute

bourgeoisie religieuse, de l'agriculture, du commerce, de la fonction publique. On voit bien sur ce cas comme cette ancienne bourgeoisie traditionnelle, mis à part certains de ses éléments très conservateurs ou trop compromis avec l'administration coloniale, a su souvent s'insérer dans le nouvel Etat, auquel elle fournit nombre de cadres supérieurs: il lui suffisait pour cela de s'être donné l'instruction moderne. C'est le cas pour la famille de S., où des sujets d'instruction arabe traditionnelle ont des frères munis d'une culture mixte, ou même purement française, selon les fonctions auxquelles on les destinait. Ainsi, dès le départ, une partie au moins de cette haute bourgeoisie s'est organisée de façon à s'adapter à la variété des situations culturelles et à en tirer profit.

Un premier entretien avec S.. fut de prise de contact. La porte de sa vieille demeure était symboliquement ouverte sur la rue, ainsi que celle de la pièce séparée où il nous reçut: selon ses propres explications il était un personnage public, donc "pour le public". Ses activités devaient se dérouler au grand jour et n'importe qui devait pouvoir entrer pour écouter ou lui demander un conseil.

Il nous fit un fervent historique de sa famille, où l'on occupe héréditairement les hautes fonctions religieuses depuis un millénaire. Elle vient d'Orient, signe précieux de pureté musulmane. Elle a essaimé dans les principales capitales d'Orient, puis du Maghreb. Quand un S.. va dans l'une de ces villes il n'omet jamais d'aller rendre visite aux autres S.. qui y demeurent. "Nous ne sommes que des citadins, rien dans la province" (le dédain envers le "campagnard" est un stéréotype traditionnel très ancré). D'autres branches de la famille sont dans l'agriculture, le commerce, la haute administration. En fait, on obéit autant que possible à une règle permanente: on prépare l'aîné de chaque génération à la haute fonction religieuse, en lui donnant une culture purement

islamique. Ainsi en a-t-il été pour S., qui se trouve donc plus ou moins séparé de ses frères du point de vue culturel. Cela lui vaudra, nous le verrons, des difficultés d'adaptation aux temps modernes. Il en est conscient, mais absorbe cette frustration dans le sentiment du haut rôle que lui a confié la famille.

Il a d'ailleurs fait de même avec ses enfants. Le fils aîné a reçu la culture "zitounienne", qu'il est allé fortifier dans les universités d'Orient afin de prendre la relève du père. Cette "parenthèse islamique" étant sauvegardée, il a pu, pour les autres, sacrifier au siècle en leur faisant donner l'instruction mixte ("mûttazawija"). Selon l'usage, d'ailleurs, il ne parle que de ses fils, quoique sa fille occupe une grande place dans le foyer.

Les autres entretiens nous permirent de recueillir les opinions de S. sur la vie familiale.

D'abord il faut suivre les principes islamiques, qui sont indestructibles, et considérer cette vie comme une étape vers l'au-delà. Mais cette éducation religieuse de base ne doit pas être trop poussée, pour ne pas "asphyxier". On ne doit pas être attardé par rapport au siècle. S. ne peut exiger de ses fils autant que son père exigeait de lui, à cause de la "différence énorme des mentalités". Il tient à une certaine tenue: ne pas sortir en short, ne pas crier, ne pas manger dans la rue. Il est vrai que règne un certain courant qui fait "fermer l'oeil".

Il ne peut donner à ses enfants l'éducation reçue de ses parents. En tant qu'homme instruit il ne saurait être aussi rigide qu'on l'a été avec lui: lui a reçu "une éducation de violence". Mais l'enfant se limitera lui-même en n'oubliant pas sa famille, "qui a toujours été debout à travers les siècles". On contrôlera ses relations: ses camarades sont-ils eux-mêmes de bonne famille? Ce constant souci de l'honneur familial doit, avec la religion, servir de régulation.

L'indépendance des membres de la famille existait déjà auparavant: chaque jeune n'avait-il pas sa chambre à part? Mais il n'est plus possible d'avoir suffisamment de chambres pour tous dans la même maison. Les couples doivent donc aller vivre ailleurs, par nécessité.

La recherche de l'autonomie des jeunes n'est pas une règle générale: les libertés qu'ils demandent doivent être contenues par le respect mutuel et soumises à la consultation des parents. Il n'aimerait pas marier ses fils à des femmes qu'il ne connaîtrait pas: il en résulterait des troubles et conséquences néfastes. Il faut une consultation réciproque. D'ailleurs "le désir d'indépendance totale n'existe que dans les familles de basse extraction".

L'éducation féminine ne doit pas ressembler à celle des garçons. La réserve s'impose à la fille: tenue, maquillage, sorties, paroles. Elle ne doit pas ouvrir la première une discussion, ni ouvrir la porte. Elle parlera le moins possible aux domestiques, sa liberté sera moindre. S.. ne fait pas de promenade à pied avec sa fille, mais accepte d'en faire en voiture. Il a d'ailleurs connu des familles françaises "de haut niveau" qui observaient ces principes, par opposition à celles de "bas niveau".

En revanche, la jeune fille recevra la même éducation religieuse et scolaire et on demandera son agrément pour son mariage. Sera-t-elle plus instruite que son mari? "Pourquoi pas?". Les représentations sur le couple sont d'ailleurs très modernistes. Comme but du mariage, il retient: "Former un couple heureux et qui s'aime". L'homme doit chercher avant toute chose le bonheur de sa femme, lui faire confiance pour ses soucis graves. Il doit s'appuyer sur elle pour ses activités et responsabilités, elle doit savoir ce qu'il gagne. S'il y a désaccord entre parents et bru, on ira "vivre ailleurs s'il le faut".

Par contre, la femme ne se mêlera ni aux hommes, ni à la vie

publique. Nous avons rapporté (Chapitre 1) les propos par lesquels S.. justifie ce point de vue en en faisant un "super-sujet". Quant à sa possibilité de divorcer, il prétend qu'il n'y a rien de nouveau en cela: d'après les écrits religieux la femme aurait eu le droit d'exiger la séparation moyennant une compensation financière, ou encore inclure cette clause dans le contrat matrimonial. Si auparavant on avait "l'impression qu'elle n'était pas libre", c'était du à son ignorance, au fait qu'elle se cloîtrait: du coup, le mari devenait le maître. Maintenant qu'elle est cultivée elle a "re-découvert" sa liberté et le mari ne peut plus avoir la même autorité.

L'entière solidarité est chose normale dans une famille "accomplie", mais ce type de famille a malheureusement tendance à disparaître. Les enfants doivent sacrifier leurs études aux parents si besoin est.

Enfin, tout ce qu'il est lui-même il le doit à son père, à tous points de vue. Ce qu'à un certain âge il avait considéré comme violence, il le trouve normal maintenant qu'il l'a "digéré" et il est très heureux d'être passé par là. Il faut le reconnaître pourtant, son père était trop conservateur et tenait à des traditions "trop poussées, agaçantes..".

Nos informateurs nous ont apporté par ailleurs différents renseignements. Avant et après son mariage et jusqu'à la mort de son père, S.. a vécu dans la maison paternelle. La famille vivait sur le mode purement patriarcal. Le grand-père gérait tout. S.. n'avait ni responsabilités, ni argent personnel, tout en jouissant des égards dus au fils aîné. La grand-mère partageait les fonctions et les marques de respect avec le grand-père.

Les choses commencèrent à changer quand celui-ci se mit à décliner. F.., l'épouse de S.., prit un rôle de plus en plus important. Elle était parente de S.., appartenait elle aussi à une

grande famille de l'ancienne aristocratie, mais beaucoup plus engagée dans le siècle. Elle avait reçu de l'instruction et une éducation chez les religieuses chrétiennes et avec des préceptrices, selon la coutume répandue dans la haute bourgeoisie tunisienne et souvent continuée par la nouvelle. On nous l'a dépeinte comme "très moderne, très au courant de toutes les activités mondaines, très large d'esprit: sa fille sort beaucoup, fait des études, porte des pantalons. F..parle parfaitement le français, sort dévoilée; parfaite maîtresse de maison..". Elle a conclu un "mariage d'amour" avec S..., son parent.

Elle avait réussi à sortir son beau-père en voiture, avec chauffeur. A son décès, sa personnalité s'affirme. S'instaurent alors une sorte de division des activités et un échange entre les deux époux, qui assurèrent l'équilibre. S... continue à s'occuper de ses études théologiques, de sa vie professionnelle, de ses rôles de personnage traditionnel, et a pu garder ses anciennes habitudes. F... s'occupe de l'administration des choses domestiques, de la vie mondaine, de la liaison de la famille avec la société moderne. Elle a, nous dit-on, "une puissante action sur ses enfants, comme toutes les femmes de ce milieu: ainsi la mère de S... recevait les hommages et marques de respect de ses enfants; ils ne faisaient rien sans en référer à elle, lui demander ses conseils". F... "persuade" ses enfants: elle commence par aller dans leur sens, les "comprend", puis petit à petit finit par les amener à ses vues. Simultanément elle les a habitués, ainsi que toute la maisonnée, à administrer à S... les marques de respect traditionnelles (baise-main, etc...). Elle leur a inculqué l'image du père respectable et puissant. En outre, on assure à S... le confort auquel il avait été habitué depuis son enfance.

Quant à ce dernier, les contradictions auxquelles il est exposé lui valent une certaine anxiété. Il conserve indubitablement la nostalgie de la "haute époque" musulmane: "Nous sommes

venus dans un temps pourri" ("Jāna fī waqt fāsad"). Il pense d'ailleurs que les choses sont réversibles, qu'on pourrait revenir à la pure culture islamique. En attendant cette nouvelle ère est un fait, auquel il faut se plier comme à une fatalité. Aussi se plaint-il de ce que son père ne l'ait pas préparé à cette "vie moderne de lutte". "Je viens de naître", dirait-il parfois. Il y aurait souvent décalage entre ses principes affirmés et ses conduites. Ainsi assure-t-il admettre la libre discussion avec ses enfants, mais le fait seulement sur des sujets assez anodins, et jamais sur la religion. En revanche, en contradiction avec le code traditionnel, il s'est activement occupé des détails du mariage de sa fille et l'a accompagnée, le jour des noces, jusqu'à la voiture qui l'emportait avec son époux: ce qui, selon les normes du milieu, serait "choquant".

Il nous reste à prendre connaissance de l'attitude des enfants de S., âgés de 26 à 17 ans.

1.- A., a été "l'enfant du grand-père": car il est le fils aîné de S.. mais aussi parce que, à ce titre, destiné à hériter de la charge religieuse à laquelle il fallait le préparer. Aussi bien, nous dit-on, "il dormait chez le grand-père".

Mais les institutions ayant changé avec le nouveau régime, A.. n'a pas encore pu accéder à cette charge. C'est pourquoi, avec sa culture purement arabe, lui qui devait porter le plus haut le flambeau familial a le plus de difficultés à s'insérer à la nouvelle société. Il est en quelque sorte déclassé.

C'est sans doute la raison pour laquelle nous n'avons pu en obtenir grand chose. Il a laissé largement inachevé le questionnaire d'opinion que nous avons présenté dans les précédents chapitres. Un autre questionnaire, comportant les questions les plus significatives, met en évidence une opposition dans les

attitudes: modernisme bien plus décidé que celui de ses frère et soeur pour ce qui concerne la constitution du couple et son autonomie; simultanément approbation de l'attitude des parents, de leur éducation, qui sera imitée; affirmation des sacrifices étendus à consentir pour eux et de l'entière solidarité dont doit bénéficier la parenté.

En fait A.. paraît conflictuel, comme à peu près tous les "zitouniens" que nous avons pu interroger. Fondamentalement attachés aux valeurs islamiques traditionnelles, ils sont indignés de constater que, dans une société passant pour arabe, celles-ci ne "paient" pas. Bien au contraire, elles les empêchent de s'y insérer convenablement. Mais leur irritation, ils s'en rendent compte aussi, ne changera pas grand chose à une situation qu'ils devinent plus ou moins irréversible. Ils désireraient donc s'adapter et réagir contre l'épithète de "retardataires" qui leur est habituellement appliquée. Quand ils répondent à des questionnaires on les voit alors avancer, de façon tout à fait inattendue, des opinions fort audacieuses au milieu de leur conservatisme général (1). Elles sont d'ailleurs instables, comme on pouvait s'y attendre. Le tout révèle leur désarroi. En tout cas A.. ne met absolument pas en cause sa famille, à laquelle il dit être bien intégré.

2.- K.. est le deuxième garçon. Il poursuit des études secondaires mixtes qui, étant donné par ailleurs ses atouts familiaux, lui ouvriront un brillant avenir dans la nouvelle société tunisienne.

(1) Cette affirmation est fondée sur notre analyse d'un sous-groupe de réponses à notre questionnaire d'opinion, faites par des "zitouniens" que nous avons isolés des autres, après les avoir intégrés dans l'échantillon général pour l'analyse globale.

L'intégration à sa famille est très bonne. Son traditionalisme global apparaît comme le plus important de la fratrie; mais on ne saurait en décider puisqu'il n'est pas possible d'évaluer ce qu'il peut y avoir d'"affiché" dans les opinions modernistes de l'aîné.

Pour ce qui concerne la liaison à la parenté, aux anciennes générations, il dépasse son père en conformisme. Il est encore plus exigeant que lui, sur le plan des opinions exprimées, quant au respect du aux parents, aux sacrifices filiaux à consentir. Plus positive aussi est l'appréciation de son passé familial car, contrairement à son père, il n'a conscience d'aucune inadéquation de son éducation. Il est encore parfaitement d'accord avec celui-ci pour celle à donner aux futurs enfants. Il est même plus rigide sur certains points: il parle de la crainte à leur inspirer sans évoquer l'amitié, ce qui n'est pas le cas du père. En fait, d'après nos informations, le père compte effectivement sur la crainte, et encore plus sur le "respect". Mais, sentant que les rapports avec les enfants ne peuvent être ceux qu'il a connus, il ne s'y réfère pas sur le plan du langage, qui demeure le plus possible celui de la compréhension et de la persuasion.

K.. continue à adhérer aux représentations paternelles en ce qui concerne les droits spéciaux du garçon, le statut supérieur de l'homme, les égards particuliers qui lui sont dus. Mais ses opinions "démographiques" sont plus libérales, et aussi celles sur la formation du couple, quoiqu'il admette de renoncer à la jeune fille si elle ne plaît pas aux parents.

D'autre part son attitude envers la femme est traditionnelle sur le plan des principes; mais sur celui, pratique, de la vie du couple, il fait nombre de concessions absentes chez sa soeur comme chez son cousin, qui se posent pourtant comme plus modernistes. Elles seraient dues à la référence à sa mère et à l'exemple des rapports effectifs entretenus par ses parents.

D'après nos informateurs, K.. a des qualités qui l'ont privilégié dans la famille. L'ainé étant au grand-père, les parents ont toujours eu avec K.. des relations étroites, se sont beaucoup occupés de lui, n'ont pas usé de violence. Aussi a-t-il largement intériorisé les modèles parentaux, les principes du père, la manière effective de se conduire en couple induite par la mère. Il est très religieux, avec des stéréotypes antiques, telle cette idée que les souffrances physiques et morales sont évitées par Dieu aux pratiquants. En fait, la nouvelle société, son instruction adaptée et ses qualités personnelles ont fait de lui l'héritier informel mais véritable de la "mission" de la famille S., tandis que la voie est bouchée pour l'héritier désigné.

3.- L., la fille, serait "la vraie préférée des parents". Elle a fait des études secondaires, suivies d'études professionnelles. Mais celles-ci débouchaient sur un métier qu'elle ne pouvait exercer, étant donné le statut social de sa famille.

Elle a été longtemps isolée des filles de son âge, pour que son éducation puisse être adaptée à son "rang". Elle en a souffert et c'est pour cela, entre autres, qu'elle souhaiterait avoir "quatre filles et pas de garçon". Mais ce serait aussi l'une de ces formules outrées dues, selon nos informateurs, au "conformisme moderne des filles tunisiennes de sa classe". Nous verrons cependant que ce jugement doit être nuancé.

Quoiqu'elle ait partagé "l'image qui tend à se répandre parmi les filles de son âge "de devoir elles-mêmes choisir leur conjoint, ses parents l'ont persuadée d'accepter le fiancé de leur choix. En principe, d'ailleurs, il n'auraient pas accepté qu'elle leur en proposât un. "Même si elle me proposait le Shah d'Iran, aurait dit S., je n'accepterais pas".

Son mari vient d'une très modeste petite bourgeoisie. Il a

réussi grâce à ses études. Les S.. ont accepté le "self-made-man" des couches nouvelles. Les rapports entre ce gendre et sa belle-famille sont significatifs pour qui s'intéresse à la conjonction des deux bourgeoisies. Il a acquis un respect grandissant pour la famille S., ses valeurs islamiques pures, ses manières aristocratiques, son code de langage. Si bien que, chaque fois qu'il s'y trouve, son comportement y devient autre. En fait la famille S.. est en train de l' "acculturer". Il est revenu aux pratiques religieuses, qu'il vit au sein d'un sentiment de promotion. Sa femme, intériorisant le modèle de sa mère, lui applique le même système de valorisation formelle de l'homme. Elle ne fait pas certaines choses en prétendant que son mari "ne voudra pas". Or elle ne lui a même pas demandé: ce sont des présupposés résultant de l'image qu'elle veut se faire de lui. Sur cette lancée, son époux a été amené à valoriser son propre père de la même manière, à projeter dans sa propre famille les normes de la culture musulmane des " 'uléma " (1).

Nous avons recueilli les opinions de L.. sur les institutions familiales. Sur le plan abstrait de la "femme en général", elle s'avère très "avancée". Elle prône l'égalité complète avec l'homme et se décroche ainsi complètement de ses frères. En particulier elle manifeste un extrême libéralisme sur le contrôle des naissances, l'avortement, etc.. C'est là, nous a-t-on dit, "l'image en cours" chez les filles de sa classe, sous l'effet des campagnes officielles qui créent un phénomène de facilitation sociale.

Mais les opinions changent quand on en vient au cadre concret de la vie familiale. Comme ses frères elle valorise très hautement l'institution domestique, pour laquelle elle choisit

(1) Savants religieux.

les items les plus traditionalistes. Elle admet la solidarité totale et la liaison rigoureuse de l'honneur de la famille à celui de la jeune fille. Ses appréciations sur ses parents, son passé familial, sont encore plus positives que celles de ses frères. D'où des soumissions (par exemple renoncer à un jeune homme aimé si les parents n'en veulent pas) contradictoires avec les principes énoncés sur le plan des droits de la femme en général. Nous avons noté le processus inverse chez K...: traditionaliste quant aux principes, il manifestait dans le cadre de la vie familiale des audaces absentes chez sa soeur. De même, dans la rubrique "formation du couple", elle accorde plus au garçon qu'à la fille: l'écart est même plus important que chez K.. Car ici encore la plupart des hardiesses demanderaient qu'on ose ne pas faire plaisir aux parents.

Pour la vie du couple, sa position est complexe. Elle reconnaît la prééminence institutionnelle du mari comme chef de famille, avec ses différentes prérogatives, la vocation de la femme pour le foyer et les enfants. Elle dépasse son père et ses frères en sévérité pour l'infidélité de l'épouse. Mais elle s'irrite contre certains comportements symboliques de prééminence masculine et demande au mari d'élever le statut de l'épouse, en lui accordant la confiance. Ce n'est plus une égalité de droit exigée sur le plan des principes, mais une conduite espérée de l'époux en échange de la reconnaissance de ses prérogatives traditionnelles: c'est la reproduction du modèle parental. En revanche K..., "viriliste" et anti-féministe sur le plan des principes, admettait une coopération avec l'épouse souvent plus poussée que celle envisagée par sa soeur.

Celle-ci se rattrape à propos de l'éducation des enfants, où son score global de modernisme est triple de celui de K.. Elle est pour une éducation libérale et revendique énergiquement l'égalité des filles et garçons. Rien ne s'oppose ici à ce genre

d'opinions: il s'agit des enfants, de l'avenir, et elle ne risque pas de heurter ses parents.

Nous compléterons ce tableau par quelques mots sur les frères et soeurs de S..

J.. a pu former sa personnalité beaucoup plus librement, du fait que la mission et la vigilance familiales étaient pour S., l'aîné. Ainsi se trouva-t-il "disponible" et il n'y eut aucune opposition à ce que d'autres parents le dirigent vers les études mixtes, qui lui valurent une brillante réussite de cadre supérieur dans l'ancienne et la nouvelle sociétés. Lui aussi se maria à une parente de grande famille, plus "émancipée" que la sienne.

Cette formation plus aérée de sa personnalité et la double culture ont donné à J.. une mentalité plus libérale que celle de son frère, renforcée par son mariage. Le climat familial est donc plus "homogène" que chez S.. La dimension islamique traditionnelle n'en est pas moins présente: on pratique, mais on se considère simplement comme musulmans, tandis que la famille de S.. se tient pour responsable de l'Islam.

On note par ailleurs une dichotomie dans l'éducation des enfants. La dimension traditionnelle est réservée aux filles, qui ne sortent pas, sont accompagnées à l'école. On leur fait cependant poursuivre des études. En revanche le garçon, qui suit les études purement françaises, a infiniment plus de liberté, quoiqu'il soit contrôlé pour ses horaires. Il ne peut amener des jeunes filles à la maison. Ses soeurs sont très religieuses, lui l'est à sa manière. Il va aux surprise-parties, mais ne l'admet pas pour ses soeurs. Il dispose de la voiture. Il témoigne de respect vis à vis du père et se confie entièrement à sa mère: ainsi la hiérarchie traditionnelle est-elle respectée. En somme ce garçon va plus loin dans le modernisme que ses cousins, parce que son père a pu lui-même aller plus loin que son frère. Chaque génération fait son pas en fonction de celui fait par la précédente.

Z..., soeur de S..., a épousé un homme d'une grande famille commerçante, qui décéda quand ses garçons étaient encore enfants.

L'aîné, M..., fut poussé dans les études (mixtes) parce qu'il y réussissait bien. C'est pourquoi, quand le père mourut, toute la famille fut d'accord pour les lui faire poursuivre en France, quoiqu'il fût l'aîné. Il fit du militantisme politique à l'époque de la lutte pour l'indépendance. Ainsi un jeune au moins de cette vieille famille aristocratique s'était engagé activement dans le nouveau régime: c'était le fils du commerçant. Il devint donc un haut cadre et confirma son engagement dans la nouvelle société en se mariant dans des conditions ultra-modernes, assurément déviantes relativement à l'opinion moyenne et, plus encore, aux normes de sa famille. Ses idées sur les institutions familiales sont en accord avec ses comportements.

L'évolution a été exactement inverse pour O..., le frère cadet de M..., qui fit de courtes études mixtes. Après la mort du père il accepta de prendre le rôle de celui-ci, en lui succédant dans le commerce familial. Il accepta aussi, lui le cadet, de prendre le rôle du frère aîné relativement à M..., pour que celui-ci puisse continuer ses brillantes études. Il a parfaitement intégré ce rôle: "Je ne pourrai me marier, disait-il, tant que je n'aurai pas fini de payer les études de mon frère", "tant que mon frère dépend de moi". C'est assurément une intéressante interversion "fonctionnelle", permise par les intenses valeurs de solidarité familiale. Avec les rôles parentaux traditionnels il a également intégré sans réticence les anciennes valeurs et normes. Sa mère lui a choisi une fiancée qu'il n'a pas vue et ne veut pas voir, parce que "c'est mes idées" a-t-il coutume de dire.

En résumé, nous sommes en présence d'une famille de l'ancienne haute bourgeoisie qui a su s'adapter, sur le plan social, aux valeurs et normes de la nouvelle comme de

l'ancienne sociétés, grâce à la diversification concertée des rôles et apprentissages qu'elle a su effectuer en son sein. Son absence d'hésitation à intégrer des éléments de la nouvelle petite-bourgeoisie qui ont réussi confirme ce savoir-faire.

A mesure, cependant, que le modernisme social s'accroît, la diversification tend à devenir coupure et la dimension traditionnelle à conduire à l'impasse. De ce point de vue S.. est à la limite de la fonctionnalité de l'ancien modèle d'adaptation et A.., son fils aîné, symbolise son échec. Les moyens familiaux permettront probablement à ce dernier de se tirer d'affaire. Mais après lui on sacrifiera sans doute la mission islamique séculaire de la famille S.., du moins en tant que liée aux statuts-rôles institutionnels, facteurs de réussite sociale.

Mais le problème n'est pas que de réussite sociale. Cela se voit bien avec S.. qui a objectivement "réussi" mais est tourmenté, sur un plan plus élevé, par un drame d'ordre idéologique. Les valeurs et normes sacrées dont, au niveau de sa génération, il est le dépositaire, sont attaquées dans sa société, son milieu et jusque dans sa propre famille. Comment vivre dans ces conditions?

Nous avons vu comment, dans la famille de S.., une organisation s'est précisément élaborée pour résoudre ce problème et nous nous sommes attaché à décrire cet équilibre. Différents facteurs y contribuent:

- Le mariage de S.. avec une femme de son milieu et en même temps "moderne", donc avertie des réalités conflictuelles en présence. D'où la possibilité d'une "mise à l'abri" de S.., moralement et matériellement, dans son monde traditionnel où il reçoit ses prestations habituelles : ce qui lui fait accepter que le reste de la famille se charge de la liaison avec la nouvelle société.
- Cette mise à l'abri de l'environnement social ne saurait évi-

demment aller jusqu'à une mise entre parenthèses à l'intérieur du milieu familial, où la tradition réclame que les permissions et décisions viennent du père. Dans la famille de S., nous l'avons vu, ce modèle est respecté au moins formellement et les conflits évités, quoique l'épouse et les enfants participent largement à la vie moderne.

Cela est possible grâce à plusieurs raisons:

- Les parents s'occupent beaucoup de leurs enfants, les entourent de leur sollicitude et de leur affection, créant ainsi une "chaîne affective" qui rend les jeunes malheureux à l'idée de devoir les contrarier.
- Quoique les parents tiennent à conserver la réalité du pouvoir, ils ne l'affichent pas en tant que telle. Ils ménagent la forme de la discussion et font en sorte que leurs décisions, autant que possible, soient acceptées ou même paraissent prises en commun.
- Des concessions effectives sont faites de tous côtés. Nous avons vu comment, chez les uns et les autres, les principes traditionalistes ou modernistes exprimés s'accrochent sur le plan existentiel de suffisamment d'attitudes opposées pour qu'ils n'aient rien de rigide et se prêtent aux accommodements.
- Mais, au dessous de ces éléments de "tactique" plus ou moins spontanée, la force qui pousse à l'accord est l'image de base intériorisée par tous: la famille S. est une sorte d'être collectif séculaire, chargé de la mission historique de représenter et servir la religion islamique. Elle commande donc sa perpétuation. Ce serait une grave responsabilité pour chacun de ruiner cette réalité supérieure. Les sacrifices à la tradition ne sont plus vécus, dès lors, comme des contraintes dénuées de sens, ou désadaptatives, ou retardataires, mais comme une distinction promotionnelle. La force de cette représentation est telle qu'elle parvient à se saisir du gendre étranger qui symbolise la nouvelle société et le nouveau régime et, par son intermédiaire, à "re-culturer" sa propre famille.

Rappelons encore l'intéressant procédé employé par S.. pour valoriser ses conceptions traditionnelles en un temps où elles risquent de lui être imputées comme "rétrogrades": il les présente comme communes aux familles de noble extraction, y compris celles de notables français de la colonisation qui lui apportent la caution européenne, tandis que les conceptions opposées sont attribuées aux catégories sociales inférieures. Culture traditionnelle et culture moderne sont ainsi arrachées à cette "évolution historique" où l'on a coutume de placer la seconde après la première, et situées sur une échelle de prestige social où leurs rangs sont inversés. On a vu aussi la casuistique qu'il déploie pour présenter les novations comme étant déjà contenues dans l'Islam, si bien qu'on se borne, en somme, à re-découvrir celui-ci.

Dernière remarque: à l'intérieur d'une même cellule familiale les positions des individus sont interdépendantes et aboutissent à une "forme" globale (ainsi la famille de S.. est plus traditionaliste dans son ensemble, celle de son frère plus moderniste). En revanche, il y a complète indépendance de ces cellules les unes par rapport aux autres dans leur manière de construire leur équilibre: ainsi les enfants de la soeur de S.., une fois majeurs, prennent deux voies diamétralement opposées, ce qui ne nuit en rien à leur attachement réciproque. Le groupe large demeure uni par le culte du nom, de la "souche" et du passé communs, la forte solidarité face à l'extérieur, l'affection réciproque, mais il laisse les ménages se situer à leur convenance relativement aux cultures en présence.

Deuxième cas

Voici maintenant le résumé de nos entretiens avec Z.., qui a désiré elle-même nous informer de son cas.

Z.. est une jeune femme dont le père et la mère appartiennent à deux très grandes familles de la vieille bourgeoisie tunisienne. Les parents étant séparés, elle a vécu avec ses soeurs dans la famille maternelle. Mais elles allaient chez le père quand elles voulaient et y faisaient ce que bon leur semblait: d'après Z.. c'était le moyen de celui-ci de s'attacher ses enfants. Dans la maison maternelle, par contre, une stricte étiquette était observée: "On ne s'assoit pas à table avant que grand-père ne soit assis; on ne se lève pas avant qu'il ne soit levé. Tout est servi dans des plats d'argent..".

Les filles font quelques études primaires et secondaires dans des écoles de religieuses chrétiennes, censées donner l'éducation la plus adéquate aux petites musulmanes de la grande bourgeoisie. Elles sont encore bien jeunes quand on les en retire pour les garder à la maison. Tout le monde comprend ainsi qu'elles sont à marier. Des partis se présentent. Elles étaient d'accord pour se marier, affirme Z.., "mais pas comme ça". C'est la grand-mère qui reçoit les demandes.

Deux prétendants se présentent en même temps pour Z.. et une soeur. Ils sont parents entre eux, membres d'une très grande famille. La grand-mère les accepte. Les filles n'ont pas vu les fiancés. Z.. marque des résistances. La mère use d'un compromis: "Si tu connais quelqu'un de mieux que ce N..(le fiancé) et qu'il te plaise, tu pourras l'épouser". "C'était quand même une concession, affirme Z.., et c'est pourquoi je ne lui en veux pas trop à ma mère".

Finalement le mariage se fait, avec des hommes nettement plus âgés et qu'on ne connaît pas. Heureusement il s'avère qu'ils sont beaux. Le mari de Z.. est un riche propriétaire-agriculteur. Z.. entre, selon les traditions, dans la maison de sa belle-famille. C'est une famille "ultra-traditionaliste: voile, etc..". Le style est donc très éloigné de celui de ses propres parents, malgré leur souci d'étiquette. Aussi commence-t-elle à essayer de prendre son indépen-

dance. Elle réussit à aller résider à la ferme avec son mari, loin de la belle-famille; ce qui est évidemment fort choquant pour ces citadins qui gèrent leurs terres de très loin et y mettent bien rarement les pieds. Mieux même: elle s'occupe de la ferme, monte à cheval, s'intéresse aux cultures et amène son mari à s'y intéresser. Elle se mêle aux paysans: "Ils sont adorables". La ferme prospère.

Puis retour à Tunis: les enfants doivent aller à l'école et aussi "je voulais mener la vie de Tunis". Mais on se rend souvent à la ferme: "Je connais l'agriculture mieux que tous les N.". Dans la capitale Z.. participe à la vie brillante de la bourgeoisie, fait du militantisme politique, entre dans des organisations féminines. C'est tellement peu habituel pour ces femmes qu'elles se demandent toutes pour quelle raison spéciale elles sont là. Pour Z.., en tout cas, c'est clair: "C'était pour avoir un coin de vie à moi, des activités à moi". Elle est comblée d'avoir à exercer des responsabilités. Mais c'est là que les choses commencent à aller mal avec son mari.

Toute une série de circonstances font en effet que les affaires périclitent. Le père de N.., qui gâtait beaucoup son fils car il était l'aîné, ne peut plus donner d'argent. N.. supporte mal cette dégradation de sa situation financière. Z.., par contre, se met à faire des travaux dans la maison: recouvrir les fauteuils, peindre. Elle en est très heureuse: elle chante, elle siffle, elle peint en blue-jean. Son mari est content de cette réaction, mais en même temps humilié vis-à-vis de sa famille, car sa femme fait tout cela de façon voyante. Il aurait aimé qu'elle cache ses activités manuelles à la belle-famille: aussi est-elle obligée d'aménager un petit salon pour recevoir celle-ci, avec des fauteuils non recouverts par elle.

Les motifs de mécontentement des beaux-parents ne s'arrêtent pas là. D'un côté ils sont heureux de l'entrée des N.. dans la

bourgeoisie montante gravitant autour du nouveau pouvoir. D'après Z.. c'est là un mouvement général: c'est une compensation et une assurance, prétend-elle, contre le déclin progressif de cette vieille bourgeoisie, qui occupe une place élevée dans la hiérarchie tunisienne, "mais ne pourra y rester parce qu'elle ne repose pas sur des aptitudes". Mais d'un autre côté cette promotion est due à la belle-fille, qui ne fait pas partie de la famille N... Celle-ci le fait sentir à son fils.

Enfin, cette nouvelle catégorie de femmes lancées dans l'action et les responsabilités ne s'embarrasse pas des contrôles traditionnels. Cette libre conduite est mal supportée par la famille de N., qui y sensibilise son fils. Z.. s'efforce de rassurer son mari en lui exposant les principes de la nouvelle morale de la confiance, des disciplines internes: "Si la femme ne veut pas, les hommes ne peuvent rien. Je pourrais être au milieu d'un régiment..." Mais N.. n'en bascule pas moins du côté traditionnel, celui de sa famille. Il développe des réactions d'autorité, d'hyper-virilisme. Finalement Z.. quitte la maison et va chez son père.

Elle y reste un certain temps, mais la branche maternelle le lui reproche. Elle finit donc par retourner chez celle-ci. Là, c'est une "conspiration de tous", pour la renvoyer au domicile conjugal, à cause de "l'honneur de la famille". Elle s'exécute, mais bien décidée à ne pas y rester et à "quitter légalement la maison". La tension ne fait qu'augmenter. Son mari, gravement traumatisé, tombe malade. La famille de Z.. s'effraye des perspectives, mais est contre le divorce: "Comment les X.. qui descendent de..., les Y.. qui descendent de..., les Z.. qui descendent du Prophète" vont-ils exposer leurs affaires à un petit fonctionnaire et se soumettre à son jugement? Quant à Z.., elle déclare mépriser toute cette "bourgeoisie décadente" et pense que "les institutions nationales sont faites pour les X.., les Y.. et les Z..".

Elle prend donc un avocat. Mais tout est difficile car elle doit agir seule. Personne ne l'aide. Des membres influents de sa famille sympathisent avec elle et n'auraient qu'un mot à dire pour retourner la situation en sa faveur; mais ils ne font pas un geste. Elle consulte des gens. Ils lui font comprendre que mieux vaudrait prendre "un, deux, quatre amants", mais que les apparences restent sauvées. Finalement, non seulement elle maintient son intention de divorcer mais décide de faire en sorte que ses enfants demeurent avec elle. A sa première séparation elle avait pourtant accepté l'idée de les laisser au père.

Le divorce est enfin prononcé. Z.. a refusé de demeurer dans sa famille. Elle a loué un appartement en ville, y vit avec ses enfants de son salaire, a repris des activités publiques et utiles pour le pays. Elle a meublé elle-même son appartement, y fait des travaux, se consacre à la musique. On lui a proposé une très bonne situation et elle s'apprête à partir pour des stages à l'étranger.

Elle se dit très heureuse. Elle affirme aussi que si elle avait "vraiment aimé" son mari "ça aurait peut être pu tourner autrement". Elle veut nous aider, car elle espère que notre travail "ouvrira les yeux aux Tunisiens, aidera les jeunes générations, les femmes dans mon cas". Elle avait songé à porter tout cela à la connaissance du public, à attaquer cette bourgeoisie, mais sa parenté lui a dit: "Si tu fais cela, c'est ta famille que tu attaques et tes enfants". "Alors, je me suis tue". Elle est d'ailleurs en bons rapports avec cette parenté, qui vient souvent la voir. Effectivement, lors de nos entretiens la maison en était pleine.

Nous nous trouvons donc dans le même milieu social que précédemment, cette "caste" des anciennes grandes familles (terme employé par les jeunes Tunisiens) qui s'unissaient seulement entre elles. Les familles maternelle et paternelle de Z.. ont su cependant s'ouvrir aux nouveaux temps, tout en conservant l'ancienne étiquette et la structure patriarcale : "Chez

nous, affirme Z.., on est très moderne mais on est très pieux". Ce modernisme, pensera-t-on, n'apparaît pas dans les comportements ci-dessus rapportés. Mais c'est qu'on avait affaire aux N.. qui, eux, étaient demeurés dans la pure tradition, étant donné leurs responsabilités particulières vis à vis de l'Islam. Les familles dont Z.. est issue, comme la plupart des autres de ce milieu, ont en fait deux "codes" à leur disposition, selon les situations à affronter. Le code traditionnel est celui dont on hérite et qui demeure comme un prestigieux signe de reconnaissance entre soi. Le peuple, qui n'a pas les moyens de bien le comprendre ni de l'appliquer sagement, le respecte révérencieusement car il représente pour lui l'expression authentique de l'Islam, et de l'Islam venu d'Orient. Quant au code de la modernité, on l'a assimilé en se donnant l'instruction européenne (on a été longtemps seuls à en avoir les moyens matériels et intellectuels); parce qu'il y a eu de larges rapports de classe entre les deux sommets de la hiérarchie sociale tunisienne et française; et parce que, dans ce milieu, on est vigilant à assimiler tout facteur de supériorité sociale ou individuelle.

Par rapport aux N.., demeurés dans la pure tradition à cause de leur "mission historique", Z.. présente donc un premier élément d'atypie. Le second est que ses parents sont divorcés, ce qui n'est pas courant dans cette classe: on a vu les résistances de son milieu à son propre divorce. Troisième élément; par suite de la séparation des parents les filles se sont trouvées séparées elles-mêmes des garçons (restés avec le père). Comme souvent dans ce cas, la fille bénéficie des investissements de toute sorte normalement réservés au mâle et sa personnalité peut intégrer les traits culturels masculins. Enfin, dernier élément: les deux branches entrées en rivalité se disputent les filles, en les comblant de cadeaux, en leur consentant une permissivité supérieure à la normale. Le père de Z.. va le plus loin dans cette surenchère,

lui à qui revenait normalement le premier rôle dans la répressivité.

Résultat: un type de fille parfaitement déviant dans cette société et ce milieu, épanoui, dynamique, extériorisé, cherchant les initiatives, les rôles publics. Bref, son "extériorisation" est l'envers de son intériorisation des vertus du garçon.

Ayant été ainsi fortement structurée hors des anciennes normes, Z.. est brutalement reprise en main, intégrée dans le cycle des conduites traditionnelles du mariage et jetée dans le milieu le plus conservateur qui soit. Ses parents ont bien laissé jouer le système moderniste tant qu'il s'agissait de l'individu Z.., mais sont revenus au code traditionnel dès qu'il s'est agi d'alliance entre groupes domestiques.

Par la vigueur acquise de sa personnalité Z.. parvient cependant à rétablir un équilibre à son profit, en devenant directrice d'entreprise. Son comportement est doublement déviant: elle assume un rôle masculin et elle s'occupe effectivement d'une ferme dans une famille de l'aristocratie. Les réactions du mari présentent à leur tour beaucoup d'intérêt: il suit sa femme et devient même déviant à son tour en s'érigeant en fermier effectif. C'est, au fond, Z.. qui est à l'origine de la détérioration de cet équilibre inespéré, en succombant à son tour au modèle traditionnel de son milieu: le désir de retourner vivre à la ville.

Mais la capitale offre, avec le nouveau régime socio-politique, de nouvelles possibilités pour une femme ayant les qualités et les ambitions de Z... Auparavant elle serait restée confinée dans les mondanités de la haute société féminine citadine. Maintenant elle peut, d'une part, évoluer dans une société mondaine mixte, d'autre part participer à des activités publiques. Mais il s'avère que son époux ne peut plus la suivre aussi loin.

Il avait pu accepter la première forme d'équilibre atypique parce qu'il pouvait lui aussi assumer le rôle de directeur d'en-

treprise. D'autre part, si les activités de sa femme étaient extérieures, ce n'était pas des activités publiques et au sein d'une société mixte (les paysans, de catégorie sociale trop inférieure, étant évidemment hors de jeu). A la ferme, donc, leurs activités demeuraient familiales et se présentaient comme celles d'un couple: cette forme de modernisme était supportable.

Il n'en fut plus de même quand Z. inaugura sa seconde forme de conduite atypique, rendue possible par les nouvelles structures socio-politiques. N., avec sa simple qualité (et formation) de fils de famille riche propriétaire terrien, ne pouvait s'associer aux activités de sa femme, dans des domaines où elle se mit à côtoyer les nouveaux cadres, les hommes de la bourgeoisie montante parvenus par leurs diplômes et leur engagement politique. Il était mis sur la touche, pendant que son épouse se plaçait en flèche dans un groupe anti-conformiste minoritaire, soutenu par l'Etat mais regardé avec suspicion par l'opinion. On se doute de ce que cela devait représenter pour un homme de formation purement traditionnelle.

Il se trouva ainsi disponible pour subir pleinement, cette fois, l'influence de sa famille, qui n'avait pas cessé d'opposer l'ancien système d'attitudes au nouveau que son épouse voulait lui faire adopter. Il ne prit pourtant pas l'initiative de la séparation et, quand sa femme partit, il subit durement l'impact de sa situation conflictuelle. Il est significatif que Z., après la rupture dont elle prit l'initiative, se soit réfugiée chez son père auprès de qui, dans la surenchère de possessivité entre les familles, elle avait toujours trouvé le maximum de permissivité. Quant à sa famille maternelle, elle est encore en proie à la contradiction entre ses systèmes et ses codes: moderniste envers l'individu Z. (on sympathise avec elle), traditionaliste envers l'épouse qui met en jeu les alliances entre groupes domestiques. N. subissait cette contradiction par l'opposition de sa famille

et de son épouse, Z.. l'endure au sein de sa famille même.

Conséquence: elle prend conscience de la solidarité de tous les représentants de ce milieu; elle juge qu'il s'agit d'une caste communiant dans les mêmes valeurs, méprisant celles des classes montantes. Elle passe alors de l'opposition vécue, individuelle, à l'opposition sur le plan des principes: elle rejette le système de sa classe et adopte celui de la nouvelle société nationale. Elle est particulièrement ulcérée de constater la passivité des éléments jeunes de cette vieille bourgeoisie, qui prétendent pourtant partager ses opinions. On reconnaît là la conduite de tout un groupe-charnière de l'actuelle société tunisienne: il est plus ou moins gagné par les nouvelles représentations, les affirme sur le plan verbal; mais en cas de conflit il est comme paralysé par les anciens, ne bouge plus et, sur le plan des comportements, se fait leur complice.

Du fait qu'elle a accédé au plan des principes, Z.. se met à développer une conduite systématique. Elle décide de ne rien céder, de profiter pleinement des nouvelles valeurs sociales, des droits et possibilités offertes à la femme par les nouvelles institutions: revendiquer ses enfants et les élever seule, vivre de façon autonome par son travail, dans son logement, travailler au profit de l'Etat, etc.. Ils sont certainement très rares, en Tunisie, les cas d'émancipation féminine aussi systématique.

Concluons par quelques remarques. D'abord, il est évidemment nécessaire de tenir compte dans ce genre de problèmes du cas concret, des caractéristiques de l'individu concerné: les soeurs de Z.. se sont trouvées dans des situations absolument homologues et les ont acceptées. Z.. a elle-même affirmé: "Si j'avais vraiment aimé mon mari, ça aurait peut-être tourné autrement". La co-existence des deux cultures offre des possibilités objectives; ce sont les conflits particuliers du sujet avec son milieu qui l'amènent ou non à les utiliser diversement.

Mais il faut immédiatement compléter cette affirmation par la réciproque: le conflit ici étudié est certes bien né à l'intérieur d'un profil de personnalité déterminé; mais celui-ci a pu lui-même se forger dans ces familles précisément à cause de la situation culturelle et sociale où elles sont engagées.

A cette situation, la famille de Z.. n'a pas répondu comme la précédente, celle de S.. Celle-ci avait réussi à élaborer une sorte de règle du jeu constante et acceptable pour tous, où le système des valeurs traditionnelles était maintenu dans sa supériorité de principe, mais s'articulait dans les faits avec le nouveau de façon à éviter les conflits importants. Cette formation synthétique souple et durable n'a pas été construite dans la famille de Z.. On s'est contenté d'y pratiquer l'alternance dans l'application des systèmes antithétiques. D'où le régime de "douche écossaise", si nous osons dire, les brutales oppositions endurées par les enfants, du jour au lendemain, dans leur façon de vivre et de penser, et le type de révolte de Z...: son engagement complet dans l'un d'entre eux avec rejet total de l'autre.

Et pourtant il n'y a pas eu rupture avec son groupe familial, pas plus qu'elle ne s'est produite entre les différentes familles du groupe S.., malgré leurs "choix" différents. La valeur traditionnelle de base demeure toujours là, qui nous ramène à cette remarquable tautologie: c'est la vertu même de la famille que de s'affirmer comme telle malgré tout ce qui voudrait la faire éclater, et cela d'autant plus qu'aux yeux de tous et aux siens propres on est une "grande" famille. Dans les cas ci-dessus considérés, la valeur traditionnelle elle-même, à partir du moment où elle ne peut plus obtenir l'unité par l'uniformisation, conduit à l'affirmer pour ainsi dire au-dessus de la diversité. Celle-ci sera tolérée au niveau des ménages, dont la réalité sera ainsi consacrée, mais elle n'empêchera pas l'union au niveau du groupe.

Il faut cependant l'ajouter: cette tolérance est aidée par le fait que le modèle moderne, de par sa relative fréquence et le soutien du groupe dirigeant, est tout de même devenu un modèle social, quoique minoritaire. Nous en sommes au stade où il commence à s'agir, sans paradoxe, d'une déviance "normale", peut-être fâcheuse mais non insupportable. Ainsi, à partir d'un certain degré de son développement, les produits de la crise, pourrait-on dire, sont précisément ce qui aide à la traverser.

LES CLASSES MOYENNES.

Premier cas.

Nous commencerons par la famille B., que nous suivrons en quelques uns de ses membres. Comme pour les cas qui viendront après, le terme "classes moyennes", employé pour la situer, est assez risqué. Celles-ci sont en cours de formation en Tunisie, à partir de cette immense masse populaire au dessus de laquelle évoluait, avec bien peu de transitions, la petite minorité des grandes familles. C'est pourquoi les individus ou les ménages actuellement de niveau socio-économique "moyen" continuent habituellement à baigner dans les milieux populaires dont ils sont issus et où se situe la majeure partie de leur parenté.

C'est le cas pour la famille B., originaire d'une des îles en bordure du littoral tunisien, dont les ancêtres étaient pêcheurs et paysans. Les biens acquis sont maintenant plus ou moins abandonnés dans l'île. Les jeunes générations les identifient très mal. Le groupe familial s'est installé presque entièrement sur le continent, essentiellement à S., l'une des deux capitales de la côte sahélicenne. Là, certains de ses éléments ont commencé à devenir employés, fonctionnaires petits et moyens. D'autres sont "montés" jusqu'à Tunis. Mais, jusqu'ici, les mariages se sont

conclus seulement dans la parenté. L'un des plus jeunes représentants de cette famille, E., est venu dans la capitale comme petit fonctionnaire et se trouve déjà aux échelons supérieurs de la carrière. A partir de lui nous avons eu accès à son groupe familial, par des visites, entretiens et questionnaires. Nous nous limiterons aux informations recueillies sur cinq de ses membres: le grand-père, le père, un frère, un cousin de E., et E. lui-même.

1.- E., le grand-père, est installé chez son fils D., lui-même père de E... La maison est dans le secteur de la ville où se sont regroupées les premières générations de l'île. Dans celle-ci les rivalités entre familles étaient vives. Mais sur le continent on forme un groupe homogène de solidarité face au reste des citadins, avec qui les relations sont plus ou moins conflictuelles.

B., au moment de l'entretien, est entouré de quelques uns de ses enfants, petits-enfants, petits-neveux. Nous nous étonnons de l'atmosphère de franchise, gaîté, liberté de langage entre membres des différentes générations. L'ancêtre lui-même n'échappe pas aux plaisanteries ou taquineries. "Chez nous c'est comme ça, nous répond T., le cousin de E. que nous retrouverons plus loin, mais au moment de la décision chacun revient à sa place selon son âge".

On prête à B.. de 102 à 105 ans. Toute sa descendance proteste quand il s'en attribue moins. Il est né de l'une des quatre épouses de son père. Lui-même en a eu trois. C'est un ancien marin et ramasseur d'alfa. Il célèbre et on entretient autour de lui le culte de son ancienne vigueur physique, auquel il associe son fils, D.. Quand il ramassait l'alfa, on ne voyait que la poussière tellement il allait vite! On se livrait d'ailleurs à des luttes entre mâles représentant les familles de l'île. B.. était l'un des plus forts. Et son fils donc! Autre consécration : celui-ci

a pu se rendre à la Mecque et a payé quelqu'un sur place pour représenter son père: si bien qu'ils peuvent s'appeler "h'âj" réciproquement (1), ajoutant une nouvelle dimension de supériorité au groupe.

B.. répudia sa première épouse parce que des bruits couraient à son sujet: dans ce cas "la répudiation est une fête". Il en fit de même avec la seconde, parce qu'elle lui avait dit qu'il était trop vieux et ne lui suffisait plus (le tout raconté parmi les rires de l'assistance). Son honneur était atteint. Il prit un dinar dans sa poche et le donna à un ami pour régler cette affaire sur le champ. Actuellement ce qui le tourmente c'est la perte de sa puissance sexuelle. Il prétend que les mauvais démons lui ont enlevé sa virilité et il fait parfois des crises de rage. Ses enfants lui font répéter ces propos et rient.

Il interprète toutes choses en se référant au Coran, dont il cite à tout coup les versets (qui constituent, bien entendu, sa seule instruction). Le divorce des femmes? Il détourne constamment la question et ne parle que de celui des hommes. La femme doit se voiler jusqu'aux pieds. Mais ses enfants le poursuivent: les femmes de l'île ne sortaient-elles pas dévoilées, ainsi que tant d'autres de sa propre famille? Oui, mais c'était pour travailler. Dès qu'elles avaient fini de travailler il leur ordonnait de rentrer à la maison. Mais elles veulent imiter les Français: tout le mal vient de là.

Les femmes peuvent-elles s'instruire? D'abord il répond non. Puis: elle peuvent lire et apprendre les paroles de Dieu, des musulmans, pas celles des Français. E.., son petit-fils, lui rappelle: "Ma femme pourtant travaille et a appris les paroles des Français. Aucun ni aucune ne pourraient travailler sans cela".

(1) Appellation réservée à ceux qui ont effectué le pèlerinage à la Mecque.

L'ancêtre tombe d'accord: pour gagner leur vie, musulmans et musulmanes peuvent apprendre les paroles des Français, mais à condition d'apprendre aussi celles des musulmans. Sentimentalement il préfère le passé parce que "chacun aime à se rappeler sa jeunesse", mais il pense que les temps nouveaux sont meilleurs: les Tunisiens ont pris en mains leur propre destinée, les esprits se sont ouverts, les gens ont de meilleurs salaires..

La suite reflète constamment le même mouvement, d'où provient seul l'intérêt de l'entretien avec ce vieillard centenaire. De lui-même il n'est évidemment guère porté à admettre un changement quelconque. Il commence par s'élever contre l'innovation au nom de continuelles références religieuses, qui diminuent et finissent par s'effacer chez ses descendants. Mais sa famille lui fait pour ainsi dire la leçon, en jouant sur deux motivations pour l'amener à accepter ce qui lui répugne. D'abord la motivation économique, à laquelle il est particulièrement sensible: il finit par admettre que pour gagner sa vie dans cette société dénaturée il faut bien utiliser les moyens qu'elle propose. Ensuite on lui rappelle opportunément que des membres de son groupe ont accepté la modernité sur tel ou tel point: le sens de la nécessaire unité et solidarité familiales l'emporte alors sur l'honneur islamique comme il le conçoit et sur ses "vraies" opinions. En retour ses descendants cultivent en lui l'image qu'ils veulent se faire du groupe et, en particulier, un mythe de puissance symbolisé par la fantastique vigueur physique de l'ancêtre, par ses revendications de virilité accueillies avec une sympathie ouverte.

2.- D.. est le fils de la seconde épouse de B.. et l'aîné de ses frères, dont il eut à assumer entièrement la charge. Lui aussi eut pour toute instruction d'apprendre par coeur des versets du Coran et fut pêcheur. Il fit un premier mariage à quinze ans avec une parente qui lui donna six enfants et

décéda en couches. Il prit une nouvelle épouse, cousine de la première, divorcée avec des enfants, et qui lui en donna trois autres.

Quand nous l'avons connu, on lui prêtait une soixantaine d'années. Il avait obtenu un petit emploi dans une entreprise où une partie de la famille s'était insérée, sans doute par coopérations successives. Il était vêtu de façon traditionnelle, contrairement à ses enfants, et vivait à S.. dans une demeure également traditionnelle où il avait recueilli son père. Tous ses enfants résident aussi dans la ville, sauf E.. qui vit dans la capitale. Ceux d'entre eux qui sont mariés ont un logement à part, mais une chambre reste réservée à chacun dans la maison paternelle. Il y en a même une symboliquement destinée au ménage de E.. Le quartier est populaire et les fils de D.. lui ont proposé de déménager pour un autre, plus en harmonie avec le nouveau statut de la famille, car tous sont devenus employés, petits ou moyens fonctionnaires. Il a répondu: "Si vous avez honte de la maison de votre père, ne venez plus". Quant à sa femme, elle est habillée à la manière ancienne, mais nous reçoit sans se voiler. Elle est libre d'allure, tout en parlant à son mari avec respect et une nuance de crainte. Dans un coin de la maison apparaît un grand bâton, symbole de l'autorité du maître. E.., qui nous accompagne, demande en riant à son père combien de fois il a servi.

D.. est lui aussi très fier et on l'est tout autant autour de lui de son ancienne vigueur physique, qu'il prétend avoir conservée. Il l'a souvent mise au service du groupe familial. Une fois, dit-on, on est venu l'avertir à son bateau qu'on avait le dessous dans une compétition: il nagea un kilomètre pour rejoindre l'île et mit les adversaires en déroute. Maintenant encore plusieurs personnes n'arrivent pas à le faire tomber. Il a "le sang chaud" et en cultive soigneusement le personnage. Il est

très châtouilleux sur l'honneur familial. Chez lui et dans le quartier il parle haut et fort. On le respecte, on le craint, personne ne s'aviserait de dire une grossièreté devant lui. Mais E.. le taquine gentiment et il accepte, car cela vient de son fils préféré qui a fait des études. Il n'a pas du suivre toujours bien scrupuleusement les préceptes de la religion, mais maintenant il est "h'âj" et l'Islam reste sa vision de référence. Il a très peur de vieillir, prétendant qu'il ne veut pas dépendre de ses enfants.

Sa grande ambition a été de tout temps de faire étudier ses garçons. Car, selon E.., il comptait dans son île, puis dans son quartier. Pour compléter ce personnage il aurait fallu l'instruction. C'est d'ailleurs, nous a-t-on dit, un trait de la communauté de cette île: l'instruction fait partie du "capital" global d'une famille. Malheureusement il a été régulièrement déçu, sauf avec E.., ses enfants n'ayant pu dépasser le primaire. Ce n'était pourtant pas faute de les battre. Ses aspirations s'étaient particulièrement concentrées, comme de juste, sur son aîné C.., né de son premier mariage. Un jour que celui-ci avait eu de mauvaises notes il le battit pendant les deux kilomètres qui séparaient l'école de la maison, en redoublant d'énergie chaque fois que des gens passaient, afin de montrer comme il élevait bien sa progéniture. Mais ce fut en vain.

Par contre le dernier de ses garçons, E.., issu de son second mariage, n'a jamais subi ces traitements, à cause de son comportement scolaire toujours très satisfaisant: il remportait les premières places aux concours. Une seule fois son père s'est fâché contre lui: E.. étant déjà fiancé, on lui rapporta qu'on l'avait vu se promener dans un groupe où se trouvaient d'autres jeunes filles. D.. se rendit immédiatement à Tunis pour exiger de son fils qu'il se marie sur le champ, car il ne supporterait pas qu'il déshonore d'avantage les deux familles: à défaut de quoi

il le "tuerait". Malgré ses habitudes d'indépendance E.. s'exécute. Mis à part cet incident, son père "l'a respecté et le respecte toujours". C'est à lui qu'il demande des avis, des conseils, avec lui qu'il discute de problèmes généraux, de politique.

En ce qui concerne ses opinions familiales nous l'avons fait interroger par son fils, E.. On y distingue aisément un système de représentations traditionnelles. Le père choisit les conjoints de ses enfants, car il a plus d'expérience et "connaît les filles et les fils de bonne famille". Pas de droit de divorce pour l'épouse, car c'est un signe de faiblesse de l'homme: il n'a pas su éduquer sa femme de façon à l'aligner sur lui. On doit évidemment prendre à sa charge un membre de la parenté dans le besoin: "Pour moi il passera même avant mes enfants, car c'est un pauvre malheureux". On écouterait les personnes âgées, leurs expériences étant "toujours bénéfiques". Une sérieuse réserve cependant quant aux sacrifices à exiger des enfants: seul le fils unique sera tenu d'abandonner éventuellement ses études pour les besoins de sa famille, car l'instruction est chose précieuse.

Viennent ensuite les opinions modernistes. L'éducation à donner actuellement est nécessairement différente: "Mes parents ne m'ont donné aucune éducation, et il faut dire qu'à R.. il n'y avait pas d'éducation à donner. On naissait plus ou moins dans les mêmes conditions, la famille nous imposait certains interdits que nous devions suivre, et le destin de chacun était déjà tracé: on serait bon ou mauvais pêcheur et c'est tout, et ceux qui se faisaient le plus remarquer c'était les "raïs" (1), c'est à dire les bons marins. Alors comment veux-tu que je donne la même éducation à mes enfants? Non, les conditions sociales et même géographiques

(1) Celui qui prend la tête de l'équipage.

ont changé. Les parents d'aujourd'hui doivent en tenir compte".

La qualité maîtresse de la jeune fille doit être l'instruction, car "cela fera d'elle une bonne maîtresse de maison. Qui dit maîtresse de maison dit éducation des enfants à tous les points de vue (santé, études) et cette éducation ne portera ses fruits que si la mère est instruite". Il est désirable qu'elle soit aussi et même plus instruite que son époux, car "cela leur permettra de s'entendre sur tout". Bien entendu la femme doit pouvoir exercer une profession après le mariage, "sinon à quoi lui serviraient ses études? Il faut qu'elle aide son mari". Enfin, les parents interviendront-ils dans le couple? "En ce qui me concerne, tu sais que je respecte beaucoup mes enfants et que j'ai réussi dans l'éducation que je vous ai donnée. Moi aussi j'ai ma philosophie de la vie. Je suis dur avec les enfants quand ils sont jeunes et après les avoir mariés, je les laisse libres. C'est pour ça que je n'ai pas à intervenir dans leurs affaires".

3.- C., fils aîné de D., paraît avoir mal accepté, quand il était enfant, le re-mariage de son père. Il s'est comporté comme le chef du groupe des enfants de la première femme contre la nouvelle épouse. Il a fait de l'opposition, si intensément que celle-ci en aurait été "traumatisée". D'où une vive tension entre C. et D., déjà d'autre part, nous l'avons vu, par ses insuccès scolaires. Il n'en a pas moins tenu son rôle de fils aîné. En particulier il a largement subvenu aux études de E., son demi-frère. Aussi bien celui-ci l'aime, le respecte et l'appelle toujours "mon frère Monsieur C.."

Pendant C. représente une non négligeable promotion dans la famille. Il lit, écrit et parle le français, contrairement au père et au grand-père: grâce à quoi on passe, avec lui, de la génération des pêcheurs à celle des employés. Il est vêtu à l'européenne, comme ses frères, à l'opposé des parents. Il a épousé la

fille que la seconde femme de son père avait amenée à son mariage. Elle est analphabète et s'exprime seulement en arabe. Contrairement aux traditions de l'île d'où tous sont venus, elle se voile pour sortir: ce sont des habitudes de citadine qu'elle perçoit comme promotionnelles.

La maison du ménage est située non dans le quartier de D., le premier où se sont installés les originaires de l'île, mais dans un nouveau où se regroupent ceux de la nouvelle génération dont le statut socio-professionnel s'est amélioré. C'est une très belle villa de style européen, aménagée et meublée de façon moderne, avec une salle de bains entièrement équipée. Quand nous nous y sommes rendu, le mouton attendait dans la cour d'être sacrifié aux fêtes de l'Aïd. C.. est sincèrement musulman, tout en acceptant quand les circonstances l'exigent de faire telle entorse aux pratiques.

C..., âgé d'une quarantaine d'années, a six enfants. Il affirme qu'il n'en aura plus d'autres, ce qui suppose l'existence d'une pratique anticonceptionnelle. Le grand regret de sa vie étant de ne pas avoir poursuivi sa scolarité, il tient à tout prix à les faire parvenir au bout de leurs études et les éduque avec sévérité, employant la correction physique. Selon E., il pratique avec ses enfants et particulièrement son aîné exactement les méthodes utilisées par son père avec lui. E.. lui ayant rappelé les sévices qu'il avait subis, C.. lui a répondu: "Je suis d'accord avec ce qu'à fait mon père et même j'en suis fier". Il est d'ailleurs maintenant en très bons rapports avec D.. et aussi avec son épouse: il aurait même envers celle-ci une attitude de repentance très prononcée. Enfin, lui non plus ne badine pas avec l'honneur et les traditions de la famille. Il est d'ailleurs vivement conscient de sa qualité d'originaire de l'île, mais on sent son désir de se fondre dans la communauté citadine des habitants de S.. Avec amertume il constate que ce n'est pas possible, parce qu' "ils ne nous aiment pas".

Nous nous sommes enquis de ses opinions familiales. Selon lui le conjoint doit être choisi par les parents de la fille, et aussi "par les parents du jeune homme lorsque leur fils est très obéissant". La femme doit être bonne maîtresse de maison, "en même temps instruite. L'instruction est nécessaire à toutes les personnes, même si elles sont bien riches; la richesse disparaît, l'instruction restera". Par ailleurs "la femme doit être aussi instruite que le mari mais pas plus, pour que le mari commande toujours dans la famille". Elle peut exercer une profession "en cas de besoin". Il transforme de façon significative la question sur le droit de divorce de la femme: "Oui, lorsqu'elle a de mauvaises habitudes: sale, mauvaises moeurs, gaspilleuse, fainéante". De même, en ce qui concerne l'intervention des parents dans le couple, il retourne curieusement la situation: "Oui, ils peuvent intervenir pour donner de bons conseils (les bons parents) et quand le couple est de mauvaise foi, il sera obligé de quitter la famille".

Le reste des opinions est traditionnel, avec cependant un souci de ménager des issues. Il donne à ses enfants l'éducation que lui-même a reçue: "L'éducation de mes parents était valable", mais "quand mes enfants grandiront il choisiront l'éducation qui leur plaît". Le fils sacrifiera s'il le faut ses études, mais "il pourra les continuer par correspondance s'il le désire". Le devoir de solidarité est total "pour éviter de déshonorer la famille". Enfin les personnes âgées "ont tellement vécu, tellement vu les bonnes et les mauvaises journées, qu'il arrive souvent qu'elles donnent de bons conseils".

4.- T., cousin de C. et de E. a 45 ans au moment de nos entretiens. Par opposition au personnage strict et "rentré" de C., il est rond et jovial, aime la bonne chère et, quoique musulman, ne s'embarrasse pas toujours des pratiques

religieuses. Il y a très longtemps qu'il n'a plus remis les pieds dans l'île. Il demeure rattaché à sa communauté par devoir, est installé lui aussi dans le "nouveau quartier", habite une villa aménagée comme celle de C.. Mais il vit cette solidarité comme formelle et ne veut plus entendre parler de particularisme régional. Il chapitre là-dessus la parenté, prétendant que ce sont des billevesées anachroniques.

Petit fonctionnaire, il circule à travers tout le pays et en est enchanté car il est animé par une forte volonté d'évasion. Il n'est pas allé plus loin, dans ses études, que le primaire et le regrette encore plus intensément que C., car son désir de promotion est plus intériorisé et va jusqu'au souhait de métamorphose. Il parle le français avec volubilité. Très jeune, en effet, il s'était enrôlé dans l'armée française, avait fait la guerre et la retraite de Dunkerque. Ces quelques années de sa vie sont pour lui un pôle constant de référence. Il évoque avec nostalgie la vie menée là-bas. Sa tournure d'esprit est syndicaliste, il émet d'amères appréciations sur l'inégalité des classes, sur les professions libérales "qui échappent encore à l'Etat".

Sa femme est une parente. Elle lui a donné six enfants et il affirme, lui aussi, qu'il n'en aura plus. Il lui laisse entièrement le gouvernement de la maison car, à ce qu'il dit, "elle fait tout ça bien mieux que moi". Et puis "quelle dignité aurait la femme" si on ne la laissait accomplir son rôle en toute liberté et responsabilité? Il l'appelle gentiment "la vieille". D'autre part, il fait lui-même ce qu'il veut. Il arrive qu'elle ne le voie pas de plusieurs jours. Chez lui, comme chez C., comme dans la tradition, la femme accueille le mari quand il vient à la maison. Elle l'attend, mène sa vie tranquillement avec la maisonnée et ne lui demande aucun compte.

Les relations avec les enfants sont fort libérales. T.. fait la grosse voix occasionnellement ou les injurie, mais de telle

façon que les injures retombent sur lui-même. Les enfants n'en paraissent pas impressionnés. L'un de ses fils est "très intelligent et très indiscipliné". Le père est fier des "coups" qu'il a faits: il les raconte lui-même. Cependant il affirme user du ceinturon chaque fois qu'on "dépassé les limites".

T.. est très attentif aux succès scolaires de ses enfants. Il leur a aménagé une salle de travail avec tableau noir. Il est préoccupé par l'un d'entre eux, qui souffrirait de "complexes" et nous demande là-dessus des informations techniques. Il les "raisonne" longuement. De temps en temps ils lui demandent eux-mêmes de leur faire une "leçon de morale". Ils s'ingénient alors à lui "poser des colles" et à l'opposer à l'instituteur. T.. a d'ailleurs fini, très à regret, par se faire nommer à Tunis, afin de pouvoir "suivre les enfants et leurs études", car sa femme n'y arrivait pas.

Etant donné ce portrait, on pourrait s'attendre à des opinions très "avancées" de sa part sur le groupe familial. En fait, sauf en ce qui concerne l'éducation des enfants, elles sont fort modérées. T.. pense comme C.., sauf sur deux points: le mariage du garçon et le divorce de la femme. Pour le premier, il admet qu'après délibération avec ses parents il lui appartienne de décider en dernier ressort. Il n'en est pas de même pour la fille qui "étant de sexe faible, doit être très surveillée". Elle a le droit cependant au divorce si elle n'est pas heureuse en ménage. Pour le travail professionnel de la femme, T.. emploie aussi cet argument rare: "L'évolution politique, donnant à la femme des droits comme ceux de l'homme, l'attire à travailler à l'extérieur". Quant à l'éducation des garçons, la sienne est libérale. Mais il comprend qu'elle puisse être traditionnelle, car "les enfants sont à éduquer selon le niveau de vie des parents" et, d'ailleurs, "l'évolution de l'éducation doit être graduelle". En revanche, pour les filles, "je suis partisan de suivre l'éducation de mes

parents". C'est lui enfin, souvenons-nous en, qui nous avait affirmé: "Au moment de la décision chacun revient à sa place selon son âge".

5.- Nous avons déjà donné beaucoup d'informations sur B., 25 ans, dernier fils du second mariage de D., qui nous a introduit dans sa famille et largement aidé dans notre enquête. Nous avons vu comment il avait dû précipiter son mariage. Les noces se firent à S.. Le soir même il rentrait à Tunis afin, selon ses dires, de priver sa famille du "certificat de virginité" de sa femme. Son frère aîné lui en a voulu et est resté longtemps sans lui parler à cause de cela.

C'est maintenant un intellectuel installé dans la capitale et décidé à ne pas la quitter. Il a réalisé les ambitions de son père et est le point de mire de la famille, à laquelle il a fait franchir une étape importante dans son ascension sociale.

Il a fait un mariage de sentiment, mais qui a comblé en même temps les vœux de son groupe. Car sa femme est une cousine pourvue d'instruction secondaire, appartenant à une famille de fonctionnaires citadins assez en vue à S.. Elle a été l'aînée et la préférée de son père, qui l'a élevée de façon moderne. Comme dans le cas de Mme Z.. ci-dessus relaté, il en est résulté une personnalité dégagée. Elle travaille dans une administration, où il lui arrive de faire pénétrer des membres de la famille. Sa préoccupation obsessionnelle est de s'en tenir aux actuels deux enfants du ménage: car sa mère, mariée à douze ans, a eu quinze enfants et de continuels ennuis de santé pour ses maternités successives.

Le ménage vit de façon moderne. B.. laisse une grande liberté à sa femme, à qui il arrive même de partir sans lui, en Europe, dans le cadre de voyages organisés par son entreprise. Du point de vue pédagogique il est un fervent adepte des méthodes Freinet. Sa femme lui reproche cependant son indépendance. "Dans la maison

pourtant, affirme-t-elle, tous les couples sortent ensemble". A quoi il répond "Pas question, chez nous, d'emprisonner les hommes de cette façon!"

E..., nous l'avons vu, entretient d'excellentes relations avec tous les membres de sa famille. Même si on ne les partage que plus ou moins, on comprend qu'il ait ses idées et sa façon de vivre, étant donné son instruction et son statut social. Son père a même renversé en sa faveur les rapports traditionnels, sollicitant à l'occasion ses conseils et directives. A son tour il respecte les idées de sa parenté, qui lui a apporté son aide et se projette en lui. Quel que soit son propre modernisme, il trouve que les traditions, "c'est bien pour le pays...ça permet de ne pas changer brusquement". Son appartement, quoique pas bien grand, est d'ailleurs presque constamment occupé par des parents venus dans la capitale pour des raisons diverses et y demeurant le temps qu'il faut. Très souvent même on prend en pension pendant de longs mois des jeunes de la famille pour leur permettre de continuer des études ou de faire des stages professionnels à Tunis. La parenté étant commune à E... et à sa femme, il n'y a pas de conflit entre eux à ce sujet. On s'occupe aussi activement à les placer.

Voilà donc une famille qui a absorbé harmonieusement le changement, sans réaliser aucunement l'uniformisation.

Il faut chercher à la base les facteurs de la souplesse adaptative ici manifestée. Ils sont d'autant plus importants à saisir qu'ils nous paraissent caractériser largement cette nouvelle classe moyenne en construction à partir des couches populaires. Contrairement à ce qui se passait pour les familles de haute bourgeoisie ci-dessus analysées, il n'y pas eu de difficile reconversion à opérer. Les éléments culturels islamiques traditionnels susceptibles de résister existaient bien, mais ils n'étaient pas

liés à une situation sociale avantageuse, à des représentations de "mission historique" etc., leur octroyant une force de résistance vigoureuse. Au contraire, le changement de régime socio-politique a produit un appel pour ces éléments populaires, créé une vaste possibilité de passage dans les classes supérieures. Face à ces possibilités objectives d'ascension sociale, on est évidemment conduit à ne pas valoriser les facteurs traditionnels de résistance, à développer au maximum les dispositions d'accueil à la modernité, donc à ne pas fabriquer le conflit mais à chercher les formations de compromis. La "leçon" apprise à l'ancêtre est significative à cet égard.

Encore faut-il pour cela disposer de la clef: l'instruction moderne. D'où la hantise de l'obtenir, observée chez tous les membres de ce groupe. Ce désir s'insère naturellement dans la valeur traditionnelle: il a toujours été légitime d'essayer d'augmenter le plus possible la puissance globale du groupe domestique. L'intense valorisation collective de la puissance physique de l'ancêtre et de son fils, cette sorte de mythe cultivé en commun, est significative à cet égard: elle exprime de manière non détournée la vocation que cette famille croit se reconnaître à "compter". Par l'instruction, il s'agit de donner à cette puissance un contenu plus prestigieux et plus efficace.

Malheureusement tout le monde, dans le groupe, n'est pas apte à se la donner. Un seul même arrive jusqu'ici à l'assimiler et à percer. Le "projet" familial n'en est pas anéanti pour autant; il se maintient avec des réajustements. Ceux qui sont restés "en retrait" demeuront, pour l'essentiel, dans la tradition. On voit même C., à défaut d'avoir pu suivre l'évolution de son frère, récupérer la valorisation sociale en ré-assumant les modèles traditionnels (car ils continuent à avoir leur prix au sein de la société), en intériorisant le père à qui il s'était violemment opposé. T. demeure ancré dans le groupe par des représentations moins "avancées" que ses goûts, aspirations et conduites.

Cependant les éléments d'instruction acquis par les membres plus jeunes de la famille (c'est aussi le cas de ceux dont nous n'avons pas parlé) leur ont déjà permis de changer leur situation, d'accéder aux premiers échelons de la catégorie des "cols blancs" créée par le nouveau régime. D'autre part on pousse frénétiquement les enfants dans les études, afin de réaliser par eux les ambitions en attente. La situation demeure donc fondamentalement ouverte. Pour cette raison, E.. n'est pas vu comme un déviant perdu pour la famille, mais comme le modèle à suivre, le gage de la réalisation possible du projet familial. Le groupe vit sa réussite par identification et travaille à le rejoindre.

Aussi bien, on a pu le constater, les positions traditionalistes qui sont encore défendues par D.., C.., T.. (et on aurait pu en dire autant des autres) ne sont pas fermées. On distingue entre ce que l'on a pensé et fait soi-même et ce que penseront et feront les enfants, qu'on prétend laisser libres d'apprécier une fois devenus adultes: attitude qui ménage l'avenir. D'autre part, étant donné les impératifs de solidarité et d'honneur du groupe, on partage déjà des représentations permettant de légitimer la façon de vivre du ménage de E.. Ainsi, d'après celui-ci, c'est l'existence de fait de l'instruction et de la profession de son épouse qui ont amené la famille à revendiquer l'instruction et le travail féminins.

Inversement E.., se saisissant comme médiation du projet du groupe, qui l'a aidé et le valorise malgré sa singularité, n'est évidemment pas porté à se poser comme séparé de lui, encore moins comme opposé à lui. Au contraire il continuera à partager son "idéologie", à témoigner de respect, de compréhension envers sa parenté, et d'une volonté d'accommodements. Dans les classes montantes de la société tunisienne les cas d'équilibre semblables à celui de cette famille sont certainement les plus nombreux.

Deuxième cas

Le grand-père paternel de G., propriétaire de quelques plants d'oliviers, était huilier dans le Sahel, où le gros de la famille est resté. Ses revenus étaient modestes. Ses enfants émigrèrent tous vers la capitale, où il finit par les rejoindre avec son épouse. Celle-ci était une cousine et avait exercé le métier de sage-femme traditionnelle. Les collatéraux demeurés dans la région sont devenus des artisans. G. ne les connaît plus. On a également perdu le souvenir de ses grands-parents maternels, qui étaient d'origine lybienne. Ils sont repartis après avoir placé leur fille (qui devait être la mère de G.) dans une famille de la haute bourgeoisie de Tunis: ce sont des jeunes filles que l'on prend au pair, comme servantes, et qu'on s'occupe ensuite de marier.

L., le père de G., a fait au Sahel des études du niveau du certificat d'études. Puis il a dû venir chercher du travail dans la capitale. Après avoir été de longues années vendeur dans un grand magasin, il a réussi à se donner une formation professionnelle dans une branche qui l'intéressait, où il est devenu un fonctionnaire moyen. Il a été très frustré par la nécessité d'interrompre sa scolarité. Il a essayé de s'occuper du placement et du mariage de frères et sœurs à Tunis, mais n'y est parvenu que partiellement et s'est heurté à des oppositions de la part de sa famille. Aussi a-t-il rompu avec celle-ci, ne gardant de relations qu'avec un frère, à qui il a trouvé un petit emploi. Après procès, sa grand-mère paternelle a obtenu de lui une pension. Son fils, G., est entièrement séparé de ses oncles, tantes et cousins de la branche paternelle: il prétend qu'ils ne sont pas de son style et qu'il n'a "rien à leur dire".

La famille où la mère avait été placée, considérée comme sa famille adoptive, vivait sur un grand pied et pratiquait un sys-

tème d'éducation libéral. Les filles, d'allure très moderne, jouissaient d'une grande liberté. Elles avaient reçu une instruction secondaire, interrompue pour conclure de beaux mariages. La mère de G.. vivait tout cela par participation. Le père de G., quant à lui, a été très influencé par le style de vie et les habitudes de ce milieu. Mais ici encore il y a eu brouille et les relations sont désormais coupées. La mère de G., analphabète, occupe actuellement un très modeste et pénible emploi.

L.. a eu cinq garçons, dont G.. est l'aîné. L'un d'eux étant décédé, on en a adopté un "pour le remplacer". Un autre est parti en Europe, s'y est installé et marié avec une étrangère. Il n'est plus jamais revenu en Tunisie, mais correspond avec le père, qui devait aller le voir. G.. ne sait pas s'il a eu des enfants. Les autres ont épousé des Tunisiennes et occupent de petits emplois.

L., selon l'interprétation de G.. par qui nous avons eu accès à la famille, a voulu "faire rattraper par ses garçons ce qu'il n'avait pu faire lui-même". Il a consenti des sacrifices énormes pour leur instruction, leur aménageant une pièce avec "d'immenses cartes de géographie et des livres partout". Un instituteur-précepteur venait les faire travailler matin et après-midi. Les cinq garçons étaient régulièrement premiers en classe et collectionnaient les récompenses. Il étaient d'ailleurs sanctionnés par leur père s'ils n'enlevaient pas le tableau d'honneur. Par ailleurs il leur était interdit de sortir seuls, afin de ne pas être corrompus par la rue ni distraits de leur travail scolaire. Ils ne sortaient qu'avec le père, le dimanche. C'est seulement à l'âge de quinze ans que G.. s'aventura seul sur le pas de la porte. Par la suite il se découvrit des talents artistiques et voulut se diriger vers les beaux-arts. Le père refusa: être peintre ou comédien était un déshonneur dans la société tunisienne. Il le destinait à une profession libérale, dont lui même avait rêvé toute sa vie.

Les choses changèrent lorsque l'un des garçons mourut. Le père, extrêmement affecté, amena un certain temps la famille hors de la capitale. Il dut cependant y laisser G.. et l'un de ses frères, pour ne pas interrompre leurs études dans un établissement secondaire réputé. Ce fut la révélation brutale de la totale liberté et la cessation du travail scolaire: G.. n'en avait d'ailleurs plus le goût, sa vocation ayant été contrariée.

Une longue période d'opposition s'ouvre alors entre lui et son père. Après son échec à la seconde partie du baccalauréat, celui-ci l'envoie dans une "boîte à bachot" en France. G.. accepte avec plaisir "afin de rencontrer les filles, qui passaient ici pour extraordinaires". Il échoue encore à l'examen et refuse de rentrer au pays. Son père lui coupe les vivres, mais il n'en maintient pas moins sa décision. Ce ne sont plus les filles qui le retiennent (leur réputation était surfaite..), mais l'accueil de la population. Il est reçu par ses camarades français, alors qu'en Tunisie il s'était toujours "heurté à un mur". Il juge qu'il y a "deux catégories de Français, les vrais étant en France".

Il prend alors la décision de rompre totalement avec son passé et sa famille. Il évite les membres de sa communauté et fait tous les métiers pour vivre, enchanté de sa liberté. Il s'engage comme garçon de ferme chez des paysans et s'assimile entièrement à eux. Dès le second jour il se fait servir comme petit déjeuner la soupe au lard et le vin rouge. Il est infiniment séduit par les rapports familiaux, la liberté de langage des filles, qui profèrent des grossièretés en toute simplicité. Le dimanche il va au village avec les paysans, se met à parler comme eux, avec le même accent. C'est "le meilleur moment" de sa vie. Tout le monde le connaît, la population l'a adopté, lui propose des places. On voudrait le faire naturaliser Français. D'autre part, dans sa "boîte à bachot", il avait été impressionné par les religieux, par la chapelle où il aimait à se retirer seul ("Ce grand Christ proje-

tant son ombre.."). On lui avait fait suivre des cours de catéchisme. Il songeait à se faire baptiser et avait changé de prénom.

Un jour, cependant, il reçoit un appel lui demandant d'accueillir un de ses anciens amis tunisiens à Marseille. Celui-ci lui annonce que son père est agonisant et voudrait le revoir avant sa mort. C'est un déchirement de conscience pendant quinze jours. Finalement G.. rentre à Tunis. Le père se porte bien: c'était une ruse de la famille pour le faire revenir. G.. fait de violentes scènes et parle de repartir. Mais il ne le fait pas. A la place, il se met à mener la vie dure à ses parents, mais ceux-ci se plient entièrement à la totalité de ses caprices. Il quitte successivement tous les emplois que lui procure son père: inlassablement celui-ci lui en trouve d'autres. Après bien des crises et s'être promené de ministère en ministère, il "rentre dans l'engrenage".

L'indéfectible ténacité des parents se maintient: un jour on lui présente une jeune Tunisienne, employée dans une administration, qui lui paraît "évoluée". Il accepte les fiançailles à condition de ne pas entendre parler des prestations financières traditionnelles. Mais bientôt, après avoir accepté, la fiancée et son père reviennent et se mettent à évoquer la question. G.. les met à la porte et jure publiquement qu'il n'épousera pas une Tunisienne. Il rencontre une Européenne qui vient d'arriver à Tunis. Il lui fait la cour pour se prouver, au début du moins, qu'il est capable "d'épouser n'importe qui". La jeune fille ne veut cependant pas du mariage, prétendant qu'"il n'y a pas de vie culturelle à Tunis". Il est sensible à cet argument et l'amène, alors qu'ils ne sont pas mariés, habiter chez ses parents. Ceux-ci, égaux à eux-mêmes, acceptent une série de choses inimaginables en milieu tunisien. G.. met au mur des reproductions de Léonard de Vinci de Vierges à l'enfant. Le père se fâche, mais il lui explique que

c'est la forme artistique qui compte, non le contenu. Il arrive ainsi jusqu'à leur faire admettre une croix. Ses parents auraient même été prêts, prétend-il, à garder à la maison un enfant illégitime.

A la suite d'une brouille, cependant, la jeune fille retourne en Europe. Il va la chercher et la décide à revenir. Il regrette qu'elle ait cédé car, sans cela, "elle aurait continué à aller de pays en pays et je l'aurais suivie partout". Le mariage est finalement décidé et il décrit ainsi la cérémonie: "Jusqu'à 10 heures je suis à mon bureau. A 10 heures, je sors avec mon collègue qui sera mon témoin. On va à la mairie et on revient au bureau. C'est ça qui est formidable!"

Quelle est la situation après le mariage?

G.. affirme: "Ma famille a complètement changé depuis mon retour". On a vu jusqu'à quel point s'est développée la tolérance de celle-ci. G.. invite son père chez lui à Ramadhan et boit du vin en sa présence. Mais il ne fume pas, sachant que cette marque de respect lui fait immensément plaisir.

Les parents de G.. ont adopté complètement sa femme. Celle-ci a des rapports chaleureux avec ses beaux-parents, dont elle estime qu'ils constituent sa vraie famille. Dans son pays d'origine, dit-elle, "les enfants sont indépendants de leurs parents, mais les parents aussi sont indépendants de leurs enfants!". Elle ne cesse d'admirer le dévouement de L.. et de sa femme. Quand G.. est financièrement en difficulté, son père lui propose de lui donner son auto, sa paye, etc.. Au point que G.. se révolte parfois: "Ils m'étouffent avec leur gentillesse!"

Enfin le couple mixte est en train d'"acculturer" les parents. G.. aurait amené son père à ne plus jeûner pour Ramadhan (mais il continue à éviter l'alcool). Quand dans la parenté une femme attend un enfant, on commence à dire: "La pauvre, elle est

enceinte!". On est séduit par les méthodes d'éducation du ménage mixte. Les difficultés surgissent plutôt avec la belle-soeur et le frère de G.. qui, plusieurs années après ses noces, n'a pas encore fini de rembourser ses dettes de mariage. Tous les ans, pour l'Aïd, il dépense quarante dinars pour habiller de neuf les enfants. Le père et la mère n'approuvent plus "ces dépenses inconsidérées et ce tape-à-l'oeil". Il viennent souvent dans le ménage de G., car sa façon de vivre leur plaît. L.. souhaiterait même que ses autres enfants épousent des étrangères. Ajoutons pour terminer que les opinions de G.. sur la famille demeurent d'un anti-conformisme agressif.

Comme dans le cas précédent, apparaît l'intense désir de profiter des nouvelles possibilités de mobilité sociale et de se fournir la clef de l'ascension: l'instruction moderne, liée à la nouvelle culture. Les comportements de L., rural émigré dans la capitale, sont là-dessus aussi passionnés que ceux de la famille B., et ses motivations du même ordre. Sa conduite tendant à cloîtrer ses enfants pour les séparer physiquement du milieu populaire ambiant est caractéristique. Mais, cette fois, l'évolution se fait différemment.

L'excès d'autorité paternelle, les contradictions brutales entre les situations qu'on lui a faites (surprotection infantilisante puis totale liberté) entraînent une sorte de déstructuration dans la personnalité de G., l'amènent à la révolte anarchique et à l'évasion hors du milieu familial. Là se situe la circonstance psychologique qu'on ne manque jamais de repérer dans ces différents cas. Mais on peut aussi cerner les traits de l'environnement où elle s'enracine: la rupture est un modèle de conduite bien installé dans la famille de G.. Son père, citadin déjà "délesté" d'une partie de son groupe rural, a fait un mariage fortement atypique: il a épousé une "étrangère" (lybienne) dont, par dessus le marché, la famille a disparu. Il s'est relativement

déclassé en choisissant une servante; le couple a rompu avec les parents du mari comme avec la famille adoptive de la femme.

La famille de L.. se trouve donc, fait rare pour un homme mûr en Tunisie, être devenue un ménage au sens strict, ayant rompu l'amarre avec le groupe. G.. ne pouvait subir la pression intégrative de celui-ci, cette "idéologie" domestique dont nous avons vu la force dans les cas déjà analysés. Aussi se trouvait-il largement "disponible" pour son dessein de poursuivre le mouvement d'éloignement à son tour. Son extrémisme n'aurait pas été possible sans cette série de facilitations.

La culture occidentale vers laquelle G.. se tourne représente alors une matière dont vient s'emparer la forme ainsi dessinée dans sa personnalité. Elle lui permet de concrétiser son projet, explicable par les circonstances sociologiques et psychologiques que nous savons, de se construire comme entièrement séparé de son milieu originel. Son père et sa mère avaient commencé à le faire, en se coupant du groupe familial tout en demeurant intégrés dans la société tunisienne. L'un de ses frères va plus loin, en s'installant définitivement en Europe mais en conservant sa personnalité de Tunisien. Lui essaie de pousser d'avantage encore, non seulement en quittant le pays mais en tentant d'extirper cette personnalité elle-même, pour devenir européen "de l'intérieur". Les structures de la colonisation occidentale ont mis en place les conditions objectives de la déviance (citadinisation et prolétarianisation de ruraux), des circonstances psycho-sociologiques spéciales ont permis de "profiter" de cette possibilité objective, les représentations de la culture européenne devaient permettre de l'achever subjectivement.

Le projet de G.. ne peut cependant se réaliser entièrement. Le père, dont un garçon est décédé et l'autre définitivement parti, ne peut supporter de perdre son fils aîné. G.. finit par être récupéré par sa famille, mais selon un équilibre original. Le

ménage des parents déploie et au delà toutes les ressources dont dispose la famille tunisienne pour retenir ses membres: les trésors de dévouement, abnégation, solidarité, entr'aide, tissant la "chaîne affective" que nous connaissons, qui capte la belle-fille européenne autant sinon plus que le fils. Mais cette "forme" traditionnelle, dans le cas présent, est détachée des anciennes finalités et se met progressivement au service des valeurs et représentations étrangères émises par le ménage mixte de G., lequel devient le "ménage-pilote".

Les raisons facilitatrices de ce mouvement sont assez évidentes: L. et son épouse, nous l'avons vu, sont des anti-conformistes qui ont déjà effectué les ruptures de base, celles leur ayant permis de se dégager en quelques étapes de leurs groupes domestiques respectifs. D'autre part, en dehors même de la solidarité qu'ils se sentent tenus de manifester envers leurs deux garçons acculturés, ils sont subjectivement prédisposés à accueillir favorablement les nouvelles valeurs. Tous deux en ont vu l'application dans la famille adoptive de l'épouse et en ont été séduits. En outre la profession de L. lui fait intérioriser des impératifs scientifiques et techniques modernes. Enfin il ne faut pas oublier les désirs de promotion sociale de celui-ci, et du monde de nouveaux fonctionnaires auquel il a fini par accéder. Ainsi la famille de G., pourrait-on dire schématiquement, n'a récupéré son fils évadé que grâce à sa disposition à s'évader avec lui.

Ajoutons une remarque pour terminer. Il est difficile de savoir si, dans le contexte purement traditionnel, l'éducation dispensée à G. lui aurait donné ce profil d'opposant caractéristique: les consécutions psychologiques, on le sait bien, dépendent de l'environnement culturel. De toute façon, s'il s'était constitué, il lui eût été bien difficile de trouver un débouché dans une société fort peu accueillante à la déviance. Sans doute, comme il en a été pour C. dans la famille précédemment

analysée, se serait-il canalisé dans une attitude adulte d'hyperconformisme. Mais dans l'actuel environnement les choses ne font pas de doute: les oppositions et autres formes de déviance, quelles que soient leur origine, trouvent une sorte de "voie royale" d'écoulement dans l'adhésion aux différentes modalités d'acculturation, depuis les modérées jusqu'aux plus agressives.

Très loin de nous est l'idée que les oppositions collectives aux institutions sociales sont d'origine psychologique et doivent être expliquées psychologiquement. Mais de même que des révoltes individuelles, d'étiologie singulière, peuvent en Europe s'emparer secondairement du matériau politique d'opposition, dans les pays du Tiers-Monde en voie de changement elles nous paraissent se saisir de façon privilégiée du contenu des cultures étrangères dites "modernes". Et comme on a du faire une place à celles-ci, pour les raisons que nous connaissons, les non-conformistes ne sont plus en danger d'exclusion physique comme il en était habituellement dans la société traditionnelle: ils trouvent une forme de déviance autorisée, et même fonctionnelle, dans le statut d'acculturé.

Troisième cas

Nous irons plus rapidement pour ce cas comme pour les suivants, car certains processus maintenant connus vont apparaître. Nous nous contenterons donc d'extraire les points significatifs.

Nous ne nous sommes pas rendu dans la famille de R.. Nous avons eu avec lui des entretiens, il nous a fourni des documents (biographie, questionnaires à six ans d'intervalle). Et enfin, comme il en a été pour les sujets précédents, nous le connaissions depuis longtemps.

R., 25 ans, est de famille assez aisée. Son père est un fonctionnaire moyen, d'ascendance rurale. Sa mère appartient à une famille bourgeoise de commerçants de la capitale, dépourvue toutefois de ce passé qui fait le "nom". Il a toujours eu affaire, note-t-il, aux deux groupes maternel et paternel, unis autour des grands-parents. Ils entretiennent entre eux d'étroites relations, car les deux branches sont apparentées de multiples façons et "la cohésion entre les deux blocs est toujours bien entretenue". Ce monde domestique est si vaste et uni que R. y est pratiquement enfermé: "L'éducation que me donnait ma mère faisait que je ne traînais pas trop dans les rues, que je n'y jouais qu'occasionnellement et que je ne faisais partie d'aucune des bandes que formaient mes camarades". Ses cousins et cousines étant très nombreux (il n'a pas de frère) et constamment présents, il n'a aucun besoin de sortir de ce monde clos. De là viennent sans doute, au moins en partie, les difficultés prononcées qu'il se reconnaît dans l'établissement des relations avec le monde extérieur, où il apparaît comme flottant à part et au-dessus des autres, jamais à son aise.

Malgré l'intrication des "blocs", R. admet dans son cas une prééminence du clan maternel, où il a été absorbé. Plusieurs raisons à cela: il est le groupe citadin, de la capitale, où l'on finit par s'installer définitivement, selon la tendance constante de la bourgeoisie tunisienne de tous niveaux. Les représentants de la lignée paternelle sont souvent présents, mais leur siège est à la campagne. D'autre part le père de R. est le genre d'homme qui évolue à l'extérieur du ménage. R. le décrit comme jovial, sociable, projeté sur les relations et amis de l'extérieur (sa profession l'y incite d'ailleurs), aimant jouer et festoyer pour son compte, bref absent psychologiquement et même physiquement. Cette attitude, on le sait, a un support traditionnel éprouvé. Il ne fait donc aucun effort pour disputer son fils au clan de son

épouse.

La conséquence est prévisible: R., le seul garçon du ménage, est proprement "phagocyté" par sa mère. Elle l'installe profondément dans le groupe féminin, au sein d'un nombre considérable de tantes et cousines qui suivent ses évolutions avec vigilance. C'est une dimension supplémentaire de la fermeture de R. dans le monde familial et, qui plus est, dans un milieu féminin et féminisant. Le bain affectif est intense. Même ses expériences sentimentales se nouent dans ce clan, avec des cousines: elles sont dirigées et manipulées plus ou moins ouvertement par la mère et les tantes, qui font sur chaque enfant des projets relevant de la complexe stratégie des femmes du groupe. Du moment que les mariages se conclueront dans la famille, à niveau égal, les hommes, sauf cas exceptionnels, laissent à celles-ci le contrôle des relations des jeunes.

R. retient encore de son enfance le caractère de ses jeux. Ils n'ont jamais été d'équipe: "Mes jeux sont toujours anarchiques, jamais "sérieux": le type de mes jeux était de "faire le théâtre", mimer des gestes, des attitudes, me déguiser, et j'arrivais à entraîner les cousins et cousines dont j'étais l'aîné dans ces "jeux" prétendus. Ce qui me fascinait dans le théâtre c'est le lever et le baisser du rideau, et le reste prenait un sens par rapport à cette opération magique pour moi". Et il ajoute: "Toute cette digression sur les jeux ne me semble pas inutile: depuis que j'ai été amené à réfléchir avec plus de précision sur les difficultés que je rencontre dans mes relations avec les autres (y compris avec ma famille), c'est par le biais de cette attitude dans le jeu.. que je me suis expliqué toute cette confusion de mes rapports avec les autres".

C'est qu'en effet le résultat de cette éducation n'a pas été tout à fait celui, attendu, de la tranquille intégration au milieu familial. Quand nous avons connu R. il

avait 18 ans, était en classe terminale de lycée. Le premier questionnaire que nous lui avons soumis révélait d'abord une absence de participation aux affaires domestiques. A propos des décisions concernant la famille, "je n'y ai, répondait-il, jamais fait attention; sauf, et mollement, en ce qui concerne mon rayon propre. Car en général ces affaires ne me touchent pas, et même je n'y prends pas goût".

Apparaissait d'autre part un certain ressentiment envers le père, dont les attitudes étaient plutôt gentilles et libérales, mais sur fond d'indifférence: "Il est capable de se désintéresser des autres". Mais c'est envers la mère que se manifeste l'opposition caractérisée. R.. la dépeignait comme "d'éducation très conservatrice. Très tendre, mais très agaçante: elle est du type de mères qui piquent facilement une crise de nerfs. Elle a assimilé tous les tabous. Conformisme étroit, beaucoup de faiblesse sentimentale, le "cœur fragile".. Très ardente à faire le ménage..". Son interventionnisme était vigoureux: "Elle est du genre de celle qui ne lâchent pas leurs enfants d'une semelle". Elle lui a imposé ses amis, l'a détourné de ceux qu'elle n'aimait pas: "Mais il est vrai que je n'étais disposé à avoir aucun ami par moi-même.. Il me faut longtemps pour me lier d'amitié... D'autre part mes cousins sont nombreux". Qui lui cherchera une épouse? "Ma mère semble toute prête à le faire, mais je la décevrai". Sa femme ressemblera-t-elle à sa mère? "Certainement sur aucun point. Car la tendresse de ma mère va jusqu'à la mièvrerie. Ses qualités sont pires que ses défauts. C'est une personne très imbue de morale traditionnelle, évidemment". Enfin, R.. désire devenir "auteur de films", mais "le désaccord vient comme toujours de ma mère: décidément elle m'est un obstacle sérieux.." Conclusion: "Je cherche souvent à trouver des points de communication avec ma famille, mais en vain. La platitude domine.. Je suis seul et gêné. Heureusement ma passion pour le cinéma me sauve". Est-il besoin d'ajouter que ses représentations sur la famille sont l'antithèse des vues

traditionnelles?

D'où vient cette opposition? R.. l'attribue, comme tant d'autres jeunes Tunisiens, aux idées, aux études modernes: "Elles m'éloignent de plus en plus de ma famille, et j'en remercie ma bonne étoile". Mais cette différence entre les idées des générations, nous savons que certains la valorisent, d'ailleurs à des degrés divers, mais que d'autres la mettent entre parenthèses, parfois même en font une cause de rapprochement. Quand ces jeunes s'en saisissent pour la présenter comme la raison de l'opposition, en fait ils rationalisent un conflit plus profond noué au niveau de l'affectivité.

Dans le cas de R.. la clef nous paraît livrée par des phrases de ce genre: "Ma soeur évolue dans le milieu où l'esprit de platitude règne: celui des femmes". Ou mieux encore: "Etant enfant j'ai eu une haine des filles qui laisse encore ses traces". Dans une culture où le groupe paternel l'emporte absolument sur le maternel, où le garçon se réfère institutionnellement au premier contre le second, R.. a été victime d'une inversion du modèle. Dans un monde lui renvoyant les messages virilistes de tous côtés (car il est tout de même allé à l'école et dans la rue), il s'est perçu, étant entièrement absorbé dans le milieu féminin, comme occupant une position anormale. D'où, à notre sens, cette irritation croissante contre la mère et les femmes de la famille et ce ressentiment contre le père, qui n'a pas joué le rôle prescrit.

R.. a donc "quitté" le groupe féminin en se construisant en opposition à ses normes et valeurs, symbolisées à merveille par sa mère. Et comme dans le cas précédent, le matériel idéologique de la culture occidentale et la voie de l'acculturation se sont offertes à cet usage, d'autant plus naturellement qu'il a fait des études modernes.

Mais de son éducation en vase clos lui est restée sa sérieuse difficulté à établir des relations avec le monde extérieur. Sans

prétendre épuiser ainsi l'explication de sa vocation pour le théâtre et le cinéma, ce goût passionné pour la culture de l'imaginaire est certainement du au moins en partie à l'impasse où il se trouve: nécessité de quitter son monde familial "inversé" par rapport aux normes sans pouvoir rejoindre pour autant le monde extérieur ("Heureusement ma passion pour le cinéma me sauve"). Remarquons - nous y avons insisté dans notre première partie - que cette captation familiale de l'enfant aboutissant à le couper de l'environnement social est conforme aux normes de l'éducation traditionnelle: mais, cette fois, pour les raisons que nous avons vues, elle a pu aller jusqu'au complet succès.

Le cas de R..., cependant, comme plus haut celui de G..., ne serait pour nous qu'à moitié intéressant s'il avait du aboutir à une complète rupture. Mais ici encore une forme d'équilibre sera trouvée.

En effet, même pendant cette période d'opposition active de son adolescence, les ponts sont loin d'être coupés et la situation de R... est, en fait, conflictuelle. Il note lui-même la dissociation entre l'idéal et l'affectif: "Sur le plan affectif mes relations avec ma famille sont normales, malgré l'abîme idéologique qui nous sépare. Je sens que cet attachement me vaudra encore des remords, lorsque je me trouverai dans la nécessité de le rompre (il s'agit surtout de ma mère, dont je me sens responsable..)". Il apprécie les "aspects positifs" de sa famille: "Il y a dans ma famille, constituée par plusieurs ménages groupés en un seul bloc, un esprit de sacrifice et des liens affectifs très serrés. Malgré les mauvaises conséquences qui en résultent tout cela me plaît.. Ils cultivent la pitié, l'esprit de charité, ce qui est souvent agaçant mais a de bons aspects. Enfin le conformisme n'atteint pas à l'hypocrisie pour l'essentiel".

On voit enfin apparaître la méthode qui permettra finalement à R... de se réaliser dans sa singularité sans rompre: "Je m'oppo-

serai... Toutefois j'aurai à ruser avec ma famille, car me récrier ne me sert à rien. Cependant, chaque fois que je trouve l'occasion de me révéler à eux dans trop les heurter, je le fais, afin de les accoutumer à mon comportement décisif". Puis vient cette indication originale: "Je ne parle presque jamais "au sérieux" avec ma famille. Même au temps où je subissais la pression religieuse et ses tabous, on ne m'a jamais pris au sérieux et cela m'a été très favorable".

Nous avons repris le contact avec R.. six ans après cette première investigation. La rupture avec son groupe domestique ne s'est pas produite, et il a réalisé un équilibre avec ce milieu fortement conservateur sans rien sacrifier de ses aspirations et idées importantes de son adolescence.

Il confirme sa vocation pour le cinéma et le traitement de l'imaginaire. Mais, de façon significative, il les convertit en un moyen d'intégration supérieur de la réalité: "Je ne crois pas qu'il s'agisse d'évasion du réel, mais de nouvelles fenêtres d'où le point de vue est plus intéressant, plus correct et plus passionnant sur ce réel". Conjointement, il tente de remédier à l'"atrophie sociale", si l'on peut dire, que lui a valu son éducation et de combler la distance qui le sépare de sa société en entreprenant des études de sciences sociales, en devenant un enquêteur actif, etc... Car, en ce domaine comme en celui des choses domestiques, il a choisi "l'attitude de recul" plutôt que de violence.

Cela nous vaut un type d'anti-conformisme, un "profil d'acculturation" très différents de ceux observés chez G.. dans le cas précédent. La culture moderne est intériorisée à un degré exceptionnel. Mais, peut-être pour cette raison même, elle est totalement exempte d'agressivité provocatrice (G.. avait fumer exprès dans la rue à Ramadhan, et se plaignait de ce que les gens "ne réagissent pas"). Bien au contraire, ses opinions sur la famille et le reste une fois avancées dans toute leur originalité, il

prend immédiatement le point de vue sociologique et les enveloppe de nuances complexes à propos de leur application effective et collective.

En ce qui concerne sa propre famille, il conserve son jugement d'adolescence, mais il envisage ses rapports avec elle "beaucoup moins schématiquement". Sa mère demeure la même à ses yeux: "Elle espère m'identifier à une image qu'elle s'est forgée de moi". Mais il comprend maintenant son cas, en le rapportant au contexte analysé sociologiquement, et il souhaite que sa future épouse ait sa "gentillesse", sa "bonne disposition envers les autres". Quant à son père, il ne lui "en veut pas", "tous les pères sont plus ou moins ainsi". Se plaçant toujours sur le plan de ce qui est raisonnable pour la collectivité plus qu'à son point de vue propre, il admet la solidarité domestique, la prise en charge des parents, les efforts de compromis du couple pour vivre en commun avec eux, la séparation ne devant avoir lieu que s'il échoue.

Il n'en reste pas moins que la vie dans une famille qui a abouti à un résultat exactement contraire à celui escompté ne va pas sans poser des problèmes. Là se déploie la tactique, tout à fait consciente à présent, annoncée six années auparavant: "Pour éviter les terrains de désaccord je maintiens toujours les rapports avec ma mère, ou mes tantes, ou leurs maris, sur le plan de la plaisanterie, des jeux de mots. Quand il m'arrive de m'expliquer assez sérieusement, je garde le ton de la plaisanterie, tout en formulant assez schématiquement (mais je ne peux la formuler autrement) une vraie attitude ou un avis à moi, mais qu'ils se refusent à me reconnaître (parce qu'il ne leur plaît pas et qu'ils ont tendance à me ramener à une image idéale qu'ils se font de moi). Dans ces cas-là ils s'empressent de tenir mes propos pour de la plaisanterie. Je crois finalement que cette confusion en vaut une autre et a l'avantage de maintenir une certaine paix. Tout ce que je dis vaut pour mes rapports avec toute la famille, mais

surtout avec ma mère. Avec celle-ci je m'efforce de ne pas trop maintenir les illusions, puis je tempère tout cela par un jeu de compromis". En fin de compte, "J'ai toujours joué à celui qui n'est pas sérieux.. Je ne le faisais pas par malice, mais par nécessité.. Dans le détail, chacun m'a compris à sa façon, car j'ai pratiqué constamment un camouflage approprié à chaque personne, en fonction de mon attitude envers elle et de ce que je présumais de son attitude envers moi".

Ainsi la culture de l'imaginaire, chez ce jeune homme, s'enrichit sans cesse de nouvelles finalités. Après avoir servi à l'évasion (ce qu'elle fait certainement encore), après être devenue une sorte de "sur-réalité" permettant d'effectuer la jonction du réel et de l'imaginaire, elle permet de brouiller les rapports avec l'entourage, de les "dé-réaliser" suffisamment pour qu'ils puissent véhiculer un contenu oppositionnel sans compromettre gravement l'équilibre familial: d'un "original" on peut admettre pas mal de choses. L'intéressant est que la famille, qui s'est conservée dans toute l'étendue et la cohésion patriarcales, collabore plus ou moins sciemment à cette tactique où tous trouvent leur compte. C'est une nouvelle façon, après toutes celles déjà apparues, d'accepter l'intrusion de la nouvelle culture sans mettre l'ancienne en question.

Autres cas

Nous allons considérer maintenant les observations faites par Mr. Chédli Ben Mustapha (1), sur un milieu de fonctionnaires petits et moyens, âgés de 20 à 30 ans, habitant Tunis, munis du brevet ou du baccalauréat. Leurs parents étaient eux-mêmes de niveau socio-économique moyen. Il a étudié quinze cas, prêtant à des enseignements que nous allons tenter de dégager.

(1) Ch. Ben Mustapha, 1966.

L'ensemble des jeunes observés ont eu ou ont encore des conflits avec leur famille, mais la rupture a toujours été évitée. Par quels moyens?

Le champ des valeurs étant devenu pluraliste, chaque type ayant ses partisans, son rejet n'entraînant plus de condamnation globale et rigoureuse, on assiste d'abord et surtout à des compromis tacites fondés, pourrait-on dire, sur des échanges de valeurs. Le père accepte, par exemple, de fermer les yeux sur la non-observation de telle ou telle norme traditionnelle "laïque", à condition que les pratiques religieuses soient strictement respectées: c'est le cas majoritaire. Ce qui compte beaucoup aussi, c'est le travail du jeune. La famille lui demande une partie de son traitement; d'où des tensions amenant le père à des concessions parfois très étendues: "La famille n'hésite pas à donner au sujet le maximum de libertés en vue de s'assurer son concours financier tant indispensable, quitte à lui permettre grâce à un silence complice de bafouer certains aspects de la tradition et de la religion"(Cas N°8).

Selon l'observateur, les garçons parviendraient de façon générale à obtenir ainsi de larges facilités quant à leur conduite. Pour justifier cette nouvelle attitude on aurait recours à une interprétation insolite du trait culturel bien connu: la sagesse est réservée à l'âge. Cette proposition, anciennement, n'autorisait aucun assouplissement spécial des obligations exigées des jeunes. Maintenant "il y aurait une véritable hiérarchie fondée sur le statut d'âge.. On arrive ainsi à regarder certaines qualités, telles la sainteté, la pureté, la sagesse, comme l'apanage exclusif des vieilles personnes, qui sont les supports sociaux de la tradition. Il résulte de cette attitude une tolérance souvent excessive à l'égard des erreurs commises par le garçon"(Cas N°8). On a, en somme, élaboré spontanément une astucieuse casuistique: par une sorte d'élogieuse ségrégation on réserve aux anciens

la conduite morale, ce qui permet d'en décharger les jeunes. On parvient ainsi à légitimer les concessions qu'imposent les temps nouveaux par l'esprit même de la norme traditionnelle... Mais il n'en sera pas de même, nous le verrons, pour les filles; car pour elles cette casuistique ne sera pas encore nécessaire.

Un second moyen de résolution des tensions peut venir de l'influence traditionnelle accordée au fils aîné. Lorsqu'il est instruit, son pouvoir augmente encore: car il est appréhendé par les parents comme un conseiller valable susceptible de débrouiller les significations modernes de la société, en face desquelles les anciens se sentent embarrassés. Dans la voie même indiquée par l'institution traditionnelle, ils auraient donc tendance à lui confier leur rôle plus largement que de coutume, tout en demeurant suffisamment sécurisés puisqu'ils restent ainsi en accord avec l'ancien trait culturel. Il y aurait donc une véritable promotion actuelle du groupe des fils aînés instruits et même, très souvent, de ceux qui ne le sont pas: car ils sont tout de même plus près des jeunes et des temps actuels.

Mais en même temps "cette accession à la responsabilité d'un représentant de la nouvelle génération, généralement agent de progrès, grâce à une participation effective à la gestion de la famille, est le meilleur moyen de l'écarter de toute agressivité, en lui faisant toucher du doigt les difficultés d'une émancipation trop rapide, ce qui l'amène à souscrire à une formule moyenne assez souple" (Cas N°10). L'observateur a même noté le cas d'une "fille aînée à qui on a dispensé une bonne instruction européenne et qui était pour le père, la mère, les frères et soeurs, la conseillère écoutée" (Cas N°9).

Enfin "la médiation de la mère est l'ultime tentative de sauver l'institution familiale". Comme le remarque judicieusement Ch. Ben Mustapha, son intervention ne vise pas, habituellement, "tel aspect de la culture cristallisé dans l'institution", c'est-

-à-dire l'objet précis du litige. Elle s'attaque d'emblée à la subjectivité de l'enfant, à son affectivité. Elle cherche à obtenir "par le moyen d'une comédie dont seule la femme a l'art et le secret" une sensibilisation générale du sujet au sort global de la famille, sur laquelle elle tente de l'"apitoyer". L'auteur, qui paraît sévère pour cette action de la mère, tantôt lui impute la responsabilité d'une "intérieurisation aliénant l'inconscient des sujets", tantôt lui reproche de constituer "l'idéal de la contrainte morale aliénant la résistance du sujet" (Cas N°8). "C'est donc, conclut-il, en opérant sa jonction directe avec les motivations affectives que l'institution est définitivement sauvée, et la culture respectée".

Ajoutons à cela le rôle connu de la mère-médiatrice évitant le dangereux contact direct père-enfants. D'un côté "elle est chargée d'informer l'enfant de la colère du père", de l'autre elle aide les conduites d'"hypocrisie" des jeunes, qui font semblant de jeûner, etc..

Avec les jeunes filles cependant, si l'on en croit notre observateur, ces louvoiements généralement disparaissent. Elles apportent pourtant, dans les cas ici considérés, les mêmes prestations que les garçons. On leur prend la totalité de leur traitement pour leur trousseau, leur mariage, les besoins de la famille. On limite au maximum leurs sorties, on ne leur accorde pas de choisir leur conjoint. Sur le plan de la théorie du changement social nous verrons ce qu'il faut en penser. Tout cela entraîne certes des frustrations et tensions, mais pas de ruptures. Car les femmes ici observées ne parviennent pas à rejeter les normes qui les concernent.

Ou bien, en effet, elles en attribuent la responsabilité à la société et acquittent ainsi leurs parents: telle cette employée qui "justifie la dureté de sa famille par la condamnation portée par toute la société à l'encontre de la femme, dont les parents

aussi bien qu'elle-même sont victimes"(Cas N°14). On la voit donc approuver sa mère, une femme instruite, quand elle lui fait valoir que "si elle réproouve telle ou telle attitude, c'est malgré elle et en vue d'éviter une mauvaise réputation à la famille".

Ou bien la femme révoltée ne parvient pas à rompre avec sa parenté, parce que la contrainte serait trop bien intériorisée. Ainsi, dans le cas N° 11, une jeune employée subit toutes les limitations dont nous avons parlé, et ses parents lui imposent un fiancé. Puis ils le renvoient. Mais la jeune fille s'était attachée. Ayant atteint sa majorité elle décide, en accord avec son fiancé, de fixer la date du mariage et de présenter la demande à la mairie afin de provoquer l'acceptation des parents. Cependant "ceux-ci tinrent bon, avec l'accord de toute la famille: ce qui conduisit la jeune fille à fuir le jour même de ses noces chez des proches, afin d'annuler son mariage".

LES CLASSES POPULAIRES

Parmi les cas précédents, certains nous ont présenté l'image de familles des milieux populaires ayant accédé aux classes moyennes, ou en voie d'ascension vers ce niveau. Mais qu'en est-il des autres, celles qui n'ont pu profiter des possibilités de la nouvelle mobilité?

Nous n'avons pas nous-même étudié des cas de cette catégorie, où les tensions ne manquent pas. On a pu en avoir une idée d'après la correspondance adressée pour l'émission radiophonique sur les "Problèmes de jeunes", analysée au chapitre VI: la plupart des sujets, nous l'avions vu, appartenaient très vraisemblablement à ces classes du plus faible niveau économique. Nous avons constaté l'abondance des doléances, et il ne pouvait en être autrement puisqu'il s'agissait précisément d'une sélection de protestataires. Mais même dans ce groupe particulier,

nous nous en souvenons, les idées de rupture étaient exceptionnelles.

Par ailleurs, une enquête a été menée à la même époque par un étudiant, Mohamed-Salah Riza, sur vingt-deux cas d'ouvriers-journaliers (1). Il s'agit des milieux les plus défavorisés: petits paysans ou enfants de petits paysans qui ont du émigrer dans la capitale, où ils vivent dans les conditions les plus précaires.

Nous nous contenterons d'évoquer cette étude, où les caractéristiques générales de ce groupe apparaissent rapidement. Le lancinant objectif quotidien y étant de survivre, les problèmes familiaux sont absorbés dans le problème économique et social. Ils sont vécus comme secondaires, ne sont même pas distingués dans la trame d'une destinée perçue uniment comme écrasante. Les mêmes événements s'y passent: les parents ruinés, le départ pour le bidonville citadin, le père malade ou décédant le plus souvent prématurément; le fils aîné se chargeant de la famille, parfois à 15 ans, et s'occupant entièrement à la sauver de la faim.

L'affrontement de la nouvelle société donne vivement conscience de leurs lacunes éducatives aux jeunes de ces classes deshéritées. Ils ne songent nullement à le reprocher à leurs parents: "J'ai fréquenté le koutêb dans mon enfance, puis mon père m'obligea à interrompre mes études parce qu'il voulait faire de moi un pêcheur comme nos ancêtres: car il est honteux qu'un élément de la famille fasse un autre métier que le leur. D'autre part il pensait qu'après le Coran il n'y a pas d'autres études à faire, car toutes les autres corrompent les mœurs et font de l'abjection et du libertinage un principe social. Quant à moi je suis tout à fait persuadé du contraire. Mais je ne peux pas lui en vouloir, car il a vécu dans des conditions qui n'étaient

(1) M.S.Riza, 1962-63.

pas favorables à l'évolution et à l'éducation modernes. Son époque était généralement contraire à toute chose étrangère à ses croyances et habitudes" (Cas n°11).

Ce vif sentiment de la relativité des idées à l'époque et au milieu social est général. Quand le père peut passer pour individuellement répréhensible (jeu, boisson, délaissement de la famille), et quand on ne craint pas de contrevenir au respect filial en en parlant à l'enquêteur, ce genre de conduites est parfois relié aux conditions sociales, jamais aux institutions domestiques traditionnelles.

On se doute cependant que ces conditions de vie sont de nature à alimenter une pathologie sociale et familiale caractérisée. Les études sur la délinquance juvénile font apparaître une sur-représentation de ces milieux désorganisés. Aussi allons-nous rapporter rapidement les observations faites par Mlle Badra Belkhodja, dans une enquête qu'elle a menée sur les jeunes mères célibataires en Tunisie(1).

Cette étudiante a interviewé au hasard 21 d'entre celles-ci dans des centres de placement de Tunis et des environs. Pour douze d'entre elles, les pères se trouvaient être des agriculteurs sans emploi, déracinés de leur milieu d'origine. Quinze pères étaient analphabètes. Par contre ces jeunes femmes, pour la plupart, avaient reçu une instruction primaire.

Ainsi la famille a été frappée à la tête, car "la famille dont le chef n'est pas intégré dans un processus d'activité n'est pas protégée". Le père se perçoit et est perçu comme inutile. A la place de la solidarité tribale, il trouve à la ville "une solidarité de gens déçus qui rend sa situation supportable, mais ne lui attribue aucune valeur sociale". Là est le point central. Dans son village d'origine, même sans travail, l'homme demeure classé. Il lui est attribué le rang de son grou-

(1) B.Belkhodja, 1966.

pe domestique, qui n'est pas immédiatement atteint par la déchéance économique de tel ménage ou tel individu. Par là-même il a un "honneur" et demeure sensible aux obligations qui s'y réfèrent. Mais le fellah déraciné n'éprouve plus "la contrainte que suppose un rang dans la société". La mauvaise conduite de sa fille n'est plus un deshonneur aussi grand qu'à la campagne, "car sa fierté, son sentiment de dignité sont déjà entamés". Ainsi "le père, comme la fille, fait son apprentissage de la vie citadine de manière négative".

Dérouté par cet environnement qui l'infériorise profondément, lui ôte l'immédiate compréhension de ses raisons d'être, il pourra verser dans l'une des deux réactions typiques suivantes: ou bien cristallisation sur les positions traditionnelles, dans un monde largement désajusté où ses conduites sont peu efficaces mais lui permettent de se conserver un sens. Dans ce cas celles des enfants pourront devenir clandestines, dans l'exacte mesure où ils ne suivront pas le père. Ou bien il a confusément conscience que ses enfants, y compris ses filles, doivent sortir et participer à la vie sociale. Mais à l'opposé des cas précédents, la famille étant ici ruinée objectivement et subjectivement, on n'est plus en mesure de fixer les voies et limites de cette participation. C'est alors ce que l'observatrice appelle la "démission", c'est-à-dire la passivité morne ou angoissée et, si l'on peut dire, le sauve-qui-peut individuel.

D'autres facteurs entrent en jeu. Pendant que ce groupe descend dans la sous-prolétarianisation, un autre, sensiblement issu des mêmes milieux, monte vers les classes moyennes: "La mobilité sociale installe un fossé entre des gens qui ont eu un même style de vie". Toutes relations ne sont pas rompues pour autant et un nouveau rapport s'instaure entre ces éléments de même origine: "En effet, note l'observatrice, la classe des techno-bureaucrates nouvellement installée n'a pas les qualités,

les manières, le standing même qui lui permettrait de séduire les bourgeoises". Par contre, de par la communauté des réactions, "les rapports sont faciles avec les filles du "h'aï"(1), mais ce ne peut être que des rapports clandestins, car ce peuple est déclassé par rapport aux bureaucrates". Il arrive donc, si l'on en croit B.Belkhodja, que "le chef de service courtise la petite bonne parce qu'il a peur d'être ridiculisé par une jeune fille de milieu plus favorisé, plus raffiné", sans parler de l'aspect financier. Il en serait de même pour les étudiants, qui appartiennent aussi le plus souvent à cette nouvelle classe ambiguë.

A son tour la fille de ces milieux dé-structurés ne rejette pas l'aventure, qui "représente à ses yeux la participation au monde moderne, son intégration dans le processus général d'évolution". Cela d'autant plus que "la condition actuelle rend la tentation plus forte, car la richesse est plus apparente: les jeunes femmes bien habillées circulent dans les rues". Si bien que "le rapport est dynamique, il se transforme puisque la jeune fille le provoque à son avantage: il lui permet de prendre sa revanche contre un ordre qui la place du mauvais côté de la barrière. Il y a une prise de conscience aigüe par la fille-mère de cette situation qu'elle tend à dépasser par le jeu des rapports sexuels". Ainsi le "bidonville fournit les filles, les quartiers de niveau moyen les séducteurs". De l'enfant illégitime on passe à la prostitution: des deux groupes de la même classe d'origine, celui qui monte précipite la désintégration de celui qui descend.

Il ne faudrait pas s'imaginer pour autant que l'échec à l'intégration de la famille dans le système moderne

(1) Quartier, communauté de quartier.

soit réservé à ces milieux deshérités. A l'hôpital psychiatrique de Tunis, on nous a présenté des cas de conflits de valeurs qui avaient fait éclater des ménages de haut niveau social et mené à la maladie mentale des sujets des classes moyennes et supérieures: nous ne pouvons les rapporter ici. Il n'en reste pas moins que, selon toute vraisemblance, la pulvérisation de l'institution domestique est plus aisée dans ces vastes groupes jetés dans la sous-prolétarianisation (1).

Conclusion

On aura vu d'après l'ensemble de ce chapitre où il faut en arriver pour aboutir à cette extrémité, qui est d'ailleurs loin d'être une issue fatale. Le groupe large doit être totalement perdu de vue, la famille être devenue incapable d'assurer ses fonctions de base, économiques et de protection de ses membres. Il lui faut aussi ne plus être capable de leur assurer un rang dans la communauté traditionnelle sans que, par ailleurs, ils soient en mesure d'en acquérir un dans la nouvelle société. Précipité dans un groupe d'appartenance qui ne mérite même pas ce nom, n'étant qu'une masse dé-structurée symbolisant la déchéance, le sujet ne dispose plus, ni dans l'ancien ni dans le nouveau système, de groupe de référence lui permettant de se signifier socialement: il flotte, ayant perdu toute attache, et ses conduites deviennent "libres". Dans ce cas il est même inapproprié de parler de ruptures à l'intérieur de la famille, l'institution domestique tendant tout simplement à disparaître.

(1) Dans ces milieux aussi se produisent le plus fréquemment les évasions dont nous avons parlé dans notre chapitre VI, consacré à l'émission "Problèmes de Jeunes".

Par contre, quand les conditions économiques et sociales permettent à la famille de demeurer objectivement, les possibilités de conflit et de cassure entre les deux univers sont tout aussi réelles, quoique se présentant différemment; mais on a vu comment l'issue négative est le plus souvent évitée. Les compromis de toute sorte, les échanges de valeurs, les tactiques diverses pour maintenir la communication, la sensibilité au sort global de la famille, la solidarité obligatoire entre ses membres amenant à couvrir leur divergences de représentations et conduites, la référence au nom, à l'honneur, au passé du groupe, nous ramènent sans cesse à ce point central: la famille n'est pas rompue parce que c'est le propre de la famille que de ne pas se laisser briser. La fonction d'intégration de ses membres par delà leurs différences est sa fonction centrale, et elle se manifeste d'autant plus vigoureusement que la valeur de l'institution domestique est plus accusée, autrement dit qu'on se réfère d'avantage au système traditionnel.

Si bien que nous avons affaire, semble-t-il, à un véritable mouvement dialectique: plus la famille est traditionnelle plus elle se perçoit comme opposée à l'univers moderne, avec la multiplication des chances de rupture qui en résultent; mais plus aussi elle est susceptible de trouver en elle-même les ressources lui permettant de l'intégrer.

CHAPITRE XVI

REGULATION DU CHANGEMENT

ET PROCESSUS D'ACCULTURATION:

SYNTHESE ET CONCLUSIONS

Les opérations d'acculturation

A la fin de notre première partie nous avons présenté un tableau ordonné des éléments de la crise de la famille tunisienne, dans la mesure où elle reflétait celle de la culture traditionnelle (1). Dans le chapitre X nous avons rapporté l'image que se font les jeunes Tunisiens du modèle domestique souhaité, étant donné l'impact de la culture industrielle européenne (2). Nous ne reviendrons donc pas sur ces points et nous concentrerons maintenant sur le problème qui nous a préoccupé dans la seconde partie de cette étude: délaissant le plan des réactions négatives immédiates et "ponctuelles" au changement, apparaissant à un premier niveau d'observation non méthodologiquement élaborée, nous nous sommes efforcé de saisir l'organisation synthétique des attitudes. Et nous avons voulu connaître la signification terminale que, par son dynamisme propre, celle-ci pouvait donner à l'irruption violente et désordonnée du changement.

Or, dans la manière des jeunes et occasionnellement des anciens d'aborder le problème de la transformation de la famille, comme dans le contenu du modèle souhaité, nous croyons avoir pu

(1) Chapitre VII, pp.272 - 290

(2) Chapitre X, pp.444-454.

sensiblement vérifier l'hypothèse issue de nos premières enquêtes : car nous avons mis en évidence un grand nombre de processus dont l'effet, si on le rapporte aux ruptures et tensions attendues, ne peut être que de les modérer considérablement, sinon de les éviter. Dans la mesure où cette étude se proposait d'être une analyse des processus psycho-sociologiques du changement socio-culturel à partir d'un secteur limité, nous allons les reprendre et les présenter d'une manière plus systématique. A ce niveau de formalisation, en effet, ils peuvent intéresser la théorie du changement social.

Disons d'abord qu'ils sont possibles grâce à une attitude de base: sauf pour certains des sujets les plus instruits, la nouvelle culture n'est pas appréhendée comme un système. On est rarement sensible à sa cohérence, à ses liaisons, qui paraissent "logiques" à celui qui s'y trouve enfermé. Ainsi peut-on adopter un trait moderne sans en tirer les implications, ou une conséquence sans admettre ce que nous appelons le principe. Cela permet la conduite fondamentale de la "manipulation", c'est-à-dire la sélection ou le traitement des traits culturels étrangers selon le dynamisme spécifique des attitudes des "emprunteurs". C'est la logique propre, ou disons plutôt l'intentionnalité de ce dynamisme qui apparaît à travers les opérations d'acculturation du groupe considéré. Que sont ces opérations?

Plaçons-nous à un premier point de vue: la manière d'aborder le problème du changement de leur culture par les groupes de jeunes de la société tunisienne. Ils auraient pu manifester des attitudes très différentes, aboutissant à des points de vue nettement divergents sur le modèle familial souhaitable, avec le cortège consécutif de conflits et ruptures supposé par l'hypothèse "dramatique" commune. En fait celle-ci s'est trouvée démentie par un certain nombre de caractères concordants,

présents dans le style d'accueil au changement.

Quels qu'aient été en effet les groupes analysés, constitués à partir des cinq grandes variables sociologiques, nous n'avons jamais pu repérer de prises de position globalement antithétiques, de conflits d'opinions larges et cristallisés. Cette configuration illustrant le déchirement social s'est trouvée évitée grâce à deux caractéristiques typiques:

- D'une part, une mobilité généralisée des attitudes, la très grosse majorité des jeunes se révélant capables, à partir d'une position dominante centrale, de puiser selon les questions dans un large éventail d'opinions. Si bien que rares ont été les sujets enfermés de bout en bout dans une seule attitude et un seul modèle d'interprétation.

- D'autre part, et en conséquence, un éclectisme aboutissant à un remarquable équilibre d'ensemble des prises de position traditionalistes et modernistes, des maintiens et des novations. Cette modération des attitudes n'a pas été seulement une moyenne susceptible de masquer des extrémismes de sens opposé. Nous l'avons rencontrée au niveau de tous les sous-groupes, aussi loin que nous ayons pu les individualiser.

Cette mobilité mentale ne s'est d'ailleurs aucunement traduite par une pulvérisation désordonnée des opinions, qui eût été aussi contraire à l'équilibre social que les antagonismes larges et durcis. Bien au contraire, à propos de chaque question, se sont faits le plus fréquemment des choix massifs groupant la majorité absolue des jeunes. Quant aux divergences, dans la mesure où elles se sont produites, elles ont moins surgi entre sujets aux opinions arrêtées qu'entre individus hésitants et divisés en eux-mêmes: ce genre de désaccords ne saurait évidemment alimenter une bien grande agressivité. Enfin les configurations conflictuelles, opposant des opinions nettement antithétiques, ne sont jamais parues que pour 12 à 17% des questions.

De la sorte, les différences d'accueil à la nouvelle culture se sont traduites très généralement par une simple variation dans les effectifs de jeunes ayant fait les mêmes choix, qui n'allait pas jusqu'à mettre en cause l'accord majoritaire sur le point considéré. D'autre part, les inflexions dans la distribution des positions adoptées selon les questions se sont trouvées remarquablement parallèles. La différence se manifestait dans le déplacement le long d'un axe d'un seuil général d'accueil au changement, élevant ou abaissant ensemble les scores des opinions. Autour de cette sorte de "facteur G" de l'acculturation (attitude générale de personnalité), celles-ci se sont articulées en une structure commune, indiquant un système évolutif commun de la totalité des groupes considérés.

Enfin, un dernier caractère nous avait paru important pour la modération de la crise : la répartition des accords, plus importante peut-être que leur quantité même, qui se sont trouvés distribués entre tous les aspects du système familial.

Nous devons ainsi constater l'existence d'un remarquable consensus des jeunes de cette société, qui se laisse à peine entamer par les variables différenciatrices classiques de la sociologie. H. Mendras avait noté le même phénomène dans ses études sur le groupe paysan français traditionnel face au problème du changement industriel : nous nous interrogerons sur sa signification (1).

Mais cet accord n'est pas ombrageusement fermé sur un héritage ancien cristallisé. Cela est du à la mobilité des attitudes, à l'éclectisme des choix, à la répartition équilibrée de la novation et de la tradition. Ajoutons y l'apparition caractéristique d'une forme de traditionalisme distinct de l'ancien conservatisme, celui-ci se révélant presque toujours minoritaire

(1) H. Mendras

et tendant à devenir résiduel et réactionnel. Cette nouvelle forme aussi, nous l'avons vu, constitue un processus modérateur de première importance, puisqu'on y trouve une curieuse co-existence de représentations imprégnées des caractères de la mentalité moderne et de conduites demeurant traditionnelles : ce qui a pour effet d'amortir le changement au niveau de la pratique sociale. Mais précisément ces représentations, dont l'impact sur les institutions est pour ainsi dire détourné, sont ouvertes sur les temps nouveaux. Et c'est ce dernier terme qui s'impose en la circonstance : cette forme de traditionalisme peut être dite ouverte et tout l'ensemble ici considéré présente les caractéristiques du système ouvert. Cette qualification, les psychosociologues américains l'avaient appliquée aux formations qui, à l'intérieur d'une société, n'étaient ni imperméables au changement ni pulvérisées par lui, mais se révélaient aptes à l'épouser sans se dénaturer.

Mais avant de revenir sur ce point, achevons notre inventaire des mécanismes d'acculturation. Nous nous sommes efforcé de dégager les processus les plus généraux de modération de la crise au niveau du style global d'accueil au changement, dont l'effet nous paraît être surtout de préserver la cohésion sociale devant les stimulations "sauvages" de la culture étrangère. Essayons maintenant de systématiser les opérations plus particulières par lesquelles certains contenus de celle-ci sont articulés à la culture traditionnelle, sans la sacrifier. Elles aboutissent d'ailleurs aussi, mais indirectement, au même résultat : un agencement relativement équilibré des traits culturels opposés est de nature à réduire les conflits entre les groupes qui tiennent plus particulièrement pour les uns et pour les autres.

L'opération la plus fréquente est celle que nous appellerons de "dissociation". Elle a plusieurs aspects.

Sous sa forme la plus simple, elle se présente comme un fait sans justification. Ainsi rejette-t-on par exemple un principe traditionnel sur le plan abstrait (inégalité des sexes) et le retrouve-t-on appliqué au niveau des rôles, des conduites. L'inverse est aussi vrai : maintien explicite de l'ancien principe et attitudes pratiques qui en sont suffisamment éloignées pour lui ôter toute rigidité dans l'application. Autre exemple : dissociation entre les valeurs du groupe large, où tout le monde communie, et les ménages qui se situent à leur convenance devant les contenus culturels opposés.

D'autres fois une justification est avancée, prenant plus ou moins la forme d'une casuistique. Ainsi le traditionalisme ouvert argumente-t-il diversement pour expliquer l'adhésion à des principes modernes et l'absence de leur application aux conduites.

La justification peut être remplacée par une sorte de manipulation de la valeur des éléments dissociés. Exemples : les défauts de la famille sont perçus comme du circonstanciel qui ne saurait atteindre le fondamental; les savoir-faire défectueux sont à séparer de la personnalité des parents, qui demeurent au-dessus; les rapports idéels négatifs s'effacent devant les rapports affectifs (de façon générale est valorisé ce qui lie, mis entre parenthèses ce qui sépare); le travail professionnel féminin est considéré comme une anomalie provisoire relativement au principe, même si ce provisoire s'avère définitif.

Très proches de la dissociation sont les procédés du "partage" (partage des rôles anciens et modernes entre des personnes différentes de la famille), ou d'utilisation de conduites antithétiques relevant des deux cultures selon les circonstances : usage de codes différents selon les univers où l'on évolue; modernisme sur le plan individuel, traditionalisme quand les intérêts familiaux sont en jeu.

Nous demeurons dans la catégorie de la dissociation avec le "relativisme" : par exemple l'idée que les systèmes adoptés doivent être relatifs aux niveaux d'instruction ou aux statuts sociaux. Plus fréquemment ce procédé se traduit par une distribution des jugements selon les plans du temps : les anciens avaient raison d'agir comme ils le faisaient puisque c'était le passé; ou bien on distingue ce que l'on a pensé et fait soi-même de ce que penseront et feront les enfants dans l'avenir. Grâce à cette répartition on peut éviter le conflit entre des jugements d'approbation et de rejet visant le même objet : malgré ses principes modernistes on est satisfait de sa famille, qui ne peut être autrement dans le présent, mais on en fondera une très différente dans le futur; on apprécie beaucoup sa mère ou son père actuellement, mais on épousera un conjoint qui ne leur ressemblera pas.

La seconde opération typique nous paraît mériter le nom de "transposition". Elle aussi présente plusieurs aspects.

Sous sa forme la plus dépouillée, il y a simple transport du trait ancien dans les comportements nouveaux: ainsi, sous le dialogue d'apparence moderniste se cache la forme unilatérale paternaliste. De façon plus intéressante, nous avons pu mettre en évidence la collaboration des hommes et des femmes pour maintenir, dans leur manipulation égocentrique de l'acculturation, l'ancien équilibre des sexes. Rappelons aussi comment on consent à transformer en pouvoirs les nouvelles prestations sociales accordées au garçon (salaire), tandis que la même permission est refusée à la fille; ou bien encore cette érosion des droits respectueuse de la hiérarchie familiale traditionnelle, puisqu'elle augmente en allant des plus âgés aux plus jeunes. C'est une transposition de "maintien".

Plus souvent encore, elle est instrumentale. Elle sert

d'abord à s'adapter plus aisément au moderne : ainsi on est-il de l'utilisation de l'ancienne forme communautaire pour instituer dans le monde du salariat la "famille-coopérative". Beaucoup plus remarquable s'est avérée l'utilisation des valeurs mêmes de la famille traditionnelle (perdurabilité, solidarité, réputation, honneur) pour couvrir les divergences dues au conflit culturel : mouvement original par lequel l'ancien absorbe le nouveau en s'approfondissant lui-même.

Nous parvenons ainsi au second aspect de la transposition instrumentale : celle où la formation traditionnelle ne sert pas seulement à perdurer dans le nouvel univers ("accommodation" de Piaget), mais devient une médiation pour changer, pour assumer les nouvelles conduites. Nous avons vu comment le contrat de mariage pouvait servir de support à des fiançailles, comment le fils aîné pouvait devenir un relais pour l'acceptation des innovations par le père. Nous savons aussi comment la valeur traditionnelle pousse à l'acquisition de la nouvelle instruction ou à la modernisation du foyer, la transformation des rapports dans le ménage, l'élévation du statut et des rôles de l'épouse, etc...

Dans ce dernier cas, on peut le remarquer, le changement est présenté comme le moyen de mieux promouvoir la tradition. C'est plus explicite encore lorsque, par exemple, on prend des distances avec la famille pour mieux sauvegarder les liens, le "respect" : tant il est vrai que, dans ces opérations de transposition, s'effectue un mouvement de va-et-vient d'une culture à l'autre difficilement dissociable. Psychologiquement, en tout cas, ce procédé facilite si bien l'assomption de la nouveauté qu'il peut engendrer des propositions générales plus ou moins vraies ou mystificatrices, mais sécurisantes et efficaces : tel le principe que l'acculturation n'est, en somme, qu'une explicitation, une re-découverte de l'Islam "authentique", "non dégra-

En troisième lieu, nous présenterons ensemble un groupe d'opérations généralement indissociables : nous les nommerons "subjectivation" (néologisme plus précis, croyons-nous, qu'"intérieurisation"), "mobilisation", "indétermination".

Nous avons longuement illustré la "subjectivation" dans notre présentation du modèle domestique souhaité par les jeunes. Nous y avons vu comment "les conduites de la puissance matérielle du groupe étant devenues périmées, elles sont remplacées par celles de préservation des aspects symboliques et moraux de cette puissance, qui survivent à ses aspects objectifs"(p.452). Cette communion sans doute plus intense, et en tout cas plus explicite, dans les symboles et l'"idéologie" de la famille à mesure que celle-ci perd de son efficience objective, est à mettre en relation avec l'observation faite précédemment : du fait que la nouvelle société multiplie les divisions et dangers de rupture entre ses membres, la vieille institution semble portée à mobiliser plus vigoureusement ses ressources, à insister sur ses représentations cohésives pour y parer.

Mais nous avons vu aussi comment le mouvement de subjectivation ne s'empare pas seulement du groupe familial dans son ensemble : il se saisit également des normes de fonctionnement de l'organisation patriarcale. Là se repèrent plus particulièrement les opérations de "mobilisation" et d'"indétermination". La première correspond à l'abandon, vérifié dans de nombreux cas, des anciennes déterminations institutionnelles rigides, sinon figées, pour les récupérer sous forme de valeurs et attitudes "libres" dégagées des contenus cristallisés, et retrouvant de ce fait leur dynamisme et leurs possibilités.

L'indétermination s'ensuit : elle correspond au passage des prescriptions sociales précises, étroitement contraignantes, à des principes généraux bien moins déterminés, interprétables selon les situations. Ces "formes" extraites des "contenus",

accueillantes à l'inventivité de l'agent (autre aspect de la subjectivation), ne sacrifient donc pas les normes traditionnelles : elles les récupèrent et leur permettent de se maintenir en s'adaptant à la variété des nouveaux rapports concrets.

Par là-même, on le voit, on a tendance à passer de la pression sociale perçue comme plus ou moins externe à l'assomption intérieure de l'obligation de type "moral". Ce mouvement est susceptible de modifier l'économie interne de certaines normes traditionnelles. Ainsi l'aspiration se manifeste-t-elle nettement à délier les anciens pouvoirs des statuts de leurs agents, à les rattacher aux rôles, à les justifier par les devoirs et non par les droits. Si bien que la contestation de ces pouvoirs s'accompagne du maintien énergiquement affirmé des liens et obligations.. qui rétablissent indirectement les premiers, mais sous une autre forme et sur une autre base.

Pour conclure sur ce dernier groupe d'opérations, disons qu'il nous paraît traduire une exigence caractéristique. Quand une culture est violemment attaquée et se révèle suffisamment vigoureuse pour ne pas se désagréger, elle est portée, dirait-on, à se détacher de sa lettre pour retrouver son esprit : c'est-à-dire à récupérer, sous une forme dynamique infiniment plus apte à l'adaptation, les puissances qui avaient accompagné son expansion et fait son authenticité.

Nous signalerons seulement le quatrième type d'opérations, le plus visible et spontanément avancé de tous côtés: le compromis, dont l'attitude médiane nous a fourni nombre d'exemples. Nous y rangerons aussi l'éclectisme, l'addition de traits empruntés aux deux cultures, le sacrifice seulement éventuel de traits traditionnels en cas de choix forcé entre elles, les "échanges de valeurs", les conduites de simulation réciproque et autres sortes de "contrats de co-existence" révélés par nos études de cas particuliers.

Cela dit, nous ne saurions prétendre à l'exhaustivité de cet inventaire. Nous avons d'ailleurs signalé au passage certains phénomènes qui ne peuvent entrer dans la précédente classification : tout se passe comme si l'on avait affaire à une réalité vivante dont il est impossible de subsumer la totalité des réactions dans des genres.

Tel qu'il est, cependant, notre tableau permet d'intégrer la grande majorité des opérations d'acculturation que nous avons cru identifier. Avec l'analyse des aspects de la crise, notre recherche tendait principalement à ce but, l'essentiel nous paraissant d'apporter une contribution empirique la plus précise possible à la science du changement social, du point de vue de la psycho-sociologie. Nous pouvons donc maintenant, pour terminer, pénétrer dans un domaine beaucoup plus hypothétique pour réfléchir à un problème général soulevé par cette étude.

Réflexions sur les aspects généraux du dynamisme d'acculturation dans la société tunisienne

Comme on aura pu le constater, nous avons attribué une orientation finaliste aux précédentes opérations. Pour cela, nous avons utilisé le procédé habituel : l'emploi de ce langage téléologique nous aura permis d'ordonner la diversité de nos observations, des processus dégagés, en un ensemble cohérent et intelligible. Ainsi nous croyons-nous autorisé à parler d'un dynamisme interne par lequel le groupe des jeunes Tunisiens réagit à la désorganisation de l'environnement, élaborant spontanément au niveau collectif des opérations variées pour conduire au mieux la crise du changement au lieu de se laisser mener par elle. En un certains sens et dans des conditions particulières, c'est une illustration de plus de ces processus de "contrôle social", ou "homoeo-statiques", reconnus et analysés de divers côtés.

Ces opérations, nous les avons isolées au niveau des institutions domestiques. En toute rigueur, nous n'avons donc pas le droit d'extrapoler, de soutenir que cet effort collectif de régulation de la crise se poursuit pour les autres aspects de la société tunisienne. Pour la totalité des observateurs, cependant, et des acteurs conscients, il ne fait pas de doute que la même lutte se livre si l'on peut dire sur tous les fronts, afin de ne pas laisser se désagréger ni se dénaturer ce que l'on considère comme l'ancienne et grande culture musulmane. Nous avons bien saisi, pensons-nous, des manifestations du dynamisme de cette culture à travers l'ensemble des processus ci-dessus décrits. Avec des fréquences variables, on les retrouverait très probablement en dehors du secteur où nous nous sommes cantonné. Et l'intérêt serait qu'on puisse les dégager dans tous les cas où une culture réussit à s'adapter sans succomber.

Une dernière question se pose maintenant. Ces opérations de régulation du changement se mêlent, dans la même société, aux symptômes de la crise, dessinés et parfois renforcés dans les mêmes groupes, sinon les mêmes individus. Comment cela est-il possible? Certes, l'effort de maîtrise de la crise doit nécessairement surgir de la présence de celle-ci. Mais, sous cette exigence logique, quelle réalité peut se cacher intéressant le psycho-sociologue? Une réflexion sur ce point nous aidera sans doute à mieux rendre compte des modalités du dynamisme apparu.

Pour cela, remontons au point de départ. C'est bien le défi d'un environnement objectivement nouveau, consécutif à l'installation heurtée de structures industrielles dans un contexte de domination étrangère, qui oblige la culture originelle à changer.

Mais, toutes nos observations le montrent, il ne s'agit pas

d'actions ponctuelles, entraînant des réactions de même caractère. Nous l'avons vu dans notre première partie : malgré les incitations dans ce sens, des changements précis qui devraient se faire pour mettre fin à des désadaptations onéreuses, empêcher le maintien ruineux de certaines traditions, ne s'effectuent pas. Mieux même : celles-ci sont parfois renforcées.

C'est que, sauf chez une minorité, les désadaptations ne sont pas ou sont très difficilement isolées et rapportées à leurs causes précises. La raison en est sans doute la suivante : la culture originelle est vécue comme un tout, comme un système qui rend très laborieuses sa perception et sa mobilisation analytiques. Aussi bien toute stimulation partielle au changement est-elle ressentie de façon diffuse, mais pressante, comme mettant le tout en danger d'écroulement.

Cette menace, on s'en doute, provoque un profond malaise. Car si la culture étrangère doit apporter l'adaptation à tels aspects de l'environnement (pas tous d'ailleurs, puisque celui-ci demeure composite, n'ayant pas été entièrement investi par les nouvelles structures objectives), l'originelle est vécue comme livrant le sens de l'existence et de soi-même : on l'utilise depuis des siècles pour se signifier dans et par le système qui signifie les êtres et choses autour de soi. Mais, pour l'humain, signifier c'est identifier, et identifier c'est être et faire être. Pour un individu fortement installé dans une culture, tout particulièrement si elle est traditionnelle, il n'y a pas l'homme, la femme, le père, le mari, l'enfant, le mariage, la naissance comme êtres indéterminés, supports non qualifiés, auxquels les déterminations culturelles s'ajouteraient ou dont elles se retireraient après coup (point de vue "sophistiqué" de l'intellectuel). Ils font corps avec celles-ci. Les leur enlever c'est en faire des choses non situables, incompréhensibles, ôter leur être.

En bref, pour ceux qui la vivent, une culture installée a centralement une fonction ontologique. La fonction instrumentale elle-même (adaptation à l'environnement) est vécue comme absorbée dans la première. Le mari musulman, pour prendre cet exemple, ne vit pas l'Islam comme un outil lui permettant de "s'adapter" d'une certaine façon à son épouse, et susceptible d'être remplacé en cela par l'outil européen ou autre. L'un et l'autre sont consubstantiellement musulmans, et les choses qui vont bien entre eux sont vécues comme allant de soi. C'est, en somme, le point de vue opposé à celui du sociologue : dressé à la perspective de la relativité culturelle, des représentations en général, l'adaptation paraît à celui-ci le fait premier, sinon unique. Le vécu ontologique de sa culture par l'agent passe facilement pour une formation secondaire, à expliquer par un quelconque mécanisme de dérivation : habitude, tendance à transformer les moyens en des fins ("sanctification des valeurs" des psycho-sociologues américains), etc.. Bref, ce que l'agent tient pour une essence première, l'observateur des sciences humaines l'envisagerait plutôt comme un contenu inessentiel et relatif. Aussi ne fait-il ordinairement pas de doute pour lui que celui-ci finira par "s'aligner" sur les nouvelles structures de l'environnement.

La crise provoquée par le changement serait facilement dénouée si la société concernée intériorisait uniment cette perspective relativiste instrumentale, volontiers adoptée, dans le cas du Tiers-Monde, par des dirigeants fiévreusement préoccupés de réaliser l'industrialisation afin de sortir du "sous-développement". Or, même si celle-ci s'est faite, il est douteux que cette "conversion de l'expert", si nous osons ainsi parler, se soit produite pour une quelconque collectivité de grande culture.

En fait, il se produit autre chose : les deux fonctions tendent à se dissocier, ce signe de la crise en devenant à son tour une cause. La culture traditionnelle conserve sa fonction

ontologique et alimente le sentiment de l'"authenticité" (selon l'expression de J.Berque): on continue à l'entretenir entre soi, entre "initiés" oserons-nous dire, en communiquant par son code. Mais elle perd de plus en plus son rôle adaptatif. L'instrumentalité passe à la culture étrangère, qui présentera les caractères inverses. Schématiquement, il y aura la culture par laquelle on "est" et celle par laquelle on "fait".

Par cette dissociation s'expliquent sans doute les traits du tableau dressé dans notre première partie. Nombre d'individus, spécialement parmi les anciens, privilégiant spontanément la décisive fonction d'identification, se rétracteront dans le système originel, car il leur permet de se comprendre et de comprendre leur monde autour d'eux. Mais ce monde harmonieusement signifié, il leur est difficile de ne pas le constater, se décolle de celui qui se fait dans leur entourage. Il est subjectivement satisfaisant mais devient irréel : tant il est vrai que l'être ne saurait indéfiniment se séparer de l'agir. Corrélativement, d'autres se livreront à l'imitation. La solution n'est pas plus heureuse : on n'expulse pas les significations socio-culturelles dont sa vie est tissée par une décision de conscience individuelle. Ou, en tout cas, l'entreprise mène rarement au succès. Le "faire" demeure désaccordé de l'être, les conduites ne rencontrent pas les significations qui leur sont corrélatives.

De là la majorité des comportements caractérisant la période de crise. Des traits sont empruntés à la culture adaptative étrangère de façon empirique, dans le désordre, selon les besoins les plus impératifs et les circonstances. Ils demeurent fortement signifiés comme étrangers et comme simplement empruntés. On leur attribue une valeur extrinsèque et mineure de purs instruments à lier à des situations de fait, non reconnues comme de droit. D'où le paradoxe du maintien d'institutions traditionnelles onéreuses, d'inversions ruineuses et "irrationnelles". On se sou-

vient de la principale : le groupe domestique cédant ses fonctions économiques et d'adaptation objective à un ménage qui s'épuise à l'entretenir; mais, tout en "parasitant" celui-ci, continue à le diriger moralement et à lui imposer ses valeurs. C'est qu'en fait ils ont besoin l'un de l'autre : le groupe, pour le rôle instrumental du ménage; le ménage, pour le rôle signifiant et d'authentification du groupe. Les associations paradoxales viennent, en somme, de ce que la même culture ne suffit plus à assumer les deux fonctions.

Cette situation ne saurait évidemment durer. Une action où le sujet ne s'investit pas est formelle, mécanique, et devient insupportablement frustrante. Une existence qui n'est plus significativement nourrie de son rapport à l'environnement régresse dans les diverses formes d'irréalité. Une troisième voie est à trouver, dont le modèle construit par les jeunes générations pour les institutions familiales paraît bien donner une idée. Essayons de voir en quoi.

Un premier caractère apparaît d'abord : ce modèle n'est pas un assemblage composite de réactions ponctuelles à des stimulations présentant le même caractère. Il y a reconstruction globale d'une formation relativement originale, structurée, et pour ainsi dire d'un seul tenant.

L'autre caractère n'est pas moins important : la perpétuation, dans le changement lui-même, de ce trait traditionnel principal qu'est le maintien du consensus des membres du groupe. Nous l'avons déjà noté : les facteurs qui devraient entraîner de nettes séparations sur l'axe tradition-modernité agissent peu. Cela vient, pensons-nous, de la sensible disparité entre les stimuli et le système des significations originelles, dont ce consensus fait apparaître le dynamisme interne jusque dans les plus jeunes générations.

Seule, nous nous en souvenons, l'instruction moderne est

relativement capable de produire une certaine distanciation. Ce fait est éminemment intéressant : à l'opposé du schéma habituellement vérifié, les effets les plus importants ne viennent pas des stimuli objectifs, mais des incitations subjectives; de ce qui agit non pas du dehors, mais du dedans. Ce nous paraît être une bonne confirmation de l'interprétation précédemment avancée. C'est parce qu'elle est un système de significations formant un tout que la culture traditionnelle s'avère difficilement perméable aux attaques parcellisées et désordonnées de l'extérieur : ne s'insérant pas spontanément dans ces significations, les stimuli demeurent étrangers, non reconnus, et perdent de ce fait beaucoup de leur efficacité. L'instruction agit d'avantage, d'abord parce qu'elle affronte des représentations avec d'autres représentations explicites, mais surtout parce qu'elle aborde un système avec un autre système : étant elle-même porteuse d'un tout, elle est en mesure de modifier un tout en tant que tel.

Cette action n'en reste pas moins limitée. Le consensus se maintient, même entre groupes d'inégale instruction, grâce à ce processus maintes fois relevé : la manipulation de la différence idéologique par le jeu des attitudes valorisantes ou dé-réalisantes prises à son égard, et qui se nouent en un plan plus profond. Aussi cette différence nous est-elle apparue plus souvent comme une matière diversement utilisée dans le conflit que comme son origine. Sa qualification a toujours oscillé entre ces deux limites.

Cette proposition permet d'éliminer l'explication, courante et superficielle, du changement culturel par l'imitation. Si des individus, parmi lesquels éventuellement des dirigeants, ont conscience d'emprunter à la culture étrangère par sensibilité directe à ses images ("influence", "prestige", "intérêt"), au niveau collectif cette manipulation multiforme analysée tout au long de cette étude vide ce concept d'imitation de tout contenu

important. L'impact de la colonisation, du système moderne à base d'industrialisation, n'est pas, à ce niveau distinct des "constructions" des uns et des autres, la modification et encore moins l'annulation directe des significations de la culture autochtone par l'étrangère, l'introduction directe des significations importées dans les représentations des nationaux.

Le troisième caractère important du modèle dégagé dans les jeunes générations est que leur consensus n'est pas rétracté sur le passé, mais projeté sur l'avenir. Ce n'est pas un accord de préservation d'un contenu traditionnel ombrageusement fermé à la novation. Parlant de la société paysanne française pré-industrielle, H. Mendras affirmait, toujours dans la même étude, que le nouveau y était admis une fois devenu ancien. Cette proposition, dans le cas qui nous concerne, serait admissible à condition de l'accompagner de la proposition inverse : l'ancien est ré-admis une fois devenu nouveau.

Autrement dit, si nombre de traits modernes sont intégrés dans le traditionnel, il ne s'agit plus du même traditionnel. Celui-ci tend à muer dans sa qualité. D'une part, il est le plus souvent ré-assumé dans ce traditionalisme ouvert dont nous avons vu comme il est "consonant" à l'esprit de la modernité. D'autre part, ses traits sont moins maintenus dans leur forme première que transposés dans ce dynamisme intériorisé, libre et mobilisable ci-dessus caractérisé. A la limite (non atteinte) de ce mouvement, rien ne change et tout change.

Si nous pouvons nous permettre ce jugement de valeur, là nous paraît être la voie de l'acculturation "réussie", sauvée des trois impasses qui la guettent : la rétraction dans une pureté qui la tue; l'imitation mécanique où l'emprunteur finirait par disparaître en même temps que sa culture; l'addition de pièces et de morceaux au gré des stimulations partielles du nouvel environnement, signifiant la perpétuation indéfinie des

conflits, de l'anarchie des conduites et représentations. Dans le cas ici considéré, et au niveau des institutions étudiées (car il reste à savoir s'il en est ainsi ailleurs), nous voyons se dessiner autre chose. Le système étranger dans son ensemble (évidemment non limité à sa culture) produit dans la société intéressée des modifications objectives qui nouent un problème auquel celle-ci réagit globalement, élaborant une formation préservant largement ses continuités dans sa nouveauté même. Cette formation, imprévisible parce que manipulée par un ensemble complexe d'attitudes visant à de multiples fins, n'exclut pas, mais au contraire implique son dynamisme interne.

Entre les cultures autochtone et étrangère s'établit donc une relation multiforme et variable selon les cas. Nous ne saurions ici répondre aux questions non résolues surgissant à la fin de toute étude de ce genre : pourquoi telle société est-elle capable d'élaborer une relation satisfaisante, voire enrichissante, telle autre n'établit-elle qu'un rapport débilitant ou meurtrier? Les valeurs conservées, sous quelque forme que ce soit, devant l'assaut étranger, se maintiennent-elles indéfiniment à travers la succession de leurs transfigurations (perspective essentialiste), ou seulement à titre de transition, le temps de réaliser l'"adaptation" (perspective relativiste et instrumentale)? L'Histoire a ici son mot à dire, avec l'ethnologie et la sociologie comparées. Pour la société qui nous concerne, avançons seulement cette dernière remarque : au niveau subjectif - mais nous avons vu son importance en la circonstance - sa volonté de résistance est justifiée par la conscience de son intégration à une communauté très étendue dans l'espace et le temps, soudée par l'histoire et l'idéologie de l'Islam. La "mémoire historique", l'ampleur et la valorisation

du groupe de référence visé, nous paraissent jouer un rôle considérable dans la "décision de pérennité" d'un groupement menacé par la compétition des cultures.

APPENDICE

QUESTIONNAIRE D'OPINION SUR LES
REPRESENTATIONS FAMILIALES CHEZ LES JEUNES DE 17 A 30 ANS

- + 1) Considérez-vous le mariage comme une obligation pour le jeune homme?
OUI - NON (Barrez la mention qui ne vous convient pas)
Raisons:
- ++++ 2) Quel est, d'après vous, le meilleur âge pour le mariage du garçon?
- +++ 3) D'après vous, le jeune homme doit-il se marier:
a) Si sa famille a besoin de l'argent qu'il gagne pour vivre?
b) Si les parents du jeune homme veulent le mariage alors que le jeune homme n'aime pas la jeune fille qu'on veut lui faire épouser?
- +++ 4) D'après vous, qui doit choisir la jeune fille:
- Les parents du jeune homme tout seuls?
- Le jeune homme tout seul?
- Le jeune homme et ses parents ensemble?
(Barrez les mentions qui ne vous conviennent pas)
- +++ 5) Si les parents ne sont pas d'accord avec le jeune homme sur le choix d'une jeune fille, malgré tous les efforts qu'il a faits pour les convaincre, que doit faire le jeune homme?
- + 6) Considérez-vous le mariage comme une obligation pour la jeune fille ?
OUI - NON (Barrez la mention qui ne vous convient pas)
Raisons:
- ++++ 7) Quel est, d'après vous, le meilleur âge pour le mariage de la jeune fille?
- ++++ 8) D'après vous, quelle différence d'âge doit-il y avoir AU PLUS entre l'homme et la femme qui doivent se marier?

- +++ 9) D'après vous, la jeune fille doit-elle se marier:
- a) Si elle n'aime pas le jeune homme, mais que ce mariage sera utile à la famille de la jeune fille?
 - b) Si elle n'aime pas le jeune homme, mais que les parents de la jeune fille veulent ce mariage?
- +++ 10) D'après vous, qui doit choisir le jeune homme?
- Les parents de la jeune fille tout seuls?
 - La jeune fille toute seule?
 - Les parents et la jeune fille ensemble?
- (Barrez les mentions qui ne vous conviennent pas)
- Avez-vous quelque chose à ajouter à ce sujet?
- +++ 11) Si les parents ne sont pas d'accord avec la jeune fille sur le choix d'un jeune homme, malgré tous les efforts qu'elle a faits pour les convaincre, que doit faire la jeune fille?
- + 12) Pensez-vous qu'on doive se marier de préférence avec un cousin ou une cousine?
- ++++ 13) D'après vous, le jeune homme et la jeune fille doivent-ils se connaître avant de se marier?
- OUI - NON - SEULEMENT SI LES PARENTS SONT D'ACCORD
- (Barrez les mentions qui ne vous conviennent pas)
- Raisons:
- ++++ 14) Admettez-vous qu'un jeune homme et une jeune fille s'engagent dans des relations qui dépassent la camaraderie sans avoir l'idée de se marier?
- ++++ 15) Quelle importance, d'après vous, doit-on attribuer à la virginité de la jeune fille avant le mariage?
- + 16) Croyez-vous qu'on puisse admettre dans une famille un enfant naturel?
- ++++ 17) Voici une liste de qualités qu'un jeune homme peut désirer chez une jeune fille pour se marier avec elle. Mettez une croix devant les trois qualités qui vous paraissent les plus importantes. Il faut mettre seulement trois croix.
- Ne pas avoir eu des sorties et distractions avec les garçons
 - Tenir compte de ce que disent les gens autour d'elle
 - Attacher un grand prix aux traditions
 - Etre d'une famille réputée
 - Etre instruite

- Connaître les réalités de la vie, être dégourdie, savoir prendre des responsabilités
- Aimer sortir, savoir participer à la vie d'extérieur et aux mondanités

Avez-vous quelque chose à ajouter?

++++ 18) Voici une liste de qualités qu'une jeune fille peut désirer chez un jeune homme pour se marier avec lui. Mettez une croix devant les trois qualités qui vous paraîtront les plus importantes. Il faut mettre seulement trois croix.

- Ne pas avoir fréquenté d'autres jeunes filles
- Avoir de l'argent pour permettre à sa femme de tenir son rang
- Etre d'une famille réputée
- Attacher un grand prix aux traditions
- Etre instruit
- Ne pas se considérer comme supérieur à la femme
- Avoir un esprit d'indépendance à l'égard de ce qu'on dit autour de lui

Avez-vous quelque chose à ajouter?

++++ 19) Pensez-vous que, pour le mariage:

- a) La Tunisienne a des qualités que l'Européenne n'a généralement pas?
Quelles sont ces qualités?
- b) L'Européenne a des qualités que la Tunisienne n'a généralement pas?
Quelles sont ces qualités?

++++ 20) Pensez-vous que, pour le mariage:

- a) L'homme tunisien a des qualités que l'homme européen n'a généralement pas?
Quelles sont ces qualités?
- b) L'homme européen a des qualités que l'homme tunisien n'a généralement pas? Quelles sont ces qualités?

+ 21) Voici une liste des buts qu'on peut rechercher dans le mariage. Mettez une croix devant les deux buts qui vous paraissent les plus importants. Il faut mettre seulement deux croix:

- Unir les familles de l'homme et de la femme
- Avoir des enfants
- Perpétuer le nom de la famille
- Former un couple heureux et qui s'aime
- Agrandir la famille

Avez-vous quelque chose à ajouter?

- + 22) Lisez les affirmations suivantes et barrez celles qui n'ont pas votre accord:
- a) La dot doit être: conservée - diminuée - supprimée
 - b) Les cérémonies du mariage doivent être: conservées - diminuées - supprimées
 - c) Les cadeaux du mariage doivent être: conservés - diminués - supprimés
- Avez-vous quelque chose à ajouter?
- + 23) Accepteriez-vous que, dans la cérémonie et le contrat du mariage, il n'y ait plus rien de la religion?
- ++++ 24) Voici une liste de qualités que peut avoir un mari. Mettez une croix devant les trois qualités qui vous paraissent les plus importantes. Il faut mettre seulement trois croix:
- Savoir se faire obéir dans sa maison
 - Etre capable d'être le chef et de prendre toutes les responsabilités de sa famille
 - Chercher avant toute chose le bonheur de ses enfants
 - Etre fidèle
 - Faire confiance à sa femme
 - Chercher avant toute chose le bonheur de sa femme
 - Etre un ami qui associe sa femme à toutes ses décisions
- Avez-vous quelque chose à ajouter?
- ++++ 25) Admettez-vous qu'une femme demande le divorce d'avec son mari? OUI - NON (Barrez la mention qui ne vous convient pas)
Raisons:
- ++++ 26) Voici une liste de qualités que peut avoir une épouse. Mettez une croix devant les trois qualités qui vous paraissent les plus importantes. Il faut mettre seulement trois croix:
- Ne s'occuper que de sa maison
 - Etre obéissante envers son mari
 - Faire confiance au mari pour assurer la direction et prendre toutes les décisions nécessaires à la bonne marche de la famille
 - Chercher avant toute chose le bonheur de son mari
 - Chercher avant toute chose le bonheur de ses enfants
 - Etre une compagne sur qui le mari peut s'appuyer pour ses activités et pour prendre ses responsabilités
- Avez-vous quelque chose à ajouter?

++++ 27) D'après vous, le mari et la femme doivent-ils se parler:

- Avec respect et déférence?
- Librement et familièrement comme deux camarades?
(Barrez la mention qui ne vous convient pas)

++++ 28) Le mari doit-il, en ce qui concerne:

- a) Ses distractions :tenir sa femme au courant - la faire participer?
 - b) Ses rapports avec ses amis :tenir sa femme au courant - la faire participer?
 - c) Son travail et ses affaires :tenir sa femme au courant - demander son avis?
 - d) Ses dépenses: tenir sa femme au courant - demander son avis?
 - e) Ses activités politiques et syndicales: tenir sa femme au courant - demander son avis?
(Barrez les mentions qui ne vous conviennent pas)
- Avez-vous quelque chose à ajouter?

29) En cas d'ennui ou de souci graves, à qui feriez-vous confiance pour vous donner un bon conseil?(1)

++++ 30) Dans la liste d'affirmations suivantes choisissez-en une seule, celle qui a le plus votre accord et mettez une croix devant. Il faut mettre une seule croix:

- L'épouse ne doit jamais sortir seule
- L'épouse peut sortir seule après avoir reçu l'autorisation du mari
- L'épouse peut sortir seule sans autorisation mais à condition que la mari soit informé
- L'épouse peut sortir seule selon sa volonté sans informer son mari

++++ 31) Mettez une croix devant celles des affirmations suivantes qui vous conviennent. Dans cette question, vous pouvez mettre autant de croix que vous voudrez:

- Le mari ne doit pas présenter ses amis à sa femme
- Le mari peut présenter ses amis à sa femme
- Le mari peut recevoir ses amis en présence de sa femme

(1) Cette question s'est révélée inexploitable.

- Le mari peut permettre à ses amis de venir à la maison quand il n'est pas là
- Le mari peut permettre à sa femme de sortir, sans lui, avec ses amis

- ++++ 32) D'après vous, que mérite l'épouse infidèle?
- +++++ 33) Quels sont, d'après vous, les domaines où on peut accorder des responsabilités à la femme?
- +++++ 34) Croyez-vous que la femme soit capable de rivaliser en toutes choses avec l'homme?
Raisons:
- ++++ 35) On pense souvent qu'étant donné sa dignité et ses responsabilités, l'homme a droit à des égards spéciaux dans la maison (avoir la place d'honneur, manger les meilleurs mets, etc..) Etes-vous de cet avis?
- ++++ 36) Admettez-vous que la femme mariée travaille à l'extérieur de la maison?
- ++++ 37) Si le mari gagne suffisamment, pensez-vous que la femme doive rester chez elle?
Raisons:
- ++++ 38) Admettez-vous qu'une femme travaille dans un lieu où travaillent des hommes?
- ++ 39) Accepteriez-vous que l'enfant soit placé dans une famille étrangère ou dans une organisation de l'Etat pour que la femme puisse travailler à l'extérieur?
- ++++ 40) La femme qui travaille doit-elle remettre toute sa paye à son mari ou à ses parents?
- ++++ 41) Croyez-vous que la femme doit savoir ce que gagne son mari?
- ++++ 42) Si la femme n'a pas de bonne et ne peut se faire aider par personne, admettez-vous que le mari lui apporte son aide:
a) Pour les enfants?
b) Pour le travail de la maison?
- +++++ 43) Croyez-vous qu'il y ait intérêt à ce que la femme soit instruite?
Raisons:

- ++++ 44) Peut-on accepter que la femme soit:
a) Aussi instruite que le mari?
b) Plus instruite que le mari?
- ++++ 45) Il est des femmes qui pensent que l'homme marié ne doit plus sortir seul pour aller au café ou avec ses amis, mais qu'il doit tout faire avec sa femme. Qu'en pensez-vous?
- ++++ 46) Il est des hommes qui pensent que la femme mariée ne doit plus laisser son mari seul pour aller tout le temps chez ses parents et ses amis, mais qu'elle doit rester avec le mari. Qu'en pensez-vous?
- +++ 47) Quand un homme se marie et que la maison de ses parents est grande, doit-il, d'après vous, quitter cette maison de ses parents pour aller vivre ailleurs?
Raisons:
- +++ 48) Quand un homme vit dans une maison avec sa femme, ses enfants et aussi avec ses parents:
a) A qui doit-il confier l'argent qu'il gagne?
b) Qui doit prendre les décisions concernant le groupe constitué par lui-même, sa femme et ses enfants?
c) Qui doit administrer les dépenses et les biens de ce groupe?
d) Qui doit prendre les décisions concernant ses enfants?
- +++ 49) Quand le père et la mère interviennent dans les affaires du jeune couple, que doit faire, d'après vous, ce jeune couple?
- +++ 50) Quand les jeunes mariés habitent une maison à part, considérez-vous que cette maison doive être entièrement ouverte aux familles de l'un et de l'autre, qui peuvent y venir tant qu'elles veulent et comme elles veulent?
Raisons:
- +++ 51) Admettez-vous que les époux aient des gestes de familiarité devant la famille?
- +++ 52) Si la femme est en désaccord avec les parents de l'homme, que doit faire, d'après vous, cet homme?
- ++ 53) Pensez-vous que les vieux doivent être écoutés?
Raisons:

- ++ 54) Que pensez-vous des enfants qui voudraient confier leurs parents à des asiles de vieillards?
- ++ 55) Y a-t-il en vous-même, dans votre caractère, des qualités que vous pensez venir de la famille où vous êtes né, et dont vous êtes content? Lesquelles?
- ++ 56) Y a-t-il en vous-même, dans votre caractère, des défauts que vous pensez venir de la famille où vous êtes né, et dont vous n'êtes pas content?
- ++ 57) Pour les hommes:
a) En quoi souhaiteriez-vous que votre femme ressemble à votre mère?
b) En quoi souhaiteriez-vous que votre femme ne ressemble pas à votre mère?
- ++ 58) Pour les femmes:
a) En quoi souhaiteriez-vous que votre mari ressemble à votre père?
b) En quoi souhaiteriez-vous que votre mari ne ressemble pas à votre père?
- ++ 58 bis) a) Combien d'enfants avez-vous?
b) Combien désireriez-vous en avoir?
c) Combien de garçons avez-vous?
d) Combien désireriez-vous en avoir?
e) Combien de filles avez-vous?
f) Combien désireriez-vous en avoir?
- ++ 59) Considéreriez-vous l'impossibilité d'avoir des enfants comme un malheur?
Raisons:
- + 60) Admettez-vous que l'impossibilité pour la femme d'avoir des enfants soit une raison de divorce?
- ++ 61) Y a-t-il des cas où vous pensez que l'avortement est permis?
Lesquels?
- ++++ 62) Qui, dans la famille, doit prendre la décision d'avoir des enfants ou de s'arrêter d'en avoir?
- ++++ 63) Qui doit choisir le prénom de l'enfant?
- + 64) En cas de divorce, auquel des deux parents faut-il, d'après vous, confier les enfants?

- + 65) Estimez-vous que les organisations de jeunesse (exemple: scouts, auberges de jeunesse, etc..) sont supérieures à la famille?
Raisons:
- ++ 66) Etes-vous satisfait de l'attitude que votre père a eue envers vous pendant votre enfance?
Raisons:
- ++ 67) Etes-vous satisfait de l'attitude que votre mère a eue envers vous pendant votre enfance?
Raisons:
- ++ 68) Donneriez-vous à vos propres garçons l'éducation qu'on a donnée aux garçons de votre famille?
Raisons:
- ++ 69) Donneriez-vous à vos propres filles l'éducation qu'on a donnée aux filles de votre famille?
Raisons:
- ++ 70) Dans la liste d'affirmations suivantes mettez une croix devant toutes celles qui vous conviennent:
- Le père ne doit pas tolérer que ses enfants parlent en sa présence
 - Le père doit être sévère et inspirer la crainte aux enfants
 - Le père ne doit pas permettre que ses enfants, même devenus hommes, fument devant lui
 - Le père doit exiger qu'on se conduise respectueusement envers lui
 - Le père doit se conduire avec ses enfants comme un ami et accepter que ses enfants le traitent en ami
 - Si les enfants désirent discuter les ordres du père, le père doit accepter la discussion
 - Le père doit accepter que la plus grande liberté règne dans les rapports entre ses enfants et lui
- Avez-vous quelque chose à ajouter?
- ++ 71) Aimerez-vous que vos enfants vous choisissent pour confident sur tous leurs sentiments et tout ce qui leur arrive?
- ++ 72) Quels sont les droits que vous estimez devoir donner au fils aîné?
- +++++ 73) Quels sont, d'après vous, les droits que l'on doit donner aux garçons par rapport aux filles?

- ++ 74) Quels sont, d'après vous, les droits que l'on doit donner à l'oncle sur les neveux?
- ++ 75) Pensez-vous que les parents doivent donner leur autorisation:
- a) Pour les distractions et loisirs de leurs enfants?
 - b) Pour les horaires de sortie?
 - c) Pour l'usage qu'ils font de leur argent de poche?
 - d) Pour le choix de leurs amis et camarades?
- Avez-vous quelque chose à ajouter?
- 76) Quand un enfant n'aime pas quelque chose, doit-on le forcer à en manger?(1)
- ++ 77) Quand un enfant vit dans sa famille et gagne de l'argent, doit-il le donner aux parents?
- ++ 78) Considérez-vous qu'une personne qui a des moyens doit prendre à sa charge toute autre personne qui est dans le besoin et qui a un lien de parenté quelconque avec elle?
- Raisons:
- ++ 79) Si la famille se trouve dans le besoin, l'enfant doit-il:
- a) Revenir avec son conjoint et ses enfants dans l'endroit où habite la famille pour s'occuper d'elle?
 - b) Sacrifier ses études?
 - c) Compromettre sa situation et ses intérêts?
- + 80) Mettez une croix devant celles des affirmations suivantes qui ont votre accord:
- La famille est sacrée, elle passe avant toute chose
 - L'honneur et le nom de la famille doivent être défendus à tout prix
 - C'est dans la famille que l'enfant apprend ce qu'il faut pour devenir un homme digne de ce nom
 - Ce sont les traditions familiales anciennes qui font la force de la société
 - La famille rend timide, ne prépare pas à la vie
 - La famille est quelque chose de trop lourd pour l'individu: elle lui impose trop de charges et de sacrifices
 - Dans la famille on étouffe: on n'y trouve que des préjugés qui empêchent la personne de s'épanouir
- Avez-vous quelque chose à ajouter?

(1) Cette question s'est révélée inexploitable.

- ++ 81) Quand une personne de la famille meurt au loin, considérez-vous comme obligatoire de ramener le corps pour l'enterrer à l'endroit où se trouve la famille?

(Ajoutez ce que vous voudrez au dos des feuilles en rappelant le numéro de la question)

RENSEIGNEMENTS SUR LA PERSONNE INTERROGEE

Sexe

Age:

Religion d'origine:

Lieu d'habitation:

Etat civil: célibataire - marié -
veuf - divorcé (barrez
les mentions inutiles)

Niveau d'instruction: analphabète - Sait lire et écrire - coranique - primaire - secondaire - zeitounienne - supérieure (barrez les mentions inutiles)

Diplôme le plus élevé obtenu:

Profession:

Profession du père:

Profession du conjoint:

Pour tous ceux qui n'ont pas un traitement ou salaire fixes, se rangent-ils parmi les petits - moyens - grands de leur catégorie? (barrez les mentions inutiles)

La personne interrogée (ou le mari, ou le père, si la personne vit à leur charge) possède-t-elle:

a) des terres: b) le téléphone: c) une automobile

Cette automobile est-elle: neuve - d'occasion? Nombre de CV:

INDEX DES AUTEURS CITES

- ABDERRAZAK - "L'origine sociale de la nouvelle vague des étudiants", L'Etudiant Tunisien, Tunis, Janv. 1960.
- ADAM (A) - Casablanca, Essai sur la transformation de la société marocaine au contact de l'Occident, Paris, Ed. du CNRS, 1968.
- ALLPORT (G.W.) - Personality, New-York, H. Holt and Co., 1937.
- ANGELL (R.C.) - The Family encounters the depression, New-York, Scribner, 1936.
- ATTIA (A) - 1.- Interview sur "L'Ecole des Parents et des Educateurs de Tunisie", L'Action, Tunis, 22 Janv. 1965.
2.- Interview sur "L'éducation des enfants et les troubles au sein du milieu familial", L'Action, Tunis, 21 Janv. 1964.
3.- Intervention sur "Les problèmes de l'éducation", Colloque organisé par La Presse de Tunisie, Tunis, 4 Déc. 1965.
- AYARI (S) EL - Intervention sur "Le contrôle des naissances", Colloque organisé par le Club Aziza Othmana, cité par La Presse de Tunisie, Tunis, 15 Fév. 1963.
- BELKHODJA (B) - Enquête sur la jeune fille mère en Tunisie, Mémoire de fin d'études de sociologie, Tunis, Université, 1966.
- BEN ALI (M) - Les divorces en Tunisie, Mémoire de fin d'études présenté devant l'Ecole Nationale de Service Social, Tunis, 1960.
- BEN BRAHEM (J) - "Propos recueillis sur la religion", Jeune Afrique, Tunis, 5-12 Mars 1962.

BEN MUSTAPHA (Ch.) - Les conflits de génération, Mémoire de fin d'études de sociologie, Tunis, Université, 1966.

BEN SALEM (L), BOUKORDAGHA (S), CAMILLERI (C), LOUSSAIEF (M), Mme MABROUK, MALKI (A) - Propos recueillis sur "Le divorce en Tunisie", L'Action, Tunis, 27-28 Janv. 1966.

BEN SALEM (L) - "La mobilité sociale et ses incidences sur la famille", Revue Tunisienne des Sciences Sociales, Tunis, 4ème année, N°11, Oct. 1967.

BENYOUSSEF (A) - "La population agricole tunisienne", L'Action, Tunis, 23-24 Juil. 1964.

BERGSON (H) - Les deux sources de la morale et de la religion, Paris, Alcan, 1932.

BERQUE (J) - 1.- "Qu'est-ce qu'une tribu nord-africaine?", Hommage à Lucien Febvre, Eventail de l'histoire vivante, Paris, 1953, I, 261-71.

2.- Le Maghreb entre deux guerres, Paris, Ed. du Seuil, 1962.

3.- Intervention de clôture du 3ème séminaire de sociologie sur "Les mutations actuelles de la famille au Maghreb" (Déc. 1966), Revue Tunisienne des Sciences Sociales, Tunis, 4ème année, N°11, Oct. 1967.

4.- "Le développement et l'homme", in Le rôle du facteur humain dans le développement des pays nouvellement indépendants, Paris, Rapport UNESCO/SHC/5, 28 Avr. 1967.

BESSIS (A), MARTHELOT (P), MONTETY (A) de, PAUPHILET (D) - Le territoire des Ouled Sidi-ben-Aoun, Paris, PUF, 1956.

BITTARI (Z) - O mes socurs musulmanes, pleurez!, Paris, Galimard, 1964.

BOREMANS (M) - 1.- "Code de Statut Personnel et évolution sociale en certains pays musulmans", IBLA, Tunis, 26ème année, N°103, 3ème trim. 1963.

2.- "Le Code tunisien de Statut Personnel et ses dernières modifications", IBLA, Tunis, 27ème année, N°105, 1er trim. 1964.

3.- "Deux études sur le divorce en Tunisie", IBLA, Tunis, 31ème année, N°122, 2ème sem. 1968.

BOUDON (R) - A quoi sert la notion de structure?, Paris, Gallimard, 1968.

BOUHDIBA (A) - 1.- "Point de vue sur la famille tunisienne actuelle", Revue Tunisienne des Sciences Sociales, Tunis, 4ème année, N°11, Oct. 1967.

2.- "La délinquance féminine est une conséquence de l'évolution", L'Action, Tunis, 31 Déc. 1964.

3.- Criminalité et changements sociaux en Tunisie, Tunis, Mémoires du Centre d'Etudes et de Recherches Economiques et Sociales, 1965.

BOURGUIBA (H) - 1.- Discours sur "Les questions religieuses", La Presse de Tunisie, Tunis, 10 Fév. 1961.

2.- Interview à "Le Monde", rapportée par La Presse de Tunisie, Tunis, 19 Janv. 1963.

CAILLOIS (R) - L'homme et le sacré, Paris, Gallimard, 1950.

CALLENS (M) - 1.- "Education du milieu rural", IBLA, Tunis, 22ème année, 1959 - 4.

2.- "Réalités économiques et problèmes sociaux en Tunisie", IBLA, Tunis, 61ème année, N°62, 2ème trim. 1953.

CAMILLERI (C) - 1.- "Etude sur l'intégration familiale du jeune Tunisien cultivé", Cahiers de Tunisie, Tunis, Université, N°33-34-35, 1er-2ème-3ème trim. 1961.

- 2.- "Les rapports familiaux du jeune Tunisien de culture occidentale", Enfance, Paris, Janv.-Fév. 1962.
 - 3.- "Les jeunes gens tunisiens face au problème de la mixité", Confluent, Paris, N°20, Avr. 1962.
 - 4.- Application du test projectif de Louisa Dûss à des groupes d'enfants tunisiens et européens de Tunisie, Tunis, Université, Travaux du C.N.E.F.P., N°2, Mars 1964.
 - 5.- "Statut et rôles familiaux de la femme: leur représentation dans des groupes de jeunes travailleuses tunisiennes", Revue Française de Sociologie, Paris, 1964, V.
 - 6.- "Les représentations éducatives dans des groupes de jeunes parents de Tunis", Revue Tunisienne des Sciences Sociales, Tunis, 2ème année, N°3, Juin 1965.
 - 7.- Avec la collaboration de REBAH (T) et EL ARBI (T), Les relations parents-enfants en Tunisie, Paris, Fédér. Intern. des Ecoles de Parents et d'Educateurs, Coll. "La famille à travers le monde", N°1, 1966.
- CHABBI (B) - "Le mariage mixte", L'Etudiant Tunisien, Tunis, Avr. 1960.
- CUISENIER (J) - 1.- "Structures parentales et structures vicinales en Tunisie", IBLA, Tunis, 23ème année, N°92, 4ème trim. 1960.
- 2.- L'Ansarine. Contribution à la sociologie du développement, Paris, PUF, 1960.
- DAOUD (L) - "De quel côté se trouve l'embourgeoisement?", L'Etudiant Tunisien, Tunis, Avr. 1960.

DEMEERSEMAN (A) - 1.- "L'individu et la société dans la Tunisie d'hier et d'aujourd'hui", IBLA, Tunis, 19ème année, N°73, 1er trim. 1956.

2.- "L'évolution féminine tunisienne: son programme familial, culturel et éducatif", IBLA, Tunis, 10ème année, N°40, 4ème trim. 1947.

3.- "Elites tunisiennes et progrès", IBLA, Tunis, 14ème année, N°54, 2ème trim. 1951.

4.- "L'évolution de la famille tunisienne", IBLA, Tunis, 11ème année, N°42, 2ème trim. 1948.

5.- La famille tunisienne et les temps nouveaux, Tunis, Maison tunisienne de l'édition, 1967.

DJEDIDI (S) - "L'évolution et la condition de la femme tunisienne et sa participation à la vie économique", L'Action, Tunis, VII, 21 Nov. 1963.

DORNIER (P) - "La politesse bédouine dans les campagnes du Nord de la Tunisie: le mariage (suite); la semaine des noces", IBLA, Tunis, 18ème année, N°69, 1er trim. 1955.

DORNIER (P) et LOUIS (A) - "La politesse bédouine dans les campagnes du Nord de la Tunisie. Le mariage", IBLA, Tunis, 17ème année, N°67, 3ème trim. 1954.

- "Douze femmes de la banlieue pauvre de Tunis donnent leur avis sur le contrôle des naissances", La Presse de Tunisie, Tunis, 22 Fév. 1963.

DUPUY (A) - La Tunisie, Paris, H. Laurens Ed., 1939.

DUVIGNAUD (J) - Chebika, Paris, Gallimard, 1968.

FENNICHE (N) - "Attitudes des jeunes parents tunisois de 20 à 30 ans devant le mariage mixte", Revue Tunisienne des Sciences Sociales, Tunis, N°3, Juin 1965.

FESTINGER (L) - A theory of cognitive dissonance, Londres, Tavistock Publications, 1959.

HADDAD (R) - "Le mariage avec les étrangères est toujours un échec", interview accordée à La Presse de Tunisie, Tunis, 9 Janvier 1963.

HADDAD (T) EL - Imra'atunâ fi'ah-sharî'a wa'l-mujtama' Tunis, Imprimerie artistique, 1930.

JAMBU-MERLIN (R) - Le droit privé en Tunisie, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1960.

JAY (B) - Les familles mixtes en Tunisie, Strasbourg, Faculté de Théologie Protestante, thèse de 3ème cycle, 1963.

JAY (B), CAMILLERI (C), HADDAD (R) - "Dossier Confluent: les mariages mixtes en Tunisie", Confluent, Paris, N°35, Nov. 1963.

KEMAL (M) - Discours d'Izmir du 3 Fév. 1923, cité et traduit par Mme ESENKOVA (P), in "La femme turque contemporaine: éducation et rôle social", IBLA, Tunis, 4ème année, N°55, 3ème trim. 1951.

DAVIS (K) - "The myth of functional analysis as a special method in sociology and anthropology", American Sociological Review, New-York, Ch. Page ed., Vol. 24, Numb. 6, Dec. 1959, pp. 757-72.

LADHARI (N) - "Pourquoi le divorce est-il toujours aussi fréquent en Tunisie?", La Presse de Tunisie, Tunis, 13 Mars 1960.

LELONG (M) - "Culture arabe et culture occidentale dans la Tunisie d'aujourd'hui (une enquête de la revue El-Fikr)", IBLA, Tunis, 19ème année, N°75, 3ème trim. 1956.

- "Le mariage en Tunisie", Bulletin de Statistique et d'Etudes Economiques de Tunisie, Tunis, N°17, Janv.-Mars 1963.
- "Les jeunes Marocains devant le mariage", table ronde organisée par Jeune Afrique, Tunis, 15 Nov. 1964.
- "Les problèmes de l'autorité des parents en Tunisie", colloque organisé avec l'Union des Femmes Fonctionnaires par L'Ecole des Parents de Tunisie (inéd.), Tunis, 19 Nov. 1964.
- "Les Tunisiens ont-ils tort ou raison d'épouser des étrangères?", enquête organisée par La Presse de Tunisie, Tunis, 9-16 Janv. 1963.

LEWIS (O) - Les enfants de Sanchez, (trad. C. Zins), Paris, Gallimard, 1963.

MAGNIN (J) - 1.- "Sagesse", IBLA, Tunis, 8ème année, N°32, 4ème trim. 1945.

2.- "Entr'aide familiale et institutions démocratiques", IBLA, Tunis, 19ème année, N°73, 1er trim. 1956.

MAMOURI (M) - "Le bourguibisme, une conception de l'homme et de l'action", L'Action, Tunis, 11 Nov. 1964.

MENDRAS (H) - La fin des paysans, Paris, S.E.D.E.I.S., 1967

MERTON (R.K.) - Social theory and social structure, Glencoe, The Free Press, 1957.

MICHEL (A) - Famille, industrialisation, logement, Paris, Ed. du CNRS, 1959.

MONTETY (H) de - Vieilles familles et nouvelle élite en Tunisie, Documents sur l'évolution du monde musulman, Public. du Centre des Htes Etudes d'Administration Musulmane, Paris, fasc. N°3, 8 Août 1940.

- Mouvement naturel de la population, Tunis, Secrétariat d'Etat au Plan et aux Finances, Service des Statistiques, fasc.I, Mariages et divorces, Année 1960.
- M'RABET (F) - La femme algérienne, Paris, Maspéro, 1964.
- MZALI (M.S.) - L'évolution économique de la Tunisie, Tunis, 1921.
- MZALI (F) - Intervention in "Enquête sur un problème complexe: le mariage mixte", L'Action, Tunis, 15 Janv. 1963.
- NAZLI (H) - Intervention in "Quinze femmes tunisiennes analysent leurs droits et leurs devoirs", Propos recueillis par Jacqueline Cohen-Tanugi, La Presse de Tunisie, Tunis, 10 Janv. 1960.
- NOUSCHI (A) - Enquête sur le niveau de vie des populations rurales constantinoises de la conquête jusqu'en 1919, Paris, PUF, 1961.
- PAGES (R) et LEMAIN (G) - Contribution à un projet d'étude de la désorganisation sociale dans les pays retardataires en cours d'industrialisation et d'urbanisation, Paris, Laboratoire de Psychol. Sociale de la Fac. des Lettres et Sc. Hum., (multigr.), 2ème éd., Fév. 1960.
- "Personnalité de l'étudiante tunisienne", L'Etudiant Tunisien, Tunis, Janv. 1960.
- PONCET (J) - La colonisation et l'agriculture européenne en Tunisie depuis 1881, Paris-La Haye, Mouton et Cie, 1962.
- RAZGAILLAH (A) - "Les régimes des partis uniques", L'Action, Tunis, 19 Juin 1963.
- RIZA (M.S.) - Enquête sur les journaliers, Mémoire de fin d'études de sociologie, Tunis, Université, 1963.

- ROBERT (H) - "Le mariage aux Iles Kerkennah", IBLA, Tunis, 10ème année, N°38, 2ème trim. 1947.
- ROUSSIER (J) - "Dispositions nouvelles dans le statut successoral en droit tunisien", Studia Islamica, Paris, XII, 1960. .
- SASSI (S) - Intervention in "Une enquête sur un problème complexe: le mariage mixte", L'Action, Tunis, 15 Janvier 1963.
- SAYAH (M) - "Assurer à notre jeunesse une formation saine et utile", L'Action, Tunis, 5 Avril 1964.
- SEBAG (P) 1.- La Tunisie. Essai de monographie, Paris, Ed. Soc., 1951
2.- Avec BOUHDIBA (A), CAMILLERI (C), BEN AMOR (H):
Les pré-conditions sociales de l'industrialisation dans la région de Tunis, Tunis, Cahiers du Centre d'Etudes et de Recherches Economiques et Sociales (Université), Série sociologique, N°1, Août 1968.
3.- "Milieux sociaux et attitudes à l'égard de la vie", La Tunisie Médicale, Tunis, N°2, Mars-Avril 1961.
- SEKLANI (M) - 1.- "Les problèmes démographiques en Tunisie", L'Action, Tunis, 18 Nov. 1964.
2.- "Caractéristiques démographiques de la population tunisienne", L'Action, Tunis, 19 Nov. 1964.
3.- "La famille tunisienne au seuil de la contraception. Etat actuel et transition possible", Revue Tunisienne des Sciences Sociales, Tunis, 4ème année, N°11, Oct. 1967.
- SLIM (H) - Note critique sur "Le harem et les cousins" de G. TILLION, Revue Tunisienne des Sciences Sociales, Tunis, 5ème année, N°12, Janv. 1968.

SNOUSSI (M.T.)ES - Code de Statut Personnel annoté(textes français et arabe),Tunis,2ème éd.,1958.

SRAIEB (N) - "Contribution à la connaissance de Tahar-El-Haddad",Revue de l'Occident Musulman et de la Méditerranée,Aix-en-Provence,N°4,2ème sem.1967.

STAMBOULI (F) - Intervention au 3ème Séminaire de Sociologie sur "Les mutations actuelles de la famille au Maghreb",Revue Tunisienne des Sciences Sociales,Tunis,4ème année,N°11,Oct.1967.

STOETZEL (J) - "Les changements dans les fonctions familiales",in Renouveau des idées sur la famille,Paris,PUF,1954.

TAALBI (M) - L'Islam classique et la femme ,Communication inédite au 3ème Séminaire de Sociologie sur "Les mutations actuelles de la famille au Maghreb",Tunis,Déc.1966.

TILLION (G) - Le harem et les cousins,Paris,Ed.du Seuil,1966.

VALENSI (L) - Le Maghreb avant la prise d'Alger,Paris,Flammarion,1969.

VAN DEN HEUVEN (née BOURAOUI) (S) - Vie et formation de la jeune fille tunisienne de sa naissance à son adolescence,Mémoire pédagogique pour le professorat d'enseignement secondaire,Tunis,Université,1963.

ZGHAL (A) - 1.- "Système de parenté et système coopératif",Revue Tunisienne des Sciences Sociales,Tunis,4ème année,N°11,Oct.1967.

2.- Intervention au 3ème Séminaire de Sociologie sur "Les mutations actuelles de la famille au Maghreb",Revue Tunisienne des Sciences Sociales,Tunis,4ème année,N°11,Oct.1967.

BIBLIOGRAPHIE

Cette bibliographie, non exhaustive, comporte des références sur les problèmes de la famille dans les trois pays du Maghreb, essentiellement pendant les trente dernières années. On y ajoutera les titres indiqués dans l'index des auteurs cités.

ABITBOL-HERVE - "Codification et rénovation du droit musulman au Maroc", Confluent, Paris, N°23, Juil. 1958.

ABU ABDALLAH - "L'adolescente algérienne", Révolution Africaine, Alger, N° 6-7, 12 Déc. 1964.

ADAM (A) - 1.- "La maison et le village dans quelques tribus de l'Anti-Atlas", Hespéris, 37, 1951.

2.- Une enquête auprès de la jeunesse musulmane du Maroc, Aix-en-Provence, Public. de la Fac. des Lettres, Série "Travaux et Mémoires", N°XXVIII, 1962.

3.- "Qu'apporte la psychanalyse à la connaissance des sociétés nord-africaines?", Atti del I Congresso Internazionale di Studi Nord-Africani, Cagliari, Juin 1965.

ADNANE (L) - "Trois Africaines à Paris" (Marocaine, Algérienne, Tunisienne), Jeune Afrique, Tunis, N°301, 16 Oct. 1966.

AMMAR (S) - "Les désordres psychiques de la société tunisienne. Leur évolution et fréquence en fonction des transformations socio-économiques et culturelles depuis l'indépendance", Tunisie Médicale, Tunis, N°1, Janv.-Fév. 1964.

ANISSA - "Enquête épistolaire sur le mariage mixte", Salam Ifriqya, Alger, N°32-33-34, Avr.-Mai-Juin 1950.

AZEMNI (A) - "La famille algérienne devant les problèmes sociaux modernes", IBLA, Tunis, 14ème année, N°53, 1er trim. 1951.

BARON (A.M.) - 1.- "Mariages et divorces à Casablanca", Hespéris, XL, 3ème-4ème trim. 1953.

2.- "La femme dans le prolétariat marocain", Masses Ouvrières, Paris, N°118, Avr. 1956.

BARON (A.M.) et PIROT (H) - "La famille prolétarienne", Les Cahiers de Faits et Idées, Rabat, N°1, 1955.

BCHIR (M) - "La fécondité légitime à Tunis", Cahiers du CERES, Tunis, Série démographique, N°3, 1969.

BELKHODJA (B) - "Les représentations de la grossesse dans des groupes de jeunes parents de la capitale", Revue Tunisienne des Sciences Sociales, Tunis, 2ème année, N°3, Juin 1965.

BEN AMAR (A) - "La femme tunisienne à la croisée des chemins", Ath-Thouraya, Tunis, Août-Sept. et Oct.-Nov. 1946.

BENATIA (M) - Le travail féminin dans le département d'Alger, Thèse de 3ème cycle, Université de Bordeaux, 1969.

BEN BRAHEM (J) - "La jeune Tunicienne et le mariage", Jeune Afrique, Tunis, N°120, 4-10 Fév. 1963.

BEN CHEIKH (A) - "Tableaux de notre vie familiale", IBLA, Tunis, 22ème année, N°86, 2ème trim. 1959.

BEN CHENEB (M) - Notions de pédagogie musulmane, Alger, Jourdan, 1897.

BENCHENEB (S) - "Un contrat de mariage algérien du début du XVIIème siècle", Annales de l'Institut d'Etudes Orientales, Alger, 13, 1956.

BEN MILAD (M) - "La pédagogie d'Ibn Khaldoun", Bulletin Economique Tunisien, Tunis, N°32, Sept. 1949.

BEN M'RAD (M.S.) - Al-hidâd 'ala imrâ'ati l-Haddad, Tunis, 1931.

- BEN NACEUR (M) - "Le mariage chez les citadins de Tunisie",
IBLA, Tunis, 1939.
- BERQUE (J) - 1.- Structures sociales du Haut-Atlas, Paris, PUF, .
1955.
2.- "Pourquoi, chez la femme, la crise a éclaté
maintenant et pas avant?", Faïza, Tunis, N°56, Mars-Avr. 1967.
- BLANC (A) - "L'évolution intellectuelle, morale et sociale de
la jeune fille musulmane", Revue de Psychologie des Peuples,
Le Havre, N°13, 1958.
- BOUBAKER (H) - "La musulmane nord-africaine d'aujourd'hui",
Synthèse, Bruxelles, N°67, Déc. 1951.
- BOURDIEU (P) - Sociologie de l'Algérie, Paris, PUF, 1959.
- BOURGUIBA (H) - "Discours à l'occasion de la fête de la femme",
L'Action (texte français), Tunis, 14 Août 1966, et El-Mar'a
(texte arabe), Tunis, Sept. 1966.
- BOUSQUET (G.H.) et DEMEERSEMAN (A) - "L'adoption dans la famil-
le tunisienne", Revue Africaine, Alger, N°372-73, 3ème-4ème
trim. 1937.
- BOUSQUET (G.H.) - "L'Islam et la limitation volontaire des nais-
sances", Annales de l'Institut d'Etudes Orientales de l'Uni-
versité d'Alger, Alger, 7, 1948.
- BOUTARFA (S) - "Le voile", IBLA, Tunis, 26ème année, N°104, 4ème
trim. 1963.
- BUTTIN (P) - "Ombres et lumières sur le Maroc: 2. La promotion
féminine", Confluent, Paris, N°22, Juin 1962.
- CALTEZ (P) - "La famille patriarcale en Afrique berbère", Etudes
Sociales Nord-Africaines, Paris, Cah. 7-8, 1950.

CAMILLERI (C) - "Famille et modernité", Revue Tunisienne des Sciences Sociales, Tunis, 4ème année, N°11, Oct. 1967.

CHARBONNEAU (P) - "Enquête sur l'alimentation et les dépenses des familles marocaines", Bulletin économique et social du Maroc, N°78, 1958.

CHARROIN (J) - "Femmes kabyles dans la famille patriarcale", Etudes Sociales Nord-Africaines, Paris, I, Cah. 7-8, Août-Sept. 1950.

CHELLI (M) - "Les maghrébines en dehors de la cité", Jeune Afrique, Tunis, N°327, 16 Avr. 1967.

Colloque Maghrébin de la Femme Rurale, L'Action, Tunis, 6 Avr. 1968.

COLOMER (A) 1. "Le Code du Statut Personnel Tunisien", Revue Algérienne, Tunisienne, Marocaine de Législation et Jurisprudence, Alger, N°73, 1957.

2. "Le Code du Statut Personnel Marocain", ibid., N°77, 1961.

CUISENIER (J) - "Endogamie et exogamie dans le mariage arabe", L'Homme, Paris, Mai-Août 1962.

DAOUD (Z) - "Les jeunes Marocains devant le mariage", Jeune Afrique, Tunis, 15 Nov. 1964.

DAOUD (Z) et SKOUNDA (H) - "Les mariages mixtes" (Maroc), Revue de Presse, Alger, N°109, Nov. 1966.

DARDEL (J.B.) et KLIBI (S) - "Un faubourg clandestin de Tunis: le Djebel l-Ahmar", Cahiers de Tunisie, Tunis, N°3, 1955.

DEBECHE (J) - 1.- Leïla, jeune fille algérienne, Alger, Impr. Chararas, 1947.

2.- "La femme et la condition juridique en pays d'Islam", Dialogues, Paris, Janv. 1964.

- DECROUX (P) - 1.- La femme dans l'Islam moderne, Casablanca, 1947.
- 2.- "Le problème du Statut Personnel au Maroc", Travaux et Jours, Beyrouth, N°4, Janv.-Fév.1962.
- DEJEUX (J) - "Romans sur les milieux féminins algériens", Confluent, Paris, N°15, Sept.-Oct.1961.
- DEMEERSEMAN (A) 1. "Autour de la table", IBLA, Tunis, 7ème année, N° 27-28, 3ème-4ème trim.1944.
2. L'évolution féminine tunisienne, Tunis, Public. de l'Institut des Belles Lettres Arabes, 13, 1948.
- DERMENGHEM (E) - Le pays d'Abel. Le Sahara des Ouled-Naïl. des Larba et des Amour, Paris, Gallimard, 1960.
- DESANTI (D) - "Une enquête sur la femme africaine. 1°) Le Maghreb", Jeune Afrique, Tunis, 5 Juin 1964.
- DESCLOITRES (R) et DEBZI (L) - "Système de parenté et structures familiales en Algérie", Annuaire de l'Afrique du Nord 1963, Paris, CNRS, 1964.
- DIB (M) - La grande maison, Paris, Ed. du Seuil, 1953.
- DJEBAR (A) - Les enfants du nouveau monde, Paris, Julliard, 1962.
- DONNER (E) - "Comment je vois les Tunisiennes", Faïza, Tunis, N°21, Janv.1962.
- ENNABLIA (Z) - "La Tunisienne au travail", Faïza, Tunis, N°40, 1964.
- "Enquête sur le mariage mixte", Faïza, Tunis, numéros de Juin à Déc.1961.
- ETIENNE (J)d' - "Une famille marocaine", L'évolution sociale du Maroc, Cahiers d'Afrique et de l'Asie, Paris, s.d.

- FARIDA - "L'autorité paternelle vue par une jeune fille",
Etudes Sociales Nord-Africaines, Paris, Cah. N°7-8,
Août-Sept. 1950.
- FAUQUE (L.P.) - "La famille musulmane au contact de l'Occident.
Aperçu d'évolution comparée", Les Cahiers de Faits et
Idées, Rabat, N°1, 1955 (La famille marocaine).
- FONTAINE (Cl.) - "De la femme objet à la femme sujet", Revue
de Psychologie des Peuples, Le Havre, XVIII-3, 3ème trim.
1963.
- FORGET (N) - "Femmes et professions au Maroc. Attitudes à l'é-
gard du travail professionnel de la femme au Maroc",
Revue Internationale des Sciences Sociales, Paris, XIV,
1, 1962.
- GAUDEFROY-DEMOMBINES (M) - Les institutions musulmanes, Paris,
Flammarion, 1946.
- GAUDRY (M) - La femme chaouïa de l'Aurès, Paris, Geuthner, 1929.
- GHAZALI EL - "L'éducation des enfants dès le premier âge", texte
arabe et trad. par A. Renon, in IBLA, Tunis, N°8, 1945.
- GIRAUD (J) - "Le planning familial: l'expérience tunisienne",
Science et Vie, Paris, Mars 1966.
- GOICHON (A.M.) - La vie féminine au M'Zab, Paris, Geuthner, 1927.
- HASSAR (F) - "L'émancipation de la femme", Confluent, Paris, N°21,
1958.
- HOCHSCHILD (A) - "Le travail des femmes dans une Tunisie en
voie de modernisation (attitudes de jeunes filles en mi-
lieu urbain)", Revue Tunisienne des Sciences Sociales,
Tunis, 4ème année, N°9, Mars 1967.

- HONORE-LAINE (G) - "A l'heure de la révolution algérienne. Attitudes féminines", Documents Nord-Africains (ESNA), Paris, N°540, 4 Nov. 1963.
- "Jeunesse féminine algérienne" (extraits de presse), Revue de Presse, Alger, N°92, Fév. 1965.
- JOVIN (J) - "Invocations pour l'enfantement", Hespéris, XL, 1953.
- Journée internationale de la femme, Discours du Pt. BOUMEDIENNE, Revue de Presse, Alger, N°103, Mars 1966.
- KATTANI (I) EL - "Al-'usra l-maghribia at-taqlidia", Cahiers de Sociologie, Rabat, N°1, Sept.-Nov. 1965.
- KERROU (A.M.) - Tahar El Haddad, Tunis, 1957.
- KHATABI (M.L.) EL - "Le problème de l'éducation et de l'enseignement au Maroc", Confluent, Paris, N°2 (spécial), Juin-Juil. 1959.
- "La femme musulmane", Etudes Sociales Nord-Africaines, Paris, Cah. N°27, Déc. 1952.
- "La jeune fille tunisienne", Faïza, Tunis, N°53 (spécial), Avr.-Mai 1966.
- LALU (P) - "Le mythe de l'enfant endormi, occasion d'examen gynécologique", Documents Nord-Africains, Paris, N°166, 12 Janv. 1954.
- "Le foyer ou le travail? Des Tunisiennes répondent", Jeune Afrique, Tunis, N°315, 22 Janv. 1967.
- LELONG (M) 1. "La jeune fille de demain en Tunisie. Une enquête de la revue Al-Ilhâm", IBLA, Tunis, 18ème année, N°71, 3ème trim. 1955.

2. "Femmes tunisiennes d'aujourd'hui", IBLA, Tunis, 24ème année, N°94, 1961.

"Le mariage en Tunisie", Faïza, Tunis, numéro spécial, Oct. 1961.

Le planning familial, Progrès Social, Tunis, N°18 (spécial).

"Le rôle de la femme dans l'Algérie nouvelle", Revue de Presse, Alger, N°65, Mai-Juin 1962.

"L'évolution de la femme algérienne" (extraits de presse), Revue de Presse, Alger, N°75, Mai 1963.

"Les jeunes Algériens et le problème de la mixité", Documents Nord-Africains, Paris, N°589, 31 Déc. 1964.

"Les jeunes Tunisiens et les problèmes de leur mariage", Documents Nord-Africains, Paris, N°556, 24 Mars 1964.

LETELLIER (G) - "La famille algérienne devant les problèmes sociaux modernes", Amina, Alger, N°25-26, 1941.

L'instabilité de la famille et le droit de l'enfant au Maghreb, Colloque d'Alger, 8-10 Mai 1968, Revue Algérienne des Sc. Juridiques, Economiques, Politiques, Alger, N°4 (spécial), V, Déc. 1968.

LOUIS (A) - Les Iles Kerkennah (Tunisie), Tunis, Impr. Bascone et Muscat, 1963.

MADANI (H) - "Le contrôle des naissances et l'Islam", Confluent, Paris, N°50, Avr. 1965.

MARTENSSON (M) - "Attitudes vis-à-vis du travail professionnel de la femme marocaine", Bulletin Economique et Social Marocain, XXVIII/100, Janv.-Mars 1966.

MARTINET (G) - "La famille bourgeoise marocaine", Les Cahiers de Faits et Idées, Rabat, N°1, 1955.

- MAS (M) - "La petite enfance à Fès et à Rabat", Annales de l'Institut d'Etudes Orientales, Alger, t. XVII, 1959 et t. XVIII-XIX, 1960-61.
- MATHIEU (A) - "La colonie nord-africaine à Lyon", En Terre d'Islam, Lyon, N°35, 3ème trim. 1946.
- MEMMI (A) - "Polygamie et interpénétration des civilisations", Bulletin Economique Tunisien, Tunis, N°49, Fév. 1951.
- MERYLAN (J) - Le mariage mixte en Afrique du Nord, Institut des Hautes Etudes Marocaines, Collection des Centres d'Etudes Juridiques, t. IX, 1934.
- MICHEL (A) - "Planification traditionnelle et planification moderniste dans les familles maghrébines", Confluent, Paris, N°41, Mai 1964.
- MONTETY (H) de :- 1.- Le mariage en Tunisie, Tunis, Ed. S.A.P.I., 1941.
- 2.- Femmes de Tunisie, Paris-La Haye, Mouton et Cie, 1958.
- 3.- "Mutation des moeurs familiales en Tunisie", Cahiers Nord-Africains (ESNA), Paris, N°77, Fév.-Mars 1960.
- MOUH'TAJIB EL - "Le paradis du foyer", Ath-Thouraya, Tunis, N°10, Nov. 1944.
- MUTAFARRIDJ EL - Traduction analytique de l'ouvrage de T. El-Haddad: Notre femme dans la loi et la société, Revue des Etudes Islamiques, Paris, IX, 1935.
- NICOLAS (F) - "Coutumes et traditions chez les Touareg. Matrilat et patriarcats", IBLA, Tunis, 9ème année, N°36, 4ème trim. 1946.

"Notes sur les tribus de la Régence", Revue Tunisienne, Tunis, 9ème année, N°33, Janv. 1902.

"Notre enquête complète sur le planning", Faïza, Tunis, N°51 (spécial), 1966.

"Opinions sur le mariage mixte", Revue de Presse, Alger, N°79, Nov. 1963.

OUALI (Kh.) - "L'évolution de la famille algérienne dans la société moderne", Révolution Africaine, Alger, N°189, 17-24 Sept. 1966.

PESLES (O) - La femme musulmane dans le droit, la religion et les mœurs, Rabat, Les Editions de la Porte, 1946.

"Psychologie des jeunes au Sahara algérien", Documents Nord-Africains, Paris, N° 568, 27 Juin 1964.

"Quelques familles nord-africaines en France", Etudes Sociales Nord-Africaines, Paris, Cah. N°67, Oct.-Nov. 1958.

QUEMENEUR (J) - "Cinquante proverbes sur la famille", IBLA, Tunis, 24ème année, N°94, 2ème trim. 1961.

RAZGALLAH (A) - "Tazâyuḍ al-sukkân wa tanzim al-'aila", El-Fikr, Tunis, N°6, Mars 1964.

"Résolution finale du Congrès de juristes sur la famille", (Alger, 8-10 Mai 1968), Revue de Presse, Alger, N°125, Mai 1968.

RENON (A) - Le mariage en Tunisie, Tunis, Coll. "Le Bled", 1942.

RONDOT (P) - "Bref aperçu des problèmes modernes de la famille musulmane", Afrique-Asie, Paris, N°53, 1er trim. 1961.

ROUSSIER (J) - 1.- "Le mariage du mineur de statut musulman", Revue Algérienne, Tunisienne, Marocaine de Législation et Jurisprudence, Alger, N°75, 1959.

2.- "Le livre du Testament dans le nouveau Code Tunisien du Statut Personnel", Studia Islamica, Paris, XV, 1961.

SANSON (H) - "L'habitat et la famille en Algérie", Etudes Sociales Nord-Africaines, Paris, Cah. N°85, Août-Sept. 1961.

SEBAG (P) - 1.- "Le faubourg de Sidi-Fathallah", Cahiers de Tunisie, Tunis, N° 29-30, 1960.

2.- Un faubourg de Tunis, Saïda-Manoubia, Paris, PUF, 1960.

SEKLANI (M) - 1.- "Les sources et les données fondamentales de la démographie tunisienne. Portée et limites", Revue Tunisienne des Sciences Sociales, Tunis, 3ème année, N°5, Fév. 1966.

2.- "La fécondité des familles des assurés sociaux de Tunis et banlieue", Cahiers du CFRES, Tunis, Série démographique, N°3, 1969.

SELOSSE (J) - "Tradition et modernisme. Perception du changement social par une population citadine marocaine", Revue française de sociologie, Paris, IV, N°2, 1963.

"Situation et aspirations de la famille nord-africaine en métropole", Etudes Sociales Nord-Africaines, Paris, Cah. N° 49, Nov.-Déc. 1955.

SNOUSSI (M.T.) - Al mar'a ba'm al-qadim wa l-h'adith, Tunis, 1969.

"Souvenirs et soucis de trois jeunes femmes marocaines", Confluent, Paris, N°12, Mars-Avr. 1961.

TILLION (G) - "Les femmes et le voile dans la civilisation méditerranéenne", in Etudes Maghrébines, Mélanges Ch.-A. Jullien, Paris, 1964.

- TRABELSI (M) - "Transformations et difficultés des relations familiales dans la famille tunisienne", Femme, Tunis, N°7, 1966.
- VALLIN (J) 1. "Planning familial et perspectives de population en Tunisie", Revue Tunisienne des Sciences Sociales, Tunis, V, N°12, Janv. 1968.
2. "Deux enquêtes sur l'efficacité de la contraception intra-utérine en Tunisie", Revue Tunisienne des Sciences Sociales, Tunis, V, N°14, Sept. 1968.
- VAUCHER-ZANANIRI (N) - "L'émancipation de la femme au Maghreb", Preuves-Informations, Paris, N°405, 7 Juil. 1964.
- VERDIER (J.M.) 1. "Le nouveau droit de la famille en Tunisie", Cahiers Nord-Africains (ESNA), Paris, N°77, Fév.-Mars 1960.
2. "Regards sur l'oeuvre du législateur tunisien depuis l'indépendance", ibid.
- WESTERMARCK (E) - Les cérémonies du mariage au Maroc, trad. J. Arin, Paris, Leroux, 1921.
- ZERDOUMI (N) - "L'émancipation de la femme", extraits d'un mémoire de l'auteur publiés in El-Moujahid, Alger, N°157; repris in Revue de Presse, Alger, N°81, Janv. 1964.
- ZRIBI (B) - At-tarbya t-tānusiya fi l'amthāl al-'āmmiya, Tunis, SNED, 1962.

TABLEAUX

	Pages
N ^{OS} 1 - Répartition des lettres par habitat, sexe et état civil	176
2 - Thèmes non sentimentaux relatifs aux parents du sujet	184
3 - Caractères du lien sentimental selon l'ha- bitat et le sexe	187
4 - Caractéristiques des partenaires	191
5 - Types de liens des garçons avec les partenai- res-parents comparés aux types de liens avec les partenaires en général	192
6 - Types de liens des jeunes filles avec les partenaires parents et étrangers	193
7 - Types de parents en opposition avec les gar- çons pour les problèmes sentimentaux	196
8 - Types de parents en opposition avec les filles pour les problèmes sentimentaux	197
9 - Indications générales sur l'opposition des parents à la vie sentimentale de leurs enfants	204
10 - Distribution des thèmes d'opposition des pa- rents à la vie sentimentale de leurs enfants	205
11 - Réactions des jeunes aux attitudes d'opposi- tion de leurs parents, dans le cadre de leur vie sentimentale	214
12 - Identification des types de parents de la jeu- ne fille en opposition avec les jeunes gens pour les problèmes sentimentaux	218
13 - Indications générales sur l'opposition des parents du partenaire	230
14 - Distribution des thèmes d'opposition des pa- rents du partenaire	230

	Pages
NOS 15 - Réactions du garçon dans le conflit avec les parents de la jeune fille	240
16 - Réactions de la jeune fille dans le conflit entre ses parents et le partenaire	241
17 - Indications générales sur les conflits entre jeunes	256
18 - Distribution des thèmes de conflit entre jeunes gens et jeunes filles	257
19 - Indications générales sur les conflits des sujets avec eux-mêmes	269
20 - Distribution des thèmes de conflit des sujets avec eux-mêmes	269
21 - Effectif détaillé de la population de l'enquête	328
22 - Les distributions masculine et féminine des attitudes dans les systèmes de représentations sur la famille	398
23 - Attitudes envers les institutions fondatrices de la famille (variable sexe)	402
24 - Rapports de la parenté avec les enfants (variable sexe)	416
25 - Rapports de la parenté avec le jeune ménage (variable sexe)	423
26 - Les relations dans le ménage (variable sexe)	437
27 - Les rapports homme-femme en général (variable sexe)	444
28 - Accords entre les sous-groupes d'instruction	476
29 - Attitudes envers les institutions fondatrices de la famille (variable instruction)	487
30 - Rapports de la parenté avec les enfants (variable instruction)	490
31 - Rapports de la parenté avec le jeune ménage (variable instruction)	495

	Pages
N ^{os} 32 - Les relations dans le ménage (variable instruction)	498
33 - Les rapports homme-femme en général (variable instruction)	506
34 - Accords entre les sous-groupes d'âge	516
35 - Attitudes envers les institutions fondatrices de la famille (variable âge)	522
36 - Rapports de la parenté avec les enfants (variable âge)	525
37 - Rapports de la parenté avec le jeune ménage (variable âge)	529
38 - Les relations dans le ménage (variable âge)	532
39 - Les rapports homme-femme en général (variable âge)	539
40 - Accords entre les sous-groupes d'habitat	548
41 - Attitudes envers les institutions fondatrices de la famille (variable habitat)	553
42 - Rapports de la parenté avec les enfants (variable habitat)	556
43 - Rapports de la parenté avec le jeune ménage (variable habitat)	561
44 - Les relations dans le ménage (variable habitat)	564
45 - Les rapports homme-femme en général (variable habitat)	571
46 - Accords entre les sous-groupes de niveau socio-économique	582
47 - Attitudes envers les institutions fondatrices de la famille (variable niveau socio-économique)	588
48 - Rapports de la parenté avec les enfants (variable niveau socio-économique)	591

	Pages
NOS 49 - Rapports de la parenté avec le jeune ménage (variable niveau socio-économique)	596
50 - Les relations dans le ménage (variable niveau socio-économique)	599
51 - Les rapports homme-femme en général (varia- ble niveau socio-économique)	600

TABLE ANALYTIQUE DES MATIERES

PREMIERE PARTIE - Les éléments de la crise

<u>INTRODUCTION</u>	Pages	I
<u>CHAPITRE I - La famille tunisienne traditionnelle</u>		1
LE MODELE TRADITIONNEL		1
- Groupe familial et société		2
- Le mariage et ses implications		7
LA CONFIGURATION FAMILIALE VECUE ET LA PRISE		
DES ROLES		14
- Les traits généraux de l'apprentissage		15
- La fille et la femme dans la configuration		
familiale		19
- Le garçon et l'homme dans la configuration		
familiale		22
- Le couple : formation et rôles		28
- Le problème de la condition de la femme		32
- Le chef du groupe familial		38
<u>CHAPITRE II - L'impact européen</u>		43
LES PERIPETIES ECONOMIQUES		43
- Les transformations de l'économie traditionnelle		43
- Leurs effets		46
LES PRISES DE POSITION NATIONALISTES		54
- Le débat idéologique		54
- Nationalisme et politique familiale		58
- Le nouveau Code de Statut Personnel		64
- L'expression des tensions		73
<u>CHAPITRE III - Les tensions dans la famille</u>		75
LES TENSIONS DANS LA FORMATION DU COUPLE		76
- Les griefs réciproques des jeunes		76
- Les griefs contre les parents		82

LES TENSIONS DANS LE COUPLE CONSTITUE	Pages	88
- Le ménage face à l'entourage traditionnel		88
- Le couple aux prises avec lui-même		94
LES TENSIONS AVEC LES ENFANTS		100
- Le problème de la régulation des naissances		100
- Les problèmes de l'éducation et des rapports entre parents et enfants		104
<u>CHAPITRE IV - Le mariage mixte</u>		114
LES DONNEES GENERALES DU PROBLEME		114
LA POLEMIQUE AU SUJET DU MARIAGE MIXTE		119
- Les groupes de polémistes et leur état d'esprit		120
- Analyse des thèmes avancés		124
- Comparaison avec l'étude de B.Jay		134
<u>CHAPITRE V - Le divorce</u>		143
- La méthode		145
- Les causes de divorce : la rémanence des anciennes attitudes		147
- Les divorces dus aux changements sociaux		149
- Le rôle de la femme dans les divorces		157
<u>CHAPITRE VI - L'émission radiophonique "Problèmes de Jeunes"</u>		169
PROBLEMES ET DONNEES PRELIMINAIRES		169
- Intérêt des documents et considérations méthodologiques		169
- Composition et caractères de l'effectif		172
- Le contenu des documents : caractéristiques générales		177
THEMES NON SENTIMENTAUX RELATIFS AUX PARENTS DES SUJETS		180
- Analyse des thèmes		180
- Données quantitatives		183

CONFLITS AVEC LES PARENTS DIRECTS A PROPOS DE LA VIE SENTIMENTALE	Pages 185
- Types de liens sentimentaux et attitudes des jeunes	185
- Caractéristiques des partenaires	188
- Les parents visés	193
- Les thèmes d'opposition des parents	197
- Analyse quantitative des thèmes de conflits avec les parents	202
- Les types de réaction des jeunes à l'opposi- tion de leurs parents	206
- Analyse quantitative des réactions des jeunes	211
CONFLITS AVEC LES PARENTS DU PARTENAIRE A PROPOS DE LA VIE SENTIMENTALE	216
- Les parents en opposition	216
- Les thèmes d'opposition des parents du par- tenaire	219
- Analyse quantitative	228
- Les réactions des jeunes à l'opposition des parents du partenaire	233
- Analyse quantitative	239
CONFLITS SENTIMENTAUX ENTRE JEUNES	242
- Les types de conflits	242
- Analyse quantitative	254
CONFLITS DES JEUNES AVEC EUX-MEMES A PROPOS DE LEUR VIE SENTIMENTALE	258
- Les thèmes de conflit	259
- Analyse quantitative	268
<u>CHAPITRE VII - La crise de la famille tradition- nelle : synthèse et conclusion</u>	272
- Les effets directs du système étranger	273

- L'intervention des particularités de la culture traditionnelle	Pages 278
- Le dynamisme des sujets	280
- Les effets de la nouvelle législation	288
- Conclusion	288

DEUXIEME PARTIE - Les perspectives de
régulation de la crise

<u>CHAPITRE VIII - Considérations de méthode et premières constatations</u>	292
LE PROBLEME	292
PREMIERES ENQUETES : CONSTATATIONS ET HYPOTHESES	295
- Les distributions d'opinions entre les groupes	296
- Les distributions d'opinions à l'intérieur des groupes	302
<u>CHAPITRE IX - Une enquête d'opinion sur les représentations familiales des jeunes Tunisiens - Présentation et considérations préliminaires</u>	314
CONSIDERATIONS METHODOLOGIQUES	314
- Le choix de la méthode	314
- Constitution et caractéristiques de l'échantillon	316
- L'administration du questionnaire	324
- Le contenu du questionnaire	325
LA CLASSIFICATION DES REPONSES OBTENUES	330
- L'extrême traditionalisme	331
- Le simple traditionalisme	346
- La position médiane	356
- Les positions moderniste et très moderniste	360

<u>CHAPITRE X - Une enquête d'opinion sur les re-</u> <u>présentations familiales. Les</u> <u>effets de la variable sexe.</u>	Pages 366
CARACTERISTIQUES GLOBALES DES REACTIONS : LES	
SOMMES D'ATTITUDES	367
LA MOBILITE DES ATTITUDES	377
LA REPARTITION DES ATTITUDES : CARACTERES	
GENERAUX	382
- L'évolution comparée des deux formes de tra-	
ditionnalisme	385
LES REPRESENTATIONS SUR LA FAMILLE	392
- Les institutions fondatrices de la famille	398
- Rapports parenté-enfants indépendamment du	
couple	404
- Rapports de la parenté avec le jeune ménage	418
- Les relations dans le ménage	425
- Les rapports homme-femme en général	440
- Conclusion : la nouvelle représentation de la	
famille souhaitée - Les caractéristiques des	
groupes de sexe	444
<u>CHAPITRE XI - Une enquête d'opinion sur les repré-</u> <u>sentations familiales : les effets</u> <u>de l'instruction</u>	461
CARACTERISTIQUES GENERALES DES REACTIONS	462
- Les sommes d'attitudes	462
- La répartition des attitudes	468
LES REPRESENTATIONS SUR LA FAMILLE	471
- Les convergences entre les groupes	471
- Le contenu des représentations familiales se-	
lon les groupes	477

<u>CHAPITRE XII - Une enquête d'opinion sur les re-</u> <u>représentations familiales ; les</u> <u>effets de l'âge</u>	Pages 507
CARACTERISTIQUES GENERALES DES REACTIONS	508
- Les sommes d'attitudes	508
- La répartition des attitudes	512
LES REPRESENTATIONS SUR LA FAMILLE	513
- Les convergences entre les groupes	513
- Le contenu des représentations familiales se- lon les groupes	517
<u>CHAPITRE XIII - Une enquête d'opinion sur les re-</u> <u>présentations familiales : les ef-</u> <u>fets de l'habitat</u>	540
CARACTERISTIQUES GENERALES DES REACTIONS	541
- Les sommes d'attitudes	541
- La répartition des attitudes	544
LES REPRESENTATIONS SUR LA FAMILLE	546
- Les convergences entre les groupes	546
- Le contenu des représentations familiales selon les groupes	549
<u>CHAPITRE XIV - Une enquête d'opinion sur les re-</u> <u>présentations familiales : les ef-</u> <u>fets du niveau socio-économique</u>	572
CARACTERISTIQUES GENERALES DES REACTIONS	573
- Les sommes d'attitudes	573
- La répartition des attitudes	576
LES REPRESENTATIONS SUR LA FAMILLE	580
- Les convergences entre les groupes	580
- Le contenu des représentations familiales selon les groupes	583
<u>CHAPITRE XV - Quelques études de cas</u>	607
CONSIDERATIONS METHODOLOGIQUES	607

LA HAUTE BOURGEOISIE	Pages 609
- Premier cas	609
- Deuxième cas	625
LES CLASSES MOYENNES	635
- Premier cas	635
- Deuxième cas	650
- Troisième cas	658
- Autres cas	666
LES CLASSES POPULAIRES	670
- Conclusion	675
<u>CHAPITRE XVI - Régulation du changement et proces-</u> <u>sus d'acculturation: synthèse et con-</u> <u>clusions</u>	677
- Les opérations d'acculturation	677
- Réflexions sur les aspects généraux du dyna- misme d'acculturation dans la société tuni- sienne	687
<u>APPENDICE - Questionnaire d'opinion sur les re-</u> <u>présentations familiales chez les</u> <u>jeunes de 17 à 30 ans</u>	697
<u>INDEX DES AUTEURS CITES</u>	708
<u>BIBLIOGRAPHIE</u>	718
<u>TABLEAUX</u>	730
<u>TABLE ANALYTIQUE DES MATIERES</u>	734

